

J. STALINE

LES QUESTIONS
DU LÉNINISME

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !



U. G. am

J. STALINE

LES QUESTIONS DU LÉNINISME



ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES
MOSCOU 1947

La présente (deuxième) édition française est publiée d'après la dernière (onzième) édition russe des *Questions du léninisme*, parue aux Editions politiques d'Etat en 1939.

La traduction a été soigneusement revue et rendue plus conforme à l'original russe.

Editions en langues étrangères

NOTE DES ÉDITEURS

La présente (onzième) édition des *Questions du léninisme* diffère de la dixième en ce qu'elle renferme de nouveaux écrits d'une plus grande actualité.

1. « Discours prononcé au Palais du Kremlin à l'occasion de la promotion des élèves des Ecoles supérieures de l'Armée rouge » (4 mai 1935) ;

2. « Discours prononcé à la première Conférence des stakhanovistes de l'U.R.S.S. » (17 novembre 1935) ;

3. « Sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S. » (rapport présenté au VIII^e congrès — congrès extraordinaire — des Soviets de l'U.R.S.S., le 25 novembre 1936) ;

4. « Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique » (ouvrage écrit par le camarade Staline pour le *Précis d'Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.*, septembre 1938) et

5. « Rapport présenté au XVIII^e congrès du Parti sur l'activité du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. » (10 mars 1939).

Pour ne pas augmenter le format du volume, on n'a pas fait entrer dans la présente édition certains écrits qui avaient été compris dans l'édition précédente, savoir : l'« Entretien avec la première délégation ouvrière américaine », le « Rapport sur l'activité du Comité central présenté au XVI^e congrès du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. » et l'« Entretien avec l'écrivain anglais H.D.Wells ».

Ces changements ont été apportés avec l'assentiment de l'auteur.

Editions politiques d'Etat

**LES QUESTIONS
DU LÉNINISME**

DES PRINCIPES DU LÉNINISME

CONFÉRENCES FAITES A L'UNIVERSITÉ SVERDLOV
AU DÉBUT D'AVRIL 1924

*A la promotion Lénine
je dédie ces pages.*

J. STALINE

Les principes du léninisme : le sujet est vaste. Pour l'épuiser, il faudrait tout un livre. Bien plus, il en faudrait toute une série. Il est donc naturel que mes conférences ne puissent être un exposé complet du léninisme. Elles ne peuvent être tout au plus qu'un résumé succinct des principes du léninisme. Néanmoins, je crois utile de faire ce résumé afin de donner quelques points de départ fondamentaux, nécessaires à l'étude féconde du léninisme.

Exposer les principes du léninisme, ce n'est pas encore exposer les principes de la conception du monde de Lénine. La conception du monde de Lénine et les principes du léninisme ne sont pas une seule et même chose, quant à l'étendue. Lénine est marxiste, et la base de sa conception du monde est évidemment le marxisme. Mais il ne s'ensuit nullement que l'exposé du léninisme doive commencer par l'exposé des principes du marxisme. Exposer le léninisme, c'est exposer ce qu'il y a de particulier et de nouveau dans les travaux de Lénine, ce que celui-ci a versé au trésor commun du marxisme et ce qui se rattache naturellement à son nom. C'est dans ce sens seulement que je parlerai dans mes conférences des principes du léninisme.

Ainsi, qu'est-ce que le léninisme ?

Les uns disent que le léninisme est l'application du marxisme aux conditions particulières de la situation russe. Cette définition renferme une part de vérité, mais elle est loin de rendre toute la vérité. Lénine a, en effet, appliqué le marxisme à la réalité russe, et il l'a fait de main de maître. Mais si le léninisme n'était simplement que l'application du marxisme à la situation particulière de la Russie, le léninisme serait un phénomène purement national et seulement national, purement russe et seulement russe. Or nous savons que le léninisme est un phénomène international — et non pas seulement russe, — ayant des racines dans tout le développement international. Voilà pourquoi j'estime que cette définition a le défaut d'être unilatérale.

D'autres disent que le léninisme est la régénération des éléments révolutionnaires du marxisme des années 1840-1850, à la différence du marxisme des années ultérieures, lequel serait devenu modéré, non révolutionnaire. Si l'on fait abstraction de cette division stupide et plate de la doctrine de Marx en deux parties — révolutionnaire et modérée, — il faut reconnaître que même dans cette définition, absolument insuffisante et insatisfaisante, il y a une part de vérité. Elle consiste, cette part de vérité, en ce que Lénine a, en effet, régénéré le contenu révolutionnaire du marxisme, que les opportunistes de la II^e Internationale avaient mis sous le boisseau. Mais ce n'est là qu'une part de vérité. La vérité entière sur le léninisme est que celui-ci a non seulement régénéré le marxisme, mais a fait encore un pas en avant en développant le marxisme dans les nouvelles conditions du capitalisme et de la lutte de classe du prolétariat.

Qu'est-ce donc enfin que le léninisme ?

Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Plus exactement : le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat, en particulier. Marx et Engels ont milité dans la période d'avant la révolution (nous parlons de la révolution prolétarienne), où l'impérialisme n'était pas encore développé, dans la période de préparation des prolétaires à la révolution, dans la période où la révolution prolétarienne n'était pas encore directement, pratiquement, une chose inévitable. Lénine, élève de Marx et d'Engels, a milité, lui, dans la période de l'impérialisme développé, dans la période de la révolution prolétarienne en développement, alors que la révolution prolétarienne avait déjà triomphé dans un pays, battu la démocratie bourgeoise et inauguré l'ère de la démocratie prolétarienne, l'ère des Soviets.

Voilà pourquoi le léninisme est le marxisme développé plus avant.

On note d'ordinaire le caractère exceptionnellement combatif, exceptionnellement révolutionnaire du léninisme. Cela est tout à fait juste. Mais cette particularité du léninisme s'explique par deux raisons : d'abord parce que le léninisme est sorti de la révolution prolétarienne, dont il porte nécessairement l'empreinte ; ensuite, parce qu'il a grandi et s'est renforcé dans les batailles contre l'opportunisme de la II^e Internationale, lutte qui a été et demeure la condition préalable nécessaire au succès de la lutte contre le capitalisme. Il ne faut pas oublier qu'entre Marx et Engels d'une part, et Lénine de l'autre, s'étend toute une période de domination sans partage de l'opportunisme de la II^e Internationale, et que la lutte impitoyable contre cet opportunisme ne pouvait manquer d'être une des tâches les plus importantes du léninisme.

I

LES RACINES HISTORIQUES DU LÉNINISME

Le léninisme a grandi et s'est formé dans les conditions de l'impérialisme, alors que les contradictions du capitalisme avaient atteint un point extrême ; que la révolution prolétarienne était devenue une question d'activité pratique immédiate ; que l'ancienne période de préparation de la classe ouvrière à la révolution s'était transformée en son aboutissant, en une nouvelle période d'assaut direct contre le capitalisme.

Lénine appelait l'impérialisme le « capitalisme agonisant ». Pourquoi ? Parce que l'impérialisme pousse les contradictions du capitalisme jusqu'à la dernière limite, jusqu'aux bornes extrêmes, au delà desquelles commence la révolution. Parmi ces contradictions, il en est trois qu'il faut considérer comme les plus importantes.

La *première contradiction* est celle qui existe entre le Travail et le Capital. L'impérialisme, c'est la toute-puissance des trusts et des consortiums monopolisateurs, des banques et de l'oligarchie financière dans les pays industriels. Dans la lutte contre cette toute-puissance, les méthodes habituelles de la classe ouvrière — syndicats et coopératives, partis parlementaires et lutte parlementaire — se sont révélées absolument insuffisantes. Ou bien livre-toi à la merci du Capital, végète comme par le passé et descends toujours plus bas, ou bien saisis-toi d'une arme nouvelle ; c'est ainsi que l'impérialisme pose la question devant les masses innombrables du prolétariat. L'impérialisme amène la classe ouvrière à la révolution.

La *deuxième contradiction* est celle qui existe entre les différents groupes financiers et puissances impérialistes dans leur lutte pour les sources de matières premières, pour les territoires d'autrui. L'impérialisme, c'est l'exportation des capitaux vers les sources de matières premières, la lutte forcenée pour la possession monopolisée de ces sources, la lutte pour le repartage du monde déjà partagé, lutte que mènent avec un acharnement particulier les nouveaux groupes financiers et puissances en quête d'« une place au soleil » contre les anciens groupes et puissances, qui se cramponnent à ce qu'ils ont accaparé. Cette lutte forcenée entre les différents groupes de capitalistes a ceci de remarquable qu'elle implique, comme élément inévitable, les guerres impérialistes, les guerres pour la conquête des territoires d'autrui. Cette circonstance, à son tour, a ceci de remarquable qu'elle conduit à l'affaiblissement réciproque des impérialistes, à l'affaiblissement de la position du capitalisme en général, au rapprochement de l'heure de la révolution prolétarienne, à la nécessité pratique de cette révolution.

La troisième contradiction est celle qui existe entre la poignée de nations « civilisées » dominantes et les centaines de millions d'hommes des peuples coloniaux et dépendants du monde. L'impérialisme est l'exploitation la plus impudente et l'oppression la plus inhumaine des centaines de millions d'habitants des immenses colonies et pays dépendants. L'extorsion du surprofit, tel est le but de cette exploitation et de cette oppression. Mais, exploitant ces pays, l'impérialisme est obligé d'y construire des chemins de fer, des fabriques et des usines, des centres d'industrie et de commerce. Apparition d'une classe de prolétaires, formation d'intellectuels indigènes, éveil de la conscience nationale, renforcement du mouvement de libération, tels sont les résultats inévitables de cette « politique ». Le renforcement du mouvement révolutionnaire dans toutes les colonies et dans tous les pays dépendants sans exception, en est un témoignage évident. Cette circonstance importe au prolétariat en ce sens qu'elle sape à la base les positions du capitalisme, transformant les colonies et les pays dépendants de réserves de l'impérialisme en réserves de la révolution prolétarienne.

Telles sont, en somme, les principales contradictions de l'impérialisme, qui ont transformé l'ancien capitalisme « florissant » en capitalisme agonisant.

La guerre impérialiste qui s'est déchaînée il y a dix ans a, entre autres, cette signification qu'elle a rassemblé toutes ces contradictions en un seul nœud et les a jetées dans le plateau de la balance, accélérant et facilitant ainsi les batailles révolutionnaires du prolétariat.

Autrement dit, l'impérialisme n'a pas seulement abouti au fait que la révolution est devenue pratiquement une chose inévitable, mais encore au fait que des conditions favorables se sont créées pour l'assaut direct des citadelles du capitalisme.

Telle est la situation internationale qui a donné naissance au léninisme.

Tout cela est fort bien, nous dira-t-on, mais que vient faire ici la Russie, qui pourtant n'était ni ne pouvait être le pays classique de l'impérialisme ? Que vient faire ici Lénine, qui a travaillé avant tout en Russie et pour la Russie ? Pourquoi la Russie, précisément, a-t-elle été le foyer du léninisme, la patrie de la théorie et de la tactique de la révolution prolétarienne ?

Parce que la Russie était le point crucial de toutes ces contradictions de l'impérialisme.

Parce que la Russie, plus que tout autre pays, était grosse de la révolution et que, pour cette raison, elle était seule en état de résoudre ces contradictions par la voie révolutionnaire.

D'abord la Russie tsariste était un foyer d'oppression de toute

sorte — aussi bien capitaliste que coloniale et militaire, — dans la forme la plus inhumaine et la plus barbare. Qui donc ignore qu'en Russie la toute-puissance du Capital s'alliait au despotisme tsariste, l'agressivité du nationalisme russe aux atrocités du tsarisme contre les peuples non russes, l'exploitation de régions entières — en Turquie, en Perse, en Chine — à l'annexion de ces régions par le tsarisme, à la guerre de conquêtes ? Lénine avait raison quand il disait que le tsarisme était un « impérialisme militaire-féodal ». Le tsarisme était un concentré des côtés les plus négatifs de l'impérialisme, élevés au carré.

Ensuite, la Russie tsariste était une puissante réserve de l'impérialisme occidental, non seulement parce qu'elle donnait libre accès au capital étranger qui détenait, en Russie, des branches d'économie nationale aussi décisives que le combustible et la métallurgie, mais aussi parce qu'elle pouvait mettre sur pied, au profit des impérialistes d'Occident, des millions de soldats. Rappelez-vous l'armée russe de douze millions d'hommes qui versa son sang sur les fronts impérialistes pour assurer des profits exorbitants aux capitalistes anglo-français.

Puis le tsarisme n'était pas seulement le chien de garde de l'impérialisme dans l'est de l'Europe, mais encore l'agent de l'impérialisme occidental, chargé de faire suer à la population par centaines de millions les intérêts des emprunts consentis au tsarisme à Paris et à Londres, à Berlin et à Bruxelles.

Enfin, dans le partage de la Turquie, de la Perse, de la Chine, etc., le tsarisme était le plus fidèle allié de l'impérialisme occidental. Qui donc ignore que la guerre impérialiste a été menée par le tsarisme en alliance avec les impérialistes de l'Entente, et que la Russie a été un élément essentiel de cette guerre ?

Voilà pourquoi les intérêts du tsarisme et de l'impérialisme d'Occident s'entrelaçaient et se confondaient pour former, finalement, un écheveau unique des intérêts de l'impérialisme. L'impérialisme d'Occident pouvait-il se résigner à la perte d'un soutien aussi puissant en Orient et d'un aussi riche réservoir de forces et de ressources que l'était l'ancienne Russie tsariste et bourgeoise, sans essayer toutes ses forces dans une lutte à mort contre la révolution en Russie, afin de défendre et de maintenir le tsarisme ? Evidemment non.

Il s'ensuit donc que quiconque voulait frapper le tsarisme levait forcément la main sur l'impérialisme ; que quiconque se dressait contre le tsarisme devait aussi se dresser contre l'impérialisme ; car quiconque travaillait à renverser le tsarisme, s'il avait réellement l'intention non pas seulement de le frapper, mais de l'achever sans rien en laisser, devait renverser aussi l'impérialisme. Ainsi la révolu-

tion contre le tsarisme se rapprochait de la révolution contre l'impérialisme, devait se transformer en révolution contre l'impérialisme, en révolution prolétarienne.

Cependant montait en Russie la plus grande révolution populaire, à la tête de laquelle se trouvait le prolétariat le plus révolutionnaire du monde, qui disposait d'un allié aussi sérieux que la paysannerie révolutionnaire de Russie. Est-il besoin de démontrer qu'une telle révolution ne pouvait s'arrêter à mi-chemin ; qu'en cas de succès elle devait poursuivre sa marche, en levant le drapeau de l'insurrection contre l'impérialisme ?

Voilà pourquoi la Russie devait devenir le point crucial des contradictions de l'impérialisme, non seulement dans ce sens que ces contradictions, en raison de leur caractère particulièrement ignoble et particulièrement intolérable se révélaient le mieux précisément en Russie ; et non seulement parce que la Russie était le principal soutien de l'impérialisme occidental, reliant le capital financier de l'Occident aux colonies d'Orient, mais aussi parce que la force réelle capable de résoudre les contradictions de l'impérialisme par la voie révolutionnaire, n'existait qu'en Russie.

Il s'ensuit donc que la révolution en Russie devait nécessairement devenir une révolution prolétarienne ; que dès les premiers jours de son développement elle devait nécessairement prendre un caractère international et que, par suite, elle devait nécessairement ébranler les bases mêmes de l'impérialisme mondial.

Les communistes russes pouvaient-ils, dans ces conditions, limiter leur activité au cadre étroitement national d'une révolution russe ? Evidemment non. Au contraire, toute la situation aussi bien intérieure (crise révolutionnaire profonde) qu'extérieure (guerre) les poussait à dépasser ce cadre dans leur activité, à reporter la lutte dans l'arène internationale, à mettre à nu les plaies de l'impérialisme, à démontrer la faillite inéluctable du capitalisme, à battre le social-chauvinisme et le social-pacifisme, à renverser enfin le capitalisme dans leur pays et à forger pour le prolétariat une nouvelle arme de lutte, la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne, afin de faciliter aux prolétaires de tous les pays le renversement du capitalisme. Au reste, les communistes russes ne pouvaient agir autrement, car ce n'est qu'en suivant cette voie qu'on pouvait compter voir intervenir dans la situation internationale certains changements susceptibles de garantir la Russie contre la restauration du régime bourgeois.

Voilà pourquoi la Russie est devenue le foyer du léninisme, et Lénine, le chef des communistes russes, son créateur.

Là « il est arrivé » à la Russie et à Lénine à peu près ce qui est arrivé à l'Allemagne et à Marx et Engels entre 1840 et 1850. Comme

la Russie du début du XX^e siècle, l'Allemagne était alors grosse d'une révolution bourgeoise. Dans le *Manifeste communiste*, Marx écrivait :

C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre au XVII^e et la France au XVIII^e siècle, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

Autrement dit, le centre du mouvement révolutionnaire se déplaçait vers l'Allemagne.

On ne saurait guère douter que précisément cette circonstance, signalée par Marx dans le passage cité, fût la cause probable de ce que l'Allemagne devint la patrie du socialisme scientifique, et les chefs du prolétariat allemand — Marx et Engels — ses créateurs.

Il faut en dire autant, mais à un plus haut degré encore, de la Russie du début du XX^e siècle. La Russie était, à cette époque, à la veille d'une révolution bourgeoise ; elle devait faire cette révolution dans le cadre d'une Europe plus avancée et avec un prolétariat plus développé qu'en Allemagne (sans parler même de l'Angleterre et de la France) ; et tout portait à croire que cette révolution allait devenir le ferment et le prélude de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas par hasard que dès 1902, alors que la révolution russe ne faisait que s'amorcer, Lénine dans *Que faire?* écrivait ces mots prophétiques :

L'histoire nous assigne maintenant [c'est-à-dire aux marxistes russes. *J. St.*] une tâche immédiate, la plus révolutionnaire de toutes les tâches immédiates du prolétariat de n'importe quel autre pays... L'accomplissement de cette tâche, la destruction du rempart le plus puissant non seulement de la réaction européenne, mais aussi de la réaction asiatique, ferait du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international. (t. IV, p. 382, éd. russe.)

Autrement dit, le centre du mouvement révolutionnaire devait se déplacer vers la Russie.

On sait que le cours de la révolution en Russie a justifié amplement cette prédiction de Lénine.

Faut-il s'étonner après cela qu'un pays qui a fait une telle révolution et possédant un tel prolétariat, ait été la patrie de la théorie et de la tactique de la révolution prolétarienne ?

Faut-il s'étonner que le chef de ce prolétariat, Lénine, soit devenu en même temps le créateur de cette théorie et de cette tactique, le chef du prolétariat international ?

II

LA MÉTHODE

J'ai dit plus haut qu'entre Marx et Engels d'une part, et Lénine de l'autre, s'étendait toute une période de domination de l'opportunisme de la II^e Internationale. Pour préciser, je dois ajouter qu'il ne s'agit pas ici d'une domination purement formelle de l'opportunisme, mais bien de sa domination effective. Formellement, à la tête de la II^e Internationale se trouvaient des marxistes « fidèles », des « orthodoxes », Kautsky et autres. Mais en réalité le travail essentiel de la II^e Internationale suivait la ligne de l'opportunisme. Les opportunistes, en raison de leur nature petite-bourgeoise portée aux accommodements, s'accommodaient à la bourgeoisie ; les « orthodoxes », à leur tour, s'accommodaient aux opportunistes dans l'intérêt du « maintien de l'unité » avec eux, dans l'intérêt de la « paix au sein du Parti ». Résultat : l'opportunisme dominait, car la chaîne reliant la politique de la bourgeoisie à celle des « orthodoxes » était continue.

Ce fut une période de développement relativement pacifique du capitalisme, une période d'avant-guerre pour ainsi dire, où les contradictions catastrophiques de l'impérialisme n'avaient pas encore eu le temps de se révéler avec une entière évidence ; où les grèves économiques des ouvriers et les syndicats se développaient d'une façon plus ou moins « normale » ; où la lutte électorale et les fractions parlementaires accusaient des succès « vertigineux » ; où les formes légales de lutte étaient portées aux nues, et où l'on comptait ! « tuer » le capitalisme par la légalité ; en un mot, une période où les partis de la II^e Internationale s'empêtaient et ne voulaient point songer sérieusement à la révolution, à la dictature du prolétariat, à l'éducation révolutionnaire des masses.

Au lieu d'une théorie révolutionnaire cohérente, des thèses théoriques contradictoires, des fragments de théorie détachés de la lutte révolutionnaire vivante des masses et devenus des dogmes vétustes. Evidemment, pour sauver les apparences, on se référait à la théorie de Marx, mais c'était pour la vider de son âme révolutionnaire vivante.

Au lieu d'une politique révolutionnaire, un philistinisme débile, une politiciannerie qui s'observe, une diplomatie parlementaire et des combinaisons parlementaires. Evidemment, pour sauver les apparences, on adoptait des résolutions et des mots d'ordre « révolutionnaires », mais c'était pour les enfouir dans les tiroirs.

Au lieu d'éduquer le Parti et de lui apprendre la juste tactique révolutionnaire par l'expérience de ses propres fautes, on éludait soi-

gneusement les questions angoissantes, on les estompait et on les escamotait. Evidemment, pour sauver les apparences, on ne se refusait pas à toucher aux questions angoissantes, mais c'était pour aboutir à quelque résolution « élastique ».

Telles étaient la physionomie, la méthode de travail et les armes de la II^e Internationale.

Pendant une nouvelle période, une période de guerres impérialistes et de combats révolutionnaires du prolétariat approchait. Les anciennes méthodes de lutte s'avéraient manifestement insuffisantes et sans force devant la toute-puissance du capital financier. Il importait de reviser toute l'activité de la II^e Internationale, sa méthode de travail, d'en expulser l'esprit philistin, l'étroitesse mesquine, la politiciannerie, l'esprit de reniement, le social-chauvinisme, le social-pacifisme. Il importait de vérifier tout l'arsenal de la II^e Internationale, d'en rejeter tout ce qui était rouillé et vétuste, de forger de nouvelles armes. Sans ce travail préliminaire, il était inutile de partir en guerre contre le capitalisme. Sans cela, le prolétariat risquait de se trouver insuffisamment armé ou même simplement désarmé en face des nouvelles batailles révolutionnaires.

C'est au léninisme qu'échut l'honneur de procéder à la vérification générale et au nettoyage général des écuries d'Augias de la II^e Internationale.

Voilà dans quelles conditions est née et s'est forgée la méthode du léninisme.

A quoi se ramènent les exigences de cette méthode ?

Premièrement, à la *vérification* des dogmes théoriques de la II^e Internationale dans le feu de la lutte révolutionnaire des masses, dans le feu de la pratique vivante, c'est-à-dire au rétablissement de l'unité compromise entre la théorie et la pratique, à la suppression de la rupture existant entre elles, car c'est ainsi seulement que l'on peut créer un parti véritablement prolétarien, armé d'une théorie révolutionnaire.

Deuxièmement, à la *vérification* de la politique des partis de la II^e Internationale, non pas sur leurs mots d'ordre et résolutions (auxquels on ne peut prêter foi), mais sur leurs œuvres, sur leurs actes, car c'est ainsi seulement que l'on peut conquérir et mériter la confiance des masses prolétariennes.

Troisièmement, à la *réorganisation* de tout le travail du Parti sur un mode nouveau, révolutionnaire, dans le sens de l'éducation et de la préparation des masses à la lutte révolutionnaire, car c'est ainsi seulement que l'on peut préparer les masses à la révolution prolétarienne.

Quatrièmement, à l'*autocritique* des partis prolétariens, à leur

instruction et à leur éducation par l'expérience de leurs propres fautes, car c'est ainsi seulement que l'on peut former de véritables cadres et de véritables leaders du Parti.

Telles sont la base et l'essence de la méthode du léninisme.

Comment cette méthode a-t-elle été appliquée dans la pratique ?

Les opportunistes de la II^e Internationale professent une série de dogmes théoriques, qu'ils reprennent toujours comme une antienne.

Prenons quelques-uns d'entre eux :

Premier dogme : sur les conditions de la prise du pouvoir par le prolétariat. Les opportunistes assurent que le prolétariat ne peut ni ne doit prendre le pouvoir, s'il ne constitue pas lui-même la majorité dans le pays. De preuves, aucune ; car on ne saurait justifier ni théoriquement, ni pratiquement cette thèse absurde. Admettons, répond Lénine à ces messieurs de la II^e Internationale. Mais adienne une situation historique (guerre, crise agraire, etc.) dans laquelle le prolétariat, qui forme la minorité de la population, aurait la possibilité de grouper autour de lui l'immense majorité des masses laborieuses, pourquoi ne prendrait-il pas le pouvoir ? Pourquoi le prolétariat ne profiterait-il pas de la situation internationale et intérieure favorable, pour percer le front du Capital et hâter le dénouement général ? Marx n'a-t-il pas dit, déjà vers 1850, que la révolution prolétarienne en Allemagne serait en « excellente » posture si l'on pouvait aider la révolution prolétarienne par « une réédition pour ainsi dire de la guerre des paysans » ? En est-il qui ignorent que les prolétaires étaient alors relativement moins nombreux en Allemagne que, par exemple, dans la Russie de 1917 ? La pratique de la révolution prolétarienne russe n'a-t-elle pas montré que ce dogme cher aux héros de la II^e Internationale est dénué de toute signification vitale pour le prolétariat ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire des masses bat et enfonce ce dogme vétuste ?

Deuxième dogme : le prolétariat ne peut garder le pouvoir s'il ne dispose, en quantité suffisante, de cadres tout prêts de gens cultivés et d'administrateurs capables d'organiser la gestion du pays ; donc, il faut d'abord former ces cadres sous le capitalisme pour, ensuite, prendre le pouvoir. Admettons, répond Lénine ; mais pourquoi ne pourrait-on pas retourner le problème : prendre d'abord le pouvoir, créer des conditions favorables au développement du prolétariat, et, ensuite, chausser des bottes de sept lieues et aller de l'avant, afin d'élever le niveau culturel des masses travailleuses, de former de nombreux cadres de dirigeants et d'administrateurs sortis des milieux ouvriers ? La pratique russe n'a-t-elle pas montré que les cadres de dirigeants sortis des milieux ouvriers se développent cent fois mieux et plus vite sous le pouvoir prolé-

tarien que sous le pouvoir du Capital ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire des masses enfonce impitoyablement aussi ce dogme théorique des opportunistes ?

Troisième dogme : la méthode de la grève politique générale est inacceptable pour le prolétariat, étant théoriquement inconsistante (voir la critique d'Engels), pratiquement dangereuse (elle peut troubler le cours régulier de la vie économique du pays, elle peut vider les caisses des syndicats) ; elle ne peut remplacer les formes parlementaires de lutte, qui sont la forme principale de la lutte de classe du prolétariat. Bon ! répondent les léninistes. Mais, premièrement, Engels n'a pas critiqué toute grève générale ; il a critiqué seulement un certain genre de grève générale, la grève générale économique des anarchistes, que les anarchistes préconisaient en remplacement de la lutte politique du prolétariat, — que vient faire ici la méthode de la grève politique générale ? Deuxièmement, par qui et où a-t-il été prouvé que la forme parlementaire de lutte est la principale forme de lutte du prolétariat ? L'histoire du mouvement révolutionnaire ne montre-t-elle pas que la lutte parlementaire n'est qu'une école et qu'un moyen auxiliaire pour l'organisation de la lutte extra-parlementaire du prolétariat ; qu'en régime capitaliste les questions essentielles du mouvement ouvrier sont résolues par la force, par la lutte directe des masses prolétariennes, par leur grève générale, par leur insurrection ? Troisièmement, où a-t-on été chercher la question du remplacement de la lutte parlementaire par la méthode de la grève politique générale ? Où et quand les partisans de la grève politique générale ont-ils tenté de remplacer les formes parlementaires de lutte par les formes de lutte extra-parlementaires ? Quatrièmement, la révolution en Russie n'a-t-elle pas montré que la grève politique générale est la plus grande école de la révolution prolétarienne et un moyen souverain de mobilisation et d'organisation des grandes masses du prolétariat à la veille de l'assaut des citadelles du capitalisme ? Alors que viennent faire ici les doléances mesquines sur la désorganisation du cours régulier de la vie économique et sur les caisses des syndicats ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire brise également ce dogme des opportunistes ?

Etc., etc.

Voilà pourquoi Lénine disait que « la théorie révolutionnaire n'est pas un dogme », qu'« elle ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire » (*la Maladie infantile*), car la théorie doit servir la pratique, car « la théorie doit répondre aux questions mises en avant par la pratique » (*les Amis du peuple*), car elle doit être vérifiée par les données de la pratique.

En ce qui concerne les mots d'ordre politiques et les décisions politiques des partis de la II^e Internationale, il suffit de se rappeler l'histoire du mot d'ordre : « Guerre à la guerre », pour comprendre toute l'hypocrisie, toute la pourriture de la politique pratiquée par ces partis, qui masquent leur œuvre antirévolutionnaire sous de pompeux mots d'ordre et résolutions révolutionnaires. Tous ont présente à l'esprit la pompeuse démonstration de la II^e Internationale au congrès de Bâle, où les impérialistes furent menacés, s'ils osaient déclencher la guerre, de toutes les horreurs de l'insurrection, et où fut formulé le mot d'ordre redoutable : « Guerre à la guerre ». Mais qui ne se souvient que, quelque temps après, au seuil même de la guerre, la résolution de Bâle était enfouie dans les tiroirs, et un nouveau mot d'ordre lancé aux ouvriers, de s'exterminer les uns les autres pour la gloire de la patrie capitaliste ? N'est-il pas clair que les mots d'ordre et résolutions révolutionnaires ne valent pas un liard s'ils ne sont corroborés par des actes ? Il suffit de comparer la politique léniniste de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, à la politique de trahison de la II^e Internationale pendant la guerre, pour comprendre toute la platitude des politiciens de l'opportunisme, toute la grandeur de la méthode du léninisme. Je ne puis m'empêcher de citer ici un passage de l'ouvrage de Lénine *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, dans lequel il flagelle âprement le leader de la II^e Internationale, K. Kautsky, pour sa tentative opportuniste de juger des partis non pas selon leurs actes, mais selon leurs mots d'ordre et résolutions sur le papier.

Kautsky fait une politique typiquement petite-bourgeoise, philistine, en s'imaginant... que la proclamation d'un mot d'ordre change quelque chose à l'affaire. Toute l'histoire de la démocratie bourgeoise dénonce cette illusion : pour tromper le peuple, les démocrates bourgeois ont toujours formulé et formulent toujours tous les « mots d'ordre » que l'on veut. Il s'agit de vérifier leur sincérité, de confronter les actes avec les paroles, de ne pas se contenter de phrases idéalistes ou charlatanesques, mais d'en rechercher le réel contenu de classe. (t. XXIII, p. 377, éd. russe.)

Je ne parle même pas de la crainte de l'autocritique qu'ont les partis de la II^e Internationale, de leur manière de dissimuler leurs fautes, d'estomper les questions angoissantes, de voiler leurs lacunes par l'étalage trompeur d'un état de choses prétendu satisfaisant, qui émousse la pensée vivante et freine l'éducation révolutionnaire du parti par l'expérience de ses propres erreurs, — manière raillée et clouée au pilori par Lénine. Voici ce qu'écrivait Lénine sur l'autocritique des partis prolétariens dans sa brochure *la Maladie infantile* :

L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit réellement ses obligations envers sa classe et envers les masses

laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui lui a donné naissance, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle, pour lui, remplir ses obligations, éduquer et instruire la classe et puis les masses. (t. XXV, p. 200, éd. russe.)

D'aucuns disent que la révélation de ses propres erreurs et l'autocritique sont dangereuses pour le Parti, car les adversaires pourraient s'en servir contre le parti du prolétariat. Lénine considérait de pareilles objections comme dénuées de sérieux et absolument fausses. Voici ce qu'il disait à ce propos déjà en 1904, dans sa brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière*, alors que notre Parti était encore faible et peu nombreux :

Ils [c'est-à-dire les adversaires des marxistes. *J. St.*] exultent et font les pitres à la vue de nos discussions ; évidemment, ils s'efforceront de brandir pour les faire servir à leurs fins, tels passages de ma brochure consacrée aux défauts et aux lacunes de notre Parti. Les marxistes russes sont déjà suffisamment rompus aux batailles pour ne pas se laisser troubler par ces coups d'épingle, pour poursuivre, malgré cela, leur travail d'autocritique et continuer à dévoiler sans ménagement leurs propres lacunes qui seront comblées nécessairement et sans faute par la croissance du mouvement ouvrier. (t. VI, p. 161, éd. russe.)

Tels sont, en somme, les traits caractéristiques de la méthode du léninisme.

Ce que donne la méthode de Lénine se trouvait déjà, quant à l'essentiel, dans la doctrine de Marx, doctrine qui, comme le dit Marx, est « critique et révolutionnaire en son essence ». C'est précisément cet esprit critique et révolutionnaire qui pénètre d'un bout à l'autre la méthode de Lénine. Mais il serait faux de croire que la méthode de Lénine est une simple reconstitution de ce qu'a donné Marx. En réalité, la méthode de Lénine n'est pas seulement la reconstitution, c'est encore la concrétisation et le développement continu de la méthode critique et révolutionnaire de Marx, de sa dialectique matérialiste.

III

LA THÉORIE

De ce thème je retiendrai trois questions : 1) importance de la théorie pour le mouvement prolétarien ; 2) critique de la « théorie » de la spontanéité et 3) théorie de la révolution prolétarienne.

1. *Importance de la théorie.* D'aucuns pensent que le léninisme est le primat de la pratique sur la théorie, en ce sens que l'essentiel dans le léninisme est l'application des principes marxistes, la « mise en œuvre » de ces principes ; et quant à la théorie, le léninisme

s'en soucierait fort peu. On sait que Plékhanov a plus d'une fois raillé l'« insouciance » de Lénine pour la théorie, et particulièrement pour la philosophie. On sait, d'autre part, que la théorie n'est guère en faveur auprès de nombreux praticiens léninistes d'aujourd'hui, surtout à cause du prodigieux travail pratique que leur imposent les circonstances. Je dois déclarer que cette opinion plus qu'étrange sur Lénine et le léninisme est absolument fautive et ne correspond aucunement à la réalité, que la tendance des praticiens à se désintéresser de la théorie est absolument contraire à l'esprit du léninisme et comporte de grands dangers pour la cause.

La théorie est l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays, prise sous sa forme générale. Evidemment, la théorie devient sans objet si elle n'est pas rattachée à la pratique révolutionnaire ; de même exactement, que la pratique devient aveugle si sa voie n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire. Mais la théorie peut devenir une force immense du mouvement ouvrier, si elle se forme en liaison indissoluble avec la pratique révolutionnaire, car elle, et elle seule, peut donner au mouvement l'assurance, la force de l'orientation et l'intelligence de la liaison interne des événements en cours ; car elle, et elle seule, peut aider la pratique à comprendre, non seulement dans quelle direction et comment se meuvent les classes au moment présent, mais aussi dans quelle direction et comment elles devront se mouvoir dans le plus proche avenir. Lénine lui-même a dit et répété maintes fois cette thèse connue que

« sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire¹ ».
(*Que faire ?* t. IV, p. 380, éd. russe.)

Mieux que personne, Lénine a compris la grande importance de la théorie, surtout pour un parti comme le nôtre, étant donné le rôle de combattant d'avant-garde du prolétariat international qui lui incombe, et aussi la complexité de la situation intérieure et internationale où il se trouve. Prévoyant ce rôle spécial de notre Parti dès 1902, il jugeait nécessaire de rappeler alors que

« seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde peut remplir le rôle de combattant d'avant-garde ». (*Ibidem.*)

Il est à peine besoin de démontrer que, maintenant que cette prédiction de Lénine sur le rôle de notre Parti s'est réalisée, cette thèse de Lénine acquiert une force et une importance particulières.

Peut-être devrait-on considérer comme l'expression la plus éclatante de la haute importance que Lénine attachait à la théorie, le fait que Lénine lui-même a entrepris une tâche des plus sérieuses, à savoir la généralisation dans la philosophie matérialiste de ce que

¹ Souligné par moi. *J. St.*

la science a donné de plus important depuis Engels jusqu'à Lénine, ainsi que la critique approfondie des courants antimatérialistes parmi les marxistes. Engels disait que « le matérialisme est obligé de prendre un nouvel aspect à chaque nouvelle grande découverte ». On sait que Lénine lui-même s'est acquitté de cette tâche, pour son temps, dans son ouvrage remarquable : *Matérialisme et empiriocriticisme*. On sait que Plékhanov, qui aimait à railler l'« insouciance » de Lénine pour la philosophie, ne s'est pas risqué même à aborder sérieusement une telle tâche.

2. *Critique de la « théorie » de la spontanéité, ou à propos du rôle de l'avant-garde dans le mouvement.* La « théorie » de la spontanéité est la théorie de l'opportunisme, la théorie du culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, la théorie de la négation, en fait, du rôle dirigeant de l'avant-garde de la classe ouvrière, du parti de la classe ouvrière.

La théorie du culte de la spontanéité s'oppose résolument au caractère révolutionnaire du mouvement ouvrier ; elle s'oppose à ce que le mouvement s'oriente vers la lutte contre les bases du capitalisme — elle est pour que le mouvement suive exclusivement la ligne des revendications « réalisables », « acceptables » pour le capitalisme, elle est entièrement pour la « ligne du moindre effort ». La théorie de la spontanéité, c'est l'idéologie du trade-unionisme.

La théorie du culte de la spontanéité s'oppose résolument à ce qu'il soit donné au mouvement spontané un caractère conscient, méthodique ; elle s'oppose à ce que le Parti marche en tête de la classe ouvrière, à ce que le Parti élève les masses jusqu'à les rendre conscientes, à ce que le Parti mène le mouvement derrière lui. Elle est pour que les éléments conscients du mouvement n'empêchent pas ce dernier de suivre son cours ; elle est pour que le Parti se borne à observer le mouvement spontané et se traîne à sa remorque. La théorie de la spontanéité, c'est la théorie de la diminution du rôle de l'élément conscient dans le mouvement, l'idéologie du « suivisme », la base logique de tout opportunisme.

Pratiquement, cette théorie, qui était entrée en scène dès avant la première révolution de Russie, aboutissait à ceci que ses partisans, dits les « économistes », niaient la nécessité d'un parti ouvrier indépendant en Russie, s'élevaient contre la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière pour le renversement du tsarisme, prêchaient la politique trade-unioniste dans le mouvement et, en général, mettaient le mouvement ouvrier sous l'hégémonie de la bourgeoisie libérale.

La lutte de la vieille *Iskra* et la brillante critique de la théorie du « suivisme » donnée par Lénine dans sa brochure *Que faire ?* ont non seulement battu l'« économisme », mais encore créé les bases

théoriques d'un mouvement véritablement révolutionnaire de la classe ouvrière russe.

Sans cette lutte, il eût été inutile même de songer à la création en Russie d'un parti ouvrier indépendant et à son rôle dirigeant dans la révolution.

Mais la théorie du culte de la spontanéité n'est pas un phénomène uniquement russe. Elle est très largement répandue, sous une forme un peu différente il est vrai, dans tous les partis sans exception de la II^e Internationale. Je parle ici de la théorie dite des « forces de production », théorie qui, avilie par les leaders de la II^e Internationale, justifie tout et concilie tout le monde ; qui constate les faits et les explique lorsque tout le monde en a déjà assez, et qui se tranquillise après les avoir constatés. Marx disait que la théorie matérialiste ne peut se borner à expliquer le monde, qu'elle doit encore le transformer. Mais Kautsky et Cie n'en ont cure ; ils préfèrent s'en tenir à la première partie de la formule de Marx. Voici un des nombreux exemples de l'application de cette « théorie ». On dit qu'avant la guerre impérialiste, les partis de la II^e Internationale avaient menacé de déclarer « la guerre à la guerre » si les impérialistes commençaient la guerre. On dit qu'au seuil même de la guerre ces partis ont enfoui dans les tiroirs le mot d'ordre : « Guerre à la guerre » et réalisé le mot d'ordre opposé : « Guerre pour la patrie impérialiste ». On dit que ce changement de mot d'ordre entraîna la mort de millions d'ouvriers. Mais on aurait tort de croire qu'il y a là des coupables, qu'il en est qui ont trahi ou livré la classe ouvrière. Pas le moins du monde ! Tout s'est passé comme cela devait se passer. Premièrement, parce que l'Internationale est un « instrument de paix », et non de guerre. En second lieu, parce qu'avec le « niveau des forces de production » qui existait alors, il était impossible d'entreprendre rien d'autre. La « faute » en est aux « forces de production ». C'est ce que « nous » explique exactement la « théorie des forces de production » de monsieur Kautsky. Or, qui n'a pas foi en cette « théorie » n'est pas marxiste. Le rôle des partis ? Leur importance dans le mouvement ? Mais que peut bien faire un parti en présence d'un facteur aussi décisif que le « niveau des forces de production » ? . . .

On pourrait citer une foule de ces exemples de falsification du marxisme.

Il est à peine besoin de démontrer que ce « marxisme » falsifié, destiné à voiler la nudité de l'opportunisme, n'est qu'une variété de cette même théorie du « suivisme » accommodée à la mode européenne et que Lénine avait combattue dès avant la première révolution russe.

Il est à peine besoin de démontrer que la destruction de cette fal-

sification de la théorie est la condition préalable de la création de partis véritablement révolutionnaires en Occident.

3. *Théorie de la révolution prolétarienne.* La théorie léniniste de la révolution prolétarienne part de trois thèses fondamentales.

Première thèse. — La domination du capital financier dans les pays capitalistes avancés ; l'émission de valeurs comme une des principales opérations du capital financier ; l'exportation des capitaux vers les sources de matières premières, qui est un des fondements de l'impérialisme ; la toute-puissance de l'oligarchie financière, comme résultat de la domination du capital financier, tout cela révèle le caractère brutalement parasitaire du capitalisme monopolisateur, rend cent fois plus sensible le joug des trusts et consortiums capitalistes, accroît l'indignation de la classe ouvrière contre les fondements du capitalisme, amène les masses à la révolution prolétarienne, unique moyen de salut. (Voir *l'Impérialisme* de Lénine.)

De là une première conclusion : aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes, éléments d'explosion de plus en plus nombreux sur le front intérieur, prolétarien, dans les « métropoles ».

Deuxième thèse. — L'exportation accrue des capitaux dans les pays coloniaux et dépendants, l'extension des « sphères d'influence » et des possessions coloniales à l'ensemble du globe ; la transformation du capitalisme en un *système mondial* d'asservissement financier et d'oppression coloniale de l'immense majorité de la population du globe, par une poignée de pays « avancés » — tout cela a, d'une part, fait des diverses économies nationales et des divers territoires nationaux, les anneaux d'une chaîne unique, appelée économie mondiale, et, d'autre part, scindé la population du globe en deux camps : une poignée de pays capitalistes « avancés », qui exploitent et oppriment de vastes colonies et pays dépendants, et une majorité énorme de pays coloniaux et dépendants obligés de mener la lutte pour s'affranchir du joug impérialiste. (Voir *l'Impérialisme*.)

De là une deuxième conclusion : aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays coloniaux, éléments de révolte de plus en plus nombreux contre l'impérialisme sur le front extérieur, colonial.

Troisième thèse. — La possession monopolisée des « sphères d'influence » et des colonies ; le développement inégal des différents pays capitalistes, qui conduit à une lutte forcenée pour un nouveau partage du monde entre les pays ayant déjà accaparé des territoires et ceux qui désirent recevoir leur « part » ; les guerres impérialistes, comme unique moyen de rétablir l'« équilibre » compromis, — tout

cela conduit à l'aggravation de la lutte sur le troisième front, entre les puissances capitalistes, ce qui affaiblit l'impérialisme et facilite l'union des deux premiers fronts contre l'impérialisme : le front prolétarien révolutionnaire et le front de l'affranchissement colonial. (Voir *l'Impérialisme*.)

De là une troisième conclusion : l'inéluclabilité des guerres sous l'impérialisme, et la coalition inévitable de la révolution prolétarienne en Europe avec la révolution coloniale en Orient formant un front unique mondial de la révolution contre le front mondial de l'impérialisme.

Toutes ces conclusions, chez Lénine, sont réunies en cette conclusion générale que « *l'impérialisme est la veille de la révolution socialiste* »¹. (*Préface de l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, t. XIX, p. 71, éd. russe.)

En conséquence, la façon même d'envisager la question de la révolution prolétarienne, le caractère de la révolution, son étendue, sa profondeur, le schéma de la révolution en général se trouvent modifiés.

Autrefois, on abordait ordinairement l'analyse des conditions préalables de la révolution prolétarienne du point de vue de la situation économique de tel ou tel pays pris à part. Maintenant, cette façon de traiter la question ne suffit plus. Il faut, maintenant, envisager la chose du point de vue de l'état économique de la totalité ou de la majorité des pays, du point de vue de l'état de l'économie mondiale, car pays et économies nationales ont cessé d'être des unités se suffisant à elles-mêmes ; ils sont devenus les anneaux d'une chaîne unique appelée économie mondiale ; car l'ancien capitalisme « civilisé » s'est développé en impérialisme ; or, l'impérialisme est le système mondial de l'asservissement financier et de l'oppression coloniale de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés ».

Autrefois, on avait coutume de parler de l'existence ou de l'absence de conditions objectives pour la révolution prolétarienne dans les différents pays ou, plus exactement, dans tel ou tel pays développé. Maintenant, ce point de vue ne suffit plus. Il faut parler maintenant de l'existence de conditions objectives pour la révolution dans l'ensemble du système de l'économie impérialiste mondiale, comme un tout ; de plus, l'existence dans le corps de ce système de quelques pays insuffisamment développés sous le rapport industriel, ne peut être un obstacle insurmontable à la révolution si le système dans son ensemble ou, plus exactement, parce que le système dans son ensemble est déjà mûr pour la révolution.

¹ Souligné par moi. J. St.

Autrefois on avait coutume de parler de la révolution prolétarienne, dans tel ou tel pays développé, comme d'une certaine grandeur absolue opposée à tel front national du Capital, comme à son antipode. Maintenant, ce point de vue ne suffit plus. Il faut parler maintenant de la révolution prolétarienne mondiale, car les différents fronts nationaux du Capital sont devenus les anneaux d'une chaîne unique, appelée front mondial de l'impérialisme et à laquelle doit être opposé le front commun du mouvement révolutionnaire de tous les pays.

Autrefois on considérait la révolution prolétarienne comme le résultat du seul développement intérieur d'un pays donné. Maintenant, ce point de vue ne suffit plus. Il faut maintenant considérer la révolution prolétarienne avant tout comme le résultat du développement des contradictions dans le système mondial de l'impérialisme, comme le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial dans tel ou tel pays.

Où commencera la révolution ? Où, dans quel pays, peut être percé en premier lieu le front du Capital ?

Là où l'industrie est le plus développée, où le prolétariat forme la majorité, où il y a plus de culture, plus de démocratie, répondait-on généralement autrefois.

Non — objecte la théorie léniniste de la révolution — *pas nécessairement là où l'industrie est le plus développée, etc.* Le front du Capital sera percé là où la chaîne de l'impérialisme est plus faible, car la révolution prolétarienne est le résultat d'une rupture de la chaîne du front impérialiste mondial en son point le plus faible, et il peut se faire que le pays qui a commencé la révolution, le pays qui a percé le front du Capital, soit moins développé sous le rapport capitaliste que les autres pays plus développés, et restés, cependant, dans le cadre du capitalisme.

En 1917, la chaîne du front mondial impérialiste s'est trouvée en Russie plus faible que dans les autres pays. Et c'est là qu'elle s'est rompue, livrant passage à la révolution prolétarienne. Pourquoi ? Parce qu'en Russie se déroulait la plus grande des révolutions populaires, en tête de laquelle marchait un prolétariat révolutionnaire qui avait pour lui ce sérieux allié qu'étaient les millions de paysans opprimés et exploités par les grands propriétaires fonciers. Parce que là, la révolution avait comme adversaire ce hideux représentant de l'impérialisme qu'était le tsarisme qui, dénué de toute autorité morale, avait mérité la haine de toute la population. En Russie, la chaîne s'est trouvée être plus faible, bien que la Russie fût moins développée sous le rapport capitaliste que, par exemple, la France ou l'Allemagne, l'Angleterre ou l'Amérique.

Où la chaîne va-t-elle se rompre dans le proche avenir ? Là en-

core où elle sera le plus faible. Il n'est pas exclu que la chaîne puisse se rompre, disons, dans l'Inde. Pourquoi ? Parce qu'il y a là un jeune et ardent prolétariat révolutionnaire, qui a pour allié le mouvement de libération nationale, allié incontestablement important et incontestablement sérieux. Parce que, dans ce pays, la révolution a contre elle cet adversaire connu de tous qu'est l'impérialisme étranger, dénué de tout crédit moral et ayant mérité la haine de toutes les masses opprimées et exploitées de l'Inde.

De même, il est parfaitement possible que la chaîne se rompe en Allemagne. Pourquoi ? Parce que les facteurs qui agissent, par exemple, dans l'Inde, commencent à agir aussi en Allemagne. Et, évidemment, la différence énorme entre le niveau de développement de l'Inde et celui de l'Allemagne ne peut manquer de laisser son empreinte sur la marche et l'issue de la révolution en Allemagne.

Voilà pourquoi Lénine dit que

... les pays capitalistes d'Europe occidentale achèveront leur développement vers le socialisme... non par une « maturation » régulière du socialisme chez eux, mais par l'exploitation de tels Etats par tels autres, par l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient. D'autre part, précisément par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est entré définitivement en mouvement révolutionnaire et a été définitivement entraîné dans l'orbite du mouvement révolutionnaire mondial. (« Mieux vaut moins, mais mieux », t. XXVII, pp. 415-416, éd. russe.)

Bref, la chaîne du front impérialiste, en règle générale, doit se rompre là où les anneaux de la chaîne sont plus faibles, et, en tout cas pas nécessairement là où le capitalisme est plus développé, où le pourcentage des prolétaires est de tant, et celui des paysans de tant, et ainsi de suite.

Voilà pourquoi les supputations statistiques sur le pourcentage prolétarien de la population dans tel ou tel pays pris à part perdent, dans la solution du problème de la révolution prolétarienne, l'importance exceptionnelle que leur attribuaient volontiers les glossateurs de la II^e Internationale, qui n'ont pas compris ce que c'est que l'impérialisme et qui craignent la révolution comme la peste.

Poursuivons. Les héros de la II^e Internationale affirmaient (et continuent d'affirmer) qu'entre la révolution démocratique bourgeoise d'une part, et la révolution prolétarienne de l'autre, il existe un abîme ou, en tout cas, une muraille de Chine qui les sépare l'une de l'autre par un intervalle de temps plus ou moins prolongé, au cours duquel la bourgeoisie arrivée au pouvoir développe le capitalisme, tandis que le prolétariat accumule des forces et se prépare à la « lutte décisive » contre le capitalisme. On évalue ordinairement cet intervalle à des dizaines d'années, sinon davantage. Il est à peine

besoin de démontrer que, dans les conditions de l'impérialisme, cette « théorie » de la muraille de Chine est dénuée de toute valeur scientifique, qu'elle n'est et ne peut être qu'un moyen de camoufler, de maquiller les convoitises contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Il est à peine besoin de démontrer que, dans les conditions de l'impérialisme qui porte en lui le germe de collisions et de guerres, à la « veille de la révolution socialiste », où le capitalisme « florissant » se transforme en capitalisme « agonisant » (*Lénine*), cependant que le mouvement révolutionnaire croît dans tous les pays du monde ; où l'impérialisme s'allie à toutes les forces réactionnaires sans exception, jusques et y compris le tsarisme et le régime du servage, et rend par là même nécessaire la coalition de toutes les forces révolutionnaires depuis le mouvement prolétarien en Occident jusqu'au mouvement de libération nationale en Orient ; où la destruction des survivances du régime féodal devient impossible sans une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, — il est à peine besoin de démontrer que, dans ces conditions, la révolution démocratique bourgeoise ne peut manquer, dans un pays plus ou moins développé, de se rapprocher de la révolution prolétarienne, que la première doit se transformer en la seconde. L'histoire de la révolution en Russie a démontré avec évidence que cette thèse est juste et incontestable. Ce n'est pas sans raison que, déjà en 1905, à la veille de la première révolution russe, Lénine représentait, dans sa brochure *Deux Tactiques*, la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste comme deux anneaux d'une seule chaîne, comme un tableau unique, un tableau d'ensemble de l'envergure de la révolution russe :

*Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétariens de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Telles sont les tâches du prolétariat, tâches que les gens de la nouvelle *Iskra* présentent d'une façon si étriquée dans tous leurs raisonnements et toutes leurs résolutions sur l'envergure de la révolution. (t. VIII, p. 96, éd. russe.)*

Je ne parle même pas des autres ouvrages, plus récents, de Lénine, dans lesquels l'idée de la transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne apparaît avec plus de relief que dans *Deux Tactiques*, comme une des pierres angulaires de la théorie léniniste de la révolution.

Certains camarades, paraît-il, croient que Lénine n'est venu à cette idée qu'en 1916 ; que jusqu'alors il aurait estimé que la révolution, en Russie, se confinerait dans le cadre bourgeois ; que, par conséquent, le pouvoir passerait des mains de l'organe de la dicta-

ture du prolétariat et de la paysannerie aux mains de la bourgeoisie, et non du prolétariat. On dit que cette affirmation a même pénétré dans notre presse communiste. Je dois dire que cette affirmation est tout à fait fausse, qu'elle ne correspond pas du tout à la réalité.

Je pourrais me référer au discours que l'on sait de Lénine, prononcé au III^e congrès du Parti (1905), dans lequel il qualifiait la dictature du prolétariat et de la paysannerie, c'est-à-dire la victoire de la révolution démocratique, non pas comme l'« organisation de l'ordre », mais comme l'« organisation de la guerre ». (« Rapport sur la participation de la social-démocratie au gouvernement provisoire révolutionnaire », t. VII, p. 264, éd. russe.)

Je pourrais me référer ensuite aux articles que l'on sait de Lénine « Sur le gouvernement provisoire » (1905), dans lesquels, exposant les perspectives du développement de la révolution russe, il assigne au Parti la tâche de « faire en sorte que la révolution russe soit non pas un mouvement de quelques mois, mais un mouvement de nombreuses années ; qu'elle n'aboutisse pas seulement à de menues concessions de la part des détenteurs du pouvoir, mais au renversement complet de ce pouvoir », — articles dans lesquels, développant plus avant cette perspective et la rattachant à la révolution en Europe, Lénine continue :

Et si l'on y parvient, alors... alors l'incendie révolutionnaire embrasera l'Europe ; l'ouvrier européen, las de souffrir de la réaction bourgeoise, se lèvera à son tour et nous montrera « comment on s'y prend » ; alors, l'essor révolutionnaire en Europe exercera sur la Russie un choc en retour et, d'une époque de plusieurs années révolutionnaires, fera une époque de plusieurs dizaines d'années révolutionnaires... (« La social-démocratie et le gouvernement provisoire révolutionnaire », t. VII, p. 191, éd. russe.)

Je pourrais me référer ensuite à l'article que l'on sait de Lénine, publié en novembre 1915, et dans lequel il écrit :

Le prolétariat lutte et luttera avec abnégation pour la conquête du pouvoir, pour la République, pour la confiscation des terres... pour faire participer les « masses populaires non prolétariennes » à l'affranchissement de la Russie *bourgeoise* du joug de l'« impérialisme » *militaire-féodal* (= le tsarisme). Et le prolétariat profitera *immédiatement*¹ de cet affranchissement de la Russie bourgeoise du joug du tsarisme, du pouvoir des grands propriétaires fonciers sur la terre, non pour aider les paysans aisés dans leur lutte contre les ouvriers agricoles, mais pour accomplir la révolution socialiste en alliance avec les prolétaires d'Europe. (« Les deux lignes de la révolution », t. XVIII, p. 318, éd. russe.)

Je pourrais enfin me référer à un passage que l'on sait de la brochure *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, où Lénine, se référant au passage cité ci-dessus de *Deux Tactiques* sur l'enver-gure de la révolution russe, arrive à la conclusion suivante :

¹ Souligné par moi. J. St.

Tout s'est passé exactement comme nous l'avions dit. Le cours de la révolution a confirmé la justesse de notre raisonnement. *D'abord* avec « toute » la paysannerie contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre la féodalité (et la révolution reste pour autant bourgeoise, démocratique bourgeoise). *Ensuite*, avec la paysannerie pauvre, avec le semi-prolétariat, avec tous les exploités, *contre le capitalisme*, y compris les riches campagnards, les koulaks, les spéculateurs ; et la révolution devient pour autant *socialiste*. Vouloir dresser artificiellement une muraille de Chine entre l'une et l'autre, les séparer autrement *que par* le degré de préparation du prolétariat et le degré de son union avec les paysans pauvres, c'est on ne peut plus dénaturer le marxisme, l'avilir, le remplacer par le libéralisme. (t. XXIII, p. 391, éd. russe.)

Cela suffit, je pense.

Bon ! nous dira-t-on. Mais s'il en est ainsi, pourquoi Lénine a-t-il combattu l'idée de la « révolution permanente » (continue) ?

Parce que Lénine proposait de « tirer parti jusqu'au bout » des capacités révolutionnaires de la paysannerie et d'utiliser à fond son énergie révolutionnaire pour liquider complètement le tsarisme et pour passer à la révolution prolétarienne ; tandis que les partisans de la « révolution permanente » ne comprenaient pas le rôle sérieux de la paysannerie dans la révolution russe, sous-estimaient la puissance de l'énergie révolutionnaire de la paysannerie, sous-estimaient la force du prolétariat russe et son aptitude à entraîner la paysannerie à sa suite, et rendaient ainsi plus difficile l'œuvre d'affranchissement de la paysannerie de l'influence de la bourgeoisie, l'œuvre de rassemblement de la paysannerie autour du prolétariat.

Parce que Lénine proposait de *couronner* l'œuvre de la révolution par le passage du pouvoir au prolétariat, tandis que les partisans de la révolution « permanente » entendaient *commencer* directement par le pouvoir du prolétariat ; ils ne comprenaient pas que, par là même, ils fermaient les yeux sur ce « détail » que sont les survivances du féodalisme et ne tenaient pas compte de cette force sérieuse qu'est la paysannerie russe ; ils ne comprenaient pas qu'une telle politique ne pouvait que freiner la conquête de la paysannerie aux côtés du prolétariat.

Ainsi donc Lénine combattait les partisans de la révolution « permanente », non parce qu'ils affirmaient la continuité de la révolution, puisque Lénine lui-même s'en tenait au point de vue de la révolution continue, mais parce qu'ils sous-estimaient le rôle de la paysannerie, qui est la plus grande réserve du prolétariat ; parce qu'ils ne comprenaient pas l'idée de l'hégémonie du prolétariat.

L'idée de la révolution « permanente » n'est point une idée neuve. Elle a été formulée pour la première fois par Marx vers 1850, dans sa fameuse *Adresse à la Ligue des communistes*. C'est dans ce document que nos « permanents » ont pris l'idée de la révolution continue. Il convient de noter qu'ayant pris cette idée chez Marx, nos

« permanents » l'ont quelque peu modifiée et, l'ayant modifiée, ils l'ont « abîmée » et rendue impropre à l'usage pratique. Il a fallu la main exercée de Lénine pour redresser cette erreur, prendre l'idée de la révolution continue de Marx sous sa forme pure et en faire une des pierres angulaires de la théorie léniniste de la révolution.

Après avoir énuméré dans son *Adresse* une série de revendications démocratiques révolutionnaires à la conquête desquelles il appelle les communistes, voici ce que Marx dit à propos de la révolution continue :

Alors que les petits bourgeois démocrates veulent tout au plus, par la satisfaction des revendications précitées, terminer au plus vite la révolution, nos intérêts et notre tâche consistent à rendre la révolution permanente, tant que toutes les classes plus ou moins possédantes ne seront pas écartées du pouvoir, que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir d'Etat, que les associations des prolétaires dans tous les principaux pays du monde, et non dans un pays seulement, ne seront pas développées suffisamment pour faire cesser la concurrence entre les prolétaires de ces pays, et que les forces de production, tout au moins les forces décisives, ne seront pas concentrées entre les mains des prolétaires.

Autrement dit :

a) Marx n'a nullement proposé de commencer la révolution dans l'Allemagne de 1850-1860 directement par le pouvoir prolétarien, contrairement aux plans de nos « permanents » russes.

b) Marx proposait uniquement de couronner l'œuvre de la révolution par le pouvoir d'Etat prolétarien en précipitant du haut du pouvoir, graduellement, l'une après l'autre, toutes les fractions de la bourgeoisie pour, ensuite, une fois le prolétariat au pouvoir, allumer l'incendie de la révolution dans tous les pays. A cela répond entièrement tout ce qu'a enseigné Lénine et qu'il a réalisé au cours de notre révolution, en suivant sa théorie de la révolution prolétarienne dans les conditions de l'impérialisme.

Ainsi nos « permanents » russes n'ont pas seulement sous-estimé le rôle de la paysannerie dans la révolution russe, de même que l'importance de l'idée de l'hégémonie du prolétariat ; ils ont encore modifié (en l'abîmant) l'idée de la révolution « permanente » de Marx, et l'ont rendue impropre à l'usage pratique.

Voilà pourquoi Lénine raillait la théorie de nos « permanents », qu'il traitait d'« originale » et de « magnifique », en les accusant de ne pas vouloir « réfléchir aux raisons pour lesquelles dix années durant la vie avait passé à côté de cette magnifique théorie ». (Lénine écrivit cet article en 1915, dix ans après l'apparition en Russie de la théorie des « permanents ». « Les deux lignes de la révolution », t. XVIII, p. 317, éd. russe.)

Voilà pourquoi Lénine considérait cette théorie comme semi-

menchévique, disant qu'elle « emprunte aux bolchéviks l'appel à la lutte révolutionnaire décisive du prolétariat et à la conquête par ce dernier du pouvoir politique ; aux menchéviks, la « négation » du rôle de la paysannerie ». (*Ibidem.*)

Voilà ce qu'il en est de l'idée de Lénine sur la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution prolétarienne, sur l'utilisation de la révolution bourgeoise pour passer « immédiatement » à la révolution prolétarienne.

Poursuivons. Autrefois, l'on tenait pour impossible la victoire de la révolution dans un seul pays, car, croyait-on, pour vaincre la bourgeoisie il faut l'action commune des prolétaires de la totalité des pays avancés ou, tout au moins, de la majorité de ces pays. Maintenant, ce point de vue ne correspond plus à la réalité. Maintenant, il faut partir de la possibilité de cette victoire, puisque le développement inégal et par bonds des divers pays capitalistes dans les conditions de l'impérialisme ; le développement des contradictions catastrophiques au sein de l'impérialisme, qui conduisent à des guerres inévitables ; la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du monde, tout cela conduit non seulement à la possibilité, mais aussi à la nécessité de la victoire du prolétariat dans certains pays. L'histoire de la révolution en Russie en est une preuve directe. Seulement il importe de ne pas oublier ici que le renversement de la bourgeoisie ne peut être réalisé avec succès que lorsque sont réunies certaines conditions, absolument indispensables, sans lesquelles il est inutile même de songer à la prise du pouvoir par le prolétariat.

Voici ce que dit Lénine à propos de ces conditions dans sa brochure *la Maladie infantile* :

La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX^e siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, o'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploités) ¹. Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale, qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires... affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement. (t. XXV, p. 222, éd. russe.)

¹ Souligné par moi. *J. St.*

Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la pleine victoire du socialisme. Ayant consolidé son pouvoir et entraîné la paysannerie à sa suite, le prolétariat du pays victorieux peut et doit édifier la société socialiste. Mais cela signifie-t-il qu'il arrivera par là même à la pleine victoire, à la victoire définitive du socialisme ? Autrement dit, cela signifie-t-il qu'il peut, par les seules forces de son pays, asseoir définitivement le socialisme et garantir pleinement le pays contre l'intervention et, partant, contre la restauration ? Evidemment non. Pour cela il est nécessaire que la révolution triomphe au moins dans quelques pays. Aussi la révolution victorieuse a-t-elle pour tâche essentielle de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays. Aussi la révolution du pays victorieux ne doit-elle pas se considérer comme une grandeur se suffisant à elle-même, mais comme un auxiliaire, comme un moyen pour hâter la victoire du prolétariat dans les autres pays.

Cette pensée Lénine l'a exprimée en deux mots, en disant que la tâche de la révolution victorieuse consiste à faire le « maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays *p o u r* le développement, le soutien, l'éveil de la révolution *dans tous les pays* ». (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, p. 385, éd. russe.)

Tels sont, en somme, les traits caractéristiques de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

IV

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

De ce thème je retiendrai trois questions fondamentales : 1) la dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne ; 2) la dictature du prolétariat, domination du prolétariat sur la bourgeoisie ; 3) le pouvoir des Soviets, forme d'Etat de la dictature du prolétariat.

1, *La dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne*. La question de la dictature prolétarienne est, avant tout, la question du contenu essentiel de la révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne, son mouvement, son envergure, ses conquêtes ne prennent chair et os que par la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat est l'instrument de la révolution prolétarienne, son organe, son point d'appui le plus important, appelé à la vie d'abord pour écraser la résistance des exploités renversés et consolider ses conquêtes et, en second lieu, pour mener la ré-

volution prolétarienne jusqu'au bout, mener la révolution jusqu'à la victoire complète du socialisme. Vaincre la bourgeoisie, renverser son pouvoir, la révolution pourra bien le faire sans la dictature du prolétariat. Mais écraser la résistance de la bourgeoisie, maintenir la victoire et marcher en avant vers la victoire définitive du socialisme, la révolution ne sera plus en état de le faire si, à un certain degré de son développement, elle ne crée pas un organe spécial sous la forme de la dictature du prolétariat, comme son point d'appui fondamental.

« La question fondamentale de la révolution est la question du pouvoir » (*Lénine*). Est-ce à dire que l'on doit se borner ici à prendre le pouvoir, à s'en emparer ? Evidemment non. La prise du pouvoir n'est que le commencement de la tâche. La bourgeoisie, renversée dans un pays, reste longtemps encore, pour bien des raisons, plus forte que le prolétariat qui l'a renversée. C'est pourquoi le tout est de garder le pouvoir, de le consolider, de le rendre invincible. Que faut-il pour atteindre ce but ? Il est nécessaire, pour le moins, d'accomplir trois tâches principales qui se posent devant la dictature du prolétariat « au lendemain » de la victoire :

a) Briser la résistance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes renversés et expropriés par la révolution, liquider toutes leurs tentatives de restaurer le pouvoir du Capital ;

b) Organiser l'œuvre de construction en rassemblant tous les travailleurs autour du prolétariat, et orienter ce travail de façon à préparer la liquidation, la suppression des classes ;

c) Armer la révolution, organiser l'armée de la révolution pour la lutte contre les ennemis extérieurs, pour la lutte contre l'impérialisme.

La dictature du prolétariat est nécessaire pour réaliser, pour accomplir ces tâches.

La transition du capitalisme au communisme, dit Lénine, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités gardent inéluclablement l'espoir d'une restauration, *espoir* qui se transforme en tentatives de restauration. A la suite d'une première défaite sérieuse, les exploités qui ne s'attendaient point à être renversés, qui n'en croyaient rien et n'en admettaient pas l'idée, se lancent dans la bataille avec une énergie décuplée, avec une passion furieuse, avec une haine centuplée pour reconquérir le « paradis » perdu, pour leurs familles qui menaient une si douce existence et que, maintenant, la « vile populace » condamne à la ruine et à la misère (ou au « vil » labeur...). Et derrière les capitalistes exploités, c'est la grande masse de la petite bourgeoisie qui — des dizaines d'années d'expérience historique dans tous les pays en font foi, — hésite et chancelle, qui aujourd'hui suit le prolétariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'affole, s'agite, pleurniche, court d'un camp à l'autre. (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, p. 355 éd. russe.)

Or, la bourgeoisie a ses raisons de faire des tentatives de restauration, car, après son renversement, elle reste longtemps encore plus forte que le prolétariat qui l'a renversée.

Si les exploités, dit Lénine, ne sont battus que dans un seul pays — et c'est là bien entendu le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception — ils restent *toutefois plus forts* que les exploités. (*Ibidem*, p. 354.)

En quoi réside la force de la bourgeoisie renversée ?

Premièrement, « dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie ». (*Lénine : la Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, t. XXV, p. 173, éd. russe.)

Deuxièmement, dans le fait que « longtemps après la révolution, les exploités conservent nécessairement une série de réels et notables avantages : il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), quelques biens mobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les « secrets de l'administration (coutumes, procédés, moyens, possibilités) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il leur reste une expérience infiniment supérieure de l'art militaire (ce qui est très important), etc., etc. ». (t. XXIII, p. 354, éd. russe.)

Troisièmement, « dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production, car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production ; or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions... [car] supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes — ce qui nous a été relativement facile — c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises ; or, ceux-ci on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, — mais seulement par un très long travail d'organisation, très lent et très prudent ». (*La Maladie infantile*, t. XXV, pp. 173 et 189, éd. russe.)

Voilà pourquoi Lénine dit que :

La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la classe nouvelle contre un ennemi *plus puissant*, contre la bourgeoisie dont la résistance est *décuplée* par son renversement... [que] la dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. (*Ibidem*, pp. 173 et 190.)

Il est à peine besoin de démontrer qu'il est absolument impossible d'accomplir ces tâches à bref délai, de réaliser tout cela en quelques années. C'est pourquoi il faut considérer la dictature du prolétariat, le passage du capitalisme au communisme, non comme une période éphémère d'actes et de décrets « éminemment révolutionnaires », mais comme toute une époque historique remplie de guerres civiles et de conflits extérieurs, d'un opiniâtre travail d'organisation et d'édification économique, d'offensives et de retraites,

victoires et de défaites. Cette époque historique est nécessaire, non seulement pour créer les prémisses économiques et culturelles de la victoire totale du socialisme, mais aussi pour permettre au prolétariat, premièrement, de s'éduquer et de se retremper pour devenir une force capable de diriger le pays ; en second lieu, de rééduquer et de transformer les couches petites-bourgeoises dans un sens garantissant l'organisation de la production socialiste.

Vous aurez, disait Marx aux ouvriers, à traverser quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles et de guerres entre peuples, non seulement pour changer les rapports existants, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre capables du pouvoir politique. (*K. Marx : Révélations sur le procès des communistes à Cologne.*)

Poursuivant et développant plus avant la pensée de Marx, Lénine écrit :

Il s'agira, sous la dictature du prolétariat, de rééduquer des millions de paysans, de petits patrons, des centaines de milliers d'employés, de fonctionnaires, d'intellectuels bourgeois, de les subordonner tous à l'Etat prolétarien et à la direction prolétarienne, de triompher de leurs habitudes et traditions bourgeoises » de même qu'il s'agira « ... de rééduquer... au prix d'une lutte de longue haleine, sur la base de la dictature du prolétariat, les prolétaires eux-mêmes qui, eux non plus, ne se débarrassent pas de leurs préjugés petits-bourgeois subitement, par miracle, sur l'injonction de la Sainte-Vierge, sur l'injonction d'un mot d'ordre, d'une résolution, d'un décret, mais seulement au prix d'une lutte de masse, longue et difficile, contre les influences petites-bourgeoises sur les masses. (*La Maladie infantile*, t. XXV, pp. 248 et 247, éd. russe.)

2. *La dictature du prolétariat, domination du prolétariat sur la bourgeoisie.* Déjà ce que nous avons dit montre que la dictature du prolétariat n'est pas un simple changement de personnes au sein du gouvernement, un changement de « cabinet », etc., laissant intact l'ancien ordre de choses économique et politique. Les menchéviki et les opportunistes de tous les pays, qui craignent la dictature comme le feu et qui, saisis de peur, substituent à la conception de la dictature celle de la « conquête du pouvoir », réduisent ordinairement la « conquête du pouvoir » à un changement de « cabinet », à l'apparition au pouvoir d'un nouveau ministère composé d'hommes tels que Scheidemann et Noske, MacDonald et Henderson. Il est à peine besoin de démontrer que ces changements de cabinet et autres analogues n'ont rien de commun avec la dictature du prolétariat, avec la conquête du pouvoir véritable par un véritable prolétariat. Avec les MacDonald et les Scheidemann au pouvoir, l'ancien ordre de choses bourgeois étant maintenu, leurs prétendus gouvernements ne peuvent être autre chose qu'un appareil au service de la bourgeoisie, qu'un camouflage des plaies de l'impérialisme, qu'un instrument entre les mains de la bourgeoisie contre le mouvement révolutionnaire des masses opprimées et exploitées. Ces

gouvernements eux, sont nécessaires au Capital en tant que paravent, lorsqu'il lui est incommode, désavantageux, difficile d'opprimer et d'exploiter les masses sans ce paravent. Certes, l'apparition de tels gouvernements est un indice montrant que « par là » (c'est-à-dire chez les capitalistes), « dans le défilé de Chipka ¹ » tout n'est pas calme, mais malgré cela les gouvernements de ce genre restent inévitablement des gouvernements maquillés du Capital. D'un gouvernement MacDonald ou Scheidemann à la conquête du pouvoir par le prolétariat, il y a aussi loin que de la terre au ciel. La dictature du prolétariat n'est pas un changement de gouvernement, mais un nouvel Etat avec de nouveaux organes du pouvoir au centre et en province, l'Etat du prolétariat, surgi sur les ruines de l'ancien Etat, de l'Etat de la bourgeoisie.

La dictature du prolétariat surgit, non sur la base de l'ordre de choses bourgeois, mais au cours de la démolition de celui-ci, après le renversement de la bourgeoisie, au cours de l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, au cours de la socialisation des principaux instruments et moyens de production, au cours de la révolution prolétarienne violente. La dictature du prolétariat est un pouvoir révolutionnaire s'appuyant sur la violence exercée contre la bourgeoisie.

L'Etat est, aux mains de la classe dominante, une machine destinée à écraser la résistance de ses adversaires de classe. *Sous ce rapport*, la dictature du prolétariat ne se distingue en rien, quant au fond, de la dictature de toute autre classe, puisque l'Etat prolétarien est une machine servant à écraser la bourgeoisie. Mais il y a là une différence *essentielle*. C'est que tous les Etats de classe ayant existé jusqu'à présent étaient une dictature de la minorité exploitée sur la majorité exploitée, tandis que la dictature du prolétariat est la dictature de la majorité exploitée sur la minorité exploitée.

Bref : *la dictature du prolétariat est la domination du prolétariat sur la bourgeoisie, domination qui n'est pas limitée par la loi, qui s'appuie sur la violence et jouit de la sympathie et du soutien des masses laborieuses et exploitées. (Lénine : L'Etat et la Révolution.)*

De là deux conclusions fondamentales :

Première conclusion. La dictature du prolétariat ne peut être la démocratie « intégrale », la démocratie pour tous, et pour les riches et pour les pauvres ; la dictature du prolétariat « doit être un Etat

¹ Expression russe datant de la guerre russo-turque de 1877-1878. Pendant les combats livrés dans le défilé de Chipka, les Russes avaient subi des pertes considérables. L'état-major des troupes tsaristes n'en disait pas moins dans ses communiqués : « Dans le défilé de Chipka tout est calme ». (N. des Trad.)

démocratique *d'une nouvelle manière* — pour¹ les prolétaires et les non-possédants en général, — et dictatoriale *d'une nouvelle manière* — contre¹ la bourgeoisie. . . » (*L'Etat et la Révolution*, t. XXI, p. 393, éd. russe.) Les propos de Kautsky et C^o sur l'égalité universelle, sur la démocratie « pure », sur la démocratie « parfaite », etc., ne sont qu'un camouflage bourgeois de ce fait indubitable que l'égalité des exploités et des exploités est impossible. La théorie de la démocratie « pure » est celle de l'aristocratie ouvrière, apprivoisée et appâtée par les forbans impérialistes. Elle a été appelée à la vie pour voiler les plaies du capitalisme, rendre moins hideux l'impérialisme et lui conférer une force morale dans sa lutte contre les masses exploitées. En régime capitaliste, il n'y a pas et il ne peut y avoir de « libertés » véritables pour les exploités, ne fût-ce que pour la raison que les locaux, les imprimeries, les dépôts de papier, etc., nécessaires pour utiliser ces « libertés », constituent le privilège des exploités. En régime capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir de participation véritable des masses exploitées à l'administration du pays, ne fût-ce que pour la raison que dans les conditions du capitalisme, même sous le régime le plus démocratique, les gouvernements sont instaurés non par le peuple, mais par les Rothschild et les Stinnes, les Rockefeller et les Morgan. En régime capitaliste, la démocratie est une démocratie *capitaliste*, celle de la minorité exploiteuse, basée sur la limitation des droits de la majorité exploitée et dirigée contre cette majorité. Ce n'est que sous la dictature du prolétariat que sont possibles les « libertés » véritables pour les exploités et la participation véritable des prolétaires et des paysans à l'administration du pays. Sous la dictature du prolétariat, la démocratie est une démocratie *prolétarienne*, celle de la majorité exploitée, basée sur la limitation des droits de la minorité exploiteuse et dirigée contre cette minorité.

Deuxième conclusion. La dictature du prolétariat ne peut pas être le résultat du développement pacifique de la société bourgeoise et de la démocratie bourgeoise, — elle ne peut être que le résultat de la destruction de la machine d'Etat bourgeoise, de l'armée bourgeoise, de l'appareil administratif bourgeois, de la police bourgeoise.

« La classe ouvrière ne peut pas s'emparer simplement de la machine gouvernementale toute faite et la mettre en mouvement pour ses propres fins », disent Marx et Engels dans la préface au *Manifeste du parti communiste*. La révolution prolétarienne ne doit pas «... comme cela s'est fait jusqu'à présent, transmettre la machine bureaucratique et militaire d'une main dans une autre, mais la briser... Telle est la condition préalable de toute révolution véritablement populaire sur le continent », écrivait Marx en 1871 dans une lettre à Kugelmann.

¹ Souligné par moi. *J. St.*

La restriction de Marx relative au continent a fourni aux opportunistes et aux menchéviks de tous les pays un prétexte pour crier bien haut que Marx admettait la possibilité d'un développement pacifique de la démocratie bourgeoise en démocratie prolétarienne, tout au moins pour certains pays ne faisant pas partie du continent européen (Angleterre, Amérique). Marx, en effet, admettait une telle possibilité, et il était fondé à l'admettre pour l'Angleterre et l'Amérique des années 1870-1880, alors que le capitalisme monopolisateur, l'impérialisme n'existait pas encore, et que dans ces pays, par suite des conditions particulières de leur évolution, le militarisme et le bureaucratisme n'étaient pas encore développés. Il en était ainsi avant l'apparition de l'impérialisme développé. Mais par la suite — trente ou quarante ans plus tard — lorsque la situation de ces pays s'est trouvée radicalement changée, lorsque l'impérialisme s'est développé et a englobé tous les pays capitalistes sans exception ; lorsque le militarisme et le bureaucratisme ont également fait leur apparition en Angleterre et en Amérique et que les conditions particulières de l'évolution pacifique de ces pays ont disparu, la restriction relative à ces deux pays devait tomber d'elle-même.

Aujourd'hui, dit Lénine, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx ne joue plus. L'Angleterre comme l'Amérique, les plus grands et les derniers représentants — dans le monde entier — de la « liberté » anglo-saxonne (absence de militarisme et de bureaucratisme) ont glissé entièrement dans le marais fangeux et sanglant des institutions militaires et bureaucratiques communes à l'Europe entière, institutions qui se subordonnent tout, qui écrasent de leur poids toutes choses. Maintenant, en Angleterre comme en Amérique, « la condition préalable de toute révolution véritablement populaire », c'est la *démolition*, la *destruction* de la « machine d'Etat » « toute prête » (portée en ces pays, de 1914 à 1917, à une perfection « européenne », impérialiste). (*L'Etat et la Révolution*, t. XXI, p. 395, éd. russe.)

Autrement dit, la loi de la révolution violente du prolétariat, la loi de la destruction de la machine d'Etat bourgeoise, en tant que condition préalable d'une telle révolution, est la loi inéluctable du mouvement révolutionnaire des pays impérialistes du monde.

Evidemment, dans un avenir lointain, si le prolétariat est victorieux dans les principaux pays du capitalisme et si l'encercllement capitaliste actuel fait place à l'encercllement socialiste, la voie « pacifique » du développement est parfaitement possible pour certains pays capitalistes, où, devant la situation internationale « défavorable », les capitalistes jugeront plus rationnel de faire « de leur plein gré » des concessions sérieuses au prolétariat. Mais cette hypothèse ne se rapporte qu'à un avenir lointain et possible. Pour le plus proche avenir, cette hypothèse n'a aucun, absolument aucun fondement.

C'est pourquoi Lénine a raison quand il dit :

La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'Etat bourgeoise et son remplacement par une nouvelle. (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, p. 342, éd. russe.)

3. *Le pouvoir des Soviets, forme d'Etat de la dictature du prolétariat.* La victoire de la dictature du prolétariat signifie l'écrasement de la bourgeoisie, la démolition de la machine d'Etat bourgeoise, le remplacement de la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne. Voilà qui est clair. Mais quelles sont les organisations à l'aide desquelles ce travail colossal peut être accompli ? Que les anciennes formes d'organisation du prolétariat, qui se sont développées sur la base du parlementarisme bourgeois, ne puissent suffire à ce travail, cela n'est guère douteux. Quelles sont donc les nouvelles formes d'organisation du prolétariat susceptibles de jouer le rôle de fossoyeurs de la machine d'Etat bourgeoise ; susceptibles non seulement de briser cette machine et de remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne, mais aussi de devenir la base du pouvoir d'Etat prolétarien ?

Les Soviets sont cette nouvelle forme d'organisation du prolétariat.

Qu'est-ce qui fait la force des Soviets comparativement aux anciennes formes d'organisation ?

C'est que les Soviets sont les organisations de masse les plus vastes du prolétariat, car eux, et eux seuls, englobent tous les ouvriers sans exception.

C'est que les Soviets sont les seules organisations de masse qui englobent tous les opprimés et exploités, ouvriers et paysans, soldats et matelots, et où, pour cette raison, la direction politique de la lutte des masses par l'avant-garde de ces masses, par le prolétariat, peut être le plus facilement et le plus amplement réalisée.

C'est que les Soviets sont les organes les plus puissants de la lutte révolutionnaire des masses, de l'action politique des masses, de l'insurrection des masses, des organes capables de briser la toute-puissance du capital financier et de ses appendices politiques.

C'est que les Soviets sont les organisations directes des masses elles-mêmes, c'est-à-dire les organisations les plus démocratiques et, partant, celles qui ont le plus d'autorité parmi les masses, qui leur facilitent au maximum la participation à l'organisation et à l'administration du nouvel Etat, et qui libèrent, au maximum, l'énergie révolutionnaire, l'initiative, les facultés créatrices des masses en lutte pour la destruction de l'ancien système, en lutte pour l'instauration du système nouveau, prolétarien.

Le pouvoir des Soviets est l'union et la constitution des Soviets locaux en une seule organisation générale d'Etat, en une organisation d'Etat du prolétariat, avant-garde des masses opprimées et exploi-

tées et classe dominante, — c'est leur union en une République des Soviets.

L'essence du pouvoir des Soviets, c'est que les organisations de masse — les plus vastes et les plus révolutionnaires — de ces classes qui, précisément, étaient opprimées par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers forment maintenant la « base *permanente et unique*¹ de tout le pouvoir d'Etat, de tout l'appareil d'Etat » ; c'est que « précisément les masses qui dans les Républiques bourgeoises même les plus démocratiques », étaient égales selon la loi, et qui, « par des milliers de procédés et subterfuges étaient en fait écartées de la participation à la vie politique et de la jouissance des droits et libertés démocratiques, sont appelées aujourd'hui à une participation *permanente*¹, expresse et avec cela *décisive*¹, à l'administration démocratique de l'Etat ». (Lénine : « Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. I^{er} congrès de l'Internationale communiste », t. XXIV, p. 13, éd. russe.)

Voilà pourquoi le pouvoir des Soviets est une *nouvelle forme* d'organisation de l'Etat, différant dans son principe de l'ancienne forme démocratique bourgeoise et parlementaire, un *nouveau type* d'Etat adapté, non aux objectifs d'exploitation et d'oppression des masses travailleuses, mais à ceux de leur libération complète de toute oppression et exploitation, aux objectifs de la dictature du prolétariat.

Lénine a raison quand il dit que l'avènement du pouvoir des Soviets « a marqué le terme de l'époque du parlementarisme démocratique bourgeois, le début d'un nouveau chapitre de l'histoire universelle : l'époque de la dictature prolétarienne ».

Quels sont les traits caractéristiques du pouvoir des Soviets ?

C'est que, les classes existant, le pouvoir des Soviets est, de toutes les organisations d'Etat possibles, celle qui a le caractère de masse le plus prononcé, celle qui est la plus démocratique ; car, étant une arène pour l'alliance et la collaboration des ouvriers et des paysans exploités dans leur lutte contre les exploités, et s'appuyant dans son activité sur cette alliance et sur cette collaboration, il est, par là même, le pouvoir de la majorité de la population sur la minorité, il est l'Etat de cette majorité, l'expression de sa dictature.

C'est que le pouvoir des Soviets est la plus internationaliste de toutes les organisations d'Etat de la société de classes, car, détruisant toute oppression nationale et s'appuyant sur la collaboration des masses travailleuses de nationalités différentes, il facilite, par là même, la réunion de ces masses en un seul corps d'Etat.

C'est que le pouvoir des Soviets, par sa structure même, facilite la direction des masses opprimées et exploitées, direction exercée par

¹ Souligné par moi. J. St.

l'avant-garde de ces masses, par le prolétariat, qui représente le noyau le plus cohérent et le plus conscient des Soviets.

« L'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste mondial, dit Lénine, nous apprend que seul le prolétariat est capable de grouper et de mener à sa suite les couches disséminées et arriérées de la population laborieuse et exploitée. » (*Ibidem*, p. 14.) Or, la structure du pouvoir des Soviets facilite l'application des enseignements de cette expérience.

C'est que le pouvoir des Soviets, réunissant les pouvoirs législatif et exécutif en une seule organisation d'Etat, et remplaçant les circonscriptions électorales territoriales par des unités de production — fabriques et usines, — relie directement les ouvriers et, d'une façon générale, les masses travailleuses à l'appareil administratif de l'Etat, leur apprend à gouverner le pays.

C'est que le pouvoir des Soviets est seul capable d'affranchir l'armée de la subordination au commandement bourgeois, et de la transformer d'instrument d'oppression du peuple qu'elle est sous le régime bourgeois, en instrument d'affranchissement du peuple du joug de sa propre bourgeoisie et de la bourgeoisie étrangère.

C'est que « seule l'organisation soviétique de l'Etat peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil, c'est-à-dire l'appareil bureaucratique et juridique bourgeois ». (*Ibidem*.)

C'est que seule la forme soviétique de l'Etat, faisant participer d'une manière permanente et absolue les organisations de masse des travailleurs et des exploités au gouvernement de l'Etat, est capable de préparer ce dépérissement de l'Etat, dépérissement qui est un des éléments essentiels de la future société sans Etat, de la société communiste.

La République des Soviets est donc la forme politique recherchée et enfin trouvée, dans le cadre de laquelle doit être réalisée l'émancipation économique du prolétariat, la victoire complète du socialisme.

La Commune de Paris a été l'embryon de cette forme. Le pouvoir des Soviets en est le développement et le couronnement.

Voilà pourquoi Lénine dit que :

La République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans n'est pas seulement une forme des institutions démocratiques d'un type plus élevé... mais aussi la *seule*¹ forme capable d'assurer la transition la plus indolore au socialisme. (« Thèses sur l'Assemblée constituante », t. XXII, p. 131, éd. russe.)

¹ Souligné par moi. J. St.

V

LA QUESTION PAYSANNE

De ce thème, je retiendrai quatre questions : 1) position de la question ; 2) la paysannerie pendant la révolution démocratique bourgeoise ; 3) la paysannerie pendant la révolution prolétarienne ; 4) la paysannerie après la consolidation du pouvoir des Soviets.

1. *Position de la question.* D'aucuns pensent que l'essentiel dans le léninisme est la question paysanne ; que le point de départ du léninisme est la question de la paysannerie, de son rôle, de son importance. C'est tout à fait faux. La question fondamentale du léninisme, son point de départ, ce n'est pas la question paysanne, mais la question de la dictature du prolétariat, des conditions de sa conquête, des conditions de sa consolidation. La question paysanne, comme question de l'allié du prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, est une question dérivée.

Toutefois cette circonstance ne lui enlève rien de l'importance sérieuse, vitale, qu'elle a indéniablement pour la révolution prolétarienne. On sait que l'étude sérieuse de la question paysanne commença, parmi les marxistes russes, précisément à la veille de la première révolution (1905), alors que la question du renversement du tsarisme et de la réalisation de l'hégémonie du prolétariat se dressait devant le Parti dans toute son ampleur, et que le problème de l'allié du prolétariat dans la révolution bourgeoise imminente avait pris un caractère de brûlante actualité. On sait de même que la question paysanne en Russie a pris un caractère d'actualité encore plus grande au moment de la révolution prolétarienne, lorsque la question de la dictature du prolétariat, de sa conquête et de son maintien aboutit à la question des alliés du prolétariat dans la révolution prolétarienne imminente. Et cela se conçoit : quiconque marche et se prépare au pouvoir doit forcément s'intéresser à la question de savoir quels sont ses véritables alliés.

En ce sens la question paysanne fait partie de la question générale de la dictature du prolétariat et, comme telle, est une des questions les plus vitales du léninisme.

L'attitude indifférente ou même nettement négative des partis de la II^e Internationale à l'égard de la question paysanne, ne s'explique pas simplement par les conditions spéciales du développement en Occident. Elle s'explique, avant tout, par le fait que ces partis n'ont pas foi en la dictature du prolétariat, ont peur de la révolution et ne songent pas à mener le prolétariat au pouvoir. Or, quiconque a peur de la révolution, quiconque ne veut pas mener les prolétaires au pouvoir, ne peut s'intéresser à la question des alliés du prolétariat dans

la révolution, — pour lui la question des alliés est une question indifférente, dépourvue d'actualité. L'attitude ironique des héros de la II^e Internationale envers la question paysanne est considérée chez eux comme un signe de bon ton, comme un indice du « vrai » marxisme. En réalité, il n'y a pas là un grain de marxisme, car l'indifférence pour une question aussi importante que la question paysanne, à la veille de la révolution prolétarienne, est l'autre face de la négation de la dictature du prolétariat, un indice certain de trahison directe envers le marxisme.

La question se pose ainsi : les possibilités révolutionnaires cachées au sein de la paysannerie en vertu des conditions particulières de son existence, *sont-elles déjà épuisées* ou non, et si elles ne le sont pas, *est-ce qu'il y a un espoir, une raison d'utiliser ces possibilités pour la révolution prolétarienne, de transformer la paysannerie, sa majorité exploitée, de réserve de la bourgeoisie qu'elle était dans les révolutions bourgeoises d'Occident, et qu'elle reste encore actuellement, — en une réserve, en une alliée du prolétariat?*

A cette question le léninisme répond par l'affirmative ; c'est-à-dire qu'il reconnaît l'existence, dans les rangs de la majorité de la paysannerie, de capacités révolutionnaires et la possibilité de les utiliser dans l'intérêt de la dictature du prolétariat. L'histoire des trois révolutions russes confirme entièrement les déductions du léninisme sur ce point.

De là cette conclusion pratique sur la nécessité de soutenir, de soutenir absolument les masses travailleuses de la paysannerie dans leur lutte contre l'asservissement et l'exploitation, dans leur lutte pour s'affranchir de l'oppression et de la misère. Cela ne signifie pas assurément que le prolétariat doit soutenir *tout* mouvement paysan. Il s'agit ici du soutien d'un mouvement et d'une lutte de la paysannerie, qui facilitent directement ou indirectement le mouvement de libération du prolétariat, qui, d'une façon ou d'une autre, portent l'eau au moulin de la révolution prolétarienne, et contribuent à faire de la paysannerie la réserve et l'alliée de la classe ouvrière.

2. *La paysannerie pendant la révolution démocratique bourgeoise.* Cette période comprend l'intervalle de temps depuis la première révolution russe (1905) jusqu'à la deuxième (février 1917) inclusivement. Le trait caractéristique de cette période, c'est que la paysannerie s'affranchit de l'influence de la bourgeoisie libérale, *se détache* des cadets¹, *se tourne* vers le prolétariat, vers le Parti bolchévick. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte des cadets (bour-

¹ « Cadets », abréviation du parti « constitutionnel-démocrate » de la bourgeoisie libérale-monarchiste, qui se donnait aussi le nom de parti de la « Liberté du peuple ». Le parti cadet fut fondé en octobre 1905. (N. des Trad.)

geoisie libérale) et des bolchéviks (prolétariat) pour gagner la paysannerie. La période de la Douma décida du sort de cette lutte, car la période des quatre Doumas fut une leçon de choses pour la paysannerie, et cette leçon montra nettement aux paysans qu'ils ne recevraient des mains des cadets ni la terre, ni la liberté ; que le tsar était entièrement pour les grands propriétaires fonciers et que les cadets soutenaient le tsar ; que la seule force sur laquelle ils pussent compter, c'étaient les ouvriers des villes, le prolétariat. La guerre impérialiste ne fit que confirmer les enseignements de la période de la Douma ; elle acheva de détacher la paysannerie de la bourgeoisie et d'isoler la bourgeoisie libérale, car les années de guerre montrèrent combien il était vain, illusoire d'espérer obtenir la paix du tsar et de ses alliés bourgeois. Sans les leçons pratiques de la période de la Douma, l'hégémonie du prolétariat eût été impossible.

C'est ainsi que se fit l'alliance des ouvriers et des paysans dans la révolution démocratique bourgeoise. C'est ainsi que s'établit l'hégémonie (la direction) du prolétariat dans la lutte commune pour le renversement du tsarisme, hégémonie qui aboutit à la révolution de février 1917.

Les révolutions bourgeoises d'Occident (Angleterre, France, Allemagne, Autriche) avaient, on le sait, suivi une autre voie. Là, l'hégémonie dans la révolution avait appartenu non pas au prolétariat qui, en raison de sa faiblesse, ne représentait pas et ne pouvait pas représenter une force politique indépendante, — mais à la bourgeoisie libérale. Là, la paysannerie avait été délivrée du régime féodal, non par le prolétariat qui était peu nombreux et inorganisé, mais par la bourgeoisie. Là, la paysannerie avait marché contre l'ancien régime avec la bourgeoisie libérale. Là, la paysannerie avait été la réserve de la bourgeoisie. Là, la révolution avait abouti, en conséquence, à un renforcement considérable du poids politique de la bourgeoisie.

En Russie, au contraire, la révolution bourgeoise donna des résultats diamétralement opposés. Loin de renforcer la bourgeoisie, la révolution en Russie l'affaiblit en tant que force politique ; loin d'augmenter ses réserves politiques, elle lui fit perdre sa réserve fondamentale, elle lui fit perdre la paysannerie. La révolution bourgeoise en Russie mit au premier plan non la bourgeoisie libérale, mais le prolétariat révolutionnaire autour duquel elle rallia les masses innombrables de la paysannerie.

C'est ce qui explique, entre autres, le fait que la révolution bourgeoise en Russie s'est transformée, dans un délai relativement court, en révolution prolétarienne. L'hégémonie du prolétariat fut le germe de la dictature du prolétariat, l'échelon permettant de passer à la dictature du prolétariat.

Comment expliquer ce phénomène original de la révolution russe, phénomène sans précédent dans l'histoire des révolutions bourgeoises d'Occident ? A quoi est due cette originalité ?

Elle s'explique par le fait qu'en Russie la révolution bourgeoise s'est déroulée alors que les conditions de la lutte de classes y étaient plus développées qu'en Occident ; que le prolétariat russe avait déjà eu le temps, à cette époque, de se constituer en une force politique indépendante, tandis que la bourgeoisie libérale, effrayée de l'esprit révolutionnaire du prolétariat, avait perdu toute apparence d'esprit révolutionnaire (surtout après les leçons de 1905), et s'était alliée au tsar et aux grands propriétaires fonciers contre la révolution, contre les ouvriers et les paysans.

Il convient de tenir compte des circonstances suivantes, qui ont déterminé l'originalité de la révolution bourgeoise russe :

a) La concentration inouïe de l'industrie russe à la veille de la révolution. On sait par exemple qu'en Russie 54⁰/₁₀₀ de tous les ouvriers travaillaient dans les entreprises comptant plus de 500 ouvriers, alors que dans un pays aussi développé que les États-Unis, 33⁰/₁₀₀ seulement de tous les ouvriers travaillaient dans des entreprises analogues. Il est à peine besoin de démontrer que cette circonstance à elle seule, alors qu'existait un parti révolutionnaire comme le Parti bolchévique, faisait de la classe ouvrière de Russie la force la plus considérable dans la vie politique du pays.

b) Les formes odieuses de l'exploitation dans les entreprises auxquelles s'ajoutait le régime policier intolérable des sicaires du tsar, — circonstance qui faisait de chaque grève sérieuse des ouvriers un acte politique d'une importance considérable, et qui trempait la classe ouvrière, force révolutionnaire jusqu'au bout.

c) La veulerie politique de la bourgeoisie russe, veulerie devenue, après la révolution de 1905, servilité devant le tsarisme et attitude nettement contre-révolutionnaire, celle-ci s'expliquant non seulement par l'esprit révolutionnaire du prolétariat russe qui avait rejeté la bourgeoisie russe dans les bras du tsarisme, mais aussi par la dépendance directe de cette bourgeoisie vis-à-vis de l'État qui lui passait des commandes de fournitures.

d) Les survivances les plus odieuses et les plus intolérables du régime féodal à la campagne, auxquelles s'ajoutait la toute-puissance du grand propriétaire foncier, circonstance qui a eu pour résultat de jeter la paysannerie dans les bras de la révolution.

e) Le tsarisme qui comprimait tout ce qu'il y avait de vivant et aggravait, par son arbitraire, le joug du capitaliste et du propriétaire foncier, circonstance qui a eu pour résultat d'associer la lutte des ouvriers à celle des paysans en un torrent révolutionnaire unique.

f) La guerre impérialiste, qui a fondu toutes ces contradictions de

la vie politique russe en une profonde crise révolutionnaire, et donné à la révolution une incroyable puissance d'attaque.

Que restait-il à faire à la paysannerie dans de telles conditions ? Après de qui chercher un soutien contre la toute-puissance du grand propriétaire foncier, contre l'arbitraire du tsar, contre la guerre funeste qui la ruinait ? Après de la bourgeoisie libérale ? Mais celle-ci était son ennemie ; la longue expérience des quatre Doumas l'attestait. Après des socialistes-révolutionnaires ? Les socialistes-révolutionnaires, assurément, valent « mieux » que les cadets, et leur programme « peut aller », c'est presque un programme paysan ; mais que peuvent donner les socialistes-révolutionnaires, s'ils entendent s'appuyer sur les paysans seuls et s'ils sont faibles à la ville, où l'adversaire puise avant tout ses forces ? Où est cette nouvelle force qui ne reculera devant rien, ni à la campagne, ni à la ville, et qui marchera courageusement au premier rang dans la lutte contre le tsar et le grand propriétaire foncier ; qui aidera la paysannerie à se tirer de l'asservissement, à recevoir la terre, à sortir de l'oppression et de la guerre ? Mais une telle force existait-elle en Russie ? Oui, elle existait. C'était le prolétariat russe qui, déjà en 1905, avait montré sa force, son aptitude à lutter jusqu'au bout, son courage, son esprit révolutionnaire.

En tout cas, il n'existait point d'autre force et l'on n'avait pas où la prendre.

Voilà pourquoi la paysannerie, ayant quitté le rivage des cadets et abordé au rivage des socialistes-révolutionnaires, en vint du même coup à la nécessité de se soumettre à la direction d'un chef de la révolution aussi valeureux que le prolétariat russe.

Tels sont les facteurs qui ont fait l'originalité de la révolution bourgeoise russe.

3. *La paysannerie pendant la révolution prolétarienne.* Cette période embrasse l'intervalle de temps qui va de la révolution de Février (1917) à la Révolution d'Octobre (1917). Cette période est relativement courte, en tout huit mois ; mais au point de vue de la formation politique et de l'éducation révolutionnaire des masses, ces huit mois peuvent délibérément être mis sur le même plan que des dizaines d'années de développement en régime constitutionnel ordinaire ; car ce sont huit mois de *révolution*. Le trait caractéristique de cette période, c'est une plus grande pénétration révolutionnaire de la paysannerie, sa déception à propos des socialistes-révolutionnaires, l'abandon de ces derniers par la paysannerie, un nouveau tournant de la paysannerie vers son *ralliement direct* autour du prolétariat, seule force révolutionnaire jusqu'au bout, capable de mener le pays à la paix. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte entre les socialistes-révolutionnaires (démocratie petite-bourgeoise)

et les bolchéviks (démocratie prolétarienne) pour gagner la paysannerie, pour conquérir la majorité de la paysannerie. La période de coalition, la période de Kérénski, le refus des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks de confisquer la terre des grands propriétaires fonciers, la lutte des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks pour la continuation de la guerre, l'offensive de juin sur le front, la peine de mort pour les soldats, le soulèvement de Kornilov, décidèrent du sort de cette lutte.

Si dans la période précédente la question fondamentale de la révolution avait été le renversement du tsar et du pouvoir des grands propriétaires fonciers, maintenant, dans la période d'après la révolution de Février, alors qu'il n'y avait plus de tsar, que la guerre interminable achevait de désorganiser l'économie du pays après avoir définitivement ruiné la paysannerie, — la liquidation de la guerre devenait la question fondamentale de la révolution. Le centre de gravité s'était manifestement déplacé des questions d'ordre purement intérieur vers la question fondamentale, celle de la guerre. « Finir la guerre », « s'arracher à la guerre », tel était le cri général du pays accablé et, avant tout, de la paysannerie.

Mais pour s'arracher à la guerre, il était nécessaire de renverser le Gouvernement provisoire, nécessaire de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, nécessaire de renverser le pouvoir des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, car eux, et eux seuls, entendaient faire durer la guerre jusqu'à la « victoire finale ». Pratiquement, pour sortir de la guerre, il n'y avait qu'un seul moyen : renverser la bourgeoisie.

Ce fut une nouvelle révolution, une révolution prolétarienne, car elle précipitait du haut du pouvoir la dernière fraction de la bourgeoisie impérialiste, sa fraction d'extrême-gauche, les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, pour créer un pouvoir nouveau, prolétarien, le pouvoir des Soviets, pour porter au pouvoir le parti du prolétariat révolutionnaire, le Parti bolchévik, le parti de la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste et pour une paix démocratique. La majorité de la paysannerie soutint la lutte des ouvriers pour la paix, pour le pouvoir des Soviets.

Il n'y avait pas d'autre issue pour la paysannerie. Et il ne pouvait y en avoir d'autre.

Ainsi la période de Kérénski fut une magistrale leçon de choses pour les masses travailleuses de la paysannerie, car elle montra nettement que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks étant au pouvoir, le pays ne s'arracherait pas à la guerre, les paysans n'auraient ni terre ni liberté ; que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ne se distinguaient des cadets que par leurs discours surorés et leurs promesses fallacieuses ; qu'en fait ils poursuivaient la

même politique impérialiste, la politique des cadets ; que le seul pouvoir capable de tirer le pays de l'impasse ne pouvait être que le pouvoir des Soviets. La guerre qui se prolongeait ne faisait que confirmer la justesse de cette leçon ; elle aiguillonnait la révolution et poussait les masses innombrables de paysans et de soldats à se *grouper directement* autour de la révolution prolétarienne. L'isolement des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks devint un fait incontestable. Sans les leçons pratiques de la période de coalition, la dictature du prolétariat eût été impossible.

Tels sont les facteurs qui ont facilité le processus de transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne.

C'est ainsi que se fit la dictature du prolétariat en Russie.

4. *La paysannerie après la consolidation du pouvoir des Soviets.* Si auparavant, dans la première période de la révolution, il s'était agi principalement de renverser le tsarisme, et ensuite, après la révolution de Février, de sortir avant tout de la guerre impérialiste en renversant la bourgeoisie, — maintenant, une fois la guerre civile liquidée et le pouvoir des Soviets consolidé, les problèmes de l'édification économique passaient au premier plan. Renforcer et développer l'industrie nationalisée ; à cet effet, lier l'industrie et l'économie paysanne au moyen du commerce réglé par l'Etat ; remplacer les prélèvements des excédents de denrées alimentaires par l'impôt en nature, pour aboutir ensuite, par une réduction progressive de cet impôt, à l'échange des articles industriels contre les produits de l'économie paysanne ; ranimer le commerce et développer la coopération en faisant participer à cette dernière les millions de paysans : telles étaient les tâches immédiates de l'édification économique préconisées par Lénine pour la construction des fondements de l'économie socialiste.

On dit que cette tâche peut s'avérer au-dessus des forces d'un pays paysan tel que la Russie. Certains sceptiques vont même jusqu'à dire qu'elle est simplement utopique, irréalisable, car la paysannerie est la paysannerie, — elle se compose de petits producteurs et ne peut, de ce fait, être utilisée pour l'organisation des fondements de la production socialiste.

Mais les sceptiques se trompent, parce qu'ils ne tiennent pas compte de certains facteurs qui, en l'occurrence, sont d'une importance décisive. Voyons les principaux de ces facteurs.

Premièrement, on ne doit pas confondre la paysannerie de l'Union soviétique avec la paysannerie d'Occident. Une paysannerie qui a passé par l'école de trois révolutions ; qui a lutté contre le tsar et le pouvoir de la bourgeoisie avec le prolétariat et sous la direction du prolétariat ; une paysannerie qui a reçu la terre et la paix des mains de la révolution prolétarienne et est devenue de ce fait la réserve du

prolétariat, cette paysannerie-là est forcément différente de celle qui a lutté pendant la révolution bourgeoise sous la direction de la bourgeoisie libérale ; qui a reçu la terre des mains de cette bourgeoisie et est devenue, de ce fait, la réserve de la bourgeoisie. Il n'est guère besoin de démontrer que la paysannerie soviétique, habituée à priser l'amitié politique et la collaboration politique du prolétariat et redevable de sa liberté à cette amitié et à cette collaboration, ne peut pas ne pas offrir un terrain exceptionnellement favorable à une collaboration économique avec le prolétariat.

Engels disait que « la conquête du pouvoir politique par le Parti socialiste est devenue une question de proche avenir ». Que « pour le conquérir, il faut que le Parti commence par aller de la ville au village, et devienne une force à la campagne ». (*Engels : la Question paysanne.*) Il écrivait ces lignes vers la fin du siècle dernier, en parlant de la paysannerie d'Occident. Est-il nécessaire de démontrer que les communistes russes qui, durant trois révolutions, ont accompli à cet égard un immense travail, ont déjà réussi à gagner dans les campagnes une influence et un appui auxquels nos camarades d'Occident n'osent même pas songer ? Comment peut-on nier que ce facteur ne peut manquer de faciliter radicalement l'organisation de la collaboration économique de la classe ouvrière et de la paysannerie en Russie ?

Parlant des petits paysans, les sceptiques répètent constamment qu'ils représentent un facteur incompatible avec l'œuvre de construction socialiste. Mais écoutez ce que dit Engels des petits paysans d'Occident :

Nous sommes résolument du côté du petit paysan ; nous ferons tout le possible pour lui rendre la vie plus supportable, pour lui faciliter le passage à l'association s'il s'y décide ; mais au cas où il ne serait pas encore en état de prendre cette décision, nous nous efforcerons de lui donner le plus de temps possible pour qu'il y réfléchisse sur son lopin de terre. Nous agirons ainsi, non seulement parce que nous considérons comme possible le passage à nos côtés du petit paysan travaillant pour son compte, mais aussi parce que c'est l'intérêt direct du Parti. Plus nombreux seront les paysans que nous ne laisserons pas descendre jusqu'au niveau des prolétaires, et que nous gagnerons à nous pendant qu'ils sont encore des paysans, et plus la transformation sociale sera rapide et facile. Pour opérer cette transformation il nous serait inutile d'attendre le moment où la production capitaliste se sera développée partout jusqu'à ses extrêmes conséquences ; où le dernier petit artisan et le dernier petit paysan tomberont victimes de la grande production capitaliste. Les sacrifices matériels que, dans l'intérêt des paysans, il y aura lieu de consentir alors sur les fonds publics peuvent, du point de vue de l'économie capitaliste, paraître un gaspillage d'argent : pourtant c'est un excellent emploi de capital, parce que cela économisera des sommes peut-être dix fois supérieures dans les dépenses nécessaires à la transformation de la société dans son ensemble. Nous pouvons donc, en ce sens, être très généreux pour les paysans. (*Ibidem.*)

Voilà ce que disait Engels en parlant de la paysannerie d'Occident. Mais n'est-il pas clair que ce qui a été dit par Engels ne peut être réalisé nulle part aussi facilement et aussi complètement que dans le pays de la dictature du prolétariat ? N'est-il pas clair que c'est seulement en Russie soviétique que peuvent être réalisés, dès maintenant et intégralement, le « passage à nos côtés du petit paysan travaillant pour son compte », ainsi que les « sacrifices matériels » indispensables et la « générosité pour les paysans » nécessaire à cet effet ; que ces mesures et autres analogues en faveur des paysans sont déjà appliquées en Russie ? Comment peut-on nier que cette circonstance, à son tour, doive faciliter et faire avancer la construction économique du pays des Soviets ?

Deuxièmement, on ne doit pas confondre l'économie agricole de la Russie avec l'économie agricole d'Occident. Là, elle se développe en suivant la ligne ordinaire du capitalisme, alors que s'opère une différenciation profonde de la paysannerie, avec les grands domaines et les latifundia capitalistes privés à un pôle, avec le paupérisme, la misère et l'esclavage salarié à l'autre pôle. La désagrégation et la décomposition y sont, par conséquent, des phénomènes tout à fait naturels. Il n'en est pas de même en Russie. Chez nous, le développement de l'économie agricole ne peut pas suivre cette voie, ne serait-ce que parce que l'existence du pouvoir des Soviets et la nationalisation des principaux instruments et moyens de production ne permettent pas ce développement. En Russie, le développement de l'économie agricole doit suivre une autre voie, celle de la coopération englobant les millions de paysans petits et moyens, la voie du développement, dans les campagnes, de la coopération de masse que l'Etat soutient en lui accordant des facilités de crédit. Dans ses articles sur la coopération, Lénine indiquait avec raison que, chez nous, le développement de l'économie agricole devra suivre une voie nouvelle, la voie permettant d'entraîner, par le moyen de la coopération, la majorité des paysans à l'œuvre de construction socialiste, la voie de la pénétration progressive des principes du collectivisme dans l'économie agricole, d'abord dans le domaine de l'écoulement, puis dans celui de la production des produits agricoles.

Sous ce rapport, l'action de la coopération agricole nous permet d'enregistrer dans les campagnes des faits nouveaux d'un très grand intérêt. On sait que dans l'Union des coopératives agricoles il s'est formé de nouvelles grandes organisations par branches d'agriculture : lin, pommes de terre, beurre, etc., qui ont un grand avenir. La Coopérative centrale du lin, par exemple, comprend tout un réseau d'associations de paysans producteurs de lin. Elle fournit aux paysans des semences et des instruments de production ; elle leur achète ensuite toute leur production linière, qu'elle écoule en gros sur le marché ;

elle assure aux paysans la participation aux bénéfices, reliant ainsi l'économie paysanne, par l'intermédiaire de l'Union des coopératives agricoles, à l'industrie d'Etat. Comment appeler une telle forme d'organisation de la production ? C'est, à mon avis, le système de travail à domicile de la grande production socialiste d'Etat, dans le domaine de l'agriculture. Je parle ici du système de travail à domicile de la production socialiste d'Etat, par analogie avec le système de travail à domicile du capitalisme, dans le textile par exemple, où les artisans, recevant les matières premières et les outils du capitaliste et livrant à celui-ci toute leur production, étaient, en réalité, des ouvriers semi-salariés travaillant à domicile. C'est là un des nombreux indices montrant la voie que doit suivre chez nous le développement de l'économie agricole. Sans parler des autres indices du même ordre, dans les autres branches de l'agriculture.

Il est à peine besoin de démontrer que l'immense majorité des paysans s'engagera volontiers dans cette nouvelle voie de développement, en rejetant la voie des latifundia capitalistes privés et de l'esclavage salarié, voie de la misère et de la ruine.

Voici ce que dit Lénine des voies de développement de notre économie agricole :

Le pouvoir de l'Etat sur tous les principaux moyens de production, le pouvoir de l'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions et les millions de petits et tout petits paysans, la direction assurée de la paysannerie par ce prolétariat, etc., n'est-ce pas là tout ce qu'il faut pour pouvoir, avec la coopération, avec la seule coopération, que nous traitions auparavant de mercantile et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la Nep, de la même façon, — n'est-ce pas là tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour la construire. (*De la coopération*, t. XXVII, p. 392, éd. russe.)

Parlant ensuite de la nécessité d'une aide financière et autre à la coopération, « nouveau principe de l'organisation de la population » et nouveau « régime social » sous la dictature du prolétariat, Lénine poursuit :

Tout régime social ne surgit qu'avec l'appui financier d'une classe déterminée. Inutile de rappeler les centaines et les centaines de millions de roubles que coûta la naissance du capitalisme « libre ». Il nous faut aujourd'hui comprendre et mettre en pratique cette vérité qu'au moment actuel le régime social que nous devons soutenir plus qu'à l'ordinaire, c'est le régime coopératif. Mais il faut le soutenir dans le vrai sens du mot ; c'est-à-dire que cet appui, il ne suffit pas de le comprendre comme le soutien de tout système coopératif ; par cet appui il faut entendre le soutien d'un système coopératif auquel *participent véritablement les masses véritables de la population*. (*Ibidem*, p. 393.)

Que dénotent tous ces faits ?

Que les sceptiques ont tort.

Que le léninisme a raison qui considère les masses paysannes travailleuses comme la réserve du prolétariat.

Que le prolétariat au pouvoir peut et doit utiliser cette réserve pour souder l'industrie à l'agriculture, donner une impulsion vigoureuse à l'œuvre de construction socialiste et assurer à la dictature du prolétariat la base indispensable, sans laquelle le passage à l'économie socialiste est impossible.

VI

LA QUESTION NATIONALE

De ce thème je retiendrai deux questions principales : 1) position de la question ; 2) le mouvement de libération des peuples opprimés et la révolution prolétarienne.

1. *Position de la question.* Au cours des vingt dernières années, la question nationale a subi une suite de modifications éminemment sérieuses. La question nationale dans la période de la II^e Internationale et la question nationale dans la période du léninisme ne sont pas une seule et même chose. Tant s'en faut. Elles diffèrent profondément l'une de l'autre, non seulement par leur étendue, mais aussi par leur caractère intérieur.

Autrefois, la question nationale était ordinairement limitée à un cercle étroit de problèmes concernant, principalement, les nationalités « civilisées ». Irlandais, Hongrois, Polonais, Finlandais, Serbes et quelques autres nationalités d'Europe, telle était la catégorie des peuples ne jouissant pas des pleins droits, au sort desquels s'intéressaient les héros de la II^e Internationale. Les dizaines et les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie et d'Afrique, qui subissaient l'oppression nationale sous sa forme la plus brutale et la plus féroce, restaient ordinairement hors du champ visuel. On ne pouvait se résoudre à mettre sur le même plan les Blancs et les Noirs, les « civilisés » et les « non-civilisés ». Deux ou trois résolutions aigres-douces et vides de sens, qui éludaient soigneusement la question de la libération des colonies, voilà tout ce dont les hommes de la II^e Internationale pouvaient se vanter. Aujourd'hui, cette dualité et cette indécision dans la question nationale doivent être considérées comme liquidées. Le léninisme a dévoilé cette disproportion criante, il a détruit le mur qui séparait Blancs et Noirs, Européens et Asiatiques, esclaves « civilisés » et « non civilisés » de l'impérialisme, et il a rattaché ainsi la question nationale à la question des colonies. Par là même, la question nationale, de question particulière, de question intérieure d'Etat, est devenue une question générale et internatio-

nale, la question universelle de la libération des peuples opprimés des pays dépendants et des colonies, du joug de l'impérialisme.

Autrefois, le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes était interprété ordinairement de façon erronée, et il n'était pas rare de le voir réduit au droit des nations à l'autonomie. Certains leaders de la II^e Internationale en étaient même arrivés à faire du droit de libre disposition, le droit à l'autonomie culturelle, c'est-à-dire le droit pour les nations opprimées d'avoir leurs institutions culturelles, tout en laissant la plénitude du pouvoir politique aux mains de la nation dominante. Par suite, l'idée de la libre disposition, d'arme de lutte contre les annexions, risquait de devenir un instrument de justification des annexions. Cette confusion doit être considérée maintenant comme dissipée. Le léninisme a élargi la conception de la libre disposition en l'interprétant comme le droit des peuples opprimés des pays dépendants et des colonies à la séparation complète, comme le droit des nations à exister en tant qu'Etat indépendant. Par là même a été écartée la possibilité de justifier les annexions en interprétant le droit de libre disposition comme un droit à l'autonomie. Quant au principe de la libre disposition, d'instrument de duperie des masses qu'il était indubitablement aux mains des social-chauvins pendant la guerre impérialiste, il est devenu de la sorte un instrument servant à démasquer les convoitises impérialistes et les machinations chauvines de tout genre et de tout ordre, un instrument d'éducation politique des masses dans l'esprit de l'internationalisme.

Autrefois, la question des nations opprimées était considérée ordinairement comme une question purement juridique. Proclamation solennelle de l'« égalité nationale », déclarations sans nombre sur l'« égalité des nations », voilà à quoi s'exerçaient les partis de la II^e Internationale, qui escamotaient le fait que parler de l'« égalité des nations » sous l'impérialisme, alors qu'un groupe de nations (la minorité) vit aux dépens de l'autre groupe de nations qu'il exploite, c'est se moquer des peuples opprimés. Maintenant, ce point de vue juridique bourgeois, dans la question nationale, doit être considéré comme démasqué. Des hauteurs des déclarations pompeuses où planait la question nationale, le léninisme l'a ramenée sur la terre, en montrant que, sans l'appui direct des partis prolétariens à la lutte émancipatrice des peuples opprimés, les déclarations sur l'« égalité des nations » ne sont que des déclarations vides et hypocrites. C'est ainsi que la question des nations opprimées est devenue la question de l'appui, de l'aide effective et constante à prêter aux nations opprimées dans leur lutte contre l'impérialisme, pour l'égalité effective des nations, pour leur existence comme Etat indépendant.

Autrefois, l'on considérait la question nationale d'une manière réformiste, comme une question à part, indépendante, sans la ratta-

cher à la question générale du pouvoir du Capital, du renversement de l'impérialisme, de la révolution prolétarienne. On supposait tacitement que la victoire du prolétariat en Europe est possible sans une alliance directe avec le mouvement de libération dans les colonies ; que la question nationale et coloniale peut être résolue tout doucement, « spontanément », à l'écart de la grande route de la révolution prolétarienne, sans une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Maintenant, ce point de vue antirévolutionnaire doit être considéré comme démasqué. Le léninisme a prouvé, et la guerre impérialiste et la révolution de Russie ont confirmé, que la question nationale ne peut être résolue qu'en liaison avec la révolution prolétarienne et sur le terrain de celle-ci ; qu'en Occident le chemin de la victoire de la révolution passe par l'alliance révolutionnaire avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants, contre l'impérialisme. La question nationale est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, une partie de la question de la dictature du prolétariat.

La question se pose ainsi : les possibilités révolutionnaires du mouvement de libération révolutionnaire des pays opprimés sont-elles, oui ou non, *déjà épuisées* ? Et si elles ne le sont pas, y a-t-il espoir, y a-t-il une raison d'utiliser ces possibilités pour la révolution prolétarienne, de transformer les pays dépendants et coloniaux, de réserver de la bourgeoisie impérialiste en réserve du prolétariat révolutionnaire, d'en faire l'allié de ce dernier ?

A cette question, le léninisme répond par l'affirmative, c'est-à-dire qu'il reconnaît l'existence, dans le mouvement de libération nationale des pays opprimés, d'aptitudes révolutionnaires, et il juge possible de les utiliser en vue du renversement de l'ennemi commun, en vue du renversement de l'impérialisme. Le mécanisme du développement de l'impérialisme, la guerre impérialiste et la révolution en Russie confirment entièrement les conclusions du léninisme à ce sujet.

De là la nécessité pour le prolétariat de prêter un soutien résolu et actif au mouvement de libération nationale des peuples opprimés et dépendants.

Cela ne signifie évidemment pas que le prolétariat doive soutenir *tout* mouvement national, toujours et partout, dans chaque cas particulier et concret. Il s'agit d'appuyer ceux des mouvements nationaux qui tendent à affaiblir, à renverser l'impérialisme, et non à le maintenir et à le consolider. Il est des cas où les mouvements nationaux de certains pays opprimés entrent en conflit avec les intérêts du développement du mouvement prolétarien. Il va de soi que dans ces cas-là, on ne saurait parler de soutien. La question des droits des nations n'est pas une question isolée et se suffisant à elle-

même ; c'est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, subordonnée à l'ensemble et demandant à être examinée du point de vue de l'ensemble. Dans les années 1840-1850, Marx était pour le mouvement national des Polonais et des Hongrois, contre le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ? Parce que les Tchèques et les Slaves du Sud étaient alors des « peuples réactionnaires », des « avant-postes russes » en Europe, des avant-postes de l'absolutisme, tandis que les Polonais et les Hongrois étaient des « peuples révolutionnaires » en lutte contre l'absolutisme. Parce que soutenir le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud signifiait alors soutenir indirectement le tsarisme, ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe.

Les différentes revendications de la démocratie, dit Lénine, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une *parcelle* de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) *mondial*. Il est possible que dans certains cas concrets la parcelle contredise le tout, alors il faut la rejeter. (« Bilan de la discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », t. XIX, pp. 257-258, éd. russe.)

Voilà comment se présente la question relative aux différents mouvements nationaux, au caractère réactionnaire éventuel de ces mouvements, si on les considère non pas évidemment d'un point de vue formel, non du point de vue des droits abstraits, mais d'une façon concrète, du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire.

Il faut en dire autant du caractère révolutionnaire des mouvements nationaux en général. La nature incontestablement révolutionnaire de l'immense majorité des mouvements nationaux est aussi relative et originale que l'est la nature réactionnaire éventuelle de certains autres mouvements nationaux. Dans les conditions de l'oppression impérialiste, le caractère révolutionnaire du mouvement national n'implique pas nécessairement l'existence d'éléments prolétariens dans le mouvement, l'existence d'un programme révolutionnaire ou républicain du mouvement, l'existence d'une base démocratique du mouvement. La lutte de l'émir afghan pour l'indépendance de l'Afghanistan est objectivement une lutte *révolutionnaire*, malgré le tour monarchiste des conceptions de l'émir et de ses partisans ; car elle affaiblit, désagrège et sape l'impérialisme. Cependant que la lutte des démocrates et des « socialistes » « à tous crins », des « révolutionnaires » et des républicains, tels que, par exemple, Kérénski et Tsérétéli, Renandel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes pendant la guerre impérialiste, était une lutte *réactionnaire*, car elle avait pour résultat de maquiller, de

consolider, de faire triompher l'impérialisme. Les mêmes raisons font que la lutte des marchands et des intellectuels bourgeois égyptiens pour l'indépendance de l'Égypte, est une lutte objectivement *révolutionnaire*, malgré l'origine bourgeoise et la qualité bourgeoise des leaders du mouvement national égyptien, et bien qu'ils soient contre le socialisme. Cependant que la lutte du gouvernement travailliste anglais pour le maintien de l'état de dépendance de l'Égypte est, pour les mêmes raisons, une lutte *réactionnaire*, malgré l'origine prolétarienne et la qualité prolétarienne des membres de ce gouvernement, et bien que ceux-ci soient « pour » le socialisme. Je ne parle même pas du mouvement national des autres pays coloniaux et dépendants plus vastes, comme l'Inde et la Chine, dont chaque pas fait dans la voie de leur libération, si même il déroge aux exigences de la démocratie formelle, n'en est pas moins un coup de marteau-pilon asséné à l'impérialisme, c'est-à-dire un pas incontestablement *révolutionnaire*.

Lénine a raison lorsqu'il dit que le mouvement national des pays opprimés doit être apprécié, non du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la balance générale de la lutte contre l'impérialisme, c'est-à-dire « non isolément, mais à l'échelle mondiale ». (t. XIX, p. 257, éd. russe.)

2. *Le mouvement de libération des peuples opprimés et la révolution prolétarienne.* Pour résoudre la question nationale, le léninisme part des thèses suivantes :

a) Le monde est divisé en deux camps : le camp d'une petite poignée de nations civilisées qui détiennent le capital financier et exploitent l'immense majorité de la population du globe, et le camp des peuples opprimés et exploités des colonies et des pays dépendants qui forment cette majorité ;

b) Les colonies et les pays dépendants, opprimés et exploités par le capital financier, constituent une immense réserve et une source éminemment importante de forces pour l'impérialisme ;

c) La lutte révolutionnaire menée par les peuples opprimés des pays coloniaux et dépendants contre l'impérialisme est le seul moyen pour eux de se libérer de l'oppression et de l'exploitation ;

d) Les principaux pays coloniaux et dépendants sont déjà entrés dans la voie du mouvement de libération nationale, qui doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial ;

e) Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays évolués et du mouvement de libération nationale aux colonies exigent que ces deux aspects du mouvement révolutionnaire s'unissent en un front commun de lutte contre l'ennemi commun, contre l'impérialisme ;

f) La victoire de la classe ouvrière dans les pays évolués et la

libération des peuples opprimés du joug de l'impérialisme sont impossibles, sans la formation et la consolidation d'un front révolutionnaire commun;

g) La formation d'un front révolutionnaire commun est impossible sans le soutien direct et résolu — par le prolétariat des nations qui oppriment — du mouvement de libération des peuples opprimés contre l'impérialisme « métropolitain », car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (*Marx*);

h) Ce soutien consiste à revendiquer, à défendre, à appliquer le mot d'ordre du droit des nations à se séparer, à exister comme Etat indépendant;

i) Sans l'application de ce mot d'ordre, il est impossible d'organiser l'union et la collaboration des nations dans une économie mondiale unique, base matérielle de la victoire du socialisme;

j) Cette union ne peut être que librement consentie, fondée sur la confiance mutuelle et les rapports fraternels des peuples.

De là deux aspects, deux tendances dans la question nationale : la tendance à l'affranchissement politique des liens de l'impérialisme et à la constitution d'Etats nationaux indépendants, tendance surgie sur la base de l'oppression impérialiste et de l'exploitation coloniale — et la tendance au rapprochement économique des nations, engendrée par la formation d'un marché mondial et d'une économie mondiale.

Le capitalisme en développement, dit Lénine, connaît deux tendances historiques dans la question nationale. La première, c'est l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde, c'est le développement et la fréquence accrue des relations de toute sorte entre les nations ; la démolition des cloisons nationales, la création de l'unité internationale du Capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science, etc. Les deux tendances sont une loi universelle du capitalisme. La première prévaut au début de son développement ; la seconde caractérise le capitalisme mûr, marchant vers sa transformation en société socialiste. (« Remarques critiques sur la question nationale », t. XVII, pp. 139-140, éd. russe.).

Pour l'impérialisme, ces deux tendances apparaissent comme des contradictions inconciliables, car l'impérialisme ne peut vivre sans exploiter les colonies et sans les maintenir par la force dans le cadre d'un « tout unique » ; car l'impérialisme ne peut rapprocher les nations que par la voie des annexions et des conquêtes coloniales, sans lesquelles on ne saurait, d'une façon générale, le concevoir.

Pour le communisme, au contraire, ces tendances ne sont que les deux aspects d'une seule chose, de l'émancipation des peuples opprimés du joug de l'impérialisme. Car le communisme sait que l'union des peuples dans une économie mondiale unique n'est possible que

sur les bases d'une confiance mutuelle et d'un accord librement consenti ; que la voie de la formation d'une union librement consentie des peuples passe par la séparation des colonies d'avec le « tout » impérialiste « unique », passe par leur transformation en Etats indépendants.

De là, la nécessité d'une lutte opiniâtre, incessante, résolue, contre le chauvinisme métropolitain des « socialistes » des nations dominantes (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.) qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes, ne veulent pas soutenir la lutte des peuples opprimés de « leurs » colonies pour s'affranchir du joug, pour se constituer en Etats.

Sans une telle lutte on ne saurait concevoir l'éducation de la classe ouvrière des nations dominantes dans l'esprit du véritable internationalisme, dans l'esprit d'un rapprochement avec les masses laborieuses des pays dépendants et des colonies, dans l'esprit d'une véritable préparation de la révolution prolétarienne. La révolution n'aurait pas vaincu en Russie, et Koltchak et Dénikine n'auraient pas été battus si le prolétariat russe n'avait eu pour lui la sympathie et l'appui des peuples opprimés de l'ancien Empire russe. Mais pour gagner la sympathie et l'appui de ces peuples, il lui avait fallu d'abord rompre les chaînes de l'impérialisme russe et libérer ces peuples de l'oppression nationale. Sans cela, il eût été impossible de consolider le pouvoir soviétique, d'implanter l'internationalisme véritable, et de créer cette remarquable organisation de collaboration des peuples qui s'appelle l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et qui est la préfiguration vivante de l'union future des peuples groupés dans une économie mondiale unique.

De là, la nécessité de combattre la tendance à se confiner dans le cadre strictement national, l'esprit d'étroitesse, le particularisme des socialistes des pays opprimés, qui ne veulent pas voir plus haut que leur clocher national, et ne comprennent pas le lien qui rattache le mouvement de libération de leur pays au mouvement prolétarien des pays dominants.

Sans une telle lutte, on ne saurait défendre la politique indépendante que doit mener le prolétariat des nations opprimées, ni sa solidarité de classe avec le prolétariat des pays dominants dans la lutte pour le renversement de l'ennemi commun, dans la lutte pour le renversement de l'impérialisme ; sans une telle lutte, l'internationalisme serait impossible.

Telle est la voie à suivre pour éduquer les masses laborieuses des nations dominantes et des nations opprimées dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire.

Voici ce que dit Lénine de cette double tâche du communisme pour éduquer les ouvriers dans l'esprit de l'internationalisme :

Cette éducation peut-elle... être concrètement identique pour les grandes nations qui oppriment et pour les petites nations opprimées ? Pour les nations annexionnistes et pour les nations annexées ?

Evidemment non. La marche vers un but unique — l'égalité complète, le rapprochement le plus étroit et la fusion ultérieure de toutes les nations, — emprunte évidemment ici divers chemins concrets ; de même que pour arriver à un point situé au centre d'un page, on peut prendre à gauche en partant d'un bord, ou bien à droite en partant du bord opposé. Si, prêchant la fusion des nations en général, un social-démocrate d'une grande nation annexionniste qui opprime, oublie, fût-ce un instant, que « son » Nicolas II, « son » Guillaume, George, Poincaré et autres, sont eux aussi pour la fusion avec les petites nations (au moyen d'annexions) — Nicolas II est pour la « fusion » avec la Galicie, Guillaume II pour la « fusion » avec la Belgique, etc., — un tel social-démocrate ne sera qu'un doctrinaire ridicule en théorie, un auxiliaire de l'impérialisme dans la pratique.

Le centre de gravité de l'éducation internationaliste des ouvriers dans les pays oppresseurs, doit consister forcément dans la propagande et la défense de la liberté de séparation pour les pays opprimés. Sans cela, pas d'internationalisme. Nous sommes en droit et avons le devoir de traiter d'impérialiste et de coquin tout social-démocrate de nation qui opprime, ne faisant pas cette propagande. C'est là une revendication absolue, une telle séparation dût-elle n'être possible et « réalisable », avant l'avènement du socialisme, quo dans un seul cas sur mille...

Au contraire, le social-démocrate d'une petite nation a le devoir de reporter le centre de gravité de son agitation sur la première partie de notre formule : « union libre » des nations. Sans violer ses obligations d'internationaliste, il peut être et pour l'indépendance politique de sa nation, et pour son inclusion dans un Etat voisin X, Y, Z, etc. Mais, dans tous les cas, il doit lutter contre la mesquine étroitesse nationale, contre la tendance à se confiner, à s'isoler, pour la prise en considération de l'ensemble et de la généralité du mouvement, pour la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Les gens qui n'ont pas creusé la question trouvent « contradictoire » que les social-démocrates des nations qui oppriment insistent sur la « liberté de séparation », et les social-démocrates des nations opprimées sur la « liberté d'union ». Mais il suffit d'un peu de réflexion pour voir que, dans la situation donnée, il n'est et il ne peut y avoir d'autre voie vers l'internationalisme et la fusion des nations. (« Bilan de la discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », t. XIX, pp. 261-262, éd. russe.)

VII

STRATÉGIE ET TACTIQUE

De ce thème, je retiendrai six questions : 1) la stratégie et la tactique, science de la direction de la lutte de classe du prolétariat ; 2) les étapes de la révolution et la stratégie ; 3) les flux et les reflux du mouvement et la tactique ; 4) direction stratégique ; 5) direction tactique ; 6) réformisme et révolutionnisme.

1. La stratégie et la tactique, science de la direction de la lutte de classe du prolétariat. La période de domination de la II^e Inter-

nationale a été, principalement, celle de la formation et de l'instruction des armées prolétariennes dans les conditions d'un développement plus ou moins pacifique, période où le parlementarisme était la forme prédominante de la lutte de classes. Les questions concernant les grands conflits de classes, la préparation du prolétariat aux batailles révolutionnaires, les moyens de conquérir la dictature du prolétariat ne figuraient pas alors, semblait-il, à l'ordre du jour. La tâche se résumait en ceci : utiliser toutes les voies de développement légal pour la formation et l'instruction des armées prolétariennes, utiliser le parlementarisme en tenant compte des conditions dans lesquelles le prolétariat restait et devait, semblait-il, rester voué à une attitude d'opposition. Il est à peine besoin de démontrer que, dans une telle période, et avec une telle compréhension des tâches du prolétariat, il ne pouvait y avoir ni stratégie cohérente, ni tactique approfondie. Il n'y avait que des fragments, des idées détachées sur la tactique et la stratégie. Mais de tactique et de stratégie, point.

Le péché mortel de la II^e Internationale n'est pas d'avoir appliqué en son temps la tactique de l'utilisation des formes parlementaires de lutte, mais d'avoir surestimé l'importance de ces formes, qu'elle considérait comme les seules possibles ou peu s'en faut ; et quand arriva la période des combats révolutionnaires directs, et que la question des formes de lutte extra-parlementaires vint se poser au premier plan, les partis de la II^e Internationale se détournèrent des nouvelles tâches, s'y refusèrent.

Ce n'est que dans la période suivante, période des actions ouvertes du prolétariat, période de la révolution prolétarienne, où la question du renversement de la bourgeoisie devint une question de pratique immédiate ; où la question des réserves du prolétariat (stratégie) devint une des questions les plus vitales ; où toutes les formes de lutte et d'organisation — parlementaires et extra-parlementaires (tactique) — se manifestèrent avec une entière netteté, — ce n'est que dans cette période que purent être élaborées une stratégie cohérente et une tactique approfondie de la lutte du prolétariat. Précisément dans cette période, Lénine ramena au grand jour les idées géniales de Marx et d'Engels sur la tactique et la stratégie, idées que les opportunistes de la II^e Internationale avaient mises sous le boisseau. Mais Lénine ne se borna pas à rétablir tels principes tactiques de Marx et d'Engels. Il les développa, il les compléta par des idées et des thèses nouvelles, et réunit le tout en un système de règles et de principes directeurs pour guider la lutte de classe du prolétariat. Des ouvrages comme : *Que faire ? Deux Tactiques, l'Impérialisme, l'Etat et la Révolution, la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, la Maladie infantile*, sont incontestablement un apport des plus précieux au trésor commun du marxisme, à son

arsenal révolutionnaire. La stratégie et la tactique du léninisme, c'est la science de la direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

2. *Les étapes de la révolution et la stratégie.* La stratégie a pour objet de fixer la direction de l'effort principal du prolétariat, en se basant sur une étape donnée de la révolution ; d'élaborer un plan approprié de la disposition des forces révolutionnaires (réserves principales et secondaires), de lutter pour la réalisation de ce plan tout au long de l'étape envisagée de la révolution.

Notre révolution a déjà franchi deux étapes et, après la Révolution d'Octobre, elle s'est engagée dans la troisième. La stratégie a varié en conséquence.

Première étape : 1903 — février 1917. But : abattre le tsarisme, liquider complètement les survivances moyenageuses. Force fondamentale de la révolution : le prolétariat. Réserve immédiate : la paysannerie. Direction de l'effort principal : isoler la bourgeoisie monarchiste libérale, qui tâche à gagner la paysannerie et à liquider la révolution par un accord avec le tsarisme. Plan de la disposition des forces : alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. « Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. » (*Lénine : Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, t. VIII, p. 96, éd. russe.)

Deuxième étape : mars 1917 — octobre 1917. But : abattre l'impérialisme en Russie et sortir de la guerre impérialiste. Force fondamentale de la révolution : le prolétariat. Réserve immédiate : la paysannerie pauvre. Le prolétariat des pays voisins : réserve probable. La guerre traînant en longueur et la crise de l'impérialisme, comme moment propice. Direction de l'effort principal : isoler la démocratie petite-bourgeoise (menchéviks, socialistes-révolutionnaires) qui tâche à gagner la masse des paysans travailleurs et à finir la révolution par un accord avec l'impérialisme. Plan de la disposition des forces : alliance du prolétariat avec la paysannerie pauvre. « Le prolétariat doit faire la révolution socialiste en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétariens de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. » (*Ibidem.*)

Troisième étape : commencée après la Révolution d'Octobre. But : consolider la dictature du prolétariat dans un seul pays, et s'en servir comme d'un point d'appui pour renverser l'impérialisme dans tous les pays. La révolution sort du cadre d'un seul pays, l'époque de la révolution mondiale a commencé. Forces fondamentales de la révolution : la dictature du prolétariat dans un pays, le mouve-

uent révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays. Principales réserves : les masses de semi-prolétaires et de petits paysans, dans les pays développés, le mouvement de libération dans les colonies et pays dépendants. Direction de l'effort principal : isoler la démocratie petite-bourgeoise, isoler les partis de la II^e Internationale, qui constituent le principal appui de la politique d'entente avec l'impérialisme. Plan de la disposition des forces : alliance de la révolution prolétarienne avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants.

La stratégie s'occupe des forces fondamentales de la révolution et de leurs réserves. Elle change chaque fois que la révolution passe d'une étape à l'autre, restant elle-même inchangée, pour l'essentiel, tout au long d'une étape donnée.

3. *Les flux et les reflux du mouvement et la tactique.* La tactique a pour objet de fixer la ligne de conduite du prolétariat pendant la période relativement courte du flux ou du reflux du mouvement, de l'essor ou du déclin de la révolution; de lutter pour l'application de cette ligne, en remplaçant les anciennes formes de lutte et d'organisation par de nouvelles, les anciens mots d'ordre par de nouveaux; en combinant ces formes, etc. Si la stratégie a pour but de gagner la guerre, par exemple, contre le tsarisme ou la bourgeoisie, de mener jusqu'au bout la lutte contre le tsarisme ou la bourgeoisie, la tactique, elle, s'assigne des objectifs moins essentiels, car elle s'efforce de gagner, non pas la guerre dans son ensemble, mais telles ou telles batailles, tels ou tels combats, de réaliser avec succès telles ou telles campagnes, telles ou telles actions appropriées à la situation concrète, pendant une période donnée d'essor ou de déclin de la révolution. La tactique est une partie de la stratégie, subordonnée à celle-ci et destinée à la servir.

La tactique change selon les flux et les reflux. Tandis que, durant la première étape de la révolution (1903-février 1917), le plan stratégique restait sans changement, la tactique, pendant ce temps, s'est modifiée à plusieurs reprises. Dans la période 1903-1905, la tactique du Parti était offensive, car c'était le flux de la révolution, le mouvement révolutionnaire suivait une ligne ascendante, et c'est sur ce fait que la tactique devait se baser. En conséquence, les formes de lutte, elles aussi, étaient révolutionnaires et répondaient aux exigences du flux de la révolution. Grèves politiques locales, manifestations politiques, grève politique générale, boycottage de la Douma, insurrection, mots d'ordre révolutionnaires de combat, telles sont les formes de lutte qui se succédèrent durant cette période. Les formes d'organisation, elles aussi, changeaient en rapport avec les formes de lutte. Comités d'usine, comités paysans révolutionnaires, comités de grève, Soviets de députés ouvriers, parti ouvrier

plus ou moins déclaré, telles étaient les formes d'organisation durant cette période.

Dans la période 1907-1912, le Parti fut contraint de passer à la tactique de retraite, car nous avions alors un déclin du mouvement révolutionnaire, un reflux de la révolution — et la tactique devait nécessairement tenir compte de ce fait. En conséquence, les formes de lutte changèrent également, de même que les formes d'organisation. Au lieu du boycottage de la Douma, participation à la Douma ; au lieu d'actions révolutionnaires extra-parlementaires déclarées, interventions et travail à la Douma ; au lieu de grèves politiques générales, grèves économiques partielles, ou simplement accalmie. On conçoit que, durant cette période, le Parti ait dû passer dans l'illégalité ; quant aux organisations révolutionnaires de masse, elles furent remplacées par des sociétés d'éducation et de culture, coopératives, caisses d'assurances et autres organisations légales.

Il faut en dire autant de la deuxième et de la troisième étape de la révolution, pendant lesquelles la tactique changea des dizaines de fois, cependant que les plans stratégiques demeuraient inchangés.

La tactique s'occupe des formes de lutte et des formes d'organisation du prolétariat, de leur succession et de leur combinaison. Basée sur une étape donnée de la révolution, la tactique peut varier à plusieurs reprises, selon les flux ou les reflux, selon l'essor ou le déclin de la révolution.

4. *Direction stratégique.* Les réserves de la révolution peuvent être :

Directes : a) la paysannerie et, en général, les couches intermédiaires de la population du pays ; b) le prolétariat des pays voisins ; c) le mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays dépendants ; d) les conquêtes et les acquisitions de la dictature du prolétariat, à une partie desquelles le prolétariat peut, tout en gardant la supériorité des forces, renoncer temporairement afin d'obtenir à ce prix une trêve d'un adversaire puissant ; et

Indirectes : a) les contradictions et conflits entre les classes non prolétariennes du pays, susceptibles d'être utilisés par le prolétariat pour affaiblir l'adversaire et renforcer ses propres réserves ; b) les contradictions, conflits et guerres (guerre impérialiste, par exemple), qui éclatent entre les États bourgeois hostiles à l'État prolétarien, et que le prolétariat peut utiliser dans son offensive ou lorsqu'il manœuvre en cas de retraite forcée.

Il n'est guère besoin de s'étendre sur les réserves de la première catégorie, leur importance étant compréhensible à tous et à chacun. Quant aux réserves de la seconde catégorie, dont le rôle n'apparaît pas toujours clairement, il faut dire qu'elles sont parfois d'une im-

portance primordiale pour la marche de la révolution. On ne saurait guère nier, par exemple, l'importance énorme du conflit entre la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires) et la bourgeoisie monarchiste libérale (cadets), pendant et après la première révolution, conflit qui, incontestablement, a contribué à soustraire la paysannerie à l'influence de la bourgeoisie. Encore moins pourrait-on nier l'importance colossale de la guerre à mort que se livraient les principaux groupes impérialistes dans la période de la Révolution d'Octobre, lorsque, occupés à se faire la guerre les uns aux autres, les impérialistes ne pouvaient concentrer leurs forces contre le jeune pouvoir soviétique, et que justement pour cette raison, le prolétariat put se mettre sérieusement à l'organisation de ses forces, à la consolidation de son pouvoir, et préparer l'écrasement de Koltchak et de Dénikine. Il faut croire que, maintenant que les antagonismes entre les groupes impérialistes s'accroissent de plus en plus et qu'une nouvelle guerre devient inévitable entre eux, les réserves de ce genre auront pour le prolétariat une importance de plus en plus sérieuse.

La direction stratégique a pour objet d'utiliser judicieusement toutes ces réserves, afin d'atteindre le but fondamental de la révolution à une étape donnée de son développement.

En quoi consiste l'utilisation judicieuse des réserves ?

A remplir certaines conditions indispensables, dont celles qui suivent doivent être considérées comme les principales :

Premièrement. Concentration des principales forces de la révolution au moment décisif sur le point le plus vulnérable de l'adversaire, lorsque la révolution est déjà mûre, que l'offensive marche à toute vapeur, que l'insurrection frappe à la porte, et que le ralliement des réserves à l'avant-garde est la condition décisive du succès. La stratégie du Parti dans la période d'avril à octobre 1917 peut être considérée comme un exemple illustrant une pareille utilisation des réserves. Dans cette période, le point le plus vulnérable de l'adversaire était incontestablement la guerre. Il est certain que précisément sur cette question, en tant que question fondamentale, le Parti rassembla autour de l'avant-garde prolétarienne les masses les plus nombreuses de la population. Dans cette période, la stratégie du Parti se résumait en ceci : enseigner à l'avant-garde les actions de rue par des manifestations et des démonstrations, et en même temps lui amener les réserves par l'intermédiaire des Soviets à l'arrière et des comités de soldats sur le front. L'issue de la révolution a montré que les réserves avaient été utilisées d'une façon judicieuse.

Voici ce que Lénine, paraphrasant les thèses bien connues de Marx et d'Engels sur l'insurrection, dit à propos de cette condition de l'utilisation stratégique des forces de la révolution :

Ne jamais jouer avec l'insurrection et, quand on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut *marcher jusqu'au bout*. Rassembler, à l'endroit décisif, au moment décisif, des forces de beaucoup supérieures à celles de l'ennemi, sinon ce dernier, mieux préparé et mieux organisé, anéantira les insurgés. L'insurrection une fois commencée, il faut agir avec la plus grande *décision* et passer absolument, coûte que coûte, à l'*offensive*. « La défensive est la mort de l'insurrection armée. » Il faut s'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu, de saisir le moment où ses troupes sont dispersées. Il faut remporter *chaque jour* des succès, même peu considérables (on peut dire : à chaque heure, quand il s'agit d'une ville), en gardant à tout prix l'*avantage moral*. (« Conseils d'un absent », t. XXI, pp. 319-320, éd. russe.)

Deuxièmement. Bien choisir le moment pour porter le coup décisif, le moment pour déclencher l'insurrection, et qui doit être celui où la crise a atteint son point culminant ; où l'avant-garde est prête à se battre jusqu'au bout ; où les réserves sont prêtes à soutenir l'avant-garde et où le désarroi est le plus fort dans les rangs de l'adversaire.

On peut, dit Lénine, considérer que le moment est venu pour la bataille décisive si « toutes les forces de classes qui nous sont hostiles sont suffisamment en difficulté, se sont suffisamment entre-déchirées, sont suffisamment affaiblies par une lutte qui est au-dessus de leurs moyens » ; si « tous les éléments intermédiaires, hésitants, chancelants, inconstants — la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise par opposition à la bourgeoisie — se sont suffisamment démasqués devant le peuple, suffisamment déshonorés par leur faillite pratique » ; si « dans le prolétariat un puissant mouvement d'opinion se fait jour et commence à gagner les masses à l'action la plus décisive, la plus résolument hardie et révolutionnaire contre la bourgeoisie. C'est alors que la révolution est mûre, c'est alors que, si nous avons bien tenu compte de toutes les conditions indiquées plus haut... si nous avons bien choisi le moment, notre victoire est assurée ». (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 229, éd. russe.)

L'organisation de l'insurrection d'Octobre peut être considérée comme un modèle d'application d'une telle stratégie.

Ne pas observer cette condition mène à une faute dangereuse qu'on appelle la « perte de cadence » ; il en est ainsi lorsque le Parti retarde sur la marche du mouvement, ou le devance de trop loin, ce qui crée le danger d'un échec. Un exemple de cette « perte de cadence », un exemple de la façon dont on ne doit pas choisir le moment de l'insurrection, c'est la tentative d'une partie de nos camarades de commencer l'insurrection par l'arrestation de la Conférence démocratique en septembre 1917, alors qu'une hésitation se faisait encore sentir dans les Soviets ; que l'armée du front était encore à la croisée des chemins, et que les réserves n'avaient pas encore rallié l'avant-garde.

Troisièmement. La direction une fois adoptée, la suivre sans défaillance au travers des difficultés et des complications de tout genre et de tout ordre sur le chemin conduisant au but, afin que l'avant-

garde ne perde pas de vue le but essentiel de la lutte, et que les masses ne s'égarèrent pas en marchant vers ce but et en s'efforçant de se grouper autour de l'avant-garde. Ne pas observer cette condition mène à une faute grave, bien connue des marins, qui l'appellent « perte de la direction ». Il faut considérer comme un exemple de cette perte de direction, l'attitude erronée de notre Parti, immédiatement après la Conférence démocratique, lorsqu'il prit la décision de participer au Préparlement. A ce moment, le Parti semblait avoir oublié que le Préparlement était une tentative de la bourgeoisie de faire dévier le pays de la voie des Soviets afin de l'entraîner dans celle du parlementarisme bourgeois; que la participation du Parti à une pareille institution pouvait brouiller toutes les cartes et désorienter les ouvriers et les paysans, qui menaient la lutte révolutionnaire sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ». Cette faute fut corrigée par la sortie des bolchéviks du Préparlement.

Quatrièmement. Manœuvrer avec ses réserves de façon à se replier en bon ordre, lorsque l'ennemi est fort, que la retraite est inévitable, qu'il est notoirement désavantageux d'accepter la bataille que l'adversaire veut imposer, et que la retraite, vu le rapport des forces en présence, devient l'unique moyen de soustraire l'avant-garde au coup qui la menace, et de lui conserver ses réserves.

Les partis révolutionnaires, dit Lénine, doivent parachever leur instruction. Ils ont appris à mener l'offensive. Ils doivent comprendre maintenant qu'il est indispensable de compléter cette science par la science de la retraite opérée dans les règles. Il faut comprendre — et la classe révolutionnaire s'applique à comprendre par sa propre et amère expérience, — qu'il est impossible de vaincre sans avoir appris la science de l'offensive et de la retraite opérées dans les règles. (*Ibidem*, p. 177.)

Le but d'une telle stratégie est de gagner du temps, de démoraliser l'adversaire et d'accumuler des forces pour, ensuite, passer à l'offensive.

La conclusion de la paix de Brest-Litovsk peut être considérée comme un modèle de cette stratégie. Elle permit au Parti de gagner du temps, d'exploiter les conflits dans le camp de l'impérialisme, de démoraliser les forces de l'adversaire, de garder avec soi la paysannerie et d'accumuler des forces pour préparer l'offensive contre Koltchak et Dénikine.

En concluant une paix séparée, disait alors Lénine, nous nous débarassons autant qu'il est possible à l'heure actuelle, des deux groupes impérialistes ennemis, en profitant de leur hostilité et de la guerre qui les empêche de s'entendre contre nous ; nous en profitons, et cela nous permet, pendant une certaine période, d'avoir les coudées franches pour continuer et affermir la révolution socialiste. (« Thèses sur la conclusion de la paix séparée », t. XXII, p. 198, éd. russe.)

Aujourd'hui, disait Lénine trois ans après la paix de Brest-Litovsk, tous, jusqu'au dernier imbécile, comprennent que la « paix de Brest-Litovsk » fut une concession qui nous avait renforcés, et avait divisé les forces de l'impérialisme international. (« Nouveaux temps, erreurs anciennes sous une forme nouvelle », t. XXVII, p. 7, éd. russe.)

Telles sont les principales conditions garantissant la juste direction stratégique.

5. *Direction tactique.* La direction tactique est une partie de la direction stratégique, subordonnée aux tâches et aux exigences de cette dernière. La direction tactique a pour objet de s'assimiler toutes les formes de lutte et d'organisation du prolétariat, et d'assurer leur utilisation judicieuse afin d'obtenir, dans un rapport de forces donné, le maximum de résultats, nécessaire à la préparation du succès stratégique.

En quoi consiste l'utilisation judicieuse des formes de lutte et d'organisation du prolétariat ?

À remplir certaines conditions indispensables, dont celles qui suivent doivent être considérées comme les principales :

Premièrement. Mettre au premier plan précisément les formes de lutte et d'organisation qui, correspondant le mieux aux conditions du flux ou du reflux du mouvement, peuvent faciliter et assurer l'acheminement des masses vers les positions révolutionnaires, l'acheminement des masses innombrables vers le front de la révolution, leur répartition sur ce front.

Ce qui importe, ce n'est pas que l'avant-garde prenne conscience de l'impossibilité de maintenir l'ancien ordre de choses et de la nécessité inéluctable de son renversement. Ce qui importe, c'est que les masses, les masses innombrables, comprennent cette nécessité et se montrent prêtes à soutenir l'avant-garde. Mais cela, les masses ne peuvent le comprendre que par leur propre expérience. Donner aux innombrables masses la possibilité de constater par leur propre expérience que le renversement de l'ancien pouvoir est inéluctable; mettre en avant des moyens de lutte et des formes d'organisation leur permettant de se rendre plus facilement compte, par l'expérience, de la justesse des mots d'ordre révolutionnaires : telle est la tâche.

L'avant-garde se serait détachée de la classe ouvrière, et celle-ci aurait perdu le contact avec les masses, si le Parti n'avait pas décidé, en son temps, de participer à la Douma ; s'il n'avait pas décidé de concentrer ses forces sur le travail à la Douma et de déployer la lutte sur la base de ce travail, afin de permettre aux masses de constater, par leur propre expérience, la nullité de la Douma, le mensonge des promesses des cadets, l'impossibilité d'un accord avec le tsarisme, la nécessité inéluctable d'une alliance entre la paysannerie et la

classe ouvrière. Sans cette expérience des masses pendant la période de la Douma, il eût été impossible de démasquer les cadets et d'assurer l'hégémonie du prolétariat.

Le danger de la tactique de l'otzovisme¹ était qu'elle menaçait de détacher l'avant-garde de ses innombrables réserves.

Le Parti se serait détaché de la classe ouvrière, et celle-ci aurait perdu son influence dans les grandes masses de paysans et de soldats, si le prolétariat avait suivi les communistes de gauche qui appelaient à l'insurrection en avril 1917, alors que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'avaient pas encore eu le temps de se démasquer comme partisans de la guerre et de l'impérialisme, que les masses n'avaient pas encore eu le temps de constater, par leur propre expérience, le mensonge des discours des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires sur la paix, la terre, la liberté. Sans l'expérience des masses pendant la période de Kérénski, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'auraient pas été isolés, et la dictature du prolétariat eût été impossible. C'est pourquoi la tactique de l'« explication patiente » des fautes des partis petits-bourgeois, et de la lutte ouverte au sein des Soviets, était la seule tactique juste.

Le danger de la tactique des communistes de gauche était qu'elle menaçait de transformer le Parti, de chef de la révolution prolétarienne, en une poignée de conspirateurs creux et inconsistants.

On ne peut, dit Lénine, vaincre avec l'avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans la bataille décisive tant que la classe tout entière, tant que les grandes masses n'ont pas pris soit une attitude d'appui direct à l'avant-garde, soit tout au moins de neutralité bienveillante... serait non seulement une sottise, mais un crime. Or, pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent à prendre une telle position, la propagande seule, l'agitation seule, ne suffisent pas. Pour cela, il faut la propre expérience politique de ces masses. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions, loi confirmée maintenant avec une force et un relief frappants, non seulement par la Russie, mais aussi par l'Allemagne. Ce ne sont pas seulement les masses incultes, souvent illettrées, de Russie, ce sont aussi les masses d'Allemagne, hautement cultivées, sans un seul analphabète, qui ont dû éprouver à leurs dépens toute l'impotence, toute la vulerie, toute l'impuissance, toute la servilité devant la bourgeoisie, toute la lâcheté du gouvernement des paladins de la II^e Internationale, toute l'inévitabilité de la dictature des ultra-réactionnaires (Kornilov en Russie, Kapp et consorts en Allemagne), alternative unique en face de la dictature du prolétariat, pour se tourner résolument vers le communisme. (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 228, éd. russe.)

¹ « Otzovisme » (du mot russe : otzvat — rappeler), tendance petite-bourgeoise opportuniste qui se fit jour aux années de réaction (1908-1912) dans les rangs du Parti bolchévik. Les otzovistes réclamaient le rappel des députés social-démocrates de la Douma d'Etat et l'abandon du travail dans les syndicats et les autres organisations ouvrières légales. (*N. des Trad.*)

Deuxièmement. Trouver à chaque moment donné, dans la chaîne des processus, ce maillon particulier qui permet, si l'on s'en saisit, de tenir toute la chaîne et de préparer les conditions du succès stratégique.

Ce qui importe, c'est précisément de dégager, parmi les tâches qui se posent devant le Parti, la tâche immédiate dont la solution constitue le point central et dont l'accomplissement assurera la solution heureuse des autres tâches immédiates.

On pourrait démontrer l'importance de cette thèse par deux exemples empruntés, l'un au passé lointain (période de la formation du Parti), l'autre au passé tout récent (période de la Nep).

Dans la période de la formation du Parti, lorsque les innombrables cercles et organisations n'étaient pas encore reliés entre eux ; que le travail à la mode artisanale et par cercles isolés rongeaient le Parti du haut en bas ; que le désarroi idéologique était le trait caractéristique de la vie intérieure du Parti, dans cette période le maillon essentiel de la chaîne, la tâche fondamentale, entre toutes celles qui se dressaient alors devant le Parti, était la création d'un journal illégal pour toute la Russie. Pourquoi ? Parce que, dans les conditions d'alors, ce n'était qu'au moyen d'un journal illégal pour toute la Russie que l'on pouvait créer dans le Parti un noyau cohérent, capable de rattacher en un tout les innombrables cercles et organisations, de préparer les conditions de l'unité idéologique et tactique, et de jeter ainsi les bases pour la constitution d'un véritable parti.

Dans la période de transition de la guerre à l'œuvre de construction économique, alors que l'industrie végétait en proie à la désorganisation, et que l'agriculture souffrait du manque des produits de la ville ; que la soudure de l'industrie d'Etat avec l'économie paysanne était devenue la condition fondamentale du succès de l'édification socialiste, — en cette période le maillon essentiel de la chaîne des processus, la tâche fondamentale entre toutes, était le développement du commerce. Pourquoi ? Parce que, dans les conditions de la Nep, la soudure de l'industrie avec l'économie paysanne est impossible autrement que par le commerce ; parce que, dans les conditions de la Nep, la production sans l'écoulement des marchandises est la mort de l'industrie ; parce qu'on ne peut élargir l'industrie qu'en élargissant l'écoulement des marchandises par le développement du commerce ; parce que c'est seulement après s'être consolidé dans le domaine du commerce et rendu maître de ce dernier, c'est seulement après s'être saisi de ce maillon, que l'on peut espérer souder l'industrie au marché rural, et résoudre avec succès les autres problèmes à l'ordre du jour, afin de créer les conditions nécessaires pour construire les fondements de l'économie socialiste.

Il ne suffit pas d'être un révolutionnaire et un partisan du socialisme, ou un communiste en général... dit Lénine. Il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer eolidement le passage au maillon suivant... A l'heure présente... ce maillon c'est l'animation du commerce intérieur, soumis à une juste réglementation (orientation) de la part de l'Etat. Le commerce, voilà le « maillon » dans la chaîne d'événements historiques, dans les formes transitoires de notre œuvre de construction socialiste de 1921-1922, maillon « dont nous devons nous saisir de toutes nos forces »... (« De l'importance de l'or », t. XXVII, p. 82, éd. russe.)

Telles sont les principales conditions qui assurent une direction tactique juste.

6) *Réformisme et révolutionnisme.* En quoi la tactique révolutionnaire se distingue-t-elle de la tactique réformiste ?

D'aucuns pensent que le léninisme est, en général, contre les réformes, contre les compromis et les accords. C'est absolument faux. Les bolchéviks savent tout aussi bien que les autres que, en un certain sens, « tout don est un bienfait »; que dans certaines circonstances les réformes en général, les compromis et les accords en particulier, sont nécessaires et utiles.

Faire la guerre, dit Lénine, pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la plus acharnée des guerres ordinaires entre Etats, et renoncer d'avance à louvoyer, à exploiter les antagonismes d'intérêts (fussent-ils momentanés) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés possibles (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ? N'est-ce pas quelque chose comme de renoncer d'avance, dans l'ascension difficile d'une montagne inexplorée et inaccessible jusqu'à ce jour, à marcher parfois en zigzags, à revenir parfois en arrière, à renoncer à la direction une fois choisie pour essayer des directions différentes ? (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 210, éd. russe.)

Il ne s'agit évidemment pas des réformes ou des compromis et accords, mais de l'usage que les gens font des accords et des réformes.

Pour le réformiste, la réforme est tout ; le travail révolutionnaire, lui, n'est là que pour l'apparence, pour en parler, pour jeter de la poudre aux yeux. C'est pourquoi, avec la tactique réformiste, dans les conditions du pouvoir bourgeois une réforme devient de façon inévitable un instrument de renforcement de ce pouvoir, un instrument de désagrégation de la révolution.

Pour le révolutionnaire, au contraire, le principal c'est le travail révolutionnaire, et non la réforme ; pour lui, la réforme n'est que le produit accessoire de la révolution. C'est pourquoi, avec la tactique révolutionnaire, dans les conditions du pouvoir bourgeois, une réforme devient naturellement un instrument de désagrégation de ce pouvoir, un instrument de renforcement de la révolution, un point

d'appui pour le développement continu du mouvement révolutionnaire.

Le révolutionnaire accepte la réforme afin de l'utiliser comme un prétexte pour combiner l'action légale et l'action illégale, afin de s'en servir comme d'un paravent pour renforcer le travail illégal en vue de la préparation révolutionnaire des masses au renversement de la bourgeoisie.

C'est là l'essence de l'utilisation révolutionnaire des réformes et des accords dans les conditions de l'impérialisme.

Le réformiste, au contraire, accepte les réformes pour renoncer à tout travail illégal, faire échec à la préparation des masses pour la révolution, et se reposer à l'ombre de la réforme « octroyée ».

C'est là l'essence de la tactique réformiste.

Ainsi en est-il des réformes et des accords dans les conditions de l'impérialisme.

Toutefois, la situation change quelque peu après le renversement de l'impérialisme, sous la dictature du prolétariat. Dans certains cas, dans certaines conditions, le pouvoir prolétarien peut se trouver forcé d'abandonner provisoirement la voie de la refonte révolutionnaire de l'ordre de choses existant, pour s'engager dans la voie de sa transformation graduelle, « dans la voie réformiste » — comme le dit Lénine dans son article que l'on connaît : « De l'importance de l'or », — dans la voie des mouvements tournants, dans la voie des réformes et des concessions aux classes non prolétariennes, afin de désagréger ces classes, de donner un temps de répit à la révolution, de rassembler ses forces et de préparer les conditions d'une nouvelle offensive. Cette voie, on ne saurait le nier, est, en un certain sens, une voie réformiste. Seulement, il faut se souvenir qu'ici nous sommes en présence d'une particularité fondamentale, c'est que la réforme émane, en l'espèce, du pouvoir prolétarien ; qu'elle fortifie le pouvoir prolétarien, lui donne la trêve nécessaire ; qu'elle est appelée à désagréger non la révolution, mais les classes non prolétariennes.

Ainsi la réforme, dans ces conditions, se change en son contraire.

L'application d'une telle politique par le pouvoir prolétarien devient possible pour la raison, et pour la raison seule, que, dans la période précédente, l'essor de la révolution a été suffisamment grand et lui a donné un espace suffisamment large pour pouvoir battre en retraite, en remplaçant la tactique de l'offensive par la tactique du recul momentané, par la tactique des mouvements tournants.

Ainsi donc, si autrefois, sous le pouvoir bourgeois, les réformes étaient un produit accessoire de la révolution, maintenant, sous la dictature du prolétariat, les conquêtes révolutionnaires du proléta-

riat, les réserves accumulées dans les mains du prolétariat et composées de ces conquêtes, sont une source de réformes.

Seul le marxisme, dit Lénine, définit de façon précise et juste le rapport entre les réformes et la révolution ; et Marx n'a pu voir ce rapport que d'un seul côté, savoir : dans les conditions précédant la première victoire plus ou moins solide, plus ou moins durable du prolétariat dans un pays au moins. Dans les conditions d'alors, ce rapport juste reposait sur le principe suivant : les réformes sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat... Après la victoire du prolétariat au moins dans un pays, il survient du nouveau dans le rapport des réformes et de la révolution. En principe tout reste comme devant, mais il se produit dans la forme un changement que Marx lui-même ne pouvait prévoir, mais dont on ne peut se rendre compte qu'en se plaçant sur le terrain de la philosophie et de la politique du marxisme... Après la victoire, elles [c'est-à-dire les réformes. *J. St.*] (tout en restant au point de vue international ce même « produit accessoire ») constituent en outre pour le pays où la victoire a été remportée, une trêve indispensable et légitime dans le cas où, à la suite d'une tension extrême, les forces manquent notoirement pour opérer par la voie révolutionnaire tel ou tel tournant. La victoire fournit une « provision de forces » permettant de tenir même pendant une retraite forcée, — de tenir aussi bien dans le sens matériel que dans le sens moral. (De l'importance de l'or, t. XXVII, pp. 84-85, éd. russe.)

VIII

LE PARTI

Dans la période pré-révolutionnaire, dans la période de développement plus ou moins paisible, où les partis de la II^e Internationale étaient la force dominante dans le mouvement ouvrier, et où les formes parlementaires de lutte étaient considérées comme les principales, — dans ces circonstances, le Parti n'avait pas et ne pouvait pas avoir l'importance sérieuse et décisive qu'il a acquise par la suite au cours des batailles révolutionnaires ouvertes. Dans sa défense de la II^e Internationale contre les attaques dont elle est l'objet, Kautsky dit que les partis de la II^e Internationale sont un instrument de paix, et non de guerre; que précisément pour cette raison, ils n'ont pas été à même d'entreprendre quoi que ce fût de sérieux pendant la guerre; dans la période des actions révolutionnaires du prolétariat. C'est tout à fait exact. Mais qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que les partis de la II^e Internationale ne sont pas bons pour la lutte révolutionnaire du prolétariat; qu'ils ne sont pas des partis de combat du prolétariat, menant les ouvriers à la conquête du pouvoir, mais un appareil électoral, approprié aux élections parlementaires et à la lutte parlementaire. Voilà ce qui explique justement le fait que, dans la période de domination des opportunistes de la II^e Internatio-

nale, l'organisation politique fondamentale du prolétariat n'était pas le parti, mais la fraction parlementaire. On sait qu'à cette époque, le parti était en fait un appendice de la fraction parlementaire et un élément destiné à la servir. Il est à peine besoin de démontrer que, dans ces conditions, avec un tel parti à la tête, il ne pouvait être même question de préparer le prolétariat à la révolution.

Mais la situation a radicalement changé avec l'avènement de la nouvelle période. La nouvelle période est celle des collisions ouvertes entre les classes, la période des actions révolutionnaires du prolétariat, la période de la révolution prolétarienne, et de la préparation directe des forces au renversement de l'impérialisme, à la prise du pouvoir par le prolétariat. Cette période pose devant le prolétariat des tâches nouvelles : réorganisation de l'ensemble du travail du Parti, selon un mode nouveau, révolutionnaire; éducation des ouvriers dans l'esprit de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir; préparation et rassemblement des réserves; alliance avec les prolétaires des pays voisins; établissement de liens solides avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants, etc., etc. Croire que ces nouvelles tâches peuvent être accomplies avec les forces des vieux partis social-démocrates, éduqués dans les conditions paisibles du parlementarisme, c'est se vouer à un désespoir sans fond, à une défaite inévitable. Demeurer avec de telles tâches sur les bras, avec les vieux partis en tête, c'est demeurer en état de désarmement complet. Il est à peine besoin de démontrer que le prolétariat ne pouvait admettre une pareille situation.

De là, la nécessité d'un nouveau parti, d'un parti combatif, révolutionnaire, suffisamment courageux pour mener les prolétaires à la lutte pour le pouvoir, suffisamment expérimenté pour se retrouver dans les conditions complexes d'une situation révolutionnaire et suffisamment souple pour contourner les écueils de toute sorte sur le chemin conduisant au but.

Sans un tel parti, on ne saurait même songer à renverser l'impérialisme, à conquérir la dictature du prolétariat.

Ce nouveau parti, c'est le Parti du léninisme.

Quelles sont les particularités de ce nouveau parti ?

1. *Le Parti, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière.* Il faut que le Parti soit, avant tout, le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière. Il faut que le Parti absorbe tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière, leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement infini à la cause du prolétariat. Mais pour être vraiment un détachement d'avant-garde, il faut que le Parti soit armé de la théorie révolutionnaire, de la connaissance des lois du mouvement, de la connaissance des lois de la révolution. Sinon, il n'est pas en mesure de diriger la lutte du prolétariat, de l'entraî-

ner à sa suite. Le Parti ne peut être un parti véritable, s'il se borne à enregistrer ce qu'éprouve et pense la masse de la classe ouvrière ; s'il se traîne à la remorque du mouvement spontané ; s'il ne sait pas surmonter la routine et l'indifférence politique du mouvement spontané ; s'il ne sait pas s'élever au-dessus des intérêts momentanés du prolétariat ; s'il ne sait pas élever les masses au niveau de la conscience des intérêts de classe du prolétariat. Il faut que le Parti se trouve en tête de la classe ouvrière ; il faut qu'il voie plus loin que la classe ouvrière ; il doit conduire le prolétariat, et non pas se traîner à la remorque du mouvement spontané. Les partis de la II^e Internationale qui prêchent le « suivisme », sont des agents de la politique bourgeoise qui condamne le prolétariat au rôle d'instrument entre les mains de la bourgeoisie. Seul un parti se considérant comme un détachement d'avant-garde du prolétariat, et capable d'élever les masses au niveau de la conscience des intérêts de classe du prolétariat, seul un tel parti est capable de détourner la classe ouvrière de la voie du trade-unionisme et de la transformer en une force politique indépendante. Le Parti est le chef politique de la classe ouvrière.

J'ai parlé plus haut des difficultés de la lutte de la classe ouvrière, des conditions complexes de cette lutte, j'ai parlé de la stratégie et de la tactique, des réserves et des manœuvres, de l'offensive et de la retraite. Ces conditions sont aussi complexes sinon plus, que celles de la guerre. Qui peut se reconnaître dans ces conditions ? Qui peut donner une orientation juste aux millions de prolétaires ? Aucune armée en guerre ne peut se passer d'un état-major expérimenté, si elle ne veut pas se vouer à la défaite. N'est-il pas clair que le prolétariat ne peut, à plus forte raison, se passer d'un tel état-major, s'il ne veut pas se donner en pâture à ses ennemis jurés ? Mais où trouver cet état-major ? Seul le parti révolutionnaire du prolétariat peut être cet état-major. La classe ouvrière, sans un parti révolutionnaire, est une armée sans état-major. Le Parti est l'état-major de combat du prolétariat.

Mais le Parti ne saurait être seulement un détachement d'avant-garde. Il doit être en même temps un détachement de la classe, une partie de la classe, partie intimement liée à cette dernière par toutes les racines de son être. La distinction entre le détachement d'avant-garde et la masse restante de la classe ouvrière, entre les membres du Parti et les sans-parti ne peut disparaître tant que les classes n'auront pas disparu, tant que le prolétariat continuera à se compléter par des éléments issus d'autres classes ; tant que la classe ouvrière dans son ensemble ne pourra s'élever au niveau de l'avant-garde. Mais le Parti ne serait plus le Parti, si cette distinction devait tourner en rupture, si le Parti se repliait sur lui-même et se détachait des

masses sans-parti. Il ne peut diriger la classe, s'il n'est pas lié avec les masses de sans-parti, s'il n'y a pas contact entre lui et les masses sans-parti; si celles-ci n'acceptent pas sa direction, si le Parti ne jouit pas dans les masses d'un crédit moral et politique. Récemment, deux cent mille nouveaux adhérents ouvriers ont été admis dans notre Parti. Fait remarquable : tous ces gens sont moins venus d'eux-mêmes au Parti, qu'ils n'y ont été envoyés par toute la masse des sans-parti, qui a participé activement à l'admission de nouveaux membres, lesquels, d'une façon générale, n'étaient pas admis sans son approbation. Ce fait montre que la grande masse des ouvriers sans-parti considère notre Parti comme *son* parti à elle, comme un parti qui lui est *proche* et *cher*, au développement et à la consolidation duquel elle a un intérêt vital, à la direction duquel elle confie volontairement son sort. Il est à peine besoin de démontrer que sans ces liens moraux insaisissables, qui relient le Parti aux masses sans-parti, il n'aurait pu devenir la force décisive de sa classe. Le Parti est partie indissoluble de la classe ouvrière.

Nous sommes, dit Lénine, le Parti de la classe et c'est pourquoi *presque toute la classe* (et en temps de guerre, à l'époque de la guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction de notre Parti, doit se serrer le plus possible autour de lui. Mais ce serait du manilovisme¹ et du « suivisme » que de penser que sous le capitalisme, presque toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquiescer le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son Parti social-démocrate. Sous le capitalisme, même l'organisation syndicale (plus primitive, plus accessible à la conscience des couches non développées) n'est pas en mesure d'englober presque toute, ou toute la classe ouvrière, et nul social-démocrate de bon sens n'en a jamais douté. Mais ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces tâches, que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et toutes les masses qui gravitent autour de lui ; que d'oublier l'obligation constante pour le détachement d'avant-garde de *hausser* des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé. (*Un pas en avant, deux pas en arrière*, t. VI, pp. 205-206, éd. russe.)

2. *Le Parti, détachement organisé de la classe ouvrière.* Le Parti n'est pas seulement le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière. S'il veut réellement diriger la lutte de celle-ci, il doit être aussi le détachement *organisé* de sa classe. Les tâches du Parti, dans les conditions du capitalisme, sont extrêmement étendues et variées. Le Parti doit diriger la lutte du prolétariat dans les conditions extrêmement difficiles du développement intérieur et extérieur ; il doit mener le prolétariat à l'offensive lorsque la situation impose cette offensive ; il doit soustraire le prolétariat aux coups d'un adversaire puissant, lorsque la situation impose la retraite ; il doit inculquer

¹ Placidité, inertie, fantaisie oiseuse. Manilov, personnage des *Ames mortes* de Gogol. (*N. des Trad.*)

à la masse innombrable des ouvriers sans-parti et inorganisés l'esprit de discipline et de méthode dans la lutte, l'esprit d'organisation et la fermeté. Mais le Parti ne peut s'acquitter de ces tâches que s'il est lui-même la personnification de la discipline et de l'esprit d'organisation; que s'il est lui-même un détachement *organisé* du prolétariat. Sans ces conditions, il ne saurait même être question d'une direction véritable des masses immenses du prolétariat par le Parti. Le Parti est le détachement organisé de la classe ouvrière.

L'idée que le Parti est un tout organisé a été fixée dans la formule fameuse que Lénine a donnée du premier point des statuts de notre Parti, où celui-ci est considéré comme la *somme* de ses organisations et ses membres comme ceux d'une des organisations du Parti. Les menchéviks qui, déjà en 1903, se prononçaient contre cette formule, proposaient de la remplacer par un « système » d'auto-admission au Parti, « système » élargissant la « qualité » de membre du Parti, à tout « professeur » ou « collégien », à tout « sympathisant » ou « gréviste » soutenant d'une façon ou de l'autre le Parti, mais n'adhérant ni ne voulant adhérer à aucune de ses organisations. Il est à peine besoin de démontrer que ce « système » original, s'il s'était implanté dans notre Parti, aurait forcément abouti à le remplir à l'excès de professeurs et de collégiens, et à le faire dégénérer en une « formation » imprécise, amorphe, désorganisée, perdue dans un océan de « sympathisants », effaçant toute démarcation entre le Parti et la classe, renversant la tâche du Parti qui est d'élever les masses inorganisées au niveau du détachement d'avant-garde. Inutile de dire qu'avec un tel « système » opportuniste, notre Parti n'aurait pu accomplir son rôle de noyau organisateur de la classe ouvrière dans notre révolution.

Du point de vue de Martov, dit Lénine, les limites du Parti restent absolument indéterminées, car « chaque gréviste » peut « se déclarer membre du Parti ». Quelle est l'utilité de cette imprécision ? La large diffusion d'une « appellation ». Elle a ceci de nuisible qu'elle comporte l'idée *désorganisatrice* de la confusion de la classe avec le Parti. (*Ibidem*, p. 211.)

Mais le Parti n'est pas seulement la *somme* de ses organisations. Il est en même temps le *système* unique de ces organisations, leur union formelle en un tout comportant des organismes supérieurs et inférieurs de direction, la soumission de la minorité à la majorité, avec des décisions pratiques obligatoires pour tous les membres du Parti. Sans ces conditions, le Parti ne peut former un tout unique et organisé, capable d'assurer la direction méthodique et organisée de la lutte de la classe ouvrière.

Auparavant, dit Lénine, notre Parti n'était pas un tout formellement organisé, mais seulement une somme de groupes particuliers, ce qui fait qu'entre ces groupes il ne pouvait y avoir d'autres rapports que l'action

idéologique. *Maintenant* nous sommes devenus un parti organisé ; et cela signifie la création d'une autorité, la transformation du prestige des idées en prestige de l'autorité, la subordination des instances inférieures aux instances supérieures du Parti. (*Ibidem*, p. 291.)

Le principe de la soumission de la minorité à la majorité, le principe de la direction du travail du Parti par un organisme central provoque souvent des attaques de la part des éléments instables, — des accusations de « bureaucratisme », de « formalisme », etc. Il est à peine besoin de démontrer que sans l'application de ces principes, le travail méthodique du Parti, comme un tout, et la direction de la lutte de la classe ouvrière seraient impossibles. Le léninisme, en matière d'organisation, est l'application stricte de ces principes. Lénine qualifie la lutte contre ces principes, de « nihilisme russe » et d'« anarchisme de grand seigneur », digne d'être tourné en ridicule et rejeté.

Voici ce que Lénine dit au sujet de ces éléments instables dans son livre *Un pas en avant* :

Cet anarchisme de grand seigneur est particulièrement propre au nihiliste russe. L'organisation du Parti lui semble une monstrueuse « fabrique », la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité lui apparaît comme un « asservissement »... la division du travail sous la direction d'un centre lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre la transformation des hommes en « rouages et ressorts »... ; le seul rappel des statuts d'organisation du Parti provoque chez lui une grimace de mépris, et la remarque... dédaigneuse que l'on pourrait se passer entièrement de statuts... Il est clair, je pense, que ces protestations contre le fameux bureaucratisme servent simplement à masquer le mécontentement de la composition des organismes centraux, et ne sont qu'une feuille de vigne... Tu es un bureaucrate parce que tu as été nommé par le congrès non pas selon ma volonté, mais contre elle ; tu es un formaliste parce que tu t'appuies sur les décisions formelles du congrès, et non sur mon consentement ; tu agis d'une façon grossièrement mécanique, parce que tu te réfères à la majorité « mécanique » du congrès du Parti, et ne tiens pas compte de mon désir d'être coopté ; tu es un autocrate parce que tu ne veux pas remettre le pouvoir aux mains du vieux groupe de braves compagnons¹. (t. VI, pp. 310 et 287, éd. russe.)

3. *Le Parti, forme suprême de l'organisation de classe du prolétariat.* Le Parti est le détachement organisé de la classe ouvrière. Mais il n'est pas l'organisation unique de la classe ouvrière. Le prolétariat possède encore toute une série d'autres organisations, sans lesquelles il ne peut lutter avec succès contre le Capital : syndicats, coopératives, organisations d'usine, fractions parlementaires, unions de femmes sans-parti, presse, organisations culturelles et éduca-

¹ Il s'agit ici de la « compagnie » d'Axelrod, Martov, Potressov et autres, qui ne se soumettaient pas aux décisions du II^e congrès et accusaient Lénine de « bureaucratisme ». *J. St.*

tives, unions des jeunes, organisations révolutionnaires de combat (pendant les actions révolutionnaires déclarées), Soviets de députés comme forme d'organisation d'Etat (si le prolétariat est au pouvoir), etc. L'énorme majorité de ces organisations sont des organisations sans-parti ; et seulement quelques-unes d'entre elles sont directement rattachées au Parti, ou en sont une ramification. Toutes ces organisations sont, dans certaines conditions, absolument nécessaires à la classe ouvrière, car sans elles il est impossible de raffermir les positions de classe du prolétariat dans les diverses sphères de la lutte, impossible d'aguerrir le prolétariat comme une force appelée à remplacer l'ordre bourgeois par l'ordre socialiste. Mais comment réaliser l'unité de direction, étant donné le grand nombre de ces organisations ? Où est la garantie que leur multiplicité n'entraînera pas des incohérences dans la direction ? Ces organisations, dira-t-on, accomplissent leur travail chacune dans leur sphère spéciale et, par conséquent, ne peuvent se gêner les unes les autres. Cela est vrai, évidemment. Mais il est vrai aussi que toutes ces organisations doivent mener leur action dans un sens unique, puisqu'elles servent *une seule classe*, la classe des prolétaires. On se demande : qui détermine cette ligne, cette direction générale que toutes les organisations doivent suivre dans leur travail ? Quelle est l'organisation centrale qui, parce que pourvue de l'expérience nécessaire, est non seulement capable d'élaborer cette ligne générale, mais encore a la possibilité, parce que pourvue d'une autorité suffisante à cet effet, d'inciter toutes ces organisations à mettre cette ligne en pratique, afin d'obtenir l'unité de direction et d'exclure la possibilité des à-coups ?

Cette organisation, c'est le Parti du prolétariat.

Le Parti dispose, pour cela, de toutes les données nécessaires, premièrement, parce que le Parti est le point de ralliement des meilleurs éléments de la classe ouvrière, qui sont liés directement aux organisations sans-parti du prolétariat, et qui très fréquemment les dirigent ; deuxièmement, parce qu'étant le point de ralliement de l'élite de la classe ouvrière, le Parti est la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, capables de diriger toutes les formes d'organisation de leur classe ; troisièmement, parce qu'étant la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, le Parti est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la direction de la lutte du prolétariat, et de faire ainsi des organisations sans-parti les plus diverses de la classe ouvrière, les organismes auxiliaires et les courroies de transmission reliant le Parti à la classe. Le Parti est la forme suprême d'organisation de classe du prolétariat.

Cela ne veut point dire, assurément, que les organisations sans-

parti, syndicats, coopératives, etc., doivent être formellement subordonnées à la direction du Parti. Il faut simplement que les membres du Parti, adhérant à ces organisations où ils jouissent d'une influence incontestable, emploient tous les moyens de persuasion pour que les organisations sans-parti se rapprochent, dans leur travail, du Parti du prolétariat, et en acceptent de plein gré la direction politique.

Voilà pourquoi Lénine dit que le Parti est « la forme *suprême* de l'union de classe des prolétaires », dont la direction politique doit s'étendre à toutes les autres formes d'organisation du prolétariat. (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 194, éd. russe.)

Voilà pourquoi la théorie opportuniste de l'« indépendance » et de la « neutralité » des organisations sans-parti, théorie qui multiplie le nombre des parlementaires *indépendants* et des publicistes *détachés* du Parti, des syndicalistes *bornés* et des coopérateurs *embourgeoisés*, est absolument incompatible avec la théorie et la pratique du léninisme.

4. *Le Parti, instrument de la dictature du prolétariat.* Le Parti est la forme suprême d'organisation du prolétariat. Il est le facteur essentiel de direction au sein de la classe des prolétaires et parmi les organisations de cette classe. Mais il ne s'ensuit nullement qu'on puisse considérer le Parti comme une fin en soi, comme une force se suffisant à elle-même. Le Parti n'est pas seulement la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, — il est en même temps, entre les mains du prolétariat, un *instrument pour* la conquête de la dictature, lorsqu'elle n'est pas encore conquise ; *pour* la consolidation et l'extension de la dictature, lorsqu'elle est déjà conquise. Le Parti n'aurait pu élever si haut son importance, et il n'aurait pas prévalu sur toutes les autres formes d'organisation du prolétariat si celui-ci n'avait pas été placé devant la question du pouvoir, si les conditions créées par l'impérialisme, les guerres inévitables, l'existence de la crise n'eussent exigé la concentration de toutes les forces du prolétariat sur un seul point, le rassemblement de tous les fils du mouvement révolutionnaire en un seul endroit, afin de renverser la bourgeoisie et de conquérir la dictature du prolétariat. Le Parti est nécessaire au prolétariat avant tout comme état-major de combat, indispensable pour s'emparer victorieusement du pouvoir. Il est à peine besoin de démontrer que sans un parti capable de rassembler autour de lui les organisations de masse du prolétariat et de centraliser en cours de lutte la direction de l'ensemble du mouvement, le prolétariat n'aurait pu réaliser en Russie sa dictature révolutionnaire.

Mais le Parti n'est pas seulement nécessaire au prolétariat pour la conquête de la dictature ; il est encore plus nécessaire pour

tives, unions des jeunesses, organisations révolutionnaires de combat (pendant les actions révolutionnaires déclarées), Soviets de députés comme forme d'organisation d'Etat (si le prolétariat est au pouvoir), etc. L'énorme majorité de ces organisations sont des organisations sans-parti ; et seulement quelques-unes d'entre elles sont directement rattachées au Parti, ou en sont une ramification. Toutes ces organisations sont, dans certaines conditions, absolument nécessaires à la classe ouvrière, car sans elles il est impossible de raffermir les positions de classe du prolétariat dans les diverses sphères de la lutte, impossible d'aguerrir le prolétariat comme une force appelée à remplacer l'ordre bourgeois par l'ordre socialiste. Mais comment réaliser l'unité de direction, étant donné le grand nombre de ces organisations ? Où est la garantie que leur multiplicité n'entraînera pas des incohérences dans la direction ? Ces organisations, dira-t-on, accomplissent leur travail chacune dans leur sphère spéciale et, par conséquent, ne peuvent se gêner les unes les autres. Cela est vrai, évidemment. Mais il est vrai aussi que toutes ces organisations doivent mener leur action dans un sens unique, puisqu'elles servent *une seule* classe, la classe des prolétaires. On se demande : qui détermine cette ligne, cette direction générale que toutes les organisations doivent suivre dans leur travail ? Quelle est l'organisation centrale qui, parce que pourvue de l'expérience nécessaire, est non seulement capable d'élaborer cette ligne générale, mais encore a la possibilité, parce que pourvue d'une autorité suffisante à cet effet, d'inciter toutes ces organisations à mettre cette ligne en pratique, afin d'obtenir l'unité de direction et d'exclure la possibilité des à-coups ?

Cette organisation, c'est le Parti du prolétariat.

Le Parti dispose, pour cela, de toutes les données nécessaires, premièrement, parce que le Parti est le point de ralliement des meilleurs éléments de la classe ouvrière, qui sont liés directement aux organisations sans-parti du prolétariat, et qui très fréquemment les dirigent ; deuxièmement, parce qu'étant le point de ralliement de l'élite de la classe ouvrière, le Parti est la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, capables de diriger toutes les formes d'organisation de leur classe ; troisièmement, parce qu'étant la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, le Parti est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la direction de la lutte du prolétariat, et de faire ainsi des organisations sans-parti les plus diverses de la classe ouvrière, les organismes auxiliaires et les courroies de transmission reliant le Parti à la classe. Le Parti est la forme suprême d'organisation de classe du prolétariat.

Cela ne veut point dire, assurément, que les organisations sans-

parti, syndicats, coopératives, etc., doivent être formellement subordonnées à la direction du Parti. Il faut simplement que les membres du Parti, adhérant à ces organisations où ils jouissent d'une influence incontestable, emploient tous les moyens de persuasion pour que les organisations sans-parti se rapprochent, dans leur travail, du Parti du prolétariat, et en acceptent de plein gré la direction politique.

Voilà pourquoi Lénine dit que le Parti est « la forme *suprême* de l'union de classe des prolétaires », dont la direction politique doit s'étendre à toutes les autres formes d'organisation du prolétariat. (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 194, éd. russe.)

Voilà pourquoi la théorie opportuniste de l'« indépendance » et de la « neutralité » des organisations sans-parti, théorie qui multiplie le nombre des parlementaires *indépendants* et des publicistes *détachés* du Parti, des syndicalistes *bornés* et des coopérateurs *embourgeoisés*, est absolument incompatible avec la théorie et la pratique du léninisme.

4. *Le Parti, instrument de la dictature du prolétariat.* Le Parti est la forme suprême d'organisation du prolétariat. Il est le facteur essentiel de direction au sein de la classe des prolétaires et parmi les organisations de cette classe. Mais il ne s'ensuit nullement qu'on puisse considérer le Parti comme une fin en soi, comme une force se suffisant à elle-même. Le Parti n'est pas seulement la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, — il est en même temps, entre les mains du prolétariat, un *instrument pour* la conquête de la dictature, lorsqu'elle n'est pas encore conquise ; *pour* la consolidation et l'extension de la dictature, lorsqu'elle est déjà conquise. Le Parti n'aurait pu élever si haut son importance, et il n'aurait pas prévalu sur toutes les autres formes d'organisation du prolétariat si celui-ci n'avait pas été placé devant la question du pouvoir, si les conditions créées par l'impérialisme, les guerres inévitables, l'existence de la crise n'eussent exigé la concentration de toutes les forces du prolétariat sur un seul point, le rassemblement de tous les fils du mouvement révolutionnaire en un seul endroit, afin de renverser la bourgeoisie et de conquérir la dictature du prolétariat. Le Parti est nécessaire au prolétariat avant tout comme état-major de combat, indispensable pour s'emparer victorieusement du pouvoir. Il est à peine besoin de démontrer que sans un parti capable de rassembler autour de lui les organisations de masse du prolétariat et de centraliser en cours de lutte la direction de l'ensemble du mouvement, le prolétariat n'aurait pu réaliser en Russie sa dictature révolutionnaire.

Mais le Parti n'est pas seulement nécessaire au prolétariat pour la conquête de la dictature ; il est encore plus nécessaire pour

maintenir la dictature, la consolider et l'étendre, afin d'assurer la victoire complète du socialisme.

Il est certain, dit Lénine, que presque tout le monde voit aujourd'hui que les bolchéviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais pas même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, sans la véritable discipline de fer dans notre Parti, sans l'appui total et indéfectible accordé à ce dernier par toute la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tout ce qu'elle possède de pensant, d'honnête, de dévoué jusqu'à l'abnégation, d'influent, d'apte à conduire derrière soi ou à entraîner les couches arriérées. (*Ibidem*, p. 173.)

Mais, que signifie « maintenir » et « étendre » la dictature ? C'est inculquer aux millions de prolétaires l'esprit de discipline et d'organisation ; c'est créer dans les masses prolétariennes la cohésion et un rempart contre l'influence corrosive de l'élément petit-bourgeois et des habitudes petites-bourgeoises ; c'est renforcer le travail d'organisation des prolétaires en vue de réduire et de transformer les couches petites-bourgeoises ; c'est aider les masses prolétariennes à faire leur éducation pour devenir une force capable de supprimer les classes et de préparer les conditions nécessaires à l'organisation de la production socialiste. Or, tout cela est impossible à réaliser sans un parti, fort par sa cohésion et sa discipline.

La dictature du prolétariat, dit Lénine, est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influer sur lui, il est impossible de mener cette lutte avec succès. (*Ibidem*, p. 190.)

Le prolétariat a besoin du Parti *pour* conquérir et maintenir sa dictature. Le Parti est l'instrument de la dictature du prolétariat.

Il s'ensuit donc que la disparition des classes et le dépérissement de la dictature du prolétariat doivent aussi entraîner le dépérissement du Parti.

5. *Le Parti, unité de volonté incompatible avec l'existence de fractions.* La conquête et le maintien de la dictature du prolétariat sont impossibles sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline de fer. Mais la discipline de fer dans le Parti ne saurait se concevoir sans l'unité de volonté, sans l'unité d'action complète et absolue de tous les membres du Parti. Cela ne signifie évidemment pas que de ce fait la possibilité d'une lutte d'opinions au sein du Parti soit exclue. Au contraire, la discipline de fer n'exclut pas, mais présuppose la critique et la lutte d'opinions au sein du Parti. Cela ne signifie pas, à plus forte raison, que la discipline doive être

« aveugle ». Au contraire, la discipline de fer n'exclut pas, mais présuppose la soumission consciente et librement consentie, car seule une discipline consciente peut être réellement une discipline de fer. Mais une fois la lutte d'opinions terminée, la critique épuisée et la décision prise, l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du Parti sont la condition indispensable sans laquelle on ne saurait concevoir ni parti uni, ni discipline de fer dans le Parti.

En cette époque de guerre civile aiguë, dit Lénine, le Parti communiste ne pourra remplir son devoir que s'il est organisé de la façon la plus centralisée ; que s'il est régi par une discipline de fer touchant de près à la discipline militaire, et que si le centre du Parti est un organisme jouissant d'une haute autorité, investi de pouvoirs étendus et bénéficiant de la confiance générale des membres du Parti. (*« Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste », t. XXV, pp. 282-283, éd. russe.*)

Voilà ce qu'il en est de la discipline du Parti, dans les conditions de lutte précédant la conquête de la dictature.

Il faut en dire autant, mais dans une plus grande mesure encore, de la discipline dans le Parti, après la conquête de la dictature.

Celui qui affaiblit tant soit peu, dit Lénine, la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature) aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat. (*La Maladie infantile, t. XXV, p. 190, éd. russe.*)

Il s'ensuit donc que l'existence de fractions est incompatible avec l'unité du Parti et avec sa discipline de fer. Il est à peine besoin de démontrer que l'existence de fractions entraîne la formation de plusieurs centres ; or l'existence de plusieurs centres signifie l'absence d'un centre commun dans le Parti, la division de la volonté unique, le relâchement et la désagrégation de la discipline, le relâchement et la désagrégation de la dictature. Certes, les partis de la II^e Internationale qui combattent la dictature du prolétariat et ne veulent pas mener les prolétaires à la conquête du pouvoir, peuvent se permettre ce libéralisme qu'est la liberté des fractions, car ils n'ont aucunement besoin d'une discipline de fer. Mais les partis de l'Internationale communiste, organisant leur travail sur la base de cette tâche : conquête et consolidation de la dictature du prolétariat, — ne peuvent accepter ni « libéralisme », ni liberté de fractions. Le Parti, c'est l'unité de volonté excluant tout fractionnisme et toute division du pouvoir dans le Parti.

C'est pourquoi Lénine montre le « danger du fractionnisme du point de vue de l'unité du Parti et de la réalisation de l'unité de volonté de l'avant-garde du prolétariat, condition essentielle du succès de la dictature du prolétariat », idée qui a été fixée dans une

résolution spéciale adoptée au X^e congrès de notre Parti : « Sur l'unité du Parti ».

C'est pourquoi Lénine réclame la « suppression complète de tout fractionnisme » et la « dissolution immédiate de tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur telle ou telle plate-forme », sous peine « d'exclusion certaine et immédiate du Parti ». (Résolution « Sur l'unité du Parti ».)

6. *Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes.* Les éléments opportunistes du Parti, voilà la source du fractionnisme. Le prolétariat n'est pas une classe fermée. Sans cesse on voit affluer vers lui des éléments d'origine paysanne, petite-bourgeoise, des intellectuels prolétarisés par le développement du capitalisme. En même temps s'opère un processus de décomposition des couches supérieures du prolétariat, principalement parmi les dirigeants syndicaux et les parlementaires que la bourgeoisie entretient avec le surprofit tiré des colonies. « Cette couche d'ouvriers embourgeoisés, dit Lénine, ou d'« aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur genre de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II^e Internationale, et de nos jours le principal soutien social (non militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes, de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. » (*L'Impérialisme*, t. XLIX, p. 77, éd. russe.)

Tous ces groupes petits-bourgeois pénétrèrent d'une façon ou de l'autre dans le Parti ; ils y apportent l'esprit d'hésitation et d'opportunisme, l'esprit de démoralisation et d'incertitude. Ce sont eux principalement qui représentent la source du fractionnisme et de la désagrégation, la source de désorganisation du Parti qu'ils sapent du dedans. Faire la guerre à l'impérialisme en ayant de tels « alliés » à l'arrière, c'est s'exposer à essayer le feu de deux côtés, du côté du front et de l'arrière. Aussi la lutte sans merci contre de tels éléments et leur expulsion du Parti sont-elles la condition préalable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

La théorie selon laquelle on « peut venir à bout » des éléments opportunistes par une lutte idéologique au sein du parti, selon laquelle on doit « surmonter » ces éléments dans le cadre d'un parti unique, est une théorie pourrie et dangereuse, qui menace de vouer le parti à la paralysie et à un malaise chronique ; elle menace de donner le parti en pâture à l'opportunisme ; elle menace de laisser le prolétariat sans parti révolutionnaire ; elle menace de priver le prolétariat de son arme principale dans la lutte contre l'impérialisme. Notre Parti n'aurait pas pu s'engager sur la bonne route, il n'aurait pas pu prendre le pouvoir et organiser la dictature du prolétariat, s'il n'aur-

ait pas pu sortir vainqueur de la guerre civile, s'il avait eu dans ses rangs des Martov et des Dan, des Potressov et des Axelrod. Si notre Parti a réussi à constituer son unité intérieure et la cohésion sans précédent qui règne dans ses rangs, c'est avant tout parce qu'il a su se purifier à temps de la souillure de l'opportunisme, parce qu'il a su chasser du Parti les liquidateurs et les menchéviks. La voie du développement et du renforcement des partis prolétariens passe par leur épuration des opportunistes et des réformistes, des social-impérialistes et des social-chauvins, des social-patriotes et des social-pacifistes. Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes.

Si l'on compte dans ses rangs des réformistes, des menchéviks, dit Lénine, on ne saurait faire triompher la révolution prolétarienne, on ne saurait la sauvegarder. C'est un principe évident. L'expérience de la Russie et de la Hongrie l'a confirmé nettement... En Russie, *maintes fois* se sont présentées des situations difficiles dans lesquelles le régime soviétique eût certainement été renversé, si les menchéviks, les réformistes, les démocrates petits-bourgeois étaient demeurés dans notre Parti... En Italie, de l'avis général, on s'achemine vers des batailles décisives du prolétariat contre la bourgeoisie, pour la conquête du pouvoir d'Etat. En un pareil moment, il n'est pas seulement d'une nécessité absolue d'exclure du Parti les menchéviks, les réformistes, les turatistes, il peut même être utile d'exclure d'excellents communistes, susceptibles d'hésiter et hésitant dans le sens de l'« unité » avec les réformistes, de les écarter de tous les postes importants... A la veille de la révolution et dans les moments de la lutte la plus acharnée pour sa victoire, les moindres hésitations au sein du Parti peuvent *tout perdre*, faire échouer la révolution, arracher le pouvoir des mains du prolétariat, ce pouvoir n'étant pas encore solide, les attaques qu'il subit étant encore trop fortes. Si, dans un tel moment, les chefs hésitants se retirent, cela n'affaiblit pas, mais renforce et le Parti, et le mouvement ouvrier, et la révolution. (« Les discours hypocrites sur la liberté », t. XXV, pp. 462-464, éd. russe.)

IX

LE STYLE DANS LE TRAVAIL

Il ne s'agit pas ici du style littéraire. Je veux vous parler du style dans le travail, de ce qu'il y a de particulier et d'original dans la pratique du léninisme, de ce qui crée le type particulier de militant léniniste. Le léninisme est une école théorique et pratique, qui forme un type particulier de militant dans le Parti comme dans l'appareil d'Etat, qui crée un style particulier dans le travail, le style léniniste. Quels sont les traits caractéristiques de ce style ? Quelles en sont les particularités ?

Ces particularités sont au nombre de deux : a) l'élan révolutionnaire russe et b) le sens pratique américain. Le style du léninisme,

c'est l'alliance de ces deux particularités dans le travail au sein du Parti et dans l'appareil d'Etat.

L'élan révolutionnaire russe est un antidote contre l'inertie, la routine, le conservatisme, la stagnation de la pensée, la soumission servile aux traditions ancestrales. L'élan révolutionnaire russe, c'est cette force vivifiante qui éveille la pensée, pousse en avant, brise le passé, donne la perspective. Sans cet élan, aucun mouvement progressif n'est possible. Mais dans la pratique il a toutes les chances de dégénérer en manilovisme¹ « révolutionnaire » vide, s'il n'est pas uni au sens pratique américain dans le travail. Les exemples d'une telle dégénérescence, on en trouve tant et plus. Qui ne connaît la maladie de l'élucubration « révolutionnaire » et de la planomanie « révolutionnaire », dont la source est une foi aveugle en la puissance du décret qui peut tout arranger et tout transformer ? Dans un récit intitulé *Ouskomitchel* (l'Homme communiste perfectionné), un écrivain russe, I. Ehrenbourg, a dépeint un type de « bolchévik » qui, atteint de cette maladie, s'est donné pour but d'établir le schéma de l'homme perfectionné et idéal et... qui s'est « noyé » dans ce « travail ». Il y a dans ce récit une grande part d'exagération ; mais qu'il donne une description exacte de cette maladie, cela ne fait point de doute. Il me semble, cependant, que personne ne s'est moqué de ces malades aussi cruellement, aussi implacablement que Lénine. « Vanité communiste », voilà comment il qualifiait cette foi malade en l'élucubration et la « décrétomanie ».

La vanité communiste, dit Lénine, est le fait d'un homme qui, membre du Parti communiste d'où il n'a pas encore été expulsé, se figure pouvoir s'acquitter de toutes ses tâches à coups de décrets communistes. (« Discours au II^e congrès des travailleurs de l'enseignement politique de la R.S.F.S.R. », t. XXVII, pp. 50-51, éd. russe.)

Au verbiage « révolutionnaire », Lénine opposait généralement les tâches ordinaires, quotidiennes, soulignant par là que l'élucubration « révolutionnaire » est contraire et à l'esprit et à la lettre du léninisme authentique.

Moins de phrases pompeuses, dit Lénine, et plus de travail simple, quotidien... Moins de caquetage politique et plus d'attention aux faits... les plus simples, mais vivants, de l'édification communiste. (« La grande initiative », t. XXIV, pp. 343 et 335, éd. russe.)

Le sens pratique américain, c'est, au contraire, un antidote contre le manilovisme « révolutionnaire » et les élucubrations fantaisistes. Le sens pratique américain est la force indomptable qui ne connaît ni ne reconnaît de barrières, qui emporte les obstacles de tout genre et de tout ordre par sa ténacité industrielle ; qui ne peut man-

¹ Voir note page 77..

quer de mener jusqu'au bout la tâche une fois commencée, fût-elle minime, force sans laquelle on ne saurait concevoir un sérieux travail de construction. Mais le sens pratique américain a toutes les chances de dégénérer en un affairisme étroit et sans principes, s'il ne s'allie à l'élan révolutionnaire russe. Qui ne connaît la maladie du praticisme étroit et de l'affairisme sans principes, qui conduit souvent certains « bolchéviks » à la dégénérescence et à l'abandon de la cause révolutionnaire ? Cette maladie particulière a été décrite par B. Pilniak dans son roman : *l'Année nue*, où l'auteur montre des types de « bolchéviks » russes, pleins de volonté et de décision pratique, « œuvrant » avec beaucoup d'« énergie », mais dénués de perspectives, ne sachant « ni quoi ni pourquoi », et déviant, pour cette raison, de la voie du travail révolutionnaire. Personne n'a raillé avec autant de mordant que Lénine, cette maladie de l'affairisme. « Praticisme étroit », « affairisme stupide », voilà comment Lénine qualifiait cette maladie. Il lui opposait ordinairement l'œuvre révolutionnaire vivante et la nécessité de perspectives révolutionnaires dans les moindres tâches de notre travail quotidien, soulignant par là que l'affairisme sans principes est aussi contraire au léninisme authentique que l'élucubration « révolutionnaire ».

L'élan révolutionnaire russe, allié au sens pratique américain, telle est l'essence du léninisme dans le travail au sein du Parti et dans l'appareil d'Etat.

Seule cette alliance nous donne le type achevé du militant léniniste, le style du léninisme dans le travail.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LA TACTIQUE DES COMMUNISTES RUSSES

PRÉFACE DU RECUEIL SUR LA ROUTE D'OCTOBRE

I

CONDITIONS EXTÉRIEURES ET INTÉRIEURES DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Trois circonstances d'ordre extérieur ont déterminé la facilité relative avec laquelle la révolution prolétarienne en Russie est arrivée à briser les chaînes de l'impérialisme et à renverser, ainsi, le pouvoir de la bourgeoisie.

Premièrement, la Révolution d'Octobre a commencé dans la période de lutte acharnée des deux principaux groupes impérialistes, anglo-français et austro-allemand, alors que ces groupes, occupés à se livrer l'un à l'autre une lutte à mort, n'avaient ni le temps ni les moyens d'accorder une attention sérieuse à la lutte contre la Révolution d'Octobre. Cette circonstance eut une importance considérable pour la Révolution d'Octobre, car elle lui permit de mettre à profit les âpres collisions au sein de l'impérialisme pour affermir et organiser ses forces.

Deuxièmement, la Révolution d'Octobre a commencé au cours de la guerre impérialiste alors que, accablées par la guerre et avides de paix, les masses laborieuses étaient conduites, par la logique même des choses, à la révolution prolétarienne comme étant la seule issue à la guerre. Cette circonstance eut la plus grande importance pour la Révolution d'Octobre, car elle lui mit entre les mains le puissant instrument de la paix, lui ménagea la facilité d'associer la Révolution soviétique à la liquidation de la guerre exécrée et lui attira, de cette façon, la sympathie des masses tant en Occident, parmi les ouvriers, qu'en Orient, parmi les peuples opprimés.

Troisièmement, l'existence d'un puissant mouvement ouvrier en Europe et le fait que la crise révolutionnaire, engendrée par la longue guerre impérialiste, mûrissait en Occident et en Orient. Cette circonstance eut, pour la Révolution russe, une importance inappréciable, puisqu'elle lui assurait de fidèles alliés en dehors de la Russie, dans sa lutte contre l'impérialisme mondial.

Mais, outre les circonstances d'ordre extérieur, la Révolution

d'Octobre fut encore favorisée par un ensemble de conditions intérieures qui lui facilitèrent la victoire.

Il faut considérer comme principales, parmi ces conditions, les suivantes :

Premièrement, la Révolution d'Octobre avait pour elle l'appui le plus actif de l'immense majorité de la classe ouvrière de Russie.

Deuxièmement, elle avait l'appui certain de la paysannerie pauvre et de la majorité des soldats avides de paix et de terre.

Troisièmement, elle avait à sa tête, comme force dirigeante, ce parti éprouvé qu'est le Parti bolchévik, fort non seulement de son expérience et de sa discipline forgée durant des années, mais aussi de ses liaisons étendues avec les masses laborieuses.

Quatrièmement, la Révolution d'Octobre avait devant elle ces ennemis relativement faciles à vaincre, qu'étaient la bourgeoisie russe, plus ou moins faible, la classe des grands propriétaires fonciers, définitivement démoralisée par les « révoltes » paysannes, et les partis conciliateurs (menchévik et socialiste-révolutionnaire) qui, au cours de la guerre, avaient complètement fait faillite.

Cinquièmement, elle avait à sa disposition les immenses espaces d'un jeune Etat, où elle pouvait manœuvrer librement, reculer quand la situation le commandait, reprendre haleine, rassembler ses forces, etc.

Sixièmement, la Révolution d'Octobre pouvait compter dans sa lutte avec la contre-révolution, sur une quantité suffisante de vivres, de combustibles et de matières premières, à l'intérieur du pays.

Ces conditions extérieures et intérieures réunies avaient créé la situation particulière qui détermina la facilité relative de la victoire de la Révolution d'Octobre.

Cela ne veut point dire, évidemment, que la Révolution d'Octobre n'ait pas eu ses circonstances défavorables, à l'extérieur comme à l'intérieur. Il n'est que de rappeler, par exemple, cette circonstance défavorable qu'était l'isolement, sous certains rapports, de la Révolution d'Octobre, l'absence à ses côtés d'un pays soviétique voisin sur lequel elle pût s'appuyer. Il n'est pas douteux que la future révolution, en Allemagne par exemple, se trouverait, sous ce rapport, dans une situation plus avantageuse, du fait qu'elle a dans son voisinage ce pays soviétique important par sa force qu'est notre Union soviétique. Je ne parle même pas de cette autre circonstance défavorable de la Révolution d'Octobre qu'était l'absence d'une majorité prolétarienne dans le pays.

Mais ces circonstances défavorables ne font que souligner l'importance énorme de cette originalité que présentaient les conditions extérieures et intérieures de la Révolution d'Octobre, dont nous avons parlé plus haut.

Cette originalité, il ne faut pas l'oublier un seul instant. Il convient surtout de s'en souvenir lorsqu'on analyse les événements de l'automne 1923, en Allemagne. Et c'est tout d'abord Trotski qui devrait s'en souvenir, lui qui établit en bloc une analogie entre la Révolution d'Octobre et la révolution en Allemagne, et flagelle sans retenue le Parti communiste allemand pour ses erreurs réelles et prétendues.

Etant donné la situation historique concrète, extrêmement originale de 1917, dit Lénine, il a été facile à la Russie de commencer la révolution socialiste, tandis qu'il lui sera plus difficile qu'aux pays d'Europe de la continuer et de la mener à son terme. J'ai déjà eu l'occasion, au début de 1918, d'indiquer ce fait, et une expérience de deux ans a entièrement confirmé ma façon de voir. Des conditions spécifiques telles que : 1) la possibilité d'associer la révolution soviétique à la cessation — grâce à cette révolution — de la guerre impérialiste qui infligeait aux ouvriers et aux paysans d'incroyables tortures ; 2) la possibilité de mettre à profit, pendant un certain temps, la lutte à mort des deux groupes de rapaces impérialistes les plus puissants du monde qui n'avaient pu se réunir contre l'ennemi soviétique ; 3) la possibilité de soutenir une guerre civile relativement longue, en partie grâce aux vastes étendues du pays et à ses mauvais moyens de communication ; 4) l'existence dans la paysannerie d'un mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois si profond que le parti du prolétariat put prendre les revendications révolutionnaires du parti des paysans (le parti socialiste-révolutionnaire, nettement hostile dans sa majorité au bolchévisme) et les réaliser aussitôt grâce à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, — de telles conditions spécifiques n'existent pas actuellement en Europe occidentale et le renouvellement de conditions identiques ou analogues n'est guère facile. Voilà pourquoi, en plus d'une série d'autres raisons, il est notamment plus difficile à l'Europe occidentale qu'à nous, de commencer la révolution socialiste. (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 205, éd. russe.)

Ces mots de Lénine, il n'est pas permis de les oublier.

II

DE DEUX PARTICULARITÉS DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, OU OCTOBRE ET LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE DE TROTSKI

Il existe deux particularités de la Révolution d'Octobre, qu'il est indispensable de s'assimiler avant tout pour comprendre le sens intérieur et la portée historique de cette révolution.

Quelles sont ces particularités ?

C'est d'abord que la dictature du prolétariat est née chez nous comme un pouvoir surgi sur la base de l'alliance du prolétariat et des masses laborieuses de la paysannerie, ces dernières étant dirigées

par le prolétariat. C'est ensuite que la dictature du prolétariat s'est affermie chez nous comme résultat de la victoire du socialisme dans un seul pays à faible développement capitaliste, tandis que le capitalisme subsistait dans les autres pays plus développés au point de vue capitaliste. Cela ne signifie pas, évidemment, que la Révolution d'Octobre n'ait point d'autres particularités. Mais ce qui nous importe en ce moment, ce sont précisément ces deux particularités, non seulement parce qu'elles expriment avec netteté l'essence de la Révolution d'Octobre, mais aussi parce qu'elles font admirablement ressortir la nature opportuniste de la théorie de la « révolution permanente ».

Examinons brièvement ces particularités.

La question des masses laborieuses de la petite bourgeoisie citadine et rurale, la question de la conquête de ces masses aux côtés du prolétariat, est une question capitale de la révolution prolétarienne. A qui le peuple travailleur de la ville et de la campagne donnera-t-il son appui dans la lutte pour le pouvoir, à la bourgeoisie ou au prolétariat ? De qui deviendra-t-il la réserve, de la bourgeoisie ou du prolétariat ? — Le sort de la révolution, la solidité de la dictature du prolétariat en dépendent. Les révolutions de 1848 et de 1871 en France échouèrent surtout parce que les réserves paysannes se sont trouvées du côté de la bourgeoisie. La Révolution d'Octobre a vaincu parce qu'elle a su enlever à la bourgeoisie ses réserves paysannes ; parce qu'elle a su conquérir ces réserves aux côtés du prolétariat, et que le prolétariat s'est trouvé être, dans cette révolution, la seule force dirigeante des masses innombrables du peuple travailleur de la ville et des campagnes.

Qui n'a pas compris cela ne comprendra jamais ni le caractère de la Révolution d'Octobre, ni la nature de la dictature du prolétariat, ni le caractère particulier de la politique intérieure de notre pouvoir prolétarien.

La dictature du prolétariat n'est pas une simple élite gouvernementale, « intelligemment » « sélectionnée » par les soins d'un « stratège expérimenté », et « s'appuyant sagement » sur telles ou telles couches de la population. La dictature du prolétariat est l'alliance de classe du prolétariat et des masses travailleuses de la paysannerie pour le renversement du Capital, pour la victoire définitive du socialisme, à la condition que la force dirigeante de cette alliance soit le prolétariat.

Il ne s'agit donc pas ici de sous-estimer « tant soit peu » ou de surestimer « tant soit peu » les possibilités révolutionnaires du mouvement paysan, comme aiment à s'exprimer maintenant certains défenseurs diplomates de la « révolution permanente ». Il s'agit de la nature du nouvel État prolétarien, issu de la Révolution d'Oc-

tobre. Il s'agit du caractère du pouvoir prolétarien, des bases de la dictature même du prolétariat.

La dictature du prolétariat, dit Lénine, est une forme particulière d'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs (petite bourgeoisie, petits patrons, paysannerie, intellectuels, etc.), ou la majorité de ces couches, alliance dirigée contre le Capital, alliance ayant pour but le renversement complet du Capital, l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, alliance ayant pour but l'instauration et la consolidation définitives du socialisme. (Préface au discours : « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité », t. XXIV, p. 311, éd. russe.)

Et plus loin :

La dictature du prolétariat, si l'on traduit cette expression latine scientifique, historico-philosophique en une langue plus simple, signifie que : seule une classe déterminée, — à savoir les ouvriers des villes et, en général, les ouvriers d'usine, les ouvriers industriels, — est capable de diriger toute la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte pour le renversement du joug du Capital, au cours même de ce renversement ; dans la lutte pour le maintien et la consolidation de la victoire ; dans l'œuvre de création d'un nouvel ordre social, socialiste ; dans toute la lutte pour la suppression totale des classes. (« La grande initiative », t. XXIV, p. 336.)

Telle est la théorie de la dictature du prolétariat formulée par Lénine.

Une des particularités de la Révolution d'Octobre, c'est que cette Révolution est une application classique de la théorie léniniste de la dictature du prolétariat.

Certains camarades pensent que cette théorie est une théorie purement « russe », n'ayant de rapport qu'avec la réalité russe. C'est faux. C'est tout à fait faux. Parlant des masses laborieuses des classes non prolétariennes dirigées par le prolétariat, Lénine vise non seulement les paysans russes, mais aussi les éléments travailleurs des régions périphériques de l'Union soviétique, lesquelles, récemment encore, étaient des colonies de la Russie. Lénine ne se lassait pas de répéter que, sans une alliance avec ces masses des autres nationalités, le prolétariat de Russie ne pourrait vaincre. Dans ses articles traitant de la question nationale et dans ses discours devant les congrès de l'Internationale communiste, Lénine a dit maintes fois que la victoire de la révolution mondiale est impossible sans l'alliance révolutionnaire, sans le bloc révolutionnaire du prolétariat des pays avancés avec les peuples opprimés des colonies asservies. Mais qu'est-ce que les colonies, sinon ces mêmes masses travailleuses opprimées et, avant tout, les masses travailleuses de la paysannerie ? En est-il qui ignorent que la question de la libéra-

tion des colonies est *au fond* la question de la libération des masses travailleuses des classes non prolétariennes du joug et de l'exploitation du capital financier ?

Il s'ensuit donc que la théorie léniniste de la dictature du prolétariat n'est pas une théorie purement « russe », mais une théorie obligatoire pour tous les pays. Le bolchévisme n'est pas seulement un phénomène russe. « Le bolchévisme », dit Lénine, est un « modèle de tactique pour tous. » (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, p. 386, éd. russe.)

Tels sont les traits caractéristiques de la première particularité de la Révolution d'Octobre.

Comment se présente la théorie de la « révolution permanente » de Trotski, du point de vue de cette particularité de la Révolution d'Octobre ?

Nous ne nous attarderons pas sur la position de Trotski en 1905, quand il oublia « simplement » la paysannerie comme force révolutionnaire, en proposant le mot d'ordre « Pas de tsar, gouvernement ouvrier », c'est-à-dire le mot d'ordre de révolution sans la paysannerie. Même Radek, ce défenseur diplomate de la « révolution permanente », est obligé maintenant de reconnaître que la « révolution permanente » en 1905 signifiait un « saut en l'air », un écart de la réalité. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît visiblement qu'il ne vaut plus la peine de s'occuper de ce « saut en l'air ».

Nous ne nous attarderons pas non plus sur la position de Trotski pendant la guerre, en 1915, par exemple, lorsque partant du fait que « nous vivons à l'époque de l'impérialisme », que l'impérialisme « oppose non pas la nation bourgeoise à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise », il en arrive à conclure, dans son article « La lutte pour le pouvoir », que le rôle révolutionnaire de la paysannerie doit décroître, que le mot d'ordre de confiscation de la terre n'a plus l'importance qu'il avait autrefois. On sait que Lénine, en analysant cet article de Trotski, l'accusait de « nier » le « rôle de la paysannerie », et disait que « Trotski aide en fait les politiciens ouvriers libéraux de Russie qui, par « négation » du rôle de la paysannerie, entendent le refus de soulever les paysans pour la révolution ». (« Les deux lignes de la révolution », t. XVIII, p. 318, éd. russe.)

Passons plutôt aux travaux plus récents de Trotski sur cette question, aux travaux de la période où la dictature du prolétariat avait déjà eu le temps de s'affermir, et où Trotski avait la possibilité de vérifier pratiquement sa théorie de la « révolution permanente » et de corriger ses erreurs. Prenons la *Préface* écrite par Trotski en 1922, au livre *1905*. Voici ce qu'il dit dans cette *Préface* au sujet de la « révolution permanente » :

C'est précisément dans l'intervalle du 9 janvier à la grève d'octobre 1905, que se sont formées chez l'auteur les conceptions sur le caractère du développement révolutionnaire de la Russie, qui furent désignées sous le nom de théorie de la « révolution permanente ». Cette désignation abstraite exprimait l'idée que la révolution russe, devant laquelle se dressent immédiatement des fins bourgeoises, ne pourrait toutefois en rester là. La révolution ne pourrait résoudre ces objectifs bourgeois immédiats qu'en portant au pouvoir le prolétariat. Or, lorsque celui-ci aurait pris en main le pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Au contraire, précisément pour assurer sa victoire, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, opérer les incursions les plus profondes non seulement dans la propriété féodale, mais aussi bourgeoise. Ce faisant, elle entrerait en *collisions hostiles*, non seulement avec tous les groupements de la bourgeoisie qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, mais aussi avec les grandes masses de la paysannerie dont le concours l'aurait poussée au pouvoir. Les contradictions dans la situation du gouvernement ouvrier d'un pays arriéré, où la majorité écrasante de la population est composée de paysans, pourront trouver leur solution *uniquement* sur le plan international, dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat ¹.

C'est ainsi que Trotski parle de sa « révolution permanente ».

Il suffit de confronter cette citation avec celles reproduites plus haut, et que nous empruntons aux ouvrages de Lénine sur la dictature du prolétariat, pour comprendre quel abîme sépare la théorie léniniste de la dictature du prolétariat d'avec la théorie de la « révolution permanente » de Trotski.

Lénine parle de l'*alliance* du prolétariat et des couches travailleuses de la paysannerie, comme de la base de la dictature du prolétariat. Or, d'après Trotski, ce seraient des « *collisions hostiles* » entre l'« avant-garde prolétarienne » et les « grandes masses de la paysannerie ».

Lénine parle de la *direction*, par le prolétariat, des masses travailleuses et exploitées. Or, d'après Trotski, ce sont « les *contradictions* dans la situation du gouvernement ouvrier d'un pays arriéré, où l'immense majorité de la population est composée de paysans ».

Selon Lénine, la révolution puise ses forces, avant tout, parmi les ouvriers et les paysans de la Russie même. Or, d'après Trotski, c'est *uniquement* « dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat » que l'on peut puiser les forces nécessaires.

Mais comment faire si la révolution universelle se trouve retardée ? Y a-t-il alors quelque lueur d'espoir pour notre révolution ? Trotski ne nous laisse aucune lueur d'espoir, car « les contradictions dans la situation du gouvernement ouvrier... pourront trouver leur solution *uniquement*... dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat ». D'après ce plan, il ne reste à notre révolution qu'une

¹ Souligné par moi. J. St.

seule perspective : végéter au milieu de ses propres contradictions et pourrir sur pied dans l'attente de la révolution mondiale.

Qu'est-ce que la dictature du prolétariat, selon Lénine ?

La dictature du prolétariat, c'est le pouvoir qui s'appuie sur l'alliance du prolétariat et des masses travailleuses de la paysannerie pour le « renversement complet du Capital », pour l'« instauration et la consolidation définitives du socialisme ».

Qu'est-ce que la dictature du prolétariat, selon Trotski ?

La dictature du prolétariat, c'est un pouvoir entrant en « collisions hostiles » avec les « grandes masses de la paysannerie » et cherchant la solution des « contradictions » *uniquement* « dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat ».

En quoi cette « théorie de la révolution permanente » diffère-t-elle de la fameuse théorie du menchévisme niant l'idée de la dictature du prolétariat ?

En rien, quant au fond.

Le doute n'est pas possible. La « révolution permanente » n'est pas une simple sous-estimation des possibilités révolutionnaires du mouvement paysan. La « révolution permanente » est une telle sous-estimation du mouvement paysan, qu'elle mène à la *négation* de la théorie léniniste de la dictature du prolétariat.

La « révolution permanente » de Trotski est une variété du menchévisme.

Il en est ainsi de la première particularité de la Révolution d'Octobre.

Quels sont les traits caractéristiques de la seconde particularité de la Révolution d'Octobre ?

Etudiant l'impérialisme, surtout dans la période de guerre, Lénine est arrivé à la loi du développement économique et politique, inégal et par bonds, des pays capitalistes. Au sens de cette loi, le développement des entreprises, des trusts, des branches d'industrie et des divers pays ne se fait pas d'une manière égale, selon un ordre de succession établi, de façon qu'un trust, une branche d'industrie ou un pays marche toujours en tête, cependant que les autres trusts ou pays restent en arrière dans ce même ordre de succession, — mais par bonds, avec des interruptions dans le développement de certains pays et des bonds en avant dans le développement des autres pays. Or, la tendance « parfaitement légitime » des pays retardataires à conserver leurs vieilles positions et la tendance, non moins « légitime », des pays ayant fait un bond en avant à s'emparer de positions nouvelles, font que les collisions militaires des pays impérialistes sont une nécessité inéluctable. Il en a été ainsi, par exemple, de l'Allemagne qui, il y a un demi-siècle, était un pays arriéré en comparaison de la France et de l'Angleterre. Il faut en

dire autant du Japon comparé à la Russie. On sait cependant que déjà au début du XX^e siècle, l'Allemagne et le Japon avaient bondi si loin, que la première avait réussi à dépasser la France et commençait à évincer l'Angleterre sur le marché mondial, et que le second évinçait la Russie. C'est de ces contradictions qu'est sortie, comme on sait, la récente guerre impérialiste.

Cette loi part du fait que :

1. « Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'étranglement financier de l'immense majorité de la population du globe, par une poignée de pays « avancés ». (Lénine : Préface à l'édition française de *l'Impérialisme*, t. XIX, p. 74, éd. russe.)

2. « Le partage de ce « butin » a lieu entre deux ou trois rapaces universellement puissants, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon), qui entraînent toute la terre dans *leur* guerre pour le partage de *leur* butin. » (*Ibidem.*)

3. La croissance des contradictions à l'intérieur du système mondial d'oppression financière et les collisions militaires inévitables font que le front mondial de l'impérialisme devient facilement vulnérable à la révolution, et la rupture de ce front par certains pays devient probable.

4. Cette rupture a le plus de chances de se produire sur les points et dans les pays où la chaîne du front impérialiste est plus faible, c'est-à-dire là où l'impérialisme est le moins cuirassé et où la révolution peut le plus facilement se déployer.

5. C'est pourquoi la victoire du socialisme dans un seul pays, ce dernier fût-il moins développé au point de vue capitaliste, et le capitalisme subsistant dans les autres pays, ces derniers fussent-ils plus développés au point de vue capitaliste, est parfaitement possible et probable.

Tels sont en deux mots les principes de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

En quoi consiste la seconde particularité de la Révolution d'Octobre ?

La seconde particularité de la Révolution d'Octobre, c'est que cette révolution est un modèle d'application pratique de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

Qui n'a pas compris cette particularité de la Révolution d'Octobre ne comprendra jamais ni la nature internationale de cette révolution, ni sa formidable puissance internationale, ni sa politique extérieure spécifique.

L'inégalité du développement économique et politique, dit Lénine, est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes, ou même

dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde, capitaliste, en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes d'exploiteurs et leurs Etats. Car « la libre union des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les Etats arriérés ». (« Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », t. XVIII, pp. 232—233, éd. russe.)

Les opportunistes de tous les pays prétendent que la révolution prolétarienne ne peut commencer — si toutefois selon leur théorie elle doit commencer quelque part — que dans les pays industriellement développés ; que plus ces pays sont développés sous le rapport industriel, et plus le socialisme a de chances de victoire ; et la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, quand surtout il est peu développé au point de vue capitaliste, est exclue pour eux comme une chose absolument invraisemblable. Déjà pendant la guerre, Lénine, s'appuyant sur la loi du développement inégal des Etats impérialistes, oppose aux opportunistes sa théorie de la révolution prolétarienne concernant la victoire du socialisme dans un seul pays, ce dernier fût-il moins développé au point de vue capitaliste.

On sait que la Révolution d'Octobre a pleinement confirmé la justesse de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

Comment se présente la « révolution permanente » de Trotski du point de vue de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne ?

Prenons la brochure de Trotski : *Notre Révolution* (1906). Trotski écrit :

Sans l'aide directe d'Etat de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable. On ne saurait en douter un instant.

Que dît cette citation ? Précisément que la victoire du socialisme dans un seul pays, en l'occurrence la Russie, est impossible « sans l'aide directe d'Etat de la part du prolétariat européen », c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir par le prolétariat européen.

Qu'y a-t-il de commun entre cette « théorie » et la thèse de Lénine sur la possibilité de la victoire du socialisme « dans un seul pays capitaliste pris à part » ?

Il est clair qu'il n'y a là rien de commun.

Mais admettons que cette brochure de Trotski, éditée en 1906, alors qu'il était difficile de définir le caractère de notre révolution, renferme des erreurs involontaires et ne répond pas entièrement aux conceptions professées plus tard par Trotski. Examinons une autre brochure de Trotski, son *Programme de paix*, paru avant la Révolu-

tion d'Octobre 1917, et réédité maintenant (en 1924) dans son livre *1917*. Dans cette brochure, Trotski critique la théorie léniniste de la révolution prolétarienne concernant la victoire du socialisme dans un seul pays, et lui oppose le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe. Il prétend que la victoire du socialisme est impossible dans un seul pays ; que la victoire du socialisme n'est possible qu'en tant que victoire de plusieurs principaux pays d'Europe (Angleterre, Russie, Allemagne), groupés en Etats-Unis d'Europe, — sinon elle est tout à fait impossible. Il dit tout net qu'« une révolution victorieuse en Russie ou en Angleterre est inconcevable sans la révolution en Allemagne, et inversement ».

La seule objection historique tant soit peu concrète au mot d'ordre des Etats-Unis, dit Trotski, a été formulée dans le *Social-Démocrate* suisse [organe central des bolchéviks à cette époque. *J. St.*] en ces termes : « L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme ». D'où le *Social-Démocrate* tirait cette conclusion que la victoire du socialisme dans un seul pays est possible et que, par conséquent, il est inutile de conditionner la dictature du prolétariat dans chaque Etat pris à part, par la formation des Etats-Unis d'Europe. Que le développement capitaliste des différents pays soit inégal, c'est là une chose absolument indiscutable. Mais cette inégalité est elle-même très inégale. Le niveau capitaliste de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'Allemagne ou de la France n'est pas le même. Mais, comparés à l'Afrique ou à l'Asie, tous ces pays représentent l'« Europe » capitaliste, mûre pour la révolution sociale. Qu'aucun pays ne doive « attendre » les autres dans sa lutte, voilà une idée élémentaire qu'il est utile et indispensable de répéter pour qu'à l'idée de l'action internationale parallèle ne soit pas substituée l'idée de l'inaction internationale expectante. Sans attendre les autres nous commençons et continuons la lutte sur le terrain national, avec l'entière certitude que notre initiative donnera une impulsion à la lutte dans les autres pays ; or, si cela ne devait pas se produire, il n'y a aucun espoir de croire, — l'expérience historique et les considérations théoriques en font foi, — que la Russie révolutionnaire, par exemple, puisse tenir face à l'Europe conservatrice, ou que l'Allemagne socialiste puisse demeurer isolée dans le monde capitaliste.

Comme vous voyez, nous sommes en présence de la même théorie de la victoire simultanée du socialisme dans les principaux pays d'Europe, théorie qui, en règle générale, exclut la théorie léniniste de la révolution concernant la victoire du socialisme dans un seul pays.

Il est certain que la *pleine* victoire du socialisme, que la *pleine* garantie contre la restauration de l'ancien ordre de choses, nécessitent les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays. Il est certain que sans l'appui du prolétariat d'Europe à notre révolution, le prolétariat de Russie n'aurait pu résister à la pression générale, de même exactement que, sans l'appui de la révolution russe au mouvement révolutionnaire en Occident, ce mouvement n'aurait pu se développer au rythme auquel il a commencé à se développer après

l'instauration de la dictature du prolétariat en Russie. Il est certain que nous avons besoin d'un appui. Mais qu'est-ce que l'appui du prolétariat de l'Europe occidentale à notre révolution ? Les sympathies des ouvriers européens à l'égard de notre révolution, leur volonté de déjouer les plans d'intervention des impérialistes, est-ce que tout cela constitue un appui, une aide sérieuse ? Incontestablement. Sans un tel appui, sans une telle aide, non seulement de la part des ouvriers européens, mais aussi de la part des colonies et des pays dépendants, la dictature du prolétariat en Russie se serait trouvée dans une passe difficile. A-t-il suffi jusqu'à présent de cette sympathie et de cette aide, jointes à la puissance de notre Armée rouge et à la volonté des ouvriers et des paysans de Russie d'offrir leurs poitrines pour défendre la patrie socialiste, — a-t-il suffi de tout cela pour repousser les attaques des impérialistes et conquérir les conditions nécessaires à un sérieux travail d'édification ? Oui, cela a suffi ! Cette sympathie va-t-elle en s'accroissant ou en diminuant ? Elle s'accroît incontestablement. Existe-t-il chez nous, de la sorte, des conditions favorables non seulement pour pousser en avant l'organisation de l'économie socialiste, mais encore pour apporter, à notre tour, un appui aux ouvriers de l'Europe occidentale comme aux peuples opprimés d'Orient ? Oui, elles existent. C'est ce que montre éloquemment l'histoire de sept années de dictature prolétarienne en Russie. Peut-on nier qu'un puissant essor du travail ait déjà commencé chez nous ? Non, on ne peut pas le nier.

Quelle signification peut avoir après tout cela la déclaration de Trotski, disant que la Russie révolutionnaire ne pourrait tenir face à l'Europe conservatrice ?

Elle ne peut avoir qu'une seule signification : c'est que, premièrement, Trotski ne sent pas la puissance intérieure de notre révolution ; deuxièmement, Trotski ne comprend pas l'importance inappréciable de l'appui moral que les ouvriers d'Occident et les paysans d'Orient apportent à notre révolution ; troisièmement, Trotski ne saisit pas le mal interne qui ronge actuellement l'impérialisme.

Entraîné par sa critique de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne, Trotski s'est, par mégarde, battu lui-même à plate couture dans sa brochure *le Programme de paix*, parue en 1917 et rééditée en 1924.

Mais peut-être cette brochure de Trotski est-elle également vieillie et ne correspond-elle plus, pour une raison quelconque, à ses conceptions d'aujourd'hui ? Voyons les ouvrages plus récents de Trotski, écrits après la victoire de la révolution prolétarienne dans *un seul pays*, en Russie. Voyons, par exemple, la *Postface* de Trotski

à la nouvelle édition de sa brochure *le Programme de paix*, postface écrite en 1922. Voici ce qu'il dit :

L'affirmation que la révolution prolétarienne ne peut se terminer victorieusement dans le cadre national, affirmation que l'on trouve répétée à plusieurs reprises dans *le Programme de paix*, semblera peut-être, à certains lecteurs, démentie par l'expérience presque quinquennale de notre République soviétique. Mais une telle conclusion ne serait pas fondée. Le fait que l'Etat ouvrier dans un seul pays, pays arriéré avec cela, ait résisté au monde entier, témoigne de la puissance colossale du prolétariat qui, dans les autres pays plus avancés, plus civilisés, sera capable d'accomplir de véritables prodiges. Mais nous étant maintenus politiquement et militairement en tant qu'Etat, nous n'avons pas abouti à la création d'une société socialiste, nous ne nous en sommes même pas approchés... Aussi longtemps que la bourgeoisie est au pouvoir dans les autres Etats européens, nous sommes obligés dans la lutte contre l'isolement économique de rechercher des accords avec le monde capitaliste ; en même temps, l'on peut dire avec certitude que ces accords peuvent, dans le meilleur des cas, nous aider à guérir telles ou telles blessures économiques, à faire tel ou tel pas en avant, mais que le véritable essor de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire¹ du prolétariat dans les principaux pays d'Europe.

Ainsi parle Trotski, qui pêche manifestement contre la réalité et s'obstine à vouloir sauver la « révolution permanente » du naufrage définitif.

Ainsi, nous aurons beau faire et beau dire, non seulement nous n'avons pas « abouti » à la création d'une société socialiste, mais nous ne nous en sommes même pas « approchés ». Certains, paraît-il, mettaient leur espoir dans des « accords avec le monde capitaliste », mais ces accords eux non plus n'ont, paraît-il, rien donné ; car, quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, le « véritable essor de l'économie socialiste » sera impossible tant que le prolétariat n'aura pas vaincu « dans les principaux pays d'Europe ».

Or, comme il n'y a pas encore de victoire en Occident, il ne reste plus à la Révolution de Russie qu'un « choix » : ou bien pourrir sur pied, ou bien dégénérer en Etat bourgeois.

Ce n'est pas pour rien que Trotski parle, depuis deux ans déjà, de la « dégénérescence » de notre Parti.

Ce n'est pas pour rien que Trotski prédisait l'an dernier la « perte » de notre pays.

Comment concilier cette étrange « théorie » avec la théorie de Lénine sur la « victoire du socialisme dans un seul pays » ?

Comment concilier cette étrange « perspective » avec la perspective de Lénine, selon laquelle la nouvelle politique économique nous mettra dans la possibilité de « construire les fondations de l'économie socialiste » ?

¹ Bouligné par moi. J. St.

Comment concilier cette désespérance « permanente » avec, par exemple, ces paroles de Lénine :

Dès à présent, le socialisme n'est plus une question d'avenir lointain, ou une sorte de vision abstraite, ou une sorte d'icone. Pour ce qui est des icônes, nous en sommes restés à notre vieille opinion, très mauvaise. Nous avons fait pénétrer le socialisme dans la vie quotidienne, et nous devons maintenant nous y retrouver. Voilà ce qui fait notre tâche d'aujourd'hui, voilà ce qui fait la tâche de notre époque. Permettez-moi de terminer en exprimant la certitude que, si difficile que soit cette tâche, si nouvelle qu'elle soit en comparaison de notre tâche précédente, si nombreuses que soient les difficultés qu'elle nous suscite, — nous allons nous en acquitter, tous ensemble, et coûte que coûte, non pas dès demain, mais en plusieurs années, et de telle sorte que la Russie de la Nep deviendra une Russie socialiste. (« Discours à l'Assemblée plénière du Soviet de Moscou », t. XXVII, p. 366, éd. russe.)

Comment concilier cette absence « permanente » de perspective avec, par exemple, ces autres paroles de Lénine :

En effet, le pouvoir de l'Etat sur tous les principaux moyens de production, le pouvoir de l'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions et les millions de petits et tout petits paysans, la direction assurée de la paysannerie par ce prolétariat, etc., n'est-ce pas là tout ce qu'il faut pour pouvoir, avec la coopération, avec la seule coopération, que nous traitons auparavant de mercantile et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la Nep, de la même façon, — n'est-ce pas là tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour la construire. (*De la coopération*, t. XXVII, p. 392, éd. russe.)

Il est clair qu'il n'y a là et qu'il ne peut y avoir aucune conciliation. La « révolution permanente » de Trotski est la négation de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne, et, inversement — la théorie léniniste de la révolution prolétarienne est la négation de la théorie de la « révolution permanente ».

Absence de foi dans les forces et les capacités de notre révolution, absence de foi dans les forces et les capacités du prolétariat de Russie, tel est le dessous de la théorie de la « révolution permanente ».

Jusqu'à présent, on marquait ordinairement *un seul* côté de la théorie de la « révolution permanente » : l'absence de foi dans les possibilités révolutionnaires du mouvement paysan. Aujourd'hui, pour être juste, il est nécessaire de compléter ce côté par un *autre* : l'absence de foi dans les forces et les capacités du prolétariat de Russie.

Eu quoi la théorie de Trotski diffère-t-elle de la théorie ordinaire du menchévisme, selon laquelle la victoire du socialisme dans un seul pays, pays arriéré avec cela, est impossible sans la victoire

préalable de la révolution prolétarienne « dans les principaux pays de l'Europe occidentale » ?

En rien, quant au fond.

Le doute n'est pas possible. La théorie de la « révolution permanente » de Trotski est une variété du menchévisme.

Ces derniers temps on a vu se multiplier dans notre presse les diplomates pourris qui cherchent à faire passer la théorie de la « révolution permanente » pour quelque chose de compatible avec le léninisme. Evidemment, disent-ils, cette théorie s'est avérée impropre en 1905. Mais l'erreur de Trotski est qu'alors il avait pris les devants, en essayant d'appliquer à la situation de 1905 ce qui à ce moment ne pouvait pas lui être appliqué. Mais, par la suite, disent-ils, par exemple en octobre 1917, la révolution ayant atteint sa pleine maturité, la théorie de Trotski se trouva, prétendent-ils, tout à fait à sa place. Il n'est pas difficile de deviner que le principal de ces diplomates est Radek. Ecoutez plutôt :

La guerre a creusé un abîme entre la paysannerie aspirant à la conquête de la terre et à la paix, et les partis petite-bourgeois ; la guerre a mis la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde, le Parti bolchévik. Ce qui est devenu possible, ce n'est pas la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie, mais la dictature de la classe ouvrière s'appuyant sur la paysannerie. Ce que Rosa Luxembourg et Trotski avançaient en 1905 contre Lénine [c'est-à-dire la « révolution permanente ». J. St.] s'est avéré, en fait, la deuxième étape du développement historique.

Ici, autant de mots, autant de falsifications.

Il est faux que pendant la guerre, « ce qui est devenu possible, ce n'est pas la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie, mais la dictature de la classe ouvrière s'appuyant sur la paysannerie ». En fait, la révolution de février 1917 réalisait la dictature du prolétariat et de la paysannerie en la combinant d'une façon originale avec la dictature de la bourgeoisie.

Il est faux que la théorie de la « révolution permanente », que Radek passe pudiquement sous silence, ait été formulée en 1905 par Rosa Luxembourg et Trotski. En fait, cette théorie fut formulée par Parvus et Trotski. Maintenant, au bout de dix mois, Radek, se reprenant, juge nécessaire de tancer Parvus pour sa « révolution permanente ». Mais la justice exige de Radek que soit tancé également le compagnon de Parvus, Trotski.

Il est faux que la « révolution permanente », réfutée par la révolution de 1905, se soit trouvée être juste pour « la deuxième étape du développement historique », c'est-à-dire pendant la Révolution d'Octobre. Tout le cours de la Révolution d'Octobre, tout son développement ont montré et démontré la carence totale de la théorie de la

« révolution permanente », sa complète incompatibilité avec les principes du léninisme.

Ni discours sucrés, ni diplomatie pourrie n'arriveront à masquer le gouffre béant qui sépare la théorie de la « révolution permanente » d'avec le léninisme.

III

QUELQUES PARTICULARITÉS DE LA TACTIQUE DES BOLCHÉVIKS DANS LA PÉRIODE DE PRÉPARATION D'OCTOBRE

Pour comprendre la tactique des bolchéviks pendant la période de préparation d'Octobre, il faut comprendre tout au moins quelques particularités extrêmement importantes de cette tactique. Cela est d'autant plus nécessaire que, dans les nombreuses brochures sur la tactique des bolchéviks, précisément ces particularités sont souvent éludées.

Quelles sont donc ces particularités ?

Première particularité. A entendre Trotski on pourrait croire que, dans l'histoire de la préparation d'Octobre, il n'existe que deux périodes : la période de reconnaissance et la période de l'insurrection ; et que tout le reste vient du Malin. Qu'est-ce que la manifestation d'avril 1917 ? « La manifestation d'avril, qui avait pris « plus à gauche » qu'il ne fallait, était une sortie de reconnaissance destinée à vérifier l'état d'esprit des masses et leurs rapports avec la majorité dans les Soviets. » Et qu'est-ce que la démonstration de juillet 1917 ? — D'après Trotski, « au fond, l'affaire se réduisit, cette fois encore, à une nouvelle reconnaissance plus large, dans une étape nouvelle et supérieure du mouvement ». Point n'est besoin de dire que la démonstration de juin 1917, organisée sur les instances de notre Parti, doit à plus forte raison, selon Trotski, être qualifiée de « reconnaissance ».

Il en résulte ainsi que, déjà en mars 1917, les bolchéviks auraient eu une armée politique d'ouvriers et de paysans toute prête, et que s'ils ne s'en sont servis pour l'insurrection ni en avril, ni en juin, ni en juillet, et ne se sont occupés que de « reconnaissances », c'est uniquement parce que « les données des reconnaissances » ne fournissaient pas alors d'« indications » favorables.

Point n'est besoin de dire que cette conception simpliste de la tactique politique de notre Parti n'est autre chose qu'une confusion de la tactique militaire ordinaire avec la tactique révolutionnaire des bolchéviks.

En réalité, toutes ces démonstrations étaient avant tout le résultat de la poussée spontanée des masses, le résultat de leur indignation qui cherchait à se manifester dans la rue, contre la guerre.

En réalité, le rôle du Parti consistait alors à donner à l'action des masses, qui se manifestait spontanément, une forme et une direction répondant aux mots d'ordre révolutionnaires des bolchéviks.

En réalité, les bolchéviks n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir, en mars 1917, d'armée politique toute prête. Ils ne firent que former cette armée au cours de la lutte et des collisions de classes d'avril à octobre 1917 (et ils achevèrent de la former enfin vers octobre 1917); ils l'ont formée et par la manifestation d'avril, et par les démonstrations de juin et de juillet, et par les élections aux Doumas de rayons et de villes, et par la lutte contre Kornilov, et par la conquête des Soviets. L'armée politique est autre chose que l'armée de guerre. Alors que le commandement militaire entre en guerre avec en mains une armée déjà prête, le Parti est obligé de créer son armée au cours de la lutte même, au cours des collisions de classes, à mesure que les masses elles-mêmes se convainquent, par leur propre expérience, de la justesse des mots d'ordre du Parti, de la justesse de sa politique.

Evidemment, chacune de ces démonstrations projetait en même temps une certaine lumière sur les rapports de forces dérobés à la vue, était une sorte de reconnaissance ; mais la reconnaissance, ici, n'était point le motif de la démonstration, elle en était le résultat naturel.

Analysant les événements à la veille de l'insurrection d'Octobre et les comparant aux événements d'avril-juillet, Lénine dit :

La situation se présente précisément d'une autre manière qu'à la veille des 20 et 21 avril, 9 juin, 3 juillet ; car il s'agissait alors d'une *effervescence spontanée*, que nous, en tant que parti, ne saisissions pas (20 avril), ou que nous cherchions à contenir en lui donnant la forme d'une démonstration pacifique (9 juin et 3 juillet). Car nous savions fort bien alors que les Soviets n'étaient pas encore à nous, que les paysans croyaient encore à la voie Liber — Dan — Tchernov, et non à la voie bolchévique (l'insurrection) ; que, par conséquent, la majorité du peuple ne pouvait être pour nous et que, par conséquent, l'insurrection serait prématurée. (« Lettre aux camarades », t. XXI, p. 345, éd. russe.)

Il est clair qu'avec une « reconnaissance » seule on n'ira pas loin.

Il ne s'agit évidemment pas de « reconnaissance », mais du fait que :

1. Pendant toute la période de préparation d'Octobre, le Parti s'est constamment appuyé dans sa lutte sur l'essor spontané du mouvement révolutionnaire de masse ;

2. En s'appuyant sur cet essor spontané, il s'assurait la direction sans partage du mouvement ;

3. Une telle direction du mouvement facilitait au Parti la formation d'une armée politique de masse pour l'insurrection d'Octobre;

4. Une telle politique devait nécessairement aboutir à ceci que toute la préparation d'Octobre s'est faite sous la direction d'un seul parti, le Parti bolchévik;

5. A son tour, une telle préparation a abouti au fait qu'à la suite de l'insurrection d'Octobre, le pouvoir s'est trouvé entre les mains d'un seul parti, le Parti bolchévik.

Ainsi, direction sans partage d'un seul parti, du Parti communiste, comme point essentiel de la préparation d'Octobre : tel est le trait caractéristique de la Révolution d'Octobre, telle est la première particularité de la tactique des bolchéviks pendant la période de préparation d'Octobre.

Il est à peine besoin de démontrer que sans cette particularité de la tactique des bolchéviks, la victoire de la dictature du prolétariat dans les conditions de l'impérialisme eût été impossible.

C'est par là que la Révolution d'Octobre diffère avantageusement de la révolution de 1871, en France, où deux partis, dont aucun ne peut être appelé parti communiste, se partageaient la direction de la révolution.

Deuxième particularité. La préparation d'Octobre se fit ainsi sous la direction d'un seul parti, du Parti bolchévik. Mais comment le Parti exerça-t-il cette direction, quelle ligne suivit-elle ? Cette direction suivit la ligne de l'isolement des partis *conciliateurs*, comme les plus dangereux groupements dans la période du déclenchement de la révolution, la ligne de l'isolement des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

En quoi consiste la règle stratégique fondamentale du léninisme ?

Elle consiste à reconnaître que :

1. L'appui social le plus dangereux des ennemis de la révolution dans la période du dénouement révolutionnaire imminent, est constitué par les partis *conciliateurs* ;

2. Il est impossible de renverser l'ennemi (tsarisme ou bourgeoisie) sans avoir isolé ces partis ;

3. Dans la période de préparation de la révolution, les principales flèches doivent, par conséquent, viser à isoler ces partis, à en détacher les grandes masses de travailleurs.

Dans la période de lutte contre le tsarisme, dans la période de préparation de la révolution démocratique bourgeoise (1905-1916), l'appui social, le plus dangereux, du tsarisme était le parti monarchiste libéral, le parti cadet. Pourquoi ? Parce que c'était un parti conciliateur, un parti de *conciliation* entre le tsarisme et la majorité du peuple, c'est-à-dire l'ensemble de la paysannerie. Il est naturel que le Parti ait dirigé alors ses coups principaux contre les cadets,

car sans avoir isolé les cadets, on ne pouvait compter sur une *rupture* entre la paysannerie et le tsarisme ; et sans avoir assuré cette rupture, on ne pouvait compter sur la victoire de la révolution. Beaucoup ne comprenaient pas alors cette particularité de la stratégie bolchévique et accusaient les bolchéviks de « cadétophagie » excessive, affirmant que chez les bolchéviks la lutte contre les cadets « passe avant » la lutte contre le principal ennemi, le tsarisme. Mais ces accusations dénuées de fondement révélaient une incompréhension évidente de la stratégie bolchévique, qui exige l'isolement du parti conciliateur *en vue* de faciliter, de rapprocher la victoire sur le principal ennemi.

Il est à peine besoin de démontrer que, sans une telle stratégie, l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise eût été impossible.

Dans la période de préparation d'Octobre, le centre de gravité des forces en lutte s'était déplacé sur un plan nouveau. Il n'y avait plus de tsar. De force conciliatrice, le parti cadet était devenu une force gouvernante, une force dominante de l'impérialisme. La lutte se livrait non plus entre le tsarisme et le peuple, mais entre la bourgeoisie et le prolétariat. Dans cette période, le plus dangereux appui social de l'impérialisme était constitué par les partis démocratiques petits-bourgeois, les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Pourquoi ? Parce que ces partis étaient alors des partis conciliateurs, des partis de *conciliation* entre l'impérialisme et les masses laborieuses. Il est naturel que les bolchéviks aient dirigé alors leurs coups principaux contre ces partis, car sans isoler ces derniers on ne pouvait compter sur la *rupture* des masses laborieuses avec l'impérialisme ; or, sans assurer cette rupture, on ne pouvait compter sur la victoire de la révolution soviétique. Beaucoup ne comprenaient pas alors cette particularité de la tactique des bolchéviks ; ils les accusaient de nourrir une « haine excessive » à l'égard des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, et d'« oublier » le but principal. Mais toute la période de préparation d'Octobre montre, avec éloquence que c'est uniquement grâce à une telle tactique que les bolchéviks purent assurer la victoire de la Révolution d'Octobre.

Le trait caractéristique de cette période est la pénétration révolutionnaire croissante des masses travailleuses de la paysannerie, leur déception à l'égard des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, leur éloignement de ces partis, le revirement opéré par elles pour se rallier directement autour du prolétariat, seule force révolutionnaire jusqu'au bout, capable de mener le pays à la paix. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, d'une part, et des bolchéviks,

de l'autre, pour les masses travailleuses de la paysannerie, pour la conquête de ces masses. La période de coalition, la période de Kérenski, le refus des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks de confisquer la terre des grands propriétaires fonciers, la lutte des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks pour la continuation de la guerre, l'offensive de juin sur le front, la peine de mort pour les soldats, le soulèvement de Kornilov, décidèrent du sort de cette lutte. Et ils en décidèrent uniquement en faveur de la stratégie bolchévique. Car sans avoir isolé les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, il était impossible de renverser le gouvernement des impérialistes ; or, sans avoir renversé ce gouvernement, il était impossible de s'arracher à la guerre. La politique d'isolement des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks s'avéra la seule politique juste.

Ainsi, isolement des partis menchévik et socialiste-révolutionnaire, en tant que principale ligne de direction dans la préparation d'Octobre : telle est la deuxième particularité de la tactique des bolchéviks.

Il est à peine besoin de démontrer que, sans cette particularité de la tactique des bolchéviks, l'alliance de la classe ouvrière et des masses travailleuses de la paysannerie fût demeurée suspendue en l'air.

Fait caractéristique : Trotski ne dit rien ou presque rien de cette particularité de la tactique bolchévique dans ses *Leçons d'Octobre*.

Troisième particularité. La direction de la préparation d'Octobre par le Parti a donc suivi la ligne d'isolement des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, — ligne qui consistait à en détacher les grandes masses ouvrières et paysannes. Mais comment le Parti réalisait-il concrètement cet isolement, sous quelle forme, sous quel mot d'ordre ? Cet isolement fut réalisé sous la forme d'un mouvement révolutionnaire des masses pour le pouvoir des Soviets, sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », en luttant pour la transformation des Soviets d'organes de mobilisation des masses en organes d'insurrection, en organes du pouvoir, en appareil d'un nouvel Etat prolétarien.

Pourquoi les bolchéviks se sont-ils saisis, précisément, des Soviets comme d'un levier fondamental d'organisation pouvant faciliter l'isolement des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, capable de pousser en avant la révolution prolétarienne, et appelé à amener les masses innombrables de travailleurs à la victoire de la dictature du prolétariat ?

Qu'est-ce que les Soviets ?

Los Soviets, disait Lénine dès septembre 1917, constituent un nouvel appareil d'Etat, qui, en premier lieu, fournit la force armée des ouvriers et

des paysans, force qui n'est pas, comme l'était celle de l'ancienne armée permanente, détachée du peuple, mais le plus étroitement rattachée à ce dernier ; au point de vue militaire, cette force est incomparablement plus puissante que celles d'autrefois ; au point de vue révolutionnaire, elle ne peut être remplacée par rien d'autre. En second lieu, cet appareil permet la liaison avec les masses, avec la majorité du peuple, une liaison si étroite, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable qu'on chercherait en vain quelque chose d'analogue dans l'ancien appareil d'Etat. En troisième lieu, cet appareil étant formé par élection et renouvelable au gré du peuple, sans formalités bureaucratiques, est beaucoup plus démocratique que les appareils d'autrefois. En quatrième lieu, il permet une liaison solide avec les professions les plus diverses, facilitant ainsi l'application sans bureaucratie, des réformes les plus diverses et les plus profondes. En cinquième lieu, il permet une forme d'organisation de l'avant-garde, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes opprimées, des ouvriers et des paysans, constituant ainsi un appareil au moyen duquel l'avant-garde des classes opprimées peut élever, éduquer, instruire et entraîner derrière elle toute la masse formidable de ces classes, jusqu'ici situées complètement en dehors de la vie politique, en dehors de l'Histoire. En sixième lieu, il permet d'allier les avantages du parlementarisme aux avantages de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire de réunir dans la personne des représentants élus du peuple, les fonctions législatives et l'exécution des lois. En comparaison du parlementarisme bourgeois, c'est là, dans le développement de la démocratie, un pas en avant d'une importance historique et mondiale... Si le génie créateur populaire des classes révolutionnaires n'avait pas créé les Soviets, la révolution prolétarienne en Russie serait condamnée, car avec l'ancien appareil, le prolétariat sans nul doute ne pourrait conserver le pouvoir. Quant au nouvel appareil, il est impossible de le créer d'emblée. (« Les bolchéviks conserveront-ils le pouvoir ? », t. XXI, pp. 258-259, éd. russe.)

Voilà pourquoi les bolchéviks se sont saisis des Soviets comme du chaînon fondamental d'organisation, susceptible de faciliter l'organisation de la Révolution d'Octobre et la création d'un nouvel et puissant appareil d'Etat prolétarien.

Du point de vue de son développement intérieur, le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » a passé par deux stades : le premier (jusqu'à la défaite des bolchéviks au mois de juillet, pendant la dualité du pouvoir), et le second (après la défaite du soulèvement de Kornilov).

Au premier stade, ce mot d'ordre signifiait la rupture du bloc des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires avec les cadets, la formation d'un gouvernement soviétique composé de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires (car les Soviets étaient alors socialistes-révolutionnaires et menchéviks), la liberté d'agitation pour l'opposition (c'est-à-dire pour les bolchéviks) et la liberté de lutte pour les partis au sein des Soviets, lutte qui devait permettre aux bolchéviks de conquérir les Soviets et de modifier la composition du gouvernement soviétique, au cours d'un développement pacifique de la révolution. Ce plan ne signifiait évidemment pas la

dictature du prolétariat. Mais il facilitait indubitablement la préparation des conditions indispensables pour assurer la dictature ; car, en portant les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires au pouvoir et en les forçant à réaliser en fait leur plate-forme anti-révolutionnaire, il hâtait la révélation de la véritable nature de ces partis, il hâtait leur isolement, leur rupture avec les masses. Mais la défaite des bolchéviks en juillet interrompit ce développement, donnant l'avantage à la contre-révolution des généraux et des cadets et jetant socialistes-révolutionnaires et menchéviks dans les bras de cette dernière. Cette circonstance obligea le Parti à retirer provisoirement le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets », pour le formuler à nouveau quand interviendrait un nouvel essor de la révolution.

La défaite du soulèvement de Kornilov ouvrit le second stade. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » fut de nouveau à l'ordre du jour. Mais, à ce moment, ce mot d'ordre n'avait plus la même signification qu'au premier stade. Son contenu avait radicalement changé. A ce moment, ce mot d'ordre signifiait la rupture complète avec l'impérialisme et le passage du pouvoir aux bolchéviks, puisque les Soviets, dans leur majorité, étaient déjà bolchéviks. A ce moment, ce mot d'ordre signifiait l'approche directe de la révolution vers la dictature du prolétariat par l'insurrection. Bien plus, à ce moment, ce mot d'ordre signifiait l'organisation de la dictature du prolétariat et sa constitution en Etat.

Ce qui faisait l'importance inappréciable de la tactique de transformation des Soviets en organes du pouvoir d'Etat, c'est qu'elle arrachait les masses innombrables de travailleurs à l'impérialisme, dénonçait les partis menchévik et socialiste-révolutionnaire comme instrument de l'impérialisme et amenait ces masses, pour ainsi dire par voie directe, à la dictature du prolétariat.

Ainsi, politique de transformation des Soviets en organes du pouvoir d'Etat, comme condition la plus importante de l'isolement des partis conciliateurs et de la victoire de la dictature du prolétariat : telle est la troisième particularité de la tactique des bolchéviks dans la période de préparation d'Octobre.

Quatrième particularité. Le tableau ne serait pas complet si nous ne nous occupions de la question de savoir comment et pourquoi les bolchéviks ont réussi à transformer les mots d'ordre de leur Parti en mots d'ordre pour les masses innombrables, en mots d'ordre qui poussent en avant la révolution ; comment et pourquoi ils ont réussi à convaincre de la justesse de leur politique, non seulement l'avant-garde et non seulement la majorité de la classe ouvrière, mais aussi la majorité du peuple.

La vérité est que pour la victoire d'une révolution, si cette révo-

lution est vraiment populaire et englobe des masses innombrables, il ne suffit pas que les mots d'ordre du Parti soient justes. Pour la victoire d'une révolution, il faut encore une autre condition indispensable, savoir : que les masses elles-mêmes se soient convaincues par leur propre expérience de la justesse de ces mots d'ordre. Alors seulement les mots d'ordre du Parti deviennent ceux des masses elles-mêmes. Alors seulement la révolution devient réellement une révolution populaire. Une des particularités de la tactique des bolchéviks dans la période de préparation d'Octobre, c'est qu'elle savait déterminer de façon juste les voies et tournants qui amènent naturellement les masses aux mots d'ordre du Parti, pour ainsi dire au seuil même de la révolution, en leur ménageant ainsi la facilité de sentir, de contrôler, de reconnaître, par leur propre expérience, la justesse de ces mots d'ordre. Autrement dit, l'une des particularités de la tactique bolchévique, c'est qu'elle ne confond pas ces deux choses : diriger le Parti et diriger les masses, qu'elle voit clairement la différence entre la direction du premier genre et celle du second, et qu'elle est ainsi la science non seulement de la direction du Parti, mais encore de la direction des masses innombrables de travailleurs.

L'expérience de la convocation et de la dissolution de l'Assemblée constituante est un exemple frappant de la façon dont se manifeste cette particularité de la tactique bolchévique.

On sait que les bolchéviks avaient formulé le mot d'ordre de République des Soviets dès avril 1917. On sait que l'Assemblée constituante est un Parlement bourgeois en contradiction flagrante avec les principes de la République des Soviets. Comment a-t-il pu se faire que les bolchéviks, alors qu'ils marchaient vers la République des Soviets, aient exigé en même temps du Gouvernement provisoire la convocation immédiate de l'Assemblée constituante ? Comment a-t-il pu se faire que les bolchéviks non seulement aient pris part aux élections, mais qu'ils aient eux-mêmes convoqué l'Assemblée constituante ? Comment a-t-il pu se faire que, un mois avant l'insurrection, alors que s'effectuait le passage de l'ancien ordre de choses au nouveau, les bolchéviks aient admis la possibilité d'une combinaison temporaire de la République des Soviets et de l'Assemblée constituante ?

Cela « s'est fait » parce que :

1. L'idée de l'Assemblée constituante était une des idées les plus populaires parmi les grandes masses de la population ;

2. Le mot d'ordre de convocation immédiate de l'Assemblée constituante permettait de dévoiler plus facilement la nature contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire ;

3. Pour découronner aux yeux des masses populaires l'idée de

l'Assemblée constituante, il était indispensable d'amener ces masses jusque sous les murs de l'Assemblée constituante, avec leurs revendications touchant la terre, la paix, le pouvoir des Soviets, les mettant ainsi face à face avec l'Assemblée constituante réelle, vivante ;

4. C'était là le seul moyen de permettre aux masses de se convaincre plus facilement, par leur propre expérience, de la nature contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante et de la nécessité de la dissoudre ;

5. Tout cela supposait naturellement la possibilité d'une combinaison temporaire de la République des Soviets et de l'Assemblée constituante, comme un des moyens destinés à éliminer cette dernière ;

6. Une telle combinaison, si elle se fût réalisée, à la condition que tout le pouvoir passât aux Soviets, ne pouvait signifier que la subordination de l'Assemblée constituante aux Soviets, sa transformation en appendice des Soviets, son dépérissement indolore.

Il est à peine besoin de démontrer que, sans cette politique des bolchéviks, la dissolution de l'Assemblée constituante n'aurait pas été si facile, et que l'action ultérieure des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks sous le mot d'ordre « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante » ne se serait pas effondrée avec un tel fracas.

Nous avons participé, dit Lénine, aux élections pour le Parlement bourgeois de Russie, pour l'Assemblée constituante, en septembre-novembre 1917. Notre tactique était-elle juste ou non?... Nous, les bolchéviks russes, n'avions-nous pas en septembre-novembre 1917, plus que tous les communistes d'Occident, le droit d'estimer que le parlementarisme avait politiquement fait son temps, en Russie ? Nous l'avions, évidemment, car la question n'est pas de savoir si les parlements bourgeois existent depuis longtemps ou depuis peu, mais si les grandes masses laborieuses sont *prêtes* (idéologiquement, politiquement, pratiquement) à adopter le régime soviétique et à dissoudre — ou à permettre qu'on dissolve — le parlement démocratique bourgeois. Que la classe ouvrière des villes, les soldats et les paysans de Russie aient été, en septembre-novembre 1917, par suite de conditions particulières, admirablement préparés à l'adoption du régime soviétique et à la dissolution du plus démocratique des parlements bourgeois, c'est là un fait historique tout à fait indéniable et parfaitement établi. Et cependant les bolchéviks n'avaient pas boycotté l'Assemblée constituante; ils avaient, au contraire, participé aux élections avant et après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. (*La Maladie infantile*, t. XXV, pp. 201-202, éd. russe.)

Pourquoi donc n'ont-ils pas boycotté l'Assemblée constituante ? Parce que, dit Lénine :

Même quelques semaines avant la victoire de la République soviétique, même après cette victoire, la participation à un parlement démocratique bourgeois, loin de nuire au prolétariat révolutionnaire, lui permet de démontrer plus facilement aux masses retardataires pourquoi ces parlements

méritent d'être dissous, *facilite* le succès de leur dissolution, *facilite* l'« élimination politique » du parlementarisme bourgeois. (*Ibidem.*)

Fait caractéristique : Trotski ne comprend pas cette particularité de la tactique bolchévique, il boude la « théorie » de la combinaison de l'Assemblée constituante avec les Soviets, comme une théorie à la Hilferding.

Il ne comprend pas qu'admettre une telle combinaison *en présence* du mot d'ordre d'insurrection, et la victoire des Soviets étant probable, qu'admettre la convocation de l'Assemblée constituante est la seule tactique révolutionnaire n'ayant rien de commun avec la tactique à la Hilferding, qui tend à transformer les Soviets en appendice de l'Assemblée constituante ; que l'erreur de certains camarades dans *cette* question ne lui donne pas le droit de vitupérer la position parfaitement juste de Lénine et du Parti, quant à la possibilité d'admettre, *dans* certaines conditions, un « type combiné d'Etat ». (*Lénine* : « Lettre aux camarades », t. XXI, p. 338, éd. russe.)

Il ne comprend pas que sans la politique particulière adoptée par les bolchéviks en liaison avec l'Assemblée constituante, ceux-ci n'auraient pas réussi à gagner à leurs côtés les masses innombrables du peuple, et que sans la conquête de ces masses, ils n'auraient pas pu transformer l'insurrection d'Octobre en une profonde révolution populaire.

Fait intéressant : Trotski boude même les mots « peuple », « démocratie révolutionnaire », etc., qui se rencontrent dans les articles des bolchéviks et qu'il juge inconvenants pour un marxiste.

Trotski oublie évidemment que, même en septembre 1917, un mois avant la victoire de la dictature, Lénine, ce marxiste incontestable, écrivait sur la « nécessité du passage immédiat de tout le pouvoir à la *démocratie révolutionnaire dirigée par le prolétariat révolutionnaire* ». (*Le marxisme et l'insurrection*, t. XXI, p. 198.)

Trotski oublie évidemment que Lénine, ce marxiste incontestable, citant la lettre que l'on connaît de Marx à Kugelmann (avril 1871), où il est dit que la démolition de l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat est la condition préalable de toute révolution vraiment *populaire* sur le continent, écrit noir sur blanc les lignes suivantes :

Ce qui mérite une attention particulière, c'est cette remarque très profonde de Marx, que la destruction de la machine bureaucratique et militaire de l'Etat est la « condition préalable de toute révolution vraiment *populaire* ». Cette notion de révolution « populaire » paraît surprenante dans la bouche de Marx ; et en Russie, les adeptes de Plékhanov ainsi que les menchéviks, ces disciples de Strouvé qui désirent passer pour des marxistes, pourraient peut-être bien qualifier de « lapsus » une pareille expression chez

Marx. Ils ont déformé le marxisme en une doctrine si piètrement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, rien n'existe pour eux ; et encore conçoivent-ils cette antithèse d'une manière on ne peut plus scolastique... Sur le continent de l'Europe en 1871, le prolétariat ne formait dans aucun pays la majorité du peuple. La révolution ne pouvait être « populaire » et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie. Le « peuple » était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la « machine bureaucratique et militaire de l'Etat » les opprime, les écrase, les exploite. *Briser cette machine, la démolir*, voilà ce qui véritablement est de l'intérêt du « peuple », de sa majorité, des ouvriers et de la majorité des paysans : telle est la « condition préalable » de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires. Or sans cette alliance pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible. (*L'Etat et la Révolution*, t. XXI, pp. 395-396.)

Ces mots de Lénine, il n'est pas permis de les oublier.

Ainsi, savoir convaincre les masses par leur propre expérience de la justesse des mots d'ordre du Parti, en amenant ces masses aux positions révolutionnaires, comme condition la plus importante de la conquête des millions de travailleurs par le Parti, telle est la quatrième particularité de la tactique des bolchéviks dans la période de préparation d'Octobre.

Je pense que ce qui vient d'être dit suffit pleinement pour bien comprendre les traits caractéristiques de cette tactique.

IV

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, COMMENCEMENT ET PRÉMISSSE DE LA RÉVOLUTION MONDIALE

Il est certain que la théorie universelle de la victoire simultanée de la révolution dans les principaux pays d'Europe, la théorie de l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, s'est avérée une théorie artificielle, non viable. L'histoire des sept ans de révolution prolétarienne en Russie témoigne non pas pour, mais contre cette théorie. Cette théorie est inacceptable, non pas seulement comme schéma du développement de la révolution mondiale, puisqu'elle est en contradiction avec les faits évidents. Elle est encore plus inacceptable comme mot d'ordre puisqu'elle ne dénoue pas, mais entrave l'initiative des pays qui, en vertu de certaines conditions historiques, sont mis à même de percer à eux seuls le front du Capital ; puisqu'elle stimule, non pas la poussée active de différents pays contre le Capital, mais l'attente passive du « dénouement général » ; puisqu'elle cultive parmi les prolétaires des différents pays, non pas l'esprit de décision révolutionnaire, mais l'esprit de doute à la Hamlet : « Et si les autres allaient ne pas nous

soutenir ! » Lénine a parfaitement raison lorsqu'il dit que la victoire du prolétariat dans un seul pays est un « cas typique »; que « la révolution simultanée dans plusieurs pays » ne peut être qu'une « rare exception ». (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, p. 354, éd. russe.)

Mais la théorie léniniste de la révolution ne se limite pas, on le sait, à ce seul côté de la question. Elle est en même temps la théorie du développement de la révolution mondiale¹. La victoire du socialisme dans un seul pays n'est pas une fin en soi. La révolution victorieuse dans un pays ne doit pas se considérer comme une grandeur se suffisant à elle-même, mais comme un auxiliaire, comme un moyen pour accélérer la victoire du prolétariat dans tous les pays. Car la victoire de la révolution dans un seul pays, la Russie en l'occurrence, n'est pas seulement le fruit du développement inégal et de la désagrégation progressive de l'impérialisme. Elle est en même temps le commencement et la prémisse de la révolution mondiale.

Il est certain que les voies de développement de la révolution mondiale ne sont pas aussi simples qu'elles auraient pu paraître autrefois, avant la victoire de la révolution dans un seul pays, avant l'apparition de l'impérialisme évolué, qui marque la « veille de la révolution socialiste ». Car un nouveau facteur est apparu — la loi du développement inégal des pays capitalistes, s'exerçant dans les conditions de l'impérialisme évolué et attestant l'inéluctabilité des collisions armées, l'affaiblissement général du front capitaliste mondial et la possibilité de la victoire du socialisme dans des pays isolés. Car un nouveau facteur est apparu, le vaste pays des Soviets, situé entre l'Occident et l'Orient, entre le centre de l'exploitation financière du monde et l'arène de l'oppression coloniale, pays qui, par le seul fait de son existence, révolutionne le monde entier.

Ce sont là des facteurs (je ne parle pas des autres facteurs moins importants) dont il est impossible de ne pas tenir compte lorsqu'on étudie les voies de la révolution mondiale.

Autrefois, l'on croyait ordinairement que la révolution se développerait par la voie de « maturation » régulière des éléments du socialisme, tout d'abord dans les pays plus développés, dans les pays « avancés ». Maintenant, cette façon de voir a besoin d'être essentiellement modifiée :

Le système des rapports internationaux, dit Lénine, est maintenant tel qu'en Europe l'un des Etats — l'Allemagne — est asservi par les Etats vainqueurs. Ensuite, une série d'Etats et, disons-le, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent à la suite de la victoire dans des conditions telles qu'ils peuvent se servir de cette victoire pour faire une série de concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le

¹ Voir plus haut : *Des principes du léninisme*. J. St.

mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de « paix sociale ».

En même temps, toute une série de pays : l'Orient, les Indes, la Chine, etc., précisément du fait de la dernière guerre impérialiste, se sont trouvés définitivement jetés hors de l'ornière. Leur développement s'est orienté définitivement dans la voie générale du capitalisme européen. Dans ces pays, a commencé la fermentation qui travaille toute l'Europe. Et il est clair maintenant, pour le monde entier, qu'ils se sont lancés dans une voie de développement qui ne peut manquer d'aboutir à une crise de l'ensemble du capitalisme mondial.

Ceci étant, et en relation avec ce fait, « les pays capitalistes d'Europe occidentale achèveront leur développement vers le socialisme ... non pas comme nous le pensions auparavant. Ils l'achèveront non par une « maturation » régulière du socialisme chez eux, mais par l'exploitation de tels Etats par tels autres, par l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient. D'autre part, précisément par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est entré définitivement en mouvement révolutionnaire et a été définitivement entraîné dans l'orbite du mouvement révolutionnaire mondial ». (« Mieux vaut moins, mais mieux », t. XXVII, pp. 415-416, éd. russe.)

Si l'on ajoute à cela que les pays vaincus et les colonies ne sont pas seuls à être exploités par les pays vainqueurs, mais qu'une partie des pays vainqueurs tombe également dans l'orbite de l'exploitation financière des pays victorieux les plus puissants, l'Amérique et l'Angleterre ; que les contradictions entre tous ces pays constituent un facteur essentiel de la désagrégation de l'impérialisme mondial ; qu'en dehors de ces contradictions, il en existe d'autres, très profondes, qui se développent à l'intérieur de chacun de ces pays ; que toutes ces contradictions s'approfondissent et s'aggravent du fait de l'existence de la grande République des Soviets à côté de ces pays, — si l'on prend tout cela en considération, on aura un tableau plus ou moins complet de l'originalité de la situation internationale.

Le plus probable, c'est que la révolution mondiale se développera par la séparation révolutionnaire d'une série d'autres pays d'avec le système des Etats impérialistes, les prolétaires de ces pays étant soutenus par le prolétariat des Etats impérialistes. Nous voyons que le premier pays qui s'est séparé, le premier pays victorieux a déjà l'appui des ouvriers et, en général, des masses laborieuses des autres pays. Il n'aurait pu tenir sans cet appui. Il est certain que cet appui ira se renforçant et s'accroissant. Mais il est certain aussi que le développement même de la révolution mondiale, que le processus même de la séparation d'une série de nouveaux pays d'avec l'impérialisme sera d'autant plus rapide et profond que le socialisme s'affermira plus profondément dans le premier pays victorieux, que ce pays se transformera plus rapidement en une base de développement ultérieur de la révolution mondiale, en un levier de désagrégation ultérieure de l'impérialisme.

Si la thèse est exacte, que la victoire *définitive* du socialisme dans le premier pays libéré est impossible sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays, il n'est pas moins exact que le développement de la révolution mondiale sera d'autant plus rapide et profond que l'aide apportée par le premier pays socialiste aux ouvriers et aux masses laborieuses de tous les autres pays, sera plus efficace.

En quoi cette aide doit-elle consister ?

Elle doit consister, premièrement, en ce que le pays victorieux « fera le maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays *pour* le développement, le soutien, l'éveil de la révolution *dans tous les pays* ». (Lénine : *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, p. 385, éd. russe.)

Elle doit consister, deuxièmement, en ce que le « prolétariat victorieux » d'un seul pays, « après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dressera *contre* le reste du monde, capitaliste, en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes d'exploiteurs et leurs Etats ». (Lénine : « Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », t. XVIII, pp. 232-233, éd. russe.)

La particularité caractéristique de cette aide du pays victorieux, ce n'est pas seulement qu'elle accélère la victoire des prolétaires des autres pays, mais aussi que, facilitant cette victoire, elle assure par là même la victoire *définitive* du socialisme dans le premier pays victorieux.

Le plus probable, c'est qu'au cours du développement de la révolution mondiale il se formera, à côté des foyers d'impérialisme dans certains pays capitalistes et du système de ces pays dans le monde entier, des foyers de socialisme dans certains pays soviétiques et un système de ces foyers dans le monde entier ; et que la lutte entre ces deux systèmes remplira l'histoire du développement de la révolution mondiale.

Car, dit Lénine, la libre union des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les Etats arriérés. (*Ibidem.*)

L'importance mondiale de la Révolution d'Octobre, ce n'est pas seulement qu'elle représente une grande initiative d'un seul pays pour rompre le système impérialiste, et qu'elle est le premier foyer du socialisme dans l'océan des pays impérialistes, mais aussi qu'elle constitue la première étape de la révolution mondiale et une base puissante de son développement ultérieur.

Par conséquent, ont tort non pas seulement ceux qui, oubliant

le caractère international de la Révolution d'Octobre, proclament que la victoire de la révolution dans un seul pays est un phénomène purement et uniquement national. Mais ceux-là aussi ont tort qui, sans oublier le caractère international de la Révolution d'Octobre, sont enclins à regarder cette révolution comme quelque chose de passif, appelé uniquement à recevoir l'appui du dehors. En réalité, ce n'est pas seulement la Révolution d'Octobre qui a besoin d'être appuyée par la révolution des autres pays ; la révolution de ces pays elle aussi a besoin de l'appui de la Révolution d'Octobre pour accélérer et pousser en avant l'œuvre de renversement de l'impérialisme mondial.

17 décembre 1924.

QUESTIONS DU LÉNINISME

A l'organisation de Léninegrad du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. je dédie ces pages

J. STALINE

I

DÉFINITION DU LÉNINISME

La brochure *Des principes du léninisme* contient la définition que l'on sait du léninisme, et qui semble avoir obtenu droit de cité. La voici :

Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Plus exactement : le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat, en particulier.

Cette définition est-elle exacte ?

Je pense que oui. Elle est exacte d'abord parce qu'elle indique exactement les racines historiques du léninisme, en le caractérisant comme le marxisme de l'époque de l'impérialisme, contrairement à certains critiques de Lénine, qui croient à tort que le léninisme est apparu après la guerre impérialiste. Elle est exacte, en second lieu, parce qu'elle marque exactement le caractère international du léninisme, contrairement à la social-démocratie qui estime que le léninisme n'est applicable qu'à la situation nationale russe. Elle est exacte, en troisième lieu, parce qu'elle marque exactement la liaison organique du léninisme avec la doctrine de Marx, en le caractérisant comme le marxisme de l'époque de l'impérialisme, contrairement à certains critiques du léninisme qui le considèrent non comme le marxisme développé plus avant, mais seulement comme la régénération du marxisme et son application à la réalité russe.

Tout cela, semble-t-il, se passe de commentaires.

Or, dans notre Parti, il est des gens qui jugent nécessaire de définir le léninisme d'une façon un peu différente. Ainsi Zinoviev, par exemple, pense que :

Le léninisme est le marxisme de l'époque des guerres impérialistes et de la révolution mondiale, qui a commencé directement dans un pays où prédomine la paysannerie ¹.

¹ Souligné par Zinoviev. J. St.

Que peuvent signifier les mots soulignés par Zinoviev ? Que signifie introduire dans la définition du léninisme le retard de la Russie, son caractère paysan ?

C'est transformer le léninisme, de doctrine prolétarienne internationale, en produit du particularisme russe.

C'est faire le jeu de Bauer et de Kautsky, qui nient la valeur du léninisme pour les autres pays, plus développés au point de vue capitaliste.

Il est certain que la question paysanne a, pour la Russie, une très grande importance, que notre pays est un pays paysan. Mais quelle importance peut avoir ce fait pour la caractéristique des principes du léninisme ? Est-ce que le léninisme s'est formé uniquement sur le terrain de la Russie et pour la Russie, et non sur le terrain de l'impérialisme et pour les pays impérialistes en général ? Est-ce que des ouvrages de Lénine tels que *l'Impérialisme, l'Etat et la Révolution, la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, la Maladie infantile* (le « gauchisme »), etc., valent uniquement pour la Russie, et non pour tous les pays impérialistes en général ? Est-ce que le léninisme n'est pas la généralisation de l'expérience du mouvement révolutionnaire de tous les pays ? Est-ce que les principes de la théorie et de la tactique du léninisme ne valent pas, ne sont pas obligatoires pour les partis prolétariens de tous les pays ? Est-ce que Lénine avait tort, en disant que « le bolchévisme peut servir de modèle de tactique pour tous ¹ » ? (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, p. 386, éd. russe.) Est-ce que Lénine avait tort lorsqu'il parlait de la « portée internationale¹ du pouvoir des Soviets et aussi des principes de la théorie et de la tactique bolchéviques » ? (*La Maladie infantile*, t. XXV, pp. 171—172, éd. russe.) Est-ce qu'elles ne sont pas justes, par exemple, les paroles suivantes de Lénine :

En Russie, la dictature du prolétariat doit nécessairement comporter certaines particularités par rapport aux pays avancés, en raison du retard très sensible et du caractère petit-bourgeois de notre pays. Mais les forces essentielles — et les formes essentielles de la production sociale — en Russie, sont les mêmes que dans n'importe quel pays capitaliste, de sorte que ces particularités ne peuvent concerner que ce qui n'est pas l'essentiel ¹. (« L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat », t. XXIV, p. 508, éd. russe.)

Mais si tout cela est exact, ne s'ensuit-il pas que la définition du léninisme donnée par Zinoviev ne peut être reconnue juste ?

Comment concilier cette définition étroitement nationale du léninisme avec l'internationalisme ?

¹ Souligné par moi, J. St.

II

L'ESSENTIEL DANS LE LÉNINISME

Dans la brochure *Des principes du léninisme*, il est dit :

D'aucuns pensent que l'essentiel dans le léninisme est la question paysanne ; que le point de départ du léninisme est la question de la paysannerie, de son rôle, de son importance. C'est tout à fait faux. La question fondamentale du léninisme, son point de départ, ce n'est pas la question paysanne, mais la question de la dictature du prolétariat, des conditions de sa conquête, des conditions de sa consolidation. La question paysanne, comme question de l'allié du prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, est une question dérivée.

Cette thèse est-elle exacte ?

Je pense que oui. Cette thèse découle entièrement de la définition du léninisme. En effet, si le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne, le contenu fondamental de la révolution prolétarienne étant la dictature du prolétariat, il est clair que l'essentiel dans le léninisme c'est la question de la dictature du prolétariat, l'élaboration de cette question, sa justification théorique et sa concrétisation.

Néanmoins, Zinoviev n'est visiblement pas d'accord avec cette thèse. Dans son article « A la mémoire de Lénine », il dit :

La question du rôle de la paysannerie, comme je l'ai déjà dit, est la question fondamentale¹ du bolchévisme, du léninisme.

Comme vous voyez, cette thèse de Zinoviev découle entièrement de la définition erronée qu'il donne du léninisme. C'est pourquoi elle est aussi erronée que l'est sa définition du léninisme.

La thèse de Lénine est-elle juste, disant que la dictature du prolétariat est le « contenu essentiel de la révolution prolétarienne » ? (*la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, (t. XXIII, p. 337, éd. russe.) Elle est absolument juste. La thèse est-elle juste, disant que le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne ? Je pense que oui. Mais qu'en résulte-t-il ? Il en résulte que la dictature du prolétariat est la question fondamentale du léninisme, son point de départ, sa base.

N'est-il pas vrai que la question de l'impérialisme et celle du développement de l'impérialisme par bonds, la question de la victoire du socialisme dans un seul pays, la question de l'Etat prolétarien et celle de la forme soviétique de cet Etat, la question du rôle du Parti dans le système de la dictature du prolétariat, la question des voies de l'édification du socialisme, — que toutes ces questions ont été élaborées précisément par Lénine ? N'est-il pas vrai que ces questions, précisément, forment la base, le fondement de l'idée de la

¹ Souligné par moi. J. St.

dictature du prolétariat ? N'est-il pas vrai que sans l'élaboration de ces questions fondamentales, l'élaboration de la question paysanne du point de vue de la dictature du prolétariat aurait été impossible ?

Certes, Lénine était un connaisseur de la question paysanne. Certes, la question paysanne, comme question de l'allié du prolétariat, a une très grande importance pour le prolétariat, et elle est partie intégrante de la question fondamentale de la dictature du prolétariat. Mais n'est-il pas clair que si le léninisme n'avait pas à résoudre la question fondamentale de la dictature du prolétariat, celle qui en dérive, la question de l'allié du prolétariat, la question de la paysannerie, ne se poserait pas ? N'est-il pas clair que si le léninisme n'avait pas à résoudre la question pratique de la conquête du pouvoir par le prolétariat, la question de l'alliance avec la paysannerie ne se poserait pas ?

Lénine ne serait pas ce qu'il est indubitablement, le plus grand idéologue prolétarien ; il ne serait qu'un simple « philosophe paysan », comme le représentent fréquemment les littérateurs petits-bourgeois de l'étranger, s'il avait procédé à l'élaboration de la question paysanne, non pas sur la base de la théorie et de la tactique de la dictature du prolétariat, mais sans tenir compte de cette base, en dehors de cette base.

De deux choses l'une :

Ou bien la question paysanne est l'essentiel dans le léninisme, et alors le léninisme ne vaut pas, n'est pas obligatoire pour les pays développés au point de vue capitaliste, pour les pays qui ne sont pas des pays paysans ;

Ou bien l'essentiel dans le léninisme, c'est la dictature du prolétariat, et alors le léninisme est la doctrine internationale des prolétaires de tous les pays ; il vaut et il est obligatoire pour tous les pays sans exception, y compris les pays développés au point de vue capitaliste.

Il s'agit de faire son choix.

III

LA QUESTION DE LA RÉVOLUTION « PERMANENTE »

Dans la brochure *Des principes du léninisme*, la « théorie de la révolution permanente » est considérée comme une « théorie » qui sous-estime le rôle de la paysannerie. Il y est dit :

Lénine combattait les partisans de la révolution « permanente », non parce qu'ils affirmaient la continuité de la révolution, puisque Lénine lui-même s'en tenait au point de vue de la révolution continue, mais parce qu'ils sous-estimaient le rôle de la paysannerie, qui est la plus grande réserve du prolétariat.

Cette caractéristique des « permanents » russes passait jusqu'à ces derniers temps pour être généralement reconnue. Or, bien qu'exacte en général, elle ne peut cependant pas être reconnue pour complète. La discussion de 1924, d'une part, et l'analyse minutieuse des travaux de Lénine, de l'autre, ont montré que l'erreur des « permanents » russes consistait non seulement dans la sous-estimation du rôle de la paysannerie, mais encore dans la sous-estimation des forces et de la capacité du prolétariat à entraîner la paysannerie à sa suite, dans l'absence de foi en l'idée de l'hégémonie du prolétariat.

C'est pourquoi, dans ma brochure *la Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes* (décembre 1924), j'ai élargi cette caractéristique et l'ai remplacée par une autre, plus complète. Voici ce qui est dit à ce sujet dans cette brochure :

Jusqu'à présent, on marquait ordinairement *un seul côté* de la théorie de la « révolution permanente » : l'absence de foi dans les possibilités révolutionnaires du mouvement paysan. Aujourd'hui, pour être juste, il est nécessaire de compléter ce côté par *un autre* : l'absence de foi dans les forces et les capacités du prolétariat de Russie.

Cela ne signifie évidemment pas que le léninisme ait été ou soit contre l'idée de la révolution permanente sans guillemets, proclamée par Marx vers 1840. Au contraire, Lénine fut l'unique marxiste qui ait compris exactement et développé l'idée de la révolution permanente. Ce qui distingue Lénine des « permanents », c'est que ces derniers dénaturaient l'idée de la révolution permanente de Marx, en la transformant en un principe livresque et sans vie, alors que Lénine l'a prise telle quelle et en a fait une des bases de sa théorie de la révolution. Il convient de se rappeler que l'idée de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, émise par Lénine déjà en 1905, est une des formes incarnant la théorie de la révolution permanente de Marx. Voici ce que Lénine écrivait à ce sujet dès 1905 :

La révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt, — et dans la mesure précise de nos forces, dans la mesure des forces du prolétariat conscient et organisé, — la voie de la révolution socialiste. *Nous sommes pour la révolution ininterrompue*¹. Nous ne nous arrêterons pas à moitié chemin...

Sans donner dans l'esprit d'aventure, sans trahir notre conscience scientifique, sans courir après une popularité facile, nous ne pouvons dire et ne disons *qu'une chose*: de toutes nos forces nous aiderons toute la paysannerie à faire la révolution démocratique, *afin qu'il nous soit d'autant plus facile* à nous, parti du prolétariat, de passer aussi vite que possible à une tâche nouvelle et supérieure, — à la révolution socialiste. (« L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan », t. VIII, pp.186-187, éd. russe.)

¹ Souligné par moi. J. St.

Et voici ce qu'écrivait Lénine sur ce thème seize ans plus tard, après la conquête du pouvoir par le prolétariat :

Les Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Hilquit, Longuet, MacDonald, Turati et autres héros du marxisme « 2 1/2 » n'ont pas su comprendre... le rapport entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste prolétarienne. *La première se transforme en la seconde*¹. La seconde résout, en passant, les problèmes de la première. La seconde consolide l'œuvre de la première. La lutte, et la lutte seule, décide dans quelle mesure la seconde réussit à surpasser la première. (« Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre », t. XXVII, p. 26, éd. russe.)

J'attire particulièrement l'attention sur la première citation, extraite de l'article de Lénine « L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan », publié le 1^{er} septembre 1905. Je le souligne à titre indicatif pour ceux qui continuent encore à soutenir que Lénine serait venu à l'idée de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, à l'idée de la révolution permanente, vers 1916, après que la guerre impérialiste eut éclaté. Cette citation ne laisse subsister aucun doute sur le fait que ces gens se trompent profondément.

IV

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Quels sont les traits caractéristiques qui distinguent la révolution prolétarienne de la révolution bourgeoise ?

La différence entre la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise pourrait se ramener à cinq points essentiels :

1. La révolution bourgeoise commence ordinairement lorsque les formes du régime capitaliste, qui ont grandi et mûri au sein de la société féodale dès avant la révolution ouvertement déclenchée, sont déjà plus ou moins prêtes, tandis que la révolution prolétarienne commence alors que les formes toutes prêtes du régime socialiste font complètement ou à peu près complètement défaut.

2. La tâche fondamentale de la révolution bourgeoise consiste à s'emparer du pouvoir et à le faire concorder avec l'économie bourgeoise existante, tandis que la tâche fondamentale de la révolution prolétarienne consiste, après s'être emparé du pouvoir, à édifier une économie nouvelle, socialiste.

3. La révolution bourgeoise se termine ordinairement par la prise du pouvoir, tandis que pour la révolution prolétarienne la prise du pouvoir n'en est que le commencement, ce pouvoir étant utilisé

¹ Souligné par moi. J. St.

omme levier pour la refonte de la vieille économie et l'organisation de la nouvelle.

4. La révolution bourgeoise se borne à remplacer au pouvoir un groupe d'exploiteurs par un autre groupe d'exploiteurs ; aussi n'a-t-elle pas besoin de briser la vieille machine d'Etat ; tandis que la révolution prolétarienne écarte du pouvoir tous les groupes d'exploiteurs, quels qu'ils soient, et porte au pouvoir le chef de tous les travailleurs et exploités, la classe des prolétaires ; aussi ne peut-elle se passer de briser la vieille machine d'Etat et de la remplacer par une nouvelle.

5. La révolution bourgeoise ne peut rallier autour de la bourgeoisie, pour une période de temps quelque peu durable, les millions de travailleurs et d'exploités, précisément parce qu'ils sont des travailleurs et des exploités ; tandis que la révolution prolétarienne peut et doit les souder au prolétariat dans une alliance durable, précisément en tant que travailleurs et exploités, si elle veut remplir sa tâche fondamentale, qui est de consolider le pouvoir du prolétariat et d'édifier une économie nouvelle, socialiste.

Voici quelques thèses fondamentales de Lénine sur ce sujet :

Une des distinctions essentielles entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste, dit Lénine, c'est que pour la révolution bourgeoise qui naît de la féodalité, on voit se créer progressivement au sein de l'ancien régime de nouvelles organisations économiques qui modifient, progressivement, tous les aspects de la société féodale. Une seule tâche se posait à la révolution bourgeoise : balayer, rejeter, détruire toutes les entraves de l'ancienne société. En accomplissant cette tâche, toute révolution bourgeoise accomplit tout ce qu'on exige d'elle : elle stimule le développement du capitalisme. Tout autre est la situation de la révolution socialiste. Plus arriéré est le pays qui a dû, par suite des zigzags de l'histoire, commencer la révolution socialiste, plus il lui est difficile de passer des anciens rapports capitalistes aux rapports socialistes. Ici, aux tâches de destruction viennent s'ajouter des tâches nouvelles, d'une difficulté inouïe : les tâches d'organisation. (« Rapport sur la guerre et la paix », t. XXII, p. 315, éd. russe.)

Si, poursuit Lénine, le génie créateur populaire de la révolution russe, après avoir connu la grande expérience de 1905, n'avait pas créé les Soviets dès février 1917, ceux-ci n'auraient jamais pu prendre le pouvoir en octobre, car le succès dépendait uniquement de l'existence de formes d'organisation déjà prêtes, d'un mouvement fort de millions d'hommes. Les Soviets étaient cette forme toute prête. Aussi bien, ce qui nous attendait dans le domaine politique, c'étaient ces brillants succès, cette marche triomphale incessante que nous avons connue du fait que la nouvelle forme du pouvoir politique était prête, et qu'il ne nous restait qu'à transformer par quelques décrets le pouvoir des Soviets, — de l'état embryonnaire où il se trouvait dans les premiers mois de la révolution, — en une forme légalement reconnue et consacrée dans l'Etat russe, en la République des Soviets de Russie. (*Ibidem.*)

Il restait encore, dit Lénine, deux tâches d'une difficulté immense et dont l'accomplissement ne pouvait être, en aucune façon, cette marche triomphale qui avait été celle de notre révolution dans ses premiers mois. (*Ibidem.*)

Ce furent d'abord les tâches d'organisation intérieure, qui se posent devant toute révolution socialiste. Ce qui distingue précisément une révolution socialiste d'une révolution bourgeoise, c'est que celle-ci a des formes toutes prêtes de rapports capitalistes, tandis que le pouvoir soviétique — prolétarien — ne bénéficie pas de rapports tout prêts, à moins que l'on ne tienne compte des formes les plus développées du capitalisme qui, au fond, n'ont gagné que quelques sommets de l'industrie et n'ont encore touché que très peu l'agriculture. L'organisation du recensement, le contrôle sur les grosses entreprises, la transformation de l'ensemble du mécanisme économique de l'Etat en une seule grande machine, en un organisme économique fonctionnant de telle sorte que des centaines de millions d'hommes sont dirigés d'après un plan unique, — voilà l'immense tâche d'organisation qui nous incombait. Dans les conditions actuelles du travail, elle ne pouvait en aucune façon être accomplie par un « coup d'audace », comme nous avons pu le faire pour les tâches de la guerre civile. (*Ibidem*, p. 316.)

Deuxième difficulté gigantesque... la question internationale. Si nous avons si facilement eu raison des bandes de Kérenski, si nous avons si facilement créé le pouvoir chez nous, si nous avons pris, sans la moindre difficulté, les décrets sur la socialisation de la terre, sur le contrôle ouvrier, si tout cela s'est fait avec tant de facilité, c'est uniquement parce que des conditions favorables sont intervenues qui nous ont, pour un court laps de temps, préservés de l'impérialisme international. Par sa situation objective, de même qu'en raison des intérêts économiques de la classe capitaliste qu'il incarnait, l'impérialisme international, avec toute la puissance de son capital, avec sa technique militaire hautement organisée et qui constitue une véritable force, une véritable citadelle du capital international, ne pouvait en aucun cas, sous aucune condition, vivre aux côtés de la République des Soviets ; il ne le pouvait pas en raison des liaisons commerciales, des rapports financiers internationaux. Là le conflit était inévitable. Là est la plus grande difficulté de la Révolution russe, son plus grand problème historique : la nécessité de résoudre les problèmes internationaux, la nécessité de provoquer la révolution mondiale. (*Ibidem*, p. 317.)

Tels sont le caractère intérieur et le sens fondamental de la révolution prolétarienne.

Peut-on opérer une refonte aussi radicale de l'ancien ordre de choses bourgeois sans révolution violente, sans dictature du prolétariat ?

Il est clair que non. Penser que l'on puisse opérer une telle révolution pacifiquement, dans le cadre de la démocratie bourgeoise appropriée à la domination de la bourgeoisie, — c'est ou bien avoir perdu la raison et toutes notions humaines normales, ou bien renier brutalement et ouvertement la révolution prolétarienne.

Il faut souligner cette thèse avec d'autant plus de force et de décision que nous avons affaire à une révolution prolétarienne qui n'a triomphé, pour le moment, que dans un seul pays entouré de pays capitalistes ennemis, et dont le capital international ne peut manquer de soutenir la bourgeoisie.

Voilà pourquoi Lénine dit que « l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution vio-

lente, mais aussi sans la suppression de l'appareil du pouvoir d'Etat, qui a été créé par la classe dominante ». (*L'Etat et la Révolution*, t. XXI, p. 373, éd. russe.)

« Que d'abord la majorité de la population, — la propriété privée étant maintenue, c'est-à-dire le pouvoir et le joug du Capital étant maintenus, — se prononce pour le Parti du prolétariat, alors seulement ce dernier peut et doit prendre le pouvoir ». *Ainsi parlent les démocrates petits-bourgeois, serviteurs véritables de la bourgeoisie, qui se prétendent « socialistes »*¹. (Lénine : « Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat », t. XXIV, p. 647, éd. russe.)

Mais nous, nous disons¹ : Que d'abord le prolétariat révolutionnaire renverse la bourgeoisie, rompe le joug du Capital et brise l'appareil d'Etat bourgeois, — alors le prolétariat, ayant remporté la victoire, pourra rapidement gagner la sympathie et l'appui de la majorité des masses travailleuses non prolétariennes, en leur donnant satisfaction aux dépens des exploiters. (*Ibidem.*)

Pour gagner la majorité de la population à ses côtés, poursuit Lénine, le prolétariat doit premièrement renverser la bourgeoisie et prendre dans ses mains le pouvoir d'Etat ; il doit deuxièmement instaurer le pouvoir des Soviets, après avoir brisé en morceaux le vieil appareil d'Etat, sapant ainsi d'emblée la domination, l'autorité, l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur les masses travailleuses non prolétariennes. Il doit troisièmement *achever de ruiner* l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses travailleuses non prolétariennes, en satisfaisant *révolutionnairement* leurs besoins économiques *au x dépens des exploiters*. (*Ibidem.*, p. 641.)

Tels sont les indices caractéristiques de la révolution prolétarienne.

Quels sont alors les traits fondamentaux de la dictature du prolétariat, si l'on reconnaît que celle-ci est le contenu fondamental de la révolution prolétarienne ?

Voici la définition la plus générale de la dictature du prolétariat, donnée par Lénine :

La dictature du prolétariat n'est pas la fin de la lutte de classes ; elle en est la continuation sous des formes nouvelles. La dictature du prolétariat est la lutte de classe du prolétariat victorieux qui a pris dans ses mains le pouvoir politique, contre la bourgeoisie vaincue, mais non anéantie, non disparue, n'ayant pas cessé de résister, mais ayant accru sa résistance. (Préface au discours : « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité », t. XXIV, p. 311, éd. russe.)

S'élevant contre ceux qui confondent la dictature du prolétariat avec le pouvoir « de tout le peuple », « élu par tous », avec le pouvoir « indépendant des classes », Lénine dit :

La classe qui a pris dans ses mains la domination politique, l'a prise en ayant conscience qu'elle la prenait *seule*. Cela rentre dans la conception de la dictature du prolétariat. Cette conception n'a de sens que lorsqu'une classe sait qu'elle prend seule le pouvoir politique entre ses mains et ne trompe ni elle-même ni les autres par des discours sur le pouvoir « de tout le peuple,

¹ Souligné par moi. J. St.

élu par tous, consacré par le peuple tout entier ». (« Discours prononcé au congrès des ouvriers des transports de Russie », t. XXVI, p. 286, éd. russe.)

Cela ne signifie cependant pas que le pouvoir d'une seule classe, de la classe des prolétaires, qui ne partage pas et ne peut pas partager ce pouvoir avec les autres classes, n'ait pas besoin, pour réaliser ses objectifs, de l'aide des masses travailleuses et exploitées des autres classes, et de leur alliance. Au contraire, ce pouvoir, le pouvoir d'une seule classe, ne peut être affermi et ne peut être exercé jusqu'au bout, que par une forme particulière d'alliance entre la classe des prolétaires et les masses travailleuses des classes petites-bourgeoises, avant tout avec les masses travailleuses de la paysannerie.

Qu'est-ce que cette forme particulière d'alliance ? En quoi consiste-t-elle ? Cette alliance avec les masses travailleuses des autres classes non prolétariennes ne contredit-elle pas en général l'idée de la dictature d'une seule classe ?

Elle consiste, cette forme particulière d'alliance, en ce que la force dirigeante de cette alliance est le prolétariat. Elle consiste, cette forme particulière d'alliance, en ce que le dirigeant de l'Etat, le dirigeant dans le système de la dictature du prolétariat, est un *seul* parti, le parti du prolétariat, le Parti communiste, qui *ne partage pas et ne peut partager* la direction avec d'autres partis.

Comme vous voyez, la contradiction, ici, n'est qu'apparente, imaginaire.

La dictature du prolétariat, dit Lénine, est une forme particulière d'alliance de classes ¹ entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs (petite bourgeoisie, petits patrons, paysannerie, intellectuels, etc.), ou la majorité de ces couches, alliance dirigée contre le Capital, alliance ayant pour but le renversement complet du Capital, l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, alliance ayant pour but l'instauration et la consolidation définitives du socialisme. C'est une alliance d'un genre particulier, qui se forme dans des conditions particulières, à savoir dans les conditions d'une guerre civile acharnée ; c'est l'alliance des partisans résolus du socialisme avec ses alliés hésitants, parfois avec les « neutres » (alors l'alliance, d'entente pour la lutte, devient une entente pour la neutralité), l'alliance entre des classes qui diffèrent économiquement, politiquement, socialement et idéologiquement ¹. (Préface au discours « Comment on trompe le peuple... », t. XXIV, p. 311, éd. russe.)

Polémisant contre une telle conception de la dictature du prolétariat, Kaménev, dans un de ses rapports d'information, déclare :

La dictature n'est pas ¹ l'alliance d'une classe avec une autre,

Je pense qu'ici Kaménev vise principalement un passage de ma brochure : *la Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes*, où il est dit :

¹ Souligné par moi. J. St.

La dictature du prolétariat n'est pas une simple élite gouvernementale, « intelligemment » « sélectionnée » par les soins d'un « stratège expérimenté », et « s'appuyant sagement » sur telles ou telles couches de la population. La dictature du prolétariat est l'alliance de classe du prolétariat et des masses travailleuses de la paysannerie pour le renversement du Capital, pour la victoire définitive du socialisme, à la condition que la force dirigeante de cette alliance soit le prolétariat.

Je soutiens entièrement cette définition de la dictature du prolétariat, parce que j'estime qu'elle coïncide pleinement et sans réserve avec celle de Lénine que je viens de citer.

J'affirme que la déclaration de Kaménev disant que « la dictature n'est pas l'alliance d'une classe avec une autre », et présentée sous une forme aussi catégorique, n'a rien de commun avec la théorie léniniste de la dictature du prolétariat.

J'affirme que seuls peuvent parler ainsi les gens qui n'ont pas compris le sens de l'idée de l'union, de l'idée de l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, de l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans cette alliance.

Seuls peuvent parler ainsi les gens qui n'ont pas compris la thèse de Lénine, disant que :

Seule l'entente avec la paysannerie¹ peut sauver la révolution socialiste en Russie, tant que la révolution n'a pas éclaté dans les autres pays. (« Rapport sur l'impôt en nature », t. XXVI, p. 238, éd. russe.)

Seuls peuvent parler ainsi les gens qui n'ont pas compris la thèse de Lénine, disant que :

Le principe suprême de la dictature¹ est de soutenir l'alliance du prolétariat avec la paysannerie, afin qu'il puisse conserver le rôle dirigeant et le pouvoir d'Etat. (« Rapport sur la tactique du P.C.(b)R. », présenté au III^e congrès de l'I.C., t. XXVI, p. 460.)

Marquant un des buts les plus importants de la dictature, celui d'écraser les exploités, Lénine dit :

La dictature, dans sa conception scientifique, ne signifie rien d'autre qu'un pouvoir qui n'est limité par rien, par aucune loi, qui n'est gêné absolument par aucune règle et s'appuie directement sur la violence... La dictature signifie — prenez-en note une fois pour toutes, messieurs les cadets — un pouvoir illimité s'appuyant sur la force et non sur la loi. Pendant la guerre civile, tout pouvoir victorieux ne peut être qu'une dictature. (« Contribution à l'histoire de la question de la dictature du prolétariat », t. XXV, pp. 441 et 436, éd. russe.)

Mais il est évident que la dictature du prolétariat ne se réduit pas à la seule violence, bien que sans violence il n'y ait pas de dictature.

La dictature, dit Lénine, ne signifie pas seulement la violence, quoiqu'elle soit impossible sans violence ; elle signifie égale-

¹ Souligné par moi. J. St.

ment une organisation du travail supérieure à l'organisation antérieure. (« Comment on trompe le peuple... », t. XXIV, p. 305, éd. russe.)

La dictature du prolétariat ... n'est pas uniquement la violence exercée sur les exploités, et pas même essentiellement la violence. Le fondement économique de cette violence révolutionnaire, le gage de sa vitalité et de son succès, c'est que le prolétariat offre et réalise, comparativement au capitalisme, le type supérieur de l'organisation sociale du travail. C'est là le fond de la question. C'est de là que vient la force, c'est là la garantie de la victoire complète et inéluctable du communisme... (« La grande initiative », t. XXIV, pp. 335-336.) Son essence principale [c'est-à-dire l'essence de la dictature. *J. St.*] réside dans l'esprit d'organisation et de discipline du détachement avancé des travailleurs, de leur avant-garde, et de leur unique dirigeant, le prolétariat. Son but est de créer le socialisme, de supprimer la division de la société en classes, de convertir en travailleurs tous les membres de la société, de priver de base toute exploitation de l'homme par l'homme. Ce but, on ne peut l'atteindre d'emblée ; il faut, pour cela, une période de transition assez prolongée du capitalisme au socialisme, et parce que la réorganisation de la production est chose difficile ; et parce qu'il faut du temps pour apporter des changements radicaux dans tous les domaines de la vie, et parce que l'immense force d'habitude à l'égard de la gestion petite-bourgeoise et bourgeoise ne peut être vaincue que dans une lutte âpre de longue haleine. Aussi Marx parle-t-il de toute une période de dictature du prolétariat, période marquant la transition du capitalisme au socialisme. (« Salut aux ouvriers hongrois », t. XXIV, p. 314.)

Tels sont les traits caractéristiques de la dictature du prolétariat.

De là, trois côtés essentiels de la dictature du prolétariat :

1. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour écraser les exploités, pour défendre le pays, pour consolider les liens avec les prolétaires des autres pays, pour développer la révolution et la faire triompher dans tous les pays.

2. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour détacher définitivement de la bourgeoisie les masses laborieuses et exploitées, pour consolider l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour entraîner ces masses à l'édification du socialisme, pour assurer la direction de ces masses par le prolétariat, au moyen de l'État.

3. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour organiser le socialisme, pour supprimer les classes, pour passer à la société sans classes, à la société sans État.

La dictature du prolétariat est la réunion de ces trois côtés. Aucun de ces côtés ne peut être présenté comme l'indice caractéristique *unique* de la dictature du prolétariat ; et, inversement, l'absence d'un seul de ces indices suffit pour que la dictature du prolétariat cesse d'être une dictature dans les conditions de l'encerclement capitaliste. C'est pourquoi on ne saurait exclure aucun de ces trois côtés, sans risquer de dénaturer la conception de la dictature du prolétariat. Seuls, ces trois côtés pris ensemble nous

donnent une conception entière et achevée de la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat a ses périodes, ses formes particulières, ses diverses méthodes de travail. En période de guerre civile, ce qui saute particulièrement aux yeux, c'est le côté violent de la dictature. Mais il ne s'ensuit nullement que, dans la période de guerre civile, il ne se fasse aucun travail d'édification. Sans travail d'édification il est impossible de mener la guerre civile. Dans la période de construction du socialisme, au contraire, ce qui saute particulièrement aux yeux, c'est le travail paisible, organisateur, culturel de la dictature, la légalité révolutionnaire, etc. Mais là encore il ne s'ensuit nullement que le côté violent de la dictature ait disparu ou puisse disparaître dans la période de construction. Les organes de répression, l'armée et autres organisations, sont alors nécessaires, en période de construction, tout comme en période de guerre civile. Sans ces organes, le travail d'édification, tant soit peu assuré, de la dictature est impossible. Il ne faut pas oublier que la révolution n'a vaincu pour le moment que dans un seul pays. Il ne faut pas oublier que, tant que subsiste l'encerclement capitaliste, subsistera également le danger d'intervention, avec toutes les conséquences qui en découlent.

V

LE PARTI ET LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LE SYSTÈME DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

J'ai parlé plus haut de la dictature du prolétariat au point de vue de son inéluctabilité historique, au point de vue de son contenu de classe, au point de vue de sa nature comme Etat, enfin au point de vue de ses tâches de destruction et de création, qui sont accomplies durant toute une période historique, appelée période de transition du capitalisme au socialisme.

Maintenant, il nous faut examiner la dictature du prolétariat du point de vue de sa structure, du point de vue de son « mécanisme », du point de vue du rôle et de l'importance des « courroies de transmission », des « leviers » et de la « force directrice », dont l'ensemble forme le « système de la dictature du prolétariat » (*Lénine*), et à l'aide desquels s'accomplit le travail quotidien de la dictature du prolétariat.

Qu'est-ce que ces « courroies de transmission » ou ces « leviers » dans le système de la dictature du prolétariat ? Qu'est-ce que cette « force directrice » ? Quelle est leur utilité ?

Les leviers ou courroies de transmission, ce sont ces mêmes organisations de masse du prolétariat, sans l'aide desquelles il est impossible de réaliser la dictature.

La force directrice, c'est le détachement avancé du prolétariat, c'est son avant-garde, qui est la force dirigeante essentielle de la dictature du prolétariat.

Ces courroies de transmission, ces leviers et cette force directrice sont indispensables au prolétariat, parce que, sans eux, il se trouverait, dans sa lutte pour la victoire, dans la situation d'une armée sans armes en face du Capital organisé et armé. Ces organisations sont indispensables au prolétariat, parce que, sans elles, il serait infailliblement battu dans sa lutte pour le renversement de la bourgeoisie, dans sa lutte pour la consolidation de son pouvoir à lui, dans sa lutte pour l'édification du socialisme. L'aide systématique de ces organisations et la force directrice de l'avant-garde sont indispensables, parce que, sans ces conditions, il ne saurait y avoir de dictature du prolétariat tant soit peu solide et durable.

Qu'est-ce que ces organisations ?

Premièrement, ce sont les *syndicats* ouvriers avec leurs ramifications au centre et en province, sous la forme de toute une série d'organisations de production, de culture, d'éducation et autres. Ils groupent les ouvriers de toutes les professions. Ce n'est pas une organisation du Parti. On peut dire des syndicats qu'ils sont l'organisation englobant toute la classe ouvrière qui domine chez nous. Ils sont l'école du communisme. Ils donnent les meilleurs de leurs hommes pour le travail de direction dans toutes les branches d'administration. Ils assurent la liaison entre les éléments avancés et les éléments arriérés de la classe ouvrière. Ils unissent les masses ouvrières à l'avant-garde de la classe ouvrière.

Deuxièmement, ce sont les *Soviets*, avec leurs nombreuses ramifications au centre et en province, sous la forme d'organisations administratives, économiques, militaires, culturelles et autres organisations d'Etat, plus les innombrables associations spontanées de la masse des travailleurs qui entourent ces organisations et les reliait à la population. Les Soviets, c'est l'organisation de masse de tous les travailleurs de la ville et de la campagne. Ce n'est pas une organisation du Parti. Les Soviets sont l'expression directe de la dictature du prolétariat. C'est par les Soviets que passent les mesures de tout genre et de tout ordre destinées à fortifier la dictature et à édifier le socialisme. C'est par les Soviets que se réalise la direction de la paysannerie par le prolétariat au pouvoir. Les Soviets unissent les millions de travailleurs à l'avant-garde du prolétariat.

Troisièmement, c'est la *coopération* sous toutes ses formes, avec

toutes ses ramifications. Organisation de masse des travailleurs, elle n'est pas une organisation du Parti ; elle unit les travailleurs, tout d'abord, comme consommateurs et aussi, avec le temps, comme producteurs (coopération agricole). Elle acquiert une importance particulière après la consolidation de la dictature du prolétariat, pendant la période de vaste édification. Elle facilite la liaison de l'avant-garde du prolétariat avec les masses de la paysannerie ; elle permet d'entraîner ces dernières dans la voie de l'édification socialiste.

Quatrièmement, c'est la *Fédération des jeunesses*. Organisation de masse de la jeunesse ouvrière et paysanne, cette fédération n'est pas une organisation du Parti, mais elle touche de près au Parti. Elle a pour tâche d'aider le Parti à former la jeune génération dans l'esprit du socialisme. Elle fournit de jeunes réserves à toutes les autres organisations de masse du prolétariat, dans toutes les branches d'administration. La Fédération des jeunesses a acquis une importance particulière après la consolidation de la dictature prolétarienne, dans la période du vaste travail de culture et d'éducation du prolétariat.

Enfin, c'est le *Parti* du prolétariat, son avant-garde. Sa force, c'est qu'il incorpore dans son sein l'élite prolétarienne de toutes les organisations de masse du prolétariat. Il sert à *coordonner* le travail de toutes les organisations de masse du prolétariat, sans exception, et à *orienter* leur action vers un but unique : la libération du prolétariat. Et il est absolument nécessaire de les coordonner et de les orienter vers un but unique, car autrement l'unité de lutte du prolétariat est impossible ; car autrement il est impossible de diriger les masses prolétariennes dans leur lutte pour le pouvoir, dans leur lutte pour la construction du socialisme. Or, seule l'avant-garde du prolétariat, son Parti, est capable de coordonner et d'orienter le travail des organisations de masse du prolétariat. Seul le Parti du prolétariat, seul le Parti communiste est capable de remplir ce rôle de dirigeant principal dans le système de la dictature du prolétariat.

Pourquoi ?

Premièrement, parce que le Parti est le point de ralliement des meilleurs éléments de la classe ouvrière, qui sont liés directement aux organisations sans-parti du prolétariat, et qui très fréquemment les dirigent ; deuxièmement, parce qu'étant le point de ralliement de l'élite de la classe ouvrière, le Parti est la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, capables de diriger toutes les formes d'organisation de leur classe ; troisièmement, parce qu'étant la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, le Parti est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la direction de la lutte du prolétariat, et de faire ainsi des organisations sans-parti les plus diverses de la classe ouvrière, les organismes auxiliaires et les courroies de transmission reliant le Parti à la classe. (*Des principes du léninisme.*)

Le Parti est la force dirigeante essentielle dans le système de la dictature du prolétariat.

● « Le Parti est la forme suprême de l'union de classe du prolétariat. » (*Lénine.*)

Ainsi les *syndicats*, comme organisation de masse du prolétariat, reliant le Parti à la classe avant tout dans le domaine de la production ; les *Soviets*, comme organisation de masse des travailleurs, reliant le Parti à ces derniers, avant tout dans le domaine de la gestion de l'Etat ; la *coopération*, comme organisation de masse, principalement de la paysannerie, reliant le Parti aux masses paysannes, avant tout dans le domaine économique, en faisant participer la paysannerie à l'édification socialiste ; la *Fédération des jeunes*, comme organisation de masse de la jeunesse ouvrière et paysanne, appelée à faciliter à l'avant-garde du prolétariat l'éducation socialiste de la nouvelle génération et la formation de jeunes réserves ; et, enfin, le *Parti*, comme force directrice essentielle dans le système de la dictature du prolétariat, appelée à diriger toutes ces organisations de masse. Tel est, dans son ensemble, le tableau du « mécanisme » de la dictature, le tableau du « système de la dictature du prolétariat ».

Sans le Parti, comme force dirigeante essentielle, la dictature du prolétariat ne saurait être tant soit peu solide et durable.

Ainsi, pour nous servir des termes de Lénine, « on obtient en somme un appareil prolétarien qui, formellement, n'est pas communiste, qui est souple et relativement vaste, très puissant, un appareil au moyen duquel le Parti est étroitement lié à la classe et à la masse, et au moyen duquel la dictature de la classe se réalise sous la direction du Parti. » (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 192, éd. russe.)

Cela ne signifie évidemment pas que le Parti puisse ou doive remplacer les syndicats, les Soviets et autres organisations de masse. Le Parti réalise la dictature du prolétariat. Cependant, il ne la réalise pas directement, mais à l'aide des syndicats, par les Soviets et leurs ramifications. Sans ces « courroies de transmission », une dictature tant soit peu solide serait impossible.

Il est impossible, dit Lénine, de réaliser la dictature sans quelques « courroies de transmission » allant de l'avant-garde à la masse de la classe avancée, de celle-ci à la masse des travailleurs... Le Parti, pour ainsi dire, incorpore dans son sein l'avant-garde du prolétariat, et c'est cette avant-garde qui réalise la dictature du prolétariat. Sans posséder une base comme les syndicats, on ne peut réaliser la dictature, on ne peut s'acquitter de fonctions d'Etat. Et l'on est obligé de les exercer par l'intermédiaire¹ d'une série d'institutions spéciales d'un type nouveau, à savoir : par¹ l'appareil soviétique. (« A propos des syndicats », t. XXVI, pp. 65 et 64, éd. russe.)

¹ Souligné par moi. *J. St.*

Il faut reconnaître que l'expression suprême du rôle dirigeant du Parti, par exemple en U.R.S.S., au pays de la dictature du prolétariat, est qu'aucune question importante de politique ou d'organisation n'est résolue, chez nous, par nos institutions soviétiques et autres organisations de masse, en dehors des directives du Parti. En ce sens, on pourrait dire que la dictature du prolétariat est, au fond, la « dictature » de son avant-garde, la « dictature » de son Parti, force dirigeante essentielle du prolétariat. Voici ce que disait, à ce sujet, Lénine, au II^e congrès de l'Internationale communiste :

Tanner dit qu'il est pour la dictature du prolétariat, mais que cette dictature, il ne se la représente pas tout à fait comme nous nous la représentons. Il dit que par la dictature du prolétariat nous entendons dans le fond¹, la dictature de sa minorité organisée et consciente. En effet, à l'époque du capitalisme, lorsque les masses ouvrières sont soumises à une exploitation constante et ne peuvent développer leurs capacités humaines, le trait le plus caractéristique des partis politiques ouvriers est précisément qu'ils ne peuvent englober que la minorité de leur classe. Le parti politique ne peut grouper que la minorité de la classe, de même que dans toute société capitaliste les ouvriers vraiment conscients ne forment que la minorité de tous les ouvriers. Aussi sommes-nous obligés de reconnaître que seule cette minorité consciente peut diriger les grandes masses ouvrières et les entraîner à sa suite. Et si le camarade Tanner dit qu'il est ennemi du Parti, mais qu'en même temps il est pour que la minorité des ouvriers les mieux organisés et les plus révolutionnaires montre le chemin à tout le prolétariat, alors je dis qu'en réalité il n'y a pas de différence entre nous. (« Discours sur le rôle du Parti communiste », t. XXV, p. 347, éd. russe.)

Est-ce à dire, toutefois, qu'entre dictature du prolétariat et rôle dirigeant du Parti (« dictature » du Parti) l'on puisse mettre le signe d'égalité, identifier ces deux termes, substituer le second au premier ? Evidemment non. Evidemment, c'est impossible. Voici Sorine, par exemple, qui dit que « la dictature du prolétariat est la dictature de notre Parti ». (Voir la *Doctrine de Lénine sur le Parti*, p. 95, éd. russe.) Cette thèse, comme on voit, identifie la « dictature du Parti » avec la dictature du prolétariat. Peut-on, en restant sur le terrain du léninisme, considérer cette identification comme juste ? Non. Et voici pourquoi.

Premièrement, dans la citation que nous venons de donner du discours de Lénine au II^e congrès de l'Internationale communiste, Lénine n'identifie nullement le rôle dirigeant du Parti avec la dictature du prolétariat. Il dit simplement que « seule une minorité consciente [c'est-à-dire le Parti. *J. St.*] peut diriger les grandes masses ouvrières et les entraîner à sa suite » ; qu'en ce sens précisément, « par dictature du prolétariat, nous entendons, dans le fond¹ la dictature de sa minorité organisée et consciente ». Dire

¹ Souligné par moi. *J. St.*

« dans le fond », ce n'est pas encore dire « entièrement ». Nous disons souvent que la question nationale est, dans le fond, une question paysanne. Et cela est parfaitement exact. Mais cela ne signifie pas encore que la question paysanne englobe la question nationale, que la question paysanne égale par son ampleur la question nationale; que la question paysanne s'identifie avec la question nationale. Point n'est besoin de prouver que la question nationale est, par son ampleur, plus vaste et plus riche que la question paysanne. Par analogie, il faut en dire autant du rôle dirigeant du Parti et de la dictature du prolétariat. Si le Parti applique la dictature du prolétariat et si, en ce sens, la dictature du prolétariat est *dans le fond* la « dictature » de son Parti, cela ne signifie pas encore que la « dictature du Parti » (son rôle dirigeant) soit *identique* à la dictature du prolétariat, que la première *égale* par son ampleur la seconde. Point n'est besoin de démontrer que la dictature du prolétariat, par son ampleur, est plus vaste et plus riche que le rôle dirigeant du Parti. Le Parti applique la dictature du prolétariat, mais il applique la dictature du *prolétariat*, et non point une autre. Identifier le rôle dirigeant du Parti avec la dictature du prolétariat, c'est substituer à la dictature du prolétariat la « dictature » du Parti.

Deuxièmement, aucune décision importante n'est prise par les organisations de masse du prolétariat, en dehors des directives du Parti. C'est parfaitement exact. Mais est-ce à dire que la dictature du prolétariat *se réduit* aux directives du Parti ? Est-ce à dire que les directives du Parti puissent être, pour cette raison, identifiées avec la dictature du prolétariat ? Evidemment non. La dictature du prolétariat se compose des directives du Parti jointes à l'application de ces directives par les organisations de masse du prolétariat et à leur mise en pratique par la population. Comme vous voyez, nous avons affaire ici à toute une suite de transitions et échelons intermédiaires qui constituent un élément fort important de la dictature du prolétariat. Entre les directives du Parti et leur mise en pratique, il y a, par conséquent, la volonté et l'action des dirigés, la volonté et l'action de la classe, sa disposition (ou son refus) à soutenir ces directives, sa capacité (ou son incapacité) de les appliquer, sa capacité (ou son incapacité) de les appliquer précisément comme la situation le commande. Il est à peine besoin de démontrer que le Parti, qui a assumé la direction, ne peut pas ne pas compter avec la volonté, l'état, le niveau de conscience des dirigés; qu'il ne peut pas ne pas mettre en ligne de compte la volonté, l'état et le niveau de conscience de sa classe. C'est pour-quoi identifier le rôle dirigeant du Parti avec la dictature du pro-

létariat, c'est substituer à la volonté et à l'action de la classe les directives du Parti.

Troisièmement, « la dictature du prolétariat, dit Lénine, est la lutte de classe du prolétariat victorieux, qui a pris dans ses mains le pouvoir politique. » (Préface au discours « Comment on trompe le peuple... », t. XXIV, p. 311, éd. russe.) Comment cette lutte de classe peut-elle s'exprimer ? Elle peut s'exprimer dans une série d'actions armées du prolétariat contre les coups de main de la bourgeoisie renversée ou contre l'intervention de la bourgeoisie étrangère. Elle peut s'exprimer dans la guerre civile, si le pouvoir du prolétariat n'est pas encore consolidé. Elle peut s'exprimer dans un vaste travail d'organisation et de construction du prolétariat, avec la participation des grandes masses, une fois que le pouvoir s'est consolidé. Dans tous ces cas, le sujet agissant est le prolétariat, en tant que classe. Il n'est jamais arrivé que le Parti, le Parti tout seul, organisât toutes ces actions uniquement par ses propres forces, sans le soutien de la classe. D'ordinaire, il ne fait que diriger ces actions, et il les dirige dans la mesure où il est soutenu par la classe. Car le Parti ne peut englober, ne peut remplacer la classe. Car le Parti, malgré toute l'importance de son rôle dirigeant, n'est qu'une portion de la classe. C'est pourquoi, identifier le rôle dirigeant du Parti avec la dictature du prolétariat, c'est substituer le Parti à la classe.

Quatrièmement, le Parti réalise la dictature du prolétariat. « Le Parti, avant-garde du prolétariat, exerce directement le pouvoir, il est le dirigeant. » (Lénine.) C'est dans ce sens que le Parti prend le pouvoir, que le Parti gouverne le pays. Mais cela ne signifie pas encore que le Parti réalise la dictature du prolétariat en dehors du pouvoir d'Etat, sans le pouvoir d'Etat, que le Parti gouverne le pays en dehors des Soviets, non par les Soviets. Cela ne signifie pas encore que le Parti puisse être identifié avec les Soviets, avec le pouvoir d'Etat. Le Parti est le noyau du pouvoir. Mais il n'est pas le pouvoir d'Etat et ne peut être identifié avec lui. « Comme Parti gouvernant, dit Lénine, nous ne pouvions manquer de fondre le « sommet » des Soviets avec le « sommet » du Parti ; chez nous ils sont fondus, et ils le resteront. » (« Rapport sur l'activité politique du Comité central du P.C. (b)R. », présenté au X^e congrès du P.C.(b)R., t. XXVI, p. 208, éd. russe.) Cela est parfaitement exact. Mais Lénine ne voulait nullement dire par là que nos institutions soviétiques dans leur ensemble, par exemple notre armée, nos transports, nos institutions économiques, etc., soient les institutions de notre Parti ; que le Parti puisse se substituer aux Soviets et à leurs ramifications ; que l'on puisse identifier le Parti avec le pouvoir d'Etat. Lénine a répété maintes fois que

« le système des Soviets est la dictature du prolétariat » ; que « le pouvoir soviétique est la dictature du prolétariat ». (« Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat », présentés au I^{er} congrès de l'I.C., t. XXIV, pp. 14 et 15, éd. russe.) Mais il n'a jamais dit que le Parti était le pouvoir d'Etat, que les Soviets et le Parti étaient une seule et même chose. Le Parti, qui compte plusieurs centaines de milliers de membres, dirige, au centre et en province, les Soviets et leurs ramifications, lesquels englobent plusieurs millions d'hommes, membres du Parti et sans-parti ; mais il ne peut ni ne doit se substituer aux Soviets. Voilà pourquoi Lénine dit que « la dictature est réalisée par le prolétariat organisé dans les Soviets et dirigé par le Parti communiste bolchévik » ; que « tout le travail du Parti se fait par ¹ les Soviets qui groupent les masses laborieuses sans distinction de profession » (*la Maladie infantile*, t. XXV, pp. 192 et 193, éd. russe.) ; que la dictature « doit être réalisée... par ¹ l'appareil soviétique ». (« A propos des syndicats », t. XXVI, p. 64, éd. russe.) C'est pourquoi, identifier le rôle dirigeant du Parti avec la dictature du prolétariat, c'est substituer le Parti aux Soviets, au pouvoir d'Etat.

Cinquièmement, la notion de dictature du prolétariat est une notion d'Etat. La dictature du prolétariat implique obligatoirement la notion de violence. Sans violence il n'est point de dictature, si l'on entend la dictature dans le sens exact du terme. Lénine définit la dictature du prolétariat comme « un pouvoir s'appuyant directement sur la violence ». (« Du mot d'ordre de désarmement », t. XIX, p. 315, éd. russe.) Par conséquent, parler de dictature du Parti à l'égard de la classe des prolétaires et identifier cette dictature avec la dictature du prolétariat, c'est dire que le Parti doit être pour sa classe non seulement un dirigeant, non seulement un guide et un maître, mais aussi, en quelque sorte, un pouvoir d'Etat usant de la violence à l'égard de cette classe. C'est pourquoi identifier la « dictature du Parti » avec la dictature du prolétariat, c'est admettre tacitement que l'on peut fonder l'autorité du Parti sur la violence, ce qui est absurde et absolument incompatible avec le léninisme. L'autorité du Parti est étayée par la confiance de la classe ouvrière. Or, la confiance de la classe ouvrière ne s'acquiert pas par la violence — qui ne peut que la détruire — mais par la juste théorie du Parti, par la juste politique du Parti, par le dévouement du Parti à la classe ouvrière, par sa liaison avec les masses de la classe ouvrière, par sa disposition et son aptitude à convaincre les masses de la justesse de ses mots d'ordre.

Que résulte-t-il de tout cela ?

¹ Souligné par moi. J. St.

Il en résulte que :

1. Lénine emploie le mot *dictature* du Parti, non dans le sens littéral de ce mot (« pouvoir s'appuyant sur la violence »), mais au figuré, dans le sens de direction ;

2. Identifier la direction du Parti avec la *dictature* du prolétariat, c'est dénaturer Lénine, en attribuant à tort au Parti des fonctions de violence à l'égard de la classe ouvrière dans son ensemble ;

3. Attribuer au Parti des fonctions de violence qui ne lui sont pas inhérentes, à l'égard de la classe ouvrière, c'est enfreindre les conditions élémentaires présidant aux rapports justes entre l'avant-garde et la classe, entre le Parti et le prolétariat.

Nous en arrivons ainsi directement à la question des rapports entre le Parti et la classe, entre les membres du Parti et les sans-parti dans la classe ouvrière.

Lénine définit ces rapports comme une « *confiance mutuelle* ¹ entre l'avant-garde de la classe ouvrière et les masses ouvrières ». (« Discours sur les syndicats », prononcé au X^e congrès du P.C.(b)R., t. XXVI, p. 235, éd. russe.)

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie, premièrement, que le Parti doit prêter une oreille attentive à la voix des masses ; qu'il doit soigneusement tenir compte de l'instinct révolutionnaire des masses ; qu'il doit étudier la pratique de leur lutte et vérifier de la sorte la justesse de sa politique ; qu'il doit, par conséquent, non seulement instruire les masses, mais s'instruire auprès d'elles.

Cela signifie, deuxièmement, que le Parti doit conquérir de jour en jour la confiance des masses prolétariennes ; que par sa politique et son travail, il doit s'assurer l'appui des masses ; qu'il ne doit pas commander, mais convaincre avant tout, en aidant les masses à reconnaître par leur propre expérience la justesse de la politique du Parti ; qu'il doit, par conséquent, être un dirigeant, un guide, un éducateur pour sa classe.

Enfreindre ces conditions, c'est enfreindre les justes rapports entre l'avant-garde et la classe, c'est saper la « *confiance mutuelle* », désagréger la discipline de classe et la discipline du Parti.

Il est certain, dit Lénine, que presque tout le monde voit aujourd'hui que les bol'héviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais pas même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, sans la véritable discipline de fer dans notre Parti, sans l'appui total et indéfectible accordé à ce dernier par toute la masse de la classe ouvrière ¹, c'est-à-dire par tout ce qu'elle possède de pensant, d'honnête, de dévoué jusqu'à l'abnégation, d'influent, d'apte à conduire derrière soi ou

¹ Souligné par moi. J. St.

à entraîner les couches arriérées. (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 173, éd. russe.)

La dictature du prolétariat, poursuit Lénine, est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question¹, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influer sur lui, il est impossible de mener cette lutte avec succès. (*Ibidem*, p. 190.)

Mais comment le Parti acquiert-il cette confiance et cet appui de la classe ? Comment se façonne la discipline de fer nécessaire à la dictature du prolétariat ? Sur quel sol croît-elle ?

Voici ce que Lénine dit à ce sujet :

Qu'est-ce qui cimenter la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? Qu'est-ce qui la contrôle ? Qu'est-ce qui l'étaye ? C'est, d'abord, la conscience de l'avant-garde prolétarienne, son dévouement à la révolution, sa maîtrise de soi, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point, avec la masse des travailleurs la plus large¹, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi avec la masse des travailleurs non prolétarienne. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse par leur propre expérience. A défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et à transformer toute la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit fatalement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience ; leur élaboration est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui, elle non plus, n'est pas un dogme, mais se forme définitivement en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire. (*Ibidem*, p. 174.)

Et plus loin :

Pour assurer la victoire sur le capitalisme, il faut qu'il y ait un juste rapport entre le Parti qui dirige, le Parti communiste, la classe révolutionnaire, le prolétariat, — et la masse, c'est-à-dire tout l'ensemble des travailleurs et des exploités. Seul le Parti communiste, s'il est réellement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il comprend dans son sein les meilleurs représentants de cette classe, s'il est composé de communistes parfaitement conscients et dévoués, éclairés et aguerris par l'expérience d'une lutte révolutionnaire opiniâtre, si ce Parti a su se lier indissolublement à toute la vie de sa classe et, par celle-ci, à toute la masse des exploités et inspirer à cette classe et à cette masse une pleine confiance¹ — seul un tel parti est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale la plus implacable, décisive, contre toutes les forces du capitalisme. D'autre part, ce n'est que sous la direction d'un tel parti

¹ Souligné par moi. J. St.

que le prolétariat peut développer puissamment son offensive révolutionnaire, en réduisant à néant l'apathie inévitable, voire la résistance d'une petite minorité de l'aristocratie ouvrière corrompue par le capitalisme — vieux leaders des syndicats, de la coopération et autres, — ce n'est que sous la direction d'un tel parti que le prolétariat peut développer toute sa force qui, par suite de la structure économique même de la société capitaliste, est infiniment plus grande que son importance numérique dans la population. (« Thèses sur les tâches fondamentales du II^e congrès de l'I.C. », t. XXV, p. 315, éd. russe.)

De ces citations il résulte que :

1. L'autorité du Parti et la discipline de fer dans la classe ouvrière, discipline nécessaire à la dictature du prolétariat, se basent non sur la crainte ou sur les droits « illimités » du Parti, mais sur la confiance de la classe ouvrière dans le Parti, sur le soutien du Parti par la classe ouvrière ;

2. La confiance de la classe ouvrière dans le Parti ne s'acquiert pas d'un seul coup, ni par la violence à l'égard de la classe ouvrière, mais par un long travail du Parti dans les masses, par la politique juste du Parti, par son aptitude à convaincre les masses de la justesse de sa politique, avec la propre expérience des masses ; par son aptitude à s'assurer l'appui de la classe ouvrière, à conduire les masses de la classe ouvrière ;

3. Sans une politique juste du Parti, étayée par l'expérience de la lutte des masses, et sans la confiance de la classe ouvrière, il n'y a pas et il ne peut y avoir de véritable direction du Parti ;

4. Le Parti et sa direction, s'ils jouissent de la confiance de la classe, et si cette direction est une direction véritable, ne peuvent être opposés à la dictature du prolétariat, car, sans la direction du Parti (« dictature » du Parti) jouissant de la confiance de la classe ouvrière, une dictature du prolétariat, tant soit peu solide, est impossible.

Sans ces conditions, l'autorité du Parti et la discipline de fer sont ou bien une phrase vide, ou bien présomption et esprit d'aventure.

On ne peut opposer la dictature du prolétariat à la direction (« dictature ») du Parti. On ne saurait le faire parce que la direction du Parti est l'essentiel dans la dictature du prolétariat, si l'on entend une dictature tant soit peu solide et complète, et non une dictature comme le fut, par exemple, la Commune de Paris, qui était une dictature incomplète et fragile. On ne saurait le faire parce que la dictature du prolétariat et la direction du Parti se situent, pour ainsi dire, sur une même ligne de travail, agissent dans un même sens.

« Le seul fait de poser la question, dit Lénine, « dictature du Parti ou bien dictature de la classe ? dictature (Parti) des chefs ou bien dictature (Parti) des masses ? » témoigne déjà de la plus incroyable et dé-

sespérante confusion de pensée... Tout le monde sait que les masses se divisent en classes... que les classes sont dirigées, ordinairement, dans la plupart des cas, du moins dans les pays civilisés modernes, par des partis politiques ; que les partis politiques sont, en règle générale, dirigés par des groupes plus ou moins stables de personnes réunissant le maximum d'autorité, d'influence, d'expérience, portées par voie d'élection aux fonctions les plus responsables, et qu'on appelle les chefs... En arriver... à opposer en général la dictature des masses à la dictature des chefs, c'est une absurdité ridicule, une sottise. (*La Maladie infantile*, t. XXV, pp. 187 et 188, éd. russe.)

Cela est parfaitement juste. Mais cette thèse juste découle de cette prémisse qu'il existe des rapports justes entre l'avant-garde et les masses ouvrières, entre le Parti et la classe. Elle découle de l'hypothèse que les rapports entre l'avant-garde et la classe restent, pour ainsi dire, normaux, subsistent dans les limites de la « confiance mutuelle ».

Mais comment faire si les justes rapports entre l'avant-garde et la classe, si les rapports de « confiance mutuelle » entre le Parti et la classe sont enfreints ? Comment faire si le Parti lui-même commence, d'une façon ou d'une autre, à s'opposer à la classe en dérogeant aux principes de ses justes rapports avec cette dernière, en dérogeant aux principes de la « confiance mutuelle » ? Des cas pareils sont-ils possibles en général ? Oui, ils sont possibles. Ils le sont :

1. Si le Parti commence à fonder son autorité dans les masses, non sur son travail et sur la confiance des masses, mais sur ses droits « illimités » ;
2. Si la politique du Parti est manifestement erronée, et s'il ne veut pas voir son erreur et la corriger ;
3. Si cette politique est juste, en général, mais les masses n'étant pas encore prêtes à l'assimiler, le Parti ne veut pas ou ne sait pas attendre pour permettre aux masses de se convaincre par leur propre expérience de la justesse de la politique du Parti.

L'histoire de notre Parti offre toute une série de cas pareils. Groupements et fractions, dans notre Parti, sont tombés et se sont dispersés, parce qu'ils avaient enfreint une de ces trois conditions, et, parfois aussi, toutes ces conditions prises ensemble.

Il s'ensuit donc qu'opposer la dictature du prolétariat à la « dictature » (direction) du Parti, ne peut être reconnu comme juste aux conditions suivantes :

1. Si par dictature du Parti envers la classe ouvrière, on entend, comme Lénine l'entendait précisément, non pas la dictature dans le sens propre de ce mot (« pouvoir s'appuyant sur la violence »), mais la direction exercée par le Parti excluant la violence envers la classe dans son ensemble, envers sa majorité ;

2. Si le Parti possède les données requises pour être le dirigeant véritable de la classe, c'est-à-dire si la politique du Parti est juste, si cette politique est conforme aux intérêts de la classe ;

3. Si la classe, la majorité de la classe, accepte cette politique, se l'assimile, se convainc, grâce au travail du Parti, de la justesse de cette politique, a confiance dans le Parti et le soutient.

Enfreindre ces conditions provoque, infailliblement, un conflit entre le Parti et la classe, les scinde et les oppose l'un à l'autre.

Peut-on imposer par la force la direction du Parti à la classe ? Non. En tout cas, une telle direction ne peut être tant soit peu durable. Le Parti, s'il veut rester le Parti du prolétariat, doit savoir qu'il est, avant tout et principalement, le *dirigeant*, le *chef*, l'*éducateur* de la classe ouvrière. Nous ne pouvons pas oublier ce que Lénine a dit à ce sujet dans sa brochure *l'Etat et la Révolution* :

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat, capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'*éducateur*, le *guide* et le *chef*¹ de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. (t. XXI, p. 386, éd. russe.)

Peut-on considérer que le Parti est le dirigeant véritable de la classe, si la politique du Parti est erronée, si elle entre en collision avec les intérêts de la classe ? Evidemment non. En pareil cas, le Parti, s'il veut rester le dirigeant, doit réviser sa politique, la rectifier, il doit reconnaître son erreur et la corriger. Pour confirmer cette thèse on pourrait, par exemple, se référer à ce fait de l'histoire de notre Parti qu'est la période de la suppression des prélèvements des excédents, alors que les masses ouvrières et paysannes étaient manifestement mécontentes de notre politique, et que le Parti entreprit, entreprit ouvertement et honnêtement, de réviser cette politique. Voici ce que disait alors Lénine au X^e congrès à propos de la suppression de ces prélèvements et de l'institution de la nouvelle politique économique :

Nous ne devons pas chercher à dissimuler quoi que ce soit, nous devons dire tout net que la paysannerie est mécontente de la forme de rapports qui s'est établie entre elle et nous ; qu'elle ne veut pas de cette forme de rapports et n'entend pas continuer à vivre ainsi. Cela est incontestable. Cette volonté s'est exprimée nettement. C'est la volonté des masses immenses de la population laborieuse. Nous devons en tenir compte, et nous sommes des politiques suffisamment sensés pour dire tout net : *Revisons notre politique à l'égard de la paysannerie*¹. (« Rapport sur l'impôt en nature », t. XXVI, p. 238, éd. russe.)

Peut-on considérer que le Parti doit assumer l'initiative et la direction dans l'organisation des actions décisives des masses, pour la

¹ Souligné par moi. J. St.

seule raison que sa politique est juste dans l'ensemble, si cette politique n'a pas encore la confiance et l'appui de la classe, celle-ci étant, disons, arriérée politiquement ; si le Parti n'a pas encore réussi à convaincre la classe de la justesse de sa politique, les événements n'étant pas, disons, assez mûrs ? Evidemment non. En pareil cas, le Parti, s'il veut réellement diriger, doit savoir attendre, il doit convaincre les masses de la justesse de sa politique, il doit aider les masses à se convaincre par leur propre expérience de la justesse de cette politique.

Si le Parti révolutionnaire, dit Lénine, n'a pas la majorité dans les détachements d'avant-garde des classes révolutionnaires et dans le pays, il ne peut être question d'insurrection. (« Les bolchéviks conserveront-ils le pouvoir ? », t. XXI, p. 282, éd. russe.)

Si un changement n'intervient pas dans la manière de voir de la majorité de la classe ouvrière, la révolution est impossible ; or ce changement, c'est l'expérience politique des masses qui l'amène. (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 221, éd. russe.)

L'avant-garde prolétarienne est conquise idéologiquement. C'est le principal. Autrement, faire même un premier pas vers la victoire serait impossible. Mais de là à la victoire, il y a encore assez loin. On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans la bataille décisive, tant que la classe tout entière, tant que les grandes masses n'ont pas pris soit une attitude d'appui direct à l'avant-garde, soit tout au moins de neutralité bienveillante, qui les rende complètement incapables de soutenir son adversaire, ce serait non seulement une sottise, mais un crime. Or, pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent à prendre une telle position, la propagande seule, l'agitation seule, ne suffisent pas. Pour cela, il faut la propre expérience politique de ces masses. (*Ibidem*, p. 228.)

On sait que notre Parti a agi précisément ainsi pendant la période qui s'est écoulée depuis les thèses d'avril de Lénine jusqu'à l'insurrection d'octobre 1917. Et précisément parce qu'il a agi selon ces indications de Lénine, il a triomphé dans l'insurrection.

Telles sont, en somme, les conditions présidant aux justes rapports entre l'avant-garde et la classe.

Que signifie *diriger*, si la politique du Parti est juste et si les justes rapports entre l'avant-garde et la classe ne sont pas enfreints ?

Diriger dans de telles conditions, c'est savoir convaincre les masses de la justesse de la politique du Parti ; c'est formuler et appliquer des mots d'ordre qui amènent les masses vers les positions du Parti et les aident à reconnaître par leur propre expérience la justesse de sa politique ; c'est élever les masses au niveau de la conscience du Parti, et s'assurer ainsi leur appui et leur volonté de lutter résolument.

C'est pourquoi la méthode de persuasion est la principale méthode de direction de la classe par le Parti.

Si en Russie, dit Lénine, après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie de la Russie et de l'Entente, nous posions, aujourd'hui, comme condition d'admission aux syndicats la « reconnaissance de la dictature », nous ferions une sottise, nous compromettrions notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des menchéviks. Car toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les retardataires, de savoir travailler parmi eux, et non de se séparer d'eux par des mots d'ordre de « gauche », d'une puérile invention. (*Ibidem*, p. 197.)

Cela ne signifie pas, évidemment, que le Parti doive convaincre tous les ouvriers jusqu'au dernier ; qu'on ne puisse qu'après passer à l'action ; qu'on ne puisse qu'après engager l'action. Pas du tout. Cela signifie simplement qu'avant d'entreprendre une action politique décisive, le Parti doit s'assurer, par un travail révolutionnaire de longue haleine, l'appui de la majorité des masses ouvrières, du moins la neutralité bienveillante de la majorité de la classe. Dans le cas contraire, la thèse de Lénine disant que la conquête de la majorité de la classe ouvrière par le Parti est une condition nécessaire de la victoire de la révolution, serait dénuée de tout sens.

Mais comment se comporter envers la minorité si elle ne veut pas, si elle n'accepte pas de se soumettre librement à la volonté de la majorité ? Le Parti, s'il a la confiance de la majorité, peut-il, doit-il obliger la minorité à se soumettre à la volonté de la majorité ? Oui, il le peut et il le doit. Le Parti assure sa direction par la méthode de persuasion des masses, qui est sa principale méthode d'action sur les masses. Mais loin d'exclure, cela présuppose la contrainte si celle-ci a, comme base, la confiance et le soutien du Parti par la majorité de la classe ouvrière, si elle s'applique à la minorité après qu'on a su convaincre la majorité. Il serait bon de se rappeler les polémiques qui eurent lieu dans notre Parti à ce sujet, à l'époque de la discussion sur les syndicats. En quoi consistait, alors, l'erreur de l'opposition, l'erreur du Comité central du syndicat des transports ferroviaires et par eau ? Serait-ce en ce que l'opposition considérait alors la contrainte comme possible ? Non, son erreur n'était pas là. L'erreur de l'opposition consistait en ce que, n'étant pas à même de convaincre la majorité de la justesse de sa position, ayant perdu la confiance de la majorité, elle n'en avait pas moins commencé à appliquer la contrainte, à insister pour faire des « coupes sombres » parmi les hommes investis de la confiance de la majorité.

Voici ce que disait alors Lénine au X^e congrès du Parti dans son « Discours sur les syndicats » :

Pour établir des rapports mutuels, pour faire régner la confiance mutuelle entre l'avant-garde de la classe ouvrière et les masses ouvrières, il fallait, si le Comité central du syndicat des transports ferroviaires et par eau avait commis une erreur ... il fallait la corriger. Mais lorsqu'on commence à défendre cette erreur, cela devient la source d'un danger politique. Si l'on n'avait pas fait le maximum possible dans le sens de la démocratie

en tenant compte de l'état d'esprit que Koutouzov exprime ici, nous aurions abouti à un krach politique. *Avant tout, nous devons convaincre et, ensuite, contraindre. Nous devons à tout prix d'abord convaincre et, ensuite, contraindre*¹. Nous n'avons pas su convaincre les grandes masses et nous avons enfreint les rapports justes entre l'avant-garde et les masses. (t. XXVI, p. 235, éd. russe.)

De même, dans sa brochure *A propos des syndicats*, Lénine dit :

Nous avons employé avec raison et succès la contrainte, lorsque nous avons su d'abord lui donner la persuasion pour base. (t. XXVI, p. 74.)

Cela est parfaitement juste. Car, sans ces conditions, aucune direction n'est possible. Car, ce n'est que de cette façon que l'on peut assurer l'unité d'action dans le Parti, s'il s'agit du Parti, l'unité d'action de la classe, s'il s'agit de la classe dans son ensemble. Sans cela, c'est la scission, la débandade, la démoralisation dans les rangs de la classe ouvrière.

Tels sont en somme les principes d'une direction juste du Parti.

Toute autre façon de concevoir la direction, c'est du syndicalisme, de l'anarchisme, du bureaucratisme, tout ce que l'on voudra, hormis du bolchévisme, hormis du léninisme.

On ne peut opposer la dictature du prolétariat à la direction (« dictature ») du Parti s'il existe de justes rapports entre le Parti et la classe ouvrière, entre l'avant-garde et les masses ouvrières. Il s'ensuit donc qu'on ne saurait, à plus forte raison, identifier le Parti avec la classe ouvrière, la direction (« dictature ») du Parti avec la dictature de la classe ouvrière. *Se basant sur le fait* qu'on ne saurait opposer la « dictature » du Parti à la dictature du prolétariat, Sorine en est arrivé à la conclusion erronée que « *la dictature du prolétariat, c'est la dictature de notre Parti* ». Mais Lénine ne dit pas seulement qu'une telle opposition est inadmissible. Il dit encore qu'il est inadmissible d'opposer « la dictature des masses à la dictature des chefs ». Ira-t-on *se baser là-dessus* pour identifier la dictature des chefs avec celle du prolétariat ? En marchant dans cette voie, nous devrions dire que « *la dictature du prolétariat, c'est la dictature de nos chefs* ». Or, c'est à cette sottise précisément qu'aboutit, à proprement parler, la politique d'identification de la « dictature » du Parti avec la dictature du prolétariat...

Quelle est à ce propos la manière de voir de Zinoviev ?

Dans le fond, Zinoviev s'en tient au même point de vue que Sorine : il identifie la « dictature » du Parti à celle du prolétariat, avec cette différence toutefois que Sorine s'exprime plus franchement et plus clairement, tandis que Zinoviev « tourne autour du pot ». Il suffit pour s'en convaincre de lire, par exemple, le passage suivant du livre de Zinoviev, *le Léninisme* :

¹ Souligné par moi. J. St.

Qu'est-ce que le régime existant en U.R.S.S., du point de vue de son contenu de classe ? dit Zinoviev. C'est la dictature du prolétariat. Quel est le ressort direct du pouvoir en U.R.S.S. ? Qui réalise le pouvoir de la classe ouvrière ? C'est le Parti communiste ! Dans ce sens, nous avons¹ la dictature du Parti. Quelle est la forme juridique du pouvoir en U.R.S.S. ? Quel est le nouveau type d'Etat créé par la Révolution d'Octobre ? C'est le système des Soviets. L'un ne contredit nullement l'autre.

Que l'un ne contredise pas l'autre, c'est évidemment juste, si l'on entend par dictature du Parti envers la classe ouvrière dans son ensemble, la direction assumée par le Parti. Mais comment peut-on, en se basant là-dessus, mettre le signe d'égalité entre dictature du prolétariat et « dictature » du Parti, entre système des Soviets et « dictature » du Parti ? Lénine identifiait le système des Soviets avec la dictature du prolétariat, et il avait raison ; car les Soviets, nos Soviets, sont une organisation ralliant les masses travailleuses autour du prolétariat sous la direction du Parti. Mais quand, où, dans quel ouvrage Lénine a-t-il mis le signe d'égalité entre « dictature » du Parti et dictature du prolétariat, entre « dictature » du Parti et système des Soviets, comme le fait maintenant Zinoviev ? Non seulement la direction (« dictature ») du Parti, mais même la direction (« dictature ») des chefs n'est pas en contradiction avec la dictature du prolétariat. Ira-t-on se baser là-dessus pour proclamer que notre pays est un pays de dictature du prolétariat, c'est-à-dire un pays de dictature du Parti, c'est-à-dire un pays de dictature des chefs ? Or, c'est à cette sottise précisément qu'aboutit le « principe » de l'identification de la « dictature » du Parti avec la dictature du prolétariat, principe que Zinoviev cherche à faire passer d'une façon furtive et pusillanime.

Dans les nombreux ouvrages de Lénine, je n'ai pu relever que cinq exemples où Lénine touche, en passant, la question de la dictature du Parti.

La première fois, dans sa polémique avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, où il dit :

Quand on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on nous propose, comme vous l'avez entendu, le front socialiste unique, nous disons : « Oui, la dictature d'un seul parti ! Nous nous en tenons là et nous ne pouvons quitter ce terrain, car il s'agit du Parti qui, au cours de dizaines d'années, s'est acquis la position d'avant-garde de tout le prolétariat des fabriques et des usines, de tout le prolétariat industriel ». (« Discours prononcé au 1^{er} congrès des travailleurs de l'enseignement », t. XXIV, p. 423, éd. russe.)

La deuxième fois, dans sa « Lettre aux ouvriers et aux paysans au sujet de la victoire remportée sur Koltchak », où il dit :

¹ Souligné par moi. J. St.

On cherche (surtout les menchéviques et les socialistes-révolutionnaires, tous, même les « gauches ») à effrayer les paysans par l'épouvantail de la « dictature d'un seul parti », du Parti des bolchéviks-communistes. Par l'exemple de Koltchak, les paysans ont appris à ne pas craindre les épouvantails. Ou bien la dictature (c'est-à-dire le pouvoir de fer) des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, ou bien la dictature de la classe ouvrière. (t. XXIV, p. 436.)

La troisième fois, dans le discours de Lénine au II^e congrès de l'Internationale communiste, dans sa polémique avec Tanner. Ce discours, je l'ai cité plus haut.

La quatrième fois, ce sont quelques lignes dans la brochure *la Maladie infantile*. J'ai déjà cité plus haut les extraits correspondants.

Et la cinquième fois, dans le schéma qu'il a ébauché de la dictature du prolétariat, publié dans le tome III du *Recueil Lénine*, avec le sous-titre : « La dictature d'un seul parti » (p. 497, éd. russe).

Il convient de noter que, dans deux cas sur cinq — le dernier et le deuxième — Lénine met entre guillemets les mots « dictature d'un seul parti », afin de bien marquer le sens imprécis de cette formule prise au figuré.

Il convient de noter également que, dans tous ces cas, par « dictature du Parti » à l'égard de la classe ouvrière, Lénine entend non pas la dictature au sens propre du mot (« pouvoir s'appuyant sur la violence »), mais la direction exercée par le Parti.

Il est caractéristique que, dans aucun de ses ouvrages, principaux ou secondaires, où Lénine traite ou mentionne simplement la dictature du prolétariat et le rôle du Parti dans le système de la dictature du prolétariat, il n'est dit, pas même sous forme d'allusion, que « la dictature du prolétariat est la dictature de notre Parti ». Au contraire, chaque page, chaque ligne de ces ouvrages est une protestation véhémentement contre une pareille formule. (Voir: *l'Etat et la Révolution*, *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *la Maladie infantile*, etc.)

Chose encore plus caractéristique, c'est que dans les thèses du II^e congrès de l'Internationale communiste sur le rôle du parti politique, élaborées sous la direction immédiate de Lénine qui s'y réfèrent maintes fois dans ses discours, comme à un modèle de formulation exacte du rôle et des tâches du Parti, on ne trouve pas un seul mot, littéralement pas un seul mot sur la dictature du Parti.

Qu'est ce que tout cela atteste ?

C'est que :

a) Lénine ne considérait pas la formule de « dictature du Parti » comme irréprochable, comme précise ; c'est pourquoi elle est employée fort rarement dans les ouvrages de Lénine et, parfois, placée entre guillemets ;

b) Dans les cas peu nombreux où Lénine fut obligé, dans sa polémique contre des adversaires, de parler de dictature du Parti, il parlait, ordinairement, de la « dictature d'un seul Parti », c'est-à-dire du fait que notre Parti exerce *seul* le pouvoir, qu'il *ne partage pas* le pouvoir avec *d'autres* partis ; et il expliquait toujours que, par dictature du Parti à l'égard de la classe ouvrière, il fallait entendre la direction assumée par le Parti, son rôle dirigeant ;

c) Dans tous les cas où Lénine jugeait nécessaire de définir scientifiquement le rôle du Parti dans le système de la dictature du prolétariat, il parlait *exclusivement* du rôle dirigeant du Parti (et ces cas se comptent par milliers) à l'égard de la classe ouvrière ;

d) C'est précisément pour cela que Lénine « n'a pas pensé » à introduire dans la résolution essentielle sur le rôle du Parti — je parle de la résolution du II^e congrès de l'Internationale communiste — la formule de « dictature du Parti » ;

e) Les camarades qui identifient ou tentent d'identifier la « dictature » du Parti, et, partant, la « dictature des chefs », avec la dictature du prolétariat, ont tort du point de vue du léninisme et font preuve de myopie politique, car ils enfrennent ainsi les conditions présidant aux justes rapports entre l'avant-garde et la classe.

Sans compter que la formule « dictature du Parti », prise sans les réserves citées plus haut, peut être la cause de nombreux dangers et lacunes politiques dans notre travail pratique. Par cette formule, prise sans réserves, on semble engérer :

a) *aux masses sans-parti* : Ne venez pas nous contredire, n'essayez pas de discuter, car le Parti peut tout, car nous avons la dictature du Parti ;

b) *aux cadres du Parti* : Agissez plus hardiment, allez plus fort, l'on peut ne pas faire attention à la voix des masses sans-parti, — nous avons la dictature du Parti ;

c) *aux dirigeants du Parti* : On peut se permettre le luxe d'un certain contentement de soi, on peut même, à la rigueur, faire preuve d'un tout petit peu de présomption, car nous avons la dictature du Parti, et, « partant », aussi la dictature des chefs.

Il est bon de rappeler ces dangers maintenant surtout, dans la période d'essor de l'activité politique des masses où la volonté du Parti de prêter une oreille attentive à la voix des masses nous est particulièrement précieuse ; où la sollicitude à l'égard des besoins des masses constitue le principal commandement pour notre Parti ; où ce dernier doit faire preuve d'une prudence et d'une souplesse particulières en politique ; où le danger de la présomption serait un des plus graves dangers menaçant le Parti en ce qui concerne sa juste direction des masses.

On ne peut s'empêcher d'évoquer les paroles d'or dites par Lénine au XI^e congrès de notre Parti :

C'est que dans la masse populaire, nous [les communistes. *J. St.*] sommes comme une goutte d'eau dans l'océan, et nous ne pouvons exercer le pouvoir qu'à la condition d'exprimer exactement ce dont le peuple a conscience. Sinon, le Parti communiste ne conduira pas le prolétariat, celui-ci n'entraînera pas derrière lui les masses, et toute la machine se disloquera. (« Rapport politique du Comité central du P.C.(b)R. », t. XXVII, p. 256, éd. russe.)

« *Exprimer exactement ce dont le peuple a conscience* », c'est là, précisément, la condition nécessaire qui assure au Parti le rôle honorable de principale force dirigeante dans le système de la dictature du prolétariat.

VI

LA QUESTION DE LA VICTOIRE DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Dans la brochure *Des principes du léninisme* (avril 1924, première édition), on trouve deux formules concernant la victoire du socialisme dans un seul pays. La première formule porte :

Autrefois, l'on tenait pour impossible la victoire de la révolution dans un seul pays, car, croyait-on, pour vaincre la bourgeoisie il faut l'action commune des prolétaires de la totalité des pays avancés ou, tout au moins, de la majorité de ces pays. Maintenant, ce point de vue ne correspond plus à la réalité. Maintenant, il faut partir de la possibilité de cette victoire, puisque le développement inégal et par bonds des divers pays capitalistes dans les conditions de l'impérialisme ; le développement des contradictions catastrophiques au sein de l'impérialisme, qui conduisent à des guerres inévitables ; la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du monde, tout cela conduit non seulement à la possibilité, mais aussi à la nécessité de la victoire du prolétariat dans certains pays.

Cette thèse est parfaitement juste et se passe de commentaires. Elle est dirigée contre la théorie des social-démocrates, qui estiment que la prise du pouvoir par le prolétariat dans un seul pays, sans révolution victorieuse simultanée dans les autres pays, est une utopie.

Mais la brochure *Des principes du léninisme* contient encore une seconde formule. Il y est dit ¹ :

Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la pleine victoire du socialisme. La principale tâche du socialisme — l'organisation de la pro-

¹ Il s'agit de la première édition.

duction socialiste, — est encore une question d'avenir. Peut-on résoudre ce problème, peut-on obtenir la victoire définitive du socialisme dans un seul pays sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Non, c'est impossible. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays, — l'histoire de notre révolution nous l'atteste. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout d'un pays paysan comme la Russie, ne suffisent plus ; il faut pour cela les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés.

Cette deuxième formule était dirigée contre les affirmations des critiques du léninisme, contre les trotskistes, qui déclaraient que la dictature du prolétariat dans un seul pays, en l'absence de la victoire dans les autres pays, ne peut « tenir contre l'Europe conservatrice ».

C'est dans cette mesure, — mais seulement dans cette mesure, — que cette formule était alors (avril 1924) suffisante, et elle a été à coup sûr d'une certaine utilité.

¡ Mais par la suite, lorsque la critique du léninisme sur ce point eut été surmontée dans le Parti, et qu'une nouvelle question vint se poser à l'ordre du jour, celle de la possibilité de construire la société socialiste intégrale par les seules forces de notre pays, sans l'aide du dehors, la deuxième formule s'avéra nettement insuffisante et, par suite, inexacte.

Quel est le défaut de cette formule ?

Son défaut, c'est qu'elle associe en une seule question deux questions différentes : celle de la *possibilité* de construire intégralement le socialisme par les forces d'un seul pays, ce à quoi l'on doit répondre par l'affirmative, et celle de savoir si un pays ayant la dictature du prolétariat peut se considérer comme *pleinement garanti* contre une intervention et, par conséquent, contre la restauration de l'ancien ordre de choses, sans la victoire de la révolution dans une série d'autres pays, ce à quoi l'on doit répondre par la négative. Sans compter que cette formule peut laisser croire que l'organisation de la société socialiste par les forces d'un seul pays est impossible, ce qui naturellement est faux.

Me basant là-dessus, j'ai modifié, rectifié cette formule dans ma brochure *la Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes* (décembre 1924), en décomposant cette question en deux : la question de la *pleine garantie contre la restauration de l'ordre bourgeois* et la question de la *possibilité de construire la société socialiste intégrale* dans un seul pays. J'y suis arrivé, premièrement, en traitant la « pleine victoire du socialisme » comme « pleine garantie contre la restauration de l'ancien ordre de choses », garantie possible seulement avec « les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays », et, deuxièmement, en proclamant cette vérité indiscutable,

exprimée dans la brochure de Lénine : *De la coopération*, que nous avons tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale¹.

C'est cette nouvelle manière de formuler la question qui fut mise à la base de la résolution que l'on connaît, adoptée par la XIV^e conférence du Parti « Sur les tâches de l'Internationale communiste et du Parti communiste (bolchévik) de Russie », résolution qui envisage le problème de la victoire du socialisme dans un seul pays en liaison avec la stabilisation du capitalisme (avril 1925), et qui estime qu'il est possible et nécessaire de construire le socialisme par les seules forces de notre pays.

Elle a servi également de base à ma brochure *Sur les résultats des travaux de la XIV^e conférence du Parti*, éditée aussitôt après cette conférence, en mai 1925.

Voici ce qui est dit, dans cette brochure, sur la façon de poser la question de la victoire du socialisme dans un seul pays :

Notre pays présente deux groupes de contradictions. L'un comprend les contradictions internes existant entre le prolétariat et la paysannerie [il s'agit ici de la construction du socialisme dans un seul pays. *J. St.*] ; l'autre comprend les contradictions extérieures existant entre notre pays, comme pays du socialisme, et tous les autres pays, comme pays du capitalisme [il s'agit ici de la victoire définitive du socialisme. *J. St.*] ... Confondre le premier groupe de contradictions, qui peuvent être parfaitement surmontées par les efforts d'un seul pays, avec le second groupe de contradictions qui, pour être résolues, requièrent les efforts des prolétaires de plusieurs pays, — c'est commettre une erreur des plus grossières contre le léninisme, c'est être ou un confusionniste, ou un opportuniste incorrigible. (*Sur les résultats des travaux de la XIV^e conférence du Parti.*)

Au sujet de la victoire du socialisme dans notre pays, la brochure dit :

« Nous pouvons construire le socialisme jusqu'au bout, et nous le construirons en commun avec la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière... » car « sous la dictature du prolétariat nous avons... toutes les données nécessaires pour construire la société socialiste intégrale, en surmontant les difficultés intérieures de tout ordre et de tout genre, car nous pouvons et devons les surmonter par nos propres forces. » (*Ibidem.*)

Quant à la question de la victoire *définitive* du socialisme, il y est dit :

La victoire définitive du socialisme, c'est la pleine garantie contre les tentatives d'intervention et par conséquent de restauration, car une tentative tant soit peu sérieuse de restauration ne peut avoir lieu qu'avec un sérieux appui du dehors, qu'avec l'appui du capital international. C'est pourquoi le soutien de notre révolution par les ouvriers de tous les pays et, à plus forte

¹ Dans les éditions ultérieures de la brochure *Des principes du léninisme*, cette nouvelle manière de formuler la question a remplacé l'ancienne.

raison, la victoire de ces ouvriers, ne fût-ce que dans quelques pays, est la condition nécessaire d'une pleine garantie du premier pays victorieux contre les tentatives d'intervention et de restauration, la condition nécessaire de la victoire définitive du socialisme. (*Ibidem.*)

C'est clair, je pense.

C'est dans le même esprit, on le sait, que cette question est traitée dans ma brochure *Questions et réponses* (juin 1925) et dans le rapport politique du Comité central au XIV^e congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. (décembre 1925).

Tels sont les faits.

Ces faits sont connus, je crois, de chacun et de tous, y compris Zinoviev.

Si maintenant, environ deux années après la lutte idéologique au sein du Parti et après la résolution adoptée à la XIV^e conférence du Parti (avril 1925), Zinoviev juge possible d'exhumer, dans sa conclusion au XIV^e congrès du Parti (décembre 1925), la vieille formule, absolument insuffisante, de la brochure de Staline écrite en avril 1924, afin de s'en servir comme d'une base pour résoudre la question déjà résolue de la victoire du socialisme dans un seul pays, ce singulier procédé de Zinoviev montre seulement qu'il s'est définitivement empêtré dans cette question. Tirer le Parti en arrière, après qu'il est allé de l'avant, éluder la résolution de la XIV^e conférence du Parti, après qu'elle a été confirmée par l'Assemblée plénière du Comité central, — c'est s'enliser désespérément dans des contradictions, c'est ne pas croire à l'œuvre de construction socialiste, c'est abandonner la voie de Lénine et avouer sa propre défaite.

Qu'est-ce que la *possibilité* de la victoire du socialisme dans un seul pays ?

C'est la possibilité de résoudre les contradictions entre le prolétariat et la paysannerie par les forces intérieures de notre pays ; c'est la possibilité pour le prolétariat de prendre le pouvoir et de l'utiliser afin de construire la société socialiste intégrale dans notre pays avec la sympathie et l'appui des prolétaires des autres pays, mais sans la victoire préalable de la révolution prolétarienne dans les autres pays.

Sans une telle possibilité la construction du socialisme serait une construction sans perspectives, sans la certitude de construire le socialisme jusqu'au bout. On ne peut édifier le socialisme sans être certain qu'il est possible d'en achever la construction, sans être certain que la technique arriérée de notre pays n'est pas un obstacle *insurmontable* à la construction d'une société socialiste intégrale. Nier cette possibilité, c'est ne pas avoir foi en l'œuvre de construction du socialisme, c'est abandonner le léninisme.

Qu'est-ce que l'*impossibilité* d'une pleine victoire, d'une victoire

définitive du socialisme dans un seul pays, sans la victoire de la révolution dans d'autres pays ?

C'est l'impossibilité d'une pleine garantie contre l'intervention et, partant, contre la restauration de l'ordre bourgeois, sans la victoire de la révolution au moins dans une série de pays. Nier cette thèse indiscutable, c'est abandonner l'internationalisme, c'est abandonner le léninisme.

Nous vivons non seulement dans un Etat, dit Lénine, mais dans un *système d'Etats* et l'existence de la République des Soviets, à côté d'Etats impérialistes, est inconcevable pendant une longue période de temps. Finalement, l'un ou l'autre triomphera. Mais avant qu'on en arrive à ce dénouement, une série de conflits des plus terribles sont inévitables entre la République des Soviets et les Etats bourgeois. C'est dire que la classe dominante, le prolétariat, si tant est qu'il veuille dominer et qu'il domine, doit le prouver aussi par son organisation militaire. (* Rapport du Comité central au VIII^e congrès du P.C.(b)R., t. XXIV, p. 122, éd. russe.)

Nous sommes en présence, dit ailleurs Lénine, d'un certain équilibre instable au plus haut degré, mais cependant indéniable, indiscutable. Est-ce pour longtemps, je l'ignore, et je pense qu'il est impossible de le savoir. Et c'est pourquoi la plus grande prudence est nécessaire de notre part. Le premier précepte de notre politique, la première leçon qui découle de notre activité gouvernementale depuis un an, leçon dont tous les ouvriers et tous les paysans doivent se pénétrer, c'est de se tenir sur leurs gardes, de se rappeler que nous sommes entourés d'hommes, de classes, de gouvernements, qui expriment ouvertement la plus grande haine pour nous. Il ne faut pas oublier que nous sommes toujours à un cheveu d'une invasion. (* Rapport sur la politique intérieure et extérieure de la République, présenté au IX^e congrès des Soviets de Russie, t. XXVII, p. 117, éd. russe.)

C'est clair, je pense.

Comment Zinoviev conçoit-il la question de la victoire du socialisme dans un seul pays ?

Ecoutez :

Par victoire définitive du socialisme, il faut entendre, pour le moins : 1. la suppression des classes et, par conséquent, 2. l'abolition de la dictature d'une seule classe, en l'occurrence la dictature du prolétariat... Pour mieux encore se rendre compte, poursuit Zinoviev, de la façon dont la question se pose chez nous en U.R.S.S., en 1925, il faut distinguer deux choses : 1. la *possibilité* assurée de construire le socialisme, — une telle possibilité de construire le socialisme peut, bien entendu, parfaitement se concevoir aussi dans le cadre d'un seul pays et 2. la construction définitive et la consolidation du socialisme, c'est-à-dire la réalisation du régime socialiste, de la société socialiste.

Que peut signifier tout cela ?

C'est que Zinoviev entend, par victoire définitive du socialisme dans un seul pays, non pas la garantie contre l'intervention et la restauration, mais la possibilité de construire jusqu'au bout la société socialiste. Et par victoire du socialisme dans un seul pays, Zinoviev entend une construction socialiste qui ne peut ni ne doit aboutir

à la construction intégrale du socialisme. Construction au petit bonheur, sans perspectives, construction du socialisme sans la possibilité de construire jusqu'au bout la société socialiste : telle est la position de Zinoviev.

Construire le socialisme *sans la possibilité* de le construire jusqu'au bout, construire *en sachant qu'on n'arrivera pas à le construire jusqu'au bout*, voilà les incohérences auxquelles Zinoviev est arrivé.

Mais c'est là se moquer de la question, et non la résoudre !

Et voici un passage de la conclusion de Zinoviev au XIV^e congrès du Parti :

Voyez, par exemple, où en arrive Iakovlev à la dernière conférence de la province de Koursk du Parti communiste. «*Pouvons-nous, demande-t-il, entourés que nous sommes de tous côtés par des ennemis capitalistes, pouvons-nous, dans ces conditions, construire le socialisme jusqu'au bout dans un seul pays ?* » Et il répond : «*Forts de tout ce qui a été dit, nous sommes en droit de dire que non seulement nous construisons le socialisme, mais que, bien que nous soyons seuls pour le moment, que nous soyons encore le seul pays soviétique, le seul Etat soviétique au monde, — nous construirons ce socialisme jusqu'au bout.* » (*Kourskaïa Pravda*, n^o 279, du 8 décembre 1925.) Est-ce là une façon *léniniste* de poser la question ? *N'y a-t-il pas là un relent d'étroitesse nationale* ?

Ainsi, d'après Zinoviev, reconnaître la possibilité de construire le socialisme jusqu'au bout dans un seul pays, c'est faire preuve d'étroitesse nationale, et nier cette possibilité, c'est se rallier à la conception de l'internationalisme.

Mais si cela est vrai, est-ce bien la peine, en général, de mener la lutte pour vaincre les éléments capitalistes de notre économie ? Ne s'ensuit-il pas qu'une telle victoire est impossible ?

Capitulation devant les éléments capitalistes de notre économie, voilà où conduit la logique interne de l'argumentation de Zinoviev.

Et cette incohérence qui n'a rien de commun avec le léninisme, Zinoviev nous l'offre pour de l'« internationalisme », du « léninisme cent pour cent » !

J'affirme que, dans la question essentielle touchant la construction du socialisme, Zinoviev s'écarte du léninisme et glisse vers le point de vue du menchévik Soukhanov.

Rapportons-nous-en à Lénine. Voici ce qu'il disait de la victoire du socialisme dans un seul pays, dès avant la Révolution d'Octobre, en août 1915 :

L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes, ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir

¹ Souligné par moi. J. St.

exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste¹, se dresserait contre le reste du monde, capitaliste, en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes d'exploiteurs et leurs Etats. (« Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », t. XVIII, pp. 232-233, éd. russe.)

Que signifie la phrase de Lénine que nous avons soulignée : « après avoir organisé chez lui la production socialiste » ? Elle signifie que le prolétariat du pays victorieux *peut et doit*, après la prise du pouvoir, organiser chez lui la production socialiste. Et que signifie « organiser la production socialiste » ? C'est construire jusqu'au bout la société socialiste. Il est à peine besoin de démontrer que cette thèse claire et précise de Lénine se passe de tous autres commentaires. Sinon les appels de Lénine à la prise du pouvoir par le prolétariat en octobre 1917 seraient incompréhensibles.

Vous voyez que cette thèse limpide de Lénine se distingue, comme le ciel de la terre, de la « thèse » embrouillée et antiléniniste de Zinoviev, qui dit que nous pouvons construire le socialisme « dans le cadre d'un seul pays » sans la possibilité de le construire jusqu'au bout.

Ceci a été dit par Lénine en 1915, avant la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais peut-être a-t-il changé d'opinion après l'expérience de la prise du pouvoir, après 1917 ? Voyons la brochure de Lénine *De la coopération*, écrite en 1923.

En effet, dit Lénine, le pouvoir de l'Etat sur tous les principaux moyens de production, le pouvoir de l'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions et les millions de petits et tout petits paysans, la direction assurée de la paysannerie par ce prolétariat, etc., n'est-ce pas là tout ce qu'il faut pour pouvoir, avec la coopération, avec la seule coopération, que nous traitions auparavant de mercantile et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la Nep, de la même façon, — n'est-ce pas là tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale¹ ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour la construire¹. (t. XXVII, p. 392, éd. russe.)

Autrement dit : nous pouvons et devons construire la société socialiste intégrale, car nous avons à notre disposition tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction.

Il me semble qu'il est difficile de s'exprimer plus clairement.

Comparez cette thèse classique de Lénine à la réplique antiléniniste de Zinoviev à Iakovlev, et vous comprendrez que ce dernier n'a fait que répéter les paroles de Lénine sur la possibilité de construire le socialisme jusqu'au bout dans un seul pays, tandis que Zinoviev, en s'élevant contre cette thèse, en fustigeant Iakovlev,

¹ Souligné par moi. J. St.

s'est écarté de Lénine et s'est placé au point de vue du menchévik Soukhanov, point de vue selon lequel il est impossible de construire le socialisme jusqu'au bout dans notre pays, par suite du retard de sa technique.

On se demande alors dans quel but nous avons pris le pouvoir en octobre 1917, si nous ne comptons pas construire le socialisme jusqu'au bout.

Il ne fallait pas prendre le pouvoir en octobre 1917, voilà à quelle conclusion aboutit la logique interne de l'argumentation de Zinoviev.

J'affirme ensuite que, dans la question essentielle de la victoire du socialisme, Zinoviev est allé *contre* les décisions très nettes de notre Parti, décisions fixées dans la résolution que l'on connaît, adoptée à la XIV^e conférence du Parti « Sur les tâches de l'Internationale communiste et du P.C.(b)R. en liaison avec l'assemblée plénière élargie du Comité exécutif de l'Internationale communiste ».

Reportons-nous à cette résolution. Voici ce qu'il y est dit sur la victoire du socialisme dans un seul pays :

L'existence de deux systèmes sociaux directement opposés provoque la menace constante d'un blocus capitaliste, d'autres formes de pression économique, d'une intervention armée, de la restauration. L'unique garantie de la victoire définitive du socialisme, c'est-à-dire la garantie contre la restauration¹ est, par conséquent, la révolution socialiste victorieuse dans une série de pays... Le léninisme enseigne que la victoire définitive du socialisme dans le sens d'une pleine garantie contre la restauration¹ des rapports bourgeois n'est possible qu'à l'échelle internationale... Il ne s'ensuit¹ nullement qu'il soit impossible de construire une société socialiste intégrale¹ dans un pays aussi arriéré que la Russie sans l'« aide d'Etat » (Trotski) des pays plus développés au point de vue économique et technique.

Vous voyez que la résolution interprète la victoire définitive du socialisme comme une garantie contre l'intervention et la restauration, — *en pleine opposition* avec l'interprétation qu'en donne Zinoviev dans son livre *le Léninisme*.

Vous voyez que la résolution reconnaît la possibilité de construire la société socialiste intégrale dans un pays aussi arriéré que la Russie, sans l'« aide d'Etat » des pays plus développés au point de vue économique et technique, *en pleine opposition* avec l'affirmation contraire que Zinoviev a faite en répliquant à Iakovlev dans sa conclusion au XIV^e congrès du Parti.

Comment appeler cela, sinon la lutte de Zinoviev *contre* la résolution de la XIV^e conférence du Parti ?

Evidemment, les résolutions du Parti, parfois, ne sont pas impeccables. Il arrive que les résolutions du Parti contiennent

¹ Souligné par moi. J. St.

des erreurs. D'une façon générale, on peut supposer que la résolution de la XIV^e conférence du Parti contient également certaines erreurs. Il est possible que Zinoviev considère cette résolution comme erronée. Mais alors il faut le dire clairement et ouvertement, comme il sied à un bolchévik. Or, on ne sait pourquoi, Zinoviev ne le fait pas. Il a préféré choisir une autre voie, celle qui consiste à attaquer par derrière la résolution de la XIV^e conférence du Parti, tout en gardant le silence sur cette résolution et sans y apporter ouvertement la moindre critique. Zinoviev croit visiblement que cette voie est la mieux indiquée pour atteindre le but. Or, de but, il n'en a qu'un : « améliorer » la résolution et corriger « un tout petit peu » Lénine. Il est à peine besoin de démontrer que Zinoviev s'est trompé dans ses calculs.

D'où provient l'erreur de Zinoviev ? Quelle est la racine de cette erreur ?

La racine de cette erreur est, selon moi, dans la certitude qu'a Zinoviev que le retard technique de notre pays est un obstacle *insurmontable* à la construction de la société socialiste intégrale, que le prolétariat ne peut construire jusqu'au bout le socialisme en raison du retard technique de notre pays. Zinoviev et Kaménev avaient tenté un jour d'exposer cet argument à l'une des séances du Comité central du Parti avant la conférence d'avril du Parti communiste. Mais ils s'attirèrent une vive riposte et furent contraints de battre en retraite en se soumettant *formellement* au point de vue opposé au leur, au point de vue de la majorité du Comité central. Mais, s'y étant soumis d'une façon toute formelle, Zinoviev a continué de lutter sans cesse contre ce point de vue. Voici ce que dit de cet « incident », qui eut lieu au Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., le comité de Moscou de notre Parti dans sa « réponse » à la lettre de la conférence du Parti de la province de Léninegrad :

Il n'y a pas bien longtemps, Kaménev et Zinoviev défendaient devant le Bureau politique ce point de vue que nous ne pourrions venir à bout des difficultés intérieures dues au retard de notre technique et de notre économie, si la révolution internationale ne nous apportait pas le salut. Or, nous estimons avec la majorité du Comité central que nous pouvons construire le socialisme, que nous le construisons et le construirons jusqu'au bout malgré et contre notre retard technique. Nous estimons que cette construction sera, évidemment beaucoup plus lente que dans les conditions de la victoire mondiale ; mais néanmoins, nous marchons et continuerons à marcher de l'avant. Nous estimons de même que le point de vue de Kaménev et de Zinoviev exprime leur incrédulité à l'égard des forces intérieures de notre classe ouvrière et des masses paysannes qui la suivent. Nous estimons que professer ce point de vue, c'est abandonner la position léniniste. (Voir la « Réponse »).

Ce document parut dans la presse lors des premières séances du XIV^e congrès du Parti. Certes, Zinoviev avait la possibilité de s'élever contre ce document au congrès même. Un fait caractéristique, c'est que ni Zinoviev, ni Kaménev n'ont trouvé d'arguments à opposer à cette grave accusation formulée contre eux par le comité de Moscou de notre Parti. Est-ce par hasard ? Je pense que non. L'accusation a visiblement touché au but. Zinoviev et Kaménev ont « répondu » par le silence, car ils n'avaient rien à dire pour « battre » cette accusation.

La nouvelle opposition est mortifiée que l'on accuse Zinoviev de ne pas croire à la victoire de la construction du socialisme dans notre pays. Mais si Zinoviev, après que la question de la victoire du socialisme dans un seul pays a été discutée toute une année ; après que le point de vue de Zinoviev a été rejeté par le Bureau politique du Comité central (avril 1925) ; après que le Parti s'est fait sur cette question une opinion déterminée, qui a été consignée dans la résolution que l'on connaît de la XIV^e conférence du Parti (avril 1925) ; si après tout cela, Zinoviev se décide à intervenir dans son livre *le Léninisme* (septembre 1925) contre le point de vue du Parti, puis intervient de nouveau dans le même sens au XIV^e congrès, — comment expliquer tout cela, cette persistance, cette obstination à défendre son erreur, si ce n'est par le fait que Zinoviev est gangrené, irrémédiablement gangrené d'incrédulité en ce qui touche la victoire de la construction du socialisme dans notre pays ?

Il plaît à Zinoviev d'interpréter son incrédulité comme de l'internationalisme. Mais depuis quand l'abandon du léninisme dans une question cardinale du léninisme est-il considéré chez nous comme de l'internationalisme ?

Ne sera-t-il pas plus juste de dire que ce n'est pas le Parti, mais bien Zinoviev qui pêche, ici, contre l'internationalisme et la révolution mondiale ? Car enfin, qu'est donc notre pays « du socialisme en construction », sinon une base pour la révolution mondiale ? Mais peut-il être une véritable base pour la révolution mondiale, s'il est incapable de construire jusqu'au bout la société socialiste ? Peut-il rester le formidable centre d'attraction qu'il est aujourd'hui, indéniablement, pour les ouvriers de tous les pays, s'il est incapable de remporter chez soi la victoire sur les éléments capitalistes de notre économie, de faire triompher la construction socialiste ? Je pense que non. Mais ne s'ensuit-il pas que ne pas croire en la victoire de la construction socialiste, prêcher cette incrédulité conduit à détruire le prestige de notre pays comme base de la révolution mondiale ; et que détruire le prestige de notre pays conduit à affaiblir le mouvement révolutionnaire mondial ? Comment ces messieurs les social-démocrates ont-ils cherché à éloigner de nous

les ouvriers ? En leur prêchant que « les Russes n'arriveront à rien ». Avec quoi battons-nous les social-démocrates, maintenant que nous attirons chez nous des théories de délégations ouvrières et que nous fortifions ainsi les positions du communisme dans le monde entier ? Avec les succès de notre construction socialiste. Mais n'est-il pas clair après cela que quiconque prêche l'incrédulité à l'égard de nos succès dans l'édification du socialisme, aide indirectement les social-démocrates, affaiblit l'essor du mouvement révolutionnaire international, abandonne inévitablement l'internationalisme ?...

Vous voyez que l'« internationalisme » de Zinoviev ne vaut nullement mieux que son « léninisme cent pour cent », en ce qui touche la construction du socialisme dans un seul pays.

Aussi le XIV^e congrès du Parti communiste a-t-il eu raison en définissant les vues de la nouvelle opposition comme une « absence de foi dans l'œuvre de construction du socialisme » et comme une « déformation du léninisme ».

VII

LA LUTTE POUR LA VICTOIRE DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Je pense que l'absence de foi en la victoire de la construction du socialisme est l'erreur fondamentale de la nouvelle opposition. Fondamentale, à mon avis, puisque toutes les autres erreurs de la nouvelle opposition en découlent. Les erreurs de la nouvelle opposition dans les questions concernant la Nep, le capitalisme d'Etat, la nature de notre industrie socialiste, le rôle de la coopération sous la dictature du prolétariat, les méthodes de lutte contre le koulak, le rôle et l'importance relative de la paysannerie moyenne, — toutes ces erreurs dérivent de l'erreur fondamentale de l'opposition, de l'absence de foi chez elle en la possibilité de construire jusqu'au bout la société socialiste par les seules forces de notre pays.

Qu'est-ce que l'absence de foi en la victoire de la construction du socialisme dans notre pays ?

C'est, avant tout, l'absence de la conviction que les masses fondamentales de la paysannerie *peussent être amenées*, en raison des conditions spéciales du développement de notre pays, à participer à l'œuvre de construction socialiste.

C'est, en second lieu, l'absence de la conviction que le prolétariat de notre pays, qui détient les postes de commande de l'économie nationale, soit *capable* d'amener les masses fonamen-

tales de la paysannerie à participer à l'œuvre de construction socialiste.

Soiemment ou inconsoiemment, il n'importe, c'est de ces thèses que part tacitement l'opposition dans ses démonstrations touchant les voies de notre développement.

Peut-on amener la masse fondamentale de la paysannerie soviétique à participer à l'œuvre de construction socialiste ?

La brochure *Des principes du léninisme* contient, à ce sujet, deux thèses essentielles :

1. On ne doit pas confondre la paysannerie de l'Union soviétique avec la paysannerie d'Occident. Une paysannerie qui a passé par l'école de trois révolutions ; qui a lutté contre le tsar et le pouvoir de la bourgeoisie avec le prolétariat et sous la direction du prolétariat ; une paysannerie qui a reçu la terre et la paix des mains de la révolution prolétarienne et est devenue de ce fait la réserve du prolétariat, cette paysannerie-là est forcément différente de celle qui a lutté pendant la révolution bourgeoise sous la direction de la bourgeoisie libérale ; qui a reçu la terre des mains de cette bourgeoisie et est devenue, de ce fait, la réserve de la bourgeoisie. Il n'est guère besoin de démontrer que la paysannerie soviétique, habituée à priser l'amitié politique et la collaboration *politique* du prolétariat, et redevable de sa liberté à cette amitié et à cette collaboration, ne peut pas ne pas offrir un terrain exceptionnellement favorable à une collaboration *économique* avec le prolétariat.

2. On ne doit pas confondre l'économie agricole de la Russie avec l'économie agricole d'Occident. Là, elle se développe en suivant la ligne ordinaire du capitalisme, alors que s'opère une différenciation profonde de la paysannerie, avec les grands domaines et les latifundia capitalistes privés à un pôle, avec le paupérisme, la misère et l'esclavage salarié à l'autre pôle. La désagrégation et la décomposition y sont, par conséquent, des phénomènes tout à fait naturels. Il n'en est pas de même en Russie. Chez nous, le développement de l'économie agricole ne peut pas suivre cette voie, ne serait-ce que parce que l'existence du pouvoir des Soviets et la nationalisation des principaux instruments et moyens de production ne permettent pas ce développement. En Russie, le développement de l'économie agricole doit suivre une autre voie, celle de la coopération englobant les millions de paysans petits et moyens, la voie du développement, dans les campagnes, de la coopération de masse que l'Etat soutient en lui accordant des facilités de crédit. Dans ses articles sur la coopération, Lénine indiquait avec raison que, chez nous, le développement de l'économie agricole devra suivre une voie nouvelle, la voie permettant d'entraîner, par le moyen de la coopération, la majorité des paysans à l'œuvre de construction socialiste, la voie de la pénétration progressive des principes du collectivisme dans l'économie agricole, d'abord dans le domaine de l'écoulement, puis dans celui de la production des produits agricoles... Il est à peine besoin de démontrer que l'immense majorité des paysans s'engagera volontiers dans cette nouvelle voie de développement, en rejetant la voie des latifundia capitalistes privés et de l'esclavage salarié, voie de la misère et de la ruine.

Ces thèses sont-elles justes ?

Je pense qu'elles sont toutes deux justes et irréfutables pour toute notre période de construction dans le cadre de la Nep.

Elles ne sont que l'expression des thèses bien connues de Lénine sur l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, sur l'intégration des exploitations paysannes au système du développement socialiste du pays ; sur la nécessité, pour le prolétariat, de marcher au socialisme avec les masses fondamentales de la paysannerie ; thèses disant que l'affiliation de millions de paysans aux coopératives est la grand'route de la construction socialiste à la campagne ; qu'étant donné l'essor de notre industrie socialiste, « le simple développement de la coopération s'identifie pour nous... avec le développement du socialisme ». (*Lénine De la coopération*, t. XXVII, p. 396, éd. russe.)

En effet, quelle voie peut et doit suivre le développement de l'économie paysanne dans notre pays ?

L'exploitation paysanne n'est pas une exploitation capitaliste. Si l'on considère l'immense majorité des exploitations paysannes, l'économie paysanne est une économie de petite production marchande. Or, qu'est-ce qu'une économie paysanne de petite production marchande ? C'est une économie qui se trouve à la croisée des chemins menant l'un au capitalisme, l'autre au socialisme. Elle peut évoluer et vers le capitalisme, comme cela se produit actuellement dans les pays capitalistes, et vers le socialisme, comme cela doit se produire chez nous, dans notre pays, sous la dictature du prolétariat.

D'où vient cette instabilité, ce manque d'indépendance de l'économie paysanne ? Comment l'expliquer ?

Elle s'explique par la dispersion des exploitations paysannes, par leur inorganisation, par leur dépendance à l'égard de la ville, de l'industrie, du système de crédit, du caractère du pouvoir dans le pays et, enfin, par le fait, connu de tous, que la campagne suit et doit suivre la ville tant au point de vue matériel que culturel.

La voie capitaliste de développement de l'économie paysanne, c'est un développement qui passe par une différenciation très profonde de la paysannerie, avec de grands latifundia à un pôle et l'appauvrissement en masse à l'autre pôle. Cette voie de développement est inévitable dans les pays capitalistes parce que la campagne, l'économie paysanne dépend de la ville, de l'industrie, du crédit concentré dans la ville, du caractère du pouvoir ; or, dans la ville règnent la bourgeoisie, l'industrie capitaliste, le système capitaliste de crédit, le pouvoir d'Etat capitaliste.

Cette voie de développement de l'économie paysanne est-elle obligatoire dans notre pays, où la ville a une tout autre physionomie, où l'industrie est aux mains du prolétariat, où les transports, le système de crédit, le pouvoir de l'Etat, etc., sont concentrés entre les mains du prolétariat, où la nationalisation de la terre est la loi générale du pays ? Evidemment, elle n'est pas obligatoire. Au contraire. Précisément parce que la ville dirige la campagne et

que chez nous, en ville, règne le prolétariat, qui détient tous les postes de commande de l'économie nationale, précisément pour cette raison, les exploitations paysannes doivent suivre une autre voie de développement, celle de la construction socialiste.

Quelle est cette voie ?

C'est l'affiliation en masse de millions d'exploitations paysannes à la coopération sous toutes ses formes ; c'est le groupement, autour de l'industrie socialiste, des exploitations paysannes disséminées ; c'est l'implantation des principes collectivistes parmi la paysannerie, d'abord dans le domaine de l'écoulement des produits agricoles et de l'approvisionnement des exploitations paysannes en articles de la ville, et puis dans le domaine de la production agricole.

Et plus on va, plus cette voie devient inévitable dans les conditions de la dictature du prolétariat, puisque la coopération dans le domaine de l'écoulement, la coopération dans le domaine de l'approvisionnement, et, enfin, la coopération dans le domaine du crédit et de la production (associations agricoles), est la seule voie permettant d'élever le bien-être des campagnes, le seul moyen de sauver les grandes masses paysannes de la misère et de la ruine.

On dit que la paysannerie, chez nous, n'est pas socialiste par sa situation et que, de ce fait, elle est incapable de se développer dans le sens du socialisme. Il est exact, évidemment, que la paysannerie n'est pas socialiste par sa situation. Mais ce n'est pas un argument contre le développement des exploitations paysannes dans la voie du socialisme, s'il est prouvé que la campagne suit la ville et que dans celle-ci, c'est l'industrie socialiste qui commande. Au moment de la Révolution d'Octobre, la paysannerie n'était pas non plus socialiste par sa situation, et elle ne voulait nullement instaurer le socialisme dans le pays. Ce qu'elle voulait alors, surtout, c'était la liquidation du pouvoir des grands propriétaires fonciers et la cessation de la guerre, l'établissement de la paix. Néanmoins elle suivit alors le prolétariat socialiste. Pourquoi ? Parce que le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir par le prolétariat socialiste était alors l'unique moyen de sortir de la guerre impérialiste, l'unique moyen d'établir la paix. Parce qu'alors il n'y avait et il ne pouvait y avoir d'autres moyens. Parce que notre Parti avait réussi à ce moment à toucher, à trouver le degré de coordination des intérêts spécifiques de la paysannerie (renversement du grand propriétaire foncier, paix) avec les intérêts généraux du pays (dictature du prolétariat), et le degré de subordination des premiers aux seconds, qui se trouvait être acceptable et avantageux pour la paysannerie. Et la paysannerie, malgré son caractère non socialiste, suivit le prolétariat socialiste.

Il faut en dire autant de la construction socialiste dans notre pays, de l'entraînement de la paysannerie dans la voie de cette construction. La paysannerie n'est pas socialiste par sa situation. Mais elle doit s'engager, et elle s'engagera forcément dans la voie du développement socialiste, — car il n'y a et il ne peut y avoir pour la paysannerie d'autre moyen d'échapper à la misère et à la ruine, que l'alliance avec le prolétariat, que l'alliance avec l'industrie socialiste, que l'intégration de l'économie paysanne dans la voie générale du développement socialiste, par l'affiliation en masse de la paysannerie aux coopératives.

Pourquoi précisément par l'affiliation en masse de la paysannerie aux coopératives ?

Parce que, dans l'affiliation en masse aux coopératives, « nous avons trouvé ce degré de coordination de l'intérêt privé, de l'intérêt commercial privé, de sa vérification et de son contrôle par l'Etat, le degré de sa subordination aux intérêts généraux » (Lénine), qui est acceptable et avantageux pour la paysannerie et qui assure au prolétariat la possibilité d'amener la masse fondamentale de la paysannerie à participer à l'œuvre de construction socialiste. Précisément parce qu'il est avantageux à la paysannerie d'organiser l'écoulement de ses marchandises et l'approvisionnement de ses exploitations en machines par l'intermédiaire des coopératives, elle doit s'engager et elle s'engagera en masse dans la voie de la coopération.

Mais que signifie l'affiliation en masse des exploitations paysannes aux coopératives, alors que l'industrie socialiste détient l'hégémonie ?

Cela signifie que la petite économie paysanne marchande abandonne l'ancienne voie capitaliste, qui mène à la ruine en masse des paysans, pour s'engager dans une nouvelle voie de développement, celle de la construction socialiste.

Voilà pourquoi la lutte pour la nouvelle voie de développement de l'économie paysanne, la lutte pour faire participer la masse fondamentale de la paysannerie à la construction du socialisme, constitue la tâche immédiate de notre Parti.

Aussi le XIV^e congrès du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. a-t-il eu raison en décidant que :

La voie essentielle de la construction du socialisme à la campagne, — une direction économique croissante étant exercée par l'industrie socialiste d'Etat, les établissements de crédit de l'Etat et autres postes de commande étant détenus par le prolétariat, — consiste à entraîner dans l'organisation coopérative la masse fondamentale de la paysannerie et à assurer à cette organisation un développement socialiste, en utilisant, en surmontant et en évinçant ses éléments capitalistes. (Voir la résolution du congrès sur le rapport du Comité central.)

La plus grave erreur de la nouvelle opposition, c'est qu'elle ne croit pas à cette nouvelle voie de développement de la paysannerie, qu'elle ne voit pas ou ne comprend pas qu'il est absolument impossible d'éviter cette voie sous la dictature du prolétariat. Et elle ne comprend pas cela parce qu'elle ne croit pas à la victoire de la construction du socialisme dans notre pays, parce qu'elle ne croit pas à la capacité de notre prolétariat d'entraîner derrière lui la paysannerie dans la voie du socialisme.

De là, l'incompréhension du double caractère de la Nep, l'exagération des côtés négatifs de la Nep et l'interprétation selon laquelle la Nep est surtout un recul.

De là, l'exagération du rôle des éléments capitalistes de notre économie et la diminution du rôle des leviers de notre développement socialiste (industrie socialiste, système de crédit, coopération, pouvoir du prolétariat, etc.).

De là, l'incompréhension de la nature socialiste de notre industrie d'Etat et les doutes quant à la justesse du plan coopératif de Lénine.

De là, le grossissement de la différenciation à la campagne, la panique devant le koulak, la diminution du rôle du paysan moyen, les tentatives pour faire échouer la politique du Parti, politique visant à assurer une alliance solide avec le paysan moyen ; de là, en général, les bonds désordonnés en ce qui concerne la politique du Parti à la campagne.

De là, l'incompréhension du travail énorme que fait le Parti pour amener les millions d'ouvriers et de paysans à participer à la construction de l'industrie et de l'agriculture, à l'effort pour ranimer la coopération et les Soviets, à l'administration du pays, à la lutte contre le bureaucratisme, à la lutte pour améliorer et refondre notre appareil d'Etat, lutte qui marque une nouvelle phase de développement et sans laquelle on ne saurait concevoir la construction du socialisme.

De là, l'abattement et le désarroi devant les difficultés de notre édification, les doutes quant à la possibilité d'industrialiser notre pays, les palabres pessimistes sur la dégénérescence de notre Parti, etc.

Chez eux, chez les bourgeois, tout va plus ou moins bien ; tandis que chez nous, chez les prolétaires, tout va plus ou moins mal ; si la révolution d'Occident ne vient pas à temps, c'en est fait de nous, — tel est le ton général de la nouvelle opposition, ton qui, selon moi, est celui des liquidateurs, mais que cette opposition veut faire passer, on ne sait pourquoi (probablement afin d'amuser le monde), pour de l'« internationalisme ».

La Nep, c'est le capitalisme, dit l'opposition. La Nep, c'est

surtout un recul, dit Zinoviev. Tout cela, évidemment, est faux. En réalité, la Nep est la politique du Parti, politique qui admet la lutte des éléments socialistes et capitalistes et vise à la victoire des éléments socialistes sur les éléments capitalistes. En réalité, la Nep a seulement commencé par une retraite, mais elle a pour but de nous permettre, pendant cette retraite, de regrouper nos forces et de prendre l'offensive. En réalité, nous menons l'offensive depuis quelques années déjà, et nous la menons avec succès, en développant notre industrie, en développant le commerce soviétique et en refoulant le capital privé.

Mais quel est le sens de cette thèse : la Nep, c'est le capitalisme, la Nep, c'est surtout un recul ? De quoi part cette thèse ?

Elle part de cette hypothèse erronée qu'il se produit maintenant, chez nous, une simple restauration du capitalisme, un simple « retour » au capitalisme. Ce n'est que par cette hypothèse que l'on peut expliquer les doutes de l'opposition quant à la nature socialiste de notre industrie. Ce n'est que par cette hypothèse qu'on peut expliquer la panique de l'opposition devant le koulak. Ce n'est que par cette hypothèse qu'on peut expliquer la hâte avec laquelle l'opposition s'est raccrochée aux chiffres inexacts sur la différenciation de la paysannerie. Ce n'est que par cette hypothèse qu'on peut expliquer la singulière facilité avec laquelle l'opposition a oublié que le paysan moyen est chez nous la figure centrale de l'agriculture. Ce n'est que par cette hypothèse qu'on peut expliquer la sous-estimation de l'importance relative du paysan moyen et les doutes émis sur le plan coopératif de Lénine. Ce n'est que par cette hypothèse qu'on peut « motiver » l'absence de foi chez la nouvelle opposition en la nouvelle voie de développement de la campagne, en la voie de la participation des campagnes à l'œuvre de construction socialiste.

En réalité, ce qui se produit chez nous, maintenant, ce n'est pas un processus unilatéral de restauration du capitalisme, mais un double processus de développement du capitalisme et de développement du socialisme, un processus contradictoire de lutte des éléments socialistes contre les éléments capitalistes, un processus d'éviction des éléments capitalistes par les éléments socialistes. Cela est incontestable, aussi bien pour la ville, où l'industrie d'Etat est la base du socialisme, que pour la campagne, où la coopération des masses, soudée à l'industrie socialiste, est l'amorce principale du développement socialiste.

Une simple restauration du capitalisme est impossible, ne serait-ce que parce que, chez nous, le pouvoir est prolétarien, que la grande industrie est aux mains du prolétariat, que les transports et les crédits relèvent de l'Etat prolétarien.

La différenciation ne peut pas prendre les mêmes proportions qu'autrefois ; la paysannerie moyenne reste la masse fondamentale de la paysannerie, et le koulak ne peut recouvrer sa puissance d'antan, ne serait-ce que parce que, chez nous, la terre est nationalisée, qu'elle est retirée de la circulation, et que notre politique en matière de commerce, de crédit, d'impôts et de coopération, vise à limiter les tendances exploiteuses des koulaks, à élever le bien-être des grandes masses de la paysannerie et à niveler les extrêmes à la campagne. Sans compter que, maintenant, la lutte contre les koulaks suit chez nous, non seulement l'ancienne ligne qui consiste à organiser les paysans pauvres contre les koulaks, mais encore la ligne nouvelle, qui est de consolider l'alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre avec les masses de la paysannerie moyenne contre le koulak. Le fait que l'opposition ne comprend pas la signification ni l'importance de la lutte menée contre les koulaks en suivant cette seconde ligne, confirme une fois de plus que l'opposition dévie vers l'ancienne voie de développement de la campagne, vers la voie de son développement capitaliste, lorsque le koulak et le paysan pauvre constituaient les principales forces de la campagne, tandis que le paysan moyen « se diluait ».

La coopération est une variété du capitalisme d'Etat, dit l'opposition, en se référant à *l'Impôt en nature* de Lénine, et c'est pourquoi elle ne croit pas à la possibilité d'utiliser la coopération comme amorce principale pour le développement socialiste. Là encore, l'opposition commet la plus grossière erreur. Une telle façon de traiter la coopération était suffisante et satisfaisante en 1921, lorsque fut écrit *l'Impôt en nature* ; lorsque nous n'avions pas d'industrie socialiste développée ; lorsque Lénine concevait le capitalisme d'Etat comme forme fondamentale possible de notre gestion économique et considérait la coopération en connexion avec le capitalisme d'Etat. Mais cette façon de traiter la question ne suffit plus maintenant, elle est dépassée par l'histoire, car les temps ont changé depuis, l'industrie socialiste s'est développée chez nous, le capitalisme d'Etat n'a pas pris racine dans la mesure où cela était désirable ; et la coopération, qui compte maintenant plus de dix millions de membres, a commencé à se souder à l'industrie socialiste.

Sinon, comment expliquer que, déjà en 1923, deux ans après la publication de *l'Impôt en nature*, Lénine se soit mis à considérer la coopération d'une autre manière, estimant que « très souvent, dans nos conditions, la coopération coïncide entièrement avec le socialisme » ? (*De la coopération*, t. XXVII, p. 396, éd. russe.)

Comment expliquer cela sinon par le fait que pendant ces deux

années, l'industrie socialiste avait eu le temps de se développer, que le capitalisme d'Etat n'avait pas suffisamment pris racine, ce qui détermina Lénine à considérer la coopération, non plus en connexion avec le capitalisme d'Etat, mais en connexion avec l'industrie socialiste ?

Les conditions du développement de la coopération avaient changé. La façon d'envisager le problème de la coopération devait changer également.

Voici, par exemple, tiré de la brochure de Lénine *De la coopération* (1923), un passage remarquable qui fait la lumière sur cette question :

En régime de capitalisme d'Etat ¹, les entreprises coopératives se distinguent des entreprises capitalistes d'Etat, d'abord comme entreprises privées, ensuite comme entreprises collectives. *Dans notre régime actuel* ¹ les entreprises coopératives se distinguent des entreprises capitalistes privées, comme entreprises collectives, mais elles *ne se distinguent pas* ¹ des entreprises socialistes, si la terre où elles sont bâties et les moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière. (*Ibidem.*)

Deux grandes questions sont résolues dans cette petite citation. Premièrement, « notre régime actuel » n'est pas le capitalisme d'Etat. En second lieu, les entreprises coopératives, considérées en connexion « avec notre régime », « ne se distinguent pas » des entreprises socialistes.

Je pense qu'il est difficile de s'exprimer plus clairement.

Et voici encore un passage de la même brochure de Lénine :

Le simple développement de la coopération s'identifie pour nous (compte tenu de la « petite » exception signalée plus haut) avec le développement du socialisme. Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. (*Ibidem.*)

Il est évident que, dans la brochure *De la coopération*, nous avons affaire à une nouvelle appréciation de la coopération, ce que la nouvelle opposition ne veut pas reconnaître et ce qu'elle passe soigneusement sous silence, à l'encontre des faits, à l'encontre de la vérité évidente, à l'encontre du léninisme.

La coopération prise en connexion avec le capitalisme d'Etat est une chose, et la coopération prise en connexion avec l'industrie socialiste en est une autre.

Pourtant, on ne saurait en déduire qu'entre les deux brochures *l'Impôt en nature* et *De la coopération* il y ait un abîme. Cela est, évidemment, faux. Il suffit de rappeler, par exemple, le passage suivant de *l'Impôt en nature* pour saisir aussitôt la liaison indissoluble qui existe entre cet écrit et la brochure *De*

¹ Souligné par moi. *J. St.*

la coopération, en ce qui concerne l'appréciation de la coopération. Le voici :

Passer du système des concessions au socialisme, c'est passer d'une forme de la grosse production à une autre forme. Passer de la coopération des petits producteurs au socialisme, c'est passer de la petite production à la grosse. c'est-à-dire opérer une transition plus compliquée, mais en revanche susceptible d'englober, en cas de succès, des masses plus grandes de la population, d'arracher les racines plus profondes et plus vivaces des anciens rapports *présocialistes*¹, voire *précapitalistes*, qui résistent avec le plus d'acharnement à toute « innovation ». (t. XXVI, p. 337, éd. russe.)

Cette citation montre que déjà à l'époque de son *Impôt en nature*, alors que nous n'avions pas encore d'industrie socialiste développée, Lénine jugeait possible de transformer la coopération, *en cas de succès*, en un puissant moyen de lutte contre les rapports « *présocialistes* » et, partant, contre les *rappports capitalistes* également. Je pense que cette idée précisément a servi plus tard de point de départ à sa brochure *De la coopération*.

Mais que résulte-t-il de tout cela ?

Il en résulte que la nouvelle opposition aborde le problème de la coopération, non dans la manière marxiste, mais métaphysique. Elle envisage la coopération non comme un phénomène historique pris en connexion avec d'autres phénomènes, par exemple avec le capitalisme d'Etat (en 1921), ou avec l'industrie socialiste (en 1923), mais comme quelque chose de permanent et d'établi une fois pour toutes, comme « une chose en soi ».

De là, les erreurs de l'opposition dans le problème de la coopération ; de là son absence de foi dans le développement des campagnes vers le socialisme par la coopération ; de là, le retour de l'opposition vers l'ancienne voie, vers la voie du développement capitaliste des campagnes.

Telle est, en somme, l'attitude de la nouvelle opposition dans les problèmes pratiques de l'édification socialiste.

Une seule conclusion s'impose : la ligne de l'opposition, pour autant qu'elle en a une, ses hésitations et ses errements, son scepticisme et son désarroi devant les difficultés, mènent à la capitulation devant les éléments capitalistes de notre économie. Car, si la Nep est surtout un recul ; si la nature socialiste de l'industrie d'Etat est mise en doute ; si le koulak est presque tout-puissant ; s'il y a peu d'espoir en la coopération ; si le rôle du paysan moyen tombe progressivement ; si la nouvelle voie du développement de la campagne est douteuse ; si le Parti dégénère presque et si la révolution d'Occident n'est pas encore près d'arriver, — que reste-t-il donc après tout cela dans l'arsenal de l'opposition ? Sur quoi compte-

¹ Souligné par moi. J. St.

t-elle pour lutter contre les éléments capitalistes de notre économie ? On ne peut pourtant pas aller au combat rien qu'avec une *Philosophie de l'époque*.

Il est clair que l'arsenal de la nouvelle opposition, si tant est qu'on puisse l'appeler arsenal, n'a rien d'enviable. Cet arsenal n'est pas fait pour la lutte. A plus forte raison n'est-il pas fait pour la victoire.

Il est clair que si le Parti s'était mêlé d'engager la bataille avec un pareil arsenal, il aurait été perdu « en deux temps », — il n'aurait eu simplement qu'à capituler devant les éléments capitalistes de notre économie.

C'est pourquoi le XIV^e congrès du Parti a eu parfaitement raison en décidant que « la lutte pour la victoire de la construction socialiste en U.R.S.S. est la tâche essentielle de notre Parti » ; qu'une des conditions indispensables pour accomplir cette tâche, c'est « la lutte contre l'absence de foi en l'œuvre de construction du socialisme dans notre pays, et contre les tentatives de considérer nos entreprises de « type socialiste conséquent » (*Lénine*) comme des entreprises capitalistes d'Etat » ; que « de tels courants d'idées qui rendent impossible toute attitude consciente des masses envers la construction du socialisme en général, et de l'industrie socialiste en particulier, ne peuvent que freiner la croissance des éléments socialistes de l'économie et faciliter la lutte du capital privé contre ces derniers » ; que « par conséquent, le congrès considère qu'un vaste travail d'éducation est indispensable pour surmonter ces déformations du léninisme ». (Voir la résolution sur le rapport du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.)

L'importance historique du XIV^e congrès du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., c'est qu'il a su mettre à nu, jusqu'à la racine, les erreurs de la nouvelle opposition ; il a rejeté bien loin de lui le scepticisme et les lamentations de cette opposition ; il a tracé, claire et nette, la voie où la lutte se poursuivra pour le socialisme ; il a donné au Parti la perspective de la victoire et armé par là même le prolétariat d'une foi inébranlable en la victoire de la construction socialiste.

25 janvier 1926

SUR LES TROIS MOTS D'ORDRE ESSENTIELS DU PARTI DANS LA QUESTION PAYSANNE

RÉPONSE AU CAMARADE IAN-SKI

Camarade Ian-ski,

J'ai reçu votre lettre à temps, bien entendu. J'y réponds avec quelque retard, ce dont je vous prie de m'excuser.

1. Lénine dit que « *la question la plus essentielle de toute révolution est la question du pouvoir d'Etat* ». (« Une des questions fondamentales de la révolution », t. XXI, p. 142, éd. russe.) Quelle est la classe ou quelles sont les classes qui concentrent le pouvoir dans leurs mains ; quelle est la classe ou quelles sont les classes qui doivent être renversées ; quelle est la classe ou quelles sont les classes qui doivent prendre le pouvoir, c'est là la « question la plus essentielle de toute révolution ».

Les mots d'ordre stratégiques essentiels du Parti, qui restent en vigueur tout au long de telle ou telle étape de la révolution, ne peuvent être appelés des mots d'ordre essentiels, s'ils ne reposent entièrement et sans réserve sur cette thèse cardinale de Lénine. Les mots d'ordre essentiels ne peuvent être justes que s'ils sont basés sur l'analyse marxiste des forces de classe ; s'ils tracent un schéma juste de la disposition des forces révolutionnaires sur le front de la lutte de classes ; s'ils facilitent l'acheminement des masses vers le front de lutte pour la victoire de la révolution, vers le front de lutte pour la prise du pouvoir par la classe nouvelle, s'ils facilitent au Parti la formation d'une vaste et puissante armée politique, recrutée dans les grandes masses populaires et indispensable à l'accomplissement de cette tâche.

Durant telle ou telle étape de la révolution, il peut y avoir des défaites et des reculs, des échecs et certaines fautes de tactique ; mais cela ne signifie pas encore que le mot d'ordre stratégique essentiel soit faux. Ainsi, par exemple, le mot d'ordre essentiel de la première étape de notre révolution : « Avec toute la paysannerie, contre le tsar et les grands propriétaires fonciers, en neutralisant la bourgeoisie, pour la victoire de la révolution démocratique bourgeoise », — était tout à fait juste, bien que la révolution de 1905 ait subi une défaite.

On ne doit donc pas confondre la question du mot d'ordre essentiel du Parti avec celle des défaites ou des échecs de la révolution à tel ou tel degré de son développement.

Il peut arriver qu'au cours de la révolution le mot d'ordre fondamental du Parti ait déjà abouti au renversement du pouvoir des anciennes classes ou de l'ancienne classe, mais qu'une série de revendications essentielles de la révolution, découlant de ce mot d'ordre, ne soient pas réalisées, ou bien que leur réalisation s'échelonne sur toute une période de temps, ou bien que cette réalisation exige une nouvelle révolution ; mais cela ne veut pas encore dire que le mot d'ordre essentiel soit faux. Ainsi, par exemple, la révolution de février 1917 renversa le tsarisme et les grands propriétaires fonciers, mais n'aboutit pas à réaliser la confiscation de leurs terres, etc. ; or cela ne veut pas encore dire que notre mot d'ordre essentiel à la première étape de la révolution ait été faux. Ou bien encore : la Révolution d'Octobre réalisa le renversement de la bourgeoisie et fit passer le pouvoir aux mains du prolétariat, mais elle n'aboutit pas d'emblée a) à l'achèvement de la révolution bourgeoise, en général, et b) à l'isolement des koulaks dans les campagnes, en particulier ; elle échelonna ce processus sur une certaine période de temps. Mais cela ne veut pas encore dire que notre mot d'ordre essentiel à la deuxième étape de la révolution : « Avec la paysannerie pauvre contre le capitalisme à la ville et à la campagne, en neutralisant la paysannerie moyenne, pour le pouvoir du prolétariat », — ait été faux.

On ne doit donc pas confondre la question du mot d'ordre essentiel du Parti avec celle du délai et des formes de réalisation de telles ou telles revendications découlant de ce mot d'ordre.

C'est pourquoi l'on ne peut apprécier les mots d'ordre stratégiques de notre Parti, ni du point de vue des réussites ou des défaites épisodiques du mouvement révolutionnaire dans telle ou telle période, ni à plus forte raison du point de vue des délais ou des formes de réalisation de telles ou telles revendications découlant de ces mots d'ordre. Les mots d'ordre stratégiques du Parti ne peuvent être appréciés que du point de vue de l'analyse marxiste des forces de classes et de la juste disposition des forces de la révolution sur le front de la lutte pour la victoire de la révolution, pour la concentration du pouvoir entre les mains de la classe nouvelle.

Votre erreur, camarade Ian-ski, c'est d'avoir éludé cette très importante question méthodologique, ou de ne l'avoir pas comprise.

2. Vous écrivez dans votre lettre :

Est-il juste d'affirmer que nous ayons marché en alliance avec toute la paysannerie *seulement* jusqu'à Octobre? Non, ce n'est pas juste. Le mot d'ordre : « Alliance avec toute la paysannerie », était valable avant Octobre.

au moment d'Octobre et dans la première période après Octobre, pour autant que la paysannerie tout entière était intéressée à l'achèvement de la révolution bourgeoise.

Ainsi, il ressort de ce passage que le mot d'ordre stratégique du Parti à la première étape de la révolution (1905-février 1917), alors qu'il s'agissait de renverser le pouvoir du tsar et des grands propriétaires fonciers, et d'instaurer la dictature du prolétariat et de la paysannerie, ne différait point du mot d'ordre stratégique à la deuxième étape de la révolution (février 1917-octobre 1917), alors qu'il s'agissait de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et d'instaurer la dictature du prolétariat. Vous niez donc la différence essentielle qui existe entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste prolétarienne. Et vous faites cette erreur parce que, apparemment, vous ne voulez pas comprendre cette simple chose que le thème essentiel du mot d'ordre stratégique est la question du pouvoir à une étape donnée de la révolution, la question de savoir *quelle* classe on renverse et aux mains de *quelle* classe passe le pouvoir. Il est à peine besoin de démontrer que là vous avez absolument tort.

Vous dites qu'au moment d'Octobre et dans la première période après Octobre, nous appliquions le mot d'ordre : « Alliance avec toute la paysannerie », pour autant que la paysannerie tout entière était intéressée à l'achèvement de la révolution bourgeoise. Mais qui vous a dit que l'insurrection d'Octobre et la Révolution d'Octobre se réduisaient à achever la révolution bourgeoise, ou qu'elles se le proposaient comme tâche essentielle ? Où avez-vous pris cela ? Est-ce qu'on peut faire tenir le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat dans le cadre de la révolution bourgeoise ? Est-ce que conquérir la dictature du prolétariat, ce n'est pas sortir du cadre de la révolution bourgeoise ? Comment peut-on affirmer que les koulaks (des paysans, pourtant, eux aussi) pouvaient appuyer le renversement de la bourgeoisie et le passage du pouvoir au prolétariat ? Comment peut-on nier que le décret sur la nationalisation de la terre, sur l'abolition de la propriété privée de la terre, l'interdiction de l'achat et de la vente des terres, etc., quoique ne pouvant être reconnu pour un décret socialiste, ait été appliqué chez nous dans la lutte contre les koulaks, et non en alliance avec eux ? Comment peut-on affirmer que les koulaks (des paysans eux aussi) pouvaient appuyer les décrets du pouvoir des Soviets sur l'expropriation des fabriques, des usines, des chemins de fer, des banques, etc., ou le mot d'ordre du prolétariat sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ? Comment peut-on affirmer que l'essentiel dans la Révolution d'Octobre, ce ne sont point ces actes et autres analogues, ni le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat, mais l'achèvement de la révolution bourgeoise ?

Il est hors de discussion que l'une des tâches principales de la Révolution d'Octobre était d'achever la révolution bourgeoise ; que sans la Révolution d'Octobre, la révolution bourgeoise n'aurait pu être menée jusqu'au bout, de même que la Révolution d'Octobre elle-même n'aurait pu être consolidée sans l'achèvement de la révolution bourgeoise ; et pour autant que la Révolution d'Octobre achevait la révolution bourgeoise, elle devait rencontrer la sympathie de tous les paysans. Tout cela est indiscutable. Mais est-ce une raison pour affirmer que l'achèvement de la révolution bourgeoise ait été, non pas une conséquence de la Révolution d'Octobre, mais son essence ou son principal objet ? Mais alors qu'avez-vous fait du principal objet de la Révolution d'Octobre : renversement du pouvoir de la bourgeoisie, instauration de la dictature du prolétariat, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, expropriation des capitalistes, et ainsi de suite ? Et si le thème principal du mot d'ordre stratégique est la question essentielle de toute révolution, c'est-à-dire la question du passage du pouvoir des mains d'une classe dans les mains d'une autre, ne s'ensuit-il pas clairement qu'on ne doit pas confondre la question de l'achèvement de la révolution bourgeoise par le pouvoir prolétarien, avec la question du renversement de la bourgeoisie et de la conquête de ce même pouvoir prolétarien, c'est-à-dire avec la question qui constitue le thème principal du mot d'ordre stratégique à la deuxième étape de la révolution.

Une des plus grandes réalisations de la dictature du prolétariat est d'avoir achevé la révolution bourgeoise et balayé net la boue moyen-âgeuse. Pour la campagne, ce fait eut une importance capitale et vraiment décisive. Sans ce fait, l'union des guerres paysannes et de la révolution prolétarienne, dont Marx parlait déjà dans la seconde moitié du siècle dernier, n'aurait pu être réalisée. Sans ce fait, la révolution prolétarienne elle-même n'aurait pu être consolidée. Et il ne faut pas perdre de vue la circonstance importante que voici : l'achèvement de la révolution bourgeoise n'est point un acte qui s'accomplit en une fois. En réalité, il s'est échelonné sur toute une période, comprenant non seulement des fragments de 1918, comme vous l'affirmez dans votre lettre, mais encore des fragments de 1919 (région de la Volga, Oural) et de 1919-1920 (Ukraine). J'entends par là l'offensive de Koltchak et de Dénikine, lorsque la paysannerie dans son ensemble vit se dresser devant elle le danger de la restauration du pouvoir des grands propriétaires fonciers et qu'elle dut, précisément comme *un tout*, se grouper autour du pouvoir des Soviets pour assurer l'achèvement de la révolution bourgeoise et garder les fruits de cette révolution. Pour comprendre exactement les passages de Lénine que vous citez, ainsi que le mécanisme de la mise en œuvre des mots d'ordre du Parti, il faut avoir la vision constante de la complexité et de la multi-

plicité des processus que présente la réalité vivante, cet entrelacement « capricieux » des tâches directement socialistes de la dictature avec celle qui consiste à achever la révolution bourgeoise. Peut-on dire que cet entrelacement atteste que le mot d'ordre du Parti à la *deuxième* étape de la révolution ait été faux ? que ce mot d'ordre ne diffère pas de celui de la *première* étape de la révolution ? Non, on ne peut pas le dire. Au contraire, cet entrelacement ne fait que confirmer la justesse du mot d'ordre du Parti à la deuxième étape de la révolution : avec la paysannerie *pauvre* contre la bourgeoisie capitaliste à la ville et à la campagne, pour le pouvoir du prolétariat, etc. Pourquoi ? Parce que, pour achever la révolution bourgeoise, il fallait *d'abord* renverser en Octobre le pouvoir de la bourgeoisie et établir le pouvoir du prolétariat, car seul ce pouvoir est capable d'achever la révolution bourgeoise. Or, pour établir en Octobre le pouvoir du prolétariat, il fallait préparer et organiser pour Octobre une armée politique *appropriée*, capable de renverser la bourgeoisie, capable d'instaurer le pouvoir du prolétariat. Point n'est besoin de démontrer que nous avons pu préparer et organiser *une telle* armée politique *seulement* sous le mot d'ordre : alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre contre la bourgeoisie, pour la dictature du prolétariat. Il est clair que sans *un tel* mot d'ordre stratégique, appliqué d'avril à octobre 1917 nous n'aurions pu avoir *une telle* armée politique, nous n'aurions pu, par conséquent, vaincre en Octobre, nous n'aurions pas renversé le pouvoir de la bourgeoisie et n'aurions pas eu, par conséquent, la possibilité d'achever la révolution bourgeoise.

Voilà pourquoi l'on ne doit pas opposer l'achèvement de la révolution bourgeoise au mot d'ordre stratégique de la deuxième étape de la révolution, mot d'ordre qui a pour tâche d'assurer la prise du pouvoir par le prolétariat.

Il n'est qu'un moyen d'éviter toutes ces « contradictions », c'est de reconnaître la différence essentielle entre le mot d'ordre stratégique de la première étape de la révolution (révolution démocratique bourgeoise) et le mot d'ordre stratégique de la deuxième étape de la révolution (révolution prolétarienne) ; c'est de reconnaître que pendant la première étape de la révolution nous avons marché avec *toute* la paysannerie pour la révolution démocratique bourgeoise, et que pendant la deuxième étape de la révolution nous avons marché avec la paysannerie *pauvre* contre le pouvoir du Capital, pour la révolution prolétarienne. Cela nous devons le reconnaître, car l'analyse des forces de classes à la première et à la deuxième étape de la révolution nous y oblige. Dans le cas contraire, il serait impossible d'expliquer que jusqu'en février 1917 nous ayons mené l'action sous le mot d'ordre de dictature *démocratique* révolutionnaire du prolétariat et de la *paysannerie*, et qu'après février 1917 nous ayons remplacé ce mot

d'ordre par celui de dictature *socialiste* du prolétariat et de la paysannerie *pauvre*. Convenez, camarade Ian-ski, que ce remplacement d'un mot d'ordre par un autre en mars-avril 1917 ne peut être expliqué avec votre schéma.

Cette différence essentielle entre les deux mots d'ordre stratégiques du Parti avait été signalée par Lénine déjà dans sa brochure *Deux Tactiques*. Voici comment il formula le mot d'ordre du Parti lors de la préparation de la révolution démocratique bourgeoise :

Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. (t. VIII, p. 96, éd. russe.)

Autrement dit : avec toute la paysannerie, contre l'autocratie, en neutralisant la bourgeoisie, pour la révolution démocratique.

Quant au mot d'ordre du Parti dans la période de préparation de la révolution socialiste, voici comment il le formulait :

Le prolétariat doit faire la révolution socialiste en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétariens de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. (*Ibidem.*)

Autrement dit : avec la paysannerie pauvre et, en général, avec les couches semi-prolétariennes de la population, contre la bourgeoisie, en neutralisant la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, pour la révolution socialiste.

C'était en 1905.

En avril 1917, Lénine, caractérisant la situation politique d'alors comme un entrelacement de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie avec le pouvoir réel de la bourgeoisie, disait :

Ce qu'il y a d'original dans l'actualité russe, c'est la *transition* de la première¹ étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, — à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres¹ de la paysannerie. (« Thèses d'Avril », t. XX, p. 88, éd. russe.)

A la fin d'août 1917, lorsque la préparation d'Octobre marchait à toute vapeur, Lénine écrivait dans un article spécial intitulé « Paysans et ouvriers » :

Seuls le prolétariat et la paysannerie¹ peuvent renverser la monarchie : telle était la définition fondamentale pour l'époque [il s'agit de 1905. *J. St.*] de notre politique de classe. Et cette définition était juste. Février et mars 1917 l'ont confirmé une fois de plus. Seul le prolétariat dirigeant la paysannerie pauvre¹ (les semi-prolétaires, comme dit notre programme) peut terminer la guerre par une paix démocratique, guérir ses plaies et faire les premiers pas, devenus absolument indispensables et urgents, vers le

¹ Souligné par moi. *J. St.*

socialisme. Telle est la définition de notre politique de classe aujourd'hui. (t. XXI, p. III, éd. russe.)

Il ne faut pas entendre par là que soi-disant nous ayons *aujourd'hui* la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Cela est évidemment faux. Nous avons marché vers Octobre sous le mot d'ordre de la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, et nous l'avons réalisé en Octobre, formellement, pour autant que nous faisons bloc avec les socialistes-révolutionnaires de gauche et partageons avec eux la direction, quoique en fait nous eussions déjà alors la dictature du prolétariat, puisque nous, bolchéviks, formions la majorité. La dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre cessa néanmoins d'exister, formellement après le « putsch » des socialistes-révolutionnaires de gauche, après la rupture du bloc avec ces derniers, lorsque la direction passa *entièrement et sans réserve* aux mains d'un seul parti, aux mains de notre Parti, qui ne partage et ne peut partager la direction de l'Etat avec un autre parti. C'est ce qui s'appelle chez nous dictature du prolétariat.

Enfin, en novembre 1918, Lénine, jetant un regard rétrospectif sur le chemin parcouru par la révolution, écrivait :

Oui, notre révolution est bourgeoise, *tant que nous marchons avec la paysannerie dans son ensemble*. Cela nous en avons très nettement conscience. Nous l'avons redit des centaines et des milliers de fois depuis 1905 ; jamais nous n'avons essayé de brûler cette étape nécessaire du processus historique, ni de l'abolir à coups de décrets... Mais en 1917, dès le mois d'avril, bien avant la Révolution d'Octobre et la prise¹ du pouvoir par nous¹, nous disions ouvertement et expliquions au peuple : Maintenant la révolution ne pourra s'arrêter là car le pays a fait du chemin, le capitalisme s'est poussé en avant, la ruine qui atteint des proportions inouïes *ezigera* (qu'on le veuille ou non) la marche en avant, *vers le socialisme*. Car autrement il est impossible d'aller de l'avant, de sauver le pays épuisé par la guerre, de soulager les souffrances des travailleurs et des exploités. Tout s'est passé exactement comme nous l'avions dit. Le cours de la révolution a confirmé la justesse de notre raisonnement. D'abord avec « toute » la paysannerie contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre la féodalité (et la révolution reste pour autant bourgeoise, démocratique bourgeoise). Ensuite, avec la paysannerie pauvre, avec le semi-prolétariat, avec tous les exploités, *contre le capitalisme, y compris les riches campagnards, les koulaks, les spéculateurs*¹ ; et la révolution devient pour autant socialiste. (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, pp. 390-391, éd. russe.)

Comme vous voyez, Lénine a maintes fois souligné la différence profonde qui existe entre le premier mot d'ordre stratégique, dans la période de préparation de la révolution démocratique bourgeoise, et le deuxième mot d'ordre stratégique, dans la période de préparation d'Octobre. Là, c'est le mot d'ordre : avec *toute la paysannerie* contre l'autocratie ; ici, c'est le mot d'ordre : avec *la paysannerie pauvre* contre la bourgeoisie.

¹ Souligné par moi. J. St.

Le fait que l'achèvement de la révolution bourgeoise s'échelonna sur toute une période après Octobre ; que dans la mesure où nous menions jusqu'au bout la révolution bourgeoise, « toute » la paysannerie ne pouvait pas ne pas sympathiser avec nous, ce fait, comme je l'ai déjà dit plus haut, n'ébranle pas d'un iota la thèse fondamentale, disant que nous avons marché vers Octobre et vaincu en Octobre avec la *paysannerie pauvre* ; que nous avons renversé le pouvoir de la bourgeoisie et instauré la dictature du prolétariat (dont un des objectifs était d'achever la révolution bourgeoise) en commun avec la *paysannerie pauvre*, face à la résistance des koulaks (paysans eux aussi) et aux hésitations de la paysannerie moyenne.

C'est clair, je pense.

3. Vous écrivez plus loin dans votre lettre :

Est-il juste d'affirmer que « nous sommes arrivés à Octobre avec le mot d'ordre d'alliance avec la paysannerie pauvre en neutralisant le paysan moyen » ? Non, ce n'est pas juste. De l'exposé ci-dessus, ainsi que des textes cités de Lénine, il ressort que ce mot d'ordre ne pouvait surgir que lorsque « la division en classes eut mûri au sein de la paysannerie » (Lénine), c'est-à-dire « en été et en automne 1918 ».

De ce passage il résulte que le Parti s'est engagé dans la voie de la neutralisation du paysan moyen, non dans la période de préparation ni au cours d'Octobre, mais après Octobre, et surtout après 1918, après la période des comités de paysans pauvres. Cela est tout à fait faux, camarade Ian-ski. Au contraire, la politique de neutralisation du paysan moyen n'a pas commencé, mais a fini après la période des comités de paysans pauvres, après 1918. La politique de neutralisation du paysan moyen fut abolie (et non instituée) dans notre pratique précisément après 1918. C'est après 1918, en mars 1919, que Lénine, ouvrant le VIII^e congrès de notre Parti, déclarait :

Les meilleurs représentants du socialisme d'autrefois — du temps où ils croyaient encore à la révolution et la servaient dans leurs théories et leurs idées — parlaient de la *neutralisation de la paysannerie*, c'est-à-dire de la nécessité de faire de la paysannerie moyenne, sinon une couche sociale aidant activement à la révolution du prolétariat, du moins une couche sociale neutre, n'entravant point cette révolution, ne se rangeant pas du côté de nos ennemis. Cette façon abstraite, théorique, de poser le problème est tout à fait claire pour nous. Mais elle est insuffisante¹. Nous sommes entrés dans une phase de la construction socialiste¹ où il faut élaborer de façon concrète, détaillée, les règles et directives fondamentales, vérifiées par l'expérience du travail à la campagne, et dont nous devons nous inspirer pour nous placer, à l'égard du paysan moyen, sur le terrain d'une alliance solide. (t. XXIV, p. 114, éd. russe.)

Il en résulte, comme vous voyez, quelque chose de directement opposé à ce que vous dites dans votre lettre ; de plus, ici, vous retournez sans dessus dessous la véritable pratique de notre Parti, en confondant le début de la neutralisation avec sa fin.

¹ Souligné par moi. J. St.

Le paysan moyen se lamentait et hésitait entre la révolution et la contre-révolution, tant que l'on renversait la bourgeoisie, tant que le pouvoir des Soviets n'était pas encore consolidé ; et c'est pourquoi il fallait le neutraliser. Le paysan moyen se tourna vers nous, lorsqu'il commença à se convaincre que la bourgeoisie avait été renversée « pour de bon », que le pouvoir des Soviets se consolidait, que l'on venait à bout du koulak, que l'Armée rouge commençait à vaincre sur les fronts de guerre civile. C'est précisément après un tel tournant que devint possible le troisième mot d'ordre stratégique du Parti, formulé par Lénine au VIII^e congrès du Parti : En s'appuyant sur la paysannerie pauvre et en établissant une alliance solide avec le paysan moyen, en avant pour la construction socialiste.

Comment avez-vous pu oublier ce fait universellement connu ?

Il ressort ensuite de votre lettre que, *lors du passage* à la révolution prolétarienne et dans les *premières journées* qui suivirent la victoire de cette révolution, la politique de neutralisation du paysan moyen était erronée, impropre et, par conséquent, inacceptable. C'est *tout à fait faux*, camarade Ian-ski. C'est juste le contraire qui est vrai. Le paysan moyen hésite et résiste le plus, précisément lors du renversement du pouvoir de la bourgeoisie et jusqu'à ce que le pouvoir du prolétariat soit consolidé. C'est précisément dans cette période que l'alliance avec la paysannerie pauvre et la neutralisation du paysan moyen sont nécessaires.

Persistant dans votre erreur, vous affirmez que la question de la paysannerie a une grande importance non seulement pour notre pays, mais encore pour les autres pays, qui « rappellent plus ou moins l'économie de la Russie d'avant Octobre ». Evidemment cette dernière remarque est juste. Mais voici ce que dit Lénine dans ses thèses sur la question agraire au II^e congrès de l'Internationale communiste, au sujet de la politique des partis prolétariens à l'égard du paysan moyen dans la période de la prise du pouvoir par le prolétariat. Après avoir défini la paysannerie pauvre, ou plus exactement les « masses travailleuses et exploitées des campagnes », comme un groupe distinct composé d'ouvriers agricoles, de semi-prolétaires ou paysans parcellaires et de petits paysans, et passant ensuite à la paysannerie moyenne, comme groupe particulier à la campagne, Lénine dit :

Par « paysannerie moyenne », dans le sens économique, il faut entendre les petits cultivateurs possédant aussi à titre de propriété ou de propriété à ferme des lots de terre qui, quoique peu étendus, leur permettent, en règle générale, sous le capitalisme, non seulement d'entretenir de façon exigüe leur famille et leur exploitation, mais encore de réaliser un certain excédent susceptible, du moins dans les meilleures années, de se muor en capital, et qui ont assez souvent recours à la main-d'œuvre salariée... Le prolétariat révolutionnaire ne peut se proposer comme tâche — du moins dans un avenir immédiat et pour le début de la période de dictature du prolétariat —

de gagner cette couche à ses côtés. Il doit *borner sa tâche à la neutraliser*, c'est-à-dire à l'obliger de ne pas prêter un soutien actif à la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat. (*Compte rendu sténographique du III^e congrès de l'Internationale communiste*, pp. 610-611, éd. russe.)

Comment peut-on affirmer après cela que la politique de neutralisation du paysan moyen ait pu « surgir » chez nous « *seulement* » « en été et en automne 1918 », c'est-à-dire *après* les succès décisifs dans la consolidation du pouvoir des Soviets, du pouvoir du prolétariat ?

Comme vous voyez, la question relative au mot d'ordre stratégique des partis prolétariens lors du passage à la révolution socialiste et de la consolidation du pouvoir du prolétariat, de même que la question de la neutralisation du paysan moyen, ne sont pas aussi simples que vous l'imaginez.

4. De tout ce qui a été dit plus haut, il ressort que les passages que vous empruntez aux œuvres de Lénine ne peuvent en aucune mesure être opposés au mot d'ordre essentiel du Parti à la deuxième étape de la révolution, puisque ces passages : a) traitent non pas du mot d'ordre essentiel du Parti *avant* Octobre, mais de l'achèvement de la révolution bourgeoise *après* Octobre ; b) ne réfutent pas, mais confirment la justesse de ce mot d'ordre. J'ai dit plus haut et suis obligé de répéter une fois encore, qu'au mot d'ordre stratégique du Parti dans la deuxième étape de la révolution, dans la période *avant* la prise du pouvoir par le prolétariat, mot d'ordre dont le thème principal est la question du pouvoir, on ne peut opposer l'achèvement de la révolution bourgeoise, tâche qui s'accomplit dans la période qui vient *après* la prise du pouvoir par le prolétariat.

5. Vous parlez de l'article du camarade Molotov dans la *Pravda* (du 12 mars 1927) : « Sur la révolution bourgeoise dans notre pays », article qui, comme vous le dites, vous a « poussé » à me demander des éclaircissements. Je ne sais comment vous lisez les articles, camarade Ian-ski. J'ai lu, moi aussi, l'article du camarade Molotov, et je pense qu'il ne contredit à aucun titre ce qui est dit dans mon rapport au XIV^e congrès de notre Parti au sujet des mots d'ordre du Parti concernant la paysannerie. Dans son article, le camarade Molotov traite, non pas du mot d'ordre essentiel du Parti dans la période d'Octobre, mais du fait que le Parti, pour autant qu'il achevait, après Octobre, la révolution bourgeoise, ralliait la sympathie de tous les paysans. Mais j'ai dit plus haut que la constatation de ce fait ne réfute pas mais, au contraire, confirme la justesse de la thèse fondamentale, disant que nous avons renversé le pouvoir de la bourgeoisie et établi la dictature du prolétariat en commun avec la paysannerie pauvre, en neutralisant le paysan moyen, contre la bourgeoisie des villes et des campagnes ; que sans cela nous n'aurions pas pu achever la révolution bourgeoise.

Bolchévik. n° 7-8, 15 avril 1927.

SUR LE MOT D'ORDRE DE DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE PAUVRE DANS LA PÉRIODE DE PRÉPARATION D'OCTOBRE

RÉPONSE AU CAMARADE S. POKROVSKI

Camarade Pokrovski,

Je pense que votre lettre du 2 mai courant ne constitue ni un motif, ni une raison pour qu'il faille y répondre en détail, pour ainsi dire sur tous les points. A proprement parler, elle ne donne rien de particulièrement nouveau, comparativement à la lettre du camarade Ian-ski. Si je réponds néanmoins à votre lettre, c'est parce qu'elle renferme certains éléments de restauration directe des conceptions de Kaménev dans la période d'avril-mai 1917. C'est seulement pour démasquer ces éléments de restauration des conceptions de Kaménev, que j'estime nécessaire de répondre brièvement à votre lettre.

1. Vous dites, dans votre lettre, que « nous avons en fait, dans la période de Février à Octobre, le mot d'ordre d'alliance avec toute la paysannerie », que dans « la période de Février à Octobre, le Parti soutenait et défendait son ancien mot d'ordre à l'égard de la paysannerie : alliance avec toute la paysannerie dans son ensemble ».

Il s'ensuivrait, premièrement, que les bolchéviks, dans la période de préparation d'Octobre (avril-octobre), ne se proposaient pas pour tâche de tracer un sillon entre la paysannerie pauvre et les paysans aisés, mais envisageaient la paysannerie comme un tout.

Il s'ensuivrait, deuxièmement, que dans la période de préparation d'Octobre les bolchéviks n'avaient pas remplacé l'ancien mot d'ordre : « Dictature du prolétariat et de la paysannerie » par le mot d'ordre nouveau : « Dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre », mais étaient restés sur les vieilles positions formulées dans la brochure de Lénine *Deux Tactiques*, en 1905.

Il s'ensuivrait, troisièmement, que la politique bolchévique de lutte contre les hésitations et l'esprit de conciliation des Soviets, dans la période de préparation d'Octobre (mars-octobre 1917), contre les hésitations de la paysannerie moyenne dans les Soviets et sur le front, contre les hésitations entre la révolution et la

contre-révolution, contre les hésitations et la politique de conciliation qui prirent un caractère particulièrement aigu dans les journées de juillet, alors que les Soviets dirigés par les conciliateurs socialistes-révolutionnaires et menchéviks emboîtaient le pas aux généraux contre-révolutionnaires pour isoler les bolchéviks, — il s'ensuivrait que la lutte bolchévique contre ces hésitations et cette politique de conciliation de certaines couches de la paysannerie a été sans objet et absolument inutile.

Il s'ensuivrait enfin que Kaménev avait raison lorsqu'il défendait en avril-mai 1917 l'ancien mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie, tandis que Lénine, qui considérait ce mot d'ordre comme déjà vieilli et avait proclamé le mot d'ordre nouveau de dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, avait tort.

Il n'est que de poser ces questions pour comprendre toute l'inconséquence de votre lettre dans son ensemble.

Mais puisque vous êtes grand amateur de citations découpées dans les œuvres de Lénine, adressons-nous aux citations.

Point n'est besoin d'un grand effort pour démontrer que ce que Lénine considérait comme un *fait nouveau* dans les rapports agraires de la Russie après la révolution de Février, au point de vue du développement ultérieur de la révolution, ce n'était pas la communauté d'intérêt du prolétariat et de la paysannerie dans son ensemble, mais la *scission* entre la paysannerie pauvre et la paysannerie aisée, dont la première, c'est-à-dire la paysannerie pauvre, était attirée vers le prolétariat, et la seconde, c'est-à-dire la paysannerie aisée, suivait le Gouvernement provisoire.

Voici ce que Lénine disait à ce sujet en avril 1917, dans sa polémique contre Kaménev et ses conceptions :

Il n'est pas permis à un parti prolétarien de fonder *maintenant* ¹ des espérances sur la communauté d'intérêts avec la paysannerie. (« Discours à la conférence d'avril 1917 », t. XX, p. 245, éd. russe.)

Plus loin :

Nous voyons dès maintenant, dans les résolutions de divers congrès paysans, l'idée d'attendre, pour résoudre la question agraire, l'Assemblée constituante ; c'est une victoire de la *paysannerie aisée* ¹ qui penche vers les cadets. (« Discours à la conférence de Pétrograd », t. XX, p. 176.)

Plus loin :

Il est possible que la paysannerie prenne toute la terre et tout le pouvoir. Loin d'oublier cette possibilité et de borner mon horizon au seul jour présent, je formule clair et net le programme agraire en tenant compte d'un *fait nouveau* : la *scission* ¹ plus profonde des ouvriers agricoles et des paysans

¹ Souligné par moi. J. St.

pauvres avec les paysans aisés. (« Lettres sur la tactique », écrites en avril, t. XX, p. 103.)

Voilà ce que Lénine considérait comme un fait *nouveau* et *important* dans la situation nouvelle à la campagne, après la révolution de Février.

C'est de cela que Lénine s'est inspiré pour édifier la politique du Parti dans la période qui suivit février 1917.

C'est de cette thèse que Lénine est parti lorsque, à la conférence de Pétrograd, avril 1917, il disait :

Nous n'avons appris qu'ici, sur place, que le Soviet des députés ouvriers et soldats avait livré le pouvoir au Gouvernement provisoire. Le Soviet des députés ouvriers et soldats, c'est la réalisation de la dictature du prolétariat et des soldats ; ces derniers sont en majorité des paysans. C'est donc bien la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Mais cette « dictature » a passé un accord avec la bourgeoisie. C'est sur ce point qu'il faut *réviser* le « vieux » bolchévisme¹. (Rapport sur le « moment actuel » et sur l'attitude envers le Gouvernement provisoire, t. XX, p. 176.)

C'est de cette thèse qu'est parti Lénine lorsque, en avril 1917, il écrivait :

Quiconque *aujourd'hui* ne parle que de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », retarde sur la vie, *passé*, de ce fait, pratiquement, à la petite bourgeoisie contre la lutte de classe prolétarienne, et mérite d'être relégué aux archives des curiosités pré-révolutionnaires « bolchéviques » (archives des « vieux bolchéviks », pourrait-on dire). (« Lettres sur la tactique », t. XX, p. 101.)

C'est sur ce terrain que naquit le mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie *pauvre*, au lieu de l'ancien mot d'ordre — dictature du prolétariat et de la paysannerie.

Vous pouvez dire, comme vous le faites du reste dans votre lettre, que c'est là sauter à la manière trotskiste par-dessus la révolution paysanne encore inachevée, mais cela sera aussi convaincant que le fut l'objection analogue de Kaménev, dirigée contre Lénine, en avril 1917. Lénine tenait parfaitement compte de cette objection quand il disait :

Le trotskisme dit : « Pas de tsar et gouvernement ouvrier ». C'est faux. La petite bourgeoisie existe, on ne peut pas la rejeter. Mais elle se compose de deux parties : sa partie *pauvre*¹ marche avec la classe ouvrière. (« Discours à la conférence de Pétrograd », t. XX, p. 182.)

L'erreur de Kaménev, qui est maintenant la vôtre, camarade Pokrovski, c'est de ne pas savoir relever et souligner la différence qui existe entre les deux parties de la petite bourgeoisie, en l'espèce la paysannerie ; de ne pas savoir *distinguer* dans toute la masse de la paysannerie, dans son ensemble, sa partie pauvre,

¹ Souligné par moi. J. St.

et édifier là-dessus la politique du Parti en période de transition de la première étape de la révolution de 1917 à sa deuxième étape, de ne pas savoir en *dégager* un nouveau mot d'ordre, le deuxième mot d'ordre stratégique du Parti sur la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

Suivons méthodiquement l'histoire pratique du mot d'ordre « dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre », d'avril à octobre 1917, dans les travaux de Lénine.

Avril 1917 :

Ce qu'il y a d'original dans l'actualité russe, c'est la *transition* de la première¹ étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, — à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie¹. (« Thèses d'Avril », t. XX, p. 88, éd. russe.)

Juillet 1917 :

Seuls les ouvriers révolutionnaires, s'ils sont soutenus par les *paysans pauvres*¹ sont en mesure de briser la résistance des capitalistes, de conduire le peuple à la conquête de la terre sans rachat, à la liberté complète, à la victoire sur la famine, à la victoire sur la guerre, à une paix juste et durable. (« Les enseignements de la révolution », t. XXI, p. 77, éd. russe.)

Août 1917 :

Seul le prolétariat dirigeant la *paysannerie pauvre*¹ (les semi-prolétaires, comme dit notre programme) peut terminer la guerre par une paix démocratique, guérir ses plaies et faire les premiers pas, devenus absolument indispensables et *urgents*, vers le socialisme. Telle est la définition de notre politique de classe aujourd'hui. (« Paysans et ouvriers », t. XXI, p. 111.)

Septembre 1917 :

Seule la dictature des prolétaires et des *paysans pauvres*¹ est capable de briser la résistance des capitalistes, de montrer dans l'exercice du pouvoir une hardiesse et une résolution vraiment imposantes, de s'assurer l'appui enthousiaste, total, vraiment héroïque des masses dans l'armée comme dans la paysannerie. (« Une des questions fondamentales de la révolution », t. XXI, p. 147).

Septembre-octobre 1917, dans la brochure *Les bolchéviks conserveront-ils le pouvoir ?* où Lénine polémise avec la *Novaïa Jizn* [la Vie nouvelle] :

*Ou bien*¹ tout le pouvoir à la bourgeoisie, mais cela il y a longtemps que vous ne le soutenez plus ; et la bourgeoisie, elle-même, n'ose même en souffler mot, sachant que le peuple qui, les 20 et 21 avril, a jeté bas, d'un simple mouvement d'épaule, un tel pouvoir, le renverserait maintenant trois fois plus résolument, plus implacablement. *Ou bien*¹ le pouvoir à la petite bourgeoisie, c'est-à-dire la coalition (l'alliance, l'entente) de celle-

¹ Souligné par moi. *J. St.*

ci avec la bourgeoisie, car la petite bourgeoisie ne veut ni ne peut prendre seule, et d'une façon indépendante, le pouvoir, ainsi que l'a prouvé l'expérience de toutes les révolutions, ainsi que le prouve également la science économique qui enseigne qu'en pays capitaliste on peut être soit pour le Capital, soit pour le Travail, mais qu'on ne peut se maintenir entre les deux. Cette coalition, en Russie, a essayé, durant six mois, des dizaines de moyens et a échoué. *Ou bien*¹, enfin, tout le pouvoir aux prolétaires et aux *paysans pauvres*¹ contre la bourgeoisie, pour briser sa résistance. C'est ce qu'on n'a pas encore essayé, et c'est ce que vous, messieurs de la *Novata Jizn*, déconseillez au peuple, en l'effrayant par votre propre frayeur devant la bourgeoisie. Impossible de rien concevoir d'autre, en fait de quatrième issue. (t. XXI, p. 275, éd. russe.)

Tels sont les faits.

Tous ces faits et événements de l'histoire de la préparation d'Octobre, vous les *tournez* « tout bonnement » ; vous *rayez* « tout bonnement » de l'histoire du bolchévisme la *lutte* des bolchéviks dans la période de préparation d'Octobre contre les *hésitations* et la *politique de conciliation* des « paysans aisés », qui siégeaient alors dans les Soviets ; vous *enterrez* « tout bonnement » le mot d'ordre de Lénine sur la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, et vous vous imaginez en même temps que ce n'est point là *violenter* l'histoire, le léninisme.

Par ces citations, que l'on pourrait multiplier, vous devez voir, camarade Pokrovski, que les bolchéviks prenaient pour point de départ, après février 1917, non pas la paysannerie dans son ensemble, mais sa partie pauvre, qu'ils marchaient vers Octobre, non pas sous l'*ancien* mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie, mais sous le *nouveau* mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

Cela montre que les bolchéviks appliquaient ce mot d'ordre dans la lutte contre les hésitations et la politique de conciliation des Soviets, contre les hésitations et la politique de conciliation d'une certaine partie de la paysannerie siégeant dans les Soviets, contre les hésitations et la politique de conciliation de certains partis de la démocratie petite-bourgeoise, qui ont nom — socialistes-révolutionnaires et menchéviks.

Cela montre que sans le nouveau mot d'ordre de la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, nous n'aurions pu rassembler une armée politique suffisamment puissante, capable de vaincre la politique de conciliation des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, de neutraliser les hésitations d'une certaine partie de la paysannerie, de renverser le pouvoir bourgeois et de rendre ainsi possible l'achèvement de la révolution bourgeoise.

Cela montre que « nous avons marché vers Octobre et vaincu

¹ Souligné par moi. J. St.

en Octobre avec la paysannerie pauvre, face à la résistance des koulaks (paysans eux aussi) et aux hésitations de la paysannerie moyenne ». (Voir ma réponse au camarade Ian-ski).

Il s'ensuit de la sorte qu'en avril 1917, comme aussi pendant toute la période de préparation d'Octobre, c'est Lénine qui avait raison, et non Kaménev ; quant à vous, camarade Pokrovski, qui restaurez aujourd'hui les conceptions de Kaménev, vous vous mettez, me semble-t-il, en assez mauvaise compagnie.

2. A l'opposé de tout ce qui a été dit plus haut, vous citez les paroles de Lénine disant qu'en octobre 1917, nous avons pris le pouvoir avec le soutien de la paysannerie *dans son ensemble*. Que nous ayons pris le pouvoir avec un *certain* soutien de la paysannerie dans son ensemble, cela est parfaitement juste. Mais vous avez oublié d'ajouter ce « détail » : la paysannerie *dans son ensemble* ne nous soutenait en Octobre, et après Octobre, que *dans la mesure* où nous achevions la révolution bourgeoise. C'est un « détail » très important qui, en l'occurrence, tranche la question. Il n'est pas permis à un bolchévik, camarade Pokrovski, d'« oublier » un « détail » aussi important et d'escamoter ainsi une question de la plus haute importance.

Votre lettre montre que vous *opposez* les paroles de Lénine sur le soutien donné par la paysannerie *dans son ensemble*, au mot d'ordre du Parti sur la « dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre », formulé également par Lénine. Mais pour opposer ces paroles de Lénine aux textes précédents empruntés à ses œuvres ; pour avoir une raison de réfuter les textes précédents de Lénine sur le mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre par les paroles que vous empruntez toujours à Lénine, sur la paysannerie dans son ensemble, — il faut pour cela démontrer au moins deux choses.

Premièrement. Il faut démontrer que l'achèvement de la révolution bourgeoise a été *l'essentiel* dans la Révolution d'Octobre. Lénine estime que l'achèvement de la révolution bourgeoise n'est qu'un produit « accessoire » de la Révolution d'Octobre, laquelle s'est acquittée de cette tâche « en passant ». Il faut avant tout réfuter cette thèse de Lénine et démontrer que *l'essentiel* dans la Révolution d'Octobre n'a pas été le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et le passage du pouvoir aux mains du prolétariat, mais l'achèvement de la révolution bourgeoise. Essayez de démontrer cela, camarade Pokrovski, et alors je serai prêt à reconnaître que le mot d'ordre du Parti, d'avril à octobre 1917, fut chez nous non pas la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, mais la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Votre lettre montre que, ne jugeant pas possible de prendre sur vous cette tâche

plus que hasardeuse, vous essayez néanmoins de démontrer « en passant » que, dans une des questions les plus importantes de la Révolution d'Octobre, celle de la paix, nous étions soi-disant soutenus par toute la paysannerie, dans son ensemble. C'est faux, bien entendu. C'est tout à fait faux, camarade Pokrovski. Pour la question de la paix, vous donnez dans la manière de voir de l'homme de la rue. En réalité, la question de la paix était alors chez nous la question du pouvoir, car ce n'est qu'avec le passage du pouvoir aux mains du prolétariat que l'on pouvait compter sortir de la guerre impérialiste. Vous avez sans doute oublié les paroles de Lénine disant qu'« on ne peut mettre un terme à la guerre que par le passage du pouvoir à une autre classe »; que: « A bas la guerre! ne veut pas dire jeter la baïonnette, mais faire passer le pouvoir à une autre classe. » (« Discours à la conférence de Pétrograd », avril 1917, t. XX, pp. 181 et 178, éd. russe.)

Ainsi, de deux choses l'une : ou bien vous devez démontrer que l'essentiel dans la Révolution d'Octobre a été l'achèvement de la révolution bourgeoise, ou bien vous ne le démontrerez pas, et alors la conclusion s'impose d'elle-même, à savoir que la paysannerie dans son ensemble ne pouvait nous soutenir pendant Octobre que dans la mesure où nous achevions la révolution bourgeoise.

Deuxièmement. Vous devez démontrer que les bolchéviks ont pu obtenir l'appui de la paysannerie dans son ensemble, pendant Octobre et après Octobre, dans la mesure où ils achevaient la révolution bourgeoise, sans appliquer systématiquement le mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre durant toute la période de préparation d'Octobre, sans lutte systématique découlant de ce mot d'ordre, contre la politique de conciliation des partis petits-bourgeois, sans dénoncer systématiquement les hésitations de certaines couches de la paysannerie et de leurs représentants dans les Soviets, dénonciation qui découlait du même mot d'ordre. Essayez de démontrer cela, camarade Pokrovski. En effet, pourquoi avons-nous réussi à nous assurer l'appui de la paysannerie dans son ensemble, pendant Octobre et après Octobre ? Parce qu'il nous a été possible d'achever la révolution bourgeoise. Pourquoi cela nous a-t-il été possible ? Parce que nous avons réussi à renverser le pouvoir bourgeois et à le remplacer par le pouvoir du prolétariat, qui est le seul capable de mener jusqu'au bout la révolution bourgeoise. Pourquoi avons-nous réussi à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à instaurer le pouvoir du prolétariat ? Parce que nous avons préparé Octobre sous le mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre ; parce que, nous basant sur ce mot d'ordre, nous avons mené une lutte systématique contre la politique de conciliation des partis petits-bourgeois ; parce que,

nous basant sur ce mot d'ordre, nous avons mené une lutte systématique contre les hésitations de la paysannerie moyenne dans les Soviets ; parce que *ce n'est qu'avec ce mot d'ordre* que nous pouvions vaincre les hésitations du paysan moyen, briser la politique de conciliation des partis petits-bourgeois et rassembler une armée politique capable d'engager la lutte pour le passage du pouvoir aux mains du prolétariat. Il est à peine besoin de démontrer que sans ces conditions préalables, qui décidèrent du sort de la Révolution d'Octobre, nous n'aurions pu obtenir l'appui de la paysannerie *dans son ensemble*, ni pendant Octobre ni après Octobre.

Voilà, camarade Pokrovski, comment il faut comprendre l'union des guerres paysannes et de la révolution prolétarienne.

Voilà pourquoi *opposer* l'appui de la paysannerie dans son ensemble, pendant et après Octobre, au fait de la préparation d'Octobre sous le mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, c'est *ne rien comprendre au léninisme*.

Votre erreur fondamentale, camarade Pokrovski, est de n'avoir compris ni l'entrelacement, dans le cours de la Révolution d'Octobre, des tâches *socialistes* avec l'achèvement de la révolution *bourgeoise*, ni le mécanisme de la mise en œuvre des diverses revendications de la Révolution d'Octobre, découlant du deuxième mot d'ordre stratégique du Parti sur la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre. .

En lisant votre lettre, on peut croire que ce n'est pas nous qui avons pris la paysannerie au service de la révolution prolétarienne, mais qu'au contraire c'est « la paysannerie dans son ensemble », y compris les koulaks, qui a pris les bolchéviks à son service. Les choses iraient mal pour les bolchéviks, s'ils « se mettaient » avec cette facilité au service des classes non prolétariennes.

Les conceptions de Kaménev dans la période d'avril 1917, voilà le boulet attaché à vos pieds, camarade Pokrovski.

3. Vous affirmez que Staline ne voit pas de différence entre la situation de 1905 et la situation de février 1917. Ce n'est pas sérieux, bien entendu. Je n'ai pas dit cela, et ne pouvais le dire. Dans ma lettre, j'ai simplement dit que le mot d'ordre du Parti sur la dictature du prolétariat et de la paysannerie, formulé en 1905, avait reçu sa confirmation dans la révolution de février 1917. Et cela, évidemment, est exact. C'est ainsi précisément que Lénine exposait la situation dans son article « Paysans et ouvriers », en août 1917 :

Seuls le prolétariat et la paysannerie peuvent renverser la monarchie : telle était la définition fondamentale pour l'époque [il s'agit de 1905. J. St.] de notre politique de classe. Et cette définition était juste.

*Février et mars 1917 l'ont confirmé une fois de plus*¹ (t. XXI, p. 111., éd. russe.)

Vous prenez simplement plaisir à chicaner, camarade « dialectique » à l'excès.

4. Vous essayez ensuite de convaincre Staline de contradiction, en opposant à sa thèse sur l'esprit de conciliation du paysan moyen avant Octobre, un passage de la brochure de Staline, *les Questions du léninisme*, où il est parlé de la possibilité de construire le socialisme avec la paysannerie moyenne, après la consolidation de la dictature du prolétariat. Point n'est besoin d'un grand effort pour démontrer le caractère absolument antiscientifique d'une telle identification de deux phénomènes différents. Le paysan moyen avant Octobre, alors que la bourgeoisie était au pouvoir, et le paysan moyen après la consolidation de la dictature du prolétariat, alors que la bourgeoisie est déjà expropriée, que la coopération s'est développée et que les principaux moyens de production sont concentrés entre les mains du prolétariat, sont deux choses différentes. Identifier ces deux genres de paysans moyens et les placer sur le même plan, c'est considérer les choses en dehors de tout lien avec la situation historique et perdre toutes perspectives. Cela rappelle en quelque sorte la manière de Zinoviev de citer les textes en brouillant toutes les dates et toutes les époques. Si cela s'appelle « dialectique révolutionnaire », alors il faut reconnaître que le camarade Pokrovski a battu tous les records de l'ergoterie « dialectique ».

5. Je ne touche pas aux autres questions, car j'estime les avoir déjà épuisées dans ma correspondance avec le camarade Ian-ski.

20 mai 1927.

¹ Souligné par moi. J. St.

LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

POUR LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE D'OCTOBRE

La Révolution d'Octobre n'est pas seulement une révolution « dans le cadre national ». Elle est avant tout une révolution d'ordre international, mondial, car elle marque dans l'histoire universelle un tournant radical, opéré par l'humanité, du vieux monde, capitaliste, vers le monde nouveau, socialiste.

Autrefois les révolutions se terminaient d'habitude par la substitution, au gouvernail de l'Etat, d'un groupe d'exploiteurs à un autre groupe d'exploiteurs. Les exploités changeaient, l'exploitation demeurait. Il en fut ainsi au cours des mouvements d'émancipation des esclaves. Il en fut ainsi dans la période des soulèvements de serfs. Il en fut ainsi dans la période des « grandes » révolutions que l'on sait, en Angleterre, en France, en Allemagne. Je ne parle pas de la Commune de Paris, qui fut la première tentative glorieuse, héroïque, mais cependant infructueuse, du prolétariat pour faire marcher l'histoire contre le capitalisme.

La Révolution d'Octobre se distingue de ces révolutions *dans son principe*. Elle se propose non de remplacer une forme d'exploitation par une autre forme d'exploitation, un groupe d'exploiteurs par un autre groupe d'exploiteurs, mais de supprimer toute exploitation de l'homme par l'homme, de supprimer tous les groupes d'exploiteurs, quels qu'ils soient, d'instaurer la dictature du prolétariat, d'instaurer le pouvoir de la classe la plus révolutionnaire parmi toutes les classes opprimées qui ont existé jusqu'à ce jour, d'organiser une société nouvelle, la société socialiste sans classes.

C'est précisément pour cela que la victoire de la Révolution d'Octobre marque un tournant radical dans l'histoire de l'humanité, un tournant radical dans les destinées historiques du capitalisme mondial, un tournant radical dans le mouvement de libération du prolétariat mondial, un tournant radical dans les procédés de lutte et les formes d'organisation, dans la manière de vivre et les traditions, dans la culture et l'idéologie des masses exploitées du monde entier.

C'est là la raison pour laquelle la Révolution d'Octobre est une révolution d'ordre international, mondial.

C'est également là l'origine de la sympathie profonde que les classes opprimées de tous les pays nourrissent à l'égard de la Révolution d'Octobre, dans laquelle elles voient le gage de leur libération.

On pourrait signaler une série de problèmes essentiels à propos desquels la Révolution d'Octobre exerce son action sur le développement du mouvement révolutionnaire dans le monde entier.

1. La Révolution d'Octobre a tout d'abord ceci de remarquable qu'elle a percé le front de l'impérialisme mondial, jeté bas la bourgeoisie impérialiste dans un des plus grands pays capitalistes, et porté au pouvoir le prolétariat socialiste.

Pour la *première fois* dans l'histoire de l'humanité, la classe des salariés, la classe des persécutés, la classe des opprimés et des exploités, s'est élevée à la situation d'une classe *dominante*, gagnant par son exemple les prolétaires de tous les pays.

C'est dire que la Révolution d'Octobre a *inauguré* une nouvelle époque, l'époque des révolutions *prolétariennes* dans les pays de l'*impérialisme*.

Elle a enlevé aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes les instruments et moyens de production et les a transformés en propriété sociale, opposant ainsi à la propriété bourgeoise la propriété socialiste. Par là même, elle a démasqué le mensonge des capitalistes qui prétendent que la propriété bourgeoise est inviolable, sacrée, éternelle.

Elle a arraché le pouvoir à la bourgeoisie, elle l'a privée des droits politiques, elle a démoli l'appareil d'Etat bourgeois et transmis le pouvoir aux Soviets, opposant ainsi au parlementarisme bourgeois, démocratie *capitaliste*, le pouvoir socialiste des Soviets, démocratie *prolétarienne*. Lafargue avait raison lorsqu'il disait, déjà en 1887, qu'au lendemain de la révolution « tous les ex-capitalistes seraient privés de droits électoraux ». Par là même, la Révolution d'Octobre a démasqué le mensonge des social-démocrates qui prétendent que maintenant le passage pacifique au socialisme par le parlementarisme bourgeois est possible.

Mais la Révolution d'Octobre ne s'est pas arrêtée et ne pouvait s'arrêter là. Ayant détruit l'ordre de choses ancien, bourgeois, elle s'est mise à construire l'ordre de choses nouveau, socialiste. Les dix années de la Révolution d'Octobre sont dix années de construction du Parti, des syndicats, des Soviets, des coopératives, des organisations culturelles, des transports, de l'industrie, de l'Armée rouge. Les succès incontestables du socialisme en U.R.S.S. sur le front de construction ont démontré nettement que le prolétariat *peut* gouverner avec succès le pays *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie ; qu'il *peut* édifier avec succès l'industrie *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie ; qu'il *peut* diriger avec

succès toute l'économie nationale *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie ; qu'il *peut* édifier avec succès le socialisme, malgré l'encerclement capitaliste. La vieille « théorie » selon laquelle les exploités ne peuvent se passer des exploités, de même que la tête et les autres parties du corps ne peuvent se passer de l'estomac, n'appartient pas seulement au fameux sénateur romain de l'antiquité, Menenius Agrippa. Cette « théorie » constitue maintenant la pierre angulaire de la « philosophie » politique de la social-démocratie en général, de la politique social-démocrate de *coalition* avec la bourgeoisie impérialiste, en particulier. Cette « théorie », qui a acquis le caractère d'un préjugé, est maintenant l'un des obstacles les plus sérieux à la pénétration de l'esprit révolutionnaire dans le prolétariat des pays capitalistes. Un des résultats les plus importants de la Révolution d'Octobre est d'avoir porté un coup mortel à cette « théorie » mensongère.

Est-il encore besoin de démontrer que ces résultats et autres analogues de la Révolution d'Octobre n'ont pu et ne peuvent rester sans exercer une sérieuse influence sur le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière dans les pays capitalistes ?

Des faits aussi universellement connus que la progression continue du communisme dans les pays capitalistes, la croissance de la sympathie des prolétaires de tous les pays pour la classe ouvrière de l'U.R.S.S., enfin l'affluence des délégations ouvrières au pays des Soviets, montrent indubitablement que la semence jetée par la Révolution d'Octobre porte déjà des fruits.

2. La Révolution d'Octobre a ébranlé l'impérialisme non pas seulement dans les centres de sa domination, non pas seulement dans les « métropoles ». Elle a encore frappé l'arrière de l'impérialisme, sa périphérie, en sapant la domination de l'impérialisme dans les pays coloniaux et dépendants.

En renversant les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, la Révolution d'Octobre a rompu les chaînes de l'oppression nationale et coloniale, dont elle a délivré tous les peuples opprimés, sans exception, d'un vaste Etat. Le prolétariat ne peut se libérer sans libérer les peuples opprimés. Le trait caractéristique de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a accompli en U.R.S.S. ces révolutions nationales et coloniales, non sous le drapeau de la haine nationale et des conflits entre nations, mais sous le drapeau d'une confiance réciproque et d'un rapprochement fraternel des ouvriers et des paysans des nationalités habitant l'U.R.S.S., non pas au nom du *nationalisme*, mais au nom de l'*internationalisme*.

Précisément parce que les révolutions nationales et coloniales se sont faites, chez nous, sous la direction du prolétariat et sous le drapeau de l'internationalisme, précisément pour cette raison les

peuples parias, les peuples-esclaves se sont, pour la *première fois* dans l'histoire de l'humanité, élevés à la situation de peuples *réellement* libres et *réellement* égaux, gagnant par leur exemple les peuples opprimés du monde entier.

C'est dire que la Révolution d'Octobre a *inauguré* une nouvelle époque, l'époque des révolutions *coloniales dans les pays opprimés* du monde *en alliance* avec le prolétariat, *sous la direction* du prolétariat.

Autrefois, il « était admis » de penser que le monde est divisé depuis un temps immémorial en races inférieures et races supérieures, en Noirs et en Blancs, les premiers inaptes à la civilisation et voués à subir l'exploitation, et les seconds, seuls dépositaires de la civilisation, appelés à exploiter les premiers. Maintenant il faut considérer cette légende comme démolie et rejetée. Un des résultats les plus importants de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a porté un coup mortel à cette légende, montrant en fait que les peuples affranchis, non européens entraînés dans la voie du développement soviétique, sont tout autant que les peuples européens capables de faire progresser la culture et la civilisation *véritablement* avancées.

Autrefois, il « était admis » de penser que la seule méthode de libération des peuples opprimés est la méthode du *nationalisme bourgeois*, méthode qui consiste à détacher les nations les unes des autres, à les dissocier, à renforcer les haines nationales entre les masses laborieuses des différentes nations. Maintenant, il faut considérer cette légende comme démentie. Un des résultats les plus importants de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a porté à cette légende un coup mortel, montrant en fait que la méthode *prolétarienne, internationaliste*, d'affranchissement des peuples opprimés, comme seule méthode juste, est possible et rationnelle, montrant en fait que l'*union fraternelle* des ouvriers et des paysans appartenant aux peuples les plus divers, union basée sur le *libre consentement* et l'*internationalisme*, est possible et rationnelle. L'existence de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, préfiguration de l'union future des travailleurs de tous les pays en une seule économie mondiale, en est la preuve directe.

Inutile de dire que ces résultats et autres analogues de la Révolution d'Octobre n'ont pu et ne peuvent rester sans exercer une sérieuse influence sur le mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et dépendants. Des faits tels que la croissance du mouvement révolutionnaire des peuples opprimés en Chine, en Indonésie, aux Indes, etc., et la sympathie accrue de ces peuples pour l'U.R.S.S. en sont un témoignage certain.

L'ère *est révolue* où l'on pouvait en toute sérénité exploiter et opprimer les colonies et les pays dépendants.

L'ère *est venue* des révolutions libératrices dans les colonies et les pays dépendants, l'ère du réveil du *prolétariat* de ces pays, l'ère de son *hégémonie* dans la révolution.

3. En jetant la semence de la révolution aussi bien dans les centres qu'à l'arrière de l'impérialisme, en affaiblissant la puissance de l'impérialisme dans les « métropoles » et en ébranlant sa domination dans les colonies, la Révolution d'Octobre a, de ce fait, mis en question l'existence même du capitalisme mondial *dans son ensemble*.

Si le développement spontané du capitalisme a dégénéré, dans les conditions de l'impérialisme — par suite de son cours inégal, par suite des conflits et collisions armées inévitables, par suite enfin de la thèrie impérialiste sans précédent, — en un processus de putréfaction et d'agonie du capitalisme, la Révolution d'Octobre et — sa conséquence — la séparation d'un immense pays d'avec le système capitaliste mondial, ne pouvaient manquer d'accélérer ce processus, en minant pas à pas les fondements mêmes de l'impérialisme mondial.

Bien plus. En ébranlant l'impérialisme, la Révolution d'Octobre a créé en même temps, en la première dictature prolétarienne, une *base* puissante et ouverte du mouvement révolutionnaire mondial, base qu'il *n'avait jamais eue* auparavant et sur laquelle il peut maintenant s'appuyer. Elle a créé un *centre* puissant et ouvert du mouvement révolutionnaire mondial, centre qu'il *n'avait jamais eu* auparavant et autour duquel il peut maintenant se grouper, en organisant le *front révolutionnaire unique des prolétaires et des peuples opprimés de tous les pays contre l'impérialisme*.

Cela signifie tout d'abord que la Révolution d'Octobre a porté au capitalisme mondial une blessure mortelle, dont il ne se remettra plus jamais. C'est pour cela précisément que le capitalisme ne recouvrera plus jamais l'« équilibre » et la « stabilité » qu'il possédait avant Octobre. Le capitalisme peut se stabiliser partiellement, il peut rationaliser sa production, livrer la direction du pays au fascisme, réduire momentanément la classe ouvrière, mais jamais plus il ne recouvrera ce « calme » et cette « assurance », cet « équilibre » et cette « stabilité » dont il faisait parade autrefois, car la crise du capitalisme mondial a atteint un degré de développement tel que les feux de la révolution doivent inévitablement s'ouvrir un passage tantôt dans les centres de l'impérialisme, tantôt dans sa périphérie, réduisant à néant les rapiécages capitalistes et hâtant de jour en jour la chute du capitalisme. *Exactement comme dans la fable que l'on connaît : « En retirant la queue, le bœuf s'embourbe ; en retirant le bec, la queue s'embourbe. »*

Cela signifie, en second lieu, que la Révolution d'Octobre a élevé

à une certaine hauteur la force et l'importance, le courage et la combativité des classes opprimées du monde entier, obligeant les classes dominantes à compter avec elles, en tant que facteur *nouveau* et sérieux. Il n'est plus possible aujourd'hui de considérer les masses laborieuses du monde comme une « foule aveugle » errant dans les ténèbres et privée de perspectives, car la Révolution d'Octobre a créé pour elles un phare éclairant leur chemin et leur révélant des perspectives. Si, auparavant, il n'y avait pas de forum *universel* ouvert pour manifester et matérialiser les aspirations et la volonté des classes opprimées, aujourd'hui ce forum existe en la première dictature du prolétariat. On ne saurait guère douter que la destruction de ce forum plongerait pour longtemps la vie sociale et politique des « pays avancés » dans les ténèbres d'une noire réaction sans frein. On ne peut nier que même le simple fait de l'existence de l'« Etat bolchévik » met une bride aux forces ténébreuses de la réaction, facilitant aux classes opprimées la lutte pour leur libération. C'est ce qui explique en somme la haine bestiale que les exploités de tous les pays nourrissent à l'égard des bolchéviks. L'histoire se répète, bien que sur une base nouvelle. Comme autrefois, à l'époque de la chute du *féodalisme*, le mot « jacobin » provoquait l'horreur et le dégoût chez les aristocrates de tous les pays, de même aujourd'hui, à l'époque de la chute du *capitalisme*, le mot « bolchévik » provoque l'horreur et le dégoût dans les pays bourgeois. Et, inversement, de même qu'autrefois Paris servait de refuge et d'école aux représentants révolutionnaires de la *bourgeoisie* montante, de même aujourd'hui Moscou sert de refuge et d'école aux représentants révolutionnaires du *prolétariat* qui monte. La haine que le féodalisme vouait aux jacobins ne le sauva pas du naufrage. Peut-on douter que la haine du capitalisme contre les bolchéviks ne le sauvera pas de sa destruction certaine ?

L'ère de « stabilité » du capitalisme *est révolue*, emportant avec elle la légende de l'immuabilité de l'ordre bourgeois.

L'ère *est venue* de l'effondrement du capitalisme.

4. La Révolution d'Octobre n'est pas seulement une révolution dans le domaine des rapports économiques, politiques et sociaux. Elle est aussi une révolution dans les esprits, une révolution dans l'idéologie de la classe ouvrière. La Révolution d'Octobre est née et s'est fortifiée sous le drapeau du marxisme, sous le drapeau de l'idée de dictature du prolétariat, sous le drapeau du léninisme qui est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. C'est pourquoi elle marque la victoire du marxisme sur le réformisme, la victoire du léninisme sur le social-démocratie, la victoire de la III^e Internationale sur la II^e Internationale.

La Révolution d'Octobre a creusé un fossé infranchissable entre le marxisme et le social-démocratisme, entre la politique du léninisme et la politique du social-démocratisme. Autrefois, *avant la victoire de la dictature du prolétariat*, la social-démocratie pouvait faire parade du drapeau du marxisme, sans nier ouvertement l'idée de dictature du prolétariat, mais aussi sans faire rien, absolument rien, pour hâter la réalisation de cette idée, car une telle conduite de la social-démocratie ne créait aucune menace pour le capitalisme. A cette époque, la social-démocratie, au point de vue formel, se confondait — ou presque — avec le marxisme. Maintenant, *après la victoire de la dictature du prolétariat*, chacun ayant vu de ses propres yeux à quoi mène le marxisme et ce que peut signifier sa victoire, la social-démocratie ne peut plus faire parade du drapeau du marxisme, elle ne peut plus afficher l'idée de dictature du prolétariat, sans créer un certain danger pour le capitalisme. Ayant depuis longtemps rompu avec l'esprit du marxisme, force lui a été de rompre également avec le drapeau du marxisme. Elle a pris position ouvertement et sans équivoque contre la Révolution d'Octobre, enfantée par le marxisme, contre la première dictature du prolétariat dans le monde. Dès lors, elle devait se désolidariser, et elle s'est effectivement désolidarisée du marxisme, car dans les conditions actuelles on ne peut s'appeler marxiste sans soutenir ouvertement et sans réserve la première dictature prolétarienne du monde, sans mener la lutte révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie, sans créer les conditions nécessaires à la victoire de la dictature du prolétariat dans son propre pays. Entre la social-démocratie et le marxisme, un abîme s'est creusé. Désormais, le *seul* protagoniste et rempart du marxisme, c'est le léninisme, le communisme.

Mais les choses n'en sont pas restées là. Après avoir délimité la social-démocratie d'avec le marxisme, la Révolution d'Octobre alla plus loin, rejetant la social-démocratie dans le camp des défenseurs directs du capitalisme *contre* la première dictature prolétarienne du monde. Lorsque MM. Adler et Bauer, Wells et Lévi, Longuet et Blum vitupèrent le « régime soviétique », exaltant la « démocratie » parlementaire, ils veulent montrer par là qu'ils combattent et qu'ils continueront de combattre *pour* le rétablissement de l'ordre capitaliste en U.R.S.S., *pour* le maintien de l'esclavage capitaliste dans les Etats « civilisés ». Le social-démocratisme d'aujourd'hui est l'*appui idéologique* du capitalisme. Lénine avait mille fois raison quand il disait que les politiciens social-démocrates de nos jours sont « les véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, les commis ouvriers de la classe des capitalistes »; que dans la « guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie », ils se rangeront inévitablement « du côté des Versaillais contre les commu-

nards ». *Il est impossible d'en finir avec le capitalisme sans en avoir fini avec le social-démocratie dans le mouvement ouvrier.* C'est pourquoi l'ère de l'agonie du capitalisme est en même temps celle de l'agonie du social-démocratie dans le mouvement ouvrier. La grande signification de la Révolution d'Octobre consiste, entre autres, en ce qu'elle annonce la victoire certaine du léninisme sur le social-démocratie dans le mouvement ouvrier mondial.

L'ère de la domination de la II^e Internationale et du social-démocratie dans le mouvement ouvrier *a pris fin.*

L'ère *est venue* de la domination du léninisme et de la III^e Internationale.

Pravda, n° 255, 6-7 novembre 1927.

SUR LE FRONT DU BLÉ

EXTRAIT DE L'ENTRETIEN AVEC LES ÉTUDIANTS DE L'INSTITUT
DES PROFESSEURS ROUGES, DE L'ACADÉMIE COMMUNISTE
ET DE L'UNIVERSITÉ SVERDLOV

28 MAI 1928

QUESTION. — Que faut-il considérer comme essentiel dans nos difficultés sur le front du blé ? Comment sortir de ces difficultés ? Quelles doivent être les conclusions que ces difficultés imposent quant au rythme de développement de notre industrie en général, et notamment en ce qui concerne le rapport entre l'industrie légère et l'industrie lourde ?

RÉPONSE. — Il peut sembler à première vue que nos difficultés en matière de blé soient un effet du hasard, uniquement le résultat d'une planification défectueuse, uniquement le résultat d'une suite d'erreurs dans la coordination de l'économie. Mais cela ne peut sembler qu'à première vue. En réalité, les causes de ces difficultés, ici, sont beaucoup plus profondes. Que la planification défectueuse et les erreurs de coordination économique aient joué ici un rôle considérable, cela ne fait aucun doute. Mais vouloir tout expliquer par une planification défectueuse et par des erreurs fortuites serait tomber dans l'erreur la plus grossière. Ce serait une erreur que d'amoindrir le rôle et l'importance de la planification. Mais l'erreur serait plus grande encore, d'exagérer le rôle du principe du plan, dans l'idée que nous avons déjà atteint un degré de développement nous permettant de planifier et de régler toutes choses. Il ne faut pas oublier que, outre les éléments qui se prêtent à notre action planificatrice, il en existe d'autres dans le cadre de notre économie nationale, qui, pour le moment, ne se prêtent pas encore à la planification ; qu'il existe enfin des classes qui nous sont hostiles, et dont on ne peut avoir raison par une simple planification de la commission du plan d'Etat. Voilà pourquoi je pense qu'on ne saurait tout ramener à un simple effet du hasard, à des erreurs de planification, etc.

Ainsi donc, quelle est la cause essentielle de nos difficultés sur le front du blé ?

La cause essentielle de nos difficultés en matière de blé, c'est que la production du blé marchand est, chez nous, plus lente que la croissance des besoins en blé. Il y a croissance de l'industrie. Croissance du nombre des ouvriers. Croissance des villes. Croissance enfin des régions produisant les matières premières industrielles (coton, lin, betterave, etc.), qui demandent du blé marchand. Tout cela conduit à la croissance rapide des besoins en blé, en blé marchand. Or la production du blé marchand s'accroît avec une lenteur mortelle. On ne peut pas dire que cette année les stocks de blé dont dispose l'Etat aient été moins importants que ceux de la dernière ou de l'avant-dernière année. Au contraire, cette année, notre Etat disposait de bien plus de blé que les années précédentes. Et cependant nous éprouvons des difficultés en matière de blé. Voici quelques chiffres. En 1925-26 nous avons pu stocker, au 1^{er} avril, 434 millions de pouds [un poud = 16 kg. 38] de blé. Sur cette quantité nous avons exporté à l'étranger 123 millions de pouds. Il restait donc dans le pays 311 millions de pouds de blé stocké. En 1926-27 nous avons, au 1^{er} avril, 596 millions de pouds de blé stocké. Sur cette quantité nous avons exporté à l'étranger 153 millions de pouds. Il restait dans le pays 443 millions de pouds de blé stocké. En 1927-1928 nous avons, au 1^{er} avril, 576 millions de pouds de blé stocké. Sur cette quantité nous en avons exporté à l'étranger 27 millions. Il restait dans le pays 549 millions de pouds de blé stocké. Autrement dit, nous avons au 1^{er} avril dernier, pour les besoins du pays, un stock de blé supérieur de 100 millions de pouds à celui de l'année précédente, et de 230 millions de pouds supérieur à celui de l'avant-dernière année. Et cependant nous éprouvons cette année des difficultés sur le front du blé.

J'ai déjà dit, dans un de mes rapports, que ces difficultés ont été exploitées par les éléments capitalistes de la campagne et, avant tout, par les koulaks, pour mettre en échec la politique économique des Soviets. Vous savez que le pouvoir des Soviets a pris une série de mesures visant à liquider l'action antisoviétique des koulaks. Aussi ne m'étendrai-je pas sur ce point. Ce qui m'intéresse pour le moment, c'est une autre question, ce sont les causes du lent accroissement de la production du blé marchand, la question de savoir pourquoi la croissance de la production du blé marchand est, chez nous, plus lente que la croissance des besoins en blé, cela bien que nous ayons déjà atteint les chiffres d'avant-guerre pour la surface emblavée et la production globale du blé.

En effet, n'est-ce pas un fait que nous avons déjà atteint les chiffres d'avant-guerre pour les surfaces emblavées ? Oui, c'en est un. N'est-ce pas un fait que la production globale du blé égalait

déjà, l'an dernier, le chiffre d'avant-guerre de la production, c'est-à-dire qu'elle atteignait 5 milliards de pouds de blé ? Oui, c'en est un. En ce cas, comment expliquer que, malgré cet état de choses, nous produisions deux fois moins de blé marchand, et que nous en exportions à l'étranger environ vingt fois moins qu'avant la guerre ? Cela s'explique avant tout et surtout par le changement intervenu dans la structure de notre économie rurale à la suite de la Révolution d'Octobre ; par le passage de la grande exploitation du propriétaire foncier et du koulak, qui fournissait le maximum de blé marchand, à la petite et moyenne exploitation paysanne, qui en fournit le minimum. Le fait seul qu'avant la guerre nous avions de 15 à 16 millions d'exploitations paysannes individuelles, et qu'aujourd'hui nous en avons de 24 à 25 millions, — ce fait montre, à lui seul, que notre agriculture repose surtout sur la petite économie paysanne qui fournit le minimum de blé marchand. La force de la grande exploitation dans l'agriculture, qu'elle soit celle du grand propriétaire foncier, du koulak ou une exploitation collective, c'est que cette grande exploitation peut, elle, employer des machines, utiliser les données de la science, se servir d'engrais, élever la productivité du travail et fournir ainsi le maximum de blé marchand. Et, au contraire, le point faible de la petite exploitation paysanne, c'est qu'elle est privée, ou presque privée, de ces possibilités ; ce qui en fait une exploitation semi-consommatrice, produisant peu pour le marché. Prenons, par exemple, les kolkhoz et les sovkhos. Ceux-ci fournissent chez nous, en fait de blé marchand, 47,2% de l'ensemble de leur production brute. Autrement dit, ils fournissent plus de blé marchand que les exploitations des grands propriétaires fonciers, à l'époque d'avant-guerre. Et les petites et moyennes exploitations paysannes ? Elles ne fournissent, chez nous, en fait de blé marchand, que 11,2% de toute la somme de leur production. La différence, comme vous le voyez, est assez éloquente.

Voici quelques chiffres illustrant la structure de la production du blé autrefois, dans la période d'avant-guerre, et aujourd'hui, dans la période d'après Octobre. Ces chiffres ont été présentés par Nemtchinov, membre du collège de la Direction centrale des statistiques. Ces chiffres ne prétendent pas à l'exactitude. Nemtchinov fait des réserves à ce sujet dans son mémoire explicatif ; ils ne permettent de faire que des calculs approximatifs. Mais ces chiffres suffisent amplement pour faire comprendre la différence qui existe entre la période d'avant-guerre et celle d'après Octobre, du point de vue de la structure de la production du blé en général, et de la production du blé marchand en particulier :

	Production globale de blé		Blé marchand (vendu hors du village)		% du blé marchand
	(en millions de pouds)				
Avant la guerre:					
1. Grands prop. fonciers.	600	12%	281,6	21,6%	47,0%
2. Koulaks	1.900	38%	650,0	50,0%	34,0%
3. Paysans moyens et pauvres	2.500	50%	369,0	28,4%	14,7%
Total	5.000	100%	1.300,6	100%	26,0%
En 1928-27:					
1. Sovkhoz et kolkhoz	80,0	1,7%	37,8	6,0%	47,2%
2. Koulaks	617,0	13,0%	120,0	20,0%	20,0%
3. Paysans moyens et pauvres.	4.052,0	85,3%	463,2	74,0%	11,2%
Total	4.749,0	100%	630,0	100%	13,3%

Que montre ce tableau ?

Il montre, premièrement, que la production de la masse immense des céréales a passé, des grands propriétaires fonciers et des koulaks, aux petits et moyens paysans. Cela signifie que les petits et moyens paysans, s'étant totalement libérés du joug des grands propriétaires fonciers et, après avoir, pour l'essentiel, ruiné la force des koulaks, ont eu la possibilité d'améliorer très sérieusement leur situation matérielle. C'est là un résultat de la Révolution d'Octobre. C'est là qu'apparaît avant tout le gain décisif que les masses fondamentales de la paysannerie ont retiré de la Révolution d'Octobre.

Il montre, deuxièmement, que les principaux détenteurs du blé marchand sont chez nous les petits paysans, et surtout les paysans moyens. Cela signifie que, non seulement du point de vue de la production globale du blé, mais aussi du point de vue de la production du blé marchand, l'U.R.S.S. est devenue, en conséquence de la Révolution d'Octobre, un pays de petite économie paysanne, et le paysan moyen la « figure centrale » de l'agriculture.

Il montre, en troisième lieu, que la liquidation de l'économie des grands propriétaires fonciers (grosse exploitation), la réduction de l'économie des koulaks (grosse exploitation) de plus des deux tiers, et le passage à la petite exploitation paysanne, qui ne fournit au marché que 11% de sa production, — la grande exploitation collective tant soit peu développée (kolkhoz, sovkhoz) faisant dé-

faut dans le domaine de la production du blé, — devaient amener et ont réellement amené une forte réduction de la production de blé marchand par rapport à l'avant-guerre. C'est un fait que nous avons aujourd'hui deux fois moins de blé marchand, encore que nous ayons atteint le chiffre d'avant-guerre pour la production globale du blé.

Telle est la cause essentielle de nos difficultés sur le front du blé.

Voilà pourquoi on ne saurait considérer comme un simple effet du hasard nos difficultés en matière de stockage du blé.

Il est hors de doute que là encore un certain rôle négatif a été joué par le fait que nos organisations commerciales s'étaient chargées à tort de fournir de blé nombre de villes petites et moyennes, ce qui devait forcément diminuer, dans une certaine mesure, les réserves de blé de l'Etat. Cependant il n'y a aucune raison de douter que la base de nos difficultés sur le front du blé n'est pas là ; elle est dans la lenteur avec laquelle se développe la production marchande de notre agriculture, alors que les besoins en blé marchand augmentent rapidement.

Où est l'issue à la situation ?

Il est des gens qui voient une issue à la situation dans le retour aux exploitations koulaks, dans l'extension et le développement de ces exploitations. Ces gens n'osent pas parler du retour aux exploitations des grands propriétaires fonciers ; ils se rendent visiblement compte que de nos jours il est dangereux de bavarder de ces choses-là. Mais ils parlent d'autant plus volontiers de la nécessité de développer de toutes les façons les exploitations koulaks dans l'intérêt... du pouvoir des Soviets. Ces gens estiment que le pouvoir des Soviets pourrait s'appuyer à la fois sur deux classes opposées, — la classe des koulaks dont le principe économique est l'exploitation de la classe ouvrière, et la classe des ouvriers, dont le principe économique est la suppression de toute exploitation. Tour de force digne de réactionnaires. Point n'est besoin de démontrer que ces « plans » réactionnaires n'ont rien de commun avec les intérêts de la classe ouvrière, avec les principes du marxisme, avec les tâches du léninisme. Prétendre que le koulak « n'est pas pire » que le capitaliste des villes ; que le koulak n'est pas du tout plus dangereux que le nepman des villes ; que nous n'avons par conséquent rien à « redouter » maintenant de la part des koulaks, — n'est qu'un vain bavardage libéral qui endort la vigilance de la classe ouvrière et des masses fondamentales de la paysannerie. Il ne faut pas oublier que si, à la ville, nous pouvons dans l'industrie opposer au petit capitaliste la grande industrie socialiste, qui fournit les 9/10 de toute la masse des marchandises industrielles, nous ne pouvons, en matière de production, dans les campagnes, opposer à la grosse pro-

duction des koulaks que les kolkhoz et sovkhos encore insuffisamment affermés, et produisant huit fois moins de blé que les exploitations koulaks. Ne pas comprendre l'importance de la grande exploitation koulak à la campagne, ne pas comprendre que le rôle des koulaks à la campagne est cent fois supérieur à celui des capitalistes dans l'industrie des villes, c'est perdre la raison, c'est rompre avec le léninisme, c'est passer du côté des ennemis de la classe ouvrière.

Ainsi donc, où est l'issue à la situation ?

1. L'issue consiste avant tout à passer des petites exploitations paysannes, arriérées et éparpillées, aux grandes exploitations collectives, unifiées, pourvues de machines, armées des données de la science et capables de produire le maximum de blé marchand. L'issue est dans le passage de l'économie paysanne individuelle à l'économie collective, sociale, dans l'agriculture.

Dès les premiers jours de la Révolution d'Octobre, Lénine appelait le Parti à organiser les kolkhoz. Depuis, la propagande de l'idée des kolkhoz n'a pas cessé dans notre Parti. Cependant, ce n'est que ces derniers temps que l'appel à la formation des kolkhoz a trouvé un écho dans les masses. Ceci s'explique avant tout par le vaste développement des organisations coopératives dans les campagnes, qui a préparé un tournant dans la mentalité de la paysannerie en faveur des kolkhoz ; d'autre part, l'existence d'une série de kolkhoz, qui fournissent dès maintenant une récolte de 150 à 200 pouds par déciatine [1 déciatine = 1 ha. 0925] et 30 à 40% de production marchande, a provoqué chez les paysans pauvres et dans les couches inférieures de la paysannerie moyenne une poussée sérieuse vers les kolkhoz. Ce qui, ici, a également son importance, c'est que l'Etat n'a eu que depuis peu la possibilité de financer sérieusement le mouvement de collectivisation. On sait que cette année l'Etat a accordé aux kolkhoz une aide financière deux fois plus forte que l'an dernier (plus de 60 millions de roubles). Le XV^e congrès du Parti avait parfaitement raison, en reconnaissant que les conditions nécessaires au mouvement de collectivisation en masse sont déjà mûres, que l'intensification du mouvement de collectivisation est un des moyens les plus efficaces pour élever la production du blé marchand dans le pays.

D'après les chiffres de la Direction centrale des statistiques, les kolkhoz ont fourni en 1927 une production brute d'au moins 55 millions de pouds de blé, dont 30% en moyenne de blé marchand. La grande vague de formation de nouveaux kolkhoz et l'élargissement des vieux, au début de cette année, doivent fournir en fin d'année un accroissement notable de la production du blé dans les kolkhoz. La tâche est de maintenir le rythme actuel de développement du mouvement de collectivisation agricole, d'agrandir les

kolkhoz, de rejeter les kolkhoz fictifs, de les remplacer par des kolkhoz réels, et d'établir un régime tel que les kolkhoz livrent aux organisations de l'Etat et aux coopératives tout leur blé marchand, sous peine de se voir privés des subsides et des crédits de l'Etat. Je pense qu'en observant ces conditions nous pourrions arriver à nous faire livrer d'ici trois ou quatre ans, par les kolkhoz, 40 à 50 millions de pouds de blé marchand.

On oppose quelquefois le mouvement de collectivisation agricole au mouvement coopératif, dans l'idée sans doute que les exploitations collectives c'est une chose, et les coopératives, une autre. Cela évidemment est faux. D'aucuns en arrivent même à opposer les kolkhoz au plan coopératif de Lénine. Inutile de dire qu'une telle opposition n'a rien de commun avec la vérité. En fait, les kolkhoz sont une forme de coopération, la forme la plus éclatante de la coopération de production. Il existe des coopératives de vente, il existe des coopératives d'approvisionnement, il existe aussi des coopératives de production. Les kolkhoz sont partie intégrante, indissoluble, du mouvement coopératif en général, du plan coopératif de Lénine en particulier. Appliquer le plan coopératif de Lénine, c'est élever la paysannerie — de la coopération de vente et d'approvisionnement à la coopération de production, à la coopération, pour ainsi dire, kolkhozienne. C'est par là que s'explique entre autres le fait que les kolkhoz chez nous n'ont commencé à apparaître et à se développer que par suite du développement et du renforcement de la coopération de vente et d'approvisionnement.

2. L'issue consiste, deuxièmement, à élargir et à fortifier les vieux sovkhov, à organiser et développer de nouveaux et grands sovkhov. D'après les données de la Direction centrale des statistiques, la production globale de blé, dans les sovkhov d'aujourd'hui, a atteint en 1927 au moins 45 millions de pouds, dont 65% de blé marchand. Il n'est pas douteux qu'un certain appui de l'Etat leur étant assuré, les sovkhov pourraient augmenter sensiblement la production de blé. Mais la tâche ne s'arrête pas là. Il existe une décision du pouvoir des Soviets, en vertu de laquelle sont organisés, dans les régions où il n'y a pas de lots paysans, de nouveaux grands sovkhov (de 10.000 à 30.000 déciatines chacun), qui doivent fournir d'ici à cinq ou six ans, environ 100 millions de pouds de blé marchand. On procède déjà à l'organisation de ces sovkhov. La tâche est d'appliquer cette décision du pouvoir des Soviets, coûte que coûte. Je pense que si nous accomplissons ces tâches, nous pourrions, d'ici à trois ou quatre ans, obtenir des vieux et des nouveaux sovkhov, 80 à 100 millions de pouds de blé marchand.

3. L'issue consiste enfin à relever systématiquement le rendement des petites et moyennes exploitations paysannes individuelles.

Nous ne pouvons ni ne devons soutenir la grande exploitation individuelle koulak. Mais nous pouvons et devons soutenir la petite et moyenne exploitation paysanne individuelle, en augmentant son rendement et en l'entraînant sur la voie de l'organisation coopérative. C'est là une vieille tâche, proclamée chez nous avec force dès 1921, au moment où le prélèvement des excédents de produits agricoles fut remplacé par l'impôt en nature. Cette tâche a été confirmée par notre Parti au XIV^e et au XV^e congrès. Les difficultés sur le front du blé font ressortir aujourd'hui l'importance de cette tâche. C'est pourquoi elle doit être accomplie avec la même persévérance que nous mettrons à accomplir les deux premières, la tâche concernant les kolkhoz et celle concernant les sovkhoz.

Toutes les données attestent qu'il serait possible d'augmenter en l'espace de quelques années le rendement de l'économie paysanne, de 15% à 20%. Aujourd'hui nous avons en service au moins 5 millions d'arares. Le seul fait de les remplacer par des charrues pourrait donner un très sérieux accroissement de la production de blé dans le pays. Je ne parle même pas de la fourniture aux exploitations paysannes d'un minimum d'engrais, de semences nettoyées, de machines de petit modèle, etc. L'usage du contrat de stockage, méthode consistant à passer des contrats avec des bourgs et villages entiers en vue de les approvisionner en semences, etc., à la condition expresse d'en recevoir telle quantité de céréales, — cette méthode est le meilleur moyen d'augmenter le rendement des exploitations paysannes et de gagner les paysans à la coopération. Je pense qu'en travaillant sérieusement dans cette direction nous pourrions avoir, d'ici trois ou quatre ans, encore 100 millions de pouds au moins de blé marchand, livrés par les exploitations paysannes individuelles petites et moyennes.

Ainsi, à la condition de remplir toutes ces tâches, nous pourrions avoir à la disposition de l'État, d'ici trois ou quatre ans, encore 200 à 250 millions de pouds de blé marchand. Quantité plus ou moins suffisante pour manœuvrer comme il se doit, tant à l'intérieur du pays qu'au dehors.

Telles sont dans l'essentiel les mesures nécessaires pour sortir des difficultés sur le front du blé.

Allier ces mesures essentielles aux mesures courantes tendant à améliorer la planification de l'approvisionnement des campagnes en marchandises, et libérer nos organisations commerciales de l'obligation d'approvisionner en blé toute une série de villes petites et moyennes : telle est la tâche aujourd'hui.

Ne convient-il pas, à côté de ces mesures, d'en prendre encore une série d'autres, par exemple, en vue de ralentir le rythme de développement de notre industrie, dont la croissance provoque un

accroissement considérable des besoins en blé, et qui pour l'instant gagne de vitesse l'accroissement de la production du blé marchand ? Non, en aucun cas ! Ralentir le rythme de développement de l'industrie, c'est affaiblir la classe ouvrière, car chaque pas fait en avant dans le domaine du développement de l'industrie, chaque nouvelle fabrique, chaque nouvelle usine sont, selon l'expression de Lénine, une « nouvelle forteresse » de la classe ouvrière, qui vient renforcer ses positions dans la lutte contre l'élément petit-bourgeois, dans la lutte contre les éléments capitalistes de notre économie. Au contraire, nous devons maintenir le rythme actuel de développement de notre industrie : nous devons, à la première possibilité, l'intensifier encore afin d'inonder la campagne de marchandises et d'en retirer le plus de blé possible ; afin d'approvisionner l'agriculture et, avant tout, les kolkhoz et les sovkhoz en machines ; afin d'industrialiser l'agriculture et d'augmenter sa production marchande.

Peut-être conviendrait-il pour plus de « prudence » de freiner le développement de l'industrie lourde, afin de faire de l'industrie légère qui travaille surtout pour le marché rural, la base de notre industrie ? En aucun cas ! Ce serait le suicide, ce serait compromettre toute notre industrie, y compris l'industrie légère. Cela signifierait l'abandon du mot d'ordre d'industrialisation de notre pays, la transformation de ce dernier en appendice du système d'économie capitaliste. Nous nous inspirons ici des principes directeurs que l'on connaît de Lénine, formulés par lui au IV^e congrès de l'Internationale communiste et absolument obligatoires pour l'ensemble de notre Parti. Voici ce que disait à ce sujet Lénine au IV^e congrès de l'Internationale communiste :

Le salut pour la Russie n'est pas seulement dans une bonne récolte de l'économie paysanne — cela ne suffit pas encore — et pas seulement dans le bon état de l'industrie légère qui fournit aux paysans les articles de consommation — cela non plus ne suffit pas encore — il nous faut également une industrie lourde.

Ou bien encore:

Nous économisons sur tout, même sur les écoles, cela parce que nous comprenons que si nous ne sauvons pas l'industrie lourde, si nous ne la rétablissons pas, nous ne pourrons construire aucune industrie, et à défaut de celle-ci, c'en sera fait de nous, en général, comme pays indépendant. (t. XXVII, p. 349, éd. russe.)

Ces indications de Lénine, il n'est pas permis de les oublier.

Qu'advient-il de l'alliance des ouvriers et des paysans avec les mesures prévues ? Je pense que ces mesures ne peuvent que favoriser l'affermissement de l'alliance des ouvriers et des paysans. En effet, si les kolkhoz et les sovkhoz se développent à un rythme accéléré ; si

l'aide directe apportée aux petits et moyens paysans a pour résultat de faire monter le rendement de leurs exploitations, et si les coopératives englobent des masses paysannes toujours plus grandes ; si l'Etat reçoit de nouvelles centaines de millions de pouds de blé marchand nécessaire pour manœuvrer ; si toutes ces mesures et d'autres analogues ont pour résultat de maîtriser les koulaks et d'en venir à bout, peu à peu, — n'est-il pas clair que les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie au sein de l'alliance des ouvriers et des paysans s'effaceront de plus en plus ; que la nécessité de recourir à des mesures extraordinaires pour le stockage du blé tombera d'elle-même ; que les grandes masses de la paysannerie se tourneront de plus en plus vers les formes collectives de l'économie, et que la lutte menée pour vaincre les éléments capitalistes de la campagne prendra un caractère de masse de plus en plus prononcé et de plus en plus organisé ? N'est-il pas clair que l'alliance des ouvriers et des paysans ne peut que gagner à de semblables mesures ?

Il s'agit seulement de ne pas perdre de vue que, dans les conditions de la dictature du prolétariat, l'alliance des ouvriers et des paysans n'est pas une simple alliance. C'est une forme particulière d'alliance de classe entre la classe ouvrière et les masses travailleuses de la paysannerie, qui se donne pour but : a) de renforcer les positions de la classe ouvrière ; b) d'assurer à la classe ouvrière un rôle dirigeant au sein de cette alliance ; c) de supprimer les classes et la société de classes. Toute autre façon de concevoir l'alliance des ouvriers et des paysans est de l'opportunisme, du menchévisme, du s.-r.-isme, — tout ce que vous voudrez, sauf le marxisme, sauf le léninisme.

Comment concilier l'idée de l'alliance des ouvriers et des paysans avec la thèse que l'on connaît de Lénine, disant que la paysannerie est la « dernière classe capitaliste » ? N'y a-t-il pas là une contradiction ? La contradiction n'y est qu'apparente, imaginaire. En réalité, il n'y a là aucune contradiction. Dans le rapport au III^e congrès de l'Internationale communiste, où Lénine caractérise la paysannerie comme la « dernière classe capitaliste », dans ce même rapport Lénine justifie encore et encore une fois la nécessité d'une alliance entre ouvriers et paysans, en déclarant que « le principe suprême de la dictature est de soutenir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, afin que le prolétariat puisse garder son rôle dirigeant et le pouvoir d'Etat ». Il est clair que Lénine, en tout cas, ne voit là aucune contradiction.

Comment faut-il entendre la thèse de Lénine selon laquelle la paysannerie est la « dernière classe capitaliste » ? Est-ce à dire que la paysannerie se compose de capitalistes ? Non. Cela veut dire d'abord que la paysannerie est une classe à part, édifiant son économie sur la base de la propriété privée des instruments et moyens de production ; qu'elle se distingue, par suite, de la classe des prolétaires édifiant leur

économie sur la base de la propriété collective des instruments et moyens de production. Cela veut dire ensuite que la paysannerie est une classe qui forme dans son sein, qui engendre et alimente des capitalistes, des koulaks et, en général, toute sorte d'exploiteurs.

Cette circonstance n'est-elle pas un obstacle insurmontable à l'œuvre d'organisation de l'alliance des ouvriers et des paysans ? Non. Dans les conditions de la dictature du prolétariat, l'alliance du prolétariat et de la paysannerie n'est pas une alliance avec l'ensemble de la paysannerie. L'alliance du prolétariat et de la paysannerie est une alliance de la classe ouvrière avec les masses travailleuses de la paysannerie. Une telle alliance ne peut être réalisée sans une lutte contre les éléments capitalistes de la paysannerie, sans une lutte contre les koulaks. Une telle alliance ne peut être solide sans l'organisation des paysans pauvres, comme appui de la classe ouvrière dans les campagnes. Aussi l'alliance des ouvriers et des paysans, dans les conditions actuelles de la dictature du prolétariat, ne peut-elle être réalisée que sous le mot d'ordre que l'on sait, de Lénine : Appuie-toi sur le paysan pauvre, organise une alliance solide avec le paysan moyen, ne cesse pas un seul instant la lutte contre le koulak. Car ce n'est qu'en appliquant ce mot d'ordre que l'on peut entraîner les masses fondamentales de la paysannerie dans la voie de la construction socialiste.

Ainsi, vous voyez que la contradiction entre les deux formules de Lénine n'est qu'une contradiction apparente, imaginaire. En réalité, il n'y a entre elles aucune contradiction.

LÉNINE ET LA QUESTION DE L'ALLIANCE AVEC LE PAYSAN MOYEN ¹

RÉPONSE AU CAMARADE S.

Camarade S.,

Il est *faux* que le mot d'ordre de Lénine : « Savoir aboutir à une entente avec le paysan moyen, sans renoncer une minute à la lutte contre le koulak et en s'appuyant solidement sur les seuls paysans pauvres », mot d'ordre formulé dans son article que l'on sait sur Pitirime Sorokine, soit un mot d'ordre de la « période des comités de paysans pauvres », celui de la « fin de la période dite de neutralisation de la paysannerie moyenne ». *C'est tout à fait faux*. Les comités de paysans pauvres furent constitués en juin 1918. En octobre 1918, nos forces à la campagne l'emportaient déjà sur le koulak et le paysan moyen opérait un *revirement* vers le pouvoir des Soviets. C'est ce revirement qui a donné lieu à la décision du Comité central visant à supprimer la dualité du pouvoir entre les Soviets et les comités de paysans pauvres, à procéder aux nouvelles élections pour les Soviets de cantons et de villages, à résorber dans les Soviets nouvellement élus les comités de paysans pauvres et, par conséquent, à liquider ces derniers. Cette décision, comme on sait, fut adoptée officiellement par les Soviets le 9 novembre 1918, à leur VI^e congrès. Je veux parler de la décision du VI^e congrès des Soviets du 9 novembre 1918 sur les nouvelles élections des Soviets de villages et de cantons et la résorption des comités de paysans pauvres par les Soviets. Or, à quel moment parut l'article de Lénine : « Les précieux aveux de Pitirime Sorokine », où à la place du mot d'ordre de neutralisation du paysan moyen, il proclame le mot d'ordre de l'entente avec le paysan moyen ? Il a paru le 21 novembre 1918, c'est-à-dire presque deux semaines *après* cette décision du VI^e congrès des Soviets. Dans cet article, Lénine déclare nettement que la politique d'entente avec le paysan moyen est dictée par le *revirement* de ce dernier vers nous. Voici ce que dit Lénine :

A la campagne, notre tâche est de supprimer le grand propriétaire foncier, de briser la résistance de l'exploiteur et du koulak spéculateur. Pour cela, nous pouvons nous appuyer solidement sur les *seuls* semi-prolétaires, sur la « paysannerie pauvre ». Mais le paysan moyen n'est pas notre ennemi. Il a hésité, il hésite et il hésitera : la tâche qui consiste à agir sur

¹ Cet article paraît avec quelques coupures. J. St.

les hésitants *n'est pas la même* que celle visant à renverser l'exploiteur et à triompher de l'ennemi actif. Savoir aboutir à une entente avec le paysan moyen, — sans renoncer une minute à la lutte contre le koulak et en s'appuyant solidement sur les seuls paysans pauvres, — voilà la tâche de l'heure, car c'est aujourd'hui, précisément, que, pour les raisons énoncées ci-dessus, un *revirement vers nous, dans la paysannerie moyenne, est inévitable* ¹. (t. XXIII, p. 204, éd. russe.)

Qu'en résulte-t-il ?

Il en résulte que le mot d'ordre de Lénine ne se rapporte pas à l'ancienne période, à la période des comités de paysans pauvres et de la neutralisation du paysan moyen, mais à la période *nouvelle*, période d'entente avec le paysan moyen. Il marque ainsi non la *fin* de l'ancienne période, mais le *début* de la période nouvelle.

Mais votre affirmation concernant le mot d'ordre de Lénine est fautive, non pas seulement au point de vue formel, sous le rapport chronologique, pour ainsi dire : elle l'est aussi quant au fond. On sait que le mot d'ordre de Lénine sur l'entente avec le paysan moyen fut proclamé, comme nouveau mot d'ordre, par le Parti tout entier au VIII^e congrès de notre Parti (mars 1919). On sait que le VIII^e congrès du Parti fut précisément celui qui établit les bases de notre politique d'alliance solide avec le paysan moyen. On sait que notre programme, le programme du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., fut adopté également au VIII^e congrès du Parti. On sait que ce programme comporte des points spéciaux sur l'attitude du Parti envers les différents groupes à la campagne : paysans pauvres, paysans moyens, koulaks. Que lisons-nous dans ces paragraphes du programme du P. C. (b) de l'U.R.S.S. sur les groupes sociaux à la campagne et sur l'attitude du Parti à leur égard ? Ecoutez :

Dans tout son travail à la campagne, le P. C. R. *s'appuie*, comme par le passé, *sur les couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la campagne* ; ce sont ces couches qu'il organise, tout d'abord, en une force indépendante en créant à la campagne des cellules du Parti, des organisations de paysans pauvres, un type spécial de syndicats de prolétaires et semi-prolétaires ruraux, etc., en les rapprochant par tous les moyens du prolétariat urbain, en les arrachant à l'influence de la bourgeoisie rurale et des intérêts de petite propriété.

A l'égard des koulaks et de la bourgeoisie rurale, la politique du P.C.R. consiste à *lutter résolument contre leurs velléités d'exploitation, à briser leur résistance à la politique soviétique.*

A l'égard de la paysannerie moyenne, la politique du P.C.R. consiste à l'entraîner, graduellement et méthodiquement, à l'œuvre de construction socialiste. Le Parti s'assigne pour tâche de la détacher des koulaks, de la gagner aux côtés de la classe ouvrière en se montrant attentif à ses besoins, en combattant son état arriéré par une action idéologique et jamais par des mesures répressives, en s'efforçant, chaque fois que ses intérêts vitaux sont en jeu, d'arriver à des *ententes pratiques avec elle*, en lui faisant des conces-

¹ Souligné par moi, J. St.

sions quand il s'agit de déterminer les moyens de réaliser les transformations socialistes¹. (VIII^e congrès du P.C. (b) R., compte rendu sténographique, p. 398, éd. russe.)

Essayez donc de trouver une différence, si minime soit-elle, ne fût-ce que dans les mots, entre ces paragraphes du programme et le mot d'ordre de Lénine ! Vous ne la trouverez pas, car elle n'existe pas dans la réalité. Bien plus. Il est hors de doute que le mot d'ordre de Lénine, loin de contredire les décisions du VIII^e congrès sur la paysannerie moyenne, constitue, au contraire, la formule la plus précise et la plus réussie de ces décisions. Or, c'est un fait que le programme du P. C. (b) de l'U.R.S.S. fut adopté en mars 1919, au VIII^e congrès du Parti, qui discuta tout spécialement la question de la paysannerie moyenne, tandis que l'article de Lénine contre Pitirime Sorokine, préconisant une entente avec le paysan moyen, avait paru en novembre 1918, quatre mois avant le VIII^e congrès du Parti.

N'est-il pas clair que le VIII^e congrès du Parti a confirmé pleinement et sans réserve le mot d'ordre de Lénine, proclamé dans son article contre Pitirime Sorokine, comme mot d'ordre dont le Parti a le devoir de s'inspirer dans son activité à la campagne pour toute la période actuelle de construction socialiste ?

Qu'est-ce qui fait la valeur du mot d'ordre de Lénine ?

La valeur du mot d'ordre de Lénine, c'est qu'il saisit avec une justesse admirable la triple tâche indivisible du Parti à la campagne, exprimée dans une seule formule lapidaire : a) appuie-toi sur le paysan pauvre ; b) organise l'entente avec le paysan moyen ; c) ne cesse pas une minute la lutte contre le koulak. Essayez donc de prendre dans cette formule un des éléments qui la composent pour en former la base du travail à la campagne, à l'heure présente, en oubliant les autres éléments, et vous vous trouverez immanquablement acculé dans une impasse. Est-il possible, étant donné la phase actuelle de la construction socialiste, d'organiser une entente effective et solide avec le paysan moyen, sans s'appuyer sur la paysannerie pauvre et sans mener la lutte contre le koulak ? Non. Est-il possible, étant donné le développement actuel, de mener avec succès la lutte contre le koulak, sans s'appuyer sur la paysannerie pauvre et sans une entente avec le paysan moyen ? Non. Comment exprimer de la façon la plus heureuse, par un mot d'ordre généralisé, cette triple tâche indivisible du Parti à la campagne ? Je pense que le mot d'ordre de Lénine est l'expression la plus heureuse de cette tâche. Il faut avouer qu'on ne saurait mieux dire que ne l'a fait Lénine. . .

Pourquoi est-il nécessaire de souligner l'utilité du mot d'ordre de Lénine précisément à l'heure actuelle, précisément dans les conditions présentes du travail à la campagne ?

¹ Tous les passages soulignés l'ont été par moi. J. St.

Parce que précisément à l'heure actuelle, on voit se manifester chez certains de nos camarades une tendance à déchirer en pièces la triple tâche indivisible du Parti à la campagne et à détacher ces pièces les unes des autres. Cela est entièrement confirmé par la pratique de notre campagne de stockage du blé en janvier-février dernier. Qu'il faille établir une entente avec le paysan moyen, tous les bolchéviks le savent. Mais comment établir cette entente, c'est ce que tout le monde ne comprend pas. Les uns pensent établir une entente avec les paysans moyens, en renonçant à la lutte contre le koulak ou en affaiblissant cette lutte : la lutte contre le koulak peut, disent-ils, effaroucher une partie — la partie aisée — de la paysannerie moyenne. D'autres pensent établir une entente avec le paysan moyen en renonçant au travail d'organisation de la paysannerie pauvre, ou bien en affaiblissant ce travail : l'organisation de la paysannerie pauvre, disent-ils, conduit à son isolement ; or, l'isolement peut nous aliéner les paysans moyens. Le résultat de tous ces écarts de la juste ligne, c'est l'oubli de la thèse marxiste que le paysan moyen est une classe hésitante, que l'entente avec le paysan moyen ne peut être solide qu'à la condition de mener une lutte décisive contre le koulak et d'intensifier le travail parmi la paysannerie pauvre ; que, sans ces conditions, le paysan moyen peut obliquer vers le koulak, comme vers une force. Rappelez-vous les paroles de Lénine, prononcées au VIII^e congrès du Parti :

Il importe de déterminer notre attitude envers la classe qui n'a pas une position stable, bien définie¹. Le prolétariat, dans sa masse, est pour le socialisme ; la bourgeoisie, dans sa masse, est contre le socialisme, — il est aisé de déterminer les rapports entre ces deux classes. Mais lorsque nous passons à une catégorie comme la paysannerie moyenne, il se trouve que c'est une classe qui hésite. Elle est en partie propriétaire, en partie travailleuse. Elle n'exploite pas les autres travailleurs. Durant des dizaines d'années, il lui a fallu défendre sa situation au prix d'un immense effort ; elle a éprouvé à ses dépens l'exploitation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; elle a tout enduré, et en même temps elle est propriétaire. Aussi notre attitude à l'égard de cette classe hésitante offre des difficultés extrêmes. (VIII^e congrès du P. C. (b)R., compte rendu sténographique, p. 346, éd. russe.)

Mais il est encore d'autres écarts de la ligne juste, non moins dangereux que les précédents. Il arrive qu'on mène la lutte contre le koulak, mais qu'on la mène d'une façon si maladroite et si insensée que les coups s'abattent sur le paysan moyen et sur le paysan pauvre. Résultat : le koulak reste indemne, une fissure se produit dans l'alliance avec le paysan moyen, et une partie de la paysannerie pauvre, tombe provisoirement sous la griffe du koulak qui mène une lutte sournoise contre la politique soviétique. Il arrive également

¹ Souligné par moi. J. St.

que l'on tente de transformer la lutte contre les koulaks en la dépossession de ces derniers, et le travail de stockage du blé, en prélèvement des excédents ; ils oublient que la dépossession des koulaks, dans nos conditions, est une chose absurde, et que le prélèvement des excédents signifie non pas l'alliance avec le paysan moyen, mais la lutte contre lui.

D'où proviennent ces écarts de la ligne du Parti ?

Ils proviennent de l'incompréhension du fait que la triple tâche du Parti à la campagne est *une et indivisible*. Ils proviennent de l'incompréhension du fait que l'on ne saurait dissocier la lutte contre le koulak de l'entente avec le paysan moyen, et ces deux tâches, prises ensemble, on ne saurait les dissocier de la transformation de la paysannerie pauvre en un appui du Parti à la campagne ¹.

Que faut-il faire pour que ces tâches ne se dissocient pas les unes des autres au cours de notre travail journalier à la campagne ?

Il faut pour le moins proclamer un mot d'ordre directeur suscep-

¹ Il en résulte que les écarts de la ligne juste créent un double danger pour l'alliance des ouvriers et des paysans : le danger émanant de ceux qui, par exemple, entendent transformer les mesures extraordinaires provisoires touchant le stockage du blé, en une orientation permanente ou durable de la politique du Parti, et le danger émanant de ceux qui entendent utiliser la suppression des mesures extraordinaires, afin de donner libre cours au koulak, de proclamer la liberté complète du commerce, sans que ce dernier soit réglé par les organismes de l'Etat. Aussi, est-il nécessaire, pour assurer une ligne juste, de mener la lutte sur deux fronts.

Je saisis l'occasion pour marquer que notre presse ne se conforme pas toujours à cette règle ; elle fait parfois preuve d'un esprit quelque peu unilatéral. Il arrive, par exemple, que l'on dénonce ceux qui cherchent à transformer les mesures extraordinaires pour le stockage du blé — mesures d'ordre provisoire — en orientation permanente de notre politique, créant une menace pour l'alliance des ouvriers et des paysans. C'est très bien. Mais ce qui est mal et faux, c'est lorsque parallèlement, on n'accorde pas assez d'attention à ceux qui menacent cette alliance par un autre côté, et on ne les dénonce pas comme il le faut ; lorsqu'on ne dénonce pas ceux qui s'abandonnent à la force élémentaire petite-bourgeoise, qui exigent l'atténuation de la lutte contre les éléments capitalistes de la campagne et l'instauration de la liberté complète du commerce, sans que l'Etat exerce sur ce dernier un rôle régulateur ; ils savent ainsi l'alliance des ouvriers et des paysans, par un autre bout. Cette fois, c'est mal. C'est de l'esprit unilatéral.

Il arrive également que l'on dénonce ceux qui nient, par exemple, la possibilité et l'utilité de relever les petites et moyennes exploitations paysannes individuelles, qui, au stade présent, forment la base de l'économie rurale. C'est très bien. Mais ce qui est mal et faux c'est lorsque, parallèlement, on ne dénonce pas ceux qui amoindrissent l'importance des kolkhoz et des sovkhos et qui ne voient pas que le relèvement des exploitations paysannes individuelles, petites et moyennes, doit être complété pratiquement par le relèvement de la construction des kolkhoz et sovkhos. Cette fois, c'est de l'esprit unilatéral.

Pour assurer une juste ligne, il faut mener la lutte sur deux fronts et rejeter tout esprit unilatéral.

tible de grouper toutes ces tâches en une seule formule générale et d'empêcher, en conséquence, que ces tâches ne soient dissociées les unes des autres.

Existe-t-il dans notre arsenal du Parti une telle formule, un tel mot d'ordre ?

Oui. Cette formule, c'est le mot d'ordre de Lénine : « Savoir aboutir à une entente avec le paysan moyen, sans renoncer une minute à la lutte contre le koulak et en s'appuyant solidement sur les seuls paysans pauvres. »

Voilà pourquoi je pense que ce mot d'ordre est le plus rationnel et le plus universel ; qu'il faut le mettre au tout premier plan *précisément aujourd'hui, précisément dans les conditions présentes* de notre travail à la campagne.

Vous considérez le mot d'ordre de Lénine comme un mot d'ordre « d'opposition » et vous demandez dans votre lettre : *Comment a-t-il pu se faire que ... ce mot d'ordre d'opposition ait été publié pour le 1er Mai 1928 dans la Pravda ?... Comment expliquer l'apparition de ce mot d'ordre dans les colonnes de la Pravda, organe du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. ? Est-ce une simple faute d'impression ou un compromis avec l'opposition sur la question du paysan moyen ?* Vous n'y allez pas de main morte, par exemple ! Mais vous feriez bien de procéder « en douceur », camarade S., de peur d'être amené, votre zèle aidant, à conclure à la nécessité d'*interdire* la publication de notre programme confirmant entièrement le mot d'ordre de Lénine (c'est un fait !), élaboré pour l'essentiel par Lénine (pas le moins du monde un oppositionnel !), et adopté par le VIII^e congrès du Parti (pas de l'opposition, lui non plus !). Un peu plus de respect pour certains points de notre programme sur les groupes sociaux à la campagne ! Un peu plus de respect pour les décisions du VIII^e congrès du Parti sur la paysannerie moyenne !... Quant à votre phrase au sujet du « compromis avec l'opposition sur la question du paysan moyen », je pense qu'il ne vaut pas la peine de la démentir ; vous l'aurez laissé échapper sous l'impression du moment.

Une circonstance paraît vous troubler, c'est que dans le mot d'ordre de Lénine et dans le programme du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., adopté au VIII^e congrès, on parle d'une *entente* avec le paysan moyen, cependant que, dans son discours prononcé à l'ouverture du VIII^e congrès, Lénine parle d'une *alliance solide* avec le paysan moyen. Vous y voyez apparemment quelque chose comme une contradiction. Peut-être même êtes-vous enclin à supposer que la politique d'*entente* avec le paysan moyen est, en quelque sorte, un abandon de la politique d'*alliance* avec ce dernier. C'est faux, camarade S. C'est une grande aberration. Seuls des gens qui ne voient que

la lettre du mot d'ordre sans savoir en pénétrer le sens, peuvent penser ainsi. Seuls peuvent penser ainsi des gens qui ne savent pas l'histoire du mot d'ordre sur l'alliance, sur l'entente avec le paysan moyen. Seuls peuvent penser ainsi des gens capables de supposer que Lénine, qui a proclamé, dans son discours d'ouverture devant le VIII^e congrès, la politique d'« alliance solide » avec le paysan moyen, se soit écarté de lui-même en déclarant, dans un autre discours, prononcé à ce même congrès et dans le programme du Parti adopté au VIII^e congrès, qu'il nous faut actuellement une politique d'« entente » avec le paysan moyen.

Comment expliquer cela ? La vérité est que Lénine et le Parti, en la personne du VIII^e congrès, ne voient aucune différence entre la notion « entente » et la notion « alliance ». La vérité est que, partout, dans tous ses discours prononcés au VIII^e congrès, Lénine établit le signe d'égalité entre la notion « alliance » et la notion « entente ». On peut en dire autant de la résolution du VIII^e congrès : « Sur l'attitude envers la paysannerie moyenne », qui établit le signe d'égalité entre la notion « entente » et la notion « alliance ». Or, étant donné que Lénine et le Parti ne considèrent pas la politique d'entente avec le paysan moyen comme une politique accidentelle et passagère, mais comme une politique durable, ils avaient et ils ont toutes les raisons d'appeler la politique d'entente avec le paysan moyen, politique d'alliance solide avec lui, et, inversement, d'appeler la politique d'alliance solide avec le paysan moyen, politique d'entente avec lui. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter le compte rendusténographique du VIII^e congrès du Parti et la résolution adoptée à ce même congrès sur le paysan moyen.

Voici un passage du discours prononcé par Lénine au VIII^e congrès :

Très souvent, par suite de l'inexpérience des fonctionnaires soviétiques, par suite des difficultés que présentait le problème, les coups destinés aux koulaks s'abattaient sur la paysannerie moyenne. Dans ce domaine, nous avons péché énormément. L'expérience que nous avons recueillie en ce sens nous aidera à faire tout ce qu'il faut pour éviter cela à l'avenir. Voilà la tâche qui se pose devant nous, non en théorie, mais en pratique. Vous savez parfaitement que cette tâche est difficile. Nous ne possédons pas de biens que nous puissions donner au paysan moyen; or, celui-ci est matérialiste, pratique, il réclame des biens matériels concrets, que nous ne sommes pas à même de lui donner aujourd'hui, et dont le pays doit se passer peut-être encore pendant de longs mois de lutte ardue, lutte qui, dès à présent, nous promet la victoire totale. Mais nous pouvons faire beaucoup dans notre pratique administrative : améliorer notre appareil, redresser une masse d'abus. La ligne de notre Parti, ligne qui ne s'orientait pas suffisamment vers le bloc, vers l'alliance, vers l'entente¹ avec la paysannerie moyenne, cette ligne nous pouvons et de-

¹ Souligné par moi. J. St.

vons la corriger, la redresser. (VIII^e congrès du P.C.(b)R., compte rendu sténographique, pp. 24—25, éd. russe.)

Vous voyez que Lénine ne fait pas de différence entre l'« entente » et l'« alliance ».

Et voici des passages tirés de la résolution du VIII^e congrès « Sur l'attitude envers la paysannerie moyenne » :

Confondre les paysans moyens avec les koulaks, étendre aux premiers, dans telle ou telle mesure, les dispositions dirigées contre les koulaks, serait violer de la façon la plus grossière, non seulement tous les décrets du pouvoir des Soviets et toute sa politique, mais encore tous les principes fondamentaux du communisme, qui préconisent l'entente du prolétariat avec la paysannerie moyenne en période de lutte décisive du prolétariat pour le renversement de la bourgeoisie, comme une des conditions nécessaires pour passer d'une façon indolore à la suppression de toute exploitation.

La paysannerie moyenne, qui a des racines économiques relativement fortes, par suite du retard de la technique agricole sur celle de l'industrie même dans les pays capitalistes avancés, sans parler de la Russie, cette paysannerie se maintiendra assez longtemps après le commencement de la révolution prolétarienne. Aussi la tactique des fonctionnaires soviétiques à la campagne, comme celle des militants du Parti, doit-elle être calculée pour une longue période de collaboration avec la paysannerie moyenne...

...La politique parfaitement juste du pouvoir des Soviets à la campagne assure ainsi l'alliance et l'entente du prolétariat victorieux avec la paysannerie moyenne...

...La politique du gouvernement ouvrier et paysan et du parti communiste doit continuer à s'inspirer du même esprit d'entente du prolétariat et de la paysannerie pauvre avec la paysannerie moyenne¹. (*Ibidem*, pp. 417-420.)

Comme vous voyez, la résolution ne fait pas non plus de différence entre l'« entente » et l'« alliance ».

Il ne sera pas inutile de noter que cette résolution du VIII^e congrès ne contient pas un seul mot de l'« alliance solide » avec le paysan moyen. Cela signifie-t-il cependant que cette résolution s'écarte, par là même, de la politique d'« alliance solide » avec le paysan moyen ? Non. Cela signifie seulement que la résolution établit le signe d'égalité entre les notions « entente », « collaboration » et la notion « alliance solide ». Cela se conçoit, du reste : il ne saurait y avoir d'« alliance » avec le paysan moyen sans qu'il y ait « entente » avec lui ; et l'alliance avec le paysan moyen ne saurait être « solide » s'il n'y a pas d'entente « durable » et de collaboration avec lui.

Tels sont les faits.

De deux choses l'une : ou bien Lénine et le VIII^e congrès du Parti se sont écartés de la déclaration léniniste sur l'« alliance solide » avec le paysan moyen ; ou bien il faut rejeter cette supposition qui n'est pas sérieuse, et reconnaître que Lénine et le VIII^e congrès du Parti ne font aucune différence entre la notion « entente » et la notion « alliance solide ».

¹ Tous les passages soulignés l'ont été par moi. J. St.

Ainsi, quiconque ne veut pas être victime d'un ergotage creux, quiconque veut pénétrer le sens du mot d'ordre de Lénine préconisant l'appui sur le paysan pauvre, l'entente avec le paysan moyen et la lutte contre le koulak, ne peut manquer de comprendre que la politique d'*entente* avec le paysan moyen est la politique d'*alliance solide* avec lui.

Votre erreur, c'est que vous n'avez pas compris le subterfuge frauduleux de l'opposition, vous vous êtes laissé prendre à sa provocation, et vous êtes tombé dans le piège que vous tendait votre adversaire. Les filous de l'opposition proclament à cor et à cri qu'ils sont pour le mot d'ordre de Lénine sur l'entente avec le paysan moyen, et, ce faisant, ils lancent une allusion provocatrice, comme quoi l'« entente » avec le paysan moyen est une chose et l'« alliance solide » avec lui en est une autre. C'est ainsi qu'ils cherchent à faire d'une pierre deux coups : d'abord camoufler leur véritable position à l'égard de la paysannerie moyenne, position qui implique non point l'entente avec le paysan moyen, mais le « désaccord avec le paysan moyen » (voir le discours que l'on sait de l'oppositionnel Smirnov, que j'ai cité à la XVI^e conférence de la province de Moscou du Parti communiste) ; ensuite, appâter avec la *prétendue* différence entre « entente » et « alliance » les naïfs parmi les bolchéviks, les embrouiller définitivement et les repousser loin de Lénine.

Et comment réagissent à cela certains de nos camarades ? Au lieu d'arracher le masque des escrocs de l'opposition, au lieu de les convaincre de fraude à l'égard du Parti au sujet de leur position véritable, au lieu de cela ils mordent à l'hameçon, se fourrent dans le piège et se laissent repousser loin de Lénine. L'opposition fait du bruit autour du mot d'ordre de Lénine ; les oppositionnels affectent d'être partisans du mot d'ordre léniniste — donc, je dois me désolidariser de ce mot d'ordre, afin de ne pas être confondu avec l'opposition, sinon on peut m'accuser de « compromis avec l'opposition ». Telle est la logique de ces camarades !

Et ce n'est pas là un exemple unique des procédés frauduleux de l'opposition. Prenez, par exemple, le mot d'ordre d'autocritique. Des bolchéviks ne peuvent pas ignorer que le mot d'ordre d'autocritique est la base de l'activité de notre Parti, le moyen de fortifier la dictature prolétarienne, l'âme de la méthode bolchévique d'éducation des cadres. L'opposition proclame à grands cris que le mot d'ordre d'autocritique a été inventé par elle ; que le Parti lui a emprunté ce mot d'ordre et capitulé ainsi devant elle. En agissant de la sorte, l'opposition veut aboutir pour le moins à deux choses : en premier lieu, tromper la classe ouvrière et lui cacher l'abîme qui existe entre l'autocritique de l'opposition ayant pour but la *destruction* de l'esprit du Parti, et l'autocritique bolchévique qui

s'assigne pour but de *fortifier* l'esprit du Parti ; en second lieu, faire mordre à l'hameçon quelques-uns des naïfs et les obliger à se désolidariser du mot d'ordre du Parti touchant l'autocritique.

Or, comment réagissent à cela certains de nos camarades ? Au lieu d'arracher le masque des escrocs de l'opposition et de défendre le mot d'ordre d'autocritique bolchévique, ils se fourrent dans le piège, s'écartent du mot d'ordre d'autocritique, marchent sous la houlette de l'opposition et... capitulent devant elle, pensant à tort qu'ils se désolidarisent de l'opposition.

On pourrait multiplier ces exemples à l'infini.

Mais dans notre travail, nous ne pouvons marcher sous la houlette de qui que ce soit. A plus forte raison ne pouvons-nous nous guider dans notre travail sur ce que disent de nous les hommes de l'opposition. Nous devons suivre notre chemin, en repoussant les manœuvres frauduleuses de l'opposition et les erreurs de certains de nos bolchéviks, qui se laissent prendre à la provocation des gens de l'opposition. Souvenez-vous des paroles citées par Marx : « Suivez votre chemin, et laissez dire » !

12 juin 1928.

Pravda, n° 152, 3 juillet 1928.

DU DANGER DE DROITE DANS LE PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.

DISCOURS PRONONCÉ A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU COMITÉ
DE MOSCOU ET DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE MOSCOU
LE 19 OCTOBRE 1928

Je crois, camarades, qu'il nous faut avant tout faire abstraction des menus détails, des facteurs personnels, etc., pour résoudre le problème qui nous préoccupe : la déviation de droite. Existe-t-il dans notre Parti un danger de droite, un danger opportuniste ? Existe-t-il des conditions objectives favorisant un tel danger ? Comment combattre ce danger ? Telles sont les questions qui se posent aujourd'hui devant nous. Or, nous ne résoudrons pas ce problème si nous ne le dégageons de tous ces menus détails et éléments étrangers, qui s'y sont agrégés et nous empêchent de comprendre le fond de la question.

Zapolski a tort de croire que la question de la déviation de droite est une question fortuite. Il affirme que le tout ici n'est pas dans la déviation de droite, mais dans les chicanes, dans les intrigues personnelles, etc. Admettons un instant que les chicanes et intrigues personnelles jouent ici un certain rôle, comme dans toute autre lutte. Mais vouloir tout expliquer par des chicanes et ne pas voir derrière elles le fond de la question, c'est abandonner la voie juste, la voie marxiste. Il n'est pas possible qu'une organisation aussi importante, aussi vieille, aussi soudée que l'est incontestablement l'organisation de Moscou, ait pu être remuée de la base au sommet et mise en branle par les efforts de quelques chicaneurs ou intrigants. Non, camarades, de tels miracles n'arrivent pas dans le monde. Sans compter qu'on ne saurait juger avec cette légèreté de la force et de la vigueur de l'organisation de Moscou. Il est évident que des causes plus profondes ont agi ici, n'ayant rien de commun ni avec la chicane, ni avec l'intrigue.

Frountov a tort également; qui, bien que reconnaissant l'existence du danger de droite, ne le croit pourtant pas digne d'être sérieusement traité par des gens sérieux et posés. D'après lui, la question de la déviation de droite est un objet de préoccupation pour des brailiards, et non pour des gens posés. Je comprends fort bien Frountov, tellement absorbé par le travail pratique quotidien, qu'il

n'a pas le temps de penser aux perspectives de notre développement. Mais cela ne veut pas encore dire que nous devons ériger en dogme de notre œuvre constructive l'étroit praticisme d'affaires de certains militants du Parti. Le robuste sens des affaires est une bonne chose, mais s'il perd les perspectives dans le travail et ne subordonne pas ce dernier à la ligne fondamentale du Parti, il devient un défaut. Or, il n'est pas difficile de comprendre que la question de la déviation de droite est la question de la ligne fondamentale de notre Parti, la question de savoir si la perspective de développement tracée par notre Parti à son XV^e congrès, est juste ou erronée.

Ont également tort les camarades qui, dans la discussion du problème de la déviation de droite, aiguillent leur attention sur ceux qui représentent cette déviation. Montrez-nous, disent-ils, les hommes de droite ou les conciliateurs, nommez-les, afin que nous puissions leur régler leur compte. Cette façon de poser la question n'est pas juste. Certes, les personnalités jouent un certain rôle. Mais il ne s'agit pas ici de personnalités ; il s'agit des conditions, des circonstances qui engendrent le danger de droite dans le Parti. On peut écarter telles personnalités, mais cela ne signifie pas encore que par là même nous aurons tranché les racines du danger de droite dans notre Parti. C'est pourquoi la question des personnalités, bien que présentant un intérêt indubitable, ne résout pas le problème. On ne peut s'empêcher d'évoquer, à ce propos, un épisode qui eut lieu à Odessa fin 1919 et début 1920. Nos troupes, après avoir chassé Dénikine hors d'Ukraine, achevaient de battre les derniers débris de son armée dans la région d'Odessa. Un détachement de soldats rouges se mit alors énergiquement à la recherche de l'Entente à Odessa, persuadés que, s'ils se saisissaient de cette Entente, la guerre serait terminée. (*Rire général.*) On peut s'imaginer que les soldats de l'Armée rouge auraient pu mettre la main sur un représentant quelconque de l'Entente à Odessa. Mais il est évident que, de ce fait, la question de l'Entente n'aurait pas été résolue, car cette dernière a ses racines non à Odessa — quoique cette ville fût alors le dernier refuge de Dénikine — mais dans le capitalisme mondial. On peut en dire autant de certains de nos camarades qui, dans la question de la déviation de droite, aiguillent leur attention sur les personnes représentant la déviation de droite, oubliant les conditions qui engendrent cette déviation.

Aussi bien devons-nous ici tout d'abord éclaircir les conditions qui engendrent la déviation de droite, de même que la déviation de « gauche » (trotskiste) à l'égard de la ligne léniniste.

Dans le cadre du capitalisme, la déviation de droite dans le communisme, c'est la tendance, le penchant qu'ont une partie des communistes — penchant imprécis, il est vrai, et dont ils n'ont peut-

être pas encore pris conscience, mais penchant tout de même, — à s'écarter de la ligne révolutionnaire du marxisme vers la social-démocratie. Lorsque certains milieux communistes nient l'utilité du mot d'ordre : « Classe contre classe » dans la lutte électorale (France), ou s'affirment contre la présentation d'une liste indépendante par le Parti communiste (Angleterre), ou ne veulent pas accentuer la lutte contre la « gauche » de la social-démocratie (Allemagne), etc., etc., cela signifie qu'à l'intérieur des partis communistes il y a des gens qui s'efforcent d'adapter le communisme au social-démocratisme. La victoire de la déviation de droite dans les partis communistes des pays capitalistes signifierait la débâcle idéologique des partis communistes et un renforcement énorme du social-démocratisme. Or, qu'est-ce que le renforcement énorme du social-démocratisme ? C'est le renforcement et la consolidation du capitalisme, la social-démocratie étant le principal appui du capitalisme dans la classe ouvrière. Ainsi donc, la victoire de la déviation de droite dans les partis communistes des pays capitalistes conduit à multiplier les conditions nécessaires au *maintien* du capitalisme.

Dans le cadre du développement soviétique, alors que le capitalisme est déjà renversé, bien que ses racines ne soient pas encore arrachées, la déviation de droite, dans le communisme, est une tendance, un penchant qu'ont une partie des communistes — penchant imprécis, il est vrai, et dont ils n'ont peut-être pas encore pris conscience, mais penchant tout de même, — à s'écarter de la ligne générale de notre Parti vers l'idéologie bourgeoise. Lorsque certains de nos milieux communistes tentent de tirer notre Parti en arrière par rapport aux résolutions du XV^e congrès, en niant la nécessité d'une offensive contre les éléments capitalistes de la campagne ; ou qu'ils exigent la réduction de notre industrie, estimant que le rythme actuel de son développement est néfaste pour le pays ; ou qu'ils nient l'utilité des affectations de fonds aux kolkhoz et aux sovkhoz, estimant qu'elles sont (les affectations de fonds) de l'argent jeté par la fenêtre ; ou qu'ils nient l'utilité de la lutte contre le bureaucratisme sur la base de l'autocritique, croyant que l'autocritique ébranle notre appareil ; ou qu'ils exigent le relâchement du monopole du commerce extérieur, etc., etc., cela veut dire qu'il y a dans les rangs de notre Parti des gens qui tentent, peut-être sans s'en rendre compte eux-mêmes, d'adapter l'œuvre de notre construction socialiste aux goûts et aux besoins de la bourgeoisie « soviétique ». La victoire de la déviation de droite dans notre Parti signifierait un renforcement énorme des éléments capitalistes dans notre pays. Or, que signifierait le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays ? Cela signifierait l'affaiblissement de la dictature du prolé-

riat et l'accroissement des chances de restauration du capitalisme. Ainsi donc, la victoire de la déviation de droite dans notre Parti signifierait l'accroissement des conditions nécessaires à la *restauration* du capitalisme dans notre pays.

Existe-t-il chez nous, dans notre pays des Soviets, des conditions rendant *possible* la restauration du capitalisme ? Oui, elles existent. Cela vous paraîtra peut-être étrange, mais c'est un fait, camarades. Nous avons renversé le capitalisme, instauré la dictature du prolétariat et nous développons, à un rythme renforcé, notre industrie socialiste, en soudant avec elle notre économie paysanne. Mais nous n'avons pas encore arraché les racines du capitalisme. Où donc résident-elles ? Elles résident dans la production marchande, dans la petite production de la ville et surtout de la campagne. La force du capitalisme, comme dit Lénine, réside « dans la force de la *petite production*, car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production ; or, la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions » (*La Maladie infantile*, t. XXV, p. 173, éd. russe). Il est clair que, pour autant que la petite production revêt chez nous un caractère de masse, voire prépondérant, et pour autant qu'elle *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie, surtout dans les conditions de la Nep, constamment et dans de vastes proportions, il existe chez nous des conditions rendant *possible* la restauration du capitalisme.

Est-ce que chez nous, dans le pays des Soviets, existent les moyens et forces nécessaires pour détruire, pour liquider les *possibilités* de restauration du capitalisme ? Oui, ils existent. C'est précisément ce qui fait la justesse de la thèse de Lénine sur la *possibilité* de construire en U.R.S.S. une société socialiste intégrale. Pour cela, il est nécessaire de consolider la dictature prolétarienne, de renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, de développer nos postes de commande sous l'angle de l'industrialisation du pays, d'assurer un rythme rapide de développement de l'industrie, d'électrifier le pays, de faire passer toute l'économie nationale sur une nouvelle base technique, de grouper dans les coopératives les masses paysannes et d'augmenter le rendement de leur économie, de réunir graduellement les exploitations paysannes individuelles en exploitations collectives, de développer les sovkhoz, de limiter et de vaincre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne, etc., etc.

Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

Tant que nous vivons dans un pays de petits paysans, il existe en Russie, pour le capitalisme, une base économique plus solide que pour le

communisme. Il faut bien retenir cela. Tous ceux qui ont observé attentivement la vie rurale en la comparant à la vie urbaine, savent que nous n'avons pas arraché les racines du capitalisme, ni sapé les fondements, la base de l'ennemi intérieur. Ce dernier se maintient sur les petites exploitations, et pour en venir à bout il n'est qu'un moyen : faire passer l'économie du pays, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, sur la base technique de la grande production moderne. Seule l'électricité constitue une telle base. Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification de tout le pays. Autrement le pays demeurera un pays de petits paysans, et il faut que nous nous en rendions nettement compte. Nous sommes plus faibles que le capitalisme, non seulement à l'échelle mondiale, mais aussi à l'intérieur du pays. Tout le monde le sait. Nous nous en sommes rendu compte et nous ferons en sorte que la base économique de petite production agricole devienne une base économique de grande industrie. C'est lorsque le pays sera électrifié, lorsque nous aurons donné à l'industrie, à l'agriculture et aux transports la base technique de la grande industrie moderne, c'est alors seulement que notre victoire sera définitive. (« Rapport au VIII^e congrès des Soviets de la R. S. F. S. R. », t. XXVI, pp. 46-47, éd. russe.)

Il en résulte, en premier lieu, que tant que nous vivons dans un pays de petits paysans, tant que nous n'avons pas encore extirpé les racines du capitalisme, il existe pour ce dernier une base économique plus solide que pour le communisme. Il arrive qu'on abat un arbre, mais qu'on n'en extirpe pas les racines, les forces ayant manqué. D'où la *possibilité* de restauration du capitalisme dans notre pays.

Il en résulte en deuxième lieu que, outre la possibilité de restauration du capitalisme, nous avons encore la *possibilité de la victoire du socialisme*, puisque nous *pouvons* détruire la *possibilité* de restauration capitaliste, nous pouvons extirper les racines du capitalisme et remporter sur celui-ci une victoire définitive, *si* nous intensifions le travail d'électrification du pays ; *si* nous donnons à l'industrie, à l'agriculture et aux transports la base technique de la grande industrie moderne. D'où la *possibilité* de la victoire du socialisme dans notre pays.

Il en résulte enfin que l'on ne peut édifier le socialisme dans l'industrie seule et abandonner l'agriculture au gré d'un développement spontané, en partant de ce point de vue que la campagne « suivra d'elle-même » la ville. L'existence d'une industrie socialiste à la ville constitue le facteur fondamental de la transformation socialiste de la campagne. Mais cela ne signifie pas encore que ce facteur soit absolument suffisant. Pour que la ville socialiste puisse jusqu'au bout entraîner derrière elle la campagne paysanne, il est indispensable, comme dit Lénine, de « faire passer l'économie du pays, y compris l'agriculture ¹, sur une nouvelle base technique, sur la base technique de la grande production moderne ».

¹ Souligné par moi. J. St.

Cette citation de Lénine ne contredit-elle pas une autre citation de ses œuvres, où il est dit que « la Nep nous assure pleinement la possibilité de construire les fondations de l'économie socialiste » ? Non, elle ne la contredit pas. Au contraire, ces deux citations s'accordent parfaitement. Lénine ne dit point que la Nep nous donne un socialisme tout prêt. Lénine dit seulement que la Nep nous assure la possibilité de construire les fondations de l'économie socialiste. Entre la possibilité de construire intégralement le socialisme et sa construction réelle, la différence est grande. On ne doit pas confondre la possibilité avec la réalité. C'est précisément pour transformer cette possibilité en réalité que Lénine propose d'électrifier le pays et de donner à l'industrie, à l'agriculture et aux transports la base technique de la grande industrie moderne, comme condition nécessaire à la victoire définitive du socialisme.

Mais cette condition de la construction du socialisme, il n'est pas possible de la remplir en un ou deux ans. Il est impossible en un ou deux ans d'industrialiser le pays, de construire une industrie puissante, de grouper dans les coopératives les millions de paysans, d'assigner à l'agriculture une nouvelle base technique, de réunir les exploitations paysannes individuelles en de grandes collectivités, de développer les sovkhoz, de limiter et de vaincre les éléments capitalistes de la ville et des campagnes. Pour cela il faut à la dictature du prolétariat des années et des années de construction intensive. Et tant que cela n'est pas fait, — cela ne se fait pas d'un seul coup, — nous demeurons un pays de petits paysans où la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie, constamment et dans de vastes proportions, et où le danger de restauration du capitalisme subsiste. Et comme le prolétariat n'habite pas des régions éthérées, mais le monde le plus réel avec toute sa diversité, les éléments bourgeois surgissant sur la base de la petite production, « entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement » (*Lénine : la Maladie infantile*, t. XXV, p. 189, éd. russe), et apportent ainsi dans le prolétariat et dans son Parti certains flottements, certaines hésitations.

Telles sont la racine et la base de tous les flottements et déviations à l'égard de la ligne léniniste dans les rangs de notre Parti.

Voilà pourquoi la question de la déviation de droite ou de « gauche », dans notre Parti, ne saurait être considérée comme une question futile.

En quoi consiste le danger de la déviation de *droite*, franchement opportuniste, dans notre Parti ? En ce qu'elle *sous-estime* la force de nos ennemis, la force du capitalisme, en ce qu'elle ne voit pas le danger de restauration du capitalisme, ne comprend pas le mécanisme de la lutte de classes dans les conditions de la dictature du prolétariat et, de ce fait, consent si facilement des concessions au capitalisme, en réclamant le ralentissement du rythme de développement de notre industrie, en réclamant des facilités pour les éléments capitalistes de la campagne et de la ville, en exigeant qu'on mette à l'arrière-plan la question des kolkhoz et des sovkhoz, en réclamant le relâchement du monopole du commerce extérieur, etc., etc. Il est certain que la victoire de la déviation de droite dans notre Parti donnerait libre cours aux forces du capitalisme, minerait les positions révolutionnaires du prolétariat et augmenterait les chances de restauration du capitalisme dans notre pays.

En quoi consiste le danger de la déviation de « *gauche* » (trotskiste) dans notre Parti ? En ce qu'elle *surestime* la force de nos ennemis, la force du capitalisme, en ce qu'elle ne voit que la possibilité de restauration du capitalisme, mais ne voit pas la possibilité de construire intégralement le socialisme par les seules forces de notre pays ; en ce qu'elle tombe dans le désespoir et est obligée de se consoler par des bavardages sur les tendances thermidorienne de notre Parti. Des paroles de Lénine disant que « tant que nous vivons dans un pays de petits paysans, il existe en Russie, pour le capitalisme, une base économique plus solide que pour le communisme », — de ces paroles de Lénine la déviation de « gauche » tire cette fausse conclusion qu'il est impossible, en général, de construire intégralement le socialisme en U.R.S.S., qu'on n'arrivera à rien avec la paysannerie, que l'idée d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie a fait son temps ; que si l'aide de la révolution victorieuse en Occident n'arrive pas à temps, la dictature du prolétariat en U.R.S.S. devra tomber ou dégénérer ; que si l'on n'adopte pas un plan fantastique de superindustrialisation, devant être réalisé même au prix d'une rupture avec la paysannerie, il faut considérer la cause du socialisme en U.R.S.S. comme perdue. De là l'esprit d'aventure dans la politique de la déviation de « gauche ». De là les bonds « surhumains » en politique. Il est certain que la victoire de la déviation de « gauche », dans notre Parti, aboutirait à détacher la classe ouvrière de sa base paysanne, à détacher l'avant-garde de la classe ouvrière du reste de la masse des ouvriers ; elle aboutirait par conséquent à la défaite du prolétariat et à la création de conditions facilitant la restauration du capitalisme.

Ainsi, vous le voyez, ces deux dangers, celui de « gauche » comme celui de droite, ces deux déviations à l'égard de la ligne léniniste, la droite comme la « gauche », aboutissent, bien que par des voies différentes, à un seul et même résultat.

Lequel de ces deux dangers est le pire ? Je crois que tous les deux sont pires. La différence entre ces deux déviations, du point de vue de la lutte efficace contre elles, consiste en ce que la déviation de « gauche » apparaît en ce moment au Parti avec plus de netteté que celle de droite. Le fait qu'une lutte intense contre la déviation de « gauche » se déroule chez nous, depuis plusieurs années déjà, ce fait ne pouvait évidemment pas rester sans lendemain pour le Parti. Il est évident que pendant les années de lutte contre la déviation de « gauche », trotskiste, le Parti a beaucoup appris, et il n'est plus facile de le tromper par des phrases de « gauche ». Quant au danger de droite, qui existait auparavant déjà et qui, aujourd'hui, ressort avec plus de relief, par suite du renforcement de l'élément petit-bourgeois après la crise de l'an dernier dans le stockage du blé, je pense qu'il n'apparaît pas aussi clairement pour certains milieux de notre Parti. C'est pourquoi la tâche est d'accroître la lutte contre la déviation de droite, sans affaiblir d'un iota notre lutte contre le danger de « gauche », trotskiste, et de prendre toutes les mesures afin que le danger de la déviation de droite devienne pour le Parti aussi évident que l'est, pour lui, le danger trotskiste.

La question de la déviation de droite ne se poserait peut-être pas chez nous avec autant d'acuité qu'elle se pose aujourd'hui, si elle n'était liée à la question des *difficultés* de notre développement. Mais c'est que justement l'existence de la déviation de droite complique les difficultés de notre développement et freine les efforts pour les surmonter. Et précisément parce que le danger de droite rend plus difficile la lutte pour surmonter les difficultés, précisément pour cette raison, surmonter le danger de droite devient pour nous une tâche d'une importance toute particulière.

Deux mots sur le caractère de nos difficultés. Il faut tenir compte que nos difficultés ne sont pas des difficultés de stagnation ou de déclin. Il est des difficultés qui surviennent en période de déclin, ou de stagnation économique ; dès lors les gens s'efforcent de rendre la stagnation moins douloureuse, ou le déclin économique moins profond. Nos difficultés n'ont rien de commun avec les difficultés de ce genre. Le trait caractéristique de nos difficultés, c'est qu'elles sont des difficultés d'*essor*, des difficultés de croissance. Quand on parle chez nous de difficultés, il est ordinairement question de déterminer le pourcentage du *relèvement* de l'industrie, le pourcentage de l'*extension* des surfaces ensemencées ; de combien de pouds on

re'ève le rendement du sol, etc., etc. Et précisément parce que nos difficultés sont des difficultés d'essor, et non de déclin ou de stagnation, précisément pour cette raison elles ne sauraient représenter pour le Parti rien de particulièrement dangereux. Mais les difficultés sont tout de même des difficultés. Et comme pour surmonter les difficultés il faut tendre toutes ses forces, faire preuve de fermeté et de cran, ce dont certains manquent, peut-être parce qu'on est las et surmené, ou peut-être parce qu'on préfère vivre plus tranquille, sans luttes ni tribulations, — c'est alors précisément que commencent les flottements et les hésitations, les revirements vers la ligne du moindre effort, les propos tenus sur le ralentissement du rythme du développement industriel, sur les facilités à accorder aux éléments capitalistes, sur la négation de l'utilité des kolkhoz et des sovkhoz et, en général, de tout ce qui sort du cadre habituel et calme du travail quotidien. Mais nous ne pouvons avancer sans surmonter les difficultés qui se trouvent devant nous. Or, pour les surmonter, il faut d'abord vaincre le danger de droite ; il faut d'abord surmonter la déviation de droite, qui freine la lutte contre les difficultés et cherche à affaiblir la volonté de notre Parti de lutter pour surmonter les difficultés. Evidemment, il s'agit d'une lutte réelle contre la déviation de droite, et non d'une lutte fictive et verbale. Il est des gens dans notre Parti qui veulent bien, par acquit de conscience, proclamer la lutte contre le danger de droite, tout comme les papes qui chantent parfois « *alléluia, alléluia* » ; mais ils ne prennent aucune, absolument aucune mesure pratique pour organiser dûment la lutte contre la déviation de droite et la surmonter en fait. Ce courant porte chez nous le nom de courant de *conciliation* à l'égard de la déviation de droite franchement opportuniste. Il n'est pas difficile de comprendre que la lutte contre un pareil esprit de conciliation est partie intégrante de la lutte d'ensemble contre la déviation de droite, contre le danger de droite. Car il est impossible de surmonter la déviation de droite, la déviation opportuniste, sans mener une lutte systématique contre l'esprit de conciliation qui abrite sous son aile les opportunistes.

La question des auteurs de la déviation de droite présente un intérêt incontestable, encore qu'elle ne tranche pas le problème. Nous avons eu l'occasion de nous heurter aux auteurs de la déviation de droite dans les organisations de base de notre Parti, au moment de la crise du stockage du blé, l'année dernière, lorsque bon nombre de communistes, dans les cantons et les villages, s'affirmèrent contre la politique du Parti, en s'orientant vers l'alliance avec les éléments koulaks. Vous savez que ces éléments ont été exclus de notre Parti, au printemps dernier, ce qui est spécialement mentionné dans le document que l'on sait de notre Comité central,

daté de février de cette année. Mais il serait faux de dire qu'il ne reste plus de ces éléments dans notre Parti. Si l'on monte plus haut vers les organisations communistes de district et de province, et si l'on a soin de bien scruter l'appareil d'Etat et coopératif, on pourrait y trouver sans peine des fauteurs de la déviation de droite et de l'esprit de conciliation à son égard. On connaît des « lettres », des « déclarations » et autres documents rédigés par certains militants de notre appareil du Parti et de l'appareil d'Etat, dans lesquels la tendance vers la déviation de droite est apparue de toute évidence. Vous savez que ces lettres et ces documents sont mentionnés dans le compte rendu sténographique de l'Assemblée plénière de juillet du Comité central. Si l'on monte encore plus haut et si l'on pose la question relativement au Comité central, il faut avouer que là aussi, au sein du Comité central, il y a certains éléments — tout à fait insignifiants, il est vrai, — d'attitude conciliatrice à l'égard du danger de droite. Le compte rendu sténographique de l'Assemblée plénière de juillet du Comité central en est une preuve directe. Et au Bureau politique ? Y a-t-il des déviations au sein du Bureau politique ? Il n'y a dans notre Bureau politique ni droites, ni gauches, ni conciliateurs à leur égard. Il faut le dire ici de la façon la plus catégorique. Il est temps de laisser là les racontars que colportent les ennemis du Parti et les oppositionnels de tout genre sur l'existence d'une déviation de droite ou d'une attitude de conciliation à son égard, au sein du Bureau politique de notre Comité central.

Y a-t-il eu des flottements et des hésitations au sein de l'organisation de Moscou ou à son sommet, au Comité de Moscou ? Oui. Il serait absurde d'affirmer maintenant qu'il n'y a pas eu de flottements, d'hésitations. Le discours plein de franchise de Penkov en est la preuve directe. Penkov n'est pas n'importe qui dans l'organisation de Moscou et dans son Comité. Vous l'avez entendu avouer franc et net ses erreurs sur toute une série de questions très importantes de la politique de notre Parti. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que le Comité de Moscou dans son ensemble ait été sujet à des hésitations. Evidemment non. Un document tel que le message adressé en ce mois d'octobre par le Comité de Moscou aux membres de l'organisation de cette ville, montre avec évidence que le Comité de Moscou a su triompher des hésitations de certains de ses membres. Je ne doute pas que le noyau dirigeant du Comité de Moscou réussisse à redresser définitivement la situation.

Certains camarades sont mécontents de ce que les organisations de rayon soient intervenues dans cette affaire et qu'elles aient posé la question du redressement des erreurs et des hésitations de tels ou tels dirigeants de l'organisation de Moscou. Je ne sais comment on

peut justifier ce mécontentement. Quel mal peut-il y avoir à ce que les militants actifs des rayons de l'organisation de Moscou aient élevé la voix pour réclamer le redressement des erreurs et des hésitations? Notre activité ne se poursuit-elle pas sous le signe de l'autocritique d'en bas? N'est-ce pas un fait que l'autocritique stimule l'activité des communistes et des prolétaires de la base, en général? Quel mal ou quel danger peut-il y avoir à ce que les militants actifs des organisations de rayon se soient montrés à la hauteur de la situation?

Le Comité central a-t-il eu raison d'intervenir dans cette affaire? Je pense que oui. Berzine estime que le Comité central agit avec trop de rigueur, en proposant la destitution d'un dirigeant de comité de rayon, contre lequel s'est dressée l'organisation de son rayon. C'est tout à fait faux. Je pourrais rappeler à Berzine certains épisodes de 1919 ou de 1920, où certains membres du Comité central ayant commis certaines fautes — pas très graves, je pense, — à l'égard de la ligue du Parti, se virent infliger sur la proposition de Lénine une punition exemplaire: l'un d'eux fut envoyé au Turkestan, un autre faillit payer sa faute de son exclusion du Comité central. Lénine avait-il raison d'agir ainsi? Je pense qu'il avait parfaitement raison. A cette époque, la situation du Comité central n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. La moitié du Comité central suivait alors Trotski, et la situation au sein même du Comité central manquait de stabilité. Aujourd'hui, le Comité central agit avec infiniment plus de douceur. Pourquoi? Peut-être voulons-nous montrer plus de bonté que Lénine? Non, il ne s'agit pas de cela. La vérité, c'est que la situation du Comité central est aujourd'hui plus stable qu'à cette époque, et que le Comité central peut agir maintenant avec plus de douceur. Sakharov a tort lui aussi, lorsqu'il prétend que l'intervention du Comité central a été tardive. Il a tort, parce qu'il ignore apparemment que l'intervention du Comité central a commencé, à proprement parler, dès février dernier. Sakharov peut s'en convaincre, s'il en a le désir. Il est vrai que l'intervention du Comité central n'a pas donné de résultats positifs tout de suite. Mais il serait étrange d'en accuser le Comité central.

Conclusions : 1) danger de la déviation de droite est un grave danger dans notre Parti, car cette déviation a ses racines dans la situation sociale et économique de notre pays; 2) le danger de la déviation de droite s'aggrave par la présence de difficultés qu'il est impossible de surmonter sans surmonter la déviation de droite et l'esprit de conciliation à son égard; 3) dans l'organisation de Moscou, il y a eu des flottements et des hésitations, il y a eu des éléments d'instabilité; 4) le noyau du Comité de Moscou, aidé du Comité

central et des militants actifs des organisations de rayon, a pris toutes les mesures nécessaires pour que ces hésitations fussent liquidées ; 5) il ne peut faire de doute que le Comité de Moscou ne réussisse à surmonter les erreurs qui s'étaient révélées auparavant ; 6) la tâche consiste à liquider la lutte intérieure, à resserrer l'unité de l'organisation de Moscou et à mener à bien les nouvelles élections des cellules, sur la base de l'autocritique la plus large. (*Applaudissements.*)

DE LA DÉVIATION DE DROITE DANS LE PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.

EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCÉ A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.(b) DE L'U.R.S.S.
EN AVRIL 1929

I

LES CHANGEMENTS DANS LES RAPPORTS DE CLASSES ET NOS DÉSACCORDS

En quoi consistent nos désaccords ? A quoi se rattachent-ils ? Ils se rattachent avant tout aux changements qui se produisent, ces derniers temps, dans les rapports de classes, — dans notre pays et dans les pays capitalistes. Certains camarades pensent que les désaccords dans notre Parti ont un caractère accidentel. C'est faux, camarades. C'est tout à fait faux. Les désaccords dans notre Parti ont surgi sur le terrain des changements intervenus dans les rapports de classes, sur le terrain de l'aggravation qui se produit ces derniers temps dans la lutte de classes, et amène un tournant dans le développement. La principale erreur du groupe Boukharine consiste en ce qu'il ne voit pas ces changements ni ce tournant ; il ne les voit pas et ne veut pas les remarquer. C'est ce qui explique proprement l'incompréhension des nouvelles tâches du Parti et de l'Internationale communiste, incompréhension qui est le trait caractéristique de la nouvelle opposition.

Avez-vous remarqué, camarades, que les dirigeants de la nouvelle opposition, dans leurs discours à l'Assemblée plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, ont complètement passé sous silence les changements des rapports de classes dans notre pays, qu'ils n'ont soufflé mot de l'aggravation de la lutte de classes et n'ont pas fait une allusion même lointaine au fait que nos désaccords sont précisément liés à cette aggravation de la lutte de classes ? Ils ont parlé de tout, et de la philosophie, et de la théorie, mais ils n'ont pas dit un seul mot des changements dans les rapports de classes qui déterminent l'orientation et la pratique de notre Parti à l'heure actuelle. Comment expliquer ce fait étrange ? Peut-être par l'oubli ? Non, certes ! Les hommes politiques ne peuvent oublier l'essentiel. Cela s'explique par le fait qu'ils ne voient pas et ne comprennent pas les nouveaux processus révolutionnaires qui se produisent en ce moment aussi bien chez nous, dans notre pays, que dans

les pays capitalistes. Cela s'explique par le fait qu'ils n'ont pas remarqué l'essentiel, qu'ils n'ont pas remarqué les changements dans les rapports de classes qu'un homme politique n'a pas le droit de ne pas remarquer. C'est ce qui explique proprement le désarroi et l'impuissance que manifeste la nouvelle opposition devant les nouvelles tâches de notre Parti.

Rappelez-vous les récents événements dans notre Parti. Rappelez-vous les mots d'ordre lancés par le Parti ces derniers temps, en liaison avec les nouveaux changements des rapports de classes dans notre pays. Je parle des mots d'ordre comme ceux d'*autocritique*, d'*accentuation de la lutte contre le bureaucratisme et d'épuration de l'appareil soviétique*, le mot d'ordre de *formation de nouveaux cadres économiques et de spécialistes rouges*, celui de renforcement du *mouvement des kolkhoz et des sovkhos*, celui d'*offensive contre le koulak*, le mot d'ordre de *réduction des prix de revient* et d'*amélioration radicale de l'action pratique des syndicats*, le mot d'ordre d'*épuration du Parti*, etc. A certains camarades ces mots d'ordre ont paru ahurissants et vertigineux. Or, il est clair que ces mots d'ordre sont, en ce moment, les mots d'ordre du Parti les plus indispensables et les plus actuels.

Les choses ont commencé ainsi : nous avons, en liaison avec l'affaire de Chakhti, posé à nouveau la question des nouveaux cadres économiques, la question de la formation de spécialistes rouges recrutés dans la classe ouvrière et devant succéder aux vieux spécialistes. Qu'a montré l'affaire de Chakhti ? Elle a montré que la bourgeoisie est encore loin d'être définitivement battue, qu'elle organise et organisera encore le sabotage de notre construction économique ; que nos organisations économiques, syndicales et, partiellement, celles du Parti, n'ont pas remarqué le travail de sape de nos ennemis de classe ; qu'il faut, par conséquent, fortifier nos organisations et les améliorer, de toutes nos forces, par tous les moyens, en développant et en accentuant leur vigilance de classe.

C'est ce qui a mis en avant le mot d'ordre d'*autocritique*. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible d'améliorer nos organisations économiques, syndicales et du Parti, impossible de faire progresser l'œuvre de construction du socialisme et intensifier la répression du sabotage bourgeois, sans développer à fond la critique et l'*autocritique*, sans soumettre au contrôle des masses le travail de nos organisations. Et c'est pourtant un fait que le sabotage a eu lieu et continue d'avoir lieu, non seulement dans les régions houillères, mais aussi dans le domaine de la métallurgie, mais aussi dans le domaine de l'industrie de guerre, mais aussi au Commissariat du peuple des voies de communication, dans l'industrie de l'or et du platine, etc., etc. De là le mot d'ordre d'*autocritique*.

Ensuite, devant les difficultés de stockage du blé, devant l'ac-

tion engagée par les koulaks contre la politique soviétique des prix, nous avons aiguillé notre attention sur le développement, par tous les moyens, des kolkhoz et des sovkhoz, sur l'offensive à mener contre le koulak, sur l'organisation du stockage de blé, en faisant pression sur les éléments koulaks et aisés. Qu'ont montré les difficultés du stockage de blé ? Elles ont montré que le koulak veille, que le koulak grandit, qu'il pousse des sapes contre la politique du pouvoir des Soviets, tandis que nos organisations du Parti, de l'Etat et les organisations coopératives, en tout cas une partie d'entre elles, ou bien ne voient pas l'ennemi, ou bien s'y accommodent au lieu de le combattre.

De là, la nouvelle accentuation du mot d'ordre d'autocritique, du mot d'ordre de contrôle et d'amélioration de nos organisations du Parti, des organisations coopératives et, en général, des services de stockage.

Ensuite, en liaison avec les nouvelles tâches de la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base du socialisme, a surgi le mot d'ordre d'abaissement systématique des prix de revient, de renforcement de la discipline du travail, de développement de l'émulation socialiste, etc. Ces tâches ont imposé la révision de toute l'action pratique des syndicats et de l'appareil soviétique, une animation radicale de ces organisations et leur épuration des éléments de bureaucratisme.

De là, l'accentuation du mot d'ordre de lutte contre le bureaucratisme dans les syndicats et l'appareil soviétique.

Enfin, en ce qui concerne le mot d'ordre d'épuration du Parti. Il serait ridicule de s'imaginer que l'on puisse fortifier nos organisations administratives, économiques, syndicales et coopératives, qu'on puisse les purifier de la souillure du bureaucratisme, sans affiner le Parti lui-même. Il est hors de doute que les éléments bureaucratiques sont vivaces non seulement dans les organisations économiques, coopératives, syndicales et administratives, mais aussi dans celles du Parti lui-même. Si le Parti est la force dirigeante de toutes ces organisations, il est clair que l'épuration du Parti est la condition indispensable sans laquelle il serait impossible d'animer et d'améliorer à fond toutes les autres organisations de la classe ouvrière. De là le mot d'ordre d'épuration du Parti.

Ces mots d'ordre sont-ils accidentels ? Certes non. Vous voyez vous-mêmes qu'ils ne sont pas accidentels. *Ils forment les anneaux indispensables d'une seule chaîne ininterrompue, appelée offensive du socialisme contre les éléments du capitalisme.*

Ils se rattachent avant tout à la période de reconstruction de notre industrie et de notre agriculture sur la base du socialisme. Or, qu'est-ce que la reconstruction de l'économie nationale sur la base

du socialisme ? C'est l'offensive du socialisme contre les éléments capitalistes de l'économie nationale sur toute la ligne du front. C'est un progrès des plus sérieux, accompli par la classe ouvrière de notre pays, dans le sens de la construction intégrale du socialisme. Mais pour réaliser cette reconstruction, il faut avant tout améliorer et consolider les cadres de la construction socialiste, ceux des organisations économiques, administratives et syndicales comme ceux du Parti et des coopératives ; il faut affiner toutes nos organisations, les purifier de toute souillure ; il faut relever l'activité des masses innombrables de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Puis, ces mots d'ordre se rattachent à la résistance des éléments capitalistes de l'économie nationale contre l'offensive du socialisme. On ne peut considérer comme un effet du hasard l'affaire dite de Chakhti. Les « émules des saboteurs de Chakhti » sont installés aujourd'hui dans toutes les branches de notre industrie. Beaucoup d'entre eux ont été pincés, mais pas tous, loin de là. Le sabotage des intellectuels bourgeois est une des formes les plus dangereuses de résistance au socialisme en marche. Le sabotage est d'autant plus dangereux qu'il a des attaches avec le capital international. Le sabotage bourgeois est un indice indéniable que les éléments capitalistes n'ont pas encore déposé les armes, tant s'en faut ; qu'ils accumulent des forces en vue de nouvelles attaques contre le pouvoir des Soviets. Pour ce qui est des éléments capitalistes de la campagne, on ne saurait à plus forte raison considérer comme accidentelle l'action des koulaks, qui dure voici déjà plus d'un an, contre la politique soviétique des prix. Beaucoup ne peuvent, aujourd'hui encore, s'expliquer pourquoi, avant 1927, le koulak livrait le blé spontanément, tandis qu'après 1927 il a cessé de le faire. Mais il n'y a là rien d'étonnant. Auparavant, le koulak était encore relativement faible ; il n'avait pas la possibilité d'organiser sérieusement son économie ; il ne disposait pas de capitaux suffisants pour renforcer son économie, ce qui l'obligeait à porter au marché tous les excédents, ou peu s'en faut, de sa production de céréales. Aujourd'hui, après plusieurs années de bonne récolte, le koulak, ayant réussi à monter son exploitation, à accumuler les capitaux indispensables, peut manœuvrer sur le marché, il peut mettre du blé de côté, cette valeur des valeurs, pour se faire une réserve ; il préfère porter au marché viande, avoine, orge et autres produits secondaires. Il serait ridicule d'espérer maintenant se faire livrer volontairement le blé par les koulaks. C'est là la cause profonde de la résistance que le koulak oppose aujourd'hui à la politique du pouvoir des Soviets.

Or, qu'est-ce que la résistance des éléments capitalistes de la ville et des campagnes à l'offensive du socialisme ? C'est un regroupement des forces des ennemis de classe du prolétariat, ayant pour but de

défendre l'ancien ordre de choses contre le nouveau. Il n'est pas difficile de comprendre que ces circonstances ne peuvent manquer de provoquer une aggravation de la lutte des classes. Mais pour briser la résistance des ennemis de classe et déblayer le chemin de la progression du socialisme, il faut, en plus de toutes autres choses, affiner toutes nos organisations, les purifier du bureaucratisme, améliorer leurs cadres et mobiliser les masses innombrables de la classe ouvrière et des couches travailleuses de la campagne contre les éléments capitalistes de la ville et des campagnes.

C'est sur le terrain de ces changements dans les rapports de classes, qu'ont surgi les mots d'ordre actuels de notre Parti.

Il faut en dire autant des changements des rapports de classes dans les pays capitalistes. Il serait ridicule de croire que la stabilisation du capitalisme soit restée inchangée. A plus forte raison serait-il ridicule d'affirmer que la stabilisation se renforce, devient solide. En réalité, la stabilisation du capitalisme est minée et ébranlée chaque mois, chaque jour davantage. L'accentuation de la lutte pour les débouchés et les matières premières, la croissance des armements, la croissance des antagonismes entre l'Amérique et l'Angleterre, la croissance du socialisme en U.R.S.S., la poussée à gauche de la classe ouvrière des pays capitalistes, la vague des grèves et des batailles de classes dans les pays d'Europe, la croissance du mouvement révolutionnaire dans les colonies, y compris les Indes, la croissance du communisme dans tous les pays du monde, — autant de faits qui attestent de façon incontestable que des éléments d'un nouvel essor révolutionnaire se développent dans les pays du capitalisme.

De là, la nécessité d'intensifier la lutte contre la social-démocratie et, avant tout, contre son aile « gauche », soutien social du capitalisme. De là, la nécessité d'intensifier, dans les partis communistes, la lutte contre les éléments de droite, agents de l'influence social-démocrate. De là, la nécessité d'intensifier la lutte contre ce refuge de l'opportunisme dans les partis communistes, qu'est l'esprit de conciliation envers la déviation de droite. De là, le mot d'ordre d'épuration des partis communistes des traditions social-démocrates. De là ce qu'on appelle la nouvelle tactique du communisme dans les syndicats. Certains camarades ne comprennent pas le sens et la portée de ces mots d'ordre. Mais un marxiste comprendra toujours que sans appliquer pratiquement ces mots d'ordre, on ne saurait concevoir la préparation des masses prolétariennes à de nouvelles batailles de classes, on ne saurait concevoir la victoire sur la social-démocratie, il est impossible de procéder à la sélection des leaders véritables du mouvement communiste, capables de conduire la classe ouvrière à la lutte pour le renversement du capitalisme.

Voilà, camarades, les changements intervenus dans les rapports

de classes, en notre pays et dans les pays du capitalisme, et qui ont donné naissance aux mots d'ordre actuels de notre Parti, touchant sa politique intérieure comme sa politique dans le domaine de l'Internationale communiste.

Notre Parti voit bien ces changements dans les rapports de classes. Il comprend la portée des nouvelles tâches et mobilise les forces en vue de les accomplir. C'est pourquoi il fait face aux événements, armé de toutes pièces. C'est pourquoi il ne craint pas les difficultés qui se trouvent devant lui, car il est prêt à les surmonter.

Le malheur de la nouvelle opposition, le malheur du groupe Boukharine, est de ne pas voir ces changements dans les rapports de classes et de ne pas comprendre les nouvelles tâches du Parti. Et précisément parce qu'elle ne les comprend pas, elle traverse un état de désarroi complet, elle est prête à fuir les difficultés, à reculer devant elles, à livrer les positions.

Avez-vous vu des pêcheurs avant la tempête sur un grand fleuve, comme l'Iénisséï ? Je les ai vus maintes fois. Il arrive que face à la tempête déchaînée, tel groupe de pêcheurs mobilise toutes ses forces, stimule ses hommes et conduit courageusement la barque au-devant de la tempête: « Tenez bon, les gars, serrez la barre, fendez les vagues, nous l'emporterons ! » Mais il est une autre espèce de pêcheurs qui, flairant la tempête, perdent courage, se lamentent et démoralisent leurs propres rangs : « Quel malheur ! la tempête qui vient, couchez-vous, les gars, au fond de la barque, fermez les yeux, peut-être bien que le flot nous portera au rivage. » (*Rire général.*) Est-il encore besoin de démontrer que la position et la conduite du groupe Boukharine ressemblent, comme deux gouttes d'eau, à la position et à la conduite du second groupe de pêcheurs qui, pris de panique, reculent devant les difficultés ?

Nous disons qu'en Europe mûrissent les conditions d'un nouvel essor révolutionnaire, que cette circonstance nous impose des tâches nouvelles : renforcer la lutte contre la déviation de droite dans les partis communistes et expulser du Parti les auteurs de la déviation de droite, accentuer la lutte contre l'esprit de conciliation qui couvre la déviation de droite, accentuer la lutte contre les traditions social-démocrates dans les partis communistes, etc., etc. Et Boukharine nous répond que tout cela n'est que vétilles, qu'il n'y a pas de nouvelles tâches qui tiennent, qu'en réalité la majorité du Comité central désire le « travailler », lui Boukharine.

Nous disons que les changements des rapports de classes dans notre pays nous imposent des tâches nouvelles, qui réclament la baisse systématique des prix de revient et le renforcement de la discipline du travail dans les entreprises ; que l'accomplissement de ces tâches est impossible sans un changement radical de toute l'action pratique

des syndicats. Et Tomski nous répond que tout cela n'est que vétilles; qu'il n'y a pas de nouvelles tâches qui tiennent; qu'en réalité, la majorité du Comité central désire le « travailler », lui Tomski.

Nous disons que la reconstruction de l'économie nationale nous impose des tâches nouvelles: renforcer la lutte contre le bureaucratisme de l'appareil administratif et économique, épurer cet appareil des éléments pourris et hostiles, des saboteurs, etc., etc. Et Rykov nous répond que tout cela n'est que vétilles; qu'il n'y a pas de nouvelles tâches qui tiennent; qu'en réalité la majorité du Comité central désire le « travailler », lui, Rykov.

Voyons, camarades, n'est-ce pas ridicule? N'est-il pas clair que Boukharine, Rykov et Tomski ne voient rien au monde que leur nombril?

Le malheur du groupe Boukharine, c'est qu'il ne voit pas les nouveaux changements des rapports de classes et ne comprend pas les nouvelles tâches du Parti. Et précisément parce qu'il ne les comprend pas, il est obligé de se traîner à la queue des événements et de capituler devant les difficultés.

C'est là la racine de nos divergences.

II

NOS DÉSACCORDS TOUCHANT L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

J'ai déjà dit que Boukharine ne voyait pas et ne comprenait pas les nouvelles tâches de l'Internationale communiste: expulser les droites des partis communistes, maîtriser l'esprit de conciliation et épurer les partis communistes des traditions social-démocrates, tâches qui nous sont dictées par les conditions mûrissantes du nouvel essor révolutionnaire. Cet état de choses a été confirmé entièrement par nos désaccords sur les questions touchant l'Internationale communiste.

Par quoi nos désaccords ont-ils commencé dans ce domaine?

Les choses ont commencé par les thèses sur la situation internationale, que Boukharine avait présentées au VI^e congrès. D'ordinaire, les thèses étaient examinées préalablement au sein de la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. Mais cette fois la règle n'avait pas été observée. Et il s'est trouvé que les thèses signées de Boukharine et envoyées à la délégation du P.C. (b) de l'U.R.S.S. étaient en même temps distribuées aux délégations des partis frères au VI^e congrès. Or, les thèses se révélèrent insuffisantes sur toute une série de points. La délégation du P. C. (b) de l'U.R.S.S. dut apporter aux thèses près de vingt amendements.

Ce fait avait mis Boukharine dans une posture un peu gênante. Mais à qui la faute ? Quel besoin Boukharine avait-il de distribuer les thèses aux délégations des partis frères avant qu'elles eussent été examinées par la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. ? La délégation du P.C.(b) de l'U.R.S.S. pouvait-elle ne pas apporter d'amendements aux thèses qui s'étaient révélées insuffisantes ? Et il arriva ceci que la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. établit, au fond, des thèses nouvelles sur la situation internationale, et que les délégations des partis frères les opposèrent aux anciennes thèses signées par Boukharine. Il est clair que cette situation gênante ne se serait pas produite si Boukharine ne s'était pas hâté d'envoyer ses thèses aux délégations des partis frères.

Je voudrais marquer quatre amendements essentiels apportés aux thèses de Boukharine par la délégation du P.C.(b) de l'U.R.S.S. Je voudrais marquer ces amendements essentiels afin de montrer plus clairement le caractère de nos désaccords dans les questions touchant l'Internationale communiste.

La première question concerne le caractère de la stabilisation du capitalisme. Il ressortait des thèses de Boukharine que rien de nouveau ne vient, à l'heure actuelle, ébranler la stabilisation capitaliste ; qu'au contraire, le capitalisme est en train de *se reconstruire* et qu'au fond sa position est plus ou moins *solide*. Il est clair que la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. ne pouvait être d'accord avec une telle caractéristique de ce qu'on appelle la troisième période, c'est-à-dire la période que nous traversons en ce moment. Elle ne pouvait être d'accord là-dessus, car le maintien de cette caractéristique de la troisième période eût permis à nos critiques de dire que nous adoptions le point de vue de ce qu'on appelle l'« assainissement » du capitalisme, c'est-à-dire le point de vue d'Hilferding, point de vue que nous, communistes, ne pouvons professer. Aussi la délégation du P.C.(b) de l'U.R.S.S. a-t-elle apporté un amendement montrant que la stabilisation capitaliste n'est pas solide et ne peut être solide, que la marche des événements l'ébranle et continuera de l'ébranler en raison de l'aggravation de la crise du capitalisme mondial. Camarades, cette question a une importance décisive pour les sections de l'Internationale communiste. La stabilisation capitaliste s'ébranle ou se consolide, — de là dépend toute l'orientation des partis communistes dans leur action politique quotidienne. Traversons-nous une période de déclin du mouvement révolutionnaire, une période de simple rassemblement des forces, ou bien traversons-nous une période où mûrissent les conditions d'un nouvel essor révolutionnaire, une période de préparation de la classe ouvrière aux futures batailles de classes ? — De là dépend la

position tactique des partis communistes. L'amendement apporté par la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. et adopté ensuite par le congrès, a précisément ceci de bon qu'il donne une orientation nette vers la deuxième perspective, vers la perspective de maturation des conditions d'un nouvel essor révolutionnaire.

La deuxième question concerne la lutte contre la social-démocratie. Les thèses de Boukharine disaient que la lutte contre la social-démocratie est une des tâches fondamentales des sections de l'Internationale communiste. C'est juste, évidemment. Mais cela ne suffit pas. Pour que la lutte contre la social-démocratie se poursuive avec succès, il est nécessaire de souligner l'importance de la lutte contre l'aile dite de « gauche » de la social-démocratie, contre cette même aile « gauche » qui, jouant avec des phrases de « gauche » et dupant ainsi habilement les ouvriers, freine l'abandon de la social-démocratie par ces derniers. Il est clair que sans battre à plate couture les social-démocrates de « gauche », il est impossible de vaincre la social-démocratie en général. Or, dans les thèses de Boukharine, la question de la social-démocratie de « gauche » est entièrement éludée. C'est là, bien entendu, une lacune grave. Voilà pourquoi la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. a dû apporter aux thèses de Boukharine un amendement approprié, que le congrès a ensuite adopté.

La troisième question concerne l'esprit de conciliation dans les sections de l'Internationale communiste. Les thèses de Boukharine parlaient de la nécessité de lutter contre la déviation de droite, mais il n'y avait pas un seul mot sur la lutte contre l'esprit de conciliation à l'égard de la déviation de droite. C'est là, bien entendu, une lacune grave. La vérité est que lorsqu'on déclare la guerre à la déviation de droite, les auteurs de cette déviation se déguisent d'ordinaire en conciliateurs et mettent le Parti dans une situation embarrassante. Pour prévenir cette manœuvre des auteurs de la déviation de droite il est indispensable de poser la question d'une lutte résolue contre l'esprit de conciliation. C'est pourquoi la délégation du P.C.(b) de l'U.R.S.S. a jugé nécessaire d'apporter aux thèses de Boukharine un amendement approprié que le congrès a ensuite adopté.

La quatrième question concerne la discipline. Les thèses de Boukharine ne disent rien de la nécessité de maintenir la discipline de fer dans les partis communistes. Cette lacune aussi a son importance. Pourquoi ? Parce que dans la période d'accentuation de la lutte contre la déviation de droite, dans la période de réalisation du mot d'ordre d'épuration des partis communistes des éléments opportunistes, les auteurs de la déviation de droite s'organisent ordinairement en fraction, créent leur propre discipline de fraction, tandis

qu'ils brisent et détruisent la discipline du Parti. Pour préserver le Parti des manœuvres fractionnelles des fauteurs de la déviation de droite, il est indispensable de poser la question d'une discipline de fer dans le Parti et de la soumission absolue des membres du Parti à cette discipline. Sans cela, il est inutile même de songer à une lutte sérieuse contre la déviation de droite. C'est pourquoi la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. a apporté aux thèses de Boukharine un amendement approprié, que le VI^e congrès a ensuite adopté.

Pouvions-nous ne pas apporter ces amendements aux thèses de Boukharine ? Il est clair que nous ne le pouvions pas. Dans l'antiquité, on disait du philosophe Platon : « Nous aimons Platon, mais plus encore la vérité ». On pourrait en dire autant de Boukharine : Nous aimons Boukharine, mais nous aimons encore plus la vérité, le Parti, l'Internationale communiste. C'est pourquoi la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. s'est trouvée dans l'obligation d'apporter ces amendements aux thèses de Boukharine.

C'est là, pour ainsi dire, *la première étape de nos désaccords* dans les questions touchant l'Internationale communiste.

La deuxième étape de nos désaccords se rattache à l'affaire dite de Wittorf et Thaelmann. Wittorf est l'ancien secrétaire de l'organisation de Hambourg, accusé d'avoir dilapidé de l'argent appartenant au Parti. Ce qui lui a valu d'être exclu du Parti. Les conciliateurs du Comité central du Parti communiste allemand, mettant à profit l'intimité entre Wittorf et le camarade Thaelmann, bien que Thaelmann n'ait eu rien de commun avec le crime de Wittorf, ont transformé l'affaire Wittorf en affaire Thaelmann, et se sont mis en devoir de renverser la direction du Parti communiste allemand. Vous savez, sans doute, déjà par les communiqués de la presse que les conciliateurs Ewert et Gerhardt réussirent à entraîner momentanément la majorité du Comité central du Parti communiste allemand contre le camarade Thaelmann. Eh bien ? Ils écartèrent Thaelmann de la direction, l'accusèrent de corruption et publièrent une résolution « appropriée », à l'insu et sans la sanction du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Ainsi au lieu de remplir la directive du VI^e congrès de l'Internationale communiste sur la lutte contre l'esprit de conciliation, au lieu de combattre la déviation de droite et l'esprit de conciliation, il en est résulté en fait une grossière violation de cette directive, il en est résulté une lutte contre la direction révolutionnaire du Parti communiste allemand, une lutte contre le camarade Thaelmann, lutte ayant pour but de couvrir la déviation de droite et de consacrer l'esprit de conciliation dans les rangs des communistes allemands.

Et voilà qu'au lieu de donner un coup de barre pour redresser

la situation ; au lieu de rétablir dans ses droits la directive violée du VI^e congrès, de rappeler à l'ordre les conciliateurs, Boukharine, dans la lettre que l'on sait, propose de *sanctionner* le coup de force des conciliateurs, de livrer aux conciliateurs le Parti communiste allemand, de flétrir à nouveau le camarade Thaelmann dans la presse, en proclamant une fois de plus sa culpabilité. Et cela s'appelle un « dirigeant » de l'Internationale communiste ! Mais existe-t-il dans le monde de semblables « dirigeants » ?

Le Comité central, après examen, repoussa la proposition de Boukharine. Bien entendu, cela déplut à Boukharine. Mais à qui la faute ? Les décisions du VI^e congrès n'ont pas été adoptées pour être violées, mais pour être exécutées. Si le VI^e congrès a décidé de déclarer la guerre à la déviation de droite et à l'esprit de conciliation, en conservant la direction au noyau fondamental du Parti communiste allemand, avec en tête le camarade Thaelmann, et s'il est venu à l'esprit des conciliateurs Ewert et Gerhardt de renverser cette décision, Boukharine avait pour devoir de rappeler à l'ordre les conciliateurs, au lieu de leur laisser la direction dans le Parti communiste allemand. La faute en est à Boukharine, qui a « oublié » les décisions du VI^e congrès.

La troisième étape de nos désaccords se rattache à la lutte contre les droites dans le Parti communiste allemand, à la mise en déroute de la fraction Brandler et Thalheimer et à l'exclusion des leaders de cette fraction des rangs du Parti communiste allemand. La « position » de Boukharine et de ses amis, dans cette question cardinale, consistait à refuser sans cesse de prendre part à la solution de ce problème. Au fond, c'était le sort du Parti communiste allemand qui se décidait. Or, sachant cela, Boukharine et ses amis n'en ont pas moins freiné continuellement le règlement de cette affaire et ont refusé systématiquement de participer aux séances des organismes compétents. Pourquoi cela ? Sans doute pour rester « immaculés » et devant l'Internationale communiste et devant la droite du Parti communiste allemand. Pour pouvoir dire après : « Ce n'est pas nous, boukhariniens, mais eux, la majorité du Comité central, qui ont fait exclure Brandler et Thalheimer du Parti communiste. » Et cela s'appelle lutter contre le danger de droite !

Enfin, *la quatrième étape de nos désaccords*. Elle se rattache à la demande formulée par Boukharine, avant l'Assemblée plénière du Comité central de novembre, réclamant le retour d'Allemagne de Neumann et le rappel à l'ordre du camarade Thaelmann qui, dans un de ses discours, aurait critiqué le rapport de Boukharine au VI^e congrès. Evidemment, nous ne pouvions être d'accord là-dessus avec Boukharine sans avoir en mains absolument aucun document à l'appui de sa demande. Boukharine promit de présenter des docu.

ments contre Neumann et Thaelmann. Mais il n'en fit rien. Au lieu de documents, il fit envoyer aux membres de la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. le discours que l'on sait d'Humbert-Droz, prononcé au secrétariat politique du Comité exécutif de l'Internationale communiste, ce même discours que le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste a qualifié plus tard de discours opportuniste. En faisant distribuer le discours d'Humbert-Droz aux membres de la délégation du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. à titre de matériel contre Thaelmann, Boukharine voulait prouver qu'il avait raison de réclamer le retour de Neumann et le rappel à l'ordre du camarade Thaelmann. En réalité, il a démontré par là qu'il était solidaire d'Humbert-Droz, dont le Comité exécutif de l'Internationale communiste considère la position comme opportuniste.

Tels sont, camarades, les principaux points de nos désaccords dans les questions touchant l'Internationale communiste.

Boukharine estime qu'en combattant la déviation de droite et l'esprit de conciliation à son égard dans les sections de l'Internationale communiste, en épurant les partis communistes allemand et tchécoslovaque des éléments et traditions social-démocrates, en chassant les Brandler et les Thalheimer des partis communistes, nous « décomposons » par là même l'Internationale communiste, nous « coulons » l'Internationale communiste. Pour notre part nous pensons, au contraire, qu'en faisant cette politique et en soulignant l'importance de la lutte contre la déviation de droite et la conciliation à son égard, nous renforçons l'Internationale communiste, nous l'épurons des opportunistes, nous bolchévisons ses sections et aidons les partis communistes à préparer la classe ouvrière aux batailles révolutionnaires à venir.

Vous voyez qu'il ne s'agit point de simples nuances au sein du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., mais de désaccords assez graves sur les questions fondamentales de la politique de l'Internationale communiste.

III

DÉSACCORDS EN MATIÈRE DE POLITIQUE INTÉRIEURE

J'ai parlé tout à l'heure des changements dans les rapports de classes et de la lutte de classes dans notre pays. J'ai dit que le groupe Boukharine était frappé de cécité et ne voyait pas ces changements ; qu'il ne comprenait pas les nouvelles tâches du Parti. J'ai dit que sur ce terrain avaient surgi, dans la nouvelle opposition, le désarroi,

la peur des difficultés, la disposition à capituler devant elles. On ne saurait dire que ces erreurs de la nouvelle opposition soient tombées du ciel. Au contraire, elles sont liées à la phase de développement déjà franchie et qui s'appelle période de *rétablissement* de l'économie nationale, où l'œuvre de construction suivait une voie paisible, un cours pour ainsi dire spontané, où il n'y avait pas encore les changements dans les rapports de classes qui existent maintenant, où l'aggravation de la lutte de classes que nous observons aujourd'hui n'existait pas encore. Or maintenant, nous traversons une nouvelle phase de développement, différente de l'ancienne période, de la période de *rétablissement*. Nous traversons une nouvelle période d'édification, la période de *reconstruction* de toute l'économie nationale sur la base du socialisme. Cette nouvelle période provoque de nouveaux changements dans les rapports de classes, une aggravation de la lutte de classes. Elle impose de nouveaux procédés de lutte, le regroupement de nos forces, l'amélioration et l'affermissement de toutes nos organisations. Le malheur du groupe Boukharine est précisément qu'il vit dans le passé, qu'il ne voit pas les particularités caractéristiques de cette nouvelle période et ne comprend pas la nécessité des nouveaux procédés de lutte. De là sa cécité, son désarroi, sa panique devant les difficultés.

a) De la lutte de classes

Quelle est la base théorique de cette cécité et de ce désarroi du groupe Boukharine ?

Je pense que la base théorique de cette cécité et de ce désarroi, c'est la façon erronée, non marxiste, dont Boukharine envisage la lutte de classes dans notre pays. Je veux parler de la théorie non marxiste de Boukharine sur l'intégration des koulaks dans le socialisme, de son incompréhension du mécanisme de la lutte de classes dans les conditions de la dictature du prolétariat.

On a cité ici, à plusieurs reprises, le passage que l'on sait de la brochure de Boukharine *le Chemin du socialisme*, sur l'intégration des koulaks dans le socialisme. Mais ce passage a été cité ici avec certaines coupures. Permettez-moi de vous le citer en entier. Cela est nécessaire, camarades, pour vous montrer jusqu'à quel point Boukharine s'écarte de la théorie marxiste de la lutte de classes. Ecoutez :

Le réseau fondamental de nos organisations coopératives paysannes sera formé de cellules coopératives, non pas du type koulak, mais du type « travailleur », cellules s'intégrant dans le système de nos organismes d'Etat et devenant ainsi les anneaux d'une chaîne unique de l'économie socialiste. D'autre part, les foyers coopératifs koulaks s'intégreront exactement de la même façon, par l'intermédiaire de banques, etc., dans le même

*système, mais ils seront jusqu'à un certain point un corps étranger analogue, par exemple, aux entreprises concédées*¹.

En citant ce passage emprunté à la brochure de Boukharine, certains camarades ont omis, je ne sais pourquoi, la dernière phrase sur les concessionnaires. Rosite, désireux visiblement d'aider Boukharine, en a profité pour clamer ici, de sa place, que l'on déformait Boukharine. Or, ce qui fait le sel de tout ce passage, c'est justement la dernière phrase sur les concessionnaires. Car si l'on met les concessionnaires sur le même plan que les koulaks, et si les koulaks s'intègrent dans le socialisme, qu'en résulte-t-il ? Il n'en résulte qu'une chose, à savoir que les concessionnaires, eux aussi, s'intègrent dans le socialisme, que non seulement les koulaks, mais les concessionnaires aussi, s'intègrent dans le socialisme. (*Rire général.*)

Voilà donc ce qui en résulte.

Rosite. — Chez Boukharine, il est dit : « un corps étranger ».

Staline. — Chez Boukharine, il est dit non pas « un corps étranger », mais « jusqu'à un certain point, un corps étranger ». Par conséquent, les koulaks et les concessionnaires sont « jusqu'à un certain point » un corps étranger dans le système du socialisme. Mais l'erreur de Boukharine consiste précisément en ce que les koulaks et les concessionnaires, tout en étant « jusqu'à un certain point » un corps étranger, ne s'en intègrent pas moins dans le socialisme. Voilà à quelle absurdité conduit la théorie de Boukharine. Les capitalistes de la ville et des campagnes, les koulaks et les concessionnaires qui s'intègrent dans le socialisme, voilà à quelle ineptie en vient Boukharine. Non, camarades, nous n'avons pas besoin d'un tel « socialisme ». Que Boukharine le garde pour lui.

Jusqu'à présent, nous, marxistes-léninistes, nous pensions qu'entre les capitalistes de la ville et des campagnes, d'une part, et la classe ouvrière, de l'autre, il existait une *inconciliable* opposition d'intérêts. C'est précisément là-dessus que repose la théorie marxiste de la lutte de classes. Or, aujourd'hui, d'après la théorie de Boukharine sur l'*intégration pacifique* des capitalistes dans le socialisme, tout cela est retourné sens dessus dessous, l'opposition inconciliable des intérêts de classes entre exploités et exploités disparaît, les exploités s'intègrent dans le socialisme.

Rosite. — C'est inexact. La dictature du prolétariat est présupposée.

Staline. — Mais la dictature du prolétariat est la forme la plus aiguë de la lutte de classes.

Rosite. — Justement.

¹ Souligné par moi. *J. St.*

Staline. — Or, d'après Boukharine, les capitalistes s'intègrent dans cette dictature du prolétariat. Comment ne comprenez-vous pas cela, Rosite ? Contre qui alors faut-il mener la lutte, contre qui alors faut-il mener la lutte de classes dans sa forme la plus aiguë, dès l'instant que les capitalistes de la ville et des campagnes s'intègrent dans le système de la dictature du prolétariat ? La dictature du prolétariat est nécessaire pour mener une lutte irréconciliable contre les éléments capitalistes, pour écraser la bourgeoisie et extirper le capitalisme avec toutes ses racines. Mais si les capitalistes de la ville et des campagnes, si le koulak et le concessionnaire s'intègrent dans le socialisme, la dictature du prolétariat est-elle après cela nécessaire en général, et si elle est nécessaire, quelle classe devra-t-elle réprimer ?

Rosite. — C'est que justement, chez Boukharine, l'intégration présuppose la lutte de classes.

Staline. — Je vois que Rosite a juré de rendre service à Boukharine. Mais ce service rappelle le pavé de l'ours, car voulant sauver Boukharine, il le noie entièrement. Ce n'est pas pour rien que l'on dit qu'« un ours serviable est plus dangereux qu'un ennemi ». (*Rire général.*)

De deux choses l'une : ou bien il existe une opposition inconciliable d'intérêts entre la classe des capitalistes et la classe des ouvriers arrivés au pouvoir et ayant organisé leur dictature, ou bien cette opposition d'intérêts n'existe pas, et alors il ne reste qu'une chose : proclamer l'harmonie des intérêts de classes.

Ou bien la théorie marxiste de la lutte de classes, *ou bien* la théorie de l'intégration des capitalistes dans le socialisme. *Ou bien* l'opposition inconciliable des intérêts de classes, *ou bien* la théorie de l'harmonie des intérêts de classes. De deux choses l'une.

On peut comprendre à la rigueur les « socialistes » du type Brentano ou Sydney Webb, qui prêchent l'intégration du socialisme dans le capitalisme et du capitalisme dans le socialisme, car ces « socialistes » sont en fait des antisocialistes, des libéraux bourgeois. Mais on ne saurait comprendre qu'un homme désireux d'être marxiste prêche en même temps la théorie de l'intégration des capitalistes dans le socialisme.

Boukharine a essayé, dans son discours, d'étayer sa théorie de l'intégration des koulaks dans le socialisme par une référence à un passage que l'on connaît de Lénine. Ce faisant, il prétend que Lénine dit *la même chose* que Boukharine. C'est faux, camarades. C'est une calomnie grossière et impardonnable contre Lénine. Voici le texte de ce passage de Lénine :

Certes dans notre République des Soviets, le régime social est fondé sur la collaboration de deux classes : les ouvriers et les paysans, — colla-

boration à laquelle sont admis aujourd'hui, sous certaines conditions, les « nepmans », c'est-à-dire la bourgeoisie. (« Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne », t. XXVII, p. 405, éd. russe.)

Vous voyez qu'il n'y a pas ici un seul mot sur l'intégration des capitalistes dans le socialisme. Il y est dit seulement que nous avons « admis » les nepmans, c'est-à-dire la bourgeoisie, à participer « sous certaines conditions » à la collaboration des ouvriers et des paysans. Qu'est-ce à dire ? Est-ce à dire que par là même nous avons admis la possibilité de l'intégration des « nepmans » dans le socialisme ? Non, évidemment. Seuls des gens ayant toute honte bue peuvent interpréter ainsi ce passage de Lénine. Cela signifie uniquement que, *pour le moment*, nous ne supprimons pas la bourgeoisie ; que, *pour le moment*, nous ne la dépossédons pas, mais admettons son existence à certaines conditions, c'est-à-dire à la condition d'une soumission absolue aux lois de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire dans les conditions d'une limitation croissante des capitalistes, limitation ayant pour but leur éviction graduelle de la vie économique du pays. Est-il possible de réaliser pratiquement l'éviction des capitalistes et la destruction des racines du capitalisme sans une lutte de classes acharnée ? Non, c'est impossible. Est-il possible de supprimer les classes, avec la théorie et la pratique de l'intégration des capitalistes dans le socialisme ? Non, c'est impossible. Une telle théorie et une telle pratique ne peuvent que cultiver et perpétuer les classes, car elle (cette théorie) contredit la théorie de la lutte de classes. Or, le passage cité de Lénine est basé tout entier sur la théorie marxiste de la lutte de classes dans les conditions de la dictature du prolétariat. Que peut-il y avoir de commun entre la théorie de Boukharine sur l'intégration du koulak dans le socialisme, et la théorie de Lénine sur la dictature comme lutte de classes acharnée ? Il est clair qu'il n'y a et qu'il ne peut y avoir là rien de commun. Boukharine croit que sous la dictature du prolétariat la lutte de classes doit s'éteindre et être liquidée afin qu'en résulte la suppression des classes. Or, Lénine nous enseigne, au contraire, que les classes ne peuvent être supprimées que par une lutte de classes opiniâtre, qui, dans les conditions de la dictature du prolétariat, devient encore plus acharnée qu'avant la dictature du prolétariat.

La suppression des classes, dit Lénine, est le résultat d'une lutte de classes, longue, difficile, opiniâtre, qui après le renversement du pouvoir du Capital, après la destruction de l'Etat bourgeois, après l'instauration de la dictature du prolétariat, ne disparaît pas (comme se l'imaginent les plats personnages du vieux socialisme et de la vieille social-démocratie), mais ne fait que changer de forme, devenant encore plus acharnée à bien des égards. (« Salut aux ouvriers hongrois », t. XXIV, p. 315, éd. russe.)

Voilà ce que dit Lénine de la suppression des classes.

Suppression des classes *par une lutte de classe acharnée du prolétariat*, telle est la formule de Lénine.

Suppression des classes *par l'extinction de la lutte de classes et par l'intégration des capitalistes dans le socialisme*, telle est la formule de Boukharine.

Que peut-il y avoir de commun entre ces deux formules ? Il est clair qu'il n'y a et qu'il ne peut y avoir rien de commun entre elles.

La théorie de Boukharine sur l'intégration des koulaks dans le socialisme constitue de la sorte un abandon de la théorie marxiste-léniniste de la lutte de classes. Elle se rapproche de la théorie du socialisme de la chaire.

Là est la base de toutes les erreurs de Boukharine et de ses amis.

On peut me dire qu'il ne vaut pas la peine de s'étendre longuement sur la théorie de Boukharine de l'intégration des koulaks dans le socialisme, parce qu'elle parle elle-même — bien mieux, elle crie — contre Boukharine. C'est faux, camarades ! Tant que cette théorie reposait dans les tiroirs, on pouvait ne pas y faire attention ; des bêtises, on en trouve de toutes sortes dans les écrits de différents camarades ! Jusqu'à ces derniers temps nous avons en effet négligé cette théorie de Boukharine. Mais depuis un certain temps la situation a quelque peu changé. L'élément petit-bourgeois, déchaîné au cours des dernières années, a donné vie à cette théorie antimarxiste en lui conférant un caractère d'actualité. Aujourd'hui, on ne peut plus dire qu'elle repose dans les tiroirs. Aujourd'hui, cette théorie étrange de Boukharine a la prétention de devenir, elle, le drapeau de la déviation de droite dans notre Parti, le drapeau de l'opportunisme. C'est pourquoi nous ne pouvons plus passer à côté de cette théorie. C'est pourquoi nous avons le devoir de la démolir, comme une théorie fautive et nuisible, afin de faciliter à nos camarades du Parti la lutte contre la déviation de droite.

b) De l'aggravation de la lutte de classes

La deuxième erreur de Boukharine, qui découle de sa première erreur, c'est qu'il envisage d'une façon erronée, non marxiste, l'aggravation de la lutte de classes, la résistance accrue des éléments capitalistes à la politique socialiste du pouvoir des Soviets. De quoi s'agit-il ici ? Serait-ce que les éléments capitalistes croissent plus rapidement que le secteur socialiste de notre économie et que pour cette raison ils renforcent leur résistance et sapent l'œuvre de construction socialiste ? Non, il ne s'agit pas de cela. D'ailleurs, il est faux que les éléments capitalistes croissent plus rapidement que le secteur socialiste. Si cela était vrai, la construction socialiste serait

déjà tout près de sa perte. La vérité est que le socialisme attaque avec succès les éléments capitalistes ; que le socialisme croît *plus rapidement* que les éléments capitalistes ; que pour ces raisons, l'importance relative des éléments capitalistes *baisse*, et que précisément parce que l'importance relative des éléments capitalistes *baisse*, les éléments capitalistes flairent un danger mortel et renforcent leur résistance. Or, pour le moment, ils ont encore la possibilité de renforcer leur résistance, non seulement parce que le capitalisme mondial leur prête son appui, mais aussi parce que, en dépit de la baisse de leur importance relative, en dépit de l'affaiblissement de leur croissance relative en comparaison de la croissance du socialisme, la croissance absolue des éléments capitalistes n'en a pas moins lieu, et cela leur donne une certaine possibilité d'accumuler des forces pour résister à la croissance du socialisme. C'est sur cette base précisément que, *au stade actuel du développement, dans l'état actuel* du rapport des forces, on voit s'aggraver la lutte de classes et s'accroître la résistance des éléments capitalistes de la ville et des campagnes. L'erreur de Boukharine et de ses amis, c'est qu'ils ne comprennent pas cette simple et évidente vérité. Leur erreur, c'est qu'ils abordent la question non en marxistes, mais en petits bourgeois, en essayant d'expliquer l'aggravation de la lutte de classes par toute sorte de raisons accidentelles, telles que l'« inaptitude » de l'appareil d'Etat, la politique « imprudente » des camarades de la base, l'« absence » de souplesse, les « exagérations », etc., etc.

Voici, par exemple, un passage tiré de la brochure de Boukharine, *le Chemin du socialisme*, qui prouve sa manière absolument contraire au marxisme d'envisager l'aggravation de la lutte de classes :

Dans les campagnes, la lutte de classes éclate ici et là, sous sa forme ancienne, et cette aggravation est provoquée d'ordinaire par les éléments koulaks. Lorsque, par exemple, les koulaks ou des individus qui s'enrichissent aux dépens d'autrui et se sont insinués dans les organismes du pouvoir des Soviets, commencent à tirer des coups de feu sur les correspondants ruraux, c'est là une manifestation de la lutte de classes dans sa forme la plus aiguë. [C'est faux, car la forme la plus aiguë de la lutte, c'est l'insurrection. *J. Staline.*] Copondant, les cas de ce genre se produisent ordinairement là où l'appareil soviétique local est encore faible. *A mesure que cet appareil s'améliore, à mesure que se renforcent toutes les cellules de base du pouvoir des Soviets, à mesure que s'améliorent et se fortifient les organisations locales du Parti et des Jeunesses communistes à la campagne, les phénomènes de ce genre deviendront, comme cela est absolument évident, de plus en plus rares et finalement disparaîtront sans laisser de traces* ¹.

Il s'ensuivrait donc que l'aggravation de la lutte de classes s'explique par des raisons d'ordre administratif, par l'aptitude ou l'inap-

¹ Souligné par moi. *J. St.*

titude, par la faiblesse ou la force de nos organisations de base. Il s'ensuivrait que, par exemple, le sabotage des intellectuels bourgeois de Chakhti, qui est une forme de résistance des éléments bourgeois au pouvoir des Soviets et une forme d'aggravation de la lutte de classes, s'explique non par le rapport des forces de classes, non par la croissance du socialisme, mais par l'inaptitude de notre appareil d'administration. Il s'ensuivrait qu'avant l'apparition du sabotage en masse dans la région de Chakhti, notre appareil était bon, et qu'après, au moment où ce sabotage en masse s'est manifesté, l'appareil, on ne sait pourquoi, n'est plus bon à rien. Il s'ensuivrait que jusqu'à l'année dernière, alors que les stockages s'effectuaient spontanément, et que la lutte de classes n'était pas encore chez nous particulièrement aiguë, nos organisations locales étaient bonnes, voire idéales, et que depuis l'an dernier, lorsque la résistance des koulaks a pris des formes particulièrement aiguës, elles sont devenues tout d'un coup mauvaises, bonnes à rien. Ce n'est pas une explication, c'est une parodie d'explication. Ce n'est pas de la science, ce sont des pratiques de rebouteur.

A quoi tient cette aggravation ?

A deux causes.

D'abord, à notre progression, à notre offensive, à la croissance des formes socialistes de l'économie et dans l'industrie et dans l'agriculture, croissance qu'accompagne une éviction correspondante des catégories correspondantes de capitalistes de la ville et des campagnes. La situation est telle que nous vivons selon la formule de Lénine : « Qui l'emportera ? » Ou bien nous ferons toucher les épaules à terre aux capitalistes et leur livrerons, comme disait Lénine, le dernier combat décisif, ou bien ce sont eux qui nous feront toucher les épaules à terre.

En second lieu, cela tient à ce que les éléments capitalistes ne veulent pas quitter la scène de bon gré : ils résistent et continueront de résister au socialisme, car ils voient arriver leurs derniers jours. Or, pour le moment, ils peuvent encore résister ; malgré la baisse de leur importance, ils n'en croissent pas moins en chiffres absolus : la petite bourgeoisie urbaine et rurale, comme l'a dit Lénine, engendre dans son sein chaque jour et à chaque heure, capitalistes et tout petits capitalistes, et ceux-ci — ces éléments capitalistes — prennent toutes les mesures pour sauvegarder leur existence.

On n'a encore jamais vu dans l'histoire que des classes agonisantes aient quitté la scène de bon gré. On n'a encore jamais vu dans l'histoire que la bourgeoisie agonisante n'ait pas mis en œuvre tout ce qui lui restait de force pour essayer de sauvegarder son existence. Que notre appareil soviétique de base soit bon ou mauvais, notre progression, notre offensive réduiront le nombre des éléments capitalistes et

les évinceront ; et les classes agonisantes, elles, résisteront envers et contre tout.

Telle est la base sociale de l'aggravation de la lutte de classes.

L'erreur de Boukharine et de ses amis, c'est qu'ils identifient l'accroissement de la résistance des capitalistes avec l'accroissement de leur importance relative. Mais cette identification ne repose sur rien. Elle ne repose sur rien, car si les capitalistes résistent, eux, cela ne veut pas du tout dire qu'ils soient devenus plus forts que nous. C'est exactement le contraire qui est vrai. Les classes qui ont fait leur temps résistent, non parce qu'elles sont devenues plus fortes que nous, mais parce que le socialisme progresse plus rapidement qu'elles, et qu'elles deviennent plus faibles que nous. Et justement parce qu'elles se sentent faiblir, elles voient arriver leurs derniers jours et sont obligées de résister de toutes leurs forces, par tous les moyens.

Tel est le mécanisme de l'aggravation de la lutte de classes et de la résistance des capitalistes, au moment historique présent.

Devant cet état de choses, quelle doit être la politique du Parti ?

Elle doit éveiller la classe ouvrière et les masses rurales exploitées, relever leur combativité et stimuler leur volonté de mobilisation pour la lutte contre les éléments capitalistes de la ville et des campagnes, pour la lutte contre les ennemis de classe qui résistent. La théorie marxiste-léniniste de la lutte de classes a, entre autres, ceci de bon, qu'elle facilite la mobilisation de la classe ouvrière contre les ennemis de la dictature du prolétariat.

En quoi sont nuisibles la théorie de Boukharine sur l'intégration des capitalistes dans le socialisme, et la conception boukharinienne de l'aggravation de la lutte de classes ?

En ce qu'elles endorment la classe ouvrière, entament la volonté de mobilisation des forces révolutionnaires de notre pays, démobilisent la classe ouvrière et facilitent l'offensive des éléments capitalistes contre le pouvoir des Soviets.

c) De la paysannerie

La troisième erreur de Boukharine concerne la paysannerie. On sait que la question de la paysannerie est chez nous une des plus importantes de notre politique. La paysannerie, dans nos conditions, se compose de divers groupes sociaux, savoir : paysans pauvres, paysans moyens et koulaks. On conçoit que notre attitude à l'égard de ces groupes ne puisse être la même. La paysannerie pauvre comme *appui* de la classe ouvrière, le paysan moyen comme *allié* et le koulak comme *ennemi de classe* : telle est notre attitude à l'égard de ces groupes sociaux. Chose claire et connue de tous. Cependant, Boukharine en-

visage le fait un peu autrement. Dans sa caractéristique de la paysannerie, cette différenciation est omise, les groupes sociaux disparaissent on ne sait où, et il ne reste qu'une tache grise, appelée la campagne. Chez lui, le koulak n'est plus un koulak, le paysan moyen n'est plus un paysan moyen, c'est la misère partout à la campagne. C'est bien ce qu'il a dit, ici, dans son discours: Est-ce que notre koulak peut être appelé koulak ? Mais c'est un gueux, disait-il. Et notre paysan moyen, est-ce qu'il ressemble à un paysan moyen ? — déclarait ici Boukharine. Mais c'est un gueux qui ne mange pas à sa faim. Il est évident qu'une telle façon d'envisager la paysannerie est radicalement fautive, incompatible avec le léninisme.

Lénine disait que la paysannerie est la *dernière classe capitaliste*. Cette thèse est-elle exacte ? Oui, elle est absolument exacte. Pourquoi la paysannerie est-elle définie comme la dernière classe capitaliste ? Parce que des deux classes fondamentales qui composent notre société, la paysannerie est la classe dont l'économie est basée sur la propriété privée et la petite production marchande. Parce que la paysannerie, tant qu'elle reste une paysannerie se livrant à la petite production marchande, engendre et ne peut manquer d'engendrer dans son sein des capitalistes, constamment et de façon ininterrompue. Cette circonstance est d'une importance décisive pour notre attitude marxiste envers le problème de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Cela signifie que ce qu'il nous faut, ce n'est pas une alliance *quelconque* avec la paysannerie, mais une *alliance* basée sur la lutte contre les éléments capitalistes de la paysannerie. Vous voyez que la thèse de Lénine sur la paysannerie comme dernière classe capitaliste, loin de contredire l'idée d'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, donne au contraire à cette alliance une base en la définissant comme une alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, dirigée contre les éléments capitalistes de notre économie. Lénine a formulé cette thèse afin de montrer que l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie ne peut être solide que si elle est basée sur la lutte contre ces mêmes éléments capitalistes que la paysannerie engendre dans son sein.

L'erreur de Boukharine, c'est qu'il ne comprend pas et n'accepte pas cette simple chose ; il oublie les groupes sociaux de la campagne ; les koulaks et la paysannerie pauvre disparaissent de son champ visuel, et il ne reste qu'une masse compacte de paysans moyens. C'est là une déviation incontestable de Boukharine vers la droite, à l'opposé de la déviation de « gauche », trotskiste, qui à la campagne ne voit pas d'autres groupes sociaux que les paysans pauvres et les koulaks, et qui laisse échapper de son champ visuel les paysans moyens.

Quelle différence y a-t-il entre le trotskisme et le groupe Boukharine dans la question de l'alliance avec la paysannerie ? C'est que le

trotskisme s'affirme *contre* la politique d'une alliance *solide* avec les masses paysannes moyennes, tandis que le groupe Boukharine est *pour* n'importe quelle alliance avec la paysannerie. Inutile de démontrer que ces deux points de vue sont faux et qu'ils se valent.

Le léninisme s'affirme sans réserve pour une alliance solide avec les masses fondamentales de la paysannerie, pour une alliance avec les paysans moyens ; toutefois, il n'est pas pour n'importe quelle alliance, mais pour une alliance avec les paysans moyens qui assure le rôle dirigeant de la classe ouvrière, qui *affermi* la dictature du prolétariat et *facilite* la suppression des classes.

Par entente entre la classe ouvrière et la paysannerie, on peut comprendre, dit Lénine, tout ce qu'on veut. Si l'on ne tient pas compte que l'entente, du point de vue de la classe ouvrière, n'est admissible, juste et conforme à ses principes, que lorsqu'elle soutient la dictature de la classe ouvrière et constitue une des mesures visant à la suppression des classes, la formule de l'entente de la classe ouvrière et de la paysannerie demeure, évidemment, une formule que préconisent dans leurs théories tous les ennemis du pouvoir des Soviets et tous les ennemis de la dictature. (« Conférence du P. C.(b)R. », t. XXVI, p. 387, éd. russe.)

Et plus loin :

Aujourd'hui, dit Lénine, le prolétariat détient le pouvoir et le dirige. Il dirige la paysannerie. Que veut dire : diriger la paysannerie ? Cela veut dire, en premier lieu, s'orienter vers la suppression des classes, et non vers la petite production. Si nous déviions de cette ligne, fondamentale et essentielle, nous cesserions d'être des socialistes et tomberions dans le camp des petits bourgeois, dans le camp des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks qui sont, aujourd'hui, les pires ennemis du prolétariat. (*Ibidem*, pp. 399—400.)

Voilà donc le point de vue de Lénine sur l'alliance avec les masses fondamentales de la paysannerie, sur l'alliance avec les paysans moyens.

L'erreur du groupe Boukharine dans la question du paysan moyen est de ne pas voir la nature double, la situation double du paysan moyen entre la classe ouvrière et les capitalistes. « La paysannerie moyenne est une classe qui hésite », disait Lénine. Pourquoi ? Parce que le paysan moyen est, d'une part, un travailleur, ce qui le rapproche de la classe ouvrière ; mais, d'autre part, il est propriétaire, ce qui le rapproche du koulak. De là les hésitations du paysan moyen. Et cela est juste, pas seulement en théorie. Ces hésitations se manifestent aussi dans la pratique, chaque jour, à chaque heure.

Le paysan, en tant que travailleur, disait Lénine, se sent attiré vers le socialisme ; il préfère la dictature des ouvriers à celle de la bourgeoisie. Le paysan en tant que vendeur de blé, se sent attiré vers la bourgeoisie, vers le commerce libre, c'est-à-dire en arrière vers le vieux capitalisme « familial », « connu de tout temps ». (« Salut aux ouvriers hongrois », t. XXIV, p. 314, éd. russe.)

C'est pourquoi l'alliance avec le paysan moyen ne peut être solide que si elle est dirigée contre les éléments capitalistes, contre le capitalisme en général ; si elle assure le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans cette alliance ; si elle facilite la suppression des classes.

Il est étrange que le groupe Boukharine oublie ces choses simples et claires.

d) De la Nep et des rapports du marché

La quatrième erreur de Boukharine concerne la Nep. Ici, l'erreur de Boukharine, c'est qu'il ne voit pas le caractère double de la Nep ; il n'en voit qu'un seul côté. Quand nous avons institué la Nep en 1921, nous avons dirigé sa pointe contre le communisme de guerre, contre un régime et un ordre de choses excluant toute liberté de commerce, *quelle qu'elle soit*. Nous estimions et estimons que la Nep signifie une certaine liberté de commerce. Ce côté de la question, Boukharine l'a retenu. Fort bien. Mais Boukharine se trompe en supposant que ce côté de la question, c'est toute la Nep. Il oublie que la Nep a encore un autre côté. En effet, la Nep ne signifie pas du tout une entière liberté de commerce, le libre jeu des prix sur le marché. La Nep, c'est la liberté de commerce dans certaines limites, dans certains cadres, le rôle régulateur sur le marché étant assuré à l'Etat. C'est précisément le deuxième côté de la Nep. Et ce côté de la Nep est aussi important, sinon plus, que son premier côté. Le libre jeu des prix sur le marché n'existe pas chez nous, comme c'est le cas ordinairement dans les pays capitalistes. C'est nous qui, pour l'essentiel, établissons les prix du blé. C'est nous qui établissons les prix des produits industriels. Cherchant à maintenir la stabilité des prix des produits agricoles, nous nous efforçons de pratiquer une politique de réduction des prix de revient et de vente des produits industriels. N'est-il pas clair que ces facteurs particuliers et spécifiques du marché n'existent pas en général dans les pays capitalistes ?

Il en résulte que tant que subsiste la Nep, ses deux côtés doivent être conservés : le premier, dirigé contre le régime du communisme de guerre et ayant pour but d'assurer une certaine liberté de commerce ; et le second, dirigé contre l'entière liberté de commerce et ayant pour but d'assurer à l'Etat un rôle régulateur sur le marché. Supprimez l'un de ces deux côtés, et vous n'aurez plus de Nep.

Boukharine pense que le danger ne peut menacer la Nep que du côté « gauche », du côté des gens désireux de liquider toute liberté de commerce. C'est faux. C'est une erreur des plus grossières. Au surplus, ce danger est actuellement le moins réel, car il n'y a

pas ou presque pas, dans nos organisations locales et centrales, de gens qui ne comprennent toute la nécessité et l'utilité de conserver une certaine liberté de commerce. Le danger est bien plus réel du côté de la droite, du côté des gens qui entendent supprimer le rôle régulateur de l'Etat sur le marché, qui désirent « affranchir » le marché et inaugurer ainsi une ère d'entière liberté du commerce. Il ne fait aucun doute qu'à l'heure présente, le danger du torpillage de la Nep, du côté de la droite, est beaucoup plus réel. Il ne faut pas oublier que l'élément petit-bourgeois travaille justement dans ce sens, — dans le sens du torpillage de la Nep du côté de la droite. Il faut également se rappeler que les lamentations des koulaks et des éléments aisés, les lamentations des spéculateurs et des accapareurs, par qui beaucoup de nos camarades se laissent influencer, bombardent la Nep justement de ce côté. Le fait que Boukharine ne voit pas ce second danger, ce danger vraiment réel du torpillage de la Nep, — ce fait montre de façon indéniable qu'il a cédé à la pression de l'élément petit-bourgeois.

Boukharine propose de « normaliser » le marché et de « manœuvrer » avec les prix de stockage du blé par régions, c'est-à-dire d'augmenter les prix du blé. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que Boukharine n'est pas satisfait des conditions soviétiques du marché, qu'il entend abaisser par décalages successifs le rôle régulateur de l'Etat sur le marché, et propose de faire des concessions à l'élément petit-bourgeois, qui torpille la Nep du côté droit.

Admettons un instant que nous suivions les conseils de Boukharine. Qu'en résulterait-il ? Nous relevons les prix du blé, disons à l'automne, au début de la période de stockage. Mais comme il y a toujours des gens au marché, toute sorte de spéculateurs et d'accapareurs qui peuvent payer le blé trois fois plus cher, et comme nous ne pouvons lutter de vitesse avec les spéculateurs puisqu'ils n'achètent en tout qu'une dizaine de millions de pouds, alors qu'il nous faut acheter des centaines de millions de pouds, les détenteurs de blé continueront quand même à le garder dans l'attente d'une nouvelle hausse des prix. Nous serons donc amenés à augmenter à nouveau le prix du blé vers le printemps, alors précisément que l'Etat commence à en avoir surtout besoin. Mais que veut dire augmenter le prix du blé au printemps ? Cela veut dire égorger les paysans pauvres et les couches de petits possédants ruraux, qui sont eux-mêmes obligés d'acheter un supplément de blé au printemps, partie pour les semences, partie pour la nourriture, de ce même blé qu'ils ont vendu en automne à un prix inférieur. Pourrons-nous à l'aide de ces opérations, obtenir quelque résultat sérieux, c'est-à-dire nous faire livrer une quantité suffisante de blé ? Le plus probable, c'est

que nous ne le pourrons pas, car il se trouvera toujours des spéculateurs et des accapareurs pour de nouveau payer le même blé un prix double et triple. Par conséquent, nous devrions être prêts à une nouvelle hausse des prix du blé, et nous chercherions en vain à l'emporter sur les spéculateurs et les accapareurs.

Il s'ensuit donc qu'une fois engagés dans la voie de la hausse des prix du blé, nous devrions continuer à rouler sur cette pente, sans avoir la garantie d'obtenir une quantité suffisante de blé.

Mais les choses n'en restent pas là. Premièrement, en relevant les prix de *stockage* du blé nous serons amenés à relever aussi les prix des matières premières, afin de maintenir une certaine proportion dans les prix des produits agricoles. En second lieu, en relevant les prix de *stockage* du blé, nous ne pourrons pas maintenir le bas prix du pain dans les villes, — par conséquent, nous serons obligés de relever aussi les prix de *vente* du pain. Et comme nous ne pouvons ni ne devons léser les ouvriers, nous devons augmenter les salaires à un rythme accéléré. Or, cela ne peut manquer de provoquer une hausse des prix sur les articles industriels également, sinon il peut se faire que les ressources financières de la ville soient drainées par la campagne, au détriment de l'industrialisation. Nous serons donc obligés, en fin de compte, d'ajuster les prix des articles industriels et des produits agricoles, non sur la base des prix *en baisse* ou tout au moins stabilisés, mais sur la base des prix *en hausse* tant sur le pain que sur les articles industriels. Autrement dit, nous devons nous orienter vers un *renchérissement* des articles industriels et des produits agricoles. Il n'est pas difficile de comprendre que cette façon de « manœuvrer » avec les prix ne peut manquer d'entraîner la liquidation complète de la politique soviétique des prix, la liquidation du rôle régulateur de l'Etat sur le marché et le déchaînement complet de l'élément petit-bourgeois. A qui cela profitera-t-il ? Uniquement aux couches aisées de la ville et des campagnes, car les articles industriels et les produits agricoles chers deviendront forcément inaccessibles, aussi bien à la classe ouvrière qu'aux paysans pauvres et aux couches de petits possédants ruraux. Y gagneront les koulaks et les paysans aisés, les nepmans et autres classes cossues.

Ce sera aussi une alliance, mais une alliance singulière, alliance avec les couches aisées de la ville et de la campagne. Les ouvriers et les couches de petits possédants ruraux seront pleinement en droit de nous demander : De qui êtes-vous le pouvoir ? des ouvriers et des paysans ou des koulaks et des nepmans ?

Rupture avec la classe ouvrière et les couches de petits possédants ruraux, alliance avec les couches aisées de la campagne et de la ville, voilà à quoi doivent aboutir la « normalisation » du marché

selon Boukharine et ses « manœuvres » avec les prix du blé par régions.

Il est clair que le Parti ne peut s'engager dans cette voie néfaste.

A quel point toutes les idées de Boukharine touchant la Nep se sont embrouillées et à quel point il se trouve résolument prisonnier de l'élément petit-bourgeois, c'est ce que montre, entre autres, son attitude plus que négative à l'égard des nouvelles formes d'échange entre la ville et la campagne, entre l'Etat et la paysannerie. Il s'indigne et clame contre le fait que l'Etat soit devenu le fournisseur de marchandises pour la paysannerie, et que celle-ci devienne le fournisseur de blé pour l'Etat. Il considère cela comme une infraction à toutes les règles de la Nep, presque un torpillage de la Nep. Pourquoi cela ? se demande-t-on. Pour quelles raisons ? Quel mal peut-il y avoir à ce que l'Etat, à ce que l'industrie de l'Etat, soit le fournisseur de marchandises pour la paysannerie, et la paysannerie le fournisseur de blé pour l'industrie, pour l'Etat ? Du point de vue du marxisme et de la politique marxiste de la Nep, quel mal peut-il y avoir à ce que la paysannerie se soit déjà transformée en fournisseur de coton, de betterave, de lin pour les besoins de l'industrie d'Etat et l'industrie d'Etat en fournisseur d'articles industriels, de semences et d'instruments de production pour ces branches de l'agriculture ? La méthode des contrats de stockage est ici la méthode fondamentale pour établir ces nouvelles formes d'échange entre la ville et la campagne. Mais la méthode des contrats de stockage contredit-elle les principes de la Nep ? Quel mal peut-il y avoir à ce que la paysannerie devienne le fournisseur de l'Etat, grâce à cette même méthode des contrats de stockage, aussi pour le blé, et non pas seulement pour le coton, la betterave, le lin ? Pourquoi le commerce en petit, le commerce de détail pourrait-il être considéré comme la circulation des marchandises, tandis que le commerce en grand, qui se fait d'après des contrats établis d'avance (contrats de stockage) pour les prix et la qualité de la marchandise, ne pourrait pas l'être ? D'où vient cette inconséquence ? Est-il difficile de comprendre que ces nouvelles formes massives de l'échange des marchandises entre la ville et la campagne, selon la méthode des contrats, ont surgi précisément sur la base de la Nep, qu'elles constituent pour nos organisations un très grand pas en avant, dans le sens du renforcement de la direction socialiste, planifiée, de notre économie nationale ?

N'est-il pas étrange que Boukharine ait désappris à comprendre ces choses simples et claires ?

e) *Du rythme de développement de l'industrie et des nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne*

Enfin, en ce qui concerne le rythme de développement de l'industrie et les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne. Cette question est une des plus importantes dans nos désaccords. L'importance de cette question c'est qu'en elle se rejoignent tous les fils de nos désaccords *pratiques* sur les problèmes de la politique économique du Parti.

Qu'est-ce que les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne ? qu'est-ce que cela signifie du point de vue de notre politique économique ?

C'est d'abord que, outre les vieilles formes d'alliance entre la ville et la campagne, alors que l'industrie satisfaisait principalement les besoins *personnels* du paysan (cotonnades, chaussures, tissus en général, etc.), il nous faut encore de nouvelles formes d'alliance, lorsque l'industrie satisfait les besoins de l'exploitation paysanne dans le domaine de la *production* (machines agricoles, tracteurs, semences améliorées, engrais, etc.). Si, auparavant, nous avons satisfait *principalement* les besoins personnels du paysan, sans trop nous préoccuper des besoins de son exploitation dans le domaine de la production, aujourd'hui nous devons, tout en continuant de satisfaire les besoins personnels du paysan, tendre tous nos efforts pour le fournir en machines agricoles, tracteurs, engrais, etc., toutes choses ayant un rapport direct avec la reconstruction de la production agricole sur une base technique nouvelle. Tant qu'il s'agissait du *rétablissement* de l'agriculture et de la mise en valeur par les paysans des terres ayant appartenu aux grands propriétaires fonciers et aux koulaks, nous pouvions nous contenter des vieilles formes d'alliance. Mais maintenant qu'il s'agit de la *reconstruction* de l'agriculture, cela ne suffit plus. Maintenant, il faut aller plus loin et aider la paysannerie à reconstruire sa production agricole sur la base de la technique moderne et du travail collectif.

C'est ensuite que, parallèlement au rééquipement de notre industrie, nous devons nous mettre sérieusement au rééquipement de l'agriculture. Nous sommes en train de réoutiller, et nous avons déjà en partie réoutillé notre industrie, en lui donnant une nouvelle base technique, en lui fournissant de nouvelles machines perfectionnées, des cadres nouveaux, meilleurs. Nous construisons de nouvelles usines et fabriques; nous reconstruisons et agrandissons les vieilles usines; nous développons la métallurgie, l'industrie chimique et les constructions mécaniques. Sur cette base on voit grandir des villes, les nouveaux centres industriels se multiplient, les anciens s'élargissent. Sur cette base s'accroît la demande de produits alimentaires, de matières pre-

nières pour l'industrie. Et l'agriculture demeure avec son vieil outillage, avec ses vieilles méthodes ancestrales de travail de la terre, avec sa vieille technique primitive, aujourd'hui inutilisable ou presque, avec ses vieilles formes individuelles de gestion et de travail, caractéristiques pour les petits paysans. Il n'est que de citer ce fait qu'avant la Révolution nous n'avions que 16 millions d'exploitations paysannes, tandis qu'aujourd'hui nous en comptons au moins 25 millions. Qu'est-ce à dire sinon que l'agriculture prend un caractère de plus en plus éparpillé, morcelé ? Or, le trait caractéristique des petites exploitations agricoles éparpillées, c'est qu'elles ne sont pas à même d'utiliser, comme il se doit, la technique, les machines, les tracteurs, les données de la science agronomique ; c'est qu'elles sont des exploitations à petite production marchande. De là, la quantité insuffisante des produits agricoles destinés au marché. De là, le danger de rupture entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture. De là, la nécessité de stimuler l'agriculture, d'ajuster l'agriculture au rythme de développement de notre industrie. Et pour que ce danger de rupture n'existe pas, il faut se mettre sérieusement à rééquiper l'agriculture sur la base d'une technique nouvelle. Mais pour la rééquiper, il faut grouper graduellement les exploitations paysannes morcelées en de grandes exploitations, en collectivités ; il faut édifier l'agriculture sur la base du travail collectif ; il faut agrandir les collectivités, développer les vieux et les nouveaux sovkhoz ; il faut systématiquement appliquer en masse la méthode des contrats de stockage à toutes les branches fondamentales de l'agriculture ; il faut étendre le réseau des stations de machines et de tracteurs, qui aident la paysannerie à s'assimiler la nouvelle technique et à collectiviser le travail, — en un mot, il faut graduellement orienter les petites exploitations paysannes vers la grande production collective, car seule la grande production du type collectif peut utiliser à fond les acquisitions de la science et de la nouvelle technique et faire progresser à pas de géant notre agriculture.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que nous devions négliger l'économie individuelle des paysans pauvres et moyens. Pas du tout. L'économie individuelle des paysans pauvres et moyens joue et jouera encore dans l'avenir immédiat un rôle prépondérant pour l'approvisionnement de l'industrie en produits alimentaires et matières premières. C'est pour cette raison précisément qu'il faut soutenir l'économie individuelle des paysans pauvres et moyens. Mais cela veut dire que l'économie paysanne individuelle à elle seule ne suffit déjà plus. Nos difficultés dans le stockage du blé en font foi. C'est pourquoi il faut compléter le développement de l'économie individuelle des paysans pauvres et moyens, en développant à fond les formes collectives d'économie et les sovkhoz. C'est pourquoi il faut jeter un pont entre l'éco-

nomie individuelle des paysans pauvres et moyens et les formes collectives et sociales de l'économie, en appliquant en masse les contrats de stockage, en créant des stations de machines et de tracteurs, en développant, par tous les moyens, les sociétés coopératives, afin de faciliter aux paysans le transfert de leur petite économie individuelle dans la voie du travail collectif. A défaut de ces conditions, il est impossible de développer sérieusement l'agriculture. A défaut de ces conditions, il est impossible de résoudre le problème des céréales. A défaut de ces conditions, il est impossible de tirer de la pauvreté, de la misère, les couches de petits possédants ruraux.

Cela veut dire enfin qu'il faut développer par tous les moyens notre industrie, principale source alimentant la production agricole, dans le sens de sa reconstruction; qu'il faut développer la métallurgie, l'industrie chimique, les constructions mécaniques; qu'il faut construire des usines de tracteurs, des usines de machines agricoles, etc. Point n'est besoin de démontrer qu'il est impossible de développer les kolkhoz, impossible de développer les stations de machines et de tracteurs, sans amener les masses fondamentales de la paysannerie, par l'application en masse des contrats de stockage, aux formes collectives de gestion, sans fournir à l'agriculture une quantité appréciable de tracteurs, de machines agricoles, etc. Mais il est impossible de fournir la campagne en machines et en tracteurs sans développer notre industrie à un rythme accéléré. De là le rythme rapide de développement de notre industrie, comme clé de la reconstruction de l'agriculture sur la base du collectivisme.

Tel est le sens et la portée des nouvelles formes d'alliance.

Force est au groupe Boukharine de reconnaître — en paroles — la nécessité des nouvelles formes d'alliance. Mais ce n'est là qu'une reconnaissance *verbale* visant à faire passer, sous l'enseigne d'une reconnaissance *verbale* des nouvelles formes d'alliance, quelque chose de directement *opposé*. En réalité, Boukharine est contre les nouvelles formes d'alliance de la ville et de la campagne. Ce qui pour Boukharine constitue le point de départ, ce n'est pas le rythme rapide du développement de l'industrie, comme levier de la reconstruction de la production agricole, mais le développement de l'économie paysanne individuelle. Il met au premier plan la « normalisation » du marché et l'admission du libre jeu des prix sur le marché des produits agricoles, l'admission en somme, de la liberté complète du commerce. De là, son attitude de défiance à l'égard des kolkhoz, qui s'est manifestée dans son discours à l'Assemblée plénière de juillet du Comité central, et dans ses thèses présentées avant cette assemblée. De là, son attitude négative à l'égard de toutes les mesures extraordinaires, quelles qu'elles soient, contre les koulaks, lors du stockage de blé. On sait que Boukharine fuit les mesures extraordinaires,

comme le diable fuit le bénitier. On sait que Boukharine n'arrive toujours pas à comprendre que, dans les conditions actuelles, le koulak ne nous livrera pas de bon gré, spontanément, une quantité suffisante de blé. C'est un fait prouvé maintenant, par notre expérience de deux années en matière de stockage.

Mais que faire si, malgré tout, il n'y a pas assez de blé marchand ? A cela, Boukharine répond : N'inquiétez pas le koulak par des mesures extraordinaires, et faites venir du blé de l'étranger. Il n'y a pas si longtemps, il proposait d'importer 50 millions de pouds de blé, soit pour 100 millions de roubles-or. Et si nous avons besoin de devises étrangères pour importer l'outillage destiné à l'industrie ? A cela, Boukharine répond : Il faut donner la préférence aux importations de blé en laissant apparemment au second plan les importations d'outillage pour l'industrie.

Il en résulte ainsi que la base pour résoudre le problème des céréales et reconstruire l'agriculture, ce n'est pas le rythme rapide du développement de l'industrie, mais le développement de l'économie paysanne individuelle, y compris l'économie koulak, sur la base du marché libre et du libre jeu des prix.

Ainsi nous avons affaire à deux plans différents de politique économique :

Le plan du Parti :

1. Nous rééquipons l'industrie (reconstruction).
2. Nous procédons sérieusement au rééquipement de l'agriculture (reconstruction).
3. Pour cela, il faut élargir la construction des kolkhoz et des sovkhos, appliquer en masse les contrats de stockage et les stations de machines et de tracteurs, comme moyen d'établir l'alliance de l'industrie et de l'agriculture *dans le domaine de la production*.
4. En ce qui concerne les difficultés du stockage de blé à l'heure présente, il faut tenir pour admissibles les mesures extraordinaires provisoires, étayées de l'appui social des masses de paysans moyens et pauvres, comme un des moyens de briser la résistance des koulaks et de leur prendre le maximum de leurs excédents de blé, qui nous sont nécessaires pour que nous puissions nous passer des importations de blé et conserver les devises étrangères pour le développement de l'industrie.
5. L'économie individuelle des paysans pauvres et moyens joue et jouera encore un rôle prépondérant dans l'approvisionnement du pays en produits alimentaires et en matières premières, mais à elle seule, elle ne suffit déjà plus. C'est pourquoi il faut *compléter* le développement de l'économie individuelle des paysans pauvres et moyens en développant les kolkhoz et les sovkhos, en appliquant en masse les

contrats de stockage, en accentuant le développement des stations de machines et de tracteurs, afin de faciliter l'éviction de l'agriculture des éléments capitalistes et le transfert graduel des exploitations paysannes individuelles sur la voie des grandes exploitations collectives, sur la voie du travail collectif.

6. Mais, pour arriver à tout cela, il faut en premier lieu intensifier le développement de l'industrie, de la métallurgie, de l'industrie chimique, des constructions mécaniques, des usines de tracteurs, des usines de machines agricoles, etc. Sans cela, impossible de résoudre le problème des céréales et de reconstruire l'agriculture.

Conclusion : *le rythme rapide du développement de notre industrie est la clé de la reconstruction de l'agriculture.*

Le plan de Boukharine :

1. « Normalisation » du marché, admission du libre jeu des prix sur le marché et hausse des prix du blé, ces mesures dussent-elles entraîner le renchérissement des produits industriels, des matières premières et du pain.

2. Développement, par tous les moyens, de l'économie paysanne individuelle, parallèlement à une certaine réduction du rythme de développement des kolkhoz et des sovkhos (thèses de Boukharine en juillet, discours de Boukharine à l'Assemblée plénière de juillet).

3. Stockage spontané, excluant toujours et dans toutes les conditions l'application, même partielle, de mesures extraordinaires contre les koulaks, ces mesures fussent-elles soutenues par la masse des paysans pauvres et moyens.

4. Au cas où le blé viendrait à manquer, importation de blé pour une centaine de millions de roubles.

5. Et s'il y a manque de devises étrangères pour couvrir et l'importation du blé et l'importation de l'outillage nécessaire à l'industrie, il faut réduire l'importation de l'outillage et, partant, le rythme de développement de notre industrie, — sinon ce sera chez nous le « piétinement sur place », voire la « régression pure et simple » de l'agriculture.

Conclusion : *le développement de l'économie paysanne individuelle est la clé de la reconstruction de l'agriculture.*

Voilà, camarades, le tour que prennent les choses !

Le plan de Boukharine vise à *ralentir* le rythme de développement de l'industrie, à *saper* les nouvelles formes d'alliance.

Tels sont nos désaccords.

Ne sommes-nous pas en retard pour le développement des nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne, pour le développement des kolkhoz, des sovkhos, etc. ?

Il se trouve des gens pour affirmer que, sur ce point, le Parti est en retard de deux ans au moins. C'est faux, camarades. C'est tout à

fait faux. Seuls les braillards de « gauche », qui n'ont aucune idée de l'économie de l'U.R.S.S. peuvent parler ainsi. Que veut dire être en retard sur ce point ? Si l'on veut dire par là qu'il fallait prévoir la nécessité d'avoir des kolkhoz et des sovkhoz, nous avons amorcé la chose déjà pendant la Révolution d'Octobre. Que le Parti ait prévu la nécessité d'avoir des kolkhoz et des sovkhoz déjà à ce moment-là, à l'époque de la Révolution d'Octobre, cela ne peut faire aucun doute. On peut enfin se reporter à notre programme adopté au VIII^e congrès du Parti (mars 1919). La nécessité d'avoir des kolkhoz et des sovkhoz y est envisagée en toute clarté. Seulement, il ne suffit pas que le sommet dirigeant de notre Parti ait prévu cette nécessité, pour mettre en pratique et organiser *un mouvement de masse* en faveur des kolkhoz et des sovkhoz. Donc, il ne s'agit point de prévoir, mais de *réaliser* un plan d'édification des kolkhoz et des sovkhoz. Or, la réalisation d'un tel plan exige tout un ensemble de conditions, qui ont fait défaut chez nous jusqu'à présent, et qui ne sont apparues que ces temps derniers. Voilà ce qu'il en est, camarades.

Pour réaliser le plan d'un mouvement de masse en faveur des kolkhoz et des sovkhoz, il faut que le sommet dirigeant du Parti soit soutenu dans ce domaine, en premier lieu, par le Parti dans *sa masse*. Or, comme on sait, notre Parti compte plus d'un million de membres. Il fallait donc convaincre les grandes masses du Parti de la justesse de la politique pratiquée par le sommet dirigeant. Premier point.

Pour cela, il faut ensuite qu'au sein de la paysannerie il se produise un mouvement de masse en faveur des kolkhoz, afin qu'elle ne les craigne pas, mais y entre d'elle-même, et se convainque par sa propre expérience, des avantages des kolkhoz sur l'économie individuelle. Chose sérieuse et qui demande un certain temps. Deuxième point.

Ensuite, il faut que l'Etat dispose des ressources matérielles nécessaires au financement du mouvement, au financement des kolkhoz et des sovkhoz. Pour cela, chers camarades, il faut des centaines et des centaines de millions. Troisième point.

Enfin, il faut que l'industrie soit développée dans une mesure plus ou moins suffisante, nécessaire pour fournir à l'agriculture des machines, des tracteurs, des engrais, etc. Quatrième point.

Peut-on affirmer que toutes ces conditions existaient déjà, chez nous, il y a deux ou trois ans ? Non, on ne peut l'affirmer.

Il ne faut pas oublier que nous sommes un parti *gouvernant*, et non d'*opposition*. Un parti d'opposition peut lancer des mots d'ordre — j'entends les mots d'ordre pratiques, fondamentaux, du mouvement, — pour les réaliser lorsqu'il aura accédé au pouvoir. Nul ne peut accuser un parti d'opposition de ne pas réaliser sur-le-champ ses mots d'ordre fondamentaux, parce que tout le monde comprend que

ce n'est pas lui, le parti d'opposition, mais d'autres partis qui sont au gouvernail. Il en va tout autrement d'un parti gouvernant, comme c'est le cas de notre Parti bolchévik. Les mots d'ordre d'un tel parti ne sont pas de simples mots d'ordre (d'agitation), mais quelque chose de bien plus important, car ils ont la force d'une *décision pratique*, *force de loi*, qu'il s'agit d'appliquer dès maintenant. Notre Parti ne peut lancer un mot d'ordre pratique pour en ajourner ensuite l'exécution. Ce serait duper les masses. Pour lancer un mot d'ordre, surtout un mot d'ordre aussi sérieux que le transfert des masses innombrables de la paysannerie sur la voie du collectivisme, il faut que soient réunies les conditions nécessaires à sa réalisation ; il faut enfin créer, organiser ces conditions. Voilà pourquoi il ne nous suffit pas que la nécessité des kolkhoz et des sovkhoz soit prévue par le sommet dirigeant du Parti. Voilà pourquoi il faut que nous ayons les conditions nécessaires pour *réaliser*, pour *mettre en pratique* nos mots d'ordre.

Notre Parti, dans *sa masse*, était-il prêt à développer par tous les moyens les kolkhoz et les sovkhoz, mettons, il y a deux ou trois ans ? Non, il ne l'était pas encore. Dans les masses du Parti, un tournant sérieux n'avait commencé vers les nouvelles formes d'alliance, que depuis les premières difficultés sérieuses dans le stockage du blé. Il a fallu ces difficultés pour que le Parti, en masse, sentît combien il était nécessaire de pousser les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne, et, avant tout, l'édification des kolkhoz et des sovkhoz, et appuyât résolument, en cette affaire, son Comité central. Voilà donc une condition qui nous manquait auparavant, et qui existe aujourd'hui.

Existait-il deux ou trois ans plus tôt, parmi les innombrables masses paysannes, un mouvement sérieux en faveur des kolkhoz et des sovkhoz ? Non. Chacun sait qu'il y a deux ou trois ans, la paysannerie se montrait hostile aux sovkhoz ; quant aux kolkhoz, elle les traitait de « communes » parfaitement inutiles. Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, c'est autre chose. Aujourd'hui, nous avons déjà des couches entières de la paysannerie, qui regardent les sovkhoz et les kolkhoz comme une source d'aide à l'économie paysanne en semences, en bétail amélioré, en machines, en tracteurs. Aujourd'hui, pourvu qu'on fournisse machines et tracteurs, l'œuvre des kolkhoz ira de l'avant à un rythme accéléré.

D'où vient ce tournant parmi certaines couches — assez considérables — de la paysannerie ? Qu'est-ce qui l'a favorisé ? D'abord, le développement de la coopération, les sociétés coopératives. Il ne peut y avoir de doute que sans un puissant développement de la coopération, surtout agricole, qui a créé parmi les paysans une base psychologique en faveur des kolkhoz, nous n'aurions pas cet élan

vers les kolkhoz que manifestent maintenant des couches entières de la paysannerie. Ici, un grand rôle appartient également aux kolkhoz bien organisés, qui ont donné aux paysans de bons exemples de la façon dont on peut améliorer l'agriculture en réunissant les petites exploitations paysannes en de grandes exploitations, en des exploitations collectives. Un rôle considérable appartient ici également aux sovkhoz bien organisés, qui ont aidé les paysans à améliorer leur économie. Je ne parle même pas des autres faits bien connus de vous tous. Voilà donc encore une condition qui nous manquait auparavant et que nous avons aujourd'hui.

Ensuite, peut-on affirmer qu'il y a deux ou trois ans, nous étions à même de financer sérieusement les kolkhoz et les sovkhoz, d'assigner à cet effet des centaines de millions de roubles ? Non, on ne peut l'affirmer. Vous savez bien que nous manquions de ressources même pour développer ce minimum d'industrie à défaut duquel toute industrialisation est impossible en général, à plus forte raison la reconstruction de l'agriculture. Pouvions-nous enlever ces ressources à l'industrie qui forme la base de l'industrialisation du pays, pour les transmettre aux kolkhoz et aux sovkhoz ? Il est évident que nous ne le pouvions pas. Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, nous avons les ressources nécessaires pour développer les kolkhoz et les sovkhoz.

Enfin, peut-on affirmer qu'il y a deux ou trois ans, nous avions déjà dans l'industrie une base suffisante pour un approvisionnement intense de l'agriculture, en machines, en tracteurs, etc. ? Non, on ne peut l'affirmer. A ce moment, la tâche était de créer *une base industrielle minimum* pour approvisionner *dans l'avenir* l'agriculture en machines et en tracteurs. C'est pour créer cette base que nous avons dépensé nos maigres ressources financières. Et aujourd'hui ? Aujourd'hui nous disposons de cette base industrielle pour l'agriculture. En tout cas, cette base se crée chez nous à un rythme accéléré.

Ainsi, ce n'est que ces derniers temps que se sont créées chez nous les conditions nécessaires au développement en masse des kolkhoz et des sovkhoz.

Voilà où en sont les choses, camarades.

Voilà pourquoi on ne peut dire que nous soyons en retard pour le développement des nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne.

f) Boukharine comme théoricien

Telles sont en substance les principales erreurs du théoricien de l'opposition de droite, — Boukharine, — dans les questions fondamentales de notre politique.

On dit que Boukharine est le théoricien de notre Parti. Certes,

o'est un théoricien, et non des moindres. Mais la vérité o'est que, en ce qui concerne la théorie, tout ne va pas bien chez lui. Témoin la quantité d'erreurs qu'il a accumulées en ce qui touche la politique du Parti, erreurs que je viens de caractériser. Il est impossible que ces erreurs-là — en ce qui concerne l'Internationale communiste, la lutte de classes, l'aggravation de celle-ci, la paysannerie, la Nep, les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne, — il est impossible que toutes ces erreurs soient chez lui un effet du hasard. Non, ces erreurs ne sont pas un effet du hasard. Elles proviennent, ces erreurs de Boukharine, de son orientation fautive, de ses lacunes théoriques. Oui, Boukharine est un théoricien, mais un théoricien pas tout à fait marxiste ; c'est un théoricien qui a encore besoin, pour devenir un théoricien tout à fait marxiste, de parfaire son instruction.

On invoque la lettre que l'on sait du camarade Lénine sur Boukharine théoricien. Donnons lecture de cette lettre :

Parmi les jeunes membres du Comité central, écrit Lénine, je tiens à dire quelques mots sur Boukharine et Piatakov. Ce sont, à mon avis, les hommes les plus marquants (parmi les plus jeunes) et il faudrait, en ce qui les concerne, retenir ce qui suit : Boukharine n'est pas seulement un très grand et un très précieux théoricien du Parti, il est encore considéré, à juste titre, comme le benjamin du Parti tout entier, mais *il est fort douteux que ses conceptions théoriques puissent être qualifiées d'entièrement marxistes, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais étudié et, je crois, jamais bien compris la dialectique¹)*. (« Compte rendu sténographique de l'Assemblée plénière de juillet 1926 », fascicule IV, p. 66, éd. russe.)

Ainsi donc : théoricien sans dialectique. Théoricien scolastique. Théoricien dont « il est fort douteux que les conceptions théoriques puissent être qualifiées d'entièrement marxistes ». Telle est la caractéristique donnée par Lénine de la physionomie théorique de Boukharine.

Vous comprenez vous-mêmes, camarades, qu'un tel théoricien a encore besoin de parfaire son instruction. Et si Boukharine se rendait compte qu'il n'est pas encore un théoricien tout à fait achevé ; qu'il a besoin de parfaire son instruction ; que, comme théoricien, il ne s'est pas encore assimilé complètement la dialectique, alors que la dialectique est l'âme du marxisme, — s'il comprenait tout cela, il se montrerait plus modeste et le Parti ne ferait qu'y gagner. Mais le malheur est que Boukharine ne pêche pas par excès de modestie. Le malheur est que non seulement il ne pêche pas par excès de modestie, mais qu'il prétend même faire la leçon à notre maître Lénine sur un ensemble de problèmes et avant tout dans la question de l'État. Voilà le malheur, camarades.

Permettez-moi de me référer, à cette occasion, à la discussion théo-

¹ Souligné par moi. J. St.

rique qui a éclaté en 1916 entre Lénine et Boukharine sur la question de l'Etat. Cela nous permettra de montrer les prétentions démesurées de Boukharine s'appêtant à instruire Lénine, de même que les racines de ses faiblesses théoriques dans des questions aussi importantes que la dictature du prolétariat, la lutte de classes, etc. Comme on sait, en 1916, avait paru dans la revue *l'Internationale des jeunes*; un article de Boukharine, dirigé, au fond, contre le camarade Lénine et signé *Nota Bene*. Dans cet article Boukharine écrivait :

... Il est absolument faux de rechercher la différence entre les socialistes et les anarchistes dans le fait que les premiers sont les partisans et les seconds les adversaires de l'Etat. En réalité, la différence est que la social-démocratie révolutionnaire veut organiser une nouvelle production sociale, comme production centralisée, c'est-à-dire la plus progressive au point de vue technique, alors que la production anarchique décentralisée ne constituerait qu'un pas en arrière vers la vieille technique, vers la vieille forme des entreprises...

... La social-démocratie qui est, ou du moins doit être, l'éducatrice des masses, a le devoir, aujourd'hui plus que jamais, de souligner son hostilité de principe envers l'Etat... La guerre actuelle a montré combien profondément les racines de l'étatisme avaient pénétré dans l'âme des ouvriers.

Critiquant ces points de vue de Boukharine, Lénine répond dans un article spécial, publié en 1916 :

Cela est faux. L'auteur pose la question de savoir en quoi consiste la différence entre l'attitude des socialistes et des anarchistes envers l'Etat, et répond *non pas* à cette question, mais à une autre : en quoi se distingue leur attitude respective envers la base économique de la société future ? Certes, cette question est très importante et nécessaire. Mais il ne s'ensuit pas que l'on puisse oublier le *principal* dans la différence d'attitude des socialistes et des anarchistes envers l'Etat. Les socialistes sont pour l'utilisation de l'Etat moderne et de ses institutions dans la lutte pour l'affranchissement de la classe ouvrière, de même que pour la nécessité d'utiliser l'Etat, afin de le faire servir de forme originale de transition du capitalisme au socialisme. La dictature du prolétariat est cette forme transitoire, elle est *aussi* un Etat. Les anarchistes veulent « abolir » l'Etat, le « faire sauter » (*sprengen*), comme s'exprime ailleurs le camarade *Nota Bene*, en attribuant à tort ce point de vue aux socialistes. Les socialistes — l'auteur a cité, malheureusement d'une façon trop incomplète, le passage correspondant d'Engels — reconnaissent le dépérissement, l'« assoupissement » « graduel » de l'Etat *après* l'expropriation de la bourgeoisie.

Pour « souligner » l'« hostilité de principe » envers l'Etat, il faut réellement la concevoir d'une façon « claire » ; or, ce qui manque justement à l'auteur, c'est la clarté. Quant à la phrase au sujet des « racines de l'étatisme », elle est vraiment tout à fait confuse, non marxiste et non socialiste. Ce n'est pas l'« étatisme » qui s'est heurté à la négation de l'étatisme, mais c'est la politique opportuniste (c'est-à-dire l'attitude opportuniste, réformiste, bourgeoise envers l'Etat) qui s'est heurtée à la politique révolutionnaire de la social-démocratie (c'est-à-dire à l'attitude révolutionnaire de la social-démocratie envers l'Etat bourgeois et envers l'utilisation de l'Etat contre la bourgeoisie aux fins de renversement de cette dernière). Ce sont là des choses tout à fait, absolument différentes. (« *L'Internationale des jeunes* », t. XIX, p. 296, éd. russe.)

On voit clairement, je pense, de quoi il s'agit ici et dans quelle mare de semi-anarchisme est tombé Boukharine.

Stène. — A cette époque, Lénine n'avait pas encore donné une formule plus développée sur la nécessité de « faire sauter » l'Etat. Boukharine, tout en commettant des erreurs anarchistes, abordait cette formulation.

Staline. — Non, il ne s'agit pas de cela maintenant ; il s'agit de l'attitude envers l'Etat en général, il s'agit de l'opinion de Boukharine selon laquelle la classe ouvrière doit être *en principe* hostile à tout Etat, y compris l'Etat de la classe ouvrière.

Stène. — Lénine parlait alors uniquement de l'utilisation de l'Etat, sans rien dire, dans sa critique de Boukharine, de la formule « faire sauter ».

Staline. — Vous vous trompez. J'ose vous assurer que ce dont il s'agit ici c'est que, selon Boukharine (et les anarchistes), les ouvriers doivent souligner leur hostilité de principe envers tout Etat, et donc envers l'Etat de la période de transition, envers l'Etat de la classe ouvrière. Essayez un peu d'expliquer à nos ouvriers que la classe ouvrière a le devoir de se pénétrer d'une hostilité de principe à l'égard de la dictature du prolétariat qui, elle aussi, est un Etat. La position de Boukharine, telle qu'elle est exposée dans son article de *l'Internationale des jeunes*, c'est la négation de l'Etat en période de transition du capitalisme au socialisme. Boukharine n'a pas remarqué ici un « détail », à savoir toute une période de transition pendant laquelle la classe ouvrière ne peut se passer de son propre Etat, si elle veut réellement réprimer la bourgeoisie et édifier le socialisme. Premier point. En second lieu, il est faux que le camarade Lénine, dans sa critique, n'ait rien dit alors de la théorie visant à « faire sauter », à abolir l'Etat en général. Non seulement Lénine a touché à cette théorie, comme il ressort des passages que j'ai cités, mais il en a fait la critique la plus sévère, comme théorie anarchiste, en lui opposant la théorie de la création d'un nouvel Etat après le renversement de la bourgeoisie, à savoir l'Etat de la dictature prolétarienne. Enfin, on ne doit pas confondre la théorie anarchiste visant à « faire sauter » l'Etat, avec la théorie marxiste qui se propose de « démolir », de « briser » la machine de l'Etat bourgeois. Certains camarades sont enclins à confondre ces deux notions différentes, croyant qu'elles sont l'expression d'une seule et même idée. Mais cela est faux. Tout à fait faux, camarades. En critiquant la théorie anarchiste visant à « faire sauter » et à « abolir » l'Etat en général, Lénine parlait précisément de la théorie marxiste de la « démolition » de la machine de l'Etat bourgeois.

Peut-être ne sera-t-il pas superflu, pour plus de clarté, de citer ici un des manuscrits de Lénine sur l'Etat, écrit selon toute appa-

rence, à la fin de 1916 ou au début de 1917 (avant la révolution de février 1917). A l'examen de ce manuscrit il est aisé de voir : a) qu'en critiquant les erreurs semi-anarchistes de Boukharine dans la question de l'Etat, Lénine parlait de la théorie marxiste de la « démolition » de la machine de l'Etat bourgeois ; b) que bien que Boukharine soit, selon l'expression de Lénine, « plus près de la vérité que Kautsky », néanmoins, « au lieu de dénoncer les kautskistes, il les aide par ses erreurs ». Voici le texte de ce manuscrit :

Dans la question de l'Etat, la lettre d'Engels à Bebel, du 16(28) mars 1876, est d'une importance extrême.

Voici le passage principal, *in extenso* :

... L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune qui n'était plus un Etat au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'« Etat populaire », bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le *Manifeste communiste* disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste, l'Etat se dissout de lui-même (*sich auflöst*), et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin d'un Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposons nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot « communauté » (*Gemeinwesen*), excellent vieux mot allemand répondant au mot français « commune ». [Souligné par Engels.]

C'est là peut-être le passage le plus remarquable et certainement le plus virulent, pour ainsi dire, « contre l'Etat », que nous trouvons chez Marx et Engels.

(1) « Il faut abandonner tout bavardage sur l'Etat. »

(2) « La Commune n'était plus un Etat au sens propre ». (Et quoi alors ? Une forme de transition de l'Etat à la société sans Etat, évidemment !)

(3) « Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête » (*in die Zähne geworfen*, textuellement — « fourré dans la gueule ») l'« Etat populaire ». (Marx et Engels avaient donc honte de cette erreur manifeste de leurs amis allemands ; cependant, ils la tenaient — et, naturellement, ils avaient raison de la tenir, vu les circonstances d'alors, — pour une erreur infiniment moins grave que l'erreur des anarchistes. C'est N. B. !)

(4) « Avec l'instauration du régime social socialiste... l'Etat « se décompose de lui-même (« se dissout ») (*Nota Bene*) et disparaît... (comparez au terme : « dépérit » employé plus tard).

(5) L'Etat est une « institution provisoire », nécessaire « dans la lutte, dans la révolution... (nécessaire au prolétariat bien entendu)...

(6) L'Etat est nécessaire non pour la liberté, mais pour réprimer (*Niederhaltung* ne signifie pas répression à proprement dire, mais empêcher la restauration, tenir dans la soumission) les adversaires du prolétariat.

(7) Quand il y aura liberté, il n'y aura pas d'Etat.

(8) « Nous » (c'est-à-dire Engels et Marx) proposerions de dire « partout » (dans le programme) au lieu de « Etat », « communauté » (*Gemeinwesen*), « commune » ! ! !

On voit ainsi comment, non seulement les opportunistes, mais aussi Kautsky, ont banalisé, ont souillé Marx et Engels.

Les opportunistes n'ont compris aucune de ces huit pensées d'une richesse incomparable.

Ils ont pris *seulement* la nécessité pratique du présent : utiliser la lutte politique, utiliser l'Etat *contemporain* pour instruire, éduquer le prolétariat, pour « arracher des concessions ». Cela est juste (contre les anarchistes), mais ce n'est encore là qu'un centième du marxisme, si l'on peut s'exprimer de cette façon arithmétique.

Kautsky a tout à fait estompé (ou oublié ? ou pas compris ?) dans son travail de propagandiste et, en général, de publiciste, les points 1, 2, 5, 6, 7, 8 et le « *Zerbrechen* » de Marx (dans sa polémique contre Pannekoek en 1912 ou 1913, Kautsky (voir plus loin, pages 45-47) est déjà tout à fait tombé dans l'opportunisme sur cette question)...

Ce qui nous distingue des anarchistes, c'est : (α) l'utilisation de l'Etat *maintenant* et (β) pendant la *révolution* du prolétariat (la « dictature du prolétariat », — points d'une haute importance pour la pratique, immédiatement. (Ces points-là, précisément, Boukharine les a *oubliés* !)

Ce qui nous distingue des opportunistes, ce sont des vérités plus profondes « plus éternelles » (αα) sur le caractère « provisoire » de l'Etat ; (ββ) sur la *nocivité* du « bavardage » à son sujet, aujourd'hui ; (γγ) sur le caractère pas tout à fait étatique de la dictature du prolétariat ; (δδ) sur la contradiction entre l'Etat et la liberté ; (εε) sur l'idée (notion, terme de programme) plus juste de « communauté » au lieu d'Etat ; (ζζ) sur la « démolition » (*Zerbrechen*) de la machine bureaucratique et militaire. Ne pas oublier encore que les opportunistes déclarés d'Allemagne (Bernstein, Kolb, etc.) nient franchement la *dictature du prolétariat*, cependant que le programme officiel et Kautsky la nient *indirectement*, en faisant le silence autour d'elle dans leur agitation de tous les jours et en *tolérant* le reniement des Kolb et consorts.

J'avais écrit à Boukharine en août 1916 : « Laisse *mûrir* tes idées sur l'Etat ». Or, *sans les laisser mûrir*, il s'est mêlé d'écrire sous la signature *Nota Bene*, et il l'a fait d'une telle façon qu'au lieu de démasquer les kautskistes, il les a *aidés* par ses erreurs ! Mais, dans le fond, Boukharine est plus près de la vérité que Kautsky. (*N. Lénine.*)

Telle est l'histoire abrégée de la discussion théorique sur la question de l'Etat.

C'est clair, semble-t-il : Boukharine a commis des erreurs semi-anarchistes, — il est temps de corriger ces erreurs et de suivre désormais les traces de Lénine. Mais seuls les léninistes peuvent penser ainsi. Boukharine, comme on le voit, n'est pas de cet avis. Il affirme, au contraire, que ce n'est pas lui qui se trompait, mais Lénine ; que ce n'est pas lui qui a suivi ou doit suivre les traces de Lénine, mais qu'au contraire, c'est Lénine qui s'est trouvé dans l'obligation de suivre les traces de Boukharine. Vous ne le croyez pas, camarades ? Alors, écoutez la suite. Neuf ans après ces discussions qui eurent lieu en 1916, période pendant laquelle Boukharine garda le silence, *un an après la mort de Lénine*, c'est-à-dire en 1925, Boukharine fait paraître dans le recueil *la Révolution du droit*, un article intitulé : « Contribution à la théorie de l'Etat impérialiste », refusé en

son temps par la rédaction du *Recueil du Social-démocrate* (c'est-à-dire par Lénine). Dans la note dont cet article est muni, Boukharine déclare expressément que dans cette discussion, ce n'est pas Lénine qui avait raison, mais lui, Boukharine. Cela peut paraître incroyable, mais c'est un fait, camarades.

Ecoutez le texte de cette note :

Notre article paru dans l'*Internationale des jeunes* provoqua une note critique de V. I. [c'est-à-dire de Lénine]. Les lecteurs verront aisément qu'il ne contenait pas l'erreur que l'on m'attribuait, puisque je voyais nettement la nécessité de la dictature du prolétariat ; d'autre part, on voit d'après la note d'Ilitch, qu'à cette époque-là il envisageait d'une façon erronée la thèse sur la nécessité de « faire sauter » l'Etat (bourgeois, bien entendu), confondant cette question avec la question du dépérissement de la dictature du prolétariat¹. Peut-être aurais-je dû à ce moment-là développer davantage le thème de dictature. Mais pour ma décharge je puis dire qu'à ce moment-là l'Etat bourgeois était, de la part des social-démocrates, l'objet d'un concert universel de louanges, au point qu'il était naturel de concentrer toute l'attention sur la nécessité de faire sauter cette machine.

A mon retour d'Amérique en Russie, quand je rencontrai Nadejda Konstantinovna (c'était à notre VI^e congrès illégal, V. I. se cachait à cette époque), les premières paroles qu'elle m'adressa furent celles-ci : « V. I. m'a priée de vous dire que dans la question de l'Etat, il n'a plus de divergences avec vous, aujourd'hui ». En étudiant la question, *Ilitch est arrivé aux mêmes conclusions*¹ quant à la nécessité de « faire sauter » l'Etat ; mais il a développé ce thème, ainsi que la doctrine de la dictature, au point qu'il a fait époque dans l'évolution de la pensée théorique, dans ce sens.

Voilà ce que Boukharine écrivait au sujet de Lénine, *un an après sa mort*.

Voilà un échantillon de la prétention hypertrophiée d'un théoricien qui aurait encore beaucoup à apprendre.

Il est fort possible que Nadejda Konstantinovna [Kroupskaïa] ait réellement adressé à Boukharine les paroles qu'il reproduit. Mais que s'ensuit-il ? Il ne s'ensuit qu'une chose, c'est que Lénine avait certaines raisons de croire que Boukharine avait renoncé ou était prêt à renoncer à ses erreurs. C'est tout. Or, Boukharine en a jugé autrement. Il a décidé que désormais c'était lui, c'est-à-dire Boukharine, et non Lénine, qui devait être considéré comme le créateur ou, pour le moins, comme l'inspirateur de la théorie marxiste de l'Etat.

Jusqu'à présent, nous nous regardions et continuons de nous regarder comme des léninistes. Or, il s'avère aujourd'hui que Lénine et nous, ses élèves, nous sommes des boukhariniens. Voilà qui est plaisant, camarades. Mais que faire quand on est placé devant les prétentions boursoufflées de Boukharine ?

On pourrait croire que dans sa note jointe à l'article mentionné

¹ Souligné par moi. J. St.

plus haut, la langue a fourché à Boukharine, qu'il a dit une sottise, et l'a ensuite oubliée. Eh bien, il n'en est pas ainsi. Il paraît que Boukharine a parlé très sérieusement. La preuve, c'est que la déclaration faite par lui dans cette note sur les *erreurs* de Lénine et la *justesse* de sa conception à lui, Boukharine, a été récemment publiée à nouveau, en 1927, soit deux ans après la première attaque de Boukharine contre Lénine, dans la notice biographique de Maretski sur Boukharine. Or, Boukharine n'a eu garde de protester contre une telle... audace de Maretski. Il est évident que l'intervention de Boukharine contre Lénine ne saurait être considérée comme un effet du hasard.

Ainsi ce ne serait pas Lénine, mais Boukharine qui aurait raison ; et l'inspirateur de la théorie marxiste de l'Etat ne serait pas Lénine, mais Boukharine.

Tel est, camarades, le tableau des entorses et prétentions théoriques de Boukharine.

Et cet homme a l'audace, après tout cela, de dire ici, dans son discours, qu'il y a « quelque chose de pourri » dans la position théorique de notre Parti, qu'il y a dans la position théorique de notre Parti une déviation vers le trotskisme ! Et celui qui le dit est ce même Boukharine qui commet (et a commis dans le passé) une série d'erreurs théoriques et pratiques des plus grossières ; qui comptait, tout récemment encore, parmi les élèves de Trotski ; qui, hier encore, cherchait à faire bloc contre les léninistes avec les trotskistes et courait chez eux par l'escalier de service ! Voyons, camarades, n'est-ce pas ridicule ?

g) *Plan quinquennal ou plan biennal ?*

Permettez-moi maintenant de passer au discours de Rykov. Si Boukharine a essayé de donner un fondement théorique à la déviation de droite, Rykov s'attache dans son discours à donner à tout cela une base formée de propositions pratiques ; ce faisant, il cherche à nous « terrifier » par nos difficultés dans l'agriculture. Cela ne veut pas dire que Rykov n'ait pas touché aux questions théoriques. Si, il y a touché. Mais, en y touchant, il a commis au moins deux fautes graves.

Dans son projet de résolution sur le plan quinquennal, rejeté par la commission du Bureau politique, Rykov dit que « l'idée centrale du plan quinquennal, c'est l'accroissement de la productivité du travail du peuple ». Bien que la commission du Bureau politique ait rejeté ce point de vue tout à fait faux, Rykov l'a défendu ici dans son discours. Est-il exact qu'au *pays des Soviets* l'idée centrale du plan quinquennal soit l'accroissement de la productivité du travail ? Non ; c'est inexact. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas *n'importe* quel

accroissement de la productivité du travail du peuple. Ce qu'il nous faut, c'est un accroissement *nettement défini* de la productivité du travail du peuple, c'est-à-dire un accroissement assurant la *prépondérance systématique du secteur socialiste de l'économie nationale sur le secteur capitaliste*. Voilà de quoi il s'agit, camarades. Un plan quinquennal qui négligerait cette idée centrale ne serait plus un plan, mais une absurdité quinquennale. Toute société, capitaliste aussi bien que précapitaliste, est intéressée en général à l'accroissement de la productivité du travail. Ce qui distingue précisément la *société soviétique* de toute autre société, c'est qu'elle n'est pas intéressée à n'importe quel accroissement de la productivité du travail ; elle est intéressée à un accroissement qui assure la prépondérance des formes socialistes de l'économie sur les autres formes, avant tout sur les formes capitalistes d'économie, et permet ainsi de surmonter, d'évincer les formes capitalistes d'économie. Or, Rykov a oublié cette idée réellement centrale du plan quinquennal de développement de la société *soviétique*. C'est là sa première faute théorique.

Sa deuxième faute, c'est qu'il ne fait pas de différence ou ne veut pas comprendre la différence qui, du point de vue de la circulation des marchandises, existe entre le kolkhoz, par exemple, et toute économie individuelle, y compris l'économie individuelle capitaliste. Rykov assure qu'au point de vue de la circulation des marchandises sur le marché du blé, qu'au point de vue de l'approvisionnement en blé, il ne voit pas de différence entre un kolkhoz et un détenteur de blé privé ; il lui est donc égal à qui nous achetons du blé : au kolkhoz, au détenteur privé ou à quelque accapareur argentin. C'est faux, camarades. C'est absolument faux. C'est une répétition de la déclaration que l'on sait de Froumkine, qui assurait pendant un temps qu'il lui était bien égal où et à qui acheter du blé, à un particulier ou à un kolkhoz. C'est là une forme voilée de défense, de réhabilitation, de justification des machinations des koulaks sur le marché du blé. Le fait que cette défense est exercée du point de vue du commerce, ne change rien à la question ; elle n'en est pas moins une justification des machinations des koulaks sur le marché du blé. Si du point de vue de la circulation des marchandises, il n'y a pas de différence entre les formes collective et non collective d'économie, est-ce la peine de développer les kolkhoz, est-ce la peine de leur accorder des avantages, est-ce la peine de s'adonner à cette tâche difficile de surmonter les éléments capitalistes de l'agriculture ? Il est clair que Rykov a pris une position fautive. C'est là sa deuxième faute théorique.

Mais passons. Abordons les problèmes pratiques que Rykov a posés dans son discours.

Rykov a affirmé ici que, outre le plan quinquennal, il en fallait en-

core un autre, un plan parallèle, savoir un plan biennal de développement de l'agriculture. Il a motivé cette proposition de plan biennal parallèle par les difficultés agraires. Il a dit : le plan quinquennal est une bonne chose, je suis pour, mais on fera encore mieux de donner en même temps un plan biennal de l'agriculture, sinon cette dernière s'arrêtera en chemin. En apparence, cette proposition ne présente rien de préjudiciable. Mais si l'on y regarde de plus près, il se trouve que le plan biennal de l'agriculture n'a été conçu que pour souligner le caractère irréal, fictif du plan quinquennal, et inversement. Pouvions-nous être d'accord là-dessus ? Il est évident que non. Nous avons dit à Rykov : si vous n'êtes pas content du plan quinquennal de l'agriculture, si vous tenez pour insuffisantes les sommes qui, d'après le plan quinquennal, sont assignées au développement de l'agriculture, dites nettement quelles sont vos propositions supplémentaires, quels sont vos investissements supplémentaires, — nous voulons bien introduire dans le plan quinquennal ces investissements supplémentaires pour l'agriculture. Eh bien ? Il s'est trouvé que Rykov n'avait aucune proposition supplémentaire à présenter au sujet des investissements supplémentaires pour l'agriculture. On se demande : à quoi bon alors un plan biennal parallèle pour l'agriculture ? Nous lui avions dit ensuite : outre le plan quinquennal il y a encore les plans annuels qui en font partie ; consignons donc dans les plans annuels des deux premières années les propositions supplémentaires concrètes que vous avez à faire pour le relèvement de l'agriculture, — si tant est que Rykov ait vraiment des propositions à faire. Eh bien ? Il s'est trouvé que Rykov n'avait à proposer aucun plan concret d'assignations supplémentaires. Nous avons compris alors que la proposition de Rykov sur le plan biennal ne visait pas à relever l'agriculture, mais à souligner le caractère irréal, fictif du plan quinquennal, à découronner le plan quinquennal. Pour l'« âme », pour la façade, le plan quinquennal ; pour l'action, pour le travail pratique, le plan biennal, — telle s'est révélée la stratégie de Rykov. Il a exhibé le plan biennal pour pouvoir ensuite, en cours de réalisation pratique du plan de cinq ans, opposer à ce dernier le plan biennal, refaire le plan quinquennal et l'adapter au plan biennal, en réduisant et en rognant les sommes assignées à l'industrie.

Voilà les raisons qui nous ont fait rejeter la proposition de Rykov concernant le plan biennal parallèle.

h) La question des surfaces emblavées

Rykov a cherché ici à effrayer le Parti en l'assurant que les surfaces emblavées en U.R.S.S. avaient tendance à diminuer systématiquement. Et il mettait en cause le Parti, donnant à entendre que si les

surfaces emblavées avaient diminué, la faute en était à la politique du Parti. Il ne disait pas ouvertement que nous allions vers la dégradation. Mais l'impression qu'on a de son discours, c'est que nous sommes en présence de quelque chose qui frise la dégradation. Est-il exact que les surfaces emblavées aient une tendance à diminuer systématiquement ? Non, c'est faux. Rykov a opéré ici avec les chiffres moyens des surfaces emblavées dans l'ensemble du pays. Mais la méthode des chiffres moyens, non rectifiés par les données de chaque région, n'est pas une méthode scientifique. Rykov a peut-être lu un jour *le Développement du capitalisme en Russie*, de Lénine. S'il l'a lu, il doit se rappeler comment Lénine s'en prend aux économistes bourgeois qui emploient la méthode des chiffres moyens relatifs à l'accroissement des surfaces emblavées et négligent les données par régions. Il est étrange que Rykov reprenne aujourd'hui les erreurs des économistes bourgeois. Or, si l'on examine le mouvement des surfaces emblavées par régions, c'est-à-dire si l'on aborde la question scientifiquement, il ressort que, dans certaines régions, les surfaces emblavées augmentent *systématiquement*, dans d'autres elles diminuent *quelquefois*, suivant les conditions météorologiques surtout ; en outre, il n'est point de données établissant que nous ayons en quelque endroit, fût-ce dans une seule région importante productrice de blé, une diminution *systématique* des surfaces emblavées.

En effet, dans les régions éprouvées par les gelées ou la sécheresse, par exemple, dans certaines régions d'Ukraine, les surfaces emblavées accusent ces derniers temps une diminution.

Une voix. — Pas toute l'Ukraine.

Schlichter. — En Ukraine, la surface emblavée s'est accrue de 2,7%.

Staline. — Je veux parler de la zone des steppes d'Ukraine. Par contre, dans les autres régions, qui n'ont pas souffert des conditions climatiques défavorables — telles que la Sibérie, le bassin de la Volga, le Kazakhstan, la Bachkirie — les surfaces emblavées s'accroissent de façon systématique. Comment expliquer que dans certaines régions les surfaces emblavées s'accroissent systématiquement, alors que, dans d'autres, elles diminuent parfois ? On ne peut tout de même pas prétendre que le Parti fait une politique en Ukraine et une autre à l'est ou au centre de l'U.R.S.S. C'est absurde, camarades. Il est évident que les conditions climatiques ont ici une assez grande importance.

Il est exact que les koulaks réduisent leurs emblavures indépendamment des conditions climatiques. Ici, c'est peut-être bien la « faute » de la politique du Parti, qui consiste à soutenir les masses de paysans pauvres et moyens *contre* la classe des koulaks. Mais qu'est-ce qui s'ensuit ? Nous sommes-nous jamais engagés à pratiquer

une politique qui puisse satisfaire tous les groupes sociaux de la campagne, y compris les koulaks ? Et pouvons-nous en général pratiquer une politique susceptible de satisfaire et les exploités et les exploités, si nous voulons faire une politique marxiste ? Qu'y a-t-il donc là d'extraordinaire si, du fait de notre politique léniniste, qui vise à limiter et à vaincre les éléments capitalistes à la campagne, les koulaks se mettent à réduire, en partie, leurs emblavures ? Mais peut-il en être autrement ? Peut-être cette politique n'est-elle pas juste, — qu'on nous le dise ouvertement. N'est-il pas étrange que des gens qui se disent marxistes, s'efforcent, aiguillonnés par la peur, de faire passer la diminution partielle des emblavures des koulaks pour une diminution des surfaces emblavées *en général*, qu'ils oublient qu'en dehors des koulaks il existe encore des paysans pauvres et moyens, dont les emblavures s'élargissent, qu'il existe des kolkhoz et des sovkhos dont les emblavures s'accroissent à un rythme accéléré ?

Enfin, le discours de Rykov renferme encore une inexactitude sur la question des surfaces emblavées. Rykov s'est plaint ici qu'en certains endroits, notamment là où les kolkhoz sont le plus développés, le secteur individuel des paysans pauvres et moyens commence à diminuer. C'est exact. Et quel mal y a-t-il à cela ? Peut-il en être autrement ? Si les exploitations des paysans pauvres et moyens commencent à abandonner le secteur individuel pour passer à l'économie collective, n'est-il pas clair que l'extension et la multiplication des kolkhoz doivent entraîner une certaine réduction du secteur individuel des paysans pauvres et moyens ? Mais comment voulez-vous que cela se fasse ? A l'heure actuelle, les kolkhoz ont plus de deux millions d'hectares. A la fin de la période quinquennale, ils en auront plus de 25 millions. Aux dépens de qui le secteur kolkhozien augmente-t-il ? Aux dépens du secteur individuel des paysans pauvres et moyens. Mais comment voulez-vous que cela se fasse ? Par quelle autre méthode faire passer l'économie individuelle des paysans pauvres et moyens sur la voie de l'économie collective ? N'est-il pas clair que dans toute une série de régions le secteur kolkhozien s'accroîtra aux dépens du secteur individuel ? Il est étrange que l'on ne veuille pas comprendre ces simples choses.

i) Des stockages de blé

On a raconté ici quantité de choses invraisemblables sur nos difficultés en matière de blé. Mais on a perdu de vue l'essentiel de ces difficultés de conjoncture. On a oublié tout d'abord que, pour le seigle et le froment, nous avons récolté cette année — je parle de la récolte globale — 500 à 600 millions de pouds de moins que l'an dernier. Cela pouvait-il ne pas influencer sur nos stockages de blé ? Evidem-

ment non. Peut-être est-ce la faute de la politique du Comité central ? Non, la politique du Comité central n'y est pour rien. Cela s'explique par une récolte franchement mauvaise (due aux gelées et à la sécheresse) dans la zone des steppes d'Ukraine, et par une mauvaise récolte partielle dans le Caucase du Nord, dans la région centrale des Terres noires, enfin, dans la région du Nord-Ouest. C'est ce qui explique surtout pourquoi, au 1^{er} avril de l'an passé, nous avons stocké en Ukraine 200 millions de pouds (seigle et froment), et cette année de 26 à 27 millions de pouds seulement. C'est ce qui explique également pourquoi nos stockages de froment et de seigle dans la région centrale des Terres noires sont tombés de près de huit fois et de quatre fois dans le Caucase du Nord. Dans certaines régions de l'Est, les stockages de blé, au cours de cette année, ont presque doublé. Mais ils ne pouvaient compenser et ils n'ont pas compensé, bien entendu, notre déficit de blé en Ukraine, au Caucase du Nord et dans la région centrale des Terres noires. Il ne faut pas oublier que la récolte étant normale, l'Ukraine et le Caucase du Nord fournissent plus de la moitié, et parfois même les deux tiers de tout le blé stocké en U.R.S.S. Il est étrange que Rykov ait perdu de vue cette circonstance.

Enfin, une seconde circonstance, qui représente un point essentiel de nos difficultés de conjoncture en matière de stockage du blé. Je veux parler de la résistance des éléments koulaks et aisés des campagnes à la politique du pouvoir soviétique touchant le stockage du blé. Rykov a éludé cette circonstance. Mais l'éluder, c'est éluder l'essentiel en matière de stockage du blé. Qu'atteste l'expérience des stockages de blé en ces deux dernières années ? Elle atteste que les couches aisées de la campagne, qui détiennent des excédents considérables de blé et jouent sur le marché du blé un rôle prédominant, ne veulent pas nous livrer de bon gré la quantité nécessaire de blé aux prix établis par le pouvoir des Soviets. Pour approvisionner en blé les villes et les centres industriels, l'Armée rouge et les régions de culture industrielles, il nous faut près de 500 millions de pouds de blé par an. Les livraisons spontanées nous permettent de stocker environ 300, 350 millions de pouds. Le reste, 150 millions de pouds, nous sommes obligés de les réunir en exerçant une pression organisée sur les koulaks et les couches aisées de la campagne. Voilà ce que nous dit l'expérience des deux dernières années, en matière de stockage du blé.

Que s'est-il passé en ces deux années ? d'où viennent ces changements ? pourquoi les livraisons spontanées suffisaient-elles auparavant alors qu'elles sont insuffisantes aujourd'hui ? Il s'est produit ceci : que les éléments koulaks et aisés ont grandi au cours de ces années, ils ont profité d'une succession de bonnes récoltes, ils se sont renforcés économiquement, ils ont amassé un petit capital, et maintenant ils peuvent manœuvrer sur le marché, en gardant les excédents

de blé dans l'attente d'une hausse des prix, et s'en tirant avec d'autres produits agricoles. Le blé n'est pas une marchandise ordinaire. Le blé, ce n'est pas le coton que l'on ne peut manger et que l'on ne peut vendre à tout le monde. A la différence du coton, le blé, dans nos conditions actuelles, est une marchandise que tout le monde achète et sans laquelle on ne peut subsister. Le koulak le sait bien et il le garde, il entraîne les autres détenteurs de blé à en faire autant. Le koulak sait que le blé est la valeur des valeurs. Le koulak sait que les excédents de blé sont non seulement pour lui un moyen de s'enrichir, mais aussi un moyen d'asservir les paysans pauvres. Dans les conditions actuelles, les excédents de blé sont, aux mains du koulak, un moyen pour renforcer économiquement et politiquement ses positions. C'est pourquoi, en prenant ces excédents de blé aux koulaks, nous ne facilitons pas seulement l'approvisionnement en blé des villes et de l'Armée rouge, mais nous enlevons aussi à la classe des koulaks le moyen de se renforcer économiquement et politiquement.

Que faut-il faire pour obtenir ces excédents de blé ? Il faut d'abord faire disparaître la psychologie de la spontanéité, comme chose nuisible et dangereuse. Il faut *organiser* les stockages de blé. Il faut mobiliser contre les koulaks les masses de paysans pauvres et moyens et organiser leur appui social aux mesures prises par le pouvoir des Soviets pour intensifier le stockage du blé. On sait que dans la région ouralo-sibérienne les paysans ont fixé eux-mêmes la quantité de blé que chacun doit fournir à l'Etat. L'importance de cette méthode, c'est précisément qu'elle permet de mobiliser les couches travailleuses des campagnes contre les koulaks, en vue d'intensifier les stockages de blé. L'expérience a montré que cette méthode nous donne des résultats positifs. L'expérience a montré que ces résultats positifs s'obtiennent, chez nous, dans deux directions : en premier lieu, nous tirons les excédents de blé des couches aisées de la campagne, en facilitant ainsi l'approvisionnement du pays ; en second lieu, nous mobilisons ainsi les masses de paysans pauvres et moyens contre les koulaks, nous les éclairons politiquement et en faisons notre puissante et innombrable armée politique, à la campagne. Certains camarades ne tiennent pas compte de cette dernière circonstance. Or, elle est précisément un des résultats les plus importants, sinon le plus important, de la méthode ouralo-sibérienne de stockage du blé. Il est vrai que cette méthode se combine parfois avec l'application de mesures d'exception contre les koulaks, ce qui provoque chez Boukharine et Rykov de grotesques lamentations. Mais quel mal y a-t-il à cela ? Pourquoi ne pourrait-on pas appliquer parfois, dans certaines conditions, des mesures extraordinaires contre notre ennemi de classe, contre les koulaks ? Pourquoi pourrait-on, dans les villes, arrêter par centaines les spéculateurs et les déporter dans la région de

Touroukhansk tandis que pour les koulaks, qui essayent de prendre à la gorge le pouvoir soviétique et d'asservir les paysans pauvres, on ne pourrait pas leur retirer, par voie de contrainte sociale, les excédents de blé aux prix auxquels les paysans pauvres et moyens livrent le blé à nos organisations de stockage ? Pourquoi cela ? Notre Parti s'est-il jamais prononcé, en *principe*, contre l'application de mesures d'exception à l'égard des koulaks ? Rykov et Boukharine, apparemment, sont en *principe* contre toute application de mesures extraordinaires à l'égard des koulaks. Mais c'est là une politique libérale bourgeoise, et non une politique marxiste. Vous ne pouvez ignorer que Lénine, après l'institution de la Nep, s'est prononcé même pour le retour à la politique des comités de paysans pauvres, à de certaines conditions, bien entendu. Or qu'est-ce que l'application partielle de mesures extraordinaires contre les koulaks ? Ce n'est même pas une goutte dans la mer en comparaison de la politique des comités de paysans pauvres.

Les partisans du groupe Boukharine espèrent, eux, persuader notre ennemi de classe de renoncer volontairement à ses intérêts et de nous livrer volontairement ses excédents de blé. Ils espèrent que le koulak qui a grandi, qui a la possibilité de se rattraper sur d'autres cultures et cache ses excédents de blé, — ils espèrent que ce même koulak nous livrera volontairement ses excédents de blé aux prix de stockage que nous aurons fixés. Seraient-ils devenus fous ? N'est-il pas clair qu'ils ne comprennent pas le mécanisme de la lutte de classes, qu'ils ne savent pas ce que sont les classes ? Et savent-ils comment les koulaks se moquent de nos militants et du pouvoir soviétique, dans les réunions rurales organisées pour intensifier les stockages de blé ? Connaissent-ils les faits comme celui, par exemple, qui s'est produit dans le Kazakhstan. Un de nos agitateurs avait parlé deux heures durant pour persuader aux détenteurs du blé de le livrer pour le ravitaillement du pays ; un koulak s'est avancé, la pipe à la bouche, et lui a répondu : « Danse voir un peu, mon gars, alors peut-être bien que je te donnerai deux pouds de blé. »

Des voix. — Crapules !

Staline. — Allez donc convaincre ces gens-là ! Oui, camarades, une classe est une classe. Cette vérité reste entière. La méthode ouralo-sibérienne a précisément ceci de bon, qu'elle permet de dresser plus facilement les couches de paysans pauvres et moyens contre les koulaks ; elle permet de briser plus facilement la résistance des koulaks et les oblige à livrer aux organismes du pouvoir soviétique leurs excédents de blé.

Aujourd'hui, le mot le plus à la mode, dans les rangs de la nouvelle opposition, dans les rangs du groupe Boukharine, est le mot « exagérations », en matière de stockage de blé. Ce mot est chez eux

une marchandise très courante, parce qu'il les aide à camoufler leur propre ligne. Lorsqu'ils veulent camoufler leur ligne, ils disent habituellement : Certes, nous ne sommes pas contre une pression sur les koulaks, mais nous sommes contre les exagérations commises dans ce domaine, qui atteignent le paysan moyen. Ensuite, vient le récit de l'horreur de ces exagérations, on donne lecture de lettres de « paysans », de lettres paniques, émanant de camarades comme Markov et puis on en tire cette conclusion : il faut abandonner la politique de pression sur les koulaks. Jugez un peu : *étant donné que des exagérations sont commises dans l'application d'une juste politique, il faut, paraît-il, abandonner cette même juste politique.* Tel est le procédé habituel des opportunistes : *étant donné les exagérations commises dans l'application de la ligne juste, abandonner cette ligne en lui substituant une ligne opportuniste.* Et ce faisant, les partisans du groupe Boukharine passent soigneusement sous silence l'existence d'un autre genre d'exagérations, plus dangereux et plus nuisible, savoir les exagérations dans le sens d'une soudure avec les koulaks, d'une adaptation aux couches aisées de la campagne, une substitution de la politique opportuniste des fauteurs de la déviation de droite à la politique révolutionnaire du Parti.

Il est évident que nous sommes tous contre ces exagérations. Nous nous opposons tous à ce que les coups dirigés contre les koulaks heurtent les paysans moyens. Cela est clair et il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet. Mais nous nous opposons résolument à ce que les bavardages que pratique avec zèle le groupe Boukharine sur les exagérations viennent infirmer la politique révolutionnaire de notre Parti, et lui substituer la politique opportuniste du groupe Boukharine. Non, « cette opération ne vous réussira pas ».

Nommez-moi une seule mesure politique prise par le Parti, qui n'ait été accompagnée de telle ou telle exagération. Il s'ensuit qu'il faut combattre les exagérations. Mais peut-on *pour cette raison*, dénigrer la ligne elle-même, qui est la seule juste ? Prenons, à titre d'exemple, l'application de la journée de 7 heures. Il est hors de doute que cette mesure est une des plus révolutionnaires que notre Parti réalise au cours de ces derniers temps. En est-il qui ignorent que cette mesure, profondément révolutionnaire dans son essence, est fort souvent accompagnée chez nous de toute une série d'exagérations, parfois des plus détestables ? Est-ce à dire que nous devons abandonner la politique d'application de la journée de 7 heures ? Les partisans de la nouvelle opposition comprennent-ils dans quelle mare ils tombent en se servant comme d'un atout, des exagérations en matière de stockage de blé ?

IV

DE LA LUTTE CONTRE LA DÉVIATION DE DROITE

Nous avons ainsi examiné, l'une après l'autre, toutes les questions essentielles sur quoi portent nos désaccords, dans le domaine de la théorie comme dans celui de la politique de notre Parti, politique touchant l'Internationale communiste et politique intérieure. Ce qui précède montre que la déclaration de Rykov, disant qu'il existe chez nous une ligne *unique* ne correspond pas à la réalité. Ce qui précède montre qu'il existe chez nous en fait *deux* lignes. La première, c'est la ligne générale du Parti, la ligne léniniste révolutionnaire de notre Parti. L'autre, c'est la ligne du groupe Boukharine. Cette seconde ligne n'a pas encore entièrement pris forme, en partie parce que dans les rangs du groupe Boukharine il y a une confusion inimaginable de points de vue ; en partie parce que cette seconde ligne, ayant une importance relativement faible dans le Parti, cherche à se camoufler d'une façon ou d'une autre. Mais, comme vous voyez, cette ligne n'en existe pas moins, et elle existe en tant que ligne *distincte* de celle du Parti, en tant que ligne *s'opposant*, dans presque toutes les questions de notre politique, à la ligne générale du Parti. Cette seconde ligne est au fond celle de la déviation de droite.

Boukharine a parlé ici de la « dégradation civique » de trois membres du Bureau politique, que les organisations de notre Parti sont en train de « travailler », pour employer son propre terme. Il a dit que le Parti avait fait subir à trois membres du Bureau politique, Boukharine, Rykov et Tomski, la « dégradation civique », en critiquant leurs erreurs dans la presse et dans les réunions, alors qu'eux, ces trois membres du Bureau politique, étaient « forcés » de se taire. Il n'en est rien, camarades. Ce sont des paroles fausses d'un communiste libéralisant, qui cherche à démoraliser le Parti dans sa lutte contre la déviation de droite.

D'après Boukharine, il résulte que si lui et ses amis se sont enlisés dans les erreurs de la déviation de droite, le Parti n'a pas le droit de dénoncer ces erreurs, il doit cesser la lutte contre la déviation de droite et attendre le moment où il plaira à Boukharine et à ses amis de renoncer à leurs erreurs. Boukharine n'exige-t-il pas beaucoup trop de nous ? Ne pense-t-il pas que le Parti est fait pour lui, et non lui pour le Parti ? Mais qui l'oblige à se taire, à rester à l'état de repos, alors que tout le Parti est mobilisé contre la déviation de droite et mène des attaques décisives contre les difficultés ? Pourquoi Boukharine et ses amis les plus proches n'interviendraient-ils pas en ce moment et n'engageraient-ils pas une lutte décisive contre la déviation de droite et l'esprit de conciliation ? Quelqu'un peut-il douter

que le Parti féliciterait Boukharine et ses proches amis s'ils se décidaient à faire ce pas, qui n'est pas si difficile après tout ? Et pourquoi ne peuvent-ils se décider à faire ce pas, après tout obligatoire pour eux ? Serait-ce parce qu'ils placent les intérêts de leur groupe au-dessus des intérêts du Parti et de sa ligne générale ? A qui la faute si, dans la lutte contre la déviation de droite, Boukharine, Rykov et Tomski brillent par leur absence ? N'est-il pas clair que les propos sur la « dégradation civique » de trois membres du Bureau politique sont une tentative mal déguisée de ces trois membres du Bureau politique pour forcer le Parti à se taire et à cesser la lutte contre la déviation de droite ?

Pour notre Parti, la lutte contre la déviation de droite n'est pas une tâche secondaire. La lutte contre la déviation de droite est une des tâches décisives de notre Parti. Si dans notre propre milieu, dans notre propre Parti, dans l'état-major politique du prolétariat, qui dirige le mouvement et conduit en avant le prolétariat, — si nous tolérons dans cet état-major la libre existence et la liberté d'action des hommes de la déviation de droite, qui s'efforcent de démobiliser le Parti, de désagréger la classe ouvrière, d'adapter notre politique aux goûts de la bourgeoisie « soviétique » et de capituler ainsi devant les difficultés de notre édification, — si nous tolérons tout cela, qu'est-ce que cela signifiera ? Cela ne signifiera-t-il pas que nous voulons, par glissements successifs, laisser sombrer notre révolution, désagréger notre édification socialiste, fuir les difficultés, livrer nos positions aux éléments capitalistes ? Le groupe Boukharine comprend-il que renoncer à la lutte contre la déviation de droite, c'est *trahir* la classe ouvrière, *trahir* la révolution ? Le groupe Boukharine comprend-il que sans vaincre la déviation de droite et l'esprit de conciliation, il est impossible de vaincre les difficultés qui se trouvent devant nous, et que sans vaincre ces difficultés il est impossible d'obtenir des succès décisifs dans l'édification socialiste ? Que valent après tout cela ces pitoyables propos sur la « dégradation civique » de trois membres du Bureau politique ?

Non, vous ne réussirez pas à faire peur au Parti par vos bavardages libéraux sur la « dégradation civique ». Le Parti exige que vous meniez aux côtés de tous les membres du Comité central de notre Parti une lutte résolue contre la déviation de droite et l'esprit de conciliation. Il l'exige de vous, afin de faciliter la mobilisation de la classe ouvrière, d'organiser l'offensive du socialisme sur tout le front, de briser la résistance des ennemis de classe et d'assurer notre victoire sur les difficultés de notre édification. Ou bien vous ferez ce que le Parti exige de vous, et le Parti vous en félicitera. Ou bien vous ne le ferez pas, mais alors ne vous en prenez qu'à vous-mêmes.

L'ANNÉE DU GRAND TOURNANT

POUR LE XII^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION
D'OCTOBRE

L'année écoulée fut celle d'un grand tournant sur tous les fronts de construction socialiste. Ce tournant s'est poursuivi et se poursuit encore sous le signe d'une *offensive* résolue du socialisme contre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne. Cette offensive a ceci de caractéristique qu'elle nous a déjà donné une série de *succès* décisifs dans les principaux domaines de la transformation (reconstruction) socialiste de notre économie nationale.

Il s'ensuit que le Parti a su utiliser efficacement le recul opéré aux premiers stades de la Nep pour, ensuite, à ses stades ultérieurs, organiser le *tournant* et engager une *offensive victorieuse* contre les éléments capitalistes.

Lors de l'institution de la Nep, Lénine disait :

Nous reculons actuellement, nous semblons reculer, mais nous le faisons pour ensuite prendre notre élan et bondir avec plus de force en avant. C'est à cette seule condition que nous avons reculé en appliquant notre nouvelle politique économique... pour, après le recul, commencer une offensive des plus opiniâtres. (« Discours à l'Assemblée plénière du Soviet de Moscou », t. XXVII, pp. 361-362, éd. russe.)

Les résultats de l'année écoulée attestent incontestablement que le Parti, dans son travail, applique avec succès cette indication décisive de Lénine.

* * *

Si l'on prend les résultats de l'année écoulée dans le domaine de l'édification économique, qui est pour nous d'une importance décisive, on peut ramener les *succès* de notre offensive sur ce front, nos *réalisations* de l'année écoulée, à trois éléments essentiels.

I

DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

On ne peut guère douter que l'un des faits les plus importants, sinon le plus important de notre œuvre constructive dans l'année qui vient de s'écouler, c'est que nous avons réussi à opérer un *tournant*

décisif dans le domaine de la productivité du travail. Ce tournant s'est traduit par une accentuation de l'*initiative créatrice* et un puissant *élan de travail* des masses innombrables de la classe ouvrière sur le front de construction socialiste. Là est notre première et principale réalisation de l'année écoulée.

L'initiative créatrice et l'élan au travail des masses furent stimulés principalement dans trois directions : a) en luttant contre le bureaucratisme qui enchaîne l'initiative et l'activité des masses dans leur travail, — par l'*autocritique* ; b) en luttant contre les tire-au-flanc et les destructeurs de la discipline prolétarienne du travail, — par l'*émulation socialiste* ; enfin c) en luttant contre la routine et l'inertie dans la production, par l'organisation de la *semaine de travail ininterrompue*¹. Comme résultat, nous enregistrons un immense succès sur le front du travail : l'enthousiasme au travail et l'appel mutuel au travail des masses innombrables de la classe ouvrière sur tous les points de notre pays immense. Or, la portée de ce succès est véritablement inappréciable, car seuls l'élan et l'enthousiasme au travail des masses innombrables peuvent assurer la montée continue de la productivité du travail, sans quoi la victoire définitive du socialisme sur le capitalisme ne saurait se concevoir.

La productivité du travail, dit Lénine, c'est, en dernière analyse, ce qu'il y a de plus important, d'essentiel pour la victoire du nouvel ordre social. Le capitalisme a créé une productivité du travail inconnue sous le servage. Le capitalisme peut être définitivement vaincu et le sera définitivement, parce que le socialisme crée une productivité du travail nouvelle, beaucoup plus élevée. (« La grande initiative », t. XXIV, p. 342, éd. russe.)

Partant de là, Lénine estime que :

Nous devons nous pénétrer de cet enthousiasme au travail, de cette volonté de travail, de cette opiniâtreté dont dépend désormais le salut le plus prompt des ouvriers et des paysans, le salut de l'économie nationale. (« Le III^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Discours à l'Assemblée plénière du Soviet, du Comité du Parti et du Conseil des syndicats de Moscou », t. XXV, p. 477, éd. russe.)

Telle est la tâche que Lénine a posée devant le Parti.

L'année écoulée a montré que le Parti accomplit cette tâche avec succès, en surmontant résolument les difficultés dressées sur ce chemin.

Voilà ce qu'il en est de la première réalisation importante du Parti, pour l'année écoulée.

¹ *Semaine de travail ininterrompue*. Les entreprises (les institutions) travaillent tous les jours ; les ouvriers bénéficient d'un jour de repos à tour de rôle, tous les cinq jours. (N. des Trad.)

II

DANS LE DOMAINE DE L'ÉDIFICATION INDUSTRIELLE

A cette première réalisation du Parti se rattache étroitement sa deuxième réalisation. Cette deuxième réalisation du Parti, c'est que nous avons obtenu, au cours de l'année écoulée, une solution favorable, dans l'essentiel, du *problème de l'accumulation* pour les grands travaux de l'industrie lourde ; que nous avons adopté un *rythme accéléré* pour le développement de la production des moyens de production, et créé les conditions nécessaires à la transformation de notre pays en un pays *métallurgique*. Là est notre deuxième réalisation essentielle pour l'année écoulée.

Le problème de l'industrie légère ne présente pas de difficultés particulières. Nous l'avons déjà résolu il y a quelques années. Plus difficile et plus important est le problème de l'industrie lourde. *Plus difficile*, parce que celle-ci exige d'énormes investissements de capitaux ; de plus, ainsi que le montre l'histoire des pays arriérés sous le rapport industriel, l'industrie lourde ne peut se passer d'énormes emprunts à long terme. *Plus important*, parce que sans développer l'industrie lourde, nous ne pouvons construire aucune industrie, nous ne pouvons procéder à aucune industrialisation. Et comme nous n'avons et n'avons ni emprunts à long terme, ni crédits quelque peu prolongés, l'acuité du problème devient pour nous plus qu'évidente. C'est ce qui guide précisément les capitalistes de tous les pays, lorsqu'ils nous refusent emprunts et crédits ; ils croient que nous ne pourrions venir à bout, par nos propres forces, du problème de l'accumulation, que nous nous enfermerons sur le problème de la reconstruction de l'industrie lourde et serons obligés d'aller les trouver chapeau bas, de nous livrer à leur merci.

Or, que nous disent à ce propos les résultats de l'année écoulée ? L'importance de ces résultats, c'est qu'ils mettent en pièces les calculs de messieurs les capitalistes. L'année écoulée a montré que, malgré le blocus financier, avoué ou secret, de l'U.R.S.S., nous ne nous sommes pas livrés à la merci des capitalistes, et que nous avons résolu avec succès, par nos propres forces, le problème de l'accumulation, en jetant les fondations de l'industrie lourde. C'est ce que désormais ne peuvent nier même les ennemis jurés de la classe ouvrière. En effet, si les investissements dans la grande industrie ont été, l'an dernier, supérieurs à 1.600 millions de roubles, dont 1.300 millions environ sont allés à l'industrie lourde, et que les investissements dans la grande industrie, cette année, sont supérieurs à 3.400 millions de roubles, dont plus de 2.500 millions iront à l'industrie lourde ; si la production globale de la grande industrie accusait l'an dernier

une augmentation de 23%, — la part d'accroissement de l'industrie lourde étant de 30%, — tandis que la production globale de la grande industrie doit fournir, cette année, un accroissement de 32%, la part d'accroissement de l'industrie lourde devant être de 46%, — n'est-il pas clair que le problème de l'accumulation pour la construction de l'industrie lourde ne présente pas pour nous de difficultés insurmontables? Comment peut-on douter que nous avançons à une allure accélérée, dans la voie du développement de notre industrie lourde, que nous dépassons les anciens rythmes et laissons derrière nous notre retard « séculaire » ?

Peut-on s'étonner après tout ce qui vient d'être dit, que les prévisions du plan quinquennal aient été dépassées dans l'année écoulée, et que la variante *optima* du plan quinquennal, que les écrivassiers bourgeois tiennent pour « chose fantastique, inaccessible » et dont s'épouvantent nos opportunistes de droite (groupe Boukharine), soit devenue en fait la variante *minima* du plan quinquennal ?

Le salut pour la Russie, dit Lénine, n'est pas seulement dans une bonne récolte de l'économie paysanne — cela ne suffit pas encore — et pas seulement dans le bon état de l'industrie légère qui fournit aux paysans les articles de consommation — cela non plus ne suffit pas encore, — il nous faut également une industrie *lourde*... Si nous ne sauvons pas l'industrie lourde, si nous ne la rétablissons pas, nous ne pourrons construire aucune industrie et, à défaut de celle-ci, c'en sera fait de nous, en général, comme pays indépendant... L'industrie lourde a besoin de subventions de l'Etat. Si nous ne les trouvons pas, c'en est fait de nous comme Etat civilisé, je ne dis même pas socialiste. (« Cinq années de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale ». Rapport présenté au IV^e congrès de l'I. C., t. XXVII, p. 349, éd. russe.)

C'est en ces termes catégoriques que Lénine formule le problème de l'accumulation et la tâche du Parti, quant à la construction de l'industrie lourde.

L'année écoulée a montré que le Parti s'acquitte avec succès de cette tâche en surmontant résolument les difficultés de toute sorte dressées sur ce chemin.

Cela ne signifie évidemment pas que l'industrie ne rencontrera plus de sérieuses difficultés. La construction de l'industrie lourde ne se heurte pas seulement au problème de l'accumulation. Elle se heurte encore au problème des cadres, au problème consistant : a) à *associer* à la construction socialiste, des dizaines de milliers de techniciens et spécialistes attachés au régime soviétique et b) à *former* de nouveaux techniciens et spécialistes rouges choisis au sein de la classe ouvrière. Si on peut considérer le problème de l'accumulation comme résolu pour l'essentiel, par contre le problème des cadres attend encore d'être résolu. Or maintenant que s'effectue

la reconstruction technique de l'industrie, le problème des cadres est le problème décisif de la construction socialiste.

Ce qui nous manque surtout, dit Lénine, c'est la culture, c'est l'art de diriger... Economiquement et politiquement, la Nep nous assure pleinement la possibilité de bâtir les fondements de l'économie socialiste. Il s'agit « seulement » de créer les forces cultivées du prolétariat et de son avant-garde. (« Lettre au camarade Molotov sur le plan du rapport politique au XI^e congrès du Parti », t. XXVII, p. 207.)

Evidemment, il s'agit ici, avant tout, des « forces cultivées », des cadres pour la construction économique en général, pour la construction et la direction de l'industrie en particulier.

Il s'ensuit donc que, malgré les réalisations éminemment sérieuses en matière d'accumulation, et qui ont une importance essentielle pour l'industrie lourde, on ne peut considérer le problème de la construction de l'industrie lourde comme entièrement résolu, tant que ne sera pas résolu le problème des cadres.

D'où la tâche du Parti : serrer de près le problème des cadres et emporter cette forteresse coûte que coûte.

Voilà ce qu'il en est de la deuxième réalisation du Parti, pour l'année écoulée.

III

DANS LE DOMAINE DE L'ÉDIFICATION AGRICOLE

Enfin, la troisième réalisation du Parti dans l'année écoulée, réalisation organiquement liée aux deux premières. Je veux parler du *tournant radical* opéré dans le développement de notre agriculture, allant de la petite économie *individuelle* arriérée à la grosse agriculture *collective* avancée, au travail de la terre en commun, aux stations de machines et de tracteurs, aux artels et kolkhoz basés sur la technique moderne, enfin aux sovkhos géants pourvus de centaines de tracteurs et de moissonneuses-batteuses. La réalisation du Parti, ici, c'est que dans nombre de régions, nous avons réussi à *détourner* les masses paysannes fondamentales de l'ancienne voie *capitaliste* de développement, — qui ne profite qu'à une poignée de richards-capitalistes, tandis que l'énorme majorité des paysans est réduite à végéter dans le dénuement, — vers la voie nouvelle, la voie *socialiste* de développement, qui évince les richards-capitalistes et routilte d'une façon nouvelle les paysans moyens et pauvres, les pourvoit de nouveaux instruments, les pourvoit de tracteurs et de machines agricoles, afin de leur permettre de se tirer de la misère et de l'asservissement au koulak, et de s'engager sur la large voie du travail par association, du travail collectif de la

terre. La réalisation du Parti, c'est que nous avons réussi à organiser ce *tournant radical* au sein même de la paysannerie et à entraîner derrière nous les grandes masses de paysans pauvres et moyens, en dépit de difficultés incroyables, en dépit de la résistance désespérée des forces occultes de toute sorte, depuis les koulaks et les popes jusqu'aux philistins et aux opportunistes de droite.

Voici quelques chiffres. En 1928, la surface ensemencée des sovkhoz était de 1.425.000 hectares, avec une production marchande de plus de 6 millions de quintaux de céréales ; la surface ensemencée des kolkhoz atteignait 1.390.000 hectares avec une production marchande d'environ 3 millions et demi de quintaux de céréales. En 1929, la surface ensemencée des sovkhoz était de 1.816.000 hectares avec une production marchande de près de 8 millions de quintaux de céréales, tandis que la surface ensemencée des kolkhoz était de 4.262.000 hectares avec une production marchande s'élevant à près de 13 millions de quintaux de céréales. Dans l'année 1930 qui vient, la surface ensemencée des sovkhoz doit atteindre, selon les prévisions du plan, 3.280.000 hectares, avec une production marchande de 18 millions de quintaux de céréales, tandis que la surface ensemencée des kolkhoz doit atteindre 15 millions d'hectares avec une production marchande de 49 millions de quintaux environ. Autrement dit, dans l'année 1930 qui vient, la production marchande des céréales dans les sovkhoz et les kolkhoz doit s'élever à plus de 65 millions de quintaux, c'est-à-dire au delà de 50% de la production marchande de céréales de toute l'économie rurale (sans compter la consommation sur place).

Il faut reconnaître que des rythmes de développement aussi impétueux *sont inconnus* même de notre grande industrie socialisée, dont les rythmes de développement se distinguent en général par leur grande envergure.

N'est-il pas clair que notre grande agriculture socialiste (kolkhoz et sovkhoz), qui est jeune, a devant elle un bel avenir, qu'elle fera des miracles de croissance ?

Ce succès sans précédent de la construction des kolkhoz s'explique par toute une série de raisons, dont il conviendrait de signaler au moins les suivantes.

Il s'explique d'abord par ceci que le Parti a réalisé la politique léniniste d'éducation des masses, en conduisant de façon conséquente les masses paysannes vers les kolkhoz par l'établissement de sociétés coopératives. Il s'explique par ceci que le Parti a mené avec succès la lutte contre ceux qui cherchaient à devancer le mouvement et à forcer à coups de décrets le développement des kolkhoz (les phraseurs « de gauche »), de même que contre ceux qui essayaient de tirer le Parti en arrière et de rester à la queue du mouvement (les

brouille-tout de droite). Sans une telle politique, le Parti n'aurait pu transformer le mouvement de collectivisation en un véritable mouvement de masse des paysans eux-mêmes.

Lorsque le prolétariat de Pétrograd et les soldats de la garnison de Pétrograd ont pris le pouvoir, dit Lénine, ils savaient parfaitement quel édification à la campagne rencontrerait de grandes difficultés ; qu'il fallait avancer ici plus graduellement ; que c'eût été la plus grande bêtise de vouloir ici essayer d'introduire à coups de décrets et de lois le travail collectif de la terre ; que seule une quantité infime de paysans conscients pouvaient y consentir, mais que l'immense majorité des paysans ne posaient point ce problème. Et c'est pourquoi nous nous sommes bornés à ce qui était absolument nécessaire au développement de la révolution : ne devancer en aucun cas le développement des masses, mais attendre que de la propre expérience de ces masses, de leur propre lutte, naisse un mouvement en avant. (« Discours sur l'anniversaire de la Révolution au VI^e congrès extraordinaire des Soviets de la R.S.F.S.R. », t. XXIII, p. 252, éd. russe.)

Si le Parti a remporté une très grande victoire sur le front de la construction des kolkhoz, c'est parce qu'il a appliqué exactement cette indication tactique de Lénine.

Ce succès sans précédent dans la construction de l'agriculture s'explique, en second lieu, par le fait que le pouvoir des Soviets a su tenir compte du besoin grandissant de la paysannerie en nouveau matériel agricole, en nouveaux moyens techniques ; il a su tenir compte, de façon juste, de la situation sans issue où se trouvait la paysannerie avec ses vieilles formes du travail de la terre et, tenant compte de tout cela, il a organisé à temps une aide pour elle sous forme de postes de location, de colonnes de tracteurs, de stations de machines et de tracteurs ; sous forme d'organisation du travail de la terre en commun, par l'établissement des kolkhoz, enfin sous la forme d'une aide multiple des sovkhoz à l'économie paysanne. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un pouvoir est apparu, le pouvoir des Soviets, qui, pratiquement, a montré sa volonté et sa capacité de prêter aux masses travailleuses de la paysannerie une aide systématique et durable *en matière de production*. N'est-il pas clair que les masses travailleuses de la paysannerie, qui souffrent depuis toujours de la pénurie de matériel agricole, ne pouvaient manquer de se saisir de cette aide, et de s'engager dans la voie du mouvement de collectivisation agricole ? Et peut-on s'étonner que, désormais, le vieux mot d'ordre des ouvriers : « Face à la campagne » soit complété par le nouveau mot d'ordre des paysans-kolkhoziens : « Face à la ville » ?

Ce succès sans précédent de la construction des kolkhoz s'explique, enfin, par ceci que les ouvriers avancés de notre pays ont pris l'affaire en main. Je veux parler des brigades ouvrières disséminées par dizaines et par centaines dans les principales régions de notre

pays. Il faut reconnaître que de tous les propagandistes existants et possibles du mouvement de collectivisation agricole parmi les masses paysannes, les propagandistes ouvriers sont les meilleurs. Qu'y a-t-il donc d'étonnant si les ouvriers ont réussi à convaincre les paysans de l'avantage que la grosse économie collective a sur la petite économie individuelle, d'autant plus que les kolkhoz et les sovkhoz existants sont une preuve évidente de cet avantage ?

Voilà sur quel terrain ont été remportés nos succès dans l'œuvre de construction des kolkhoz, succès qui, à mon sens, sont les plus importants et les plus décisifs de ces dernières années.

Les objections de la « science » contre la possibilité et l'utilité d'organiser de grandes fabriques de céréales, de 50 et 100.000 hectares, se sont effondrées, disséminées en poussière. La pratique a réfuté les objections de la « science » ; elle a montré une fois de plus qu'elle ne doit pas seule faire son profit de la « science », mais que la « science » aussi ne ferait pas mal de profiter des enseignements de la pratique. Dans les pays capitalistes les fabriques géantes de céréales ne s'acclimatent pas. Mais notre pays n'est pas un pays capitaliste. Il ne faut pas oublier cette « petite » différence. Là-bas, chez les capitalistes, il est impossible d'organiser une grande fabrique de céréales sans acheter quantité de terrains ou sans payer une rente foncière absolue, ce qui grève forcément de frais énormes la production, puisque là-bas existe la propriété privée de la terre. Chez nous, au contraire, il n'existe ni rente foncière absolue, ni achat et vente de terrains, ce qui crée forcément des conditions favorables au développement des grandes exploitations de céréales, puisque chez nous la propriété privée de la terre n'existe pas. Là-bas, chez les capitalistes, les grandes exploitations de céréales ont pour objet de réaliser le maximum de profit ou, tout au moins, de réaliser des profits correspondant à ce qu'on appelle le taux moyen du profit, faute de quoi le capital n'a pas intérêt en général à se mêler d'organiser des exploitations de céréales. Chez nous, au contraire, les grandes exploitations de céréales, qui sont en même temps des exploitations d'Etat, n'ont besoin pour se développer ni d'un maximum de profit, ni du taux moyen du profit, elles peuvent se contenter d'un profit minimum et, parfois, se passer même de tout profit ; les conditions restent cependant favorables au développement des grandes exploitations de céréales. Enfin, en régime capitaliste, il n'existe, pour les grandes exploitations de céréales, ni facilités de crédit ni dégrèvements spéciaux, alors qu'en régime soviétique, qui vise au soutien du secteur socialiste, ces facilités existent et continueront d'exister. Tout cela la vénérable « science » l'a oublié.

Les affirmations des opportunistes de droite (groupe Boukharine) se sont effondrées et disséminées en poussière, affirmations qui

prétendaient : a) que les paysans n'iraient pas au kolkhoz ; b) que le rythme accéléré du développement des kolkhoz ne pouvait que provoquer un mécontentement de masse et la désunion entre la paysannerie et la classe ouvrière ; c) que *ce ne sont pas* les kolkhoz, *mais* la coopération qui représente la « grand'route » du développement socialiste à la campagne ; d) que le développement des kolkhoz et l'offensive contre les éléments capitalistes de la campagne pouvaient laisser le pays sans pain. Tout cela s'est effondré et disséminé en poussière, comme un vieux fatras de libéralisme bourgeois.

Premièrement, les paysans ont pris le chemin des kolkhoz, ils l'ont pris par villages, par cantons, par rayons entiers.

Deuxièmement, le mouvement kolkhozien de masse, loin d'affaiblir, fortifie l'alliance de la ville et des campagnes en lui assignant une nouvelle base, une base de production. Même les aveugles voient maintenant que si un mécontentement quelque peu sérieux se manifeste dans les masses paysannes fondamentales, il ne concerne pas la politique de collectivisation pratiquée par le pouvoir des Soviets, mais le fait que ce dernier (quant à l'approvisionnement des paysans en machines et tracteurs), a du mal à suivre le progrès du mouvement kolkhozien.

Troisièmement, la discussion relative à la « grand'route » du développement socialiste des campagnes est une discussion scolastique, digne des jeunes libéraux petits-bourgeois du type Eichenwald et Slepko. Il est clair que tant qu'il n'y avait pas de mouvement kolkhozien de masse, la « grand'route » était représentée par les formes inférieures de la coopération, par la coopération d'achat et de vente. Mais lorsque sur la scène apparut la forme supérieure de la coopération, la forme kolkhozienne, elle devint la « grand'route » du développement. Pour parler sans guillemets, la grand'route du développement socialiste des campagnes, c'est le plan coopératif de Lénine, plan qui englobe toutes les formes de la coopération agricole, depuis les formes inférieures (achat et vente) jusqu'aux formes supérieures (de production kolkhozienne). *Opposer* les kolkhoz à la coopération, c'est se moquer du léninisme et avouer sa propre ignorance.

Quatrièmement, même les aveugles voient maintenant que sans une offensive contre les éléments capitalistes de la campagne, et sans le développement du mouvement des kolkhoz et des sovkhov, nous n'aurions aujourd'hui ni les succès décisifs que nous avons remportés au cours de cette année dans les stockages de blé, ni les dizaines de millions de quintaux de blé — réserves intangibles — accumulés déjà entre les mains de l'Etat. Bien plus, on peut affirmer que grâce à la croissance du mouvement des kolkhoz et des sovkhov, nous sortons définitivement, ou même nous sommes déjà sortis, de la crise du

blé. Et si le développement des kolkhoz et des sovkhoz se poursuit à une allure accélérée, il n'y a aucune raison de douter que notre pays deviendra, dans quelque trois ans, un des plus grands, sinon le plus grand producteur de blé du monde.

Qu'y a-t-il de *nouveau* dans l'actuel mouvement des kolkhoz ? Ce qu'il y a de nouveau et de décisif dans le mouvement actuel des kolkhoz, c'est que les paysans y entrent non par groupes isolés, comme cela se faisait auparavant, mais par villages, par cantons, par rayons, voire par arrondissements entiers. Qu'est-ce à dire ? C'est que le *paysan moyen a pris le chemin des kolkhoz*. Là est la base du tournant radical qui s'est opéré dans le développement de l'agriculture et qui constitue une réalisation capitale entre toutes du pouvoir des Soviets, pour l'année écoulée.

On voit s'effondrer et se briser en éclats la « conception » menchévique du trotskisme, selon laquelle la classe ouvrière est incapable d'entraîner derrière elle les masses paysannes fondamentales dans le domaine de la construction socialiste. Même les aveugles voient maintenant que le paysan moyen s'est tourné vers les kolkhoz. Maintenant il est clair pour tous que le plan quinquennal de l'industrie et de l'agriculture est celui de la construction de la société socialiste, que les gens qui ne croient pas à la possibilité de construire intégralement le socialisme dans notre pays, n'ont pas le droit de saluer notre plan quinquennal.

On voit s'écrouler et se réduire en poussière l'espoir ultime de capitalistes de tous les pays, qui rêvent de restaurer en U.R.S.S. le capitalisme, le « principe sacré de la propriété privée ». Les paysans qu'ils considèrent comme un engrais destiné à préparer le terrain pour le capitalisme, abandonnent en masse le drapeau tant vanté de la « propriété privée » et s'engagent dans la voie du collectivisme, dans la voie du socialisme. Il croule, l'espoir ultime de voir restaurer le capitalisme.

C'est ce qui explique, entre autres, les tentatives désespérées des éléments capitalistes de notre pays pour dresser contre le socialisme en marche toutes les forces du vieux monde, tentatives aboutissant à aggraver la lutte de classes. Le capital ne veut pas s'« intégrer » dans le socialisme.

C'est aussi ce qui explique les hurlements de fureur que poussent ces derniers temps contre le bolchévisme, les chiens de garde du Capital, tous ces Strouvé et Hessen, ces Milioukov et Kérénski, ces Dan et Abramovitch. Pensez donc ! L'espoir suprême de restaurer le capitalisme disparaît.

Que peuvent encore attester cette rage furieuse des ennemis de classe et ces hurlements frénétiques des laquais du Capital, si ce

n'est que le Parti a remporté effectivement une victoire décisive sur le front le plus difficile de la construction socialiste ?

C'est seulement dans le cas où nous réussirons à montrer en fait aux paysans les avantages de la culture en commun, collectif, par associations, par artels; c'est seulement si nous réussissons, à aider le paysan à s'organiser en associations, en artels, que la classe ouvrière, tenant en mains le pouvoir d'Etat, prouvera réellement au paysan qu'elle a raison, attirera réellement à ses côtés, de façon durable et effective, la masse innombrable des paysans. (« Discours au congrès des communes et artels agricoles », t. XXIV, p. 579, éd. russe.)

C'est ainsi que Lénine pose la question des moyens à employer pour gagner les millions de paysans à la classe ouvrière, pour faire passer la paysannerie sur la voie de la construction des kolkhoz.

L'année écoulée a montré que le Parti s'acquitte de cette tâche avec succès, en surmontant résolument les difficultés de toute sorte, dressées sur ce chemin.

La paysannerie moyenne dans la société communiste, dit Lénine, ne se rangera à nos côtés que lorsque nous aurons allégé et amélioré les conditions économiques de son existence. Si demain nous pouvions fournir 100.000 tracteurs de premier ordre, les pourvoir en essence, les pourvoir en mécaniciens (vous savez fort bien que pour l'instant c'est de la fantaisie), le paysan moyen dirait : « Je suis pour la commune » (c'est-à-dire pour le communisme). Mais pour ce faire, il faut d'abord vaincre la bourgeoisie internationale, il faut l'obliger à nous fournir ces tracteurs, ou bien il faut élever notre productivité du travail de telle sorte que nous puissions les fournir nous-mêmes. C'est ainsi seulement que cette question sera bien posée. (* Rapport sur le travail à la campagne au VIII^e congrès du P. C. (b) R., t. XXIV, p. 170, éd. russe.)

C'est ainsi que Lénine pose la question des voies à suivre pour rééquiper techniquement le paysan moyen, la question des voies à suivre pour le gagner au communisme.

L'année écoulée a montré que le Parti s'acquitte également avec succès de cette tâche. On sait qu'au printemps de l'année 1930 qui vient, nous aurons sur nos champs plus de 60.000 tracteurs ; l'année d'après, plus de 100.000 tracteurs, et au bout de deux années encore, plus de 250.000 tracteurs. Ce que l'on tenait pour une « fantaisie » il y a quelques années, nous avons aujourd'hui toute possibilité d'en faire une réalité.

Telle est la raison pour laquelle le paysan moyen s'est tourné vers la « commune ».

Voilà ce qu'il en est de la troisième réalisation du Parti.

Telles sont les principales réalisations du Parti, pour l'année écoulée.

CONCLUSION

Nous marchons à toute vapeur dans la voie de l'industrialisation, vers le socialisme, laissant derrière nous notre retard « russe » séculaire. Nous devenons le pays du métal, le pays de l'automobile, le pays du tracteur. Et quand nous aurons installé l'U.R.S.S. sur l'automobile, et le moujik sur le tracteur, qu'ils essayent de nous rattraper, les honorables capitalistes qui se targuent de leur « civilisation ». Nous verrons alors quels pays on pourra « qualifier » d'arriérés, et lesquels d'avancés.

Pravda, n° 259, 7 novembre 1929.

QUESTIONS DE POLITIQUE AGRAIRE EN U.R.S.S.

DISCOURS PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE DES MARXISTES
SPECIALISTES DE LA QUESTION AGRAIRE,
LE 27 DÉCEMBRE 1929

Camarades, le fait essentiel de notre vie sociale et économique à l'heure présente, et qui retient l'attention générale, c'est la croissance prodigieuse du mouvement de collectivisation agricole.

Le trait caractéristique de l'actuel mouvement de collectivisation agricole est que, non seulement des groupes isolés de paysans pauvres entrent dans les kolkhoz, comme cela s'est fait jusqu'ici, mais que les paysans moyens, dans leur grande masse, en ont également pris le chemin. C'est dire que le mouvement de collectivisation agricole, de mouvement de groupes et catégories de paysans travailleurs qu'il était, est devenu le mouvement de millions et de millions d'hommes, formant la masse essentielle de la paysannerie. C'est par là, entre autres, qu'il convient d'expliquer ce fait d'une importance capitale : le mouvement kolkhozien, ayant pris le caractère d'une avalanche *antikoulak* toujours plus puissante, brise la classe des koulaks, balaie leur résistance et fraie la voie à un vaste mouvement de construction socialiste dans les campagnes.

Mais si nous avons raison d'être fiers des succès *pratiques* de l'édification socialiste, on ne saurait en dire autant des succès de notre travail *théorique* en ce qui touche l'économie en général, l'agriculture en particulier. Bien plus : il faut reconnaître que la pensée théorique ne va pas aussi vite que nos succès pratiques ; qu'il existe une certaine disproportion entre nos succès pratiques et le développement de la pensée théorique. Or, il est nécessaire que le travail théorique non seulement emboîte le pas au travail pratique, mais qu'il le devance et constitue une arme aux mains de nos praticiens dans leur lutte pour la victoire du socialisme.

Je ne m'étendrai pas ici sur l'importance de la théorie. Elle vous est suffisamment connue. On sait que la théorie, si elle est vraiment la théorie, donne aux praticiens la force d'orientation, la clarté de perspective, l'assurance dans le travail, la foi en la victoire de notre cause. Tout cela a — et ne peut pas ne pas avoir — une énorme importance pour notre construction socialiste. Le malheur est que nous commençons à boiter dans ce domaine, précisément dans celui de l'étude théorique des problèmes de notre économie.

Car autrement comment expliquer que chez nous, dans notre vie sociale et politique, aient encore libre cours diverses théories bourgeoises et petites-bourgeoises concernant notre économie ? Comment expliquer que ces théories et ces théoriettes ne rencontrent pas jusqu'ici la riposte qu'elles méritent ? Comment expliquer que l'on oublie certains principes fondamentaux de l'économie politique marxiste-léniniste, qui sont le plus sûr antidote contre les théories bourgeoises et petites-bourgeoises ; comment expliquer que ces principes ne soient pas popularisés dans notre presse, qu'ils ne soient pas placés au premier plan ? Est-il difficile de comprendre que, sans une lutte intransigeante contre les théories bourgeoises sur la base de la théorie marxiste-léniniste, il est impossible de remporter une victoire complète sur les ennemis de classe ?

La nouvelle pratique fait que l'on envisage d'une façon nouvelle les problèmes économiques de la période de transition. C'est d'une manière nouvelle que l'on envisage maintenant la Nep, les classes, les rythmes de la construction, l'alliance de la ville et des campagnes, la politique du Parti. Pour ne pas retarder sur la pratique, il faut dès maintenant se mettre à l'étude de tous ces problèmes, du point de vue de la situation nouvelle. Sinon, il est impossible de triompher des théories bourgeoises qui encrassent le cerveau de nos praticiens. Sinon, il est impossible d'extirper ces théories qui ont acquis la solidité de préjugés. Car c'est seulement dans la lutte contre les préjugés bourgeois, sur le terrain théorique, que l'on peut renforcer les positions du marxisme-léninisme.

Permettez-moi de faire la caractéristique de quelques-uns de ces préjugés bourgeois, appelés théories, et de montrer leur indigence en éclairant certaines questions capitales de notre œuvre de construction.

I

LA THÉORIE DE L' « ÉQUILIBRE »

Vous n'êtes pas sans savoir que la théorie dite de l'« équilibre » des secteurs de notre économie nationale a cours jusqu'ici parmi les communistes. Cette théorie n'a évidemment rien de commun avec le marxisme. Cependant, elle est propagée par certains hommes du camp de la droite. Cette théorie suppose que nous avons d'abord un secteur socialiste, — une sorte de wagonnet — et que nous avons en outre un secteur non socialiste, capitaliste si vous voulez, — un autre wagonnet. Ces deux wagonnets posés sur des rails différents, glissent paisiblement en avant, sans se toucher. On sait, la géométrie nous le dit, que les lignes parallèles ne se rencontrent pas.

Toutefois les auteurs de cette remarquable théorie pensent que ces parallèles se rencontreront un jour, et, qu'une fois la rencontre faite, nous aurons le socialisme. Au surplus, cette théorie perd de vue que, derrière ces « wagonnets », il y a des classes, et que le mouvement de ces « wagonnets » se fait au travers d'une lutte de classes acharnée, d'une lutte à mort, d'une lutte suivant le principe : « Qui l'emportera ? »

Il n'est pas difficile de comprendre que cette théorie n'a rien de commun avec le léninisme. Il n'est pas difficile de comprendre que cette théorie, objectivement, a pour but de sauvegarder les positions de l'économie paysanne individuelle, de fournir aux éléments koulaks une « nouvelle » arme théorique dans leur lutte contre les kolkhoz, et de discréditer les positions de ces derniers. Cependant cette théorie a cours, jusqu'ici, dans notre presse. Et l'on ne saurait dire qu'elle rencontre une riposte sérieuse, encore moins une riposte foudroyante de la part de nos théoriciens. Car, comment expliquer cette incohérence sinon par le retard de notre pensée théorique ?

Or, il suffirait de tirer du trésor marxiste la théorie de la reproduction et de l'opposer à la théorie de l'équilibre des secteurs, pour que de cette théorie il ne restât pas trace. En effet, la théorie marxiste de la reproduction enseigne que la société contemporaine ne peut se développer sans accumuler d'année en année, et qu'il est impossible d'accumuler sans une reproduction élargie d'une année à l'autre. Voilà qui est clair. Notre grande industrie socialiste centralisée se développe selon la théorie marxiste de la reproduction élargie, puisque, chaque année, elle augmente de volume, elle accumule, et elle avance à pas de géant. Mais notre grande industrie, ce n'est pas encore toute notre économie nationale. Au contraire, dans notre économie nationale domine encore, jusqu'ici, la petite économie paysanne. Peut-on dire que notre petite économie paysanne se développe selon le principe de la reproduction élargie ? Non, on ne saurait le dire. Notre petite économie paysanne non seulement ne réalise pas, dans sa masse, une reproduction élargie chaque année, mais, au contraire, elle ne peut pas toujours réaliser même la reproduction simple. Peut-on encore faire progresser, à une allure accélérée, notre industrie socialisée, avec une base agricole telle que la petite économie paysanne, incapable de reproduction élargie et qui représente la force prédominante dans notre économie nationale ? Non. Peut-on, pendant une période de temps plus ou moins longue, faire reposer le pouvoir des Soviets et l'édification socialiste sur deux bases différentes — la base de la plus grande industrie socialiste unifiée et la base de l'économie paysanne à petite production marchande, la plus morcelée et la plus ar-

riérée ? Non. Cela doit finir un jour par l'effondrement de l'économie nationale tout entière. Où donc est l'issue ? Il faut agrandir les exploitations agricoles, les rendre capables d'accumulation, de reproduction élargie, et transformer ainsi la base agricole de l'économie nationale. Mais comment les agrandir ? Pour cela il existe deux voies. La voie *capitaliste* : agrandir les exploitations agricoles en y établissant le capitalisme, voie conduisant à l'appauvrissement de la paysannerie et au développement des entreprises capitalistes dans l'agriculture. Cette voie, nous la répudions comme incompatible avec l'économie soviétique. Il existe une autre voie, la voie *socialiste* : établir les kolkhoz et les sovkhoz dans l'agriculture, voie conduisant à grouper les petites exploitations paysannes en de grandes exploitations collectives, armées de la technique et de la science, et à évincer de l'agriculture les éléments capitalistes. Nous sommes pour cette deuxième voie.

La question se pose ainsi : ou l'une ou l'autre voie ; ou *en arrière*, vers le capitalisme, ou *en avant* vers le socialisme. Il n'existe et il ne peut exister de troisième voie. La théorie de l'« équilibre » est une tentative de tracer une troisième voie. Et c'est précisément parce qu'elle table sur une troisième voie (inexistante), qu'elle est utopique, autimarxiste.

Ainsi, il suffirait d'opposer la théorie de la reproduction de Marx à la théorie de l'« équilibre » des secteurs, pour qu'il ne restât pas trace de cette dernière théorie.

Pourquoi donc nos marxistes spécialistes de la question agraire ne le font-ils pas ? Qui a besoin que la théorie ridicule de l'« équilibre » ait cours dans notre presse, et que la théorie marxiste de la reproduction reste enfouie dans les tiroirs ?

II

LA THÉORIE DE LA « SPONTANÉITÉ » DANS LA CONSTRUCTION SOCIALISTE

Passons au deuxième préjugé en matière d'économie politique, à la deuxième théorie de type bourgeois. J'entends la théorie de la « spontanéité » dans la construction socialiste, théorie qui n'a rien de commun avec le marxisme, mais que, dans le camp de droite on prêche avec zèle. Les auteurs de cette théorie soutiennent à peu près ce qui suit : Nous avons le capitalisme, l'industrie se développait sur la base capitaliste, et la campagne suivait la ville capitaliste d'elle-même, spontanément, se transformant à l'image et à la ressemblance de la ville capitaliste. Si les choses allaient

ainsi sous le capitalisme, pourquoi ne peut-il pas en être de même dans l'économie soviétique ? Pourquoi la campagne, la petite économie paysanne ne peut-elle pas suivre spontanément la ville socialiste et se transformer d'elle-même à l'image et à la ressemblance de cette dernière ? Les auteurs de cette théorie soutiennent donc que la campagne peut suivre la ville socialiste d'une façon spontanée. D'où la question de savoir s'il vaut la peine que nous nous dépensions à former des sovkhoz et des kolkhoz, que nous romptions des lances à ce sujet, si de toute façon la campagne doit suivre la ville socialiste.

Voilà encore une théorie ayant objectivement pour but de mettre une arme nouvelle entre les mains des éléments capitalistes de la campagne, dans leur lutte contre les kolkhoz. L'essence antimarxiste de cette théorie est absolument incontestable.

N'est-il pas étrange que nos théoriciens n'aient pas encore pris le temps de mettre en pièces cette singulière théorie, qui encrasse le cerveau de nos praticiens des kolkhoz ?

Il est certain que le rôle directeur de la ville socialiste à l'égard de la campagne petite-paysanne, est grand, inappréciable. C'est là-dessus justement que se base le rôle transformateur de l'industrie à l'égard de l'agriculture. Mais ce facteur est-il suffisant pour que la campagne petite-paysanne suive d'elle-même la ville dans la construction socialiste ? Non, il n'est pas suffisant. Sous le capitalisme, la campagne suivait spontanément la ville parce que l'économie capitaliste de la ville et l'économie à petite production marchande du paysan sont, quant au fond, des économies *du même type*. Evidemment, la petite économie paysanne à production marchande, ce n'est pas encore l'économie capitaliste. Mais elle est, quant au fond, du même type que l'économie capitaliste, parce qu'elle repose sur la propriété privée des moyens de production. Lénine a mille fois raison quand, dans ses notes au sujet du livre de Boukharine, *l'Economie de la période de transition*, il parle de la « tendance de la paysannerie à la production marchande capitaliste » opposée à la tendance socialiste du prolétariat¹. C'est ce qui explique que la « petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions » (Lénine). Peut-on dire, par conséquent, que l'économie paysanne à petite production marchande soit, au fond, du même type que la production socialiste de la ville ? Il est évident qu'on ne saurait le dire sans rompre avec le marxisme. Autrement, Lénine n'aurait pas dit que « tant que nous vivons dans un pays de petits paysans, il existe

¹ Souligné par Lénine. *J. St.*

en Russie, pour le capitalisme, une base économique plus solide que pour le communisme ». Par conséquent, la théorie de la spontanéité en matière de construction socialiste est une théorie pourrie, antiléniniste. Par conséquent, pour que la campagne petite-paysanne suive la ville socialiste, il est nécessaire, en plus de tout le reste, d'établir dans les villages, comme base du socialisme, de grandes exploitations socialistes, sovkhoz et kolkhoz, susceptibles d'entraîner, sous la conduite de la ville socialiste, les masses essentielles de la paysannerie.

La chose est claire. La théorie de la « spontanéité » dans la construction socialiste est une théorie antimarxiste. La ville socialiste doit entraîner derrière elle la campagne petite-paysanne, en établissant kolkhoz et sovkhoz à la campagne et en transformant cette dernière selon un mode nouveau, socialiste.

Il est singulier que la théorie antimarxiste de la « spontanéité » dans la construction socialiste ne rencontre pas jusqu'ici la riposte qui s'impose de la part de nos théoriciens de la question agraire.

III

LA THÉORIE DE LA « STABILITÉ » DE LA PETITE ÉCONOMIE PAYSANNE

Passons au troisième préjugé en matière d'économie politique, à la théorie de la « stabilité » de la petite économie paysanne. Tout le monde connaît les objections formulées par l'économie politique bourgeoise contre la fameuse thèse marxiste, relative à l'avantage de la grosse exploitation sur la petite, thèse qui, paraît-il, ne vaut que pour l'industrie, et ne saurait s'appliquer à l'agriculture. Les théoriciens social-démocrates genre David et Hertz, qui prêchent cette théorie, ont tenté de s'« appuyer » sur le fait que le petit paysan est endurant, patient, prêt à subir n'importe quelle privation pour garder son lopin de terre ; que pour cette raison la petite économie paysanne fait preuve de stabilité dans sa lutte contre la grosse exploitation agricole. Il n'est pas difficile de comprendre qu'une telle « stabilité » est pire que toute instabilité. Il n'est pas difficile de comprendre que cette théorie antimarxiste n'a qu'un but : exalter et consolider le régime capitaliste. Et c'est précisément parce qu'elle poursuit ce but, que les marxistes ont pu si facilement battre cette théorie. Mais la question n'est pas là, maintenant. La question est que notre pratique, notre réalité fournit des arguments nouveaux contre cette théorie ; or, nos théoriciens, chose étrange, ne veulent pas ou ne peuvent pas se servir

de cette nouvelle arme contre les ennemis de la classe ouvrière. J'entends : l'abolition de la propriété privée de la terre, la nationalisation de la terre chez nous, pratique qui affranchit le petit paysan de son attachement servile à son lopin de terre et facilite, par là, le passage de la *petite* exploitation paysanne à la *grosse* exploitation collective.

En effet, qu'est-ce qui attachait, attache et continuera d'attacher le petit paysan d'Europe occidentale à sa petite économie marchande ? D'abord et surtout, son lopin de terre, la propriété privée du sol. Il a amassé de l'argent durant des années pour acheter un lopin de terre ; celui-ci une fois acheté, il ne veut évidemment pas s'en séparer, il préfère endurer des privations de toute sorte, vivre comme un sauvage pourvu qu'il garde son lopin de terre, base de son économie individuelle. Peut-on dire que ce facteur, tel quel, continue d'agir chez nous, dans les conditions du régime soviétique ? Non évidemment. Evidemment non, car la propriété privée de la terre n'existe pas chez nous. Et c'est pour cette raison précisément que notre paysan n'a pas cet attachement servile pour la terre, que l'on voit en Occident. Et cette circonstance ne peut pas ne pas faciliter le passage de la petite économie paysanne dans la voie des kolkhoz.

C'est là une des raisons pour lesquelles chez nous, avec la nationalisation de la terre, les *grandes* exploitations à la campagne, les kolkhoz, prouvent si facilement leur *supériorité* sur la *petite* exploitation paysanne.

C'est là la grande portée révolutionnaire des lois agraires soviétiques, qui ont supprimé la rente absolue, aboli la propriété privée de la terre et établi la nationalisation du sol.

Il s'ensuit donc que nous disposons d'un nouvel argument contre les économistes bourgeois, qui proclament la stabilité de la petite exploitation paysanne dans sa lutte contre la grande exploitation.

Pourquoi donc ce nouvel argument n'est-il pas suffisamment utilisé par nos théoriciens de la question agraire, dans leur lutte contre les théories bourgeoises de toute sorte ?

En procédant à la nationalisation de la terre, nous nous sommes basés, entre autres, sur les développements théoriques que l'on trouve dans le tome III du *Capital*, au livre bien connu de Marx sur les *Théories de la plus-value*, et dans les ouvrages agraires de Lénine, ce richissime trésor de la pensée théorique. J'entends la théorie de la rente foncière en général, la théorie de la rente foncière absolue, en particulier. Maintenant, il est clair pour tout le monde que les thèses théoriques de ces ouvrages ont été brillamment confirmées par la pratique de notre édification socialiste, à la ville et à la campagne.

Seulement, on ne comprend pas pourquoi les théories anti-scientifiques d'économistes « soviétiques » du type Tchaïanov, doivent avoir libre cours dans nos publications, tandis que les œuvres géniales de Marx-Engels-Lénine sur la théorie de la rente foncière et de la rente foncière absolue ne doivent pas être popularisées et mises au premier plan, mais rester enfouies dans les tiroirs.

Vous vous souvenez sans doute de la brochure bien connue d'Engels sur la *Question paysanne*. Vous vous rappelez assurément avec quelle circonspection Engels envisage la question de savoir comment amener les petits paysans dans la voie de l'association agricole, de l'économie collective. Permettez-moi de citer ce passage :

Nous sommes résolument du côté du petit paysan ; nous ferons tout le possible pour lui rendre la vie plus supportable, pour lui faciliter le passage à l'association s'il s'y décide ; mais au cas où il ne serait pas encore en état de prendre cette décision, nous nous efforcerons de lui donner *le plus de temps possible* pour qu'il y réfléchisse sur son lopin de terre ¹.

Vous voyez avec quelle circonspection Engels envisage la question de savoir comment amener l'économie paysanne individuelle dans la voie du collectivisme. Comment expliquer cette circonspection, exagérée à première vue, d'Engels ? Sur quoi se basait-il en l'occurrence ? Evidemment, sur la propriété privée du sol, sur le fait que le paysan possède « son lopin » de terre dont il lui sera difficile de se séparer. Telle est la paysannerie en Occident. Telle est la paysannerie des pays capitalistes, où existe la propriété privée du sol. On conçoit qu'une grande circonspection y soit nécessaire. Peut-on dire que la situation soit la même chez nous, en U.R.S.S. ? Non. On ne saurait le dire, parce que nous n'avons pas cette propriété privée du sol qui rive le paysan à son exploitation individuelle. On ne saurait le dire, parce que chez nous la terre est nationalisée, ce qui facilite le passage du paysan individuel dans la voie du collectivisme.

C'est là une des raisons de la facilité et de la rapidité relatives avec lesquelles se développe chez nous, ces derniers temps, le mouvement kolkhozien.

Il est regrettable que nos théoriciens de la question agraire n'aient pas encore essayé de montrer, avec toute la clarté voulue, cette différence entre la situation du paysan chez nous et en Occident. Pourtant un ouvrage de ce genre serait d'une très grande importance non seulement pour nous, militants soviétiques, mais aussi pour les communistes de tous les pays. En effet, pour la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes il n'est pas indifférent de savoir

¹ Souligné par moi. J. St.

s'il faudra, dès les premiers jours de la prise du pouvoir par le prolétariat, édifier le socialisme sur la base de la nationalisation de la terre, ou sans cette base.

Dans mon article récemment paru, « L'année du grand tournant », j'ai développé certains arguments relatifs à la supériorité de la grande exploitation agricole sur la petite ; je parlais des grands sovkhoz. Inutile de démontrer que tous ces arguments sont aussi valables, entièrement et sans réserve pour les kolkhoz, comme grandes unités économiques. Je parle non seulement des kolkhoz développés, pourvus d'une base de machines et de tracteurs, mais aussi des kolkhoz primitifs, représentant pour ainsi dire la période manufacturière de la construction des kolkhoz, et dont la base est formée par le matériel agricole du paysan. Je veux parler de ces kolkhoz primitifs qui se constituent de nos jours dans les régions de collectivisation intégrale, et s'appuient sur la simple mise en commun des instruments de production des paysans. Prenons, par exemple, les kolkhoz du rayon de Khover, dans l'ancienne région du Don. Ces kolkhoz, au point de vue de la technique, ne diffèrent pas, semble-t-il, de la petite économie paysanne (ils ont peu de machines, peu de tracteurs). Et pourtant, la simple mise en commun des instruments paysans, au sein des kolkhoz, a eu un résultat dont nos praticiens n'osaient pas même rêver. Quel a été ce résultat ? C'est que l'adoption du système des kolkhoz a donné une extension de 30, 40 et 50% de la surface ensemencée. Comment expliquer ce résultat « vertigineux » ? C'est que les paysans, impuissants dans les conditions du travail individuel, sont devenus une force prodigieuse, quand ils ont mis en commun leurs instruments et se sont groupés dans les kolkhoz. C'est que les paysans ont pu faire valoir les terres vierges ou abandonnées, qui se laissent difficilement cultiver dans les conditions du travail individuel. C'est que les paysans ont pu prendre en main les terres vierges. C'est qu'il est devenu possible de mettre en valeur les terrains vagues, les parcelles isolées, les lisières des champs, etc., etc.

La culture des terres vierges ou abandonnées a une importance énorme pour notre agriculture. Vous savez que le pivot du mouvement révolutionnaire, dans la Russie d'autrefois, était la question agraire. Vous savez que l'un des objets du mouvement agraire était de remédier à la pénurie de terre. Beaucoup croyaient alors que cette pénurie était absolue, c'est-à-dire qu'il n'y avait plus en U.R.S.S. de terres vacantes, susceptibles d'être cultivées. Or, quelle était la situation de fait ? Aujourd'hui, il est clair pour tous qu'il y avait et qu'il reste encore en U.R.S.S. des dizaines de millions d'hectares de terres vacantes. Mais le paysan était dans l'impossibilité absolue de les travailler avec ses misérables ins-

truments. Et précisément parce qu'il ne pouvait pas travailler les terres vierges ou abandonnées, il recherchait les « terres douces », celles qui appartenaient aux grands propriétaires fonciers, les terres commodes à cultiver avec le matériel paysan, sous le régime du travail individuel. Voilà d'où venait la « pénurie de terre ». Aussi n'est-il pas étonnant que notre Trust des céréales puisse aujourd'hui mettre en valeur une vingtaine de millions d'hectares de terres disponibles, non occupés par les paysans et ne pouvant être cultivés par les méthodes du travail individuel, avec le matériel du petit paysan.

L'importance du mouvement kolkhozien dans toutes ses phases — dans sa phase primitive comme dans sa phase plus évoluée, alors qu'il est pourvu de tracteurs, — c'est que les paysans peuvent aujourd'hui mettre en valeur les terres vierges ou abandonnées. C'est là le secret de l'extension prodigieuse des surfaces ensemencées, lorsque les paysans passent au travail collectif. C'est là une des raisons de la supériorité des kolkhoz sur l'économie paysanne individuelle.

Inutile de dire que la supériorité des kolkhoz sur l'économie paysanne individuelle deviendra encore plus incontestable, lorsque les kolkhoz primitifs, dans les régions de collectivisation intégrale, seront secondés par nos stations et colonnes de machines et de tracteurs ; lorsque les kolkhoz eux-mêmes pourront concentrer dans leurs mains tracteurs et moissonneuses-batteuses.

IV

LA VILLE ET LA CAMPAGNE

Il existe au sujet de ce qu'on appelle les « ciseaux » un préjugé cultivé par les économistes bourgeois, et auquel il faut déclarer une guerre sans merci, comme du reste à toutes les autres théories bourgeoises malheureusement répandues dans la presse soviétique. J'ai en vue la théorie qui prétend que la Révolution d'Octobre a moins donné à la paysannerie que la révolution de Février; que la Révolution d'Octobre n'a, à proprement parler, rien donné à la paysannerie. Ce préjugé, un économiste « soviétique » l'a fait mousser à un moment donné dans notre presse. Il est vrai que cet économiste « soviétique », a, par la suite, renoncé à sa théorie. (*Une voix* : « Qui est-ce ? ») C'est Groman. Mais cette théorie a été reprise par l'opposition trotskiste-zinoviéviste et exploitée contre le Parti. Et il n'y a aucune raison d'affirmer qu'elle n'ait pas cours, aujourd'hui encore, dans les milieux « soviétiques ». C'est là une question

très importante, camarades. Elle touche au problème des rapports entre la ville et la campagne. Elle touche au problème de la suppression du contraste entre la ville et la campagne. Elle touche à un problème d'actualité intense, à celui des « ciseaux ». C'est pourquoi je pense qu'il vaut la peine de s'occuper de cette étrange théorie.

Est-il vrai que les paysans n'aient rien reçu de la Révolution d'Octobre ? Voyons les faits.

J'ai en main le tableau bien connu du statisticien bien connu, le camarade Nemtchinov, tableau reproduit dans mon article « Sur le front du blé ». De ce tableau il ressort qu'avant la Révolution les grands propriétaires fonciers ne « produisaient » pas moins de 600 millions de pouds de grains. C'est donc que les *grands propriétaires fonciers* détenaient à l'époque 600 millions de pouds de blé. Les *koulaks* « produisaient » alors 1.900 millions de pouds de blé. C'était une très grande force dont disposaient les *koulaks* à l'époque. Les paysans *pauvres et moyens* produisaient 2.500 millions de pouds de blé. Tel était le tableau de la situation dans les campagnes d'avant la Révolution d'Octobre.

Quels changements sont intervenus dans les campagnes après Octobre ? J'emprunte les chiffres au même tableau. Prenons par exemple l'année 1927. Combien les *grands propriétaires fonciers* ont-ils produit cette année-là ? Il est clair qu'ils n'ont rien produit et ne pouvaient rien produire, les propriétaires fonciers ayant été supprimés par la Révolution d'Octobre. Vous comprendrez que c'était là un grand soulagement pour la paysannerie, puisqu'elle était affranchie du joug des grands propriétaires fonciers. C'est là évidemment un gain considérable que la paysannerie a reçu de la Révolution d'Octobre. Combien les *koulaks* ont-ils produit en 1927 ? 600 millions de pouds de blé au lieu de 1.900 millions. C'est donc qu'après la Révolution d'Octobre les *koulaks* sont devenus trois fois plus faibles, et même plus faibles encore. Vous comprendrez que cela ne pouvait manquer d'alléger la situation des paysans *pauvres et moyens*. Et combien les paysans *pauvres et moyens* ont-ils produit en 1927 ? 4 milliards de pouds au lieu de 2.500 millions. C'est donc qu'après la Révolution d'Octobre les paysans *pauvres et moyens* produisent 1,5 milliard de pouds de plus qu'avant la Révolution.

Voilà des faits témoignant du gain colossal que les paysans *pauvres et moyens* ont reçu de la Révolution d'Octobre.

Voilà ce que la Révolution d'Octobre a donné aux paysans *pauvres et moyens*.

Comment peut-on affirmer après cela que la Révolution d'Octobre n'a rien donné aux paysans ?

Ce n'est pas tout, camarades. La Révolution d'Octobre a supprimé la propriété privée du sol, elle a supprimé les opérations d'achat et de vente sur la terre, elle a procédé à la nationalisation du sol. Qu'est-ce à dire ? C'est que le paysan, pour produire du blé, n'a nul besoin d'acheter de la terre. Autrefois il amassait l'argent durant des années, ils s'endettaient, se laissait asservir à seule fin d'acheter de la terre. Les frais d'achat pesaient, évidemment, sur le coût de la production du blé. Aujourd'hui cette nécessité ne s'impose plus au paysan. Il peut produire le blé sans acheter de la terre. Cela allège-t-il, oui ou non, le sort du paysan ? Evidemment oui.

Poursuivons. Jusqu'à ces derniers temps le paysan était obligé de gratter la terre avec un vieux matériel, sous le régime du travail individuel. Tout le monde sait que le travail individuel, pourvu de vieux instruments de production, aujourd'hui inutilisables, ne fournit pas au paysan le gain nécessaire pour vivre convenablement, améliorer constamment sa situation matérielle, développer sa culture et s'engager sur la grande route de la construction socialiste. Maintenant que le mouvement kolkhozien a pris un développement intense, les paysans peuvent unir leur travail à celui de leurs voisins, se grouper en kolkhoz, défricher les terres vierges, exploiter les terres abandonnées, recevoir des machines et des tracteurs, et doubler sinon tripler la productivité de leur travail. Qu'est-ce à dire ? C'est que les paysans aujourd'hui ont la possibilité, étant groupés dans les kolkhoz, de produire beaucoup plus qu'auparavant, en dépensant la même somme de travail. Cela signifie, par conséquent, que la production du blé revient à bien meilleur marché que jusqu'à ces derniers temps. Cela signifie enfin que, si les prix sont stabilisés, le paysan peut toucher pour son blé beaucoup plus qu'il n'a touché jusqu'ici.

Comment peut-on affirmer après cela que la paysannerie n'a rien gagné à la Révolution d'Octobre ?

N'est-il pas clair que les gens qui annoncent cette absurdité calomnient manifestement le Parti, le pouvoir des Soviets ?

Mais que résulte-t-il de tout cela ?

Il en résulte que la question des « ciseaux », de la suppression des « ciseaux », doit être posée maintenant d'une façon nouvelle. Il en résulte que, si le mouvement kolkhozien se développe au rythme actuel, les « ciseaux » seront supprimés dans un proche avenir. Il en résulte que la question des rapports entre la ville et la campagne se pose sur un terrain nouveau ; que le contraste entre la ville et la campagne s'effacera à un rythme accéléré.

Cette circonstance, camarades, a une importance très grande pour toute notre édification. Elle transforme la mentalité du paysan et le fait se tourner face à la ville. Elle crée les conditions nécessaires

pour supprimer le contraste entre la ville et la campagne; pour que le mot d'ordre du Parti : « Face à la campagne » soit complété par le mot d'ordre des paysans-kolkhoziens : « Face à la ville ». Et il n'y a là rien d'étonnant, puisque le paysan reçoit aujourd'hui de la ville les machines, les tracteurs, les agronomes, les organisateurs, enfin une aide directe pour combattre et vaincre les koulaks. Le vieux type de paysan, avec sa méfiance farouche de la ville qu'il tenait pour une pillarde, recule à l'arrière-plan. C'est le paysan nouveau qui le remplace, le paysan-kolkhozien, qui regarde la ville avec l'espoir d'en recevoir une aide réelle dans la *production*. Le vieux type de paysan, qui craint de tomber au niveau du paysan pauvre et ne s'élève que furtivement à la situation de koulak (car on peut le priver du droit électoral !), est remplacé par le paysan nouveau, ayant une perspective nouvelle : adhérer au kolkhoz et se tirer de la misère pour s'engager sur la grande route de l'essor économique.

Voilà le tour que prennent les choses, camarades.

Il est d'autant plus fâcheux, camarades, que nos théoriciens de la question agraire n'aient pas pris toutes les mesures nécessaires pour démolir et extirper les théories bourgeoises de toute sorte, tendant à discréditer les conquêtes de la Révolution d'Octobre et le mouvement croissant des kolkhoz.

V

DE LA NATURE DES KOLKHOZ

Les kolkhoz, comme *type* d'économie, sont une des formes de l'économie socialiste. Il ne saurait y avoir aucun doute là-dessus.

Un des orateurs a pris la parole ici pour discréditer les kolkhoz. Il a assuré qu'en tant qu'organisations économiques, les kolkhoz n'avaient rien de commun avec la forme socialiste de l'économie. Je dois déclarer, camarades, qu'une telle caractéristique des kolkhoz est absolument fausse. Il est hors de doute que cette caractéristique n'a rien de commun avec le léninisme.

Qu'est-ce qui détermine le type de l'économie ? Evidemment, ce sont les rapports des hommes dans le processus de production. Par quel autre moyen, en effet, peut-on déterminer le type de l'économie ? Mais existe-t-il dans le kolkhoz une classe d'hommes possesseurs des moyens de production, et une classe d'hommes privés de ces moyens de production ? Existe-t-il dans le kolkhoz une classe d'exploiteurs et une classe d'exploités ? Est-ce que le kolkhoz ne représente pas la collectivisation des principaux instruments de produc-

tion, et cela sur une terre qui appartient à l'Etat ? Quelle raison y a-t-il d'affirmer que les kolkhoz, comme type d'économie, ne représentent pas une des formes de l'économie socialiste ?

Certes, il y a des contradictions dans les kolkhoz. Certes, il s'y manifeste des survivances individualistes et même koulaks, qui n'ont pas encore disparu, mais qui doivent nécessairement disparaître à la longue, au fur et à mesure de l'affermissement des kolkhoz, au fur et à mesure de leur mécanisation. Mais peut-on nier que les kolkhoz pris dans l'ensemble, avec leurs contradictions et leurs défauts, les kolkhoz comme fait économique, représentent au fond une nouvelle voie de développement de la campagne, celle de son développement socialiste, à l'opposé de la voie du développement koulak, capitaliste ? Peut-on nier que les kolkhoz (je parle des kolkhoz, et non des pseudo-kolkhoz) représentent dans nos conditions la base et le foyer de l'édification socialiste à la campagne, formés en des combats acharnés contre les éléments capitalistes ?

N'est-il pas clair que les tentatives faites par certains camarades pour discréditer les kolkhoz et les proclamer forme bourgeoise de l'économie, sont dénuées de tout fondement ?

En 1923 nous n'avions pas encore de mouvement kolkhozien de masse. Dans sa brochure *De la coopération* Lénine avait en vue toutes les formes de coopération, les formes inférieures (coopératives de consommation et de vente) comme les formes supérieures (kolkhoz). Que disait-il alors de la coopération, des entreprises coopératives ? Voici un des passages de la brochure de Lénine :

Dans notre régime actuel les entreprises coopératives se distinguent des entreprises capitalistes privées, comme entreprises collectives, mais elles ne se distinguent pas¹ des entreprises socialistes, si la terre où elles sont bâties et les moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière. (t. XXVII, p. 396, éd. russe.)

Ainsi Lénine envisage les entreprises coopératives non en elles-mêmes, mais en liaison avec notre régime existant, en liaison avec le fait qu'elles fonctionnent sur une terre appartenant à l'Etat, dans un pays où les moyens de production appartiennent à l'Etat, et, les considérant de la sorte, Lénine affirme que les entreprises coopératives ne se distinguent pas des entreprises socialistes.

Voilà ce que Lénine dit des entreprises coopératives, en général.

N'est-il pas clair qu'on peut, avec plus de raison encore, en dire autant des kolkhoz de la période où nous sommes ?

Et c'est ce qui explique, entre autres, que Lénine considère la « simple croissance de la coopération », dans nos conditions, comme « identique à la croissance du socialisme ».

¹ Souligné par moi. J. St.

Vous voyez qu'en discréditant les kolkhoz, l'orateur dont j'ai parlé a commis une erreur très grave contre le léninisme.

De cette erreur découle son autre erreur : au sujet de la lutte de classes dans les kolkhoz. L'orateur a fait une peinture si vive de la lutte de classes dans les kolkhoz, qu'on pourrait croire que cette lutte *ne se distingue pas* de celle qui se livre en dehors des kolkhoz. Bien plus, on pourrait croire qu'elle y devient encore plus acharnée. D'ailleurs, l'orateur mentionné n'est pas seul à pécher dans cette question. Le bavardage sur la lutte de classes, les glapissements et piailleries sur la lutte de classes dans les kolkhoz, constituent maintenant le trait caractéristique de tous nos braillards de « gauche ». Mais le plus comique dans ces piailleries, c'est que les piailleurs « voient » la lutte de classes là où elle n'existe pas ou presque pas et ne la voient pas là où elle existe, où elle déferle.

Y a-t-il des éléments de lutte de classes dans les kolkhoz ? Oui. Il ne peut pas ne pas y en avoir, si des survivances de la mentalité individualiste, voire koulak, y subsistent encore ; s'il y subsiste une certaine inégalité. Peut-on dire que la lutte de classes dans les kolkhoz soit identique à la lutte de classes en dehors des kolkhoz ? Non, on ne saurait le dire. L'erreur de nos phraseurs de « gauche » est précisément de ne pas voir cette différence. Que signifie la lutte de classes *en dehors* des kolkhoz, *avant* la formation des kolkhoz ? Cela signifie la lutte contre le koulak qui *possède* les instruments et moyens de production, et *asservit* les paysans pauvres à l'aide de ces instruments et moyens de production. Cette lutte est une lutte à mort. Et que signifie la lutte de classes *sur la base* des kolkhoz ? Cela signifie d'abord que le koulak est battu et privé des instruments et moyens de production. Cela signifie en second lieu que les paysans pauvres et moyens sont unis dans les kolkhoz sur la base de la collectivisation des principaux instruments et moyens de production. Cela signifie, enfin, qu'il s'agit d'une lutte entre membres de kolkhoz, dont les uns ne se sont pas encore libérés des survivances individualistes et koulaks, et cherchent à tirer avantage d'une certaine inégalité dans les kolkhoz, tandis que les autres veulent en chasser ces survivances et cette inégalité. N'est-il pas clair que seuls des aveugles peuvent ne pas voir la différence entre la lutte de classes sur la base des kolkhoz et la lutte de classes en dehors des kolkhoz ?

Ce serait une erreur de croire que s'il y a kolkhoz, il y a tout ce qui est nécessaire pour la construction du socialisme. Ce serait une erreur encore plus grande de croire que les membres des kolkhoz soient déjà devenus des socialistes. Non, il faudra encore travailler beaucoup pour refaire le paysan-kolkhozien, pour corriger sa mentalité individualiste et en faire un vrai travailleur de la société

socialiste. Et l'on y arrivera d'autant plus vite que les kolkhoz seront plus vite pourvus de machines et de tracteurs. Mais cela ne diminue en rien l'importance considérable des kolkhoz comme levier de la transformation socialiste des campagnes. La grande importance des kolkhoz, c'est précisément qu'ils sont une base essentielle pour l'emploi des machines et des tracteurs dans l'agriculture, qu'ils sont la base essentielle pour la refonte du paysan, pour la transformation de sa mentalité dans le sens du socialisme prolétarien. Lénine avait raison quand il disait :

La transformation du petit cultivateur, de toute sa mentalité et de ses habitudes est une chose qui réclame des générations entières. Résoudre cette question à l'égard du petit cultivateur, assainir pour ainsi dire toute sa mentalité, seules peuvent le faire une base matérielle, la technique, l'emploi — sur une vaste échelle — de tracteurs et de machines dans l'agriculture, l'électrification réalisée dans de vastes proportions. (* Rapport sur l'impôt en nature au X^e congrès du P. C. (b) R. » , t. XXVI, p. 239, éd. russe.)

Peut-on nier que les kolkhoz soient précisément la forme d'économie socialiste qui, seule, peut permettre à des millions de petits paysans d'accéder aux machines et aux tracteurs, leviers de l'essor économique, leviers du développement socialiste de l'agriculture ?

Tout cela nos phraseurs de « gauche » l'ont oublié.

Notre orateur l'a oublié de même.

VI

LES CHANGEMENTS DANS LES RAPPORTS DE CLASSES ET LE TOURNANT OPÉRÉ DANS LA POLITIQUE DU PARTI

Enfin, en ce qui concerne les changements intervenus dans les rapports de classes et l'offensive du socialisme contre les éléments capitalistes de la campagne.

Notre travail, au cours de la dernière année, a ceci de caractéristique que, comme Parti, comme pouvoir des Soviets, a) nous avons déployé l'offensive sur tout le front contre les éléments capitalistes de la campagne, et que b) cette offensive a donné et donne encore, on le sait, des résultats *positifs*, très tangibles.

Qu'est-ce à dire ? C'est que de la politique de *limitation* des tendances exploiteuses du koulak nous avons passé à la politique de *liquidation* du koulak comme classe. C'est que nous avons opéré et continuons d'opérer un tournant décisif dans toute notre politique.

Jusqu'à ces derniers temps, le Parti s'en est tenu à la *limitation* des tendances exploiteuses du koulak. Cette politique, on le sait,

avait été proclamée dès le VIII^e congrès. Cette même politique fut affirmée à nouveau, lors de l'institution de la Nep, ainsi qu'au XI^e congrès de notre Parti. Tout le monde se souvient de la lettre adressée par Lénine à Préobrajenski (1922), dans laquelle il revenait à la nécessité de pratiquer justement une telle politique. Celle-ci fut enfin confirmée par le XV^e congrès de notre Parti. Et c'est cette politique que nous avons pratiquée jusqu'à ces derniers temps.

Était-elle juste, cette politique ? Oui, elle l'était incontestablement. Pouvions-nous, il y a quelque cinq ou trois ans, entreprendre cette offensive contre le koulak ? Pouvions-nous alors escompter le succès d'une telle offensive ? Non. C'eût été verser dans le plus dangereux esprit d'aventure. C'eût été jouer le plus dangereusement à l'offensive. Car ici nous nous serions enfoncés à coup sûr et, ce faisant, nous aurions affermi les positions du koulak. Pourquoi ? Parce que nous n'avions pas encore dans les campagnes ces points d'appui que sont les nombreux sovkhos et kolkhoz, sur lesquels nous eussions pu nous baser pour engager une offensive résolue contre le koulak. Parce que nous n'avions pas à ce moment la possibilité de *remplacer* la production capitaliste du koulak par la production socialiste des kolkhoz et des sovkhos.

En 1926-1927, l'opposition zinoviéviste-trotskiste s'efforçait d'imposer au Parti une politique d'offensive immédiate contre le koulak. Le Parti ne s'est pas jeté dans cette dangereuse aventure, sachant que les gens sérieux ne peuvent se permettre de jouer à l'offensive. L'offensive contre le koulak est chose sérieuse. Il ne faudrait pas la confondre avec les déclamations contre le koulak. Il ne faudrait pas non plus la confondre avec la politique de coups d'ongle contre le koulak, que l'opposition zinoviéviste-trotskiste s'efforçait d'imposer au Parti. Mener l'offensive contre le koulak, c'est le briser et le liquider comme classe. En dehors de ces buts, l'offensive n'est que déclamation, coups d'ongle, vain bavardage, tout ce qu'on voudra, sauf une véritable offensive bolchévique. Mener l'offensive contre le koulak, c'est se préparer à l'action et frapper le koulak, mais frapper de façon qu'il ne puisse plus se remettre sur ses pieds. C'est ce que nous appelons, nous bolohéviks, une véritable offensive. Pouvions-nous, il y a quelque cinq ou trois ans, entreprendre une telle offensive et escompter le succès ? Non, nous ne le pouvions pas.

En effet, le koulak produisait en 1927 plus de 600 millions de pouds de blé, et, sur ce total, il en livrait environ 130 millions au marché, en dehors de ce qui était vendu à la campagne même. Force assez sérieuse, dont il était impossible de ne pas tenir compte. Et combien produisaient alors nos kolkhoz et sovkhos ? Environ 80 millions de pouds, dont près de 35 millions étaient jetés sur le

marché (blé marchand). Jugez vous-mêmes si nous pouvions alors *remplacer* la production et le blé marchand du koulak par la production et le blé marchand des kolkhoz et sovkhoz ? Il est clair que nous ne le pouvions pas. Que signifie dans ces conditions entreprendre une offensive résolue contre le koulak ? C'est s'enfermer à coup sûr, renforcer les positions des koulaks et rester sans blé. Voilà pourquoi nous ne pouvions ni ne devons entreprendre à ce moment l'offensive contre le koulak, en dépit des déclamations des aventuriers de l'opposition zinoviéviste-trotskiste.

Et maintenant ? Où en sont les choses ? Maintenant, nous avons une base matérielle suffisante pour frapper le koulak, briser sa résistance, le liquider comme classe et *remplacer* sa production par celle des kolkhoz et des sovkhoz. On sait qu'en 1929 la production de blé dans les kolkhoz et les sovkhoz n'a pas été inférieure à 400 millions de pouds (soit 200 millions de pouds de moins que la production globale de l'économie koulak en 1927). On sait ensuite qu'en 1929 les kolkhoz et les sovkhoz ont fourni plus de 130 millions de pouds de blé marchand (c'est-à-dire plus que le koulak n'en avait fourni en 1927). On sait enfin qu'en 1930 la production globale des kolkhoz et des sovkhoz ne sera pas inférieure à 900 millions de pouds (c'est-à-dire qu'elle dépassera la production globale du koulak en 1927), et la quantité de blé qu'ils livreront sur le marché atteindra au moins 400 millions de pouds (c'est-à-dire infiniment plus que n'en avait livré le koulak en 1927).

Voilà, camarades, où en sont les choses aujourd'hui.

Voilà le changement qui s'est fait dans l'économie du pays.

Voilà le changement qui s'est opéré, ces derniers temps, dans le rapport des forces de classes.

Nous disposons maintenant, comme vous le voyez, d'une base matérielle pour *remplacer* la production du koulak par celle des kolkhoz et des sovkhoz. Voilà pourquoi notre offensive contre le koulak se poursuit maintenant avec un succès indéniable. Voilà comment il faut marcher contre le koulak, si l'on veut vraiment marcher contre lui et non pas se borner à de stériles déclamations contre les koulaks.

Voilà pourquoi, ces derniers temps, nous avons passé de la politique de *limitation* des tendances exploiteuses du koulak à la politique de *liquidation* du koulak comme classe.

Et comment faire avec la politique de dépossession du koulak ? La politique de dépossession du koulak est-elle admissible dans les régions de collectivisation intégrale ? demande-t-on de différents côtés. Question ridicule ! On ne pouvait admettre la dépossession du koulak aussi longtemps que nous nous en tenions au point de vue de la limitation des tendances exploiteuses du koulak, aussi

longtemps que nous ne pouvions passer résolument à l'offensive contre les koulaks, aussi longtemps que nous ne pouvions remplacer la production des koulaks par celle des kolkhoz et des sovkhoz. Alors, la politique qui n'admettait pas la dépossession du koulak était nécessaire et juste. Et maintenant ? Maintenant c'est une autre affaire. Nous avons la possibilité d'engager aujourd'hui une offensive résolue contre le koulak, de briser sa résistance, de le liquider comme classe et de remplacer sa production par celle des kolkhoz et des sovkhoz. Maintenant, la dépossession du koulak est faite par les masses mêmes de paysans pauvres et moyens, qui réalisent la collectivisation intégrale. Maintenant, la dépossession du koulak dans les régions de collectivisation intégrale n'est plus une simple mesure administrative. La dépossession du koulak y est partie constitutive de la formation et du développement des kolkhoz. Voilà pourquoi il est ridicule et peu sérieux de s'étendre aujourd'hui sur la dépossession du koulak. Une fois la tête tranchée, on ne pleure pas après les cheveux.

Non moins ridicule paraît cette autre question : Peut-on admettre le koulak dans le kolkhoz ? Non, évidemment. On ne le peut pas, car il est ennemi juré du mouvement kolkhozien. C'est clair, je pense.

VII

CONCLUSIONS

Voilà, camarades, six questions capitales auxquelles nos marxistes spécialistes de la question agraire ne sauraient passer outre dans leur travail théorique.

L'importance de ces questions, c'est d'abord que leur étude marxiste permet d'extirper les théories bourgeoises de toute sorte qui, parfois, à notre honte, sont propagées par nos camarades communistes, et qui encrassent le cerveau de nos praticiens. Or, il y a longtemps qu'on aurait dû extirper ces théories et les rejeter loin de nous. Car ce n'est qu'en livrant une lutte sans merci à ces théories, que peut grandir et se fortifier la pensée théorique des marxistes spécialistes de la question agraire.

L'importance de ces questions, enfin, c'est qu'elles font apparaître sous un nouvel aspect les vieux problèmes de l'économie en période de transition.

Maintenant la question de la Nep, des classes, des kolkhoz, de l'économie en période de transition, se pose d'une manière nouvelle. Il faut dénoncer l'erreur de ceux qui conçoivent la Nep comme un recul et seulement comme un recul. En réalité, lors même de l'in-

stitution de la Nep, Lénine disait que celle-ci n'était pas simplement un recul, qu'elle préparait en même temps une nouvelle offensive résolue contre les éléments capitalistes de la ville et des campagnes. Il faut dénoncer l'erreur de ceux qui croient que la Nep est nécessaire simplement pour assurer la liaison entre la ville et les campagnes. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas une liaison quelconque entre la ville et les campagnes ; c'est une liaison assurant la victoire du socialisme. Et si nous nous en tenons à la Nep, c'est parce qu'elle sert la cause du socialisme. Dès qu'elle cessera de servir la cause du socialisme, nous la rejetterons au diable. Lénine disait que la Nep était instituée pour de bon et pour longtemps. Mais il n'a jamais dit qu'elle était instituée pour toujours.

Il faut également envisager la popularisation de la théorie marxiste de la reproduction. Il faut étudier les questions relatives à l'établissement d'un schéma de balance de notre économie nationale. Ce que la Direction centrale de la statistique a publié en 1926 comme balance de l'économie nationale, n'en est pas une ; c'est une jonglerie de chiffres. La façon dont Bazarov et Groman traitent les problèmes de la balance de l'économie nationale ne convient pas non plus. Ce sont les marxistes révolutionnaires qui doivent élaborer un schéma de balance de l'économie nationale de l'U.R.S.S., si tant est qu'ils veuillent étudier les problèmes de l'économie de la période de transition.

Il serait bon que nos économistes marxistes confient à un groupe spécial l'étude des problèmes de l'économie de la période de transition, tels qu'ils se posent de nos jours.

DE LA POLITIQUE DE LIQUIDATION DES KOULAKS COMME CLASSE

Dans le n° 16 de la *Krasnaïa Zvezda*, l'article intitulé « La liquidation des koulaks comme classe », et qui, au fond, est très juste, contient deux formules inexactes. Il me paraît nécessaire de corriger ces inexactitudes.

1. Il est dit dans l'article :

Dans la période de rétablissement, nous avons pratiqué une politique de limitation des éléments capitalistes de la ville et de la campagne. Avec le début de la période de reconstruction, nous avons passé de la politique de limitation à la politique de leur éviction.

Cette thèse est fautive. La politique de limitation des éléments capitalistes et la politique de leur éviction ne sont pas deux politiques différentes. C'est une seule et même politique. L'éviction des éléments capitalistes de la campagne est le résultat inévitable et une partie *intégrante* de la politique de limitation des éléments capitalistes, de la politique de limitation des tendances exploiteuses des koulaks. L'éviction des *éléments* capitalistes de la campagne ne signifie pas encore l'éviction des koulaks comme *classe*. Evincer les éléments capitalistes de la campagne, c'est évincer et vaincre *certaines détachements* de la classe des koulaks, qui n'ont pu résister à la pression fiscale, qui n'ont pu résister au système de mesures restrictives du pouvoir des Soviets. On conçoit que la politique de limitation des tendances exploiteuses de la classe des koulaks, la politique de limitation des éléments capitalistes de la campagne, ne peut manquer d'aboutir à l'éviction de certains détachements de la classe des koulaks. Aussi l'éviction de certains détachements de la classe des koulaks ne peut-elle être considérée autrement que comme résultat inévitable et partie intégrante de la politique de limitation des éléments capitalistes à la campagne.

Cette politique fut pratiquée chez nous, non seulement dans la période de rétablissement, mais aussi dans la période de reconstruction, mais aussi dans la période qui suivit le XV^e congrès (décembre 1927), mais aussi dans la période de la XVI^e conférence de notre Parti (avril 1929), de même qu'après cette conférence jusqu'à l'été de 1929, lorsque s'ouvrit chez nous la période de collectivisation intégrale, lorsque s'opéra le *tournant* vers la politique de *liquidation* des koulaks comme *classe*.

Si l'on examine les documents les plus importants du Parti, à commencer, par exemple, par le XIV^e congrès, décembre 1925 (voir la résolution sur le rapport du Comité central), et en finissant par la XVI^e conférence, avril 1929 (voir la résolution « Les voies du relèvement de l'agriculture »), force est de constater que la thèse sur la « limitation des tendances exploiteuses des koulaks » ou sur la « limitation de la croissance du capitalisme à la campagne », va toujours *de pair* avec la thèse de l'« éviction des éléments capitalistes de la campagne », de la « victoire sur les éléments capitalistes de la campagne ».

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que le Parti *ne sépare pas* l'éviction des éléments capitalistes de la campagne d'avec la politique de limitation des tendances exploiteuses des koulaks, d'avec la politique de limitation des éléments capitalistes de la campagne.

Le XV^e congrès du Parti, ainsi que la XVI^e conférence, se place entièrement sur la base de la politique de « limitation des tendances exploiteuses de la bourgeoisie rurale » (résolution du XV^e congrès « Sur le travail à la campagne ») ; sur la base de la politique d'« adoption de nouvelles mesures limitant le développement du capitalisme à la campagne » (*ibidem*) ; sur la base de la politique de « limitation résolue des tendances exploiteuses du koulak » (voir la résolution du XV^e congrès à propos du plan quinquennal) ; sur la base de la politique d'« offensive contre le koulak », dans le sens du « passage à une limitation ultérieure, plus systématique et plus énergique du koulak, ainsi que de l'employeur et du commerçant » (*ibidem*) ; sur la base d'une politique d'« éviction économique encore plus résolue » des « éléments de l'économie capitaliste privée » à la ville et à la campagne (voir la résolution du XV^e congrès sur le rapport du Comité central).

Ainsi donc : a) l'auteur de l'article mentionné a tort de représenter la politique de limitation des éléments capitalistes et la politique de leur éviction, comme deux politiques différentes. Les faits attestent que nous avons affaire, ici, à une seule politique générale de limitation du capitalisme, politique dont la partie intégrante, dont le résultat est l'éviction de certains détachements de la classe des koulaks.

Ainsi donc : b) l'auteur de l'article mentionné a tort quand il affirme que l'éviction des éléments capitalistes de la campagne n'a commencé que dans la période de reconstruction, dans la période du XV^e congrès. En réalité, l'éviction a eu lieu avant le XV^e congrès, dans la période de rétablissement, et après le XV^e congrès, dans la période de reconstruction. A l'époque du XV^e congrès, la politique de limitation des tendances exploiteuses des koulaks fut seulement renforcée par de nouvelles mesures complémentaires, ce qui devait

aussi accentuer l'éviction de certains détachements de la classe des koulaks.

2. Il est dit dans l'article :

La politique de liquidation des koulaks comme classe découle entièrement de la politique d'éviction des éléments capitalistes, dont elle est la continuation dans la nouvelle étape.

Cette thèse est imprécise et, partant, fautive. Il est évident que la politique de liquidation des koulaks comme classe n'est pas tombée du ciel. Elle fut préparée par toute la période antérieure de limitation, et donc d'éviction des éléments capitalistes de la campagne. Mais cela ne veut pas encore dire qu'elle ne diffère pas *radicalement* de la politique de limitation (et d'éviction) des éléments capitalistes de la campagne ; qu'elle soit, comme on le prétend, la *continuation* de la politique de limitation. Parler comme le fait notre auteur, c'est nier l'existence d'un *tournant* dans le développement de la campagne depuis l'été de 1929. Parler ainsi, c'est nier que nous ayons opéré, durant cette période, un *tournant* dans la politique de notre Parti à la campagne. Parler ainsi, c'est créer en quelque sorte un abri idéologique pour les éléments de droite de notre Parti, qui maintenant se cramponnent aux résolutions du XV^e congrès pour s'opposer à la *nouvelle* politique du Parti, de même qu'en son temps Froumkin se cramponnait aux résolutions du XIV^e congrès pour s'opposer à la politique d'établissement des kolkhoz et des sovkhoz.

De quel point de vue est parti le XV^e congrès en proclamant l'accentuation de la politique de limitation (et d'éviction) des éléments capitalistes de la campagne ? Du point de vue que, en dépit de cette limitation des koulaks, les koulaks comme *classe devaient* cependant *subsister* jusqu'à un certain temps. *C'est en se basant là-dessus* que le XV^e congrès a laissé en vigueur la loi sur l'affermage de la terre, quoique sachant fort bien que les fermiers sont, dans leur grande masse, des koulaks. *C'est en se basant là-dessus* que le XV^e congrès a laissé en vigueur la loi sur l'embauche de la main-d'œuvre à la campagne, en exigeant sa stricte application dans la pratique. *C'est en se basant là-dessus* que la dépossession des koulaks fut une fois de plus proclamée inadmissible. Ces lois et ces décisions contredisent-elles la politique de *limitation* (et d'éviction) des éléments capitalistes de la campagne ? *Non*, certes. Ces lois et ces décisions contredisent-elles la politique de *liquidation* des koulaks comme classe ? Incontestablement *oui* ! Il faudra donc maintenant mettre de côté ces lois et ces décisions dans les régions de collectivisation intégrale, dont la sphère d'extension grandit non pas chaque jour, mais à chaque heure. Au reste, elles ont déjà été mises de côté par la marche même du mouvement kolkhozien dans les régions de collectivisation intégrale.

Peut-on affirmer après cela que la politique de liquidation des koulaks comme classe soit la *continuation* de la politique de limitation (et d'éviction) des éléments capitalistes de la campagne ? Il est évident que non.

L'auteur de l'article mentionné oublie que l'on ne peut évincer la classe des koulaks comme classe, par des mesures de restriction fiscale et toutes autres, en *laissant* aux mains de cette classe les instruments de production et le droit de libre jouissance de la terre, et en *conservant* dans notre pratique la loi sur l'embauche d'ouvriers salariés à la campagne, la loi sur l'affermage, sur l'interdiction de déposséder les koulaks. L'auteur oublie qu'avec la politique de limitation des tendances exploiteuses des koulaks, on ne peut compter évincer que des détachements isolés de la classe des koulaks, ce qui ne contredit pas, mais au contraire présuppose la *conservation* des koulaks comme classe, jusqu'à un certain temps. Pour évincer les koulaks comme classe, la politique de limitation et d'éviction de détachements isolés ne suffit pas. Pour évincer les koulaks comme classe, il faut *briser* la résistance de cette classe dans une lutte ouverte et la *priver* de ses moyens de production assurant son existence et son développement (libre jouissance de la terre, instruments de production, affermage, droit d'embauche, etc). C'est bien là un *tournant* vers la politique de liquidation des koulaks comme classe. Sans cela, les discours tenus sur l'éviction des koulaks comme classe ne sont que *vain bavardage*, agréable et avantageux aux seuls fauteurs de la déviation de droite. Sans cela, aucune collectivisation sérieuse, et encore moins une collectivisation intégrale de la campagne, n'est concevable. C'est ce qu'ont bien compris les paysans pauvres et moyens de nos campagnes, qui foncent sur les koulaks et procèdent à la collectivisation intégrale. Et c'est ce que ne comprennent pas encore, apparemment, certains de nos camarades.

Ainsi, la politique actuelle du Parti, à la campagne, n'est pas la *continuation* de l'ancienne politique, mais un *tournant* de l'ancienne politique de *limitation* (et d'éviction) des éléments capitalistes de la campagne, vers la nouvelle politique de *liquidation* des koulaks comme classe.

Krasnaïa Zvezda, n° 18,
21 janvier 1930.

LE VERTIGE DU SUCCES

QUESTIONS DU MOUVEMENT DE COLLECTIVISATION AGRICOLE

Tout le monde parle à présent des succès du pouvoir des Soviets en ce qui concerne le mouvement de collectivisation agricole. Il n'est pas jusqu'aux ennemis qui ne soient contraints de reconnaître que de sérieux succès ont été remportés. Et ces succès sont réellement grands.

C'est un fait qu'au 20 février de cette année, 50% des exploitations paysannes étaient déjà collectivisées dans l'U.R.S.S. C'est dire qu'au 20 février 1930 nous avons *dépassé* de plus du double le plan quinquennal.

C'est un fait qu'au 28 février de cette année les kolkhoz ont déjà versé plus de 36 millions de quintaux de semences pour les semailles de printemps, soit plus de 90% du plan, soit 220 millions de pouds environ. Force est de reconnaître que 220 millions de pouds de semences ramassés rien que dans les kolkhoz, constituent — après la réussite du plan de stockage du blé — un succès prodigieux.

Qu'attestent tous ces faits ?

Que l'on peut déjà considérer comme assuré le tournant radical des campagnes vers le socialisme.

Il n'est point besoin de démontrer que ces succès sont de la plus haute importance pour les destinées de notre pays, pour l'ensemble de la classe ouvrière, comme force dirigeante de notre pays, enfin pour le Parti lui-même. Sans parler des résultats pratiques immédiats, ces succès, dis-je, ont une importance énorme pour la vie intérieure du Parti lui-même, pour l'éducation de notre Parti. Ils donnent à notre Parti l'assurance et la foi en ses forces. Ils arment la classe ouvrière de la foi en la victoire de notre cause. Ils acheminent vers notre Parti de nouvelles réserves fortes de millions d'hommes.

D'où la tâche du Parti : *consolider* les succès obtenus et les *utiliser* méthodiquement pour continuer notre avance.

Mais les succès ont aussi leurs ombres, surtout lorsqu'ils sont obtenus avec une « facilité » relative, pour ainsi dire « inopinément ». De tels succès inoculent parfois l'esprit de présomption et de fatuité : « Nous pouvons tout ! », « Il ne nous en coûte rien ! » Ces succès, dis-je, enivrent souvent les gens, leur donnent le vertige, leur font perdre le sens de la mesure, leur font perdre la capacité de comprendre la réalité ; la tendance se manifeste chez eux à suresti-

mer leurs forces et à sous-estimer celles de l'adversaire ; des tentatives aventureuses sont faites pour résoudre « en deux temps » tous les problèmes de la construction socialiste. On ne se soucie plus de *fixer* les succès obtenus et de les *utiliser* méthodiquement, afin de continuer notre avance. A quoi bon fixer les succès obtenus, puisque nous saurons quand même arriver « en deux temps » à la victoire complète du socialisme : « Nous pouvons tout ! », « Il ne nous en coûte rien ! »

D'où la tâche du Parti : engager une lutte résolue contre ces tendances dangereuses et nuisibles à la cause, et les chasser hors du Parti.

On ne peut pas dire que ces tendances dangereuses et nuisibles à la cause aient eu une diffusion tant soit peu large dans les rangs de notre Parti. Mais ces tendances, dis-je, n'en existent pas moins dans notre Parti, et il n'y a pas de raison pour affirmer qu'elles ne s'accroîtront pas. Et si ces tendances reçoivent droit de cité chez nous, il est hors de doute que le mouvement de collectivisation sera notablement affaibli, et que le danger de voir échouer ce mouvement peut devenir une réalité.

D'où la tâche de notre presse : démasquer systématiquement ces tendances antiléoninistes et autres analogues.

Quelques faits.

1. Les succès de notre politique de collectivisation agricole s'expliquent, entre autres, par le fait que cette politique s'appuie sur le *principe de libre adhésion* au mouvement kolkhozien et sur la *prise en considération des conditions diverses* dans les différentes régions de l'U.R.S.S. On ne peut implanter de force les kolkhoz. Ce serait stupide et réactionnaire. Le mouvement kolkhozien doit bénéficier du soutien actif des masses paysannes essentielles. On ne peut transposer mécaniquement les formes de construction kolkhoziennes des régions évoluées dans les régions qui ne le sont pas. Ce serait stupide et réactionnaire. Une telle « politique » compromettrait d'un seul coup l'idée de la collectivisation. En déterminant le rythme et les méthodes de construction des kolkhoz, il faut tenir un compte exact de la diversité des conditions dans les différentes régions de l'U.R.S.S.

Dans le mouvement de collectivisation agricole, les régions productrices de céréales marchent en tête de toutes les autres régions. Pourquoi ? Parce que, d'abord, c'est dans ces régions que nous avons le plus grand nombre de sovkhoz et de kolkhoz déjà solides, grâce auxquels les paysans ont pu se convaincre de la force et de l'importance de la nouvelle technique, de la force et de l'importance de l'organisation nouvelle, collective, de l'économie. Parce que, en second lieu, ces régions ont derrière elles l'expérience de deux années de lutte contre les koulaks, pendant les campagnes de stockage du blé, ce qui ne pouvait manquer de faciliter le mouvement de collectivisation. Parce que, enfin, ces régions ont été, ces dernières années, le plus

abondamment pourvues en excellents cadres venus des centres industriels.

Peut-on dire que ces conditions particulièrement favorables existent aussi dans les autres régions, par exemple dans les régions consommatrices telles que nos régions du Nord, ou dans celles des nationalités encore retardataires, comme le Turkestan par exemple ?

Non, on ne peut pas le dire.

Il est clair que la prise en considération des conditions diverses dans les différentes régions de l'U.R.S.S., ajoutée au principe de la libre adhésion, est une des prémisses les plus sérieuses d'un vigoureux mouvement kolkhozien.

Or, que se produit-il parfois chez nous ? Peut-on dire que le principe de la libre adhésion et de la prise en considération des particularités locales ne soit pas violé dans certaines régions ? Non, malheureusement, on ne peut pas le dire. On sait, par exemple, que dans une série de régions septentrionales de la zone consommatrice, où les conditions favorables à l'organisation immédiate de kolkhoz sont relativement moins nombreuses que dans les régions à blé, on cherche bien souvent à *substituer* au travail préparatoire d'organisation des kolkhoz, la proclamation du mouvement kolkhozien à coups de décrets bureaucratiques, de résolutions paperassières sur la croissance des kolkhoz, l'organisation de kolkhoz fictifs, qui n'existent pas encore en réalité, mais sur l'« existence » desquels on possède une foule de résolutions fanfaronnes. Ou bien prenons telles régions du Turkestan où les conditions favorables à l'organisation immédiate des kolkhoz sont encore moins nombreuses que dans les régions septentrionales de la zone consommatrice. On sait que dans une série de régions du Turkestan, des tentatives ont déjà été faites pour « rejoindre et dépasser » les régions avancées de l'U.R.S.S., en menaçant de faire intervenir la force armée, en menaçant de priver d'eau d'irrigation et de produits manufacturés les paysans qui, pour l'instant, ne veulent pas entrer au kolkhoz.

Que peut-il y avoir de commun entre cette « politique » du sous-off Prichibéev¹ et la politique du Parti, qui s'appuie sur la libre adhésion et la prise en considération des particularités locales en construisant les kolkhoz ? Il est clair qu'il n'y a et qu'il ne peut y avoir rien de commun entre elles.

À qui profitent ces déformations, cette proclamation à coups de décrets bureaucratiques du mouvement kolkhozien, ces menaces indignes contre les paysans ? À personne, si ce n'est à nos ennemis !

¹ Le sous-off Prichibéev, type du soudard qui, sans en être chargé, prétend veiller à l'ordre et aux mœurs. Personnage d'un récit homonyme de A. Tchekhov. (N. des Trad.)

A quoi peuvent-elles aboutir, ces déformations ? A renforcer nos ennemis et à discréditer l'idée du mouvement de collectivisation.

N'est-il pas clair que les auteurs de ces déformations, qui se croient des hommes de « gauche », portent en réalité l'eau au moulin de l'opportunisme de droite ?

2. Un des plus grands mérites de la stratégie politique de notre Parti consiste en ceci : il sait à chaque moment donné choisir le *maillon principal* du mouvement et s'en saisir pour tirer ensuite toute la chaîne vers un seul but commun, afin de résoudre le problème. Peut-on dire que dans le système de construction des kolkhoz, le Parti ait déjà choisi le maillon principal du mouvement kolkhozien ? Oui, on peut et on doit le dire.

Quel est-il, ce maillon principal ?

Peut-être est-ce l'*association pour le travail en commun de la terre* ? Non pas. Les associations pour le travail en commun de la terre, où les moyens de production ne sont pas encore collectivisés, représentent une étape déjà franchie du mouvement kolkhozien.

Peut-être est-ce la *commune agricole* ? Non pas. Les communes, pour l'instant, sont encore un fait isolé dans le mouvement kolkhozien. Les conditions ne sont pas encore mûres pour l'établissement de communes agricoles, comme forme *prédominante*, où est collectivisée non seulement toute la production, mais aussi la répartition.

Le maillon principal du mouvement kolkhozien, sa forme *prédominante*, à cette heure, et dont il faut se saisir maintenant, c'est l'*artel agricole*.

Dans l'*artel agricole* sont collectivisés les principaux moyens de production, notamment ceux qui servent à la culture des céréales : le travail, la jouissance du sol, les machines et autre matériel, les bêtes de trait, les dépendances. *N'y sont pas collectivisés* les terres attenant aux fermes (petits potagers, jardinets), les habitations, une partie du bétail laitier, le menu bétail, la volaille, etc. L'*artel* est le *maillon principal du mouvement kolkhozien* parce qu'elle est la forme la plus rationnelle, permettant de résoudre le problème des céréales. Or, le problème des céréales est le *maillon principal dans tout le système de l'agriculture*, parce que sans l'avoir résolu il est impossible de résoudre ni le problème de l'élevage (gros et petit bétail), ni le problème des cultures industrielles et spéciales qui fournissent les principales matières premières à l'industrie. Voilà pourquoi l'*artel agricole* est actuellement le principal maillon dans le système du mouvement kolkhozien.

C'est là-dessus que se base le « statut-type » des kolkhoz, dont le texte définitif est publié aujourd'hui ¹.

¹ *Pravda*, 2 mars 1930.

C'est là-dessus également que doivent se baser nos travailleurs du Parti et des administrations soviétiques. Un de leurs devoirs est d'étudier ce statut quant au fond, et de l'appliquer jusqu'au bout. Tel est actuellement le point de vue du Parti.

Peut-on dire que ce point de vue du Parti soit appliqué sans dérogations ni déformations ? Non, malheureusement. On sait que dans une série de régions de l'U.R.S.S., où la lutte pour l'existence des kolkhoz est loin d'être terminée, et où les artels ne sont pas encore consolidés, des tentatives sont faites pour sauter hors du cadre des artels et s'élançant d'emblée vers la commune agricole. L'artel n'est pas encore consolidée, mais déjà on « collectivise » les habitations, le petit bétail, la volaille, et cette « collectivisation » dégénère en proclamations à coups de décrets paperassiers et bureaucratiques, les conditions n'étant pas encore réunies qui rendraient cette collectivisation nécessaire. On pourrait croire que le problème des céréales est déjà résolu dans les kolkhoz, qu'il représente une étape déjà franchie ; qu'à l'heure présente, la tâche essentielle n'est point de résoudre le problème des céréales, mais celui de l'élevage et de l'aviiculture. On se demande à qui profite ce « travail » de brouillons, qui consiste à mettre dans le même sac les formes diverses du mouvement de collectivisation ? À qui profite cette précipitation absurde et nuisible pour la cause ? Irriter le paysan kolkhozien par la « collectivisation » des habitations, de tout le bétail laitier, de tout le petit hétéail, de la volaille, alors que le problème des céréales n'est pas encore résolu, alors que la forme-artel des kolkhoz n'est pas encore consolidée, — n'est-il pas clair qu'une telle « politique » ne peut être agréable et avantageuse qu'à nos ennemis jurés ? Un de ces « collectivisateurs » zélés en arrive même à lancer un ordre à l'artel prescrivant d'« inventorier, dans un délai de trois jours, toute la volaille de chaque ferme », d'établir la fonction de « commandants » spéciaux pour l'enregistrement et la surveillance, d'« occuper dans l'artel les postes de commande », de « diriger le combat socialiste sans abandonner les postes », et — la chose est claire — de tenir l'artel fermement en mains. Qu'est-ce donc ? Une politique de direction du kolkhoz ou une politique de sa *décomposition* et de son *dis-crédit* ? Je ne parle même pas de ces « révolutionnaires », s'il est permis de les appeler ainsi, qui, pour organiser une artel, *commencent* par décrocher les cloches des églises. Décrocher les cloches, pensez donc comme c'est *rrrévolutionnaire* !

Comment ont pu se produire dans notre milieu ces pratiques brouillonnes en matière de « collectivisation », ces tentatives grotesques de vouloir sauter par-dessus soi-même, tentatives ayant pour but de passer outre aux classes et à la lutte de classes, mais qui, en réalité, portent l'eau au moulin de nos ennemis de classe ? Elles n'ont pu se

produire que dans l'atmosphère de nos succès « faciles » et « inopinés » sur le front de construction des kolkhoz. Elles n'ont pu se produire que par suite des tendances brouillonnes qui se manifestent dans les rangs de certaines couches du Parti : « Nous pouvons tout ! », « Il ne nous en coûte rien ! » Elles n'ont pu se produire que parce que les succès ont donné le vertige à quelques-uns de nos camarades, qui ont perdu un instant la lucidité d'esprit et la saine compréhension des choses.

Pour redresser la ligne de notre travail en matière de construction des kolkhoz, il faut mettre un terme à ces tendances.

; C'est là maintenant une des tâches immédiates du Parti.

|| L'art de la direction est chose sérieuse. Il ne faut pas rester en arrière du mouvement, car rester en arrière c'est se détacher des masses. Mais il ne faut pas non plus courir trop vite, car courir trop vite c'est perdre la liaison avec les masses. Celui qui veut diriger le mouvement et conserver en même temps la liaison avec les masses innombrables, doit mener la lutte sur deux fronts — et contre les retardataires, et contre ceux qui courent trop vite.

Notre Parti est fort et invincible parce que, dirigeant le mouvement, il sait garder et multiplier ses liaisons avec les millions d'ouvriers et de paysans.

Pravda, n° 60, 2 mars 1930.

RÉPONSE AUX CAMARADES KOLKHOZIENS

On sait par les journaux que l'article de Staline « Le vertige du succès » et la résolution que l'on connaît du Comité central *sur la lutte contre les déformations de la ligne du Parti dans le mouvement de collectivisation agricole*, ont éveillé de nombreux échos dans les rangs des praticiens de ce mouvement. A ce propos, j'ai reçu, ces derniers temps, une série de lettres de camarades kolkhoziens, me demandant de répondre aux questions qui y étaient posées. Mon devoir était de répondre à ces lettres, à titre privé. Mais cela m'a été impossible, car plus de la moitié des lettres reçues ne portaient pas l'adresse de leurs auteurs (ils avaient oublié de donner leur adresse). Or les questions touchées dans ces lettres sont d'un immense intérêt politique pour tous nos camarades. On comprendra de même que je n'aie pu laisser sans réponse ceux des camarades qui avaient oublié de me donner leur adresse. Ainsi je me suis trouvé devant la nécessité de répondre publiquement, c'est-à-dire par la presse, aux lettres des camarades kolkhoziens, en y relevant toutes les questions utiles. Je l'ai fait d'autant plus volontiers que j'avais sur ce point une décision expresse du Comité central.

Première question. — Quelle est la racine des erreurs dans la question paysanne ?

Réponse. — C'est la façon erronée de traiter le paysan moyen. C'est la violence dont on use dans les rapports économiques avec le paysan moyen. C'est l'oubli du fait que l'alliance économique avec les masses de paysans moyens doit se baser, non sur des mesures de contrainte, mais sur une entente avec le paysan moyen, sur l'alliance avec ce dernier. C'est l'oubli du fait que la base du mouvement kolkhozien, à cette heure, est l'alliance de la classe ouvrière et des paysans pauvres avec le paysan moyen contre le capitalisme en général, contre les koulaks en particulier.

Tant que l'offensive contre les koulaks fut menée en un front unique avec le paysan moyen, tout alla bien. Mais lorsque certains de nos camarades, grisés par les succès, glissèrent insensiblement de la voie de l'offensive contre le koulak à la voie de la lutte contre le paysan moyen ; lorsque, courant après un pourcentage élevé de collectivisation, ils employèrent la violence contre le paysan moyen, le privant du droit électoral, le dépossédant et l'expropriant,

l'offensive dévia, le front unique avec le paysan moyen se trouva compromis et, comme de juste, le koulak put tenter de se remettre sur ses pieds.

On oubliait que la violence, nécessaire et utile dans la lutte contre nos ennemis de classe, est inadmissible et néfaste quand on l'exerce contre le paysan moyen, qui est notre allié.

On oubliait que les charges de cavalerie, nécessaires et utiles pour résoudre les problèmes d'ordre militaire, ne valent rien et sont néfastes quand il s'agit de résoudre les problèmes de l'édification kolkhozienne, laquelle d'ailleurs est organisée en alliance avec le paysan moyen.

C'est là la racine des erreurs dans la question paysanne.

Voici ce que Lénine dit des rapports économiques avec le paysan moyen :

Nous devons nous baser par-dessus tout sur cette vérité qu'on ne saurait rien obtenir ici, quant au fond, par les méthodes de violence. La tâche économique se présente ici tout autrement. Il n'y a pas là de sommet que l'on puisse couper, en laissant toutes les fondations, tout l'édifice. Le sommet représenté dans les villes par les capitalistes, n'existe pas ici. *User de la violence serait compromettre toute l'affaire... Il n'y a rien de plus stupide que l'idée même de la violence exercée dans les rapports économiques avec le paysan moyen.* (« Rapport sur le travail à la campagne au VIII^e congrès du P. C. (b) R. », t. XXIV, p. 168, éd. russe.)

Plus loin :

La violence à l'égard de la paysannerie moyenne constitue le plus grand mal. C'est une couche nombreuse, forte de millions d'hommes. Même en Europe, où nulle part elle n'atteint à cette force, où sont prodigieusement développés la technique et la culture, la vie urbaine, les chemins de fer, où il eût été si facile d'y songer, — personne, aucun des socialistes les plus révolutionnaires n'a jamais préconisé des mesures de violence à l'égard de la paysannerie moyenne. (*Ibidem*, p. 167.)

C'est clair, je pense.

Deuxième question. — Quelles sont les erreurs principales dans le mouvement de collectivisation agricole ?

Réponse. — Elles sont, ces erreurs, au nombre de trois au moins.

1. On a violé le principe léniniste de la libre adhésion lors de la formation des kolkhoz. On a violé les indications essentielles du Parti et le statut-type de l'artel agricole sur le principe de la libre adhésion lors de la formation des kolkhoz.

Le léninisme enseigne qu'il faut amener les paysans sur la voie de l'économie collective, en s'en tenant au principe de la libre adhésion, en les convainquant des avantages de l'économie commune, collective sur l'économie individuelle. Le léninisme enseigne qu'on ne peut convaincre les paysans des avantages de l'économie collective, que si on leur *montre et démontre* en fait, par l'expérience, que

le kolkhoz est meilleur que l'exploitation individuelle, qu'il est plus avantageux; que le kolkhoz permet au paysan, au paysan pauvre et au paysan moyen, de se tirer du besoin et de la misère. Le léninisme enseigne que ces conditions faisant défaut, les kolkhoz ne peuvent être solides. Le léninisme enseigne que toute tentative d'imposer par la force l'économie collective, que toute tentative d'implanter les kolkhoz par la contrainte, ne peut donner que des résultats négatifs, ne peut que repousser les paysans loin du mouvement de collectivisation agricole.

En effet, tant que cette règle essentielle fut observée, le mouvement de collectivisation agricole alla de succès en succès. Mais certains de nos camarades, grisés par les succès, négligèrent cette règle, montrèrent une hâte excessive et, courant après un pourcentage élevé de collectivisation, fondèrent des kolkhoz en usant de la contrainte. Il n'est pas étonnant que les résultats négatifs d'une telle « politique » ne se soient pas fait attendre. Les kolkhoz qui avaient poussé trop vite fondirent avec la même rapidité qu'ils avaient mise à naître, et une partie des paysans qui, hier encore, témoignaient une confiance extrême aux kolkhoz, s'en détournèrent.

Là est la première et principale erreur commise dans le mouvement de collectivisation.

Voici ce que Lénine dit du principe de libre adhésion dans la formation des kolkhoz :

Actuellement, notre tâche est de passer au travail *en commun* de la terre, de passer à la *grande* exploitation collective. Mais il ne saurait y avoir aucune contrainte de la part du pouvoir des Soviets; aucune loi ne l'impose. La *commune* agricole se constitue *volontairement*, le passage au travail *en commun* de la terre ne peut être que *volontaire*, il ne saurait y avoir la moindre contrainte sous ce rapport de la part du gouvernement ouvrier et paysan; la loi l'interdit. Si quelqu'un d'entre vous observait de telles contraintes, vous devez savoir que c'est un abus, que c'est une infraction à la loi, que nous nous attachons de toutes nos forces à rectifier et que nous rectifierons ¹. (« 1^{er} congrès des ouvriers agricoles de la province de Pétrograd. Réponse aux questions », t. XXIV, p. 43.)

Plus loin:

C'est seulement dans le cas où nous réussirons à *montrer* en fait aux paysans les avantages de la culture en commun, collective, par associations, par artels; c'est seulement si nous réussissons à aider le paysan à s'organiser en associations, en artels, que la classe ouvrière, tenant en mains le pouvoir d'Etat, prouvera réellement au paysan qu'elle a raison, attirera réellement à ses côtés, de façon durable et effective, la masse innombrable des paysans. C'est pourquoi on ne saurait exagérer l'importance des entreprises de toute sorte destinées à favoriser le travail de la terre par association, par artel. Nous avons des millions d'exploitations isolées,

¹ Souligné par moi. *J. St.*

éparpillées, dispersées au fond des campagnes perdues... Lorsque nous aurons prouvé pratiquement, par une expérience accessible au paysan, que le passage à l'agriculture fondée sur l'association, sur l'artel, est nécessaire et possible, alors seulement nous serons en droit de dire que, dans un pays paysan aussi vaste que la Russie, un pas sérieux a été fait dans la voie de l'agriculture socialiste¹. (« Discours au 1er congrès des communes et artels agricoles », t. XXIV, pp. 579-580.)

Enfin, encore un passage des œuvres de Lénine :

En encourageant les associations de toute sorte, ainsi que les communes agricoles des paysans moyens, les représentants du pouvoir des Soviets ne doivent pas user de la moindre contrainte au moment de leur fondation. Seules ont de la valeur les associations qui ont été constituées par les paysans eux-mêmes, sur leur libre initiative, et dont les avantages ont été vérifiés par eux dans la pratique. Une hâte excessive dans cette affaire est nuisible, car elle ne peut que renforcer les préventions de la paysannerie moyenne contre les innovations. Les représentants du pouvoir des Soviets, qui se permettent d'employer la contrainte non seulement directe, mais même indirecte, afin de rallier les paysans aux communes, doivent subir les plus sévères sanctions et être écartés du travail à la campagne¹. (« Résolution sur l'attitude envers la paysannerie moyenne, VIII^e congrès du P. C. (b) R. », t. XXIV, p. 174.)

C'est clair, je pense.

Il est à peine besoin de démontrer que le Parti appliquera avec toute la rigueur voulue ces indications de Lénine.

2. On a violé le principe léniniste de la prise en considération des conditions diverses dans les différentes régions de l'U.R.S.S., en ce qui concerne la formation des kolkhoz. On a oublié qu'il existe en U.R.S.S. des régions infiniment variées, avec une structure économique et un niveau de culture différents. On a oublié que parmi ces régions il en est d'avancées, moyennes et arriérées. On a oublié que les rythmes du mouvement de collectivisation agricole et les méthodes de construction des kolkhoz ne peuvent être identiques pour ces régions, lesquelles sont elles-mêmes loin d'être identiques.

« Ce serait une erreur, dit Lénine, si nous copions simplement d'après un standard, les décrets pour toutes les régions de la Russie, si les bolchéviks-communistes, les travailleurs des administrations soviétiques en Ukraine et sur le Don se mettaient à les généraliser aux autres régions, sans discernement, en bloc... car « nous ne nous lions en aucune façon par un standard uniforme, nous ne décidons pas une fois pour toutes que notre expérience, l'expérience de la Russie centrale, peut être entièrement appliquée à toutes les régions de la périphérie. » (« Rapport du Comité central au VIII^e congrès du P. C. (b) R. », t. XXIV, pp. 125-126.)

Lénine dit plus loin que :

Standardiser la Russie centrale, l'Ukraine, la Sibérie, les soumettre à un certain standard serait la plus grande sottise. (t. XXVI, p. 243, éd. russe.)

¹ Souligné par moi. J. St.

Enfin Lénine fait un devoir aux communistes du Caucase de

comprendre les particularités de leur situation, de la situation de leurs Républiques, qui se distingue de la situation et des conditions de la R. S. F. S. R., comprendre la nécessité de ne pas copier notre tactique, mais de la modifier après mûre réflexion en tenant compte de la diversité des conditions concrètes. (« Directives aux communistes du Caucase et aux membres du Comité révolutionnaire de Géorgie », t. XXVI, p. 191.)

C'est net, je pense.

Fort de ces indications de Lénine, le Comité central de notre Parti, dans sa résolution *Sur les rythmes de la collectivisation agricole* (voir la *Pravda* du 6 janvier 1930) a divisé les régions de l'U.R.S.S., au point de vue des rythmes de collectivisation, en trois groupes, dont le Caucase du Nord, la Moyenne et la Basse Volga peuvent avoir terminé, pour l'essentiel, la collectivisation au printemps de 1931 ; les autres régions à céréales (Ukraine, région centrale des Terres noires, Sibérie, Oural, Kazakhstan, etc.) peuvent la terminer, pour l'essentiel, au printemps de 1932, tandis que les autres régions peuvent échelonner la collectivisation jusqu'à la fin de la période quinquennale, c'est-à-dire jusqu'à 1933.

Il me semble que c'est clair.

Mais que s'est-il passé en fait ? Il s'est trouvé que certains de nos camarades, grisés par les premiers succès du mouvement de collectivisation agricole, ont bel et bien oublié et les indications de Lénine, et la décision du Comité central. La région de Moscou, dans sa course fiévreuse aux chiffres enflés de collectivisation, orienta ses militants vers l'achèvement de la collectivisation au printemps de 1930, bien que disposant d'au moins trois ans (fin 1932). La région centrale des Terres noires, ne voulant pas « rester en arrière des autres », orienta ses militants vers l'achèvement de la collectivisation au premier semestre 1930, bien que disposant d'au moins deux ans (fin 1931). Et ceux de la Transcaucasie et du Turkestan, dans leur ardeur à « rejoindre et dépasser » les régions avancées, s'orientèrent vers l'achèvement de la collectivisation dans le « plus bref délai », bien que disposant de quatre années entières (fin 1933). On conçoit qu'avec un tel « rythme » éperdu de collectivisation, les régions moins préparées au mouvement de collectivisation se virent obligées, dans leur ardeur à « dépasser » les régions mieux préparées, d'exercer une forte pression administrative, en essayant de suppléer, par leur propre zèle administratif, à l'absence de facteurs d'accélération des rythmes du mouvement de collectivisation. On connaît les résultats. Tout le monde connaît le méli-mélo qui en est résulté, dans ces régions, et qu'il a fallu débrouiller en faisant intervenir le Comité central.

Là est la deuxième erreur dans le mouvement de collectivisation.

3. On a violé le principe léniniste qui interdit de sauter par-dessus une forme inachevée du mouvement, dans la formation des kolkhoz. On a violé le principe léniniste : ne pas devancer le développement des masses, ne pas décréter le mouvement des masses, ne pas se détacher des masses, mais se mouvoir avec les masses et les faire avancer, en les amenant à nos mots d'ordre et leur ménageant la facilité de se convaincre, par leur propre expérience, de la justesse de nos mots d'ordre.

« Lorsque le prolétariat de Pétrograd et les soldats de la garnison de Pétrograd ont pris le pouvoir, dit Lénine, ils savaient parfaitement que l'édification à la campagne rencontrerait de grandes difficultés ; qu'il fallait avancer ici plus graduellement ; que c'eût été la plus grande bêtise de vouloir ici *essayer d'introduire à coups de décrets et de lois le travail collectif de la terre* ; que seule une quantité infime de paysans conscients pouvaient y consentir, mais que l'immense majorité des paysans ne posaient point ce problème. Et c'est pourquoi nous nous sommes bornés à ce qui était absolument nécessaire au développement de la révolution : *ne devancer en aucun cas le développement des masses*, mais attendre que de la propre expérience de ces masses, de leur propre lutte, naisse un mouvement en avant ¹. (« Discours pour l'anniversaire de la Révolution, 6 novembre 1918 », t. XXIII, p. 252, éd. russe.)

Partant de ces indications de Lénine, le Comité central a constaté, dans sa résolution que l'on connaît *Sur les rythmes de la collectivisation agricole* (voir la *Pravda* du 6 janvier 1930) que : a) la forme principale du mouvement de collectivisation est en ce moment l'artel agricole ; b) par conséquent, il est indispensable d'élaborer un statut-type de l'artel agricole, comme forme principale du mouvement de collectivisation ; c) on ne peut permettre, dans notre travail pratique, que l'on « décrète » d'en haut le mouvement de collectivisation, ni que l'on « joue à la collectivisation ».

C'est dire que nous devons maintenant nous orienter, non vers la commune, mais vers l'artel agricole, comme forme principale de la constitution des kolkhoz ; qu'on ne peut permettre de sauter par-dessus l'artel agricole vers la commune, qu'on ne doit pas suppléer au mouvement de masse des paysans vers les kolkhoz, en « décrétant les kolkhoz », « en jouant aux kolkhoz ».

C'est clair, je pense.

Mais que s'est-il passé en fait ? Il s'est trouvé que certains de nos camarades, grisés par les premiers succès du mouvement de collectivisation agricole, ont bel et bien oublié et les indications de Lénine, et la décision du Comité central. Au lieu d'organiser un mouvement de masse en faveur de l'artel agricole, ces camarades se sont mis à « faire passer » les paysans individuels directement au statut de la commune. Au lieu de consolider la forme-artel du mouvement,

¹ Souligné par moi. J. St.

ils se sont mis à « collectiviser » de force le petit bétail, la volaille, le bétail laitier non destiné au marché, les habitations. Les résultats de cette précipitation inadmissible pour un léniniste sont maintenant connus de tous. Naturellement, en règle générale, on n'a pas créé de communes stables. Mais en revanche, on a perdu nombre d'artels agricoles. Il est vrai qu'il en est resté de « bonnes » résolutions. Mais à quoi voulez-vous qu'elles servent ?

Là est la troisième erreur dans le mouvement de collectivisation.

Troisième question. — Comment ces erreurs ont-elles pu se produire, et comment le Parti doit-il les corriger ?

Réponse. — Elles se sont produites sur la base de nos succès rapides en matière de collectivisation. Parfois les succès donnent le vertige. Souvent ils engendrent une présomption et une fatuité excessives. Cela peut arriver aisément surtout aux représentants du Parti exerçant le pouvoir. Surtout dans un parti comme le nôtre, dont la force et l'autorité sont presque incommensurables. Ici, des manifestations de la vanité communiste, que Lénine a combattue avec acharnement sont parfaitement possibles. Ici, est parfaitement possible la foi en la toute puissance du décret, de la résolution, de la disposition prise. Ici, le danger est parfaitement réel de voir les mesures révolutionnaires du Parti transformées en une vaine proclamation à coups de décrets bureaucratiques, par quelques représentants du Parti, sur tel ou tel point de notre immense pays. Je veux parler non seulement de militants locaux, mais aussi de certains dirigeants d'organisations régionales, mais aussi de certains membres du Comité central. « La vanité communiste, dit Lénine, est le fait d'un homme qui, membre du Parti communiste d'où il n'a pas encore été expulsé, se figure pouvoir s'acquitter de toutes ses tâches à coups de décrets communistes. » (t. XXVII, pp. 50-51, éd. russe.)

Voilà sur quel terrain sont nées les erreurs dans le mouvement de collectivisation agricole, les déformations de la ligne du Parti dans l'édification des kolkhoz.

Quel peut être le danger de ces erreurs et de ces déformations si elles continuent à l'avenir, si elles ne sont pas liquidées rapidement et jusqu'au bout ?

Le danger ici, c'est que ces erreurs nous conduisent en ligne droite au discrédit du mouvement de collectivisation agricole, au désaccord avec le paysan moyen, à la désorganisation des paysans pauvres, à la confusion dans nos rangs, à l'affaiblissement de toute notre construction socialiste, au rétablissement des koulaks. Bref, ces erreurs ont tendance à nous pousser hors de la voie de la consolidation de l'alliance avec les masses paysannes essentielles, hors de la voie de la consolidation de la dictature du prolétariat, sur la voie

de la rupture avec ces masses, sur la voie d'une politique sapant la dictature du prolétariat.

Ce danger est apparu dès la seconde moitié de février, au moment même où une partie de nos camarades, aveuglés par les succès antérieurs, s'éloignaient au galop de la voie léniniste. Le Comité central du Parti mesura ce danger, et ne tarda pas à intervenir en chargeant Staline de donner un avertissement aux camarades qui en prenaient trop à leur aise, dans un article spécial sur le mouvement kolkhozien. Il en est qui pensent que l'article « Le vertige du succès » est le résultat de l'initiative personnelle de Staline. C'est absurde évidemment. Ce n'est point pour laisser l'initiative personnelle à qui que ce soit dans une pareille affaire, que le Comité central existe chez nous. Ce fut une investigation à fond entreprise par le Comité central. Et lorsque apparurent la profondeur et l'étendue des erreurs commises, le Comité central ne tarda pas à sévir contre ces erreurs, de toute la force de son autorité, en publiant sa fameuse résolution du 15 mars 1930.

Il est difficile d'arrêter dans leur course forcenée et de ramener dans la bonne voie des gens qui se ruent, tête baissée, vers l'abîme. Mais notre Comité central se nomme Comité central du Parti léniniste précisément parce qu'il sait surmonter des difficultés autrement grandes. Et ces difficultés, il les a déjà surmontées pour l'essentiel.

Il est difficile, en pareil cas, à des détachements entiers du Parti d'arrêter leur course, de rentrer à temps dans la bonne voie et de reformer leurs rangs en pleine marche. Mais notre Parti se nomme Parti de Lénine précisément parce qu'il possède une souplesse suffisante pour surmonter de telles difficultés. Et il a déjà surmonté ces difficultés pour l'essentiel.

Le point principal ici, c'est de faire preuve de courage, de reconnaître ses erreurs et de trouver en soi la force de les redresser dans le plus bref délai. La crainte de reconnaître ses erreurs, après la griserie des succès récents, la crainte de l'autocritique, le refus de corriger ses erreurs rapidement et résolument, — là est la difficulté principale. Il suffit de vaincre cette difficulté, il suffit de rejeter loin de soi les chiffres enflés des directives et le maximalisme bureaucratique et paperassier, il suffit d'aiguiller son attention sur les tâches économiques et d'organisation des kolkhoz, pour qu'il ne reste plus nulle trace de ces erreurs. Il n'y a aucune raison de douter que le Parti n'ait déjà surmonté, pour l'essentiel, cette difficulté périlleuse.

Tous les partis révolutionnaires qui ont péri jusqu'ici, dit Lénine, ont péri parce qu'ils se laissaient aller à la présomption, ne savaient pas voir ce qui faisait leur force, et craignaient de parler de leurs faiblesses. Mais nous nous ne périrons pas, parce que nous ne craignons pas de parler de nos fai-

blessés, parce que nous apprendrons à les surmonter ¹. (Lénine, t. XXVII, pp. 260-261, éd. russe.)

Ces paroles de Lénine, on ne saurait les oublier.

Quatrième question. — La lutte contre les déformations de la ligne du Parti n'est-elle pas en arrière, un recul ?

Réponse. — Evidemment non. Seuls peuvent parler ici de recul les gens qui considèrent la continuation des erreurs et des déformations comme une offensive, et la lutte contre les erreurs comme un recul. Offensive par l'accumulation des erreurs et des déformations, la belle « offensive » que voilà !

Nous avons mis en avant l'artel agricole comme forme essentielle du mouvement de collectivisation dans le moment présent, et nous avons établi un statut-type pour servir de guide dans la formation des kolkhoz. Reculons-nous sur ce point ? Evidemment non !

Nous avons mis en avant l'affermissement, en matière de production, de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre avec le paysan moyen, comme base du mouvement de collectivisation dans le moment présent. Reculons-nous sur ce point ? Evidemment non !

Nous avons mis en avant le mot d'ordre de liquidation des koulaks comme classe, en tant que mot d'ordre principal de notre travail pratique à la campagne, dans le moment présent. Reculons-nous sur ce point ? Evidemment non !

Dès janvier 1930 nous avons adopté un certain rythme pour la collectivisation de l'agriculture de l'U.R.S.S., dont nous avons divisé les régions en groupes déterminés en assignant à chaque groupe un rythme particulier. Reculons-nous sur ce point ? Evidemment non !

Où donc voyez-vous un « recul » du Parti ?

Nous voulons que ceux qui ont commis des erreurs et des déformations renoncent à leurs erreurs. Nous voulons que les brouillons renoncent à leurs pratiques brouillonnes et reviennent aux positions du léninisme. Nous voulons cela, car ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra continuer l'offensive *réelle* contre nos ennemis de classe. Est-ce à dire que nous faisons ainsi un pas en arrière ? Evidemment non ! Cela veut dire seulement que nous voulons mener une offensive *bien comprise*, et non pas jouer, en brouillons, à l'offensive.

N'est-il pas clair que seuls des originaux et des surenchérisseurs de « gauche » peuvent considérer une telle position du Parti comme un recul ?

Les gens qui bavardent à propos de recul ne comprennent pas deux choses pour le moins :

¹ Souligné par moi. J. St.

1. Ils ignorent les lois de l'offensive. Ils ne comprennent pas qu'une offensive *sans que soient consolidées* les positions conquises, est une offensive vouée à l'échec. Quand une offensive peut-elle réussir, disons, dans une opération militaire ? Lorsque les gens ne se bornent pas à une avance en bloc, mais s'attachent en même temps à *consolider* les positions conquises, à *regrouper* leurs forces en tenant compte de la situation changée, à *rallier* les arrières, à *ramasser* les réserves. Pourquoi tout cela ? Pour se prémunir contre les surprises, combler certaines brèches dont aucune offensive n'est garantie, et préparer ainsi le complet anéantissement de l'ennemi. La faute des armées polonaises en 1920, à ne prendre que le côté militaire, c'est qu'elles ont dédaigné cette règle. C'est ce qui explique, entre autres, qu'après s'être avancées en bloc jusqu'à Kiev, elles durent refluer également en bloc jusqu'à Varsovie. La faute des armées soviétiques en 1920, à ne prendre toujours que le côté militaire, c'est que, lors de leur offensive sur Varsovie, elles ont répété la faute des Polonais.

Il faut en dire autant des lois de l'offensive sur le front de la lutte de classes. On ne saurait mener avec succès une offensive visant à détruire l'ennemi de classe, *sans consolider* les positions conquises, *sans regrouper* ses forces, *sans assurer des réserves* pour le front, *sans faire rallier les arrières*, etc.

La vérité est que les brouillons ne comprennent pas les lois de l'offensive. La vérité est que le Parti les comprend et les applique.

2. Ils ne comprennent pas la nature de classe de l'offensive. Ils la proclament. Mais contre *quelle* classe, en alliance avec *quelle* classe ? Nous menons l'offensive contre les éléments capitalistes de la campagne en alliance avec le paysan moyen, car seule une telle offensive peut nous donner la victoire. Mais comment faire si l'ardeur excessive de quelques détachements du Parti aidant, l'offensive commence à dévier de la bonne voie et tourne sa pointe contre notre allié, contre le paysan moyen ? Nous faut-il une offensive *en général*, et non une offensive contre une classe déterminée, en alliance avec une classe déterminée ? Don Quichotte se figurait, lui aussi, qu'il attaquait des ennemis, en marchant à l'assaut des moulins. On sait pourtant qu'il s'est fendu le front dans cette offensive, s'il est permis de la nommer ainsi.

Apparemment les lauriers de don Quichotte troublent le sommeil de nos surenchérisseurs de « gauche ».

Cinquième question. — Quel est chez nous le danger principal, celui de droite ou celui de « gauche » ?

Réponse. — Le danger principal chez nous est celui de droite. Le danger de droite a été et reste le danger principal.

Ce point de vue ne contredit-il pas la thèse connue de la résolu-

tion du Comité central du 15 mars 1930, disant que les fautes et déformations des surenchérisseurs de « gauche », constituent maintenant le frein principal du mouvement de collectivisation agricole ? Non, il ne contredit pas cette thèse. La vérité est que les fautes des surenchérisseurs de « gauche », en ce qui concerne le mouvement de collectivisation agricole, sont telles qu'elles favorisent le renforcement et la consolidation de la déviation de droite dans le Parti. Pourquoi ? Parce que ces fautes présentent la ligne du Parti sous un faux jour, c'est-à-dire qu'elles facilitent le discrédit du Parti, et, par conséquent, elles facilitent la lutte des éléments de droite contre la direction du Parti. Le discrédit de la direction du Parti est justement ce terrain premier sur lequel peut se déchaîner la lutte des fauteurs de la déviation de droite contre le Parti. Ce terrain, ce sont les surenchérisseurs de « gauche » qui le fournissent à ces derniers, par leurs erreurs et leurs déformations. C'est pourquoi, afin de combattre avec succès l'opportunisme de droite, il faut vaincre les erreurs des opportunistes de « gauche ». Les surenchérisseurs de « gauche » sont objectivement les alliés des fauteurs de la déviation de droite.

Tel est le lien original entre opportunisme de « gauche » et déviationnisme de droite.

C'est par ce lien qu'il faut expliquer le fait que certains « hommes de gauche » parlent assez souvent d'un bloc avec les droitiers. C'est par là encore qu'il faut expliquer ce fait curieux qu'une partie des « gauchistes » qui, hier encore, « conduisaient » leur folle offensive et essayaient de collectiviser l'U.R.S.S. en quelque deux ou trois semaines, versent aujourd'hui dans la passivité, laissent tomber les bras et abandonnent bel et bien le champ de lutte aux fauteurs de la déviation de droite, s'orientant ainsi vers un recul véritable (sans guillemets !) devant la classe des koulaks.

Le moment actuel a ceci de particulier que la lutte contre les fautes des surenchérisseurs de « gauche » est pour nous la condition et une forme originale de la lutte victorieuse contre l'opportunisme de droite.

Sixième question. — Comment expliquer le reflux d'une partie des paysans hors des kolkhoz ?

Réponse. — Le reflux d'une partie des paysans signifie que, ces derniers temps, il était né chez nous un certain nombre de kolkhoz peu solides, qui s'épurent maintenant des éléments instables. Cela signifie que les kolkhoz fictifs vont disparaître, que les kolkhoz solides resteront et se fortifieront. Je pense que c'est là un phénomène parfaitement normal. Il est des camarades que cela fait tomber dans le désespoir, dans la panique et qui se cramponnent convulsivement aux pourcentages enflés. D'autres se réjouissent malignement et

prophétisent l'« échec » du mouvement de collectivisation agricole. Les uns et les autres se trompent cruellement. Les uns et les autres sont loin de comprendre en marxistes l'essence du mouvement de collectivisation.

Ce sont d'abord tous ceux que l'on appelle les âmes mortes, qui s'en vont des kolkhoz. Ce n'est même pas un départ, c'est la constatation d'un vide. Avons-nous besoin d'âmes mortes ? Evidemment non. Je pense que les Caucasiens du Nord et les Ukrainiens ont parfaitement raison de dissoudre les kolkhoz peuplés d'âmes mortes, et d'en organiser de vraiment vivants et de vraiment stables. Le mouvement de collectivisation ne peut qu'y gagner.

En second lieu, ceux qui s'en vont, ce sont les éléments étrangers, franchement hostiles à notre cause. Il est clair que plus vite ces éléments seront mis à la porte, et mieux cela vaudra pour le mouvement de collectivisation.

Enfin, ceux qui s'en vont, ce sont les éléments hésitants qu'on ne peut qualifier ni d'éléments étrangers, ni d'âmes mortes. Ce sont ces mêmes paysans que nous n'avons pas encore su convaincre, *aujourd'hui*, de la justesse de notre cause, mais que nous convainçons à coup sûr *demain*. Le départ de ces paysans est une perte sérieuse, quoique temporaire, pour le mouvement de collectivisation. C'est pourquoi la lutte pour les éléments hésitants des kolkhoz est maintenant l'une des tâches les plus urgentes du mouvement de collectivisation.

Il s'ensuit que le reflux d'une partie des paysans hors des kolkhoz n'est pas seulement un phénomène négatif. Il s'ensuit que, dans la mesure où ce reflux libère les kolkhoz des âmes mortes et des éléments qui leur sont nettement étrangers, il marque un processus salutaire d'assainissement et de consolidation des kolkhoz.

Il y a un mois l'on estimait que nous avions dans les régions à céréales plus de 60% d'exploitations collectivisées. Il est clair maintenant que si on veut parler des kolkhoz réels et tant soit peu stables, ce chiffre était manifestement exagéré. Si le mouvement de collectivisation agricole se stabilise, après le reflux d'une partie des paysans, au chiffre de 40% de collectivisation dans les régions à céréales, — et ceci est réalisable à coup sûr, — ce sera un succès immense pour le mouvement de collectivisation, à l'heure actuelle. Je prends la moyenne pour les régions à céréales, sachant bien qu'il existe chez nous des régions de collectivisation intégrale atteignant 80, 90%. 40% de collectivisation dans les régions à céréales, c'est dire qu'au printemps de 1930 nous aurons accompli le double du plan quinquennal initial de collectivisation.

Qui osera nier le caractère décisif de cette conquête historique dans le développement socialiste de l'U.R.S.S. ?

Septième question. — Les paysans hésitants agissent-ils bien en quittant les kolkhoz ?

Réponse. — Non, ils agissent mal. En quittant les kolkhoz, ils vont contre leurs propres intérêts, car seuls les kolkhoz permettent aux paysans de se tirer de la misère et de l'ignorance. En quittant les kolkhoz, ils se mettent dans une situation pire, puisqu'ils se privent des facilités et avantages que le pouvoir des Soviets accorde aux kolkhoz. Les erreurs et déformations commises dans les kolkhoz ne sont pas une raison pour les quitter. Les erreurs, il faut les corriger d'un commun effort, en restant dans le kolkhoz. Elles seront d'autant plus faciles à corriger que le pouvoir des Soviets les combattra de toutes ses forces.

Lénine dit que :

Le système de la petite exploitation, en régime de production marchande, ne peut pas affranchir l'humanité de la misère des masses, de leur oppression. (« Les tâches du prolétariat dans notre révolution », t. XX, p. 122, éd. russe.)

Lénine dit que :

Impossible de sortir de la misère par la petite exploitation. (« Discours à la 1^{re} conférence de la R. S. F. S. R. sur le travail à la campagne », t. XXIV, p. 540, éd. russe.)

Lénine dit que :

« Si nous nous confinons comme autrefois dans les petites exploitations-nous citoyens libres sur une terre libre, nous n'en serons pas moins menacés d'une perte certaine. (« Discours sur la question agraire au 1^{er} congrès des députés paysans de Russie », t. XX, p. 417.)

Lénine dit que :

Ce n'est que par un travail en commun, un travail par artel, par association, que nous pourrons sortir de l'impasse où nous a acculés la guerre impérialiste. (t. XXIV, p. 537.)

Lénine dit que :

Il est nécessaire de passer à la culture en commun dans les grandes exploitations modèles, sans quoi nous ne nous tirerons pas de la débâcle, de la situation vraiment désespérée où se trouve la Russie. (t. XX, p. 418.)

Que signifie tout cela ?

Cela signifie que les kolkhoz sont le *seul* moyen permettant aux paysans de se tirer de la misère et de l'ignorance.

Il est clair que les paysans n'agissent pas bien en quittant les kolkhoz.

Lénine dit que :

« Vous savez tous évidemment, par toute l'activité du pouvoir des Soviets, quelle importance considérable¹ nous attachons aux communes, aux artels, et, en général, à toutes les organisations qui visent à transformer, à

¹ Souligné par moi. J. St.

contribuer progressivement à la transformation de la petite économie paysanne individuelle en une économie collective, par association ou par artel. (« Discours au 1er congrès des communes et artels agricoles » t. XXIV, p. 579.)

Lénine dit que :

Le pouvoir soviétique a donné nettement la *préférence* aux communes et aux associations qu'il a mises *au premier plan*.¹ (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. XXIII, p. 399, éd. russe.)

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que le pouvoir des Soviets accordera aux kolkhoz des facilités et avantages par rapport aux exploitations individuelles. C'est dire qu'il accordera aux kolkhoz des facilités en ce qui concerne la cession de terres, leur approvisionnement en machines, en tracteurs, en blé de semence, etc., et en ce qui concerne les dégrèvements d'impôts et l'octroi de crédits.

Pourquoi le pouvoir des Soviets accorde-t-il des facilités et avantages aux kolkhoz ?

Parce que les kolkhoz sont le seul moyen pour affranchir les paysans de la misère.

Parce qu'aider les kolkhoz est la manière la plus efficace d'aider les paysans pauvres et moyens.

Ces jours-ci, le pouvoir des Soviets a décidé de *libérer* de toute imposition, *pour deux ans*, toutes les bêtes de travail (chevaux, bœufs, etc.) collectivisées dans les kolkhoz, toutes les vaches, les porcs, les moutons et la volaille, aussi bien ceux en la possession collective des kolkhoz que ceux en la possession individuelle des kolkhoziens.

Le pouvoir des Soviets a décidé en outre d'*ajourner* jusqu'à la fin de l'année le paiement des dettes contractées par les kolkhoziens à titre de crédits, et d'*annuler* toutes amendes et pénalités imposées, avant le premier avril, aux paysans membres des kolkhoz.

Enfin, il a décidé d'*ouvrir sans faute*, dans le courant de l'année, un crédit de 500 millions de roubles, à l'intention des kolkhoziens.

Ces facilités aideront les paysans-kolkhoziens. Elles aideront ceux des paysans-kolkhoziens qui ont su résister au reflux, qui se sont trempés dans la lutte contre les ennemis des kolkhoz, qui ont su défendre les kolkhoz et garder le grand drapeau du mouvement de collectivisation agricole. Ces facilités aideront les kolkhoziens, paysans pauvres et moyens, qui forment maintenant le noyau essentiel de nos kolkhoz, qui consolideront et cristalliseront nos kolkhoz, et gagneront des millions et des millions de paysans au socialisme. Ces facilités aideront les paysans kolkhoziens, qui forment main-

¹ Souligné par moi. J. St.

tenant les cadres essentiels des kolkhoz et méritent pleinement d'être appelés les héros du mouvement de collectivisation.

Ces facilités, les paysans sortis des kolkhoz n'en bénéficieront pas.

N'est-il pas clair que les paysans commettent une faute en sortant des kolkhoz ?

N'est-il pas clair qu'ils ne peuvent s'assurer le bénéfice de ces facilités qu'en revenant aux kolkhoz ?

Huitième question. — Que faire des communes, ne faut-il pas les dissoudre ?

Réponse. — Non, il ne le faut point, il n'y a pas de raison de les dissoudre. Je parle des communes véritables, et non des communes fictives. En U.R.S.S., dans les régions à céréales, existe une série de communes magnifiques, qui méritent d'être encouragées et soutenues. Je veux parler des vieilles communes qui ont résisté aux années d'épreuves et se sont trempées dans la lutte, justifiant ainsi pleinement leur existence. En ce qui concerne les nouvelles communes constituées tout récemment, elles ne pourront continuer d'exister que si elles se sont organisées *volontairement*, avec l'appui actif des paysans et sans que soit imposée à ces paysans la mise en commun de leurs moyens de consommation.

La formation et la gestion des communes est une chose compliquée, difficile. Les grandes communes stables ne peuvent subsister et se développer que si elles disposent de cadres expérimentés et de dirigeants éprouvés. Le passage brusqué du statut de l'artel au statut des communes ne peut que repousser les paysans du mouvement de collectivisation. C'est pourquoi il faut traiter cette affaire d'une façon particulièrement sérieuse, et sans aucune précipitation. L'artel est une chose plus facile et plus accessible à la conscience des grandes masses paysannes. C'est pourquoi l'artel est, à l'heure présente, la forme la plus répandue du mouvement de collectivisation. Ce n'est qu'au fur et à mesure du renforcement et de la consolidation des artels agricoles que peut se créer un terrain propice au mouvement de masse des paysans vers la commune. C'est pourquoi la commune, qui est la forme suprême, ne saurait être que dans l'avenir le chaînon principal du mouvement de collectivisation.

Neuvième question. — Que faire des koulaks ?

Réponse. — Jusqu'ici nous n'avons parlé que du paysan moyen. Le paysan moyen est un allié de la classe ouvrière, et notre politique envers lui doit être amicale. Il en va autrement du koulak. Le koulak est l'ennemi du pouvoir des Soviets. Avec lui, il n'y a et il ne peut y avoir de paix pour nous. Notre politique à l'égard du koulak est la politique de liquidation de ce dernier comme classe. Cela ne signifie évidemment pas que nous puissions le liquider d'un

seul coup. Mais cela signifie que nous mènerons les choses de façon à l'encercler et à le liquider.

Voici ce que disait Lénine du koulak :

« Les koulaks sont les exploiters les plus féroces, les plus brutaux, les plus sauvages ; ils ont maintes fois rétabli, comme l'atteste l'histoire des autres pays, le pouvoir des grands propriétaires fonciers, des tsars, des popes, des capitalistes. Les koulaks sont plus nombreux que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Cependant ils sont une minorité dans le peuple... Ces buveurs de sang se sont enrichis de la misère du peuple pendant la guerre, ils ont amassé de l'argent par milliers et par centaines de milliers en faisant monter les prix du blé et des autres produits. Ces scorpions se sont engraisés aux dépens des paysans ruinés par la guerre, aux dépens des ouvriers affamés. Plus l'ouvrier souffrait de la faim dans les villes et les usines, et plus ces sangsues se gorgeaient du sang des travailleurs, plus elles s'enrichissaient. Ces vampires accaparaient et accaparent encore les terres seigneuriales, ils asservissent encore et encore les paysans pauvres. (« Camarades ouvriers ! Marchons au dernier, au décisif combat ! », t. XXIII, pp. 206-207, éd. russe.)

Nous avons toléré ces buveurs de sang, ces scorpions et ces vampires, en appliquant une politique de limitation de leurs tendances exploiteuses. Nous les avons tolérés, parce que nous n'avions rien pour remplacer les exploitations des koulaks, la production des koulaks. Maintenant nous avons la possibilité de remplacer avantageusement leur économie par l'économie de nos kolkhoz et de nos sovkhos. Il n'y a aucune raison maintenant de tolérer plus longtemps ces scorpions et ces buveurs de sang. Tolérer plus longtemps ces scorpions et ces buveurs de sang qui mettent le feu aux kolkhoz, qui assassinent les militants kolkhoziens et cherchent à saboter les semailles, c'est aller contre les intérêts des ouvriers et des paysans.

Aussi la politique de liquidation des koulaks comme classe doit-elle être appliquée avec toute l'insistance et tout l'esprit de suite dont les bolchéviki sont capables.

Dixième question. — Quelle est la tâche pratique immédiate des kolkhoz ?

Réponse. — La tâche pratique immédiate des kolkhoz, c'est la lutte pour les semailles, pour l'extension maximum des surfaces ensemencées, pour une bonne organisation des semailles.

Toutes les autres tâches des kolkhoz doivent, maintenant, être adaptées à la tâche des semailles.

Tous les autres travaux des kolkhoz doivent, maintenant, être subordonnés au travail d'organisation des semailles.

Cela signifie que la stabilité des kolkhoz et de leur cadre de militants actifs sans-parti, les capacités des dirigeants des kolkhoz et de leur noyau bolchévik seront vérifiées, non sur des résolutions tapageuses et des allocutions grandiloquentes, mais dans les faits, d'après la bonne organisation des semailles.

Mais pour remplir avec honneur cette tâche pratique, il faut tourner l'attention des militants kolkhoziens vers les questions économiques de l'organisation des kolkhoz, vers les problèmes de leur structure intérieure.

Jusqu'à ces derniers temps, la course aux chiffres élevés de collectivisation était la préoccupation principale des militants des kolkhoz, et les gens ne voulaient pas voir la différence entre la collectivisation véritable et la collectivisation fictive. Maintenant, il faut briser avec cet engouement pour les chiffres. Maintenant, l'attention des militants doit être concentrée sur la consolidation des kolkhoz, sur leur cristallisation organique, sur l'organisation du travail pratique dans les kolkhoz.

Jusqu'à ces derniers temps, l'attention des militants des kolkhoz était concentrée sur l'organisation de grandes unités collectives, sur l'organisation de ce qu'on appelle les « géants », « géants » qui dégénéraient assez souvent en d'encombrants offices bureaucratiques, n'ayant pas de racines économiques dans les bourgs et villages. Le travail de façade absorbait, de la sorte, le travail pratique. Maintenant, il faut briser avec cet engouement pour le travail de façade. Maintenant, l'attention des militants doit être aiguillée sur le travail économique et d'organisation des kolkhoz dans les bourgs et villages. Quand ce travail aura porté ses fruits, les « géants » apparaîtront d'eux-mêmes.

Jusqu'à ces derniers temps, on ne s'est pas suffisamment préoccupé d'attirer les paysans moyens au travail de direction dans les kolkhoz. Or, il existe parmi les paysans moyens des agriculteurs avisés, qui pourraient devenir d'excellents militants agricoles dans l'œuvre de construction des kolkhoz. Il faut qu'il soit remédié maintenant à cette insuffisance dans notre travail. Maintenant la tâche est d'attirer au travail de direction, dans les kolkhoz, l'élite des paysans moyens, de les laisser développer leurs facultés dans ce domaine.

Jusqu'à ces derniers temps, on n'accordait pas suffisamment d'attention au travail parmi les paysannes. La période écoulée a montré que le travail parmi les paysannes était, chez nous, le point le plus faible de notre activité. Maintenant, il faut que cette insuffisance soit liquidée résolument et sans retour.

Jusqu'à ces derniers temps, les communistes d'une série de régions s'en tenaient à ce point de vue qu'ils pouvaient résoudre par leurs propres forces tous les problèmes touchant la construction des kolkhoz. Partant de ce point de vue, ils n'accordaient pas une attention suffisante à la nécessité d'attirer les sans-parti au travail responsable dans les kolkhoz, d'appeler les sans-parti au travail de direction, d'organiser un large cadre de militants actifs sans-parti.

L'histoire de notre Parti a démontré — et la période écoulée de la formation des kolkhoz a montré une fois de plus — qu'une telle position est foncièrement erronée. Si les communistes s'enfermaient dans leur coquille, s'ils s'isolaient des sans-parti par un mur, ils compromettraient toute leur entreprise. Si les communistes ont pu se couvrir de gloire dans les batailles pour le socialisme, et si les ennemis du communisme ont été battus, c'est, entre autres, parce que les communistes ont su intéresser au travail l'élite des sans-parti ; parce qu'ils ont su puiser des forces parmi les larges couches de sans-parti ; parce qu'ils ont su entourer leur Parti d'un large cadre de militants actifs sans-parti. Maintenant, ce défaut de notre travail parmi les sans-parti doit être supprimé résolument et sans retour.

Corriger ces insuffisances de notre travail, les liquider à fond, c'est précisément orienter dans la bonne voie le travail économique des kolkhoz.

Ainsi :

1. Bien organiser les semailles, telle est la tâche.
2. Concentrer l'attention sur les problèmes économiques du mouvement de collectivisation, tel est le moyen pour résoudre cette tâche.

Pravda, n° 92, 3 avril 1930.

LES TACHES DES DIRIGEANTS DE L'INDUSTRIE

DISCOURS PRONONCÉ A LA 1^{re} CONFÉRENCE DES CADRES
DE L'INDUSTRIE SOCIALISTE DE L'U.R.S.S.,
LE 4 FEVRIER 1931

Camarades, les travaux de votre conférence touchent à leur fin. Vous allez adopter tout à l'heure des résolutions. Je ne doute pas qu'elles ne soient adoptées à l'unanimité. Dans ces résolutions — je les connais un peu, — vous approuvez les chiffres estimatifs du plan de l'industrie pour l'année 1931, et vous prenez l'engagement de les exécuter.

La parole d'un bolchévik est chose sérieuse. Les bolchéviks ont l'habitude de tenir les promesses qu'ils font. Mais que signifie l'engagement d'exécuter les chiffres estimatifs pour l'année 1931 ? Cela signifie : assurer l'accroissement général de la production industrielle de 45%. Or, c'est là une très grande tâche. Bien plus, un tel engagement signifie que, non seulement vous faites la promesse d'exécuter notre plan quinquennal en quatre ans, c'est chose décidée et il n'est plus besoin ici d'aucune résolution, *cela signifie que vous promettez de l'accomplir en trois ans pour les industries maîtresses, décisives.*

C'est bien que la conférence fasse la promesse d'exécuter le plan de 1931, d'exécuter le plan quinquennal en trois ans. Mais nous sommes instruits par l'« amère expérience ». Nous savons que les promesses ne sont pas toujours tenues. Au début de 1930, on avait également promis d'exécuter le plan annuel. Il s'agissait alors d'augmenter la production de notre industrie de 31-32%. Cependant cette promesse n'a pas été entièrement tenue. L'accroissement effectif de la production industrielle a été, pour 1930, de 25%. Nous devons poser la question : la même chose ne va-t-elle pas se reproduire cette année ? Les dirigeants, les travailleurs de notre industrie promettent maintenant d'augmenter la production industrielle, en 1931, de 45%. Mais où est la garantie que cette promesse sera tenue ?

Que faut-il pour exécuter les chiffres estimatifs, pour fournir un accroissement de production de 45%, pour obtenir l'exécution du plan quinquennal non en quatre, mais en trois ans dans les industries maîtresses, décisives ?

Il y faut deux conditions essentielles.

D'abord il faut qu'il y ait des possibilités réelles ou, comme on dit chez nous, « objectives ».

En second lieu, il faut qu'il y ait le désir et le savoir-faire pour diriger nos entreprises, de façon que ces possibilités soient réalisées.

Avions-nous, l'an dernier, les possibilités « objectives » pour exécuter le plan intégralement ? Oui, nous les avons. Des faits incontestables l'attestent. Ces faits, les voici : en mars et avril de l'an dernier, l'industrie a fourni un accroissement de production de 31% comparativement à l'année d'avant. On se demande : Pourquoi donc n'avons-nous pas accompli le plan pour l'année tout entière ? Qu'est-ce qui nous en a empêchés ? Qu'est-ce qui nous manquait ? *Le savoir-faire nous a manqué pour utiliser les possibilités existantes. Le savoir-faire nous a manqué pour diriger judicieusement les usines, les fabriques, les mines.*

Nous avons la première condition : les possibilités « objectives » pour exécuter le plan. Mais nous n'avons pas à un degré suffisant la deuxième condition : le savoir-faire pour diriger la production. Et précisément parce que nous avons manqué de savoir-faire pour diriger les entreprises, le plan s'est trouvé inexécuté. Au lieu de 31-32% d'accroissement, nous n'avons fourni que 25%.

Evidemment, 25% d'accroissement, c'est une grande chose. Il n'est pas un seul pays capitaliste qui ait eu, en 1930, ou qui ait maintenant un accroissement de sa production. Dans tous les pays capitalistes sans exception, la production accuse une chute marquée. Dans ces conditions, 25% d'accroissement, c'est un grand pas en avant. Mais nous pouvions donner plus. Nous avons pour cela toutes les conditions « objectives » nécessaires.

Ainsi donc, où est la garantie que cette année le cas de l'année dernière ne se reproduira pas ; que le plan sera exécuté entièrement ; que les possibilités existantes seront utilisées par nous comme il convient ; que votre promesse ne restera pas, pour une certaine part, sur le papier ?

Dans l'histoire des Etats, dans l'histoire des pays, dans l'histoire des armées, il y eut des cas où toutes les possibilités de succès et de victoire étaient réunies, mais où ces possibilités restaient inutilisées parce que les dirigeants ne les remarquaient pas, ne savaient pas s'en servir et les armées subissaient la défaite.

Avons-nous toutes les possibilités nécessaires pour l'exécution des chiffres estimatifs de 1931 ?

Oui, nous avons ces possibilités.

En quoi consistent-elles ? Que faut-il pour qu'elles deviennent une réalité ?

Il faut tout d'abord des richesses naturelles suffisantes dans le pays : minerai de fer, charbon, pétrole, blé, coton. Existence-elles

chez nous ? Oui. Elles existent en plus grande quantité que dans tout autre pays. A ne prendre que l'Oural ; il représente une combinaison de richesses qu'on ne saurait trouver dans aucun pays. Minerai, charbon, pétrole, blé, que n'y a-t-il pas dans l'Oural ! Notre pays a tout, excepté peut-être le caoutchouc. Mais d'ici un an ou deux, nous aurons aussi le caoutchouc à notre disposition. De ce côté, du côté des richesses naturelles, nous sommes pleinement pourvus. Nous en avons même plus qu'il n'est nécessaire.

Que faut-il encore ?

Il faut qu'*existe un pouvoir* qui ait le désir et la force de pousser la mise en valeur, au profit du peuple, de ces immenses richesses naturelles. Un tel pouvoir existe-t-il chez nous ? Oui. Il est vrai que notre travail pour la mise en valeur des richesses naturelles ne se fait pas toujours sans frottements entre nos propres collaborateurs. Par exemple, l'an dernier, le pouvoir des Soviets a dû mener une certaine lutte au sujet de la formation d'une deuxième base houillère et métallurgique, sans laquelle nous ne pouvons pas nous développer plus avant. Mais nous avons déjà surmonté ces obstacles. Et nous aurons sous peu cette base.

Que faut-il encore ?

Il faut encore que ce pouvoir jouisse du *soutien* des millions d'ouvriers et de paysans. Notre pouvoir jouit-il de ce soutien ? Oui. Dans le monde entier vous ne trouverez pas un pouvoir qui, comme le pouvoir des Soviets, jouisse d'un tel soutien des ouvriers et des paysans. Je n'invoquerai pas les faits attestant la croissance de l'émulation socialiste, les progrès du travail de choc ; je n'invoquerai pas la campagne de lutte pour le contre-plan industriel et financier. Tous ces faits, qui marquent nettement le soutien que les masses innombrables donnent au pouvoir des Soviets, sont connus de tous.

Que faut-il encore pour exécuter et dépasser les chiffres estimatifs de 1931 ?

Il faut encore qu'*existe un régime* qui soit exempt des maladies incurables du capitalisme, et qui présente des avantages sérieux sur le capitalisme. La crise, le chômage, le gaspillage, la misère des grandes masses, voilà les maladies incurables du capitalisme. Notre régime ne souffre pas de ces maladies, parce que le pouvoir est dans nos mains, dans les mains de la classe ouvrière, parce que nous planifions l'économie, accumulons méthodiquement les ressources, et les répartissons judicieusement entre les branches de l'économie nationale. Nous sommes exempts des maladies incurables du capitalisme. C'est ce qui nous distingue du capitalisme, c'est là notre avantage décisif sur le capitalisme. Voyez comment les capitalistes entendent sortir de la crise. Ils baissent au maximum le salaire des ouvriers. Ils baissent au maximum les prix des

matières premières et des produits alimentaires. Mais ils ne veulent pas baisser tant soit peu sérieusement les prix des articles manufacturés. C'est dire qu'ils entendent sortir de la crise aux dépens des principaux consommateurs de marchandises, aux dépens des ouvriers, aux dépens des paysans, aux dépens des travailleurs des pays produisant les matières premières et les denrées alimentaires. Les capitalistes portent la hache à la branche sur laquelle ils se tiennent assis. Et, au lieu d'une issue à la crise, il en résulte une aggravation de celle-ci, il en résulte une accumulation de nouvelles prémisses conduisant à une nouvelle crise, encore plus cruelle. Notre avantage est que nous ignorons les crises de surproduction; que nous n'avons ni n'aurons des millions de chômeurs; que nous n'avons pas d'anarchie dans la production, puisque notre économie est régie par un plan. Mais ce n'est pas tout. Nous sommes le pays de l'industrie la plus concentrée. C'est dire que nous pouvons édifier notre industrie sur la base de la technique la meilleure, et garantir ainsi une productivité du travail jamais vue, un rythme d'accumulation sans précédent. Notre faiblesse dans le passé était que cette industrie se basait sur une économie paysanne, petite et morcelée. Mais cela fut. Maintenant cela n'est plus. Demain, peut-être dans un an, nous deviendrons le pays de l'agriculture la plus grande du monde. Les sovkhoz et les kolkhoz, qui sont des formes de grosse exploitation, ont fourni dès cette année la moitié de tout notre blé marchand. Et cela signifie que notre régime, le régime soviétique, nous donne des possibilités de progression rapide, dont ne peut rêver aucun pays bourgeois.

Que faut-il encore pour avancer à pas de géant ?

Il faut qu'existe un parti suffisamment cohérent et uni, pour orienter les efforts de tous les meilleurs hommes de la classe ouvrière vers *un seul point*, et suffisamment expérimenté pour ne pas flancher devant les difficultés et appliquer systématiquement une politique juste, révolutionnaire, bolchévique. Ce parti existe-t-il chez nous ? Oui, il existe. Sa politique est-elle juste ? Oui, elle est juste, puisqu'elle donne de sérieux succès. Non seulement les amis, mais les ennemis de la classe ouvrière le reconnaissent aujourd'hui. Voyez comme aboient et se démènent contre notre Parti les gentlemen « respectables » connus de tous : Fish en Amérique, Churchill en Angleterre, Poincaré en France. Pourquoi aboient-ils et se démènent-ils ? Parce que la politique de notre Parti est juste, parce qu'elle donne un succès après l'autre.

Voilà, camarades, toutes les possibilités qui nous facilitent la réalisation des chiffres estimatifs de 1931, qui permettent d'exécuter le plan quinquennal en quatre ans, et même en trois ans pour les branches décisives.

Ainsi la première condition pour exécuter le plan — les possibilités « objectives » — existe chez nous.

Avons-nous la deuxième condition : le savoir-faire pour utiliser ces possibilités ?

Autrement dit, avons-nous une juste direction des fabriques, des usines, des mines ? Tout va-t-il ici pour le mieux ?

Malheureusement non. Et nous devons, nous bolchéviks, le proclamer haut et clair.

Que signifie diriger la production ? Chez nous on n'envisage pas toujours à la manière bolchévique le problème de la direction des entreprises. On pense souvent que diriger, c'est signer des papiers. C'est triste, mais c'est un fait. Parfois on songe involontairement aux personnages de Chtchédrine. Vous vous souvenez comment une pompadour¹ faisait la leçon à son rejeton : Ne te casse pas la tête à étudier ; ne pénètre pas au fond des choses ; que les autres s'en occupent, ce n'est pas ton affaire ; ton affaire est de diriger, de signer des papiers. Il faut reconnaître, à notre honte, que parmi nous aussi, parmi les bolchéviks, il en est bon nombre qui pour diriger signent des papiers. Quant à pénétrer au fond des choses, à s'assimiler la technique, à devenir les maîtres de la besogne, eh bien ! non, ils n'y songent même pas.

Comment a-t-il pu se faire que nous, bolchéviks, qui avons fait trois révolutions, qui sommes sortis victorieux d'une guerre civile atroce, qui avons résolu la tâche immense de créer l'industrie, qui avons orienté la paysannerie dans la voie du socialisme, — comment a-t-il pu se faire que, lorsqu'il s'agit de diriger la production, c'est la paperasse qui l'emporte ?

La raison, c'est que signer un papier est plus facile que diriger la production. Et c'est ainsi que beaucoup de dirigeants de l'industrie se sont engagés dans cette voie du moindre effort. Il y a là aussi de notre faute, de la faute du centre. Une dizaine d'années plus tôt un mot d'ordre fut lancé : « Etant donné que les communistes ne connaissent pas encore comme il se doit la technique de la production, et qu'il leur faut encore apprendre à gérer l'économie, les vieux techniciens et ingénieurs, les spécialistes conduiront la production ; quant à vous, communistes, ne vous mêlez pas de la technique du travail ; mais, sans vous en mêler, étudiez la technique, étudiez d'arrache-pied la science de la direction de la production pour devenir ensuite, avec les spécialistes qui nous sont dévoués, de véritables dirigeants de la production, de véritables maîtres de la besogne. » Tel était le mot d'ordre. Et qu'est-il advenu en fait ? On

¹ *Pompadour*, type de l'administrateur-tyranneau peint par le célèbre satirique russe Saltykov-Chtchédrine, dans ses *Pompadours*. (N. des Trad.)

a rejeté la deuxième partie de cette formule, car il est plus difficile d'apprendre que de signer des papiers ; quant à la première partie, on l'a avilie, en interprétant la non-immixtion comme une renonciation à l'étude de la technique de la production. Il en est résulté une chose absurde, une chose nuisible et dangereuse. Plus tôt nous nous en débarrasserons, et mieux cela vaudra.

La vie elle-même nous a plus d'une fois avertis que les choses allaient mal dans ce domaine. L'affaire de Chakhti fut le premier avertissement. L'affaire de Chakhti a montré que les organisations du Parti et les syndicats manquaient de vigilance révolutionnaire. Elle a montré que les dirigeants de nos organisations économiques sont scandaleusement en retard sous le rapport technique ; que certains vieux ingénieurs et techniciens, travaillant sans contrôle, glissent plus facilement dans la voie du sabotage, d'autant plus que les ennemis de l'étranger les harcèlent sans cesse de « propositions ». Le deuxième avertissement fut le procès du « Parti industriel ».

Nul doute qu'à la base du sabotage se trouve la lutte des classes. Nul doute que l'ennemi de classe résiste furieusement à l'offensive socialiste. Mais cela seul ne suffit pas pour expliquer une telle luxuriance de sabotage.

Comment a-t-il pu se faire que le sabotage ait pris d'aussi vastes proportions ? A qui la faute ? A nous. Si nous avions organisé la direction de l'économie autrement ; si nous nous étions mis beaucoup plus tôt à l'étude de la technique du travail, à l'assimilation de la technique ; si nous nous étions mêlés plus souvent et de façon plus judicieuse de la direction de l'économie, les saboteurs n'auraient pu nuire autant.

Il nous faut devenir nous-mêmes des spécialistes, les maîtres de la besogne ; il faut nous tourner face aux connaissances techniques, voilà de quel côté la vie nous pousse. Mais ni le premier avertissement, ni même le second, n'ont assuré jusqu'ici le tournant nécessaire. Il est temps, il est grand temps de nous tourner face à la technique. Il est temps de rejeter le vieux mot d'ordre, le mot d'ordre périmé de la non-immixtion dans la technique, et de devenir nous-mêmes des spécialistes, des connaisseurs en la matière ; de devenir nous-mêmes les vrais maîtres de la besogne.

On demande souvent pourquoi nous n'avons pas de direction unique ? Elle n'existe et n'existera pas aussi longtemps que nous n'aurons pas pris possession de la technique. Aussi longtemps que parmi nous, bolchéviks, il n'y aura pas un nombre suffisant d'hommes rompus aux questions de la technique, de l'économie et des finances, nous n'aurons pas une véritable direction unique. Ecrivez autant de résolutions qu'il vous plaira, faites tous les serments

que vous voudrez, mais si vous ne vous rendez pas maîtres de la technique, de l'économie, des finances de l'usine, de la fabrique, de la mine, il n'en sortira rien de bon, vous n'aurez pas de direction unique.

Notre tâche, par conséquent, est de prendre nous-mêmes possession de la technique, de devenir nous-mêmes les maîtres de la besogne. Là seulement est la garantie que nos plans seront entièrement exécutés, et la direction unique réalisée.

Certes, ce n'est pas facile, mais c'est parfaitement réalisable. La science, l'expérience technique, le savoir, tout cela s'acquiert. Aujourd'hui on ne les a pas, demain on les aura. L'essentiel ici, c'est d'avoir le désir ardent, bolchévik, de se rendre maîtres de la technique, de se rendre maîtres de la science de la production. Il suffit de le désirer ardemment pour pouvoir tout obtenir, tout surmonter.

On demande parfois s'il ne serait pas possible de ralentir un peu les rythmes, de retenir le mouvement. Non, ce n'est pas possible, camarades ! Il n'est pas possible de réduire les rythmes ! Au contraire, dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, il faut les augmenter. C'est ce que nous imposent nos obligations envers les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S. C'est ce que nous imposent nos obligations envers la classe ouvrière du monde entier.

Freiner les rythmes, cela signifie retarder. Mais les retardataires se font battre. Et nous, nous ne voulons pas être battus. Non, nous ne le voulons pas ! L'histoire de l'ancienne Russie consistait, entre autres, en ce que la Russie était continuellement battue à cause de son retard. Battue par les khans mongols. Battue par les beys turcs. Battue par les féodaux suédois. Battue par les seigneurs polono-lituanais. Battue par les capitalistes anglo-français. Battue par les barons japonais. Battue par tout le monde, — pour son retard. Pour son retard militaire, pour son retard culturel, pour son retard politique, pour son retard industriel, pour son retard agricole. On la battait, parce que cela rapportait et qu'on pouvait le faire impunément. Rappelez-vous les paroles du poète d'avant la Révolution : « Tu es miséreuse et opulente, tu es vigoureuse et impuissante, petite mère Russie. » Ces paroles du vieux poète, ces messieurs les ont bien apprises. Ils l'ont battue en disant : « Tu es opulente », donc on peut s'enrichir à tes dépens. Ils l'ont battue en disant : « Tu es miséreuse et impuissante », donc on peut te battre et te piller impunément. Car telle est la loi des exploités : battre les retardataires et les faibles. Loi féroce du capitalisme. Tu es en retard, tu es faible, donc tu as tort, par conséquent l'on peut te battre et t'asservir. Tu es puissant, donc tu as raison, et par conséquent tu es à craindre.

Voilà pourquoi il ne nous est plus permis de retarder.

Dans le passé, nous n'avions pas et ne pouvions avoir de patrie. Mais maintenant que nous avons renversé le capitalisme et que notre pouvoir est un pouvoir ouvrier, nous avons une patrie et nous défendrons son indépendance. Voulez-vous que notre patrie socialiste soit battue et qu'elle perde son indépendance ? Mais si vous ne le voulez pas, vous devez liquider son retard dans le plus bref délai, et développer de véritables rythmes bolchéviques dans la construction de son économie socialiste. Il n'est point d'autres voies. Voilà pourquoi Lénine disait au moment d'Octobre : « Ou la mort, ou rejoindre et dépasser les pays capitalistes avancés. »

Nous retardons de cinquante à cent ans sur les pays avancés. Nous devons parcourir cette distance en dix ans. Ou nous le ferons, ou nous serons broyés.

Voilà ce que nous dictent nos obligations envers les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S.

Mais nous avons encore d'autres obligations, plus graves et plus importantes. Celles que nous devons remplir envers le prolétariat mondial. Elles coïncident avec les obligations du premier genre. Mais nous les plaçons plus haut. La classe ouvrière de l'U.R.S.S. est une partie de la classe ouvrière mondiale. Nous avons vaincu, non seulement par les efforts de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., mais aussi grâce à l'appui de la classe ouvrière mondiale. Sans cet appui l'on nous aurait depuis longtemps déchiquetés. On dit que notre pays est la brigade de choc du prolétariat de tous les pays. C'est bien dit. Mais cela nous impose les obligations les plus sérieuses. Au nom de quoi le prolétariat international nous soutient-il ? Qu'est-ce qui nous a valu ce soutien ? C'est que nous nous sommes jetés les premiers dans la bataille contre le capitalisme ; que nous avons les premiers instauré le pouvoir ouvrier ; que nous nous sommes mis les premiers à bâtir le socialisme. C'est que nous travaillons à une œuvre qui, en cas de succès, retournera le monde entier et affranchira toute la classe ouvrière. Et que faut-il pour réussir ? Liquider notre retard, développer des rythmes élevés, bolchéviques, de construction. Nous devons marcher de l'avant de façon que la classe ouvrière du monde entier, en nous regardant, puisse dire : Le voilà mon détachement d'avant-garde, la voilà ma brigade de choc, le voilà mon pouvoir ouvrier, la voilà ma patrie ; ils travaillent à leur œuvre, à notre œuvre à nous, et ils y travaillent bien ; soutenons-les contre les capitalistes et attisons la flamme de la révolution mondiale. Devons-nous justifier les espoirs de la classe ouvrière mondiale, remplir nos obligations envers elle ? Oui, nous le devons, si nous ne voulons pas définitivement nous couvrir de honte.

Telles sont nos obligations, intérieures et internationales.

Vous voyez qu'elles nous dictent des rythmes bolchéviques de développement.

Je ne dirai pas qu'en ce qui concerne la direction de l'économie il n'a été rien fait, chez nous, au cours de ces années. Si, on a fait quelque chose, et même beaucoup. Nous avons doublé la production de l'industrie comparativement à celle d'avant-guerre. Nous avons créé la plus grande production agricole du monde. Mais nous aurions pu faire encore plus, si nous nous étions appliqués, pendant cette période, à nous rendre véritablement maîtres de la production, de sa technique, de son côté économique et financier.

En dix ans au maximum, nous devons parcourir la distance dont nous retardons sur les pays avancés du capitalisme. Pour cela, nous avons toutes les possibilités « objectives ». Il ne nous manque que le savoir-faire pour tirer véritablement parti de ces possibilités. Mais c'est une chose qui dépend de nous. *Uniquement* de nous ! Il est temps que nous apprenions à tirer parti de ces possibilités. Il est temps d'en finir avec cette tendance pernicieuse à ne pas s'ingérer dans la production. Il est temps d'adopter une autre, une nouvelle attitude, conforme à la période actuelle : l'attitude qui consiste à se mêler de tout. Si tu es directeur d'usine, mêle-toi de toutes les affaires, pénètre au fond de toutes choses, ne laisse rien passer, apprends et apprends encore. Les bolchéviques doivent se rendre maîtres de la technique. Il est temps que les bolchéviques deviennent eux-mêmes des spécialistes. La technique en période de reconstruction décide de tout. Et un chef de l'industrie qui ne veut pas étudier la technique, qui ne veut pas s'en rendre maître, ce n'est pas un chef d'industrie, c'est une dérision.

On dit qu'il est difficile de se rendre maître de la technique. C'est faux ! Il n'est point de forteresse que les bolchéviques ne puissent prendre. Nous avons résolu une série de problèmes très difficiles. Nous avons renversé le capitalisme. Nous avons pris le pouvoir. Nous avons construit une immense industrie socialiste. Nous avons orienté le paysan moyen dans la voie du socialisme. Le plus important, du point de vue de l'œuvre constructive, nous l'avons déjà fait. Il ne nous reste que peu de chose à faire : étudier la technique, nous rendre maîtres de la science. Et lorsque nous aurons fait cela, nous déclencherons des rythmes dont nous n'osons même pas rêver aujourd'hui. Et si nous le voulons vraiment, nous le ferons !

NOUVELLE SITUATION, NOUVELLES TACHES DE L'ÉDIFICATION ÉCONOMIQUE

DISCOURS PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE DES DIRIGEANTS
DE L'INDUSTRIE, LE 23 JUIN 1931

Camarades, d'après les matériaux de la conférence on voit que, du point de vue de l'exécution du plan, notre industrie offre un tableau assez bigarré. Il est des industries qui, au cours des cinq mois écoulés, accusent un accroissement de production de 40 à 50%, comparativement à l'année passée. Il en est d'autres où l'accroissement ne dépasse pas 20 à 30%. Il en est enfin qui accusent un accroissement minimum, quelque 6 ou 10%, et parfois moins encore. Au nombre de ces dernières il convient de ranger l'industrie houillère et la sidérurgie. Tableau bigarré, comme vous le voyez.

Comment expliquer cette bigarrure ? Quelle est la raison du retard de certaines industries ? Quelle est la raison qui fait que certaines industries ne fournissent en tout et pour tout que 20 à 25% d'accroissement, et que l'industrie houillère et la sidérurgie accusent un accroissement encore moindre, qu'elles se traînent à la queue des autres branches d'industrie ?

La raison en est que, ces derniers temps, les conditions de développement de l'industrie ont radicalement changé ; une nouvelle situation s'est créée, qui réclame de nouveaux procédés de direction. Mais certains de nos dirigeants de l'industrie, au lieu de modifier les procédés de travail, continuent à travailler à la mode ancienne. C'est donc que les nouvelles conditions de développement de l'industrie exigent que le travail soit fait d'une nouvelle manière ; or certains de nos dirigeants de l'industrie ne le comprennent pas ; ils ne voient pas qu'il faut diriger maintenant d'une manière nouvelle.

Là est la raison du retard de certaines branches de notre industrie.

Que sont ces nouvelles conditions de développement de notre industrie ? D'où sont-elles venues ?

Ces nouvelles conditions sont pour le moins au nombre de six. Examinons-les.

I

LA MAIN-D'ŒUVRE

Il s'agit avant tout d'assurer la *main-d'œuvre* aux entreprises. Autrefois les ouvriers allaient ordinairement d'eux-mêmes dans les usines, dans les fabriques, il y avait donc une sorte de mouvement spontané dans ce domaine. Ce mouvement spontané était dû au chômage, à la différenciation dans les campagnes, à la misère, à la peur de la faim qui chassait les gens de la campagne vers la ville. Vous vous rappelez la formule : « La fuite du moujik de la campagne à la ville » ? Qu'est-ce qui obligeait le paysan à se sauver de la campagne vers la ville ? La peur de la faim, le chômage, parce que la campagne était pour lui une marâtre, et qu'il était prêt à la fuir au diable vauvert, pourvu qu'il reçût du travail.

Il en était ainsi ou presque ainsi, chez nous, dans un passé récent.

Peut-on dire que nous ayons maintenant exactement le même tableau ? Non, on ne saurait le dire. Au contraire, la situation a radicalement changé aujourd'hui. Et précisément parce que la situation a changé, nous n'avons plus d'afflux spontané de main-d'œuvre. Qu'est-ce donc qui a changé en somme, pendant ce temps ? Premièrement, nous avons liquidé le chômage ; nous avons donc anéanti la force qui pesait sur le « marché du travail ». En second lieu, nous avons sapé à la racine la différenciation dans les campagnes ; nous avons donc surmonté cette misère de masse, qui chassait le paysan de la campagne vers la ville. Enfin, nous avons pourvu la campagne de dizaines de milliers de tracteurs et de machines agricoles ; nous avons battu le koulak ; nous avons organisé les kolkhoz et donné aux paysans la possibilité de vivre et de travailler humainement. Aujourd'hui, on ne peut plus dire que la campagne soit une marâtre pour le paysan. Et précisément pour cela, le paysan reste installé à la campagne, et nous n'avons plus ni « fuite du moujik de la campagne à la ville », ni afflux spontané de main-d'œuvre.

Vous voyez que maintenant la situation est toute nouvelle et que de nouvelles conditions sont réunies pour assurer la main-d'œuvre aux entreprises.

Que s'ensuit-il ?

Il s'ensuit premièrement qu'on ne peut plus compter sur l'afflux spontané de la main-d'œuvre. C'est donc que, de la « politique » d'afflux spontané, il faut passer à la politique de recrutement *organisé* des ouvriers pour l'industrie. Mais pour ce faire il n'existe qu'une seule voie, celle des contrats des organisations économiques avec les kolkhoz et les kolkhoziens. Vous savez que certaines organisa-

tions économiques et certains kolkhoz se sont déjà engagés dans cette voie, et l'expérience a montré que la pratique des contrats donne de sérieux résultats, tant pour les kolkhoz que pour les entreprises industrielles.

Il s'ensuit deuxièmement que nous devons passer sans délai à la *mécanisation* des processus les plus pénibles du travail, en poussant les choses à fond (industrie forestière, bâtiment, industrie houillère, chargement et déchargement, transports, sidérurgie, etc.). Cela ne signifie pas évidemment qu'il faille abandonner le travail manuel. Au contraire, le travail manuel jouera encore longtemps un rôle des plus sérieux dans la production. Mais cela signifie que la *mécanisation* des processus du travail est pour nous cette force *nouvelle* et *décisive*, sans laquelle il est impossible de soutenir ni nos rythmes, ni les nouvelles échelles de production.

Nous comptons encore bon nombre de dirigeants de l'industrie, qui « ne croient pas » à la *mécanisation*, ni aux contrats avec les kolkhoz. Ce sont ceux qui ne comprennent pas la nouvelle situation, ne veulent pas travailler d'une manière nouvelle et soupirent après le « bon vieux temps », où la main-d'œuvre « allait d'elle-même » aux entreprises. Inutile de dire que de pareils dirigeants sont aussi éloignés, que le ciel l'est de la terre, des nouvelles tâches que la nouvelle situation pose devant nous quant à la construction de l'économie. Ils pensent, apparemment, que les difficultés de main-d'œuvre sont un phénomène accidentel ; que le manque de main-d'œuvre disparaîtra de lui-même, pour ainsi dire d'une façon spontanée. C'est une erreur, camarades. Les difficultés de main-d'œuvre ne peuvent disparaître d'elles-mêmes. Elles ne peuvent disparaître qu'au prix de nos propres efforts.

Ainsi donc, *recruter de façon organisée la main-d'œuvre au moyen de contrats passés avec les kolkhoz, mécaniser le travail* : telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la première nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la deuxième condition.

II

LE SALAIRE DES OUVRIERS

Je viens de parler du recrutement organisé des ouvriers pour nos entreprises. Mais recruter des ouvriers ne signifie pas encore avoir tout fait. Pour assurer la main-d'œuvre à nos entreprises, il faut que les ouvriers soient attachés à la production et que l'effectif ou-

vrier à l'entreprise soit plus ou moins stable. Il est à peine besoin de démontrer que sans un effectif permanent d'ouvriers, qui se seraient plus ou moins assimilé la technique de la production et habitués aux nouveaux mécanismes, il est impossible d'aller de l'avant, impossible d'exécuter les plans de production. Car autrement l'on serait chaque fois obligé d'instruire les nouveaux ouvriers et de perdre la moitié du temps à leur apprentissage, au lieu de l'utiliser à la production. Et que se passe-t-il en réalité ? Peut-on dire que l'effectif des ouvriers dans nos entreprises soit plus ou moins permanent ? Malheureusement, on ne peut pas le dire. Au contraire, il y a encore dans nos entreprises ce qu'on appelle la *fluctuation* de la main-d'œuvre. Bien plus, dans une série d'entreprises, la fluctuation de la main-d'œuvre, loin de disparaître, augmente, s'accroît. En tout cas, vous trouverez peu d'entreprises dont l'effectif des ouvriers ne change pas, au cours d'un semestre ou même d'un trimestre, dans la proportion d'au moins 30 à 40%.

Autrefois, dans la période de rétablissement de l'industrie, alors que notre outillage technique n'était pas compliqué, et que les échelles de production n'étaient pas grandes, on pouvait « tolérer » tant bien que mal ce qu'on appelle les fluctuations de main-d'œuvre. Maintenant c'est autre chose. La situation a changé radicalement. En cette période de vaste reconstruction, alors que les échelles de production sont immenses et l'outillage technique compliqué à l'extrême, la fluctuation de la main-d'œuvre est devenue pour la production un fléau qui désorganise nos entreprises. « Tolérer » maintenant les fluctuations de main-d'œuvre, c'est désagréger notre industrie, supprimer la possibilité d'exécuter les plans de production, la possibilité d'améliorer la qualité des produits.

Quelle est la cause des fluctuations de la main-d'œuvre ?

C'est l'organisation défectueuse des salaires, le système défectueux des tarifs, c'est le nivellement « gauchiste » dans le domaine des salaires. Dans une série de nos entreprises les taux de salaires sont établis de telle sorte que la différence disparaît presque entre le travail qualifié et le travail non qualifié, entre le travail pénible et le travail facile. Le nivellement a pour résultat que l'ouvrier non qualifié n'a pas intérêt à passer dans la catégorie des ouvriers qualifiés, et qu'il est ainsi privé de perspectives d'avancement, ce qui fait qu'il se sent comme « en villégiature » dans la production, ne travaillant que temporairement pour « se faire un peu d'argent » et s'en aller ensuite autre part « chercher fortune ». Le nivellement a pour résultat que l'ouvrier qualifié est contraint de passer d'entreprise en entreprise pour en trouver, enfin, une où l'on sache apprécier comme il se doit le travail qualifié.

De là le mouvement « général » d'entreprise en entreprise, la fluctuation de la main-d'œuvre.

Pour remédier à ce mal, il faut supprimer le nivellement et briser l'ancien système des tarifs. Pour remédier à ce mal, il faut organiser un système de tarifs, qui tienne compte de la différence entre le travail qualifié et le travail non qualifié, entre le travail pénible et le travail facile. On ne peut tolérer qu'un rouleur de la sidérurgie touche autant qu'un balayeur. On ne peut tolérer qu'un mécanicien de chemin de fer touche autant qu'un copiste. Marx et Lénine disent que la différence entre le travail qualifié et le travail non qualifié existera même sous le socialisme, même après la suppression des classes ; que ce n'est que sous le communisme que doit disparaître cette différence ; que de ce fait le « salaire », même sous le socialisme, doit être payé selon le travail, et non selon les besoins. Mais nos niveleurs parmi les dirigeants de l'industrie et les militants syndicaux ne sont pas d'accord avec cette thèse ; ils estiment que cette différence a déjà disparu sous notre régime des Soviets. Qui a raison, Marx et Lénine ou les niveleurs ? Il faut croire qu'ici c'est Marx et Lénine qui ont raison. Mais alors il s'ensuit que celui qui bâtit maintenant le système des tarifs sur les « principes » du nivellement, sans tenir compte de la différence entre le travail qualifié et le travail non qualifié, celui-là brise avec le marxisme, brise avec le léninisme.

Dans chaque industrie, dans chaque entreprise, dans chaque atelier il existe des groupes essentiels d'ouvriers plus ou moins qualifiés, qu'il faut attacher à la production, avant tout et surtout si nous voulons réellement assurer la stabilité de l'effectif ouvrier à l'entreprise. Ces groupes essentiels d'ouvriers constituent, eux, le chaînon fondamental de la production. Les attacher à l'entreprise, à l'atelier, c'est attacher tout l'effectif des ouvriers, c'est saper à la base la fluctuation de la main-d'œuvre. Et comment les attacher à l'entreprise ? On ne peut les attacher qu'en leur donnant de l'avancement, en augmentant leurs salaires, en organisant le système des salaires de façon que la qualification du travailleur soit convenablement appréciée. Et que veut dire leur donner de l'avancement, élever le niveau de leur salaire ? C'est en plus de toutes autres choses, ouvrir des perspectives devant les ouvriers non qualifiés, les encourager à l'avancement et les faire passer dans la catégorie des ouvriers qualifiés. Vous savez vous-mêmes que nous avons besoin maintenant de centaines de milliers et de millions d'ouvriers qualifiés. Mais pour former des ouvriers qualifiés, il faut encourager les ouvriers non spécialisés et leur donner la perspective d'un avancement, d'une élévation continue. Plus hardiment nous nous engageons dans cette voie, et mieux cela vaudra ;

car c'est là le principal moyen de remédier aux fluctuations de la main-d'œuvre. Écopomiser en cette affaire, c'est commettre un crime, c'est marcher contre les intérêts de notre industrie socialiste.

Mais ce n'est pas tout.

Pour fixer les ouvriers à l'entreprise il faut continuer à améliorer le ravitaillement et les conditions de logement. On ne saurait nier que dans le domaine de la construction d'habitations et du ravitaillement des ouvriers, il a été fait beaucoup en ces dernières années. Mais ce qui a été fait est absolument insuffisant pour couvrir les besoins rapidement accrus des ouvriers. On ne peut invoquer cet argument qu'autrefois les habitations étaient moins nombreuses qu'aujourd'hui et que, par conséquent, l'on peut s'en tenir aux résultats obtenus. On ne peut non plus invoquer l'argument qu'autrefois le ravitaillement des ouvriers était autrement défectueux qu'aujourd'hui et que, par conséquent, l'on peut se contenter de l'état actuel des choses. Seuls des gens pourris et rancis jusqu'à la moelle peuvent se consoler en invoquant le passé. Il ne faut pas prendre comme point de départ le passé, mais les besoins croissants des ouvriers dans le présent. Il faut comprendre que les conditions d'existence des ouvriers de chez nous ont radicalement changé. L'ouvrier aujourd'hui n'est pas ce qu'il était autrefois. L'ouvrier de nos jours, notre ouvrier soviétique, veut vivre de façon à pourvoir à tous ses besoins matériels et culturels au point de vue de son ravitaillement en produits alimentaires, et au point de vue du logement, et au point de vue de la satisfaction des besoins culturels et de tous les autres besoins. Il en a le droit, et nous avons le devoir de lui assurer ces conditions. Il est vrai que chez nous il ne souffre pas du chômage, il est libéré du joug du capitalisme ; il n'est plus un esclave, il est le maître de sa besogne. Mais cela ne suffit pas. Il exige que tous ses besoins matériels et culturels soient satisfaits, et nous avons le devoir de faire droit à cette revendication. N'oubliez pas que nous-mêmes formulons maintenant certaines exigences à l'égard de l'ouvrier, nous exigeons de lui la discipline du travail, un effort intense, l'émulation, un travail de choc. N'oubliez pas que l'énorme majorité des ouvriers ont accepté ces exigences du pouvoir des Soviets avec un grand enthousiasme, et qu'ils s'en acquittent héroïquement. Aussi ne vous étonnez pas si, se conformant aux exigences du pouvoir des Soviets, les ouvriers exigent à leur tour que celui-ci remplisse ses engagements quant à l'amélioration continue de la situation matérielle et culturelle des ouvriers.

Ainsi, faire disparaître la fluctuation de la main-d'œuvre, supprimer le nivellement, organiser judicieusement les salaires, améliorer les conditions d'existence des ouvriers ; telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la deuxième nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la troisième condition.

III

ORGANISATION DU TRAVAIL

J'ai parlé plus haut de la nécessité de faire disparaître la fluctuation de la main-d'œuvre, d'attacher les ouvriers aux entreprises. Mais attacher les ouvriers, ce n'est pas encore épuiser le problème. Il ne suffit pas de faire disparaître la fluctuation. Il faut encore placer les ouvriers dans des conditions de travail leur permettant de travailler avec intelligence, d'élever le rendement, d'améliorer la qualité de la production. Il s'agit, par conséquent, d'organiser le travail dans les entreprises de telle sorte que le rendement augmente de mois en mois, de trimestre en trimestre.

Peut-on dire que l'actuelle organisation du travail, telle qu'elle existe dans nos entreprises, réponde aux exigences modernes de la production ? Non, malheureusement. En tout cas, jusqu'à présent, nous avons encore des entreprises où l'organisation du travail ne vaut rien ; où, au lieu de l'ordre et de la cohésion dans le travail, c'est le désordre et la confusion ; où, au lieu de la responsabilité pour le travail, règnent une totale irresponsabilité, *l'absence de responsabilité personnelle*.

Qu'est-ce que l'absence de responsabilité personnelle ? C'est l'absence de toute responsabilité pour le travail confié, pour les mécanismes, pour les machines, pour les outils. On conçoit qu'avec l'absence de responsabilité il ne puisse être question d'un essor tant soit peu sérieux de la productivité du travail, de l'amélioration de la qualité des produits, du soin que l'on prend des mécanismes, des machines, des outils. Vous savez ce qu'a amené l'absence de responsabilité personnelle dans les chemins de fer. Elle a abouti aux mêmes résultats dans l'industrie. Nous avons remédié à l'absence de responsabilité dans les chemins de fer, et amélioré le travail de ces derniers. Nous devons en faire autant pour l'industrie, afin d'élever son travail à un degré supérieur.

Autrefois l'on pouvait encore, tant bien que mal, « se contenter » de cette organisation défectueuse du travail, qui s'accommode aisément de l'absence de responsabilité de chacun pour un travail précis. Maintenant c'est autre chose. La situation est tout autre. Avec les grandioses échelles actuelles de la production et les entreprises géantes, l'absence de responsabilité personnelle est un fléau de l'in-

dustrie ; elle met en péril toutes nos réalisations, en matière de production et d'organisation, dans les entreprises.

Comment l'absence de responsabilité personnelle a-t-elle pu prendre racine dans certaines de nos entreprises ? Elle est venue là comme l'illégitime compagne de route de la semaine ininterrompue. Il serait faux de dire que la semaine ininterrompue entraîne, forcément, l'absence de responsabilité personnelle dans la production. Avec une juste organisation du travail, avec l'organisation de la responsabilité de chacun pour un travail déterminé, avec des groupes déterminés d'ouvriers attachés aux mécanismes, aux machines, avec une juste organisation des équipes qui ne le cèdent en rien les uns aux autres pour la qualité et la qualification, ces conditions étant réunies, la semaine ininterrompue amène un accroissement énorme du rendement et l'amélioration de la qualité du travail ; elle élimine le défaut de responsabilité personnelle. Les choses vont ainsi, par exemple, dans les chemins de fer, où l'on pratique maintenant la semaine de travail ininterrompue, mais où il n'y a plus de défaut de responsabilité personnelle. Peut-on dire que dans les entreprises industrielles nous ayons un tableau aussi favorable en ce qui concerne la semaine ininterrompue ? Malheureusement non. La vérité est que certaines de nos entreprises ont adopté la semaine ininterrompue avec trop de hâte, sans préparer les conditions nécessaires, sans organiser comme il faut les équipes, plus ou moins égales en valeur pour la qualité et la qualification, sans organiser la responsabilité de chacun pour un travail précis. Conséquence : la semaine ininterrompue, livrée aux forces élémentaires, a abouti à l'absence de responsabilité personnelle. Il en est résulté que nous avons dans une série d'entreprises, une semaine ininterrompue fictive, verbale, et une absence de responsabilité personnelle qui n'est pas fictive, qui est réelle. Il en est résulté : absence du sentiment de responsabilité pour le travail, négligence pour les mécanismes, détérioration en masse des machines-outils et absence de stimulant pour élever la productivité du travail. Ce n'est pas sans raison que les ouvriers disent : « Nous aurions bien élevé le rendement et amélioré le travail, mais qui donc nous apprécierait puisque personne n'est responsable ? »

Il en résulte que certains de nos camarades se sont trop hâtés, çà et là, d'introduire la semaine ininterrompue et, dans leur précipitation, ils ont déformé la semaine ininterrompue, ils l'ont transformée en absence de responsabilité. Pour remédier à cette situation et à l'absence de responsabilité, il existe deux solutions. Ou bien modifier les conditions d'application de la semaine ininterrompue, à l'exemple de ce qui a été fait sur les chemins de fer, de façon qu'elle ne puisse se transformer en absence de responsabilité. Ou bien, là

où les conditions favorables pour une telle expérience font actuellement défaut, rejeter la semaine ininterrompue fictive, passer provisoirement à la semaine interrompue de 6 jours, comme on l'a fait récemment à l'usine de tracteurs de Stalingrad, et préparer les conditions pour revenir, ensuite, à la semaine ininterrompue, réelle, non fictive, pour revenir à la semaine ininterrompue sans absence de responsabilité personnelle.

Pas d'autre solution.

Il est hors de doute que les dirigeants de notre industrie se rendent bien compte de tout cela. Mais ils se taisent. Pourquoi ? Parce que, apparemment, ils craignent la vérité. Mais depuis quand les bolchéviks craignent-ils la vérité ? N'est-il pas exact que dans une série d'entreprises la semaine ininterrompue s'est transformée en absence de responsabilité personnelle ; que de cette façon le sens de la semaine ininterrompue est dénaturé à l'extrême ? On se demande à quoi sert une telle semaine ininterrompue. Qui osera dire que la nécessité de maintenir cette semaine ininterrompue, altérée et fictive, est supérieure à la nécessité d'une organisation judicieuse du travail, supérieure aux intérêts du développement de la productivité du travail, supérieure aux intérêts d'une semaine ininterrompue véritable, supérieure aux intérêts de notre industrie socialiste ? N'est-il pas clair que plus vite nous enterrerons la semaine ininterrompue fictive, et plus vite nous arriverons à organiser une semaine ininterrompue véritable, qui n'existera pas que sur le papier ?

Certains camarades pensent que l'on peut remédier à l'absence de responsabilité personnelle par des exorcismes, par des discours grandiloquents. Je connais, en tout cas, plusieurs dirigeants de l'industrie qui, dans leur lutte contre le défaut de responsabilité, se bornent à intervenir chaque fois dans les réunions, en proférant des malédictions à son adresse ; ils estiment apparemment qu'après de tels discours ce défaut doit disparaître de lui-même, pour ainsi dire de façon spontanée. Ils se trompent lourdement, s'ils pensent que ce défaut peut être éliminé de la pratique par des discours et des exorcismes. Non, camarades, le défaut de responsabilité personnelle ne disparaîtra jamais de lui-même. Nous, et nous seuls, pouvons et devons y remédier, car nous sommes au pouvoir, vous et nous, et nous répondons ensemble de toute chose, y compris le défaut de responsabilité. Je pense qu'ils vaudrait beaucoup mieux que nos dirigeants de l'industrie, au lieu de s'occuper de discours et d'exorcismes, s'installent pour un mois ou deux, par exemple, dans la mine ou à l'usine, étudient sur place tous les détails et « petites choses » de l'organisation du travail, y suppriment pratiquement le défaut de responsabilité pour, ensuite, généraliser l'expérience de l'entreprise en question, aux autres entreprises. Cela vaudrait beaucoup

mieux. Ce serait là lutter effectivement contre le défaut de responsabilité, lutter pour l'organisation judicieuse, bolchévique du travail, lutter pour la répartition judicieuse des forces à l'entreprise.

Ainsi donc, *remédier à l'absence de responsabilité personnelle, améliorer l'organisation du travail, répartir judicieusement les forces à l'entreprise* ; telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la troisième nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la quatrième condition.

IV

LA QUESTION DES INTELLECTUELS TECHNICIENS DE LA PRODUCTION, ISSUS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La situation a changé également en ce qui concerne les cadres de l'industrie en général, le personnel d'ingénieurs et techniciens en particulier.

Autrefois, les choses se présentaient ainsi : la base houillère et métallurgique d'Ukraine était la source principale de toute notre industrie. L'Ukraine approvisionnait en métal toutes nos régions industrielles, aussi bien le Sud que Moscou et Léninegrad. C'était elle encore qui fournissait de charbon nos principales entreprises en U. R. S. S. J'exclus ici l'Oural, étant donné que la part de l'Oural, en comparaison du bassin du Donetz, n'était qu'une grandeur insignifiante. C'est ainsi que nous avons trois principaux foyers pour la formation des cadres de l'industrie : le Sud, la région de Moscou, la région de Léninegrad. On conçoit qu'avec un tel état de choses nous pouvions nous accommoder tant bien que mal du minimum d'ingénieurs et de techniciens dont pouvait alors disposer notre pays.

Il en était ainsi dans un passé récent.

Mais maintenant la situation est tout autre. Maintenant il est clair, je pense, qu'en conservant les rythmes actuels de développement et les gigantesques échelles de production, nous ne pouvons plus nous en tirer avec la seule base houillère et métallurgique d'Ukraine. Vous savez que, malgré l'accroissement de leur production, nous n'avons pas assez de la houille et du métal ukrainiens. Vous savez que nous sommes obligés, pour cette raison, de créer une nouvelle base houillère et métallurgique à l'Est, à savoir : l'Oural-Kouzbass. Vous savez que cette base, nous travaillons à la créer non sans succès. Mais cela ne suffit pas. Il nous faut créer ensuite une métallurgie dans la Sibirie même, pour satisfaire à ses besoins croissants. Et nous y travaillons déjà. Il nous faut créer, en outre, une

nouvelle base de métallurgie non ferreuse au Kazakhstan, au Turkestan. Enfin, il nous faut procéder à de vastes travaux de construction de voies ferrées. C'est ce que nous dictent les intérêts de l'U.R.S.S. dans son ensemble, les intérêts des Républiques de la périphérie aussi bien que ceux du centre.

Il s'ensuit donc que nous ne pouvons plus nous contenter du minimum d'ingénieurs, de techniciens et de chefs de l'industrie, dont nous nous accommodions auparavant. Il s'ensuit que les vieux foyers pour la formation d'ingénieurs et de techniciens ne suffisent plus ; qu'il est nécessaire de créer tout un réseau de nouveaux foyers dans l'Oural, en Sibérie, en Asie centrale. Il nous faut aujourd'hui nous assurer un nombre trois fois, cinq fois plus grand d'ingénieurs, de techniciens et de chefs de l'industrie, si nous voulons réellement accomplir le programme d'industrialisation socialiste de l'U.R.S.S.

Mais ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des chefs, des ingénieurs et des techniciens *quelconques*. Il nous faut des chefs, des ingénieurs et des techniciens *tels* qu'ils soient capables de comprendre la politique de la classe ouvrière de notre pays, capables de s'assimiler cette politique et prêts à la réaliser en conscience. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que notre pays est entré dans une phase de développement, où *la classe ouvrière doit former ses propres intellectuels techniciens de la production*, capables de défendre dans la production les intérêts de la classe ouvrière comme intérêts de la classe dominante.

Aucune classe dominante n'a pu se passer de ses propres intellectuels. Il n'y a aucune raison de mettre en doute le fait que la classe ouvrière de l'U.R.S.S., elle non plus, ne peut se passer de ses propres intellectuels techniciens de la production.

Le pouvoir des Soviets a tenu compte de cette circonstance, et il a ouvert aux hommes de la classe ouvrière les portes des écoles supérieures, pour toutes les branches de l'économie nationale. Vous savez que des dizaines de milliers de jeunes ouvriers et paysans étudient maintenant dans les écoles supérieures. Si autrefois, sous le capitalisme, les écoles supérieures étaient le monopole des fils à papa, maintenant, sous le régime soviétique, c'est la jeunesse ouvrière et paysanne qui y constitue la force dominante. Il est hors de doute que nos établissements scolaires nous donneront bientôt des milliers de nouveaux techniciens et ingénieurs, de nouveaux chefs de notre industrie.

Mais ce n'est là qu'un côté de la question. L'autre côté, c'est que les intellectuels techniciens de la production, issus de la classe ouvrière, ne seront pas formés seulement parmi les hommes sortis de l'école supérieure ; ils seront aussi recrutés parmi les prati-

ciens occupés dans nos entreprises, parmi les ouvriers qualifiés, parmi les éléments cultivés de la classe ouvrière à l'usine, à la fabrique, à la mine. Les initiateurs de l'émulation, les conducteurs des brigades de choc, les inspirateurs pratiques de l'enthousiasme au travail, les organisateurs des travaux sur tels ou tels secteurs de la construction : voilà le nouveau contingent de la classe ouvrière qui, avec les camarades sortis de l'école supérieure doit former le noyau des intellectuels de la classe ouvrière, le noyau du commandement de notre industrie. La tâche consiste à ne pas refouler ces camarades pleins d'initiative, à les pousser plus hardiment aux postes de commande, à leur donner la possibilité de montrer leurs capacités d'organisation, à leur donner la possibilité de compléter leurs connaissances et à créer pour eux une ambiance appropriée, sans regarder à l'argent.

Il y a bon nombre de sans-parti parmi ces camarades. Mais cela ne saurait être un obstacle pour les pousser plus hardiment aux postes de direction. Au contraire, ce sont eux précisément, ce sont ces camarades sans-parti qu'il faut entourer d'une attention particulière, pousser aux postes de commande, afin qu'ils se rendent compte, dans les faits, que le Parti sait apprécier les travailleurs capables et doués. Certains camarades pensent que dans les fabriques, dans les usines, les postes de direction ne sauraient être confiés qu'à des camarades du Parti. C'est pour cette raison qu'ils refoulent souvent des camarades sans-parti capables et pleins d'initiative, pour faire avancer au premier rang des membres du Parti, bien que moins capables et sans initiative. Inutile de dire qu'il n'y a rien de plus stupide et de plus réactionnaire qu'une telle « politique », s'il est permis de l'appeler ainsi. Il est à peine besoin de démontrer qu'avec une telle « politique », on ne peut que discréditer le Parti et en éloigner les ouvriers sans-parti. Notre politique ne consiste pas du tout à transformer le Parti en une caste fermée. Notre politique veut qu'entre les ouvriers membres du Parti et les ouvriers sans-parti il y ait une atmosphère de « confiance mutuelle », une atmosphère de « contrôle mutuel » (*Lénine*). Notre Parti est fort dans la classe ouvrière, entre autres, parce qu'il applique précisément cette politique.

Ainsi donc, *faire en sorte que la classe ouvrière de l'U.R.S.S. possède ses propres intellectuels techniciens de la production ;* telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la quatrième nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la cinquième condition.

V

LES INDICES D'UN TOURNANT PARMIS LES VIEUX INTELLECTUELS TECHNICIENS DE LA PRODUCTION

La question de l'attitude à observer envers les vieux intellectuels bourgeois techniciens de la production se pose, elle aussi, d'une autre manière.

Il y a quelque deux ans les choses se présentaient ainsi : la partie la plus qualifiée des vieux intellectuels techniciens était atteinte de la maladie du sabotage. Bien plus, le sabotage était alors une mode en son genre. Les uns sabotaient, les autres couvraient les saboteurs, d'autres encore s'en lavaient les mains et gardaient la neutralité; d'autres enfin balançaient entre le pouvoir des Soviétiques et les saboteurs. Certes, la majorité des vieux intellectuels techniciens continuait à travailler avec plus ou moins de loyauté. Mais il s'agit ici, non de la majorité, mais de la partie la plus qualifiée des intellectuels techniciens.

Qu'est-ce qui engendrait le mouvement de sabotage? Qu'est-ce qui l'entretenait? L'aggravation de la lutte de classes à l'intérieur de l'U.R.S.S., la politique d'offensive du pouvoir des Soviétiques à l'égard des éléments capitalistes de la ville et de la campagne, la résistance de ces derniers à la politique du pouvoir des Soviétiques, la situation internationale complexe, les difficultés de construction des kolkhoz et des sovkhoz. Si l'activité de la partie combative des saboteurs était épaulée par les plans d'intervention des impérialistes des pays capitalistes et par les difficultés en matière de céréales à l'intérieur du pays, les oscillations de l'autre partie des vieux intellectuels techniciens vers les saboteurs actifs, étaient renforcées par les propos en vogue des bavards trotskistes-menchéviques, disant que « pour ce qui est des kolkhoz et des sovkhoz, de toute façon il n'en sortira rien »; que « le pouvoir des Soviétiques dégénère de toute façon et doit bientôt tomber »; que « par leur politique les bolchéviks favorisent eux-mêmes l'intervention », etc., etc. En outre, puisque même certains vieux bolchéviks parmi les fauteurs de la déviation de droite n'ont pas résisté à la « contagion » et, durant cette période, ont fait un écart qui les a éloignés du Parti, il n'y a pas sujet de s'étonner que certains vieux intellectuels techniciens, qui n'avaient jamais tâté du bolchévisme, aient, eux aussi, avec l'aide de Dieu, chancelé.

On conçoit qu'en cette situation le pouvoir des Soviétiques n'ait pu pratiquer à l'égard des vieux intellectuels techniciens qu'une seule et unique politique : *écraser* les saboteurs actifs, *différencier* les neutres et *gagner* à nous les loyaux.

Il en était ainsi il y a un an ou deux.

Peut-on dire que la situation d'aujourd'hui soit exactement la même ? Non, on ne peut pas le dire. Au contraire, la situation qui s'est créée maintenant est tout autre. D'abord, nous avons battu et nous réduisons avec succès les éléments capitalistes de la ville et des campagnes. Evidemment, cela n'est pas fait pour réjouir les vieux intellectuels. Il est très probable qu'ils continuent à manifester de la sympathie à leurs amis battus. Mais on n'a jamais vu des sympathisants et, à plus forte raison, des neutres et des hésitants consentir volontairement à partager le sort de leurs amis actifs, après que ces derniers ont essuyé une défaite cruelle, irrémédiable. Puis nous avons surmonté les difficultés en ce qui concerne les céréales, et non seulement nous les avons surmontées, mais nous exportons à l'étranger une quantité de blé comme nous n'en avons pas encore exporté depuis qu'existe le pouvoir des Soviets. Par conséquent, cet « argument » des hésitants tombe lui aussi. Ensuite, même les aveugles voient maintenant que sur le front de construction des kolkhoz et des sovkhos, nous avons décidément vaincu, remporté d'immenses succès. Par conséquent, le principal argument dans l'« arsenal » des vieux intellectuels s'est effondré. En ce qui concerne les espoirs interventionnistes des intellectuels bourgeois, il faut reconnaître qu'ils ont été — jusqu'à présent du moins, — comme une bicoque bâtie sur le sable. En effet, durant six années on a promis l'intervention armée et pas une fois on n'a essayé d'intervenir. Il est temps de reconnaître que l'on avait simplement mené par le bout du nez nos perspicaces intellectuels bourgeois. Sans compter que la conduite même des saboteurs actifs au procès de Moscou devait découronner et a effectivement découronné l'idée du sabotage.

On conçoit que ces nouvelles circonstances n'aient pu rester sans influencer sur nos vieux intellectuels techniciens. La nouvelle situation devait créer, et elle a effectivement créé un nouvel état d'esprit parmi les vieux intellectuels techniciens. C'est ce qui explique proprement que nous avons des indices certains d'un revirement vers le pouvoir des Soviets, chez une certaine partie des intellectuels qui, autrefois, sympathisaient avec les saboteurs. Le fait que non seulement cette catégorie de vieux intellectuels, mais même les saboteurs avérés d'hier, une partie considérable d'entre eux, commencent à travailler dans les usines et les fabriques, de pair avec la classe ouvrière, — ce fait atteste indéniablement que le revirement a déjà commencé parmi les vieux intellectuels techniciens. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'il n'y ait plus chez nous de saboteurs. Non. Les saboteurs existent et existeront aussi longtemps qu'il y aura des classes chez nous, aussi longtemps que subsistera l'encerclement capitaliste. Mais cela signifie : dès l'instant qu'une partie considérable des vieux intellectuels techniciens qui auparavant sympathisaient d'une façon ou d'une

autre avec les saboteurs, s'est tournée aujourd'hui vers le pouvoir des Soviets, les saboteurs actifs sont restés en petit nombre, ils sont isolés et ils devront pour l'instant se confiner dans une action strictement clandestine.

Il s'ensuit donc que notre politique, elle aussi, doit changer à l'égard des vieux intellectuels techniciens. Si, au plus fort du sabotage, notre attitude envers les vieux intellectuels techniciens s'est traduite surtout par une politique d'écrasement, aujourd'hui que ces intellectuels se tournent vers le pouvoir des Soviets, notre attitude à leur égard doit se traduire surtout par la politique que voici : les gagner à nous et leur montrer de la sollicitude. Il serait faux et anti-dialectique de continuer l'ancienne politique dans les conditions nouvelles, modifiées. Il serait stupide et déraisonnable de considérer maintenant presque chaque spécialiste ou ingénieur de la vieille école, comme un criminel et un saboteur, qui n'a pas été pris sur le fait. « Manger du spécialiste » a toujours été considéré et est encore considéré, chez nous, comme un phénomène nuisible et honteux.

Ainsi, donc, *modifier l'attitude à l'égard des ingénieurs et techniciens de la vieille école, leur montrer plus d'attention et de sollicitude, les attirer plus hardiment au travail ;* telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la cinquième nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la dernière condition.

VI

SUR LE PRINCIPE DU RENDEMENT COMMERCIAL

Le tableau serait incomplet si je ne disais rien d'une nouvelle condition encore. Il s'agit des sources d'accumulation pour l'industrie, pour l'économie nationale, de l'intensification des rythmes de cette accumulation.

Qu'y a-t-il de nouveau et de particulier dans le développement de notre industrie du point de vue de l'accumulation ? C'est que les anciennes sources d'accumulation commencent à ne plus suffire au développement de l'industrie. C'est qu'il est nécessaire, par conséquent, de trouver de nouvelles sources d'accumulation et de renforcer les anciennes, si nous voulons vraiment maintenir et développer les rythmes bolchéviques d'industrialisation.

L'histoire des pays capitalistes nous apprend qu'il n'est pas un seul Etat jeune qui, désireux d'élever son industrie à un degré supérieur, ait pu se passer de l'aide du dehors sous forme d'emprunts ou de crédits à long terme. Partant de là, les capitalistes des pays

d'Occident ont refusé net à notre pays crédits et emprunts, estimant que l'absence de crédits et d'emprunts saperait à coup sûr l'industrialisation de notre pays. Mais les capitalistes se sont trompés. Ils n'ont pas tenu compte du fait que notre pays, à la différence des pays capitalistes, dispose de sources particulières d'accumulation, suffisantes pour rétablir et développer plus avant l'industrie. En effet, non seulement nous avons rétabli l'industrie, rétabli l'agriculture et les transports, mais nous avons déjà mis en train cette œuvre grandiose qu'est la reconstruction de l'industrie lourde, de l'agriculture, des transports. On conçoit que cette œuvre ait absorbé des dizaines de milliards de roubles. Où avons-nous puisé ces milliards ? Dans l'industrie légère, dans l'agriculture, dans les accumulations budgétaires. Il en allait ainsi jusqu'à ces derniers temps.

Maintenant les choses se présentent d'une tout autre manière. Si auparavant les vieilles sources d'accumulation suffisaient à la reconstruction de l'industrie et des transports, aujourd'hui elles commencent manifestement à ne plus suffire. Il ne s'agit plus de reconstruire la vieille industrie. Il s'agit de créer une industrie nouvelle, techniquement équipée, dans l'Oural, en Sibérie, au Kazakhstan. Il s'agit de créer une nouvelle grande production agricole dans les régions de céréales, d'élevage et de matières premières de l'U.R.S.S. Il s'agit de créer un nouveau réseau de chemins de fer entre l'est et l'ouest de l'U.R.S.S. On conçoit que les vieilles sources d'accumulation ne puissent plus suffire à cette œuvre grandiose.

Mais ce n'est pas tout. Ajoutons à cela que, par suite de la mauvaise gestion, le principe du rendement commercial s'est avéré absolument compromis dans toute une série de nos entreprises et organisations économiques. C'est un fait que dans une série d'entreprises et d'organisations économiques on a cessé depuis longtemps de compter, de calculer, de dresser des bilans justifiés des recettes et des dépenses. C'est un fait que dans une série d'entreprises et d'organisations économiques, les notions : « régime d'économie », « réduction des dépenses improductives », « rationalisation de la production », sont depuis longtemps passées de mode. On escompte apparemment que la Banque d'Etat « délivrera quand même les sommes nécessaires ». C'est un fait que depuis quelque temps le prix de revient monte dans toute une série d'entreprises. La tâche leur a été assignée d'abaisser le prix de revient de 10% et plus ; or elles l'élèvent. Et qu'est-ce que la baisse du prix de revient ? Vous savez que chaque pour-cent de la baisse du prix de revient signifie une accumulation à l'intérieur de l'industrie de 150 à 200 millions de roubles. Il est clair qu'élever le prix de revient

dans ces conditions, o'est perdre, pour l'industrie et pour l'ensemble de l'économie nationale, des centaines de millions de roubles.

De tout cela il résulte qu'on ne peut plus s'en tirer avec la seule industrie légère, avec la seule accumulation fournie par le budget, avec les seuls revenus de l'agriculture. L'industrie légère est une très riche source d'accumulation, et elle a maintenant toutes les chances de se développer plus encore; mais cette source n'est pas sans limite. L'agriculture est une source non moins riche d'accumulation, mais elle-même a besoin aujourd'hui, dans la période de sa reconstruction, d'une aide financière de l'Etat. En ce qui concerne les accumulations budgétaires, vous savez vous-mêmes qu'elles ne peuvent ni ne doivent être sans limite. Dès lors, que reste-t-il ? Reste l'industrie lourde. Il faut donc faire en sorte que l'industrie lourde, et avant tout sa branche construction mécanique, apporte également sa part au fonds d'accumulation. Par conséquent, tout en renforçant et développant les vieilles sources d'accumulation, il est nécessaire de faire en sorte que l'industrie lourde, — et avant tout les constructions mécaniques, — apporte également sa part au fonds d'accumulation.

Là est l'issue.

Et que faut-il pour cela ? Supprimer l'incurie administrative, mobiliser les ressources intérieures de l'industrie, appliquer et affermir le principe du rendement commercial dans toutes nos entreprises, abaisser de façon systématique le prix de revient, intensifier l'accumulation intérieure dans toutes les industries, sans exception.

Telle est l'issue.

Ainsi donc, *appliquer et affermir le principe du rendement commercial, intensifier l'accumulation à l'intérieur de l'industrie*; telle est la tâche.

VII

TRAVAILLER SUR UN MODE NOUVEAU, DIRIGER D'UNE MANIÈRE NOUVELLE

Telles sont, camarades, les nouvelles conditions du développement de notre industrie.

Ces nouvelles conditions ont ceci d'important qu'elles créent pour l'industrie une situation nouvelle, exigeant de nouveaux procédés de travail, de nouveaux procédés de direction.

Ainsi :

a) Il en résulte qu'on ne peut plus compter, comme autrefois, sur l'afflux spontané de la main-d'œuvre. Pour assurer la main-d'œuvre à l'industrie, il faut la recruter de façon organisée, il faut mécaniser le travail. Croire qu'avec nos rythmes de travail et les échelles de

notre production, l'on peut se passer de la mécanisation, c'est espérer pouvoir vider l'océan à l'aide d'une cuiller.

b) Il en résulte ensuite qu'on ne peut plus tolérer les fluctuations de la main-d'œuvre dans l'industrie. Pour se débarrasser de ce mal, il faut organiser les salaires d'une manière nouvelle et rendre plus ou moins stable l'effectif des ouvriers dans les entreprises.

c) Il en résulte ensuite qu'on ne peut plus tolérer le défaut de responsabilité personnelle dans la production. Pour se débarrasser de ce mal, il faut organiser le travail d'une manière nouvelle, il faut disposer les forces de façon que chaque groupe d'ouvriers réponde de son travail, des mécanismes, des machines-outils, de la qualité du travail.

d) Il en résulte ensuite qu'il n'est plus possible de se contenter, comme autrefois, du minimum de vieux ingénieurs et techniciens que nous avons hérité de la Russie bourgeoise. Pour élever les actuels rythmes et échelles de la production, il faut faire en sorte que la classe ouvrière possède ses propres intellectuels techniciens de la production.

e) Il en résulte ensuite qu'on ne peut plus, comme autrefois, mettre dans le même sac tous les spécialistes, tous les ingénieurs et techniciens de la vieille école. Pour tenir compte de la situation changée, il faut modifier notre politique et faire preuve d'un maximum de sollicitude à l'égard des spécialistes, des ingénieurs et techniciens qui s'orientent nettement vers la classe ouvrière.

f) Il en résulte enfin qu'on ne peut plus, comme autrefois, s'en tirer avec les vieilles sources d'accumulation. Pour assurer le développement de l'industrie et de l'agriculture, il est nécessaire de mettre en œuvre de nouvelles sources d'accumulation, de supprimer l'incurie administrative, d'appliquer le principe du rendement commercial, de réduire les prix de revient et d'intensifier l'accumulation intérieure de l'industrie.

Telles sont les nouvelles conditions du développement de l'industrie, qui exigent de nouveaux procédés de travail, de nouveaux procédés de direction dans la construction de l'économie.

Que faut-il pour organiser la direction d'une manière nouvelle ?

Pour cela, il faut d'abord que nos dirigeants de l'industrie comprennent la nouvelle situation, étudient concrètement les nouvelles conditions du développement de l'industrie, et réorganisent leur travail conformément aux exigences de la nouvelle situation.

Pour cela, il faut ensuite que les cadres de notre industrie dirigent les entreprises non pas « en général », non pas « en l'air », mais concrètement, effectivement, qu'ils envisagent chaque question non pas simplement pour en bavarder, mais pour la traiter de façon rigoureusement pratique, qu'ils ne se bornent pas à une réponse purement protocolaire, à des généralités ou à des mots d'ordre abstraits, mais qu'ils

pénètrent la technique du métier, qu'ils scrutent les détails de l'affaire, qu'ils scrutent les « petites choses », car c'est avec les « petites choses » que l'on édifie maintenant les grandes.

Pour cela, il faut ensuite que nos encombrants trusts actuels, qui groupent parfois de 100 à 200 entreprises, soient décentralisés sans délai et divisés en plusieurs trusts. Il est évident qu'un président de trust, qui a affaire à une centaine et plus d'usines ne peut les connaître à fond, connaître leurs possibilités, leur travail. Il est évident que, ne connaissant pas les usines, il n'est pas en état de les diriger. Par conséquent, pour permettre aux présidents de trusts d'étudier, pour leur permettre de diriger véritablement les usines, il faut les décharger d'une partie de ces usines, il faut diviser les trusts, en constituer plusieurs et les rapprocher des entreprises.

Pour cela, il faut ensuite que nos trusts passent de la direction par collègues à la direction personnelle. Actuellement les choses vont ainsi: dans les collèges des trusts siègent de dix à quinze personnes qui rédigent des papiers, mènent la discussion. On ne peut continuer à diriger ainsi, camarades. Il faut mettre fin à la « direction » paperassière et s'embrancher sur un travail réel, sérieux, bolchévik. Qu'à la tête du trust demeurent le président et quelques suppléants. Cela suffira pleinement pour administrer le trust. Quant aux autres membres du collège, il vaudrait mieux les faire descendre dans les usines et les fabriques. Ce serait autrement utile, et pour eux-mêmes et pour le travail.

Pour cela il faut ensuite que les présidents des trusts et leurs suppléants fassent plus souvent le tour des usines, y restent plus longtemps à travailler, fassent plus ample connaissance avec les travailleurs de l'usine; non seulement ils doivent instruire les travailleurs de la base, mais aussi s'instruire auprès d'eux. Croire que l'on puisse maintenant diriger du fond d'un cabinet d'administration, en restant dans un bureau, loin des usines, c'est faire fausse route. Pour diriger les usines il faut se tenir plus souvent en contact avec le personnel des entreprises, il faut entretenir avec eux une liaison vivante.

Deux mots enfin de notre plan de production pour 1931. Autour du Parti gravitent des philistins qui assurent que notre programme de production est irréel, inexécutable. Ils font songer aux « très sages goujons » de Tchchédrine, qui sont toujours prêts à répandre autour d'eux « le vide de la sottise ». Notre programme de production est-il réel? Incontestablement. Il est réel, ne fût-ce que parce que nous avons toutes les conditions nécessaires à sa réalisation. Il est réel, ne fût-ce que parce que son exécution dépend, aujourd'hui, exclusivement de nous-mêmes, de notre capacité et de notre désir d'utiliser les très riches possibilités dont nous disposons. Sinon, comment expliquer que toute une série d'entreprises et d'industries aient déjà dépassé le

plan ? Il serait stupide de croire que le plan de production se réduit à une énumération de chiffres et de tâches. En réalité, le plan de production, c'est l'activité vivante et pratique de millions d'hommes. La réalité de notre plan de production, ce sont les millions de travailleurs qui créent la vie nouvelle. La réalité de notre programme, ce sont les hommes vivants, c'est vous et nous, notre volonté de travail, notre empressement à travailler d'une manière nouvelle, notre décision à exécuter le plan. Existe-t-elle chez nous, cette décision-là ? Oui, elle existe. Par conséquent, notre programme de production peut et doit être réalisé. (*Applaudissements prolongés.*)

A PROPOS DE QUELQUES PROBLÈMES DE L'HISTOIRE DU BOLCHÉVISME

LETTRE A LA RÉDACTION DE LA REVUE « LA RÉVOLUTION
PROLÉTARIENNE »

Camarades,

Je proteste énergiquement contre l'insertion, dans la revue *la Révolution prolétarienne* (n° 6, 1930), d'un article contraire au Parti et semi-trotskiste de Sloutski : « Les bolchéviks à propos de la social-démocratie allemande dans la période de sa crise d'avant-guerre », comme article de discussion.

Sloutski prétend que Lénine (les bolchéviks) sous-estimait le danger du *centrisme* dans la social-démocratie allemande et, d'une façon générale, dans la social-démocratie d'avant-guerre, c'est-à-dire qu'il sous-estimait le danger de l'opportunisme masqué, le danger de la conciliation avec l'opportunisme. Autrement dit, il résulte, selon Sloutski, que Lénine (les bolchéviks) n'a pas mené une lutte intransigeante contre l'opportunisme, puisque sous-estimer le centrisme, c'est au fond renoncer à développer la lutte contre l'opportunisme. Il en résulte ainsi que Lénine, dans la période d'avant-guerre, n'était pas encore un vrai bolchévik ; que ce n'est que pendant la guerre impérialiste, ou même à l'issue de cette guerre, qu'il est devenu un vrai bolchévik. Ainsi parle Sloutski dans son article. Et vous, au lieu de stigmatiser cet « historien » frais émoulu, comme un calomniateur et un falsificateur, vous engagez la discussion avec lui, vous lui donnez une tribune. Je ne peux pas ne pas protester contre l'insertion de l'article de Sloutski dans votre revue, comme article de discussion ; car on ne peut instituer une discussion sur le bolchévisme de Lénine, sur la question de savoir si Lénine menait ou ne menait pas une lutte de principe, une lutte intransigeante contre le centrisme, comme une certaine variété de l'opportunisme, si Lénine était un vrai bolchévik ou ne l'était pas.

Dans votre « Note de la rédaction », envoyée au Comité central le 20 octobre, vous reconnaissez que la rédaction a commis une faute en insérant l'article de Sloutski, comme article de discussion. C'est bien, évidemment, encore que cette note de la rédaction paraisse avec un grand retard. Mais dans cette note vous commettez une nouvelle faute, en déclarant que « la rédaction considère d'une extrême

actualité et nécessité politiques, l'étude ultérieure, dans les colonnes de la *Révolution prolétarienne*, de tout le cycle de problèmes ayant trait aux rapports des bolchéviks avec la II^e Internationale d'avant-guerre ». C'est dire que vous avez l'intention d'entraîner de nouveau les gens dans une discussion sur des problèmes qui sont des axiomes du bolchévisme. C'est dire que vous voulez de nouveau transformer la question du bolchévisme de Lénine, d'axiome en un problème nécessitant une « étude ultérieure ». Pourquoi ? Pour quelle raison ? Tout le monde sait que le léninisme est né, a grandi et s'est fortifié à travers une lutte implacable contre l'opportunisme de toutes nuances, y compris le centrisme d'Occident (Kautsky), le centrisme de chez nous (Trotski et les autres). Cela, même les ennemis directs du bolchévisme ne peuvent le nier. C'est un axiome. Or, vous nous tirez en arrière, vous cherchez à transformer cet axiome en un problème devant être l'objet d'une « étude ultérieure ». Pourquoi ? Pour quelle raison ? Peut-être par ignorance de l'histoire du bolchévisme ? Peut-être par libéralisme pourri, afin que les Sloutski et autres disciples de Trotski ne puissent pas dire qu'on leur ferme la bouche ? Libéralisme assez étrange, réalisé au détriment des intérêts vitaux du bolchévisme...

Qu'est-ce que la rédaction considère proprement comme digne d'être discuté dans l'article de Sloutski ?

1. Sloutski prétend que Lénine (les bolchéviks) ne s'est pas orienté vers une rupture, vers la scission avec les opportunistes de la social-démocratie allemande, avec les opportunistes de la II^e Internationale d'avant-guerre. Vous voulez engager la discussion contre cette thèse trotskiste de Sloutski. Mais qu'y a-t-il là à discuter ? N'est-il pas clair que Sloutski calomnie simplement Lénine, les bolchéviks ? La calomnie, il faut la stigmatiser, et non en faire un objet de discussion.

Tout bolchévik sait, s'il est réellement un bolchévik, que Lénine, bien avant la guerre, depuis à peu près 1903-1904, lorsque se cristallisa en Russie le groupe bolchévik et que se firent connaître pour la première fois les gauches au sein de la social-démocratie allemande, s'était orienté vers une rupture, vers la scission avec les opportunistes chez nous, dans le Parti social-démocrate de Russie, et là-bas, dans la II^e Internationale, notamment dans la social-démocratie allemande. Tout bolchévik sait que précisément pour cette raison les bolchéviks, dès cette époque (1903-1905), s'étaient acquis dans les rangs des opportunistes de la II^e Internationale, le titre glorieux de « scissionnistes » et de « désorganisateurs ». Mais que pouvait faire Lénine, que pouvaient faire les bolchéviks, si les social-démocrates de gauche au sein de la II^e Internationale, et d'abord au sein de la social-démocratie allemande, représentaient un groupe faible, débile, encore

informe au point de vue de l'organisation, un groupe peu ferré idéologiquement, craignant même d'articuler le mot « rupture », « scission » ? On ne peut pourtant pas exiger qu'à la place des gauches, Lénine, les bolchéviks organisent, de Russie, la scission dans les partis d'Occident. Sans compter que la faiblesse au point de vue de l'organisation et de l'idéologie fut le trait caractéristique des social-démocrates de gauche, et cela non seulement dans la période d'avant-guerre. Ce trait négatif, on le sait, les gauches l'ont conservé aussi dans l'après-guerre. Tout le monde sait le jugement porté sur les social-démocrates allemands de gauche par Lénine, dans son article bien connu « Sur la brochure de Junius¹ », écrit en octobre 1916, c'est-à-dire plus de deux ans après le début de la guerre, et où Lénine, critiquant tout un ensemble de fautes politiques très graves des social-démocrates de gauche en Allemagne, parle de la « faiblesse de tous les gauches allemands, pris de toutes parts dans le réseau infâme de l'hypocrisie kautskiste, du pédantisme, de l'« amitié » envers les opportunistes », où il dit que « Junius ne s'est pas libéré entièrement du « milieu » des social-démocrates allemands, même de ceux de gauche, qui craignent la scission, qui craignent d'énoncer jusqu'au bout les mots d'ordre révolutionnaires ».

De tous les groupements de la II^e Internationale, les bolchéviks russes étaient alors le seul capable, par son expérience en matière d'organisation et sa trempe idéologique, d'entreprendre quelque chose de sérieux dans le sens d'une rupture directe, d'une scission avec ses propres opportunistes dans la social-démocratie russe. Ah ! si les Sloutski avaient tenté, pas même de démontrer, mais simplement de proposer que Lénine et les bolchéviks russes n'ont pas utilisé toute leur puissance pour organiser la scission avec les opportunistes (Plékhanov, Martov, Dan), et pour chasser les centristes (Trotski et les autres partisans du bloc d'Août), alors on pourrait discuter sur le bolchévisme de Lénine, sur le bolchévisme des bolchéviks. Mais c'est justement que les Sloutski n'osent même souffler mot en faveur d'une supposition aussi saugrenue. Ils n'osent pas, sachant que les faits notoires de la politique décidée de rupture avec les opportunistes de toutes nuances, appliquée par les bolchéviks russes (1904-1912), se dresseraient, véhéments, contre une pareille supposition. Ils n'osent pas, sachant que dès le lendemain ils seraient cloués au poteau d'infamie.

Mais voilà la question qui se pose : les bolchéviks russes pouvaient-ils réaliser la scission avec leurs opportunistes et les centristes-conciliateurs, bien avant la guerre impérialiste (1904-1912), sans

¹ Junius: Rosa Luxembourg, leader des social-démocrates de gauche dans la social-démocratie allemande.

s'orienter du même coup vers la rupture, vers la scission avec les opportunistes et les centristes de la II^e Internationale ? Qui peut douter que les bolchéviks russes aient considéré leur politique à l'égard des opportunistes et des centristes, comme un modèle de politique pour les gauches d'Occident ? Qui peut douter que les bolchéviks russes aient poussé par tous les moyens les social-démocrates de gauche en Occident, notamment les gauches de la social-démocratie allemande, à la rupture, à la scission avec leurs opportunistes et leurs centristes ? Ce n'est pas la faute de Lénine et des bolchéviks russes, si les social-démocrates de gauche en Occident n'avaient pas atteint un degré suffisant de maturité pour marcher sur les traces des bolchéviks russes.

2. Sloutski reproche à Lénine et aux bolchéviks de n'avoir pas soutenu les gauches de la social-démocratie allemande, résolument et sans retour ; de ne les avoir soutenus qu'avec de sérieuses réserves ; que des considérations de fraction aient empêché les bolchéviks de soutenir les gauches d'Allemagne jusqu'au bout. Vous voulez engager la discussion contre ce reproche charlatanesque et foncièrement hypocrite, mais qu'y a-t-il là proprement à discuter ? N'est-il pas clair qu'ici Sloutski fait une manœuvre et cherche à couvrir par un reproche hypocrite contre Lénine et les bolchéviks, les véritables lacunes de la position des gauches en Allemagne ? N'est-il pas clair que les bolchéviks ne pouvaient soutenir les gauches d'Allemagne, qui balançaient constamment entre le bolchévisme et le menchévisme, *sans* de sérieuses réserves, *sans* une sérieuse critique de leurs fautes, *à moins de trahir* la classe ouvrière et sa révolution ? Les manœuvres malhonnêtes il faut les stigmatiser, et non en faire un objet de discussion.

Oui, les bolchéviks n'ont soutenu les social-démocrates de gauche, en Allemagne, qu'avec de sérieuses réserves, en critiquant leurs fautes semi-menchéviques. Mais il faut les en féliciter, et non le leur reprocher.

Il est des gens qui en doutent ?

Voyons les faits les plus connus de l'histoire.

a) En 1903, de sérieux désaccords étaient apparus entre bolchéviks et menchéviks, en Russie, sur la question de l'adhésion au Parti. Par leur formule sur l'adhésion au Parti, les bolchéviks voulaient créer, en matière d'organisation, un frein contre l'afflux des éléments non prolétariens dans le Parti. Le danger d'un tel afflux était alors plus que réel, en raison du caractère démocratique bourgeois de la révolution russe. Les menchéviks russes défendaient la position opposée, qui ouvrait largement les portes du Parti aux éléments non prolétariens. Vu l'importance que les problèmes de la Révolution russe avaient pour le mouvement révolutionnaire mondial, les so-

cial-démocrates d'Europe occidentale décidèrent de s'en mêler. Les social-démocrates de gauche, en Allemagne, Parvus et Rosa Luxembourg, alors leaders des gauches, s'en mêlèrent également. Eh bien ? Tous deux se prononcèrent contre les bolchéviks. Et l'accusation d'ultra-centralisme et de tendances blanquistes fut portée contre les bolchéviks : Plus tard, ces plates épithètes philistines furent reprises par les menchéviks et propagées à travers le monde.

b) En 1905, des désaccords surgissaient entre bolchéviks et menchéviks, en Russie, à propos du caractère de la révolution russe. Les bolchéviks défendaient l'idée de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, l'hégémonie étant exercée par le prolétariat. Les bolchéviks affirmaient qu'il fallait mener les choses vers la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, afin de passer immédiatement de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, en s'assurant le soutien de la paysannerie pauvre. Les menchéviks de Russie repoussaient l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise ; à la politique d'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, ils préférèrent la politique d'entente avec la bourgeoisie libérale ; quant à la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, ils la proclamèrent un schéma blanquiste réactionnaire, en contradiction avec le développement de la révolution bourgeoise. Quelle fut devant ces discussions l'attitude des gauches de la social-démocratie allemande, Parvus et Rosa Luxembourg ? Ils dressèrent un schéma utopique et semi-menchévique de révolution permanente (image déformée du schéma de la révolution donné par Marx), entièrement imprégné de négation menchévique de la politique d'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, et ils l'opposèrent au schéma bolchévik de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Dans la suite, ce schéma semi-menchévique de la révolution permanente fut repris par Trotski (en partie par Martov) et transformé en un instrument de lutte contre le léninisme.

c) Dans la période d'avant-guerre, au sein des partis de la II^e Internationale, apparut sur la scène comme un des problèmes les plus actuels, la question nationale et coloniale, la question des nations opprimées et des colonies, celle de leur affranchissement, la question des moyens permettant de combattre, de renverser l'impérialisme. Afin de développer la révolution prolétarienne et d'encercler l'impérialisme, les bolchéviks préconisèrent la politique de soutien du mouvement libérateur des nations opprimées et des colonies sur la base de la libre disposition des nations ; ils développèrent le schéma d'un front unique entre la révolution prolétarienne des

pays avancés et le mouvement révolutionnaire de libération des peuples dans les colonies et les pays opprimés. Les opportunistes de tous les pays, les social-chauvins et les social-impérialistes de tous les pays ne tardèrent pas, de ce fait, à se dresser contre les bolchéviks. On traquait les bolchéviks comme des chiens enragés. Quelle position occupèrent alors les social-démocrates de gauche en Occident ? Ils développèrent une théorie semi-menchévique de l'impérialisme, ils rejetèrent le principe de la libre disposition des nations dans sa conception marxiste (jusques et y compris la séparation et la constitution d'Etats indépendants) ; ils écartèrent la thèse sur la sérieuse importance révolutionnaire du mouvement de libération des colonies et des pays opprimés, ils écartèrent la thèse sur la possibilité d'un front unique entre la révolution prolétarienne et le mouvement de libération nationale, et ils opposèrent toute cette salade semi-menchévique qui, d'un bout à l'autre, était une sous-estimation de la question nationale et coloniale, — au schéma marxiste des bolchéviks. On sait que cette salade semi-menchévique fut reprise plus tard par Trotski, qui l'utilisa comme un instrument de lutte contre le léninisme.

Telles sont les erreurs connues de tous, commises par les social-démocrates de gauche, en Allemagne.

Je ne parle même pas des autres erreurs des gauches allemands, que Lénine a critiquées à fond en d'autres articles.

Je ne parle pas non plus des erreurs qu'ils ont commises dans leur appréciation de la politique des bolchéviks dans la période de la Révolution d'Octobre.

Que dénotent ces erreurs des gauches allemands datant de la période d'avant-guerre, sinon que les social-démocrates de gauche, malgré leur gauchisme, ne s'étaient pas encore débarrassés de leur bagage menchévik ?

Il est certain que les gauches d'Allemagne n'ont pas seulement commis des fautes graves. Ils ont aussi à leur actif de grandes et sérieuses actions révolutionnaires. J'entends leurs nombreux mérites et leurs interventions révolutionnaires sur les questions de politique intérieure, et notamment de la lutte électorale, sur les questions de lutte parlementaire et extra-parlementaire, sur la grève générale, la guerre, la révolution de 1905 en Russie, etc. C'est précisément pour cette raison que les bolchéviks les considéraient comme des gauches, les soutenaient, les poussaient en avant. Mais cela ne dément pas et ne peut démentir ce fait que les social-démocrates de gauche, en Allemagne, avaient en même temps à leur passif toute une série de graves fautes politiques et théoriques ; qu'ils ne s'étaient pas encore libérés du fardeau menchévik et avaient, par conséquent, besoin d'être sérieusement critiqués par les bolchéviks.

Jugez maintenant vous-mêmes si Lénine et les bolchéviks pouvaient soutenir les social-démocrates de gauche en Occident, *sans de sérieuses réserves, sans une sérieuse critique* de leurs fautes, à moins de trahir les intérêts de la classe ouvrière, à moins de trahir les intérêts de la révolution, à moins de trahir le communisme.

N'est-il pas clair que Sloutski, en reprochant à Lénine et aux bolchéviks ce dont il aurait dû les féliciter s'il avait été un bolchévik, se démasque jusqu'au bout comme un demi-menchévik, comme un trotskiste camouflé ?

Sloutski fait cette supposition que Lénine et les bolchéviks, dans leur jugement sur les gauches d'Occident, sont partis de leurs considérations de fraction ; que par conséquent, les bolchéviks russes sacrifiaient aux intérêts de leur fraction la grande cause de la révolution internationale. Il est à peine besoin de démontrer qu'il ne saurait y avoir rien de plus plat et de plus ignoble que cette hypothèse. Rien de plus plat, puisque même les menchéviks les plus vulgaires commencent à comprendre que la révolution russe n'est pas une affaire privée des Russes ; qu'elle est, au contraire, l'affaire de la classe ouvrière du monde entier, l'affaire de la révolution prolétarienne mondiale. Il ne saurait y avoir rien de plus ignoble, puisque même les calomnieurs professionnels de la II^e Internationale commencent à comprendre que l'internationalisme conséquent et révolutionnaire jusqu'au bout des bolchéviks est un modèle d'internationalisme prolétarien pour les ouvriers de tous les pays.

Oui, les bolchéviks russes ont mis au premier plan les questions capitales de la Révolution russe, telles que les questions concernant le Parti, l'attitude des marxistes envers la révolution démocratique bourgeoise, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, l'hégémonie du prolétariat, la lutte parlementaire et extra-parlementaire, la grève générale, la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, la dictature du prolétariat, l'impérialisme, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le mouvement libérateur des nations opprimées et des colonies, la politique de soutien de ce mouvement, etc. Ils ont mis en avant ces questions comme une pierre de touche, qui leur permettait de vérifier la fermeté révolutionnaire des social-démocrates de gauche en Occident. En avaient-ils le droit ? Sans aucun doute. Ils avaient non seulement le droit, mais le devoir d'agir de la sorte. Ils avaient le devoir d'agir ainsi, toutes ces questions étant en même temps des questions capitales de la révolution mondiale, et les bolchéviks subordonnant leur politique, leur tactique aux tâches de cette révolution. Ils avaient le devoir d'agir ainsi, car ce n'est que sur de telles questions que l'on pouvait vérifier effectivement l'esprit révolutionnaire de tels ou tels groupements de la II^e Internationale. On

se demande où donc est ici le « fractionnisme » des bolchéviks russes, et que viennent faire ici les considérations de « fraction » ?

Déjà en 1902 Lénine écrivait dans sa brochure *Que faire ?* que « l'histoire nous assigne maintenant une tâche immédiate, la plus révolutionnaire de toutes les tâches immédiates du prolétariat de n'importe quel autre pays » ; que « l'accomplissement de cette tâche, la destruction du rempart le plus puissant non seulement de la réaction européenne, mais aussi de la réaction asiatique, feraît du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international ». Il s'est passé trente ans depuis qu'a paru la brochure *Que faire ?* Nul n'ose nier que les événements de cette période aient brillamment confirmé les paroles de Lénine. Mais ne s'ensuit-il pas que la révolution russe a été (et demeure) le point crucial de la révolution mondiale, que les questions capitales de la révolution russe étaient en même temps (et sont aujourd'hui) celles de la révolution mondiale ?

N'est-il pas clair que c'est seulement sur ces questions capitales que l'on pouvait vérifier effectivement l'esprit révolutionnaire des social-démocrates de gauche, en Occident ?

N'est-il pas clair que les gens qui envisagent ces problèmes comme des questions de « fraction », se démasquent jusqu'au bout comme de plats personnages et des éléments dégénérés ?

3. Sloutski prétend que l'on n'a pas encore trouvé une quantité suffisante de documents officiels témoignant de la lutte décidée et intransigeante de Lénine (des bolchéviks) contre le centrisme. C'est avec cette thèse bureaucratique qu'il opère, comme avec un argument irrésistible en faveur de cette affirmation que Lénine (les bolchéviks) sous-estimait, par conséquent, le danger du centrisme au sein de la II^e Internationale. Vous prenez sur vous d'engager la discussion contre ce galimatias, contre ces ergoterics de filou. Mais qu'y a-t-il là proprement à discuter ? N'est-il pas déjà suffisamment clair qu'en parlant de documents, Sloutski cherche à masquer la pauvreté et la fausseté de sa prétendue plate-forme ?

Sloutski estime que les documents existants du Parti sont insuffisants. Pourquoi ? Pour quelle raison ? Est-ce que les documents connus de tous et concernant la II^e Internationale, de même que ceux relatifs à la lutte intérieure au sein de la social-démocratie russe, ne suffisent pas pour démontrer, clair et net, l'intransigeance révolutionnaire de Lénine et des bolchéviks dans leur lutte contre les opportunistes et les centristes ? Au fait, Sloutski les connaît-il seulement, ces documents ? Quels documents lui faut-il encore ?

Admettons que, outre les documents déjà connus, on découvre une quantité d'autres documents, par exemple, sous la forme de résolutions bolchéviques traitant une fois de plus de la nécessité d'a-

néantir le centrisme. Est-ce à dire que l'existence de documents-papier suffit à elle seule pour montrer l'esprit révolutionnaire véritable et l'intransigeance véritable des bolchéviks à l'égard du centrisme ? Qui donc, sinon des bureaucrates incurables, peut se fier aux seuls documents-papier ? Qui donc, sinon des rats d'archives, ne comprend pas qu'il faut vérifier les partis et les leaders, avant tout d'après leurs *actes*, et pas seulement d'après leurs déclarations ? L'histoire connaît nombre de socialistes qui signaient avec empressement n'importe quelle résolution révolutionnaire, pour se débarrasser des critiques importuns. Mais cela ne signifie pas encore qu'ils aient *appliqué* ces résolutions. L'histoire connaît, en outre, nombre de socialistes qui, l'écume aux lèvres, exigeaient des partis ouvriers des *autres* pays, des actions tout ce qu'il y a de plus révolutionnaires. Mais cela ne signifie pas encore qu'ils *ne se soient pas effacés* dans leur propre parti ou dans leur propre pays devant leurs opportunistes, devant leur bourgeoisie. N'est-ce pas pour cette raison que Lénine nous apprenait à vérifier les partis révolutionnaires, les courants et les leaders, non d'après leurs déclarations et résolutions, mais d'après leurs *actes* ?

N'est-il pas clair que si Sloutski avait réellement voulu vérifier l'intransigeance de Lénine et des bolchéviks, quant à leur attitude envers le centrisme, il aurait dû mettre à la base de son article, non point des documents isolés et deux ou trois lettres personnelles, mais la vérification des bolchéviks par leurs *actes*, par leur *histoire*, par leur *activité* ? Est-ce que chez nous, dans la social-démocratie russe, il n'y avait pas d'opportunistes, de centristes ? Est-ce que les bolchéviks n'ont pas mené une lutte décidée et intransigeante contre tous ces courants ? Est-ce que ces courants n'étaient pas liés, sur le terrain des idées et de l'organisation, aux opportunistes et aux centristes d'Occident ? Est-ce que les bolchéviks n'ont pas démoli les opportunistes et les centristes, comme ne l'a fait aucun groupe de gauche dans le monde ? Comment peut-on dire après cela que Lénine et les bolchéviks ont sous-estimé le danger du centrisme ? Pourquoi Sloutski a-t-il dédaigné ces faits, qui ont une importance décisive pour la caractéristique des bolchéviks ? Pourquoi n'a-t-il pas utilisé la méthode la plus sûre de vérification de Lénine et des bolchéviks d'après leurs *actes*, d'après leur *activité* ? Pourquoi a-t-il préféré cette méthode moins sûre, qui est de fouiller dans des papiers choisis au hasard ?

Parce que le recours à cette méthode plus sûre qu'est la vérification des bolchéviks d'après leurs *actes*, aurait instantanément renversé toute la plate-forme de Sloutski.

Parce que la vérification des bolchéviks d'après leurs *actes* aurait montré que les bolchéviks sont l'*unique* organisation révolution-

naire au monde qui ait totalement démoli les opportunistes et les centristes, et les ait chassés hors du Parti.

Parce que l'évocation des actes réels de l'histoire réelle des bolchéviks aurait montré que les maîtres de Sloutski, les trotskistes, formaient le groupe *principal* et *fondamental* qui implantait en Russie le centrisme, et que ce groupe avait créé, à cet effet, une organisation spéciale, foyer du centrisme, sous la forme du bloc d'Août.

Parce que la vérification des bolchéviks d'après leurs actes aurait définitivement démasqué Sloutski, comme falsificateur de l'histoire de notre Parti, falsificateur qui cherche à camoufler le centrisme du trotskisme d'avant-guerre, en accusant calomnieusement Lénine et les bolchéviks d'avoir sous-estimé le danger du centrisme.

Voilà ce qu'il en est, camarades rédacteurs, de Sloutski et de son article.

Vous voyez que la rédaction a commis une faute en permettant une discussion avec un falsificateur de l'histoire de notre Parti.

Qu'est-ce qui a pu pousser la rédaction sur cette fausse route ? Je pense que ce qui l'a poussée sur cette route, c'est son libéralisme pourri, ce libéralisme qui, dans une certaine mesure, est répandu maintenant chez une partie des bolchéviks. Certains bolchéviks pensent que le trotskisme est une fraction du communisme, laquelle, il est vrai, se trompe, fait pas mal de bêtises, parfois même est antisoviétique, mais est tout de même une fraction du communisme. De là un certain libéralisme à l'égard des trotskistes et des gens d'esprit trotskiste. Il est à peine besoin de démontrer qu'un tel point de vue sur le trotskisme est profondément erroné et nuisible. En réalité, le trotskisme a, depuis longtemps déjà, cessé d'être une fraction du communisme. En réalité, le trotskisme est un détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, qui mène la lutte contre le communisme, contre le pouvoir des Soviets, contre la construction du socialisme en U.R.S.S.

Qui a donné à la bourgeoisie contre-révolutionnaire une arme spirituelle contre le bolchévisme, sous forme de thèses sur l'impossibilité de construire intégralement le socialisme dans notre pays, sur la dégénérescence inéluctable des bolchéviks, etc. ? Cette arme, c'est le trotskisme qui la lui a donnée. On ne peut considérer comme un hasard le fait que tous les groupements antisoviétiques en U.R.S.S. dans leurs tentatives de justifier l'inévitabilité de la lutte contre le pouvoir des Soviets, aient invoqué la thèse trotskiste bien connue sur l'impossibilité de construire intégralement le socialisme dans notre pays, sur la dégénérescence inéluctable du pouvoir des Soviets, sur le retour probable au capitalisme.

Qui a donné à la bourgeoisie contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S. une arme tactique sous forme de tentatives d'actions déclarées contre

le pouvoir des Soviets ? Cette arme, ce sont les trotskistes qui la lui ont donnée lorsqu'ils tentèrent d'organiser des démonstrations anti-soviétiques à Moscou et à Léninegrad, le 7 novembre 1927. C'est un fait que les manifestations antisoviétiques des trotskistes ont redonné du courage à la bourgeoisie et déclenché le sabotage des spécialistes bourgeois.

Qui a donné à la bourgeoisie contre-révolutionnaire une arme d'organisation sous forme de tentative de constitution d'organisations antisoviétiques clandestines ? Cette arme, ce sont les trotskistes qui la lui ont donnée lorsqu'ils organisèrent leur propre groupe illégal antibolchévik. C'est un fait que l'action antisoviétique clandestine des trotskistes a facilité la cristallisation organique des groupements antisoviétiques en U.R.S.S.

Le trotskisme est un détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Voilà pourquoi le libéralisme à l'égard du trotskisme, même brisé et camouflé, est de l'imbécillité confinante au crime, à la trahison envers la classe ouvrière.

Voilà pourquoi les tentatives de certains « littérateurs » et « historiens » pour faire passer en contrebande dans notre littérature le fatras trotskiste camouflé, doivent rencontrer la riposte vigoureuse des bolchéviks.

Voilà pourquoi l'on ne peut permettre une discussion littéraire avec les contrebandiers trotskistes.

Il me semble que les « historiens » et les « littérateurs » de la catégorie des contrebandiers trotskistes s'appliquent à faire leur travail de contrebande, pour le moment, dans deux directions.

Premièrement, ils s'appliquent à démontrer que Lénine, dans la période d'avant-guerre, sous-estimait le danger du centrisme, et on laisse au lecteur non averti le soin de deviner que Lénine, par conséquent, n'était pas encore à ce moment-là un vrai révolutionnaire, qu'il ne l'est devenu qu'après la guerre, après s'être « réarmé » avec l'aide de Trotski. Sloutski est bien le représentant typique de ce genre de contrebandiers. Nous avons vu plus haut que Sloutski et consorts ne valent pas la peine que l'on perde son temps avec eux.

En second lieu, ils s'appliquent à démontrer que Lénine, dans la période d'avant-guerre, ne comprenait pas la nécessité de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, et on laisse au lecteur inexpérimenté le soin de deviner que Lénine, par conséquent, n'était pas encore à ce moment-là un vrai bolchévik, qu'il n'a compris la nécessité de cette transformation qu'après la guerre, après s'être « réarmé », avec l'aide de Trotski. Volossévitch, l'auteur du *Cours d'histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.*, est bien le re-

présentant typique de ce genre de contrebandiers. Il est vrai que déjà en 1905 Lénine écrivait: «*La révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt, et dans la mesure précise de nos forces, dans la mesure des forces du prolétariat conscient et organisé,—la voie de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution ininterrompue. Nous ne nous arrêterons pas à moitié chemin.*» Il est vrai que l'on pourrait trouver dans les œuvres de Lénine une multitude de faits et de documents analogues. Mais les Volossévitch n'ont cure des faits tirés de la vie et de l'activité de Lénine. Les Volossévitch écrivent pour pouvoir, après s'être maquillés en bolchéviks, faire passer leur contrebande antiléniniste, calomnier les bolchéviks et falsifier l'histoire du Parti bolchévik.

Vous voyez que les Volossévitch valent les Sloutski.

Tels sont les «*tours et détours*» des contrebandiers trotskistes.

Vous comprenez vous-mêmes que ce n'est pas à la rédaction de faciliter l'activité contrebandière de pareils «*historiens*», en mettant à leur disposition une tribune de discussion.

La tâche de la rédaction consiste, selon moi, à élever les problèmes de l'histoire du bolchévisme à la hauteur voulue, à orienter l'étude de l'histoire de notre Parti dans une voie scientifique, bolchévique, et à aiguiller l'attention contre les falsificateurs trotskistes et autres de l'histoire de notre Parti, en leur arrachant systématiquement leurs masques.

Cela est d'autant plus nécessaire que même certains de nos historiens, — je parle des historiens sans guillemets, des historiens *bolchéviks* de notre Parti, — ne sont pas exempts d'erreurs qui portent l'eau au moulin des Sloutski et des Volossévitch. Malheureusement, ici, ne fait pas exception non plus le camarade Iaroslavski dont les livres sur l'histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., malgré leurs mérites, contiennent une série d'erreurs d'ordre doctrinal et historique.

Salutations communistes.

J. Staline

La Révolution prolétarienne, n°6 (113), 1931.

LE BILAN DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL

RAPPORT PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE COMMUNE
DU COMITÉ CENTRAL ET DE LA COMMISSION CENTRALE
DE CONTRÔLE DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.,
LE 7 JANVIER 1933

I

LA PORTÉE INTERNATIONALE DU PLAN QUINQUENNAL

Camarades, lorsque le plan quinquennal fit son apparition, les gens ne supposaient guère qu'il pût avoir une portée internationale considérable. Au contraire, nombreux étaient ceux qui croyaient que le plan quinquennal était une affaire privée de l'Union soviétique, une affaire importante et sérieuse, mais néanmoins une affaire privée, une affaire nationale, de l'Union soviétique.

L'histoire a montré, cependant, que la portée internationale du plan quinquennal était immense. L'histoire a montré que le plan quinquennal n'était pas une affaire privée de l'Union soviétique, mais l'affaire du prolétariat international tout entier.

Déjà bien avant l'apparition du plan quinquennal, à l'époque où nous achevions la lutte contre les interventionnistes et où nous nous engageons dans la voie de l'édification économique, déjà à cette époque Lénine disait que notre édification économique avait une immense portée internationale ; que chaque pas en avant accompli par le pouvoir des Soviets sur le chemin de l'édification économique trouvait un écho profond dans les couches les plus diverses des pays capitalistes, et scindait les hommes en deux camps : celui des partisans de la révolution prolétarienne et celui de ses adversaires.

Lénine disait alors :

Actuellement, c'est par notre politique économique que nous exerçons notre principale action sur la révolution internationale. Tous regardent la République des Soviets de Russie, tous les travailleurs, dans tous les pays du monde, sans aucune exception et sans aucune exagération. C'est là un point acquis. Sur ce terrain, la lutte se développe à l'échelle mondiale. Si nous résolvons ce problème, nous aurons partie gagnée à l'échelle internationale, à coup sûr et définitivement. Aussi les problèmes de l'édification économique acquièrent-ils pour nous une importance tout à fait exceptionnelle. Sur ce front nous devons remporter la victoire par une progression lente, graduelle, — une progression rapide est impossible, — mais continue et ascendante. (t. XXVI, pp. 410-411, éd. russe.)

Cela fut dit à l'époque où nous terminions la guerre contre les interventionnistes, où nous passions de la lutte armée contre le capitalisme à la lutte sur le front économique, à la période de construction économique.

Bien des années se sont écoulées depuis et chaque pas fait par le pouvoir des Soviets dans le domaine de la construction économique, chaque année, chaque trimestre ont brillamment confirmé la justesse de ces paroles du camarade Lénine.

Mais la confirmation la plus brillante de la justesse des paroles de Lénine a été fournie par le plan quinquennal de notre œuvre de construction, par l'apparition de ce plan, son développement, sa réalisation. Il semble bien, en effet, qu'aucune mesure touchant la construction économique de notre pays, n'ait trouvé dans les couches les plus diverses des pays capitalistes d'Europe, d'Amérique et d'Asie, une répercussion analogue à celle du plan quinquennal, de son développement, de sa réalisation.

Dans les premiers temps, la bourgeoisie et sa presse avaient accueilli le plan quinquennal par la raillerie. « Fantaisie », « délire », « utopie », c'est ainsi qu'elles baptisèrent alors notre plan quinquennal. Puis, lorsqu'il apparut que l'application de ce plan donnait des résultats réels, elles sonnèrent le tocsin en prétendant que le plan quinquennal menaçait l'existence des pays capitalistes, que sa réalisation aboutirait à inonder les marchés européens de marchandises, à renforcer le dumping et à aggraver le chômage. Ensuite, ce stratagème utilisé contre le pouvoir des Soviets n'ayant pas donné lui non plus les résultats qu'on en attendait, on vit s'ouvrir une série de voyages en U.R.S.S. de différents représentants de toutes sortes de firmes, d'organes de presse, de sociétés de tous genres, etc., venus pour voir de leurs propres yeux ce qui, à proprement parler, se passait en U.R.S.S. Je ne parle pas ici des délégations ouvrières qui, dès l'apparition du plan quinquennal, exprimèrent leur admiration pour les initiatives et les succès du pouvoir des Soviets, et manifestèrent leur empressement à soutenir la classe ouvrière de l'U.R.S.S.

Dès lors, la division commença dans ce qu'on appelle l'opinion publique, dans la presse bourgeoise, dans les sociétés bourgeoises de tous genres, etc. Les uns affirmaient que le plan quinquennal avait fait complètement faillite et que les bolchéviks étaient tout près de leur perte. Les autres, au contraire, assuraient que les bolchéviks avaient beau être de mauvaises gens, le plan quinquennal leur réussissait néanmoins, et qu'ils arriveraient probablement à leurs fins.

Il ne sera peut-être pas superflu de citer quelques appréciations empruntées à divers organes de la presse bourgeoise.

Prenons, par exemple, le journal américain *New-York Times*. Fin novembre 1932, il écrivait :

Le plan quinquennal de l'industrie, qui s'était assigné pour but de lancer un défi au sentiment des proportions et qui poursuivait son but « sans regarder à la dépense », comme Moscou s'en est vantée souvent, avec fierté, n'est pas un plan en réalité. C'est une spéculation.

Il s'ensuit que le plan quinquennal n'est même pas un plan, mais une vaine spéculation. Et voici l'appréciation émise par le journal bourgeois anglais *The Daily Telegraph*, fin novembre 1932 :

Si l'on considère le plan comme une pierre de touche de l'économie planifiée, nous devons dire qu'il a fait complètement faillite.

Appréciation donnée par le *New-York Times*, en novembre 1932 :

La collectivisation a honteusement échoué. Elle a amené la Russie au bord de la famine.

Appréciation donnée pendant l'été de 1932 par la *Gazeta Polska*, journal bourgeois polonais :

La situation semble montrer que le gouvernement des Soviets, avec sa politique de collectivisation des campagnes, s'est engagé dans une impasse.

Appréciation donnée par le *Financial Times*, journal bourgeois anglais, en novembre 1932

En conséquence de leur politique, Staline et son parti se trouvent placés devant l'effondrement du système préconisé par le plan quinquennal, et devant l'échec de toutes les tâches qu'il était appelé à réaliser.

Appréciation de la revue italienne *Politica* :

Il serait absurde de croire que quatre années de travail fourni par un peuple comptant 160 millions d'habitants, quatre années d'effort économique et politique surhumain de la part d'un régime aussi fort que l'est le régime bolchévik, n'aient rien créé. Au contraire, ils ont beaucoup créé... Et néanmoins, la catastrophe est là, c'est un fait évident pour tout le monde. Amis et ennemis, bolchéviks et antibolchéviks, oppositionnels de droite et de gauche, tous s'en sont convaincus.

Enfin l'appréciation donnée par la revue bourgeoise américaine *Current History* :

Ainsi l'examen de l'état actuel des choses, en Russie, conduit à la conclusion que le programme de cinq ans s'est effondré en ce qui concerne les buts annoncés, et encore davantage en ce qui concerne ses principes sociaux essentiels.

Telles sont les appréciations d'une partie de la presse bourgeoise.

Il ne vaut guère la peine de critiquer les auteurs de ces jugements. Je pense que cela n'en vaut pas la peine. Cela n'en vaut pas la peine parce que ces « die-hards » appartiennent à la race des fossiles moyen-âgeux, pour qui les faits n'ont pas d'importance et qui, quelle que

soit la façon dont se réalise notre plan quinquennal, continueront quand même à ressasser leur antienne.

Passons aux appréciations d'autres organes de presse, émanant du même camp bourgeois.

Voici l'appréciation donnée en janvier 1932 par le journal bourgeois français bien connu, *Le Temps* :

L'Union soviétique a gagné la première manche en s'industrialisant. sans apport de capital étranger.

Appréciation du même *Temps*, donnée en été 1932 :

...le communisme aura franchi d'un bond l'étape constructive qu'en régime capitaliste il faut parcourir à pas lents... Ce qui nous gêne, en France particulièrement, où la propriété s'est divisée à l'infini, c'est l'impossibilité où nous sommes de mécaniser l'agriculture... En industrialisant leur agriculture, les Soviets résolvent le problème... Pratiquement, les bolchévistes ont gagné la partie contre nous.

Appréciation de la revue bourgeoise anglaise *Round Table* :

Les réalisations du plan quinquennal sont un phénomène surprenant. Les usines de tracteurs de Kharkov et de Stalingrad, l'usine d'automobiles *Amo* à Moscou, l'usine d'automobiles de Nijni-Novgorod, la centrale hydro-électrique du Dniepr, les aciéries gigantesques de Magnitogorsk et de Kouznetsk, tout un réseau d'usines de constructions mécaniques et de produits chimiques dans l'Oural, lequel devient une Ruhr soviétique, toutes ces réalisations industrielles et tant d'autres dans le pays entier témoignent que, quelles que soient les difficultés, l'industrie soviétique, telle une plante bien arrosée, croît et se fortifie... Le plan quinquennal a jeté les bases du développement futur et a considérablement renforcé la puissance de l'U.R.S.S.

Appréciation du journal bourgeois anglais *Financial Times* :

Les succès obtenus dans l'industrie des constructions mécaniques ne peuvent faire aucun doute. L'exaltation de ces succès dans la presse et dans les discours n'est nullement dépourvue de fondement. Il ne faut pas oublier qu'autrefois la Russie ne produisait que les machines et les outils les plus simples. Il est vrai que maintenant encore les chiffres absolus de l'importation des machines et instruments sont en progression ; mais la proportion des machines importées, en comparaison de celles fabriquées en U.R.S.S., est en baisse constante. L'U.R.S.S. fabrique actuellement tout l'outillage nécessaire à son industrie métallurgique et électrique. Elle a su créer sa propre industrie automobile. Elle a créé la production des outils et instruments dans toute leur gamme, depuis les plus petits instruments de haute précision jusqu'aux presses les plus lourdes. En ce qui concerne les machines agricoles, l'U.R.S.S. ne dépend plus des importations de l'étranger. D'autre part, le gouvernement soviétique prend des mesures pour que les retards dans la production du charbon et du fer n'empêchent pas la réalisation du plan quinquennal en quatre ans. Il est hors de doute que les immenses usines nouvellement construites garantissent un accroissement considérable de la production de l'industrie lourde.

Appréciation donnée au début de 1932 par le journal bourgeois autrichien *Neue Freie Presse* :

On peut maudire le bolchévisme, mais il faut le connaître. *Le plan quinquennal est un nouveau colosse, dont il importe de tenir compte, pour le moins au point de vue économique.*

Appréciation donnée en octobre 1932 par le capitaliste anglais Gibson Jarvie, président de la Banque *United Dominion* :

Je tiens à déclarer que je ne suis ni communiste, ni bolchévik, je suis sans nul doute un capitaliste et un individualiste... La Russie progresse au moment où beaucoup trop de nos usines sont inactives et où près de trois millions d'individus de notre pays cherchent désespérément du travail. On a raillé le plan quinquennal et on en a prédit la faillite. Mais soyez certains qu'on a fait plus que le plan quinquennal s'était proposé de faire... Dans toutes les villes industrielles que j'ai visitées, j'ai vu bâtir, d'après un plan déterminé, de nouveaux quartiers avec de larges rues plantées d'arbres et dotées de squares, avec des maisons du type le plus moderne, avec des écoles, des hôpitaux, des clubs ouvriers et les inévitables pouponnières et jardins d'enfants, où l'on prend soin des bébés des mères-ouvrières... N'essayez pas de sous-estimer les Russes et leurs plans, et ne commettez pas la faute d'espérer que le gouvernement soviétique puisse s'effondrer... La Russie d'aujourd'hui est un pays doué d'une âme et d'un idéal. La Russie est un pays d'une activité étonnante. J'ai la conviction que les aspirations de la Russie sont saines... Le plus important, c'est peut-être que toute la jeunesse et les ouvriers de la Russie ont une chose qui, malheureusement, fait aujourd'hui défaut dans les pays capitalistes, à savoir l'espérance.

Appréciation donnée en novembre 1932 par la revue bourgeoise américaine *The Nation* :

Les quatre années du plan quinquennal ont apporté des réalisations vraiment remarquables. L'Union soviétique s'est consacrée avec une activité intense, propre au temps de guerre, à l'édification des bases d'une vie nouvelle. *La physionomie du pays change littéralement au point qu'il devient impossible de la reconnaître...* Cela est vrai pour Moscou, avec ses centaines de squares et rues nouvellement asphaltées, avec ses nouveaux édifices, avec ses nouveaux faubourgs et sa ceinture de nouvelles fabriques suburbaines. Cela est également vrai pour les villes de moindre importance. De nouvelles cités ont surgi dans les steppes et dans les déserts, non pas quelques villes isolées, mais au moins cinquante villes avec une population de cinquante à deux cent cinquante mille habitants. Elles ont toutes surgi, dans les quatre dernières années, autour des nouvelles entreprises construites pour la mise en valeur des ressources naturelles de la région. Des centaines de nouvelles centrales électriques régionales et toute une série d'entreprises géantes comme le Dniéprostroi, font peu à peu une réalité de la formule de Lénine : « Le socialisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification »... L'Union soviétique a organisé la production en masse d'un nombre infini d'articles que la Russie n'avait jamais fabriqués autrefois : tracteurs, moissonneuses-batteuses, aciers extra-fins, caoutchouc synthétique, roulements à billes, puissants moteurs Diesel, turbines de cinquante mille kws, appareillage téléphonique, machines électriques pour l'industrie minière, aéroplanes, automobiles, bicyclettes, sans compter des centaines de types de machines nouvelles. Pour la première fois dans l'histoire, la Russie extrait l'aluminium, la magnésite, les apatites, l'iode, la potasse et de nombreux autres produits de valeur. *Ce ne sont plus les croix et les coupôles des églises qui servent de point de repère dans les plaines.*

soviétiques, mais les élévateurs de grains et les tours-silos. Les kolkhoz construisent des maisons, des étables, des porcheries. L'électricité pénètre à la campagne, la radio et les journaux l'ont conquise. Les ouvriers apprennent à travailler sur les machines les plus modernes. Les jeunes paysans construisent et manient des machines agricoles plus grandes et plus complexes que celles que l'Amérique a jamais vues. *La Russie commence à « penser machines »*. La Russie passe rapidement du siècle du bois au siècle du fer, de l'acier, du béton et des moteurs.

Appréciation donnée en septembre 1932 par la revue réformiste de « gauche » anglaise *Forward* :

L'immense travail qui s'accomplit en U.R.S.S. saute aux yeux. Nouvelles usines, nouvelles écoles, nouveaux cinémas, nouveaux clubs, nouveaux immeubles géants — partout des constructions nouvelles. Beaucoup sont déjà terminées, d'autres sont encore revêtues d'échafaudages. Il est difficile de raconter au lecteur anglais ce qui a été fait depuis deux ans et ce qui est en train de se faire. Il faut voir tout cela pour le croire. Les réalisations que nous avons nous-mêmes enregistrées du temps de la guerre ne sont que bagatelle en comparaison de ce qui se fait en U.R.S.S. Les Américains reconnaissent que même la période de fièvre de construction la plus intense dans les Etats de l'Ouest, n'offrait rien de comparable à la fiévreuse activité créatrice de l'U.R.S.S., aujourd'hui. Pendant les deux dernières années, l'U.R.S.S. a été le théâtre de tant de changements qu'on renonce à imaginer ce que ce pays sera dans dix ans... Otez-vous de la tête les histoires fantastiques et terrifiantes rapportées par les journaux anglais, qui mettent tant de ténacité et de sottise à calomnier l'U.R.S.S. Otez-vous encore de la tête ces impressions et demi-vérités fondées sur l'incompréhension, qui sont répandues par des intellectuels dilettantes, lesquels considèrent l'U.R.S.S. d'un œil protecteur, à travers les lunettes de l'homme de la rue, mais qui n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe là-bas... L'U.R.S.S. construit une nouvelle société sur de saines assises. Pour atteindre ce but, il faut s'exposer au risque, il faut travailler avec enthousiasme, avec une énergie sans précédent ; il faut lutter contre des difficultés énormes, inévitables lorsqu'on veut construire le socialisme dans un vaste pays isolé du reste du monde. Or, après avoir visité de nouveau ce pays au bout de deux ans, j'ai l'impression qu'il s'est engagé dans la voie d'un progrès solide, qu'il planifie, qu'il crée et construit, tout cela sur une échelle qui est un défi éclatant lancé au monde capitaliste hostile.

Telles sont les divergences d'opinion et la division dans le camp des milieux bourgeois : les uns sont pour réduire à néant l'U.R.S.S. avec son plan quinquennal qu'ils prétendent en faillite, les autres sont visiblement pour une collaboration commerciale avec l'U.R.S.S., dans l'espoir évident de tirer quelque profit des succès du plan quinquennal.

Il convient d'envisager à part l'attitude de la classe ouvrière des pays capitalistes à l'égard du plan quinquennal, à l'égard des succès de l'édification socialiste en U.R.S.S. On pourrait se borner, ici, à reproduire l'appréciation de l'une des nombreuses délégations ouvrières qui visitent l'U.R.S.S. chaque année, ne serait-ce que celle de la délégation ouvrière belge. Ce témoignage est typique pour

toutes les délégations ouvrières sans exception, qu'il s'agisse des délégations anglaises ou françaises, des délégations allemandes ou américaines ou des délégations d'autres pays. Voici ce témoignage :

Nous sommes frappés d'admiration devant l'édification grandiose que nous avons constatée au cours de notre voyage. A Moscou, comme à Makéevka, à Gorlovka, à Kharkov et à Léningrad, nous avons pu nous rendre compte de l'enthousiasme avec lequel on y travaille. Les machines sont toutes du dernier modèle. Dans les usines règne la propreté, il y a beaucoup d'air et de lumière. Nous avons vu comment en U.R.S.S. les ouvriers étaient entourés de soins médicaux et sanitaires. Les maisons ouvrières sont bâties à proximité des usines. Les cités ouvrières sont pourvues d'écoles et de pouponnières ; les enfants y jouissent des soins les plus attentifs. Nous avons pu voir la différence entre les anciennes usines et celles nouvellement construites, entre les anciennes et les nouvelles habitations. Tout ce que nous avons vu nous a donné une idée nette de la force colossale des travailleurs qui édifient la nouvelle société sous la direction du Parti communiste. Nous avons observé en U.R.S.S. un essor culturel gigantesque, alors que dans les autres pays, c'est la dépression dans tous les domaines et le chômage. Nous avons pu nous rendre compte des difficultés exceptionnelles que les travailleurs soviétiques rencontrent sur leur chemin. Nous comprenons d'autant mieux l'orgueil avec lequel ils nous montrent les succès obtenus. Nous sommes persuadés qu'ils surmonteront tous les obstacles.

Toilà donc la portée internationale du plan quinquennal. Il nous a suffi de faire un travail d'édification pendant quelque deux ou trois ans ; il a suffi de montrer les premiers succès du plan quinquennal, pour que le monde tout entier se scinde en deux camps, le camp de ceux qui aboient après nous sans se lasser, et le camp de ceux qui sont frappés des réalisations du plan quinquennal, sans parler de notre propre camp, qui existe et se fortifie dans le monde entier, le camp de la classe ouvrière des pays capitalistes, qui se réjouit des succès de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. et est prêt à lui donner son soutien, au grand effroi de la bourgeoisie mondiale.

Qu'est-ce à dire ?

Cela veut dire que la portée internationale du plan quinquennal, la portée internationale de ses succès et de ses conquêtes, ne peut être mise en doute.

Cela veut dire que les pays capitalistes portent en eux la révolution prolétarienne et que, précisément pour cela, la bourgeoisie voudrait puiser dans des échecs du plan quinquennal un nouvel argument contre la révolution, tandis que le prolétariat, au contraire, s'efforce de puiser et puise réellement dans les succès du plan quinquennal un nouvel argument en faveur de la révolution, contre la bourgeoisie du monde entier.

Les succès du plan quinquennal mobilisent les forces révolutionnaires de la classe ouvrière de tous les pays contre le capitalisme, c'est là un fait incontestable.

Il est hors de doute que la portée révolutionnaire internationale du plan quinquennal, est réellement immense.

Nous devons accorder une attention d'autant plus grande au plan quinquennal, à son contenu, à ses tâches essentielles.

Nous devons analyser avec d'autant plus de soin le bilan du plan quinquennal, le bilan de son exécution et de sa mise en pratique.

II

LA TACHE ESSENTIELLE DU PLAN QUINQUENNAL ET LES MOYENS DE L'ACCOMPLIR

Passons à la question du plan de cinq ans considéré en lui-même. Qu'est ce que le plan de cinq ans ?

Quelle était la tâche essentielle du plan quinquennal ?

La tâche essentielle du plan quinquennal était de faire passer notre pays, de sa technique arriérée, parfois médiévale, à une technique nouvelle, moderne.

La tâche essentielle du plan quinquennal était de transformer l'U.R.S.S., de pays agraire et débile, qui dépendait des caprices des pays capitalistes, en un pays industriel et puissant parfaitement libre de ses actions et indépendant des caprices du capitalisme mondial.

La tâche essentielle du plan quinquennal était, tout en transformant l'U.R.S.S. en un pays industriel, d'éliminer complètement les éléments capitalistes, d'élargir le front des formes socialistes de l'économie et de créer une base économique pour la suppression des classes en U.R.S.S., pour la construction d'une société socialiste.

La tâche essentielle du plan quinquennal était de créer dans notre pays une industrie capable de rééquiper et de réorganiser, sur la base du socialisme, non seulement l'industrie dans son ensemble, mais aussi les transports, mais aussi l'agriculture.

La tâche essentielle du plan quinquennal était de faire passer la petite économie rurale morcelée sur la voie de la grande économie collectivisée, d'assurer par cela même la base économique du socialisme à la campagne, et de rendre impossible la restauration du capitalisme en U.R.S.S.

Enfin, la tâche du plan quinquennal était de créer dans le pays toutes les conditions techniques et économiques nécessaires pour en relever au maximum la capacité de défense, pour lui permettre d'organiser une riposte vigoureuse à toutes les tentatives d'intervention armée, à toutes les tentatives d'agression armée de l'extérieur, d'où qu'elles viennent.

Qu'est-ce qui dictait cette tâche essentielle du plan quinquennal ?
qu'est-ce qui la justifiait ?

La nécessité de faire cesser le retard économique et technique de l'U.R.S.S., qui la condamnait à une existence peu enviable ; la nécessité de créer dans le pays des conditions lui permettant non seulement de rejoindre, mais de dépasser avec le temps, au point de vue économique et technique, les pays capitalistes avancés.

L'idée que le pouvoir des Soviets ne peut longtemps se maintenir sur la base d'une industrie arriérée ; que seule une grande industrie moderne, qui non seulement ne le cède en rien à l'industrie des pays capitalistes mais est capable, avec le temps, de la surpasser, peut servir de fondement réel et sûr au pouvoir des Soviets.

L'idée que le pouvoir des Soviets ne peut longtemps se baser sur deux fondements opposés, sur la grande industrie socialiste qui *anéantit* les éléments capitalistes, et sur la petite économie paysanne individuelle, qui *engendre* les éléments capitalistes.

L'idée qu'aussi longtemps qu'une base de grosse production ne sera pas assignée à l'agriculture ; qu'aussi longtemps que les petites exploitations paysannes ne seront pas groupées en de grandes exploitations collectives, le danger de restauration du capitalisme en U.R.S.S. est le danger le plus réel de tous les dangers possibles.

Lénine disait :

La Révolution a fait que la Russie, en quelques mois, a rattrapé, quant à son régime *politique*, les pays avancés.

Mais cela ne suffit pas. La guerre est inexorable. Elle pose la question avec une âpreté implacable : périr ou rejoindre les pays avancés et les dépasser aussi *au point de vue économique*... Périr ou s'élancer en avant à toute vapeur. C'est ainsi que l'histoire pose la question. (« La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », t. XXI, p. 191, éd. russe.)

[Lénine disait:]

Tant que nous vivons dans un pays de petits paysans, il existe en Russie, pour le capitalisme, une base économique plus solide que pour le communisme. Il faut bien retenir cela. Tous ceux qui ont observé attentivement la vie rurale en la comparant à la vie urbaine, savent que nous n'avons pas arraché les racines du capitalisme, ni sapé les fondements, la base de l'ennemi intérieur. Ce dernier se maintient sur les petites exploitations, et pour en venir à bout il n'est qu'un moyen : faire passer l'économie du pays, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, sur la base technique de la grande production moderne... C'est lorsque le pays sera électrifié, lorsque nous aurons donné à l'industrie, à l'agriculture et aux transports la base technique de la grande industrie moderne, c'est alors seulement que notre victoire sera définitive. (« Rapport au VIII^e congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. », p. XXVI, pp. 46-47, éd. russe.)

C'est de ces thèses que s'est inspiré le Parti pour élaborer le plan quinquennal et déterminer la tâche essentielle de ce plan.

Voilà ce qu'il en est de la tâche essentielle du plan quinquennal.

Mais on ne saurait entreprendre la réalisation d'un plan aussi grandiose, à la débandade, en commençant par n'importe quoi. Pour réaliser un tel plan, il faut tout d'abord trouver le maillon essentiel, car ce n'est qu'après avoir trouvé ce maillon et s'en être saisi, qu'il a été possible de tirer à soi tous les autres maillons du plan.

Quel était le principal maillon du plan quinquennal ?

C'était l'industrie lourde et son pivot : les constructions mécaniques. Car seule l'industrie lourde peut reconstruire et mettre sur pied et l'industrie dans son ensemble, et les transports, et l'agriculture. C'est donc par elle qu'il fallait commencer la réalisation du plan quinquennal. Il importait par conséquent de mettre le rétablissement de l'industrie lourde à la base de la réalisation du plan quinquennal.

Sur ce point aussi nous avons des indications de Lénine :

Le salut pour la Russie n'est pas seulement dans une bonne récolte de l'économie paysanne — cela ne suffit pas encore — et pas seulement dans le bon état de l'industrie légère qui fournit aux paysans les articles de consommation — cela non plus ne suffit pas encore — il nous faut également une industrie *lourde*... Si nous ne sauvons pas l'industrie lourde, si nous ne la rétablissons pas, nous ne pourrons construire aucune industrie et, à défaut de celle-ci, c'en sera fait de nous, en général, comme pays indépendant... L'industrie lourde a besoin de subventions de l'Etat. Si nous ne les trouvons pas, c'en est fait de nous comme Etat civilisé, je ne dis même pas socialiste. (« Rapport au IV^e congrès de l'Internationale communiste », t. XXVII, p. 349, éd. russe.)

Mais le rétablissement et le développement de l'industrie lourde, surtout dans un pays arriéré et pauvre comme l'était notre pays au début du plan quinquennal, constituent une tâche des plus ardues, car l'industrie lourde exige, on le sait, des dépenses financières considérables et un certain minimum de forces techniques expérimentées, sans quoi le rétablissement de l'industrie lourde est tout bonnement impossible. Le Parti le savait-il et s'en rendait-il compte ? Oui, il le savait. Et non seulement il le savait, mais il le proclamait hautement. Le Parti savait de quelle façon l'industrie lourde fut édifiée en Angleterre, en Allemagne, en Amérique. Il savait que l'industrie lourde fut édifiée, dans ces pays, soit à l'aide de gros emprunts, soit par le pillage d'autres pays, soit par les deux moyens à la fois. Le Parti savait que ces voies-là sont fermées pour notre pays. Sur quoi comptait-il donc ? Il comptait sur les forces propres de notre pays. Il comptait que, possédant le pouvoir soviétique et nous appuyant sur la nationalisation de la terre, de l'industrie, des transports, des banques, du commerce, nous pourrions appliquer le régime de la plus stricte économie pour accumuler des ressources suffisantes, nécessaires au rétablissement et au développement de l'industrie lourde. Le Parti disait tout net que cette

entreprise exigerait de sérieux sacrifices et que, si nous voulions atteindre le but, nous devons consentir ces sacrifices ouvertement et consciemment. Le Parti comptait mener à bien cette entreprise par les forces intérieures de notre pays, sans crédits asservissants et sans emprunts extérieurs.

Voici ce que disait Lénine à ce sujet :

Nous devons nous efforcer de construire un Etat où les ouvriers continueraient à exercer la direction sur les paysans et garderaient la confiance de ces derniers, Etat où, par une économie rigoureuse, ils banniraient de tous les domaines de la vie sociale les moindres traces d'excès.

Nous devons réaliser le maximum d'économie dans notre appareil administratif. Nous devons en bannir toutes les traces d'excès que lui a laissées en si grand nombre la Russie tsariste, son appareil capitaliste et bureaucratique.

Est-ce que ce ne sera pas le règne de la médiocrité paysanne ?

Non. Si nous conservons à la classe ouvrière sa direction sur la paysannerie, nous pourrons, au prix d'une économie des plus rigoureuses dans la gestion de notre Etat, employer la moindre somme économisée pour développer notre grande industrie mécanisée, l'électrification, l'extraction hydraulique de la tourbe, pour achever la construction de la centrale électrique du Volkhov, etc.

Là, et là seulement est notre espoir. Alors seulement nous pourrons, pour employer une expression figurée, changer le cheval miséreux du paysan, du moujik, le cheval des économies prévues pour un pays paysan ruiné, — contre celui que recherche et ne peut pas ne pas rechercher pour soi le prolétariat, contre le cheval de la grande industrie mécanisée, de l'électrification, de la centrale hydro-électrique du Volkhov, etc. (* Mieux vaut moins, mais mieux », t. XXVII, p. 417, éd. russe.)

Changer le cheval miséreux du moujik contre le cheval de la grande industrie mécanisée, tel est le but que poursuivait le Parti en élaborant le plan quinquennal et en travaillant à sa réalisation.

Etablir le régime de la plus stricte économie et accumuler les ressources nécessaires au financement de l'industrialisation de notre pays, voilà le chemin qu'il fallait emprunter pour arriver à rétablir l'industrie lourde et à réaliser le plan quinquennal.

Tâche hardie ? Chemin difficile ? Mais notre Parti s'appelle précisément le Parti de Lénine, parce qu'il n'a pas le droit de craindre les difficultés.

Bien plus. La certitude qu'avait le Parti quant à la possibilité de réaliser le plan quinquennal, et sa foi dans les forces de la classe ouvrière étaient si grandes qu'il a jugé possible de s'assigner comme tâche la réalisation de cette œuvre difficile, non pas en cinq ans, ainsi que le demandait le plan quinquennal, mais en quatre — ou plutôt en quatre ans et trois mois, si l'on y ajoute le trimestre spécial.

C'est sur cette base qu'est né le mot d'ordre fameux : « Le plan quinquennal en quatre ans ».

Et qu'est-il advenu ?

Les faits ont montré par la suite que le Parti avait raison.

Les faits ont montré que, sans cette hardiesse et cette foi dans les forces de la classe ouvrière, le Parti n'aurait pu remporter la victoire dont aujourd'hui nous sommes fiers à bon droit.

III

LE BILAN DU PLAN QUINQUENNAL EN QUATRE ANS DANS L'INDUSTRIE

Passons maintenant au bilan de la réalisation du plan quinquennal.

Quel est, dans l'*industrie*, le bilan du plan quinquennal en quatre ans ?

Avons-nous remporté la victoire dans ce domaine ?

Oui, nous l'avons remportée. Et non seulement nous l'avons remportée, mais nous avons fait plus que nous n'attendions nous-mêmes, plus que ne pouvaient attendre les têtes les plus chaudes de notre Parti. Cela, nos ennemis eux-mêmes ne le nient plus maintenant. D'autant moins peuvent le nier nos amis.

Nous n'avions pas de sidérurgie, base de l'industrialisation du pays. Nous l'avons maintenant.

Nous n'avions pas d'industrie des tracteurs. Nous l'avons maintenant.

Nous n'avions pas d'industrie automobile. Nous l'avons maintenant.

Nous n'avions pas d'industrie des constructions mécaniques. Nous l'avons maintenant.

Nous n'avions pas une sérieuse industrie chimique moderne. Nous l'avons maintenant.

Nous n'avions pas une véritable et sérieuse industrie pour la fabrication des machines agricoles modernes. Nous l'avons maintenant.

Nous n'avions pas d'industrie aéronautique. Nous l'avons maintenant.

Pour la production de l'énergie électrique nous occupons la toute dernière place. Nous sommes maintenant arrivés à une des premières places.

Pour la production des produits du pétrole et du charbon, nous occupons la dernière place. Maintenant nous sommes arrivés à une des premières places.

Nous ne possédions qu'une seule base houillère et métallurgique, — celle de l'Ukraine, — que nous avons beaucoup de mal à ex-

exploiter. Nous sommes arrivés non seulement à remettre debout cette base, — mais encore nous avons créé une nouvelle base houillère et métallurgique dans l'Est, qui fait l'orgueil de notre pays.

Nous ne possédions qu'une seule base de l'industrie textile, dans le nord du pays. Nous avons fait en sorte que d'ici peu nous aurons deux nouvelles bases de l'industrie textile, en Asie centrale et en Sibérie occidentale.

Et non seulement nous avons créé ces nouvelles et vastes industries, mais nous les avons créées sur une échelle et dans des proportions qui font pâlir les échelles et les proportions de l'industrie européenne.

Tout cela a abouti au fait que les éléments capitalistes sont éliminés de l'industrie, définitivement et sans retour, cependant que l'industrie socialiste est devenue la seule forme de l'industrie en U.R.S.S.

Tout cela a abouti au fait que notre pays, d'agriculture est devenu industriel, puisque la part de la production industrielle par rapport à la production agricole a passé de 48%, au début de la période quinquennale (1928), à 70% vers la fin de la quatrième année du plan quinquennal (1932).

Tout cela a abouti au fait que, vers la fin de la quatrième année de la période quinquennale, nous avons accompli le programme de l'ensemble de la production industrielle, établi pour cinq ans, à 93, 7%, en augmentant ainsi le volume de la production industrielle de plus du triple en comparaison du niveau d'avant-guerre, et de plus du double en comparaison du niveau de 1928. Quant au programme de la production de l'industrie lourde, nous avons réalisé le plan quinquennal à 108%. Il est vrai que pour le programme d'ensemble du plan quinquennal, nous l'avons rempli à 6% près. Mais cela s'explique par le fait que, étant donné le refus des pays voisins de signer avec nous des pactes de non-agression, et vu les complications survenues en Extrême-Orient, il nous a fallu, pour renforcer la défense du pays, aménager en hâte une série de nos usines pour la fabrication de moyens de défense modernes. Or, cet aménagement, vu la nécessité de passer par une certaine période de préparation, aboutit à ce résultat que ces usines cessèrent de produire pendant quatre mois, ce qui devait forcément se répercuter sur l'accomplissement du programme général de production prévu au plan quinquennal, au cours de l'année 1932. Cette opération a eu pour résultat que nous avons comblé toutes les lacunes, en ce qui concerne la capacité de défense du pays. Mais elle ne pouvait manquer d'exercer une influence négative sur l'accomplissement du programme de production prévu au plan quinquennal. Nul doute que sans cette

circonstance nouvelle, nous n'aurions pas seulement réalisé, mais à coup sûr dépassé les chiffres du plan de cinq ans.

Enfin, tout cela a abouti au fait que de pays faible et non préparé à la défense, l'Union soviétique est devenue un pays puissant quant à sa capacité de défense, un pays prêt à toutes les éventualités, un pays capable de produire en masse tous les instruments de défense modernes et d'en munir son armée en cas d'agression du dehors.

Tel est, dans l'ensemble, le bilan du plan quinquennal en quatre ans, dans l'industrie.

Jugez maintenant vous-mêmes ce que vaut, après cela, le verbiage de la presse bourgeoise sur la « faillite » du plan quinquennal dans l'industrie.

Et comment les choses se présentent-elles dans les pays *capitalistes*, qui traversent actuellement une âpre crise quant au mouvement de leur production industrielle ?

Voici les données officielles connues de tous.

Alors qu'à la fin de 1932, le volume de la production industrielle de l'U.R.S.S. s'est élevé à 334% par rapport à son niveau d'avant-guerre, le volume de la production industrielle aux Etats-Unis est tombé, pour la même période, à 84% du niveau d'avant-guerre ; en Angleterre, à 75% ; en Allemagne, à 62%.

Alors qu'à la fin de 1932 le volume de la production industrielle de l'U.R.S.S. s'est élevé à 219% par rapport au niveau de 1928, le volume de la production industrielle aux Etats-Unis est tombé, pour la même période, à 56% ; en Angleterre, à 80% ; en Allemagne, à 55% ; en Pologne, à 54%.

Que dénotent ces chiffres, sinon que le système industriel capitaliste n'a pas résisté à l'épreuve dans sa compétition avec le système soviétique ; que le système industriel soviétique a tous les avantages sur le système capitaliste.

On nous dit : Tout cela est fort bien, on a construit beaucoup de nouvelles usines, on a jeté les bases de l'industrialisation. Mais il aurait beaucoup mieux valu renoncer à la politique d'industrialisation, à la politique d'extension de la production des moyens de production, ou du moins rejeter cette tâche à l'arrière-plan, afin de produire une plus grande quantité de cotonnades, de chaussures, de vêtements et autres objets de grande consommation. La production d'objets de grande consommation a été inférieure à nos besoins, et cela orée certaines difficultés.

Mais alors il faut savoir et il faut se rendre compte à quoi nous aurait conduits cette politique de mise à l'arrière-plan des tâches de l'industrialisation. Evidemment, sur le milliard et demi de roubles, en devises étrangères, que nous avons dépensés au cours de cette période pour équiper notre industrie lourde, nous aurions pu réserver

la moitié aux importations de coton, de cuir, de laine, de caoutchouc, etc. Nous aurions eu alors plus de cotonnades, de chaussures, de vêtements. Mais alors nous n'aurions ni industrie des tracteurs, ni industrie automobile ; nous n'aurions pas de sidérurgie tant soit peu importante ; nous n'aurions pas de métal pour la fabrication des machines, et nous serions désarmés face à l'encerclement capitaliste armé d'une technique nouvelle. Nous nous serions alors privés de la possibilité de fournir l'agriculture en tracteurs et en machines agricoles, et donc nous serions restés sans blé. Nous nous serions mis dans l'impossibilité de vaincre les éléments capitalistes du pays, et donc nous aurions augmenté incroyablement les chances de restauration du capitalisme. Nous n'aurions pas alors tous les moyens modernes de défense, sans lesquels l'indépendance d'un pays comme Etat est impossible ; sans lesquels un pays devient un objectif pour les opérations militaires de ses ennemis du dehors. Notre situation serait alors plus ou moins analogue à celle de la Chine d'aujourd'hui, qui n'a pas une industrie lourde, qui n'a pas une industrie de guerre à elle et que grugent maintenant tous ceux qui veulent s'en donner la peine.

En un mot, nous aurions dans ce cas une intervention militaire, non pas des pactes de non-agression, mais la guerre, une guerre dangereuse, mortelle, une guerre sanglante et inégale, puisque dans cette guerre nous serions à peu près désarmés devant l'ennemi disposant de tous les moyens modernes d'agression.

Voilà le tour que prennent les choses, camarades.

Il est clair qu'un pouvoir d'Etat qui se respecte, qu'un parti qui se respecte, ne pouvait se placer à un point de vue aussi néfaste.

Et c'est précisément parce que le Parti a repoussé cette position antirévolutionnaire, qu'il a remporté une victoire décisive quant à l'exécution du plan quinquennal dans l'industrie.

En réalisant le plan quinquennal et en organisant la victoire dans l'œuvre de construction industrielle, le Parti a suivi la politique d'accélération maximum des rythmes de développement de l'industrie. Le Parti pour ainsi dire aiguillonnait le pays, afin de hâter sa course en avant.

Le Parti a-t-il bien fait de pratiquer la politique des rythmes accélérés au maximum ?

Certes, oui.

On ne peut pas ne pas stimuler un pays qui retarde de cent années et qui, de ce fait, est menacé d'un danger mortel. C'est ainsi seulement que l'on pouvait mettre le pays en état de se rééquiper rapidement sur la base d'une technique nouvelle et de s'engager enfin sur la grande route.

Et puis, nous ne pouvions savoir le jour que les impérialistes choi-

siraient pour attaquer l'U.R.S.S. et interrompre notre œuvre de construction. Et qu'ils pouvaient profiter de l'insuffisance technique et économique de notre pays pour nous attaquer à tout moment, sur ce point le doute n'était pas possible. Force était donc au Parti d'aiguillonner le pays pour ne pas perdre de temps, pour profiter jusqu'au bout de la trêve et réussir à jeter, en U.R.S.S., les fondements de l'industrialisation, base de sa puissance. Le Parti n'avait pas la possibilité d'attendre ni de manœuvrer, et il devait appliquer la politique des rythmes accélérés au maximum.

Enfin, le Parti devait remédier dans le plus bref délai aux insuffisances du pays quant à sa défense. Les conditions de l'heure, la croissance des armements dans les pays capitalistes, la faillite de l'idée de désarmement, la haine de la bourgeoisie internationale contre l'U.R.S.S., tout cela incitait le Parti à travailler d'arrache-pied au renforcement de la capacité de défense du pays, base de son indépendance.

Mais le Parti avait-il la possibilité réelle de pratiquer la politique des rythmes accélérés au maximum ? Oui, il avait cette possibilité non seulement parce qu'il avait réussi, en temps opportun, à imprimer au pays un mouvement de progression rapide, mais d'abord parce qu'il pouvait s'appuyer, dans les vastes travaux de construction nouvelle, sur les usines et les fabriques anciennes ou remises à neuf, dont les ouvriers, les ingénieurs et le personnel technique avaient déjà acquis la pratique de la production, et qui, pour cette raison, permettaient de réaliser des rythmes de développement accélérés au maximum.

Voilà sur quelle base ont grandi chez nous dans la première période quinquennale l'essor rapide de l'édification nouvelle, l'enthousiasme des artisans de l'œuvre immense de construction, les héros et oudarniks des nouveaux chantiers, la pratique des impétueux rythmes de développement.

Peut-on dire qu'au cours de la deuxième période quinquennale nous aurons à faire exactement la même politique des rythmes accélérés au maximum ?

Non, on ne saurait le dire.

Premièrement, la réalisation victorieuse du plan quinquennal a eu ce résultat que nous avons *déjà accompli*, pour l'essentiel, sa tâche principale : assurer une base technique moderne à l'industrie, aux transports, à l'agriculture. Est-il besoin après cela d'aiguillonner et de pousser en avant le pays ? Il est clair que la nécessité ne s'en fait plus sentir maintenant.

Deuxièmement, la réalisation victorieuse du plan quinquennal a eu ce résultat que nous avons *dès à présent* élevé la capacité de défense du pays à la hauteur voulue. Est-il besoin après cela d'aiguillonner

et de pousser en avant le pays ? Il est clair que la nécessité ne s'en fait plus sentir maintenant.

Enfin, la réalisation victorieuse du plan quinquennal a eu ce résultat que nous avons pu construire des dizaines et des centaines de nouvelles grandes usines et des combinats, pourvus d'une technique complexe, moderne. Cela signifie que dans l'ensemble de la production industrielle de la deuxième période quinquennale, le rôle essentiel n'appartiendra plus aux vieilles usines dont nous possédons déjà la technique, comme ce fut le cas pour la première période quinquennale, mais aux usines neuves dont nous ne possédons pas encore la technique, technique qu'il nous faut assimiler. Mais assimiler la nouvelle technique et les entreprises nouvelles, est autrement difficile qu'utiliser les usines et fabriques anciennes ou remises à neuf, dont la technique a déjà été assimilée. Cela demande plus de temps pour relever la qualification des ouvriers, des ingénieurs et du personnel technique, et pour s'adapter aux nouvelles méthodes d'utilisation intégrale de la technique nouvelle. N'est-il pas clair après cela, que si même nous le voulions, nous ne pourrions réaliser, dans la deuxième période quinquennale, surtout dans ses deux ou trois premières années, la politique des rythmes de développement accélérés au maximum ?

Voilà pourquoi je pense que, dans la deuxième période quinquennale, il nous faudra adopter des rythmes moins accélérés pour le développement de la production industrielle. Au cours de la première période quinquennale, l'accroissement annuel de la production industrielle représentait en moyenne 22%. Je pense que pour la deuxième période quinquennale, il faudra nous en tenir à un accroissement annuel moyen de la production industrielle de 13 à 14%. Pour les pays capitalistes, un tel rythme d'accroissement de la production industrielle constitue un idéal inaccessible. Et non seulement un tel rythme, mais même 5% d'accroissement annuel en moyenne, constitué aujourd'hui pour eux un idéal inaccessible. Mais ils ne sont pas des pays capitalistes pour rien. Il en est autrement du pays des Soviets, avec son système soviétique d'économie. Avec notre système d'économie, nous pouvons parfaitement et nous devons réaliser un accroissement de la production de 13 à 14% par an, comme *minimum*.

Au cours de la première période quinquennale nous avons su organiser l'enthousiasme, l'émouvant élan de l'*édification nouvelle*, et nous avons obtenu des succès décisifs. C'est très bien. Mais cela ne suffit plus. Maintenant nous devons compléter la chose par l'enthousiasme, l'élan émouvant pour l'*assimilation* de la technique nouvelle des nouvelles usines et aussi par un relèvement sérieux de la productivité du travail, par une sérieuse réduction du prix de revient.

C'est là maintenant l'essentiel.

Car ce n'est que sur cette base que nous pourrons assurer, disons, vers la seconde moitié de la deuxième période quinquennale, un nouvel élan vigoureux, aussi bien dans l'œuvre de construction que pour l'accroissement de la production industrielle.

Enfin, quelques mots sur les rythmes et pourcentages mêmes de l'accroissement annuel de la production. Nos experts industriels ne s'occupent guère de cette question. Et pourtant elle est d'un grand intérêt. Qu'est-ce que le pourcentage d'accroissement de la production et que représente à proprement parler chaque pour-cent d'accroissement ? Prenons, par exemple, l'année 1925, période de rétablissement. L'accroissement de la production pour cette année fut de 66%. La production globale de l'industrie atteignait 7.700 millions de roubles. 66% d'accroissement représentaient alors, en chiffres absolus, un peu plus de 3 milliards. Donc, chaque pour-cent d'accroissement équivalait à 45 millions de roubles. Prenons maintenant l'année 1928. Elle a donné 26% d'accroissement, soit, en pourcentage, presque trois fois moins qu'en 1925. La production globale de l'industrie était de 15.500 millions de roubles. L'accroissement total pendant l'année était, en chiffres absolus, de 3.280 millions de roubles. Donc, chaque pour-cent d'accroissement équivalait à 126 millions de roubles, soit une somme presque trois fois plus grande qu'en 1925, alors que nous enregistrions 66% d'accroissement. Prenons enfin l'année 1931. Elle a donné 22% d'accroissement, soit trois fois moins qu'en 1925. La production globale de l'industrie représentait alors 30.800 millions de roubles. L'accroissement total, en chiffres absolus, était d'un peu plus de 5.600 millions de roubles. Donc, chaque pour-cent d'accroissement représentait plus de 250 millions de roubles, soit six fois plus qu'en 1925, alors que nous enregistrions 66% d'accroissement, et deux fois plus qu'en 1928, alors que nous enregistrions un peu plus de 26% d'accroissement.

Que signifie tout cela ? C'est qu'en analysant les rythmes d'accroissement de la production, on ne doit pas considérer simplement le pourcentage total d'accroissement. Il faut encore savoir ce que représente chaque pour-cent d'accroissement, et quel est le total de l'accroissement annuel de la production. Nous prenons, par exemple, pour 1933, 16% d'accroissement, soit quatre fois moins qu'en 1925. Mais cela ne signifie pas encore que l'accroissement de la production, dans cette année, sera lui aussi quatre fois moindre. L'accroissement de la production en 1925, en chiffres absolus, a été d'un peu plus de 3 milliards et chaque pour-cent représentait 45 millions de roubles. A n'en pas douter, en 1933 le taux d'accroissement étant de 16%, l'accroissement de la production sera, en chiffres absolus, d'au moins 5 milliards de roubles, c'est-à-dire presque deux fois plus qu'en 1925, et chaque pour-cent d'accroissement représentera au moins 320-340

millions de roubles, soit une somme au moins sept fois plus grande que chaque pour-cent d'accroissement de 1925.

Voilà donc, camarades, le tour que prennent les choses si l'on envisage les rythmes et pourcentages d'accroissement, d'une façon concrète.

Voilà ce qu'il en est du bilan du plan quinquennal en quatre ans, dans l'industrie.

IV

LE BILAN DU PLAN QUINQUENNAL EN QUATRE ANS DANS L'AGRICULTURE

Passons à l'examen du bilan du plan quinquennal en quatre ans, dans l'agriculture.

Le plan quinquennal dans l'agriculture est celui de la collectivisation. De quoi le Parti s'est-il inspiré en procédant à la collectivisation ?

Le Parti s'est inspiré de ce principe que, pour consolider la dictature du prolétariat et édifier la société socialiste, il est nécessaire, outre l'industrialisation, de passer encore de la petite exploitation paysanne individuelle à la grande agriculture collective, munie de tracteurs et de machines agricoles modernes, seule base solide du pouvoir des Soviets à la campagne.

Le Parti s'est inspiré de ce principe que, sans la collectivisation, il est impossible de conduire notre pays sur la grand'route de l'édification des fondements économiques du socialisme, impossible d'affranchir de la misère et de l'ignorance les millions de paysans laborieux.

Lénine disait :

Impossible de sortir de la misère par la petite exploitation. (« Discours à la I^{re} conférence de la R.S.F.S.R. sur le travail à la campagne », t. XXIV, p. 540, éd. russe.)

Lénine disait :

Si nous nous confinons comme autrefois dans les petites exploitations, fussions-nous citoyens libres sur une terre libre, nous n'en serons pas moins menacés d'une perte certaine. (« Discours sur la question agraire au I^{er} congrès des députés paysans de Russie », t. XX, p. 417, éd. russe.)

Lénine disait :

Ce n'est que par un travail en commun, un travail par artel, par association, que nous pourrons sortir de l'impasse où nous a acculés la guerre impérialiste. (t. XXIV, p. 537.)

Lénine disait :

Il est nécessaire de passer à la culture en commun dans les grandes exploitations modèles, sans quoi nous ne nous tirerons pas de la débâcle, de la situation vraiment désespérée où se trouve la Russie. (t. XX, p. 418.)

Partant de là, Lénine arrivait à cette conclusion essentielle :

C'est seulement dans le cas où nous réussirons à montrer en fait aux paysans les avantages de la culture en commun, collective, par associations, par artels; c'est seulement si nous réussissons à aider le paysan à s'organiser en associations, en artels, que la classe ouvrière, tenant en mains le pouvoir d'Etat, prouvera réellement au paysan qu'elle a raison, attirera réellement à ses côtés, de façon durable et effective, la masse innombrable des paysans. (« Discours au congrès des communes et artels agricoles » t. XXIV, p. 579, éd. russe.)

C'est de ces thèses de Lénine que s'est inspiré le Parti pour réaliser le programme de collectivisation de l'agriculture, le programme du plan quinquennal dans l'agriculture.

Cela étant, la tâche du plan quinquennal en matière d'agriculture consistait à grouper les petites exploitations paysannes individuelles morcelées, qui n'avaient pas la possibilité de se servir des tracteurs et des machines agricoles modernes, en de grandes exploitations collectives pourvues de tous les instruments modernes d'une agriculture hautement développée, et à couvrir les terres disponibles de fermes d'Etat modèles, de sovkhoz.

La tâche du plan quinquennal en matière d'agriculture consistait à transformer l'U.R.S.S., de pays arriéré et de petits paysans, en un pays de grande agriculture organisée sur la base du travail collectif, et donnant le maximum de produits pour le marché.

Qu'est-ce que le Parti a obtenu en réalisant le programme du plan quinquennal en quatre ans, dans l'agriculture ? A-t-il rempli ce programme ou a-t-il échoué ?

Le Parti a obtenu ceci qu'en l'espace de quelque trois ans il a su organiser plus de 200.000 exploitations collectives et près de 5.000 sovkhoz pour la culture des céréales et l'élevage ; en même temps il a obtenu en quatre ans, pour la surface ensemencée, une extension de 21 millions d'hectares.

Le Parti a obtenu que les kolkhoz groupent actuellement plus de 60% des exploitations paysannes, qui englobent plus de 70% de toutes les terres des paysans, ce qui revient à dire que le plan quinquennal a été dépassé de trois fois.

Le Parti a obtenu qu'au lieu des 500-600 millions de pouds de blé marchand, stockés à l'époque où prédominait l'économie paysanne individuelle, il peut aujourd'hui stocker de 1.200 à 1.400 millions de pouds de céréales par an.

Le Parti a obtenu que les koulaks ont été battus comme classe, bien qu'ils ne soient pas encore complètement liquidés ; la paysan-

nerie laborieuse a été libérée de l'asservissement aux koulaks et de leur exploitation, et le pouvoir des Soviets possède désormais à la campagne une base économique solide, la base de l'économie collective.

Le Parti a obtenu que l'U.R.S.S., de pays de petits paysans est transformée d'ores et déjà en pays de la plus grande agriculture du monde.

Tel est dans ses grandes lignes le bilan du plan quinquennal en quatre ans dans l'agriculture.

Jugez maintenant vous-mêmes ce que vaut après cela le bavardage de la presse bourgeoise sur la « faillite » de la collectivisation, sur l'« échec » du plan quinquennal dans l'agriculture.

Et comment les choses se présentent-elles pour l'agriculture dans les pays *capitalistes*, qui traversent actuellement une dure crise agricole ?

Voici des données officielles connues de tous.

Les surfaces ensemencées des principaux pays producteurs de blé ont été réduites de 8-10%. Aux Etats-Unis les cultures de coton ont été réduites de 15% ; celles de la betterave à sucre, en Allemagne et en Tchécoslovaquie, de 22-30% ; celles du lin, en Lituanie et en Lettonie, de 25-30%.

D'après les données du département de l'Agriculture américain, la valeur de la production agricole globale aux Etats-Unis *est tombée* de 11 milliards de dollars en 1929 à 5 milliards en 1932, soit une diminution de plus de 50%. Pour les céréales, en ce même pays, la valeur de la production globale *est tombée* de 1.288 millions de dollars en 1929 à 391 millions de dollars en 1932, soit de plus de 68%. Le coton, en ce même pays, *tombe* de 1.389 millions de dollars en 1929 à 397 millions de dollars en 1932, soit une diminution de plus de 70%.

Tous ces faits ne témoignent-ils pas des avantages du système soviétique de l'agriculture sur le système capitaliste ? Ces faits ne prouvent-ils pas que les kolkhoz sont une forme d'économie plus viable que les exploitations individuelles et capitalistes ?

On dit que les kolkhoz et les sovkhos ne sont pas tout à fait des entreprises de rapport, qu'ils absorbent une quantité de ressources, qu'il n'y a aucune raison d'entretenir de telles entreprises, qu'il serait plus rationnel de les dissoudre, en ne gardant que les entreprises de bon rapport. Mais seuls les gens qui n'entendent rien à l'économie nationale, aux problèmes de l'économie, peuvent parler de la sorte. Il y a quelques années, plus de la moitié de nos entreprises textiles ne rapportaient pas. Certains de nos camarades nous proposaient alors de fermer ces entreprises. Où en serions-nous si nous les avions écoutés ? Nous aurions commis le plus grand crime envers le pays, envers la classe ouvrière, car nous aurions ruiné ainsi notre industrie

en voie de relèvement. Comment avons-nous agi, alors ? Après un peu plus d'une année d'attente, nous avons obtenu ce résultat que toute l'industrie textile est devenue de bon rapport. Et notre usine d'automobiles, à Gorki ? Car elle aussi ne rapporte pas pour le moment. Ne voudriez-vous pas qu'on la fermât ? Ou bien notre sidérurgie qui, elle non plus, pour l'instant du moins, n'est pas de bon rapport. Peut-être faut-il la fermer, camarades ? Si l'on envisage la rentabilité de ce point de vue, nous ne devrions développer à plein que certaines industries rapportant le plus de bénéfice, par exemple, la confiserie, la minoterie, la parfumerie, la bonneterie, les jouets, etc. Certes, je ne m'oppose pas au développement de ces industries. Au contraire, elles doivent être développées, car elles sont également nécessaires à la population. Mais tout d'abord elles ne peuvent être développées sans l'outillage ni le combustible que leur fournit l'industrie lourde. En second lieu, on ne saurait baser sur elles l'industrialisation. Voilà ce qu'il en est, camarades.

On ne peut considérer la rentabilité d'une façon mercantile, du point de vue de la minute actuelle. On doit l'envisager du point de vue de toute l'économie nationale, avec une perspective de plusieurs années. Seul un tel point de vue peut être qualifié de vraiment léniniste, de vraiment marxiste. Et ce point de vue s'impose, non seulement en ce qui concerne l'industrie, mais encore plus en ce qui concerne les kolkhoz et les sovkhos. Songez un peu : en quelque trois ans nous avons créé plus de 200.000 kolkhoz et près de 5.000 sovkhos, c'est-à-dire que nous avons créé de grandes entreprises absolument nouvelles, dont l'importance pour l'agriculture est pareille à celle qu'ont les usines et les fabriques pour l'industrie. Nommez un pays qui ait créé, en l'espace de trois ans, non pas 205.000 grandes entreprises nouvelles, mais ne serait-ce que 25.000. Vous ne le nommerez pas parce qu'un tel pays n'existe pas et n'a jamais existé. Or nous, nous avons créé 205.000 nouvelles entreprises dans l'agriculture. Et voilà qu'il se trouve des gens, de par le monde, qui exigent que ces entreprises deviennent immédiatement de bon rapport ; si elles ne le deviennent pas immédiatement, ils exigent qu'on les détruise, qu'on les fasse dissoudre. N'est-il pas clair que les lauriers d'Erostrate troublent le sommeil de ces gens plus qu'étranges ?

En parlant de la non-rentabilité des kolkhoz et des sovkhos, je ne veux point dire qu'ils soient tous de mauvais rapport. Il n'en est rien. Tout le monde sait qu'il existe dès maintenant toute une série de kolkhoz et sovkhos de haut rapport. Nous comptons des milliers de kolkhoz et des dizaines de sovkhos qui sont, dès à présent, d'un rapport excellent. Ils sont l'orgueil de notre Parti, l'orgueil du pouvoir des Soviets. Evidemment ils ne sont pas partout les mêmes. Il en est d'anciens, de nouveaux et de tout récents. Ce sont des organismes

économiques encore faibles, incomplètement cristallisés. Ils en sont, dans leur organisation, à peu près à la période que nos usines et nos fabriques traversèrent en 1920-21. On conçoit que la majeure partie d'entre eux ne puissent pas encore être de bon rapport. Mais il est hors de doute que, d'ici deux à trois ans, ils rapporteront comme le font nos usines et fabriques depuis 1921. Leur refuser aide et soutien parce que tous ne rapportent pas, pour le moment, serait commettre le plus grand crime envers la classe ouvrière et la paysannerie. Seuls les ennemis du peuple et les contre-révolutionnaires peuvent poser la question de l'inutilité des kolkhoz et des sovkhoz.

En réalisant le plan quinquennal de l'agriculture, le Parti a pratiqué la collectivisation à des rythmes accélérés. Le Parti a-t-il eu raison d'appliquer la politique des rythmes accélérés de collectivisation ? Oui, sans doute, encore que l'on n'ait pas été, ici, à l'abri de certains entraînements. En appliquant la politique de liquidation des koulaks comme classe, et en détruisant les nids de koulaks, le Parti ne pouvait s'arrêter à mi-chemin, il devait mener les choses jusqu'au bout.

Premier point.

En second lieu, disposant, d'une part, de tracteurs et de machines agricoles, et profitant, d'autre part, de l'absence de la propriété foncière privée (nationalisation de la terre !), le Parti avait toutes possibilités de pousser la collectivisation de l'agriculture. Effectivement, il a remporté le plus grand succès dans ce domaine, puisqu'il a dépassé du triple le plan quinquennal en matière de collectivisation.

Est-ce à dire que nous devons mener une politique de rythmes accélérés de collectivisation, au cours de la deuxième période quinquennale également ? Certes non. La vérité est que nous avons *déjà achevé*, pour l'essentiel, la collectivisation des principales régions de l'U.R.S.S. Nous avons donc réalisé dans ce domaine plus qu'on ne pouvait attendre. Et nous n'avons pas seulement achevé la collectivisation dans ses lignes essentielles. Nous avons obtenu que dans la conscience de l'immense majorité des paysans, les kolkhoz sont devenus la forme la plus indiquée de l'économie. C'est là une conquête immense, camarades. Vaut-il la peine après cela de précipiter inconsidérément les rythmes de collectivisation ? Il est clair que non.

Maintenant la question des rythmes accélérés de collectivisation ne se pose plus, ni à plus forte raison la question de savoir si les kolkhoz doivent être ou ne pas être, ce problème ayant été résolu dans un sens affirmatif. Les kolkhoz sont stabilisés, et la voie vers l'ancienne exploitation, vers l'exploitation individuelle, est fermée à jamais. Il s'agit maintenant d'affermir les kolkhoz au point de vue *organisation*, d'en chasser les éléments saboteurs, de recruter des ca-

dres bolchéviks véritables, éprouvés, pour les kolkhoz, et de rendre ces derniers réellement bolchéviks.

C'est maintenant l'essentiel.

Voilà ce qu'il en est du plan quinquennal en quatre ans, dans l'agriculture.

V

LE BILAN DU PLAN QUINQUENNAL EN QUATRE ANS EN CE QUI CONCERNE L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION MATÉRIELLE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

J'ai parlé tout à l'heure des succès remportés dans l'industrie et l'agriculture, de l'essor industriel et agricole en U.R.S.S. Quels résultats ces succès ont-ils donnés au point de vue de l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans ? Quels sont les résultats essentiels de nos succès dans l'industrie et l'agriculture, du point de vue de l'amélioration radicale de la situation matérielle des travailleurs ?

C'est d'abord qu'on a supprimé le chômage et fait disparaître l'incertitude du lendemain chez les ouvriers.

C'est, ensuite, qu'on a étendu l'édification des kolkhoz à la presque totalité des paysans pauvres ; que, sur cette base, on a sapé la différenciation de la paysannerie en koulaks et paysans pauvres, et supprimé, de ce fait, la misère et le paupérisme à la campagne.

C'est là une conquête immense, camarades, dont aucun Etat bourgeois ne peut rêver, fût-il un Etat tout ce qu'il y a de plus « démocratique ».

Chez nous, en U.R.S.S., les ouvriers ont depuis longtemps oublié ce qu'est le chômage. Il y a quelque trois ans, nous avions près d'un million et demi de sans-travail. Voilà deux ans que nous avons supprimé le chômage. Et les ouvriers ont eu le temps d'en oublier le joug, les horreurs. Voyez un peu les pays capitalistes, les horreurs qui sont la conséquence du chômage. On compte aujourd'hui, dans ces pays, 30 à 40 millions de chômeurs. Qui sont-ils, ces gens-là ? On dit d'eux, habituellement, que ce sont des « hommes finis ».

Chaque jour ils sollicitent, ils cherchent du travail, ils sont prêts à accepter n'importe quelles conditions, ou presque, mais on ne les embauche pas parce qu'ils sont « de trop ». Et cela dans un moment où des masses énormes de marchandises et de produits sont gaspillées au gré des caprices des favorisés du sort, des rejetons des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. On refuse aux chômeurs la nourriture, parce qu'ils n'ont pas de quoi la payer : on leur refuse un abri, parce qu'ils n'ont pas de quoi payer le loyer. Comment et où

vivent-ils ? Ils vivent des misérables miettes tombées de la table des maîtres, des reliefs pourris qu'ils trouvent en fouillant dans les poubelles ; ils vivent dans les taudis des grandes villes et surtout dans les masures que les chômeurs construisent à la hâte en dehors des villes, avec de vieilles caisses et de l'écorce d'arbre. Mais ce n'est pas tout. Les sans-travail ne sont pas seuls à souffrir du chômage. Les ouvriers occupés en souffrent eux aussi. Ils en souffrent parce que l'existence d'un grand nombre de sans-travail rend leur situation instable dans la production, et leur lendemain incertain. Aujourd'hui ils travaillent dans une entreprise, mais ils ne sont pas sûrs que demain, à leur réveil, ils n'apprendront pas qu'ils ont été réglés.

Une des conquêtes essentielles du plan quinquennal en quatre ans est d'avoir supprimé le chômage et affranchi de ses horreurs les ouvriers de l'U.R.S.S.

Il faut en dire autant des paysans. Eux aussi ont oublié ce qu'est la différenciation de la paysannerie en koulaks et paysans pauvres, l'exploitation de ceux-ci par ceux-là, la ruine qui chaque année réduisait à la mendicité des centaines de milliers et des millions de paysans pauvres. Il y a trois ou quatre ans, les paysans pauvres formaient chez nous au moins 30% de toute la population paysanne. Soit plus de 10 millions d'hommes. Antérieurement, avant la Révolution d'Octobre, les paysans pauvres formaient au moins 60% de la population paysanne. Qu'étaient-ce que les paysans pauvres ? Des gens qui, pour exploiter leur sol, manquaient généralement soit de semences, soit d'un cheval, soit d'instruments, soit de toutes ces choses à la fois. Les paysans pauvres, c'étaient des gens qui ne mangeaient jamais à leur faim, et qui, en règle générale, étaient asservis par les koulaks et, sous l'ancien régime, par les koulaks et les grands propriétaires fonciers. Tout récemment encore, près d'un million et demi de paysans pauvres, si ce n'est deux millions entiers, descendaient vers le Sud chaque année, à la recherche d'un gagne-pain — au Caucase du Nord et en Ukraine, — pour se faire embaucher par les koulaks, et, autrefois, par les koulaks et les grands propriétaires fonciers. Ils s'en présentait encore davantage chaque année aux portes des usines, grossissant ainsi les rangs des chômeurs. Les paysans pauvres n'étaient pas seuls dans cette situation peu enviable. Une bonne moitié des paysans moyens subissait une misère et des privations égales à celles des paysans pauvres. Tout cela, les paysans ont déjà eu le temps de l'oublier.

Qu'a donné le plan quinquennal en quatre ans aux paysans pauvres et aux couches inférieures de paysans moyens ? Il a miné et brisé les koulaks comme classe, et il a libéré les paysans pauvres et une bonne moitié des paysans moyens de leur asservissement aux koulaks. Il les a entraînés dans les kolkhoz et leur a fait une situation

stable. Il a supprimé par là même la possibilité de différenciation de la paysannerie en exploités — les koulaks, — et en exploités — les paysans pauvres. Il a élevé les paysans pauvres et les couches inférieures de paysans moyens, dans les kolkhoz, au rang d'hommes à l'abri du besoin, en supprimant du même coup le processus de ruine et d'appauvrissement de la paysannerie. On ne voit plus maintenant chez nous des millions de paysans abandonnant, chaque année, leur foyer pour aller chercher un gagne-pain dans des contrées lointaines. Pour faire travailler un paysan en dehors de son kolkhoz, il faut maintenant signer un contrat avec le kolkhoz et, de plus, assurer au kolkhozien la gratuité du voyage en chemin de fer. On ne voit plus maintenant, chez nous, des centaines de milliers et des millions de paysans se ruiner et assiéger les portes des fabriques et des usines. Cela fut, mais il y a beau temps que cela n'est plus. Maintenant le paysan est un agriculteur à l'abri du besoin, il est membre d'un kolkhoz disposant de tracteurs, de machines agricoles, de fonds de semences, de fonds de réserve, etc., etc.

Voilà ce que le plan quinquennal a donné aux paysans pauvres et aux couches inférieures de paysans moyens.

Voilà ce que sont au fond les principales conquêtes du plan quinquennal en ce qui concerne l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans.

Ces principales conquêtes quant à l'amélioration des conditions matérielles des ouvriers et des paysans ont eu pour résultat, au cours de la première période quinquennale :

a) l'augmentation au double du nombre des ouvriers et des employés de la grande industrie par rapport à 1928, ce qui excède de 57% le plan quinquennal ;

b) l'augmentation du revenu national, donc augmentation des revenus des ouvriers et des paysans, atteignant en 1932, 45,1 milliards de roubles, soit une augmentation de 85% contre 1928 ;

c) l'augmentation de 67% du salaire annuel moyen des ouvriers et des employés de la grande industrie par rapport à 1928, ce qui excède de 18% le plan quinquennal ;

d) l'augmentation du fonds d'assurances sociales de 292% par rapport à 1928 (4.120 millions de roubles en 1932 contre 1.050 millions en 1928), ce qui excède de 111% le plan quinquennal ;

e) le développement de l'alimentation publique qui embrasse plus de 70% des ouvriers des industries maîtresses, ce qui excède de 6 fois le plan quinquennal.

Certes, nous ne sommes pas encore arrivés à pourvoir intégralement aux besoins matériels des ouvriers et des paysans. Et il n'est guère probable que nous y parvenions au cours des prochaines années. Mais nous avons, sans nul doute, obtenu que la situation matérielle

des ouvriers et des paysans s'améliore chez nous d'année en année. Seuls peuvent en douter les ennemis jurés du pouvoir des Soviets ou, peut-être, certains représentants de la presse bourgeoise, y compris une partie des correspondants de cette presse à Moscou, qui, en ce qui concerne la vie économique des peuples et la situation des travailleurs, n'y entendent guère plus que, par exemple, le roi d'Éthiopie dans les hautes mathématiques.

Et comment se présente la situation des ouvriers et des paysans dans les pays capitalistes ?

Voici les données officielles.

Le nombre des chômeurs dans les pays capitalistes s'est accru d'une façon catastrophique. Aux États-Unis, d'après les données officielles, dans la seule industrie de transformation, le nombre des ouvriers occupés a diminué de 8,5 millions de personnes, en 1928, à 5,5 millions en 1932 ; d'après les données de la Fédération américaine du travail, le nombre des chômeurs aux États-Unis, dans toute l'industrie, atteint à la fin de 1932, 11 millions. En Angleterre, le nombre des chômeurs est passé, d'après les statistiques officielles, de 1.290.000 en 1928 à 2,8 millions en 1932. En Allemagne, d'après les données officielles, le nombre des sans-travail est passé de 1.376.000 en 1928 à 5,5 millions en 1932. Il en va de même pour tous les pays capitalistes ; encore convient-il de dire que les statistiques officielles, en règle générale, diminuent le chiffre de chômeurs, dont le nombre oscille, dans les pays capitalistes, entre 35 et 40 millions de personnes.

On procède à une réduction systématique des salaires ouvriers.

D'après les données officielles, la baisse du salaire mensuel moyen aux États-Unis atteint, par rapport au niveau de 1928, 35%. En Angleterre, pour la même période de temps, 15%, et en Allemagne même 50%. Selon les calculs établis par la Fédération américaine du travail, les pertes subies par les ouvriers américains, par suite de la baisse des salaires en 1930-1931, s'élevaient à plus de 35 milliards de dollars.

Les fonds d'assurances, déjà bien assez minimes, ont été notablement réduits en Angleterre et en Allemagne. Aux États-Unis et en France, c'est l'absence totale ou quasi totale de toute forme d'assurance-chômage. D'où augmentation formidable du nombre d'ouvriers sans logis et d'enfants abandonnés, surtout aux États-Unis.

La situation des masses paysannes dans les pays capitalistes n'est guère meilleure : la crise agricole sape à la racine les exploitations paysannes et réduit à la mendicité des millions de paysans et de fermiers ruinés.

Tel est le bilan du plan quinquennal en quatre ans quant à l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs de l'U.R.S.S.

VI

LE BILAN DU PLAN QUINQUENNAL EN QUATRE ANS DANS LE DOMAINE DES ÉCHANGES ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE

Passons maintenant aux résultats du plan quinquennal en quatre ans quant au développement des échanges entre la ville et la campagne.

L'accroissement considérable de la production industrielle et agricole, l'accroissement des excédents de marchandises aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, enfin l'accroissement des besoins des ouvriers et des paysans, tout cela devait forcément amener et a réellement amené une reprise et une extension des échanges entre la ville et la campagne.

Les liens de production entre la ville et la campagne sont la forme essentielle de leur alliance. Mais cette forme, à elle seule, ne suffit pas. Il faut la compléter par une alliance dans le domaine des échanges afin que la liaison entre la ville et la campagne devienne indissoluble et durable. A cela on ne peut arriver qu'en développant le commerce soviétique. On aurait tort de croire que l'on pût développer le commerce soviétique par un seul canal, par exemple les coopératives. Pour développer le commerce soviétique, il est nécessaire d'utiliser tous les canaux : et le réseau coopératif, et le réseau commercial de l'Etat, et le commerce des kolkhoz.

Certains camarades pensent que développer le commerce soviétique, et notamment développer le commerce des kolkhoz, c'est revenir au premier stade de la Nep. Cela est absolument faux.

Une différence cardinale existe entre le commerce soviétique, y compris le commerce des kolkhoz, et le commerce du premier stade de la Nep.

Au premier stade de la Nep nous admettions une reprise du capitalisme, nous admettions le commerce privé, nous admettions l'« activité » des commerçants privés, des capitalistes, des spéculateurs.

C'était un commerce plus ou moins libre, limité seulement par le rôle régulateur de l'Etat. Le secteur capitaliste privé occupait alors une place assez importante dans les échanges du pays. Inutile de dire qu'alors notre industrie n'était pas aussi développée qu'aujourd'hui, qu'il n'y avait ni kolkhoz ni sovkhos travaillant d'après un plan et mettant à la disposition de l'Etat d'immenses réserves de produits agricoles et d'articles de la ville.

Peut-on dire que nous ayons à présent la même situation ? Evidemment non.

D'abord on ne peut placer le commerce soviétique sur le même

plan que le commerce au premier stade de la Nep, bien que celui-ci fût réglé par l'Etat. Si au premier stade de la Nep le commerce admettait une reprise du capitalisme et le fonctionnement du secteur capitaliste privé dans les échanges, le commerce soviétique part de la négation de l'un et de l'autre. Qu'est-ce que le commerce soviétique ? Le commerce soviétique est le commerce sans capitalistes, ni petits ni grands, le commerce sans spéculateurs, ni petits ni grands. C'est un commerce d'un genre spécial, que l'histoire n'a pas connu jusqu'ici et que nous, bolchéviks, sommes seuls à pratiquer dans le cadre du développement soviétique.

En second lieu, nous possédons maintenant une industrie d'Etat assez développée et tout un système de kolkhoz et de sovkhoz, qui assurent à l'Etat d'énormes réserves de marchandises agricoles et industrielles permettant de développer le commerce soviétique. Cela n'existait ni ne pouvait exister au premier stade de la Nep.

En troisième lieu, nous avons réussi, au cours de la dernière période, à éliminer complètement des échanges les commerçants privés, les marchands, les intermédiaires de tout genre. Il est évident que cela n'exclut pas la possibilité de voir réapparaître par atavisme, dans l'échange des marchandises, les commerçants privés et les spéculateurs, qui utiliseront le champ d'activité le plus commode pour eux, à savoir le commerce des kolkhoz. Bien plus, les kolkhoziens eux-mêmes ne sont pas fâchés, parfois, de se lancer dans la spéculation, ce qui ne leur fait pas honneur évidemment. Mais pour combattre ces manifestations malsaines, le pouvoir des Soviets a promulgué récemment une loi sur les mesures devant mettre fin à la spéculation et punir les spéculateurs. Vous savez naturellement que cette loi ne pêche pas par un excès de douceur. Vous comprendrez naturellement qu'une telle loi n'existait pas et ne pouvait exister au premier stade de la Nep.

Vous voyez que parler après tout cela de retour au commerce du premier stade de la Nep, c'est ne rien comprendre, mais absolument rien, à notre économie soviétique.

On nous dit qu'il est impossible de développer le commerce, fût-il un commerce soviétique, sans un système monétaire sain et sans une devise saine ; qu'il faut avant tout soigner notre système monétaire et nos devises soviétiques, qui, dit-on, ne représentent aucune valeur. C'est ce que nous disent les économistes des pays capitalistes. Je pense que ces honorables économistes n'entendent en matière d'économie politique guère plus que, par exemple, l'archevêque de Canterbury en propagande antireligieuse. Comment peut-on affirmer que notre devise soviétique ne représente aucune valeur ? N'est-ce pas un fait qu'avec cette devise nous avons construit le Magnitostroï, le Dniéprostroï, le Kouznetskstroï, les usines

de tracteurs de Stalingrad et de Kharkov, les usines d'automobiles de Gorki et de Moscou, des centaines de milliers de kolkhoz et des milliers de sovkhoz ? Ces messieurs ne pensent-ils pas que toutes ces entreprises ont été construites avec de la paille ou de l'argile et non avec des matériaux véritables, ayant une valeur déterminée ? Qu'est-ce qui assure la stabilité de la devise soviétique si l'on parle, bien entendu, du marché organisé ayant une importance décisive dans le commerce du pays, et non pas du marché inorganisé dont l'importance n'est que secondaire ? Evidemment, pas seulement la réserve d'or. La stabilité de la devise soviétique est assurée avant tout par la quantité énorme des masses de marchandises dont l'Etat dispose et qui sont mises en circulation à des prix fermes. Qui donc parmi les économistes peut nier qu'une telle garantie, qui n'existe qu'en U.R.S.S., est une garantie plus réelle de la stabilité de la devise, que n'importe quelle réserve d'or ? Les économistes des pays capitalistes comprendront-ils un jour qu'ils se sont définitivement empêtrés dans la théorie de la réserve d'or, comme unique garantie de la stabilité de la devise.

Voilà où en sont les choses en ce qui concerne l'extension du commerce soviétique.

Quels résultats nous a donnés l'accomplissement du plan quinquennal quant au développement du commerce soviétique ?

Nous enregistrons comme bilan du plan quinquennal :

a) un accroissement de la production de l'industrie légère atteignant 187 % par rapport à 1928 ;

b) un accroissement du commerce de détail coopératif et d'Etat, dont le chiffre s'élève aujourd'hui à 39,6 milliards de roubles (prix de 1932), soit une augmentation de la masse de marchandises dans le commerce de détail de 175 % par rapport à 1928 ;

c) un accroissement du réseau commercial, coopératif et d'Etat, de 158.000 boutiques et magasins par rapport à 1929 ;

d) l'extension de plus en plus grande du commerce des kolkhoz et des stockages de produits agricoles, opérés par les différentes organisations coopératives et d'Etat.

Tels sont les faits.

Tout autre est le tableau que présentent les échanges dans les pays capitalistes, où la crise a abouti à une compression catastrophique du commerce, à la fermeture en masse des entreprises et à la ruine des petits et moyens commerçants, à la faillite des grandes maisons de commerce et à l'engorgement des entreprises commerciales, parallèlement à la chute continue du pouvoir d'achat des masses travailleuses.

Tel est le bilan du plan quinquennal en quatre ans, quant au développement des échanges.

VII

LE BILAN DU PLAN QUINQUENNAL EN QUATRE ANS DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LES DÉBRIS DES CLASSES ENNEMIES

L'accomplissement du plan quinquennal dans l'industrie, l'agriculture et le commerce nous a permis d'affermir le socialisme dans toutes les sphères de l'économie nationale, après en avoir chassé les éléments capitalistes.

A quoi cela devait-il aboutir pour les éléments capitalistes, et à quoi cela a-t-il abouti effectivement ?

A ceci que les derniers débris des classes expirantes ont été délogés : les industriels et leur valetaille, les commerçants et leurs suppôts, les ci-devant nobles et les popes, les koulaks et leurs complices, les anciens officiers blancs et ouriadniks, les anciens policiers et gendarmes, les intellectuels bourgeois, chauvins de tout poil, et tous les autres éléments antisoviétiques.

Délogés et dispersés à travers l'U.R.S.S., ces ci-devant sont venus s'insinuer dans nos usines et fabriques, dans nos institutions et nos organisations commerciales, dans nos entreprises de transports par fer et par eau, et surtout dans les kolkhoz et les sovkhos. Ils s'y sont insinués et réfugiés, affublés du masque d'« ouvriers » et de « paysans » ; certains d'entre eux se sont même fauflés dans le Parti.

Qu'ont-ils apporté avec eux ? Evidemment, un sentiment de haine contre le pouvoir des Soviets, un sentiment d'hostilité féroce pour les nouvelles formes d'économie, d'existence, de culture.

Attaquer de front le pouvoir des Soviets, ces messieurs n'en ont plus la force. Eux et leurs classes avaient déjà à plusieurs reprises mené de ces attaques, mais ils avaient été battus et dispersés. Aussi, la seule chose qui leur reste, c'est de faire du tort, de nuire aux ouvriers, aux kolkhoziens, au pouvoir des Soviets, au Parti. Et ils font du tort, tant qu'ils peuvent, en poussant sournoisement leurs sapes. Ils mettent le feu aux entrepôts et brisent les machines. Ils organisent le sabotage. Ils organisent le sabotage dans les kolkhoz, dans les sovkhos ; et certains d'entre eux, au nombre desquels figurent même des professeurs, vont, dans leur ardeur à nuire, jusqu'à inoculer la peste et le charbon au bétail des kolkhoz et des sovkhos, jusqu'à favoriser la propagation de la méningite chez les chevaux, etc.

Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel dans l'« activité » de ces ci-devant, c'est qu'ils organisent le vol et le pillage en masse des biens de l'Etat, des biens des coopératives, de la propriété des kol-

khoz. Vol et pillage dans les fabriques et usines, vol et pillage des marchandises sur les chemins de fer, vol et pillage dans les dépôts et entreprises de commerce, surtout vol et pillage dans les sovkhoz et les kolkhoz. Telle est la forme principale de l'« activité » de ces ci-devant. Ils sentent, comme par un instinct de classe, que la propriété sociale est la base de l'économie soviétique ; que c'est cette base précisément qu'il s'agit d'ébranler pour faire du tort au pouvoir des Soviets, et ils s'efforcent effectivement d'ébranler la propriété sociale par le vol et le pillage organisés.

Pour organiser les pillages, ils exploitent les habitudes et les survivances de l'esprit de propriété privée chez les kolkhoziens, hier encore paysans individuels, aujourd'hui membres de kolkhoz. En votre qualité de marxistes, vous devez savoir que la conscience des hommes retarde dans son développement sur leur situation réelle. Par leur situation les kolkhoziens ne sont plus des paysans individuels ; ils sont des collectivistes. Mais leur conscience est encore pour le moment celle d'autrefois, celle du propriétaire privé. Et les ci-devant, issus des classes exploiteuses, profitent des habitudes de propriétaires privés qu'ont les kolkhoziens, pour organiser le pillage des biens publics et ébranler ainsi la base du régime soviétique, la propriété sociale.

Beaucoup de nos camarades considèrent ce fait avec placidité ; ils ne comprennent pas le sens et la signification des vols et du pillage en masse. Tels des aveugles, ils passent à côté de ces faits, estimant qu'« il n'y a là rien de particulier ». Mais ces camarades se trompent lourdement. La base de notre régime est la propriété sociale, de même que la base du capitalisme est la propriété privée. Si les capitalistes ont proclamé la propriété privée, sacrée et inviolable, et sont parvenus, en leur temps, à consolider le régime capitaliste, nous, communistes, devons d'autant plus proclamer la propriété sociale, sacrée et inviolable, afin de stabiliser par là-même les nouvelles formes socialistes de l'économie dans toutes les branches de la production et du commerce. Tolérer le vol et le pillage de la propriété sociale, — qu'il s'agisse de la propriété de l'État ou de la propriété des coopératives et des kolkhoz, peu importe ! — et passer à côté de telles infamies contre-révolutionnaires, c'est contribuer à saper le régime soviétique reposant sur la propriété sociale, qui en est la base. C'est de là qu'est parti notre gouvernement soviétique, en promulguant sa récente loi sur la sauvegarde de la propriété sociale. Cette loi constitue à cette heure la base de la légalité révolutionnaire. L'appliquer le plus rigoureusement est le premier devoir de chaque communiste, de chaque ouvrier et de chaque kolkhozien.

On dit que la légalité révolutionnaire de nos jours ne se distingue

en rien de la légalité révolutionnaire de la première période de la Nep ; que la légalité révolutionnaire de nos jours marque un retour à la légalité révolutionnaire de la première période de la Nep. C'est absolument faux. La légalité révolutionnaire de la première période de la Nep avait sa pointe dirigée surtout contre les excès du communisme de guerre, contre les confiscations et les prestations « illicites ». Elle garantissait au propriétaire privé, au paysan individuel, au capitaliste, la sauvegarde de leur bien à condition qu'ils observent rigoureusement les lois soviétiques. Tout autre est la légalité révolutionnaire de nos jours. La légalité révolutionnaire de nos jours a sa pointe dirigée, non contre les excès du communisme de guerre, qui ont disparu il y a beau temps, mais contre les voleurs et les saboteurs dans l'économie sociale, contre les apaches et les dilapidateurs de la propriété sociale. Le principal souci de la légalité révolutionnaire de nos jours, c'est, par conséquent, la sauvegarde de la propriété sociale, et pas autre chose.

Voilà pourquoi la lutte pour la sauvegarde de la propriété sociale, la lutte par tous les moyens et toutes les mesures que les lois du pouvoir des Soviets mettent à notre disposition, constitue une des tâches essentielles du Parti.

Une dictature du prolétariat, forte et puissante, voilà ce qu'il nous faut maintenant pour réduire en poussière les derniers débris des classes expirantes et briser leurs machinations de filous.

Certains camarades ont compris la thèse de la suppression des classes, de la création d'une société sans classes et du dépérissement de l'Etat, comme une justification de la paresse et de la placidité, une justification de la théorie contre-révolutionnaire de l'extinction de la lutte de classes et de l'affaiblissement du pouvoir d'Etat. Inutile de dire que ces hommes ne peuvent avoir rien de commun avec notre Parti. Ce sont des éléments dégénérés ou à double face, qu'il faut chasser du Parti. La suppression des classes peut être réalisée, non par l'extinction de la lutte de classes, mais par son accentuation. Le dépérissement de l'Etat se fera, non par l'affaiblissement du pouvoir d'Etat, mais par son renforcement maximum, ce qui est indispensable pour achever les débris des classes expirantes et organiser la défense contre l'encercllement capitaliste, lequel est encore loin d'être détruit et ne le sera pas encore de sitôt.

L'accomplissement du plan quinquennal nous a permis de chasser à jamais, de leurs positions dans la production, les derniers débris des classes ennemies ; nous avons défait la classe des koulaks et préparé le terrain en vue de son anéantissement. Tel est le bilan du plan quinquennal quant à la lutte contre les derniers détachements de la bourgeoisie. Mais cela ne suffit pas. Notre tâche est de déloger

les ci-devant de nos propres entreprises et institutions, et de les mettre définitivement hors d'état de nuire.

On ne peut dire que les ci-devant puissent changer quelque chose, par leurs machinations de saboteurs et de filous, à la situation actuelle de l'U.R.S.S. Ils sont trop faibles et impuissants pour tenir tête aux dispositions du pouvoir des Soviets. Mais si nos camarades ne s'arment pas de vigilance révolutionnaire et n'abandonnent pas leur placidité de philistins devant le vol et la dilapidation de la propriété sociale, les ci-devant peuvent causer bien du tort.

Il ne faut pas perdre de vue que la puissance croissante de l'Etat soviétique augmentera la résistance des derniers débris des classes expirantes. Précisément parce qu'ils expirent et achèvent de vivre leurs derniers jours, ils passeront de telles formes d'attaque à d'autres, à des formes d'attaque plus violentes, en en appelant aux couches arriérées de la population et en les mobilisant contre le pouvoir des Soviets. Il n'est point de vilénies et de calomnies dont les ci-devant n'usent contre le pouvoir des Soviets, et autour desquelles ils ne tentent de mobiliser les éléments arriérés. Sur ce terrain peuvent revivre et se remettre en mouvement les groupes défaits des vieux partis contre-révolutionnaires des socialistes-révolutionnaires, des menchéviks, des nationalistes bourgeois du centre et de la périphérie ; peuvent revivre et se remettre en mouvement les débris des éléments d'opposition contre-révolutionnaires : trotskistes et fauteurs de la déviation de droite. Ce n'est pas terrible, évidemment. Mais il faut tenir compte de tout cela, si nous voulons en finir avec ces éléments, en finir vite et sans qu'il nous en coûte trop cher.

Voilà pourquoi la vigilance révolutionnaire est cette qualité qui aujourd'hui est particulièrement indispensable aux bolchéviks.

VIII

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Tels sont les résultats essentiels de l'accomplissement du plan quinquennal dans l'industrie et l'agriculture, quant à l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs et au développement des échanges, quant à la consolidation du pouvoir des Soviets et à l'extension de la lutte de classe contre les débris et les survivances des classes déperissantes.

Tels sont les succès et les conquêtes du pouvoir des Soviets depuis quatre ans.

Ce serait une erreur de croire, sur la foi de ces succès, que chez

nous tout va bien. Il est évident que tout ne va pas encore bien chez nous. Il y a dans notre travail pas mal de défauts et d'erreurs. L'incurie et le désordre sont encore chose courante chez nous. Je ne puis malheureusement pas m'arrêter maintenant à ces défauts, à ces erreurs. Le cadre du rapport d'activité qui m'a été confié ne m'en laisse pas la latitude. Mais il ne s'agit pas de cela maintenant. La vérité est que, en dépit des défauts et des erreurs, dont personne parmi nous ne nie l'existence, nous avons obtenu des succès tellement sérieux, qu'ils suscitent l'admiration de la classe ouvrière du monde entier ; nous avons remporté une victoire qui, en vérité, est d'une importance historique et mondiale.

Qu'est-ce qui a pu jouer et a joué effectivement un rôle essentiel dans le fait que, malgré nos erreurs et nos défauts, le Parti a néanmoins remporté des succès décisifs dans l'accomplissement du plan quinquennal en quatre ans ?

Où sont les forces essentielles qui nous ont assuré, malgré tout, cette victoire historique ?

C'est d'abord l'activité et l'abnégation, l'enthousiasme et l'initiative des millions d'ouvriers et de kolkhoziens qui, de concert avec les ingénieurs et les techniciens, ont fait preuve d'une énergie colossale pour développer l'émulation socialiste et le travail de choc. Il ne peut faire aucun doute que, sans cela, nous n'aurions pu arriver au but, nous n'aurions pu avancer d'un seul pas.

C'est, en second lieu, la direction ferme du Parti et du gouvernement, qui ont appelé les masses à aller de l'avant et qui, pour atteindre le but, ont surmonté toutes les difficultés imaginables sur leur chemin.

Ce sont enfin les mérites et les avantages particuliers du système soviétique de l'économie, système qui renferme d'immenses possibilités, nécessaires pour vaincre les difficultés de toute sorte.

Telles sont les trois forces essentielles qui ont déterminé la victoire historique de l'U.R.S.S.

Conclusions générales :

1. Les résultats du plan quinquennal ont réfuté l'affirmation des hommes politiques bourgeois et social-démocrates, prétendant que le plan de cinq ans est une fantaisie, un délire, un rêve irréalisable. Les résultats du plan quinquennal ont montré que celui-ci était déjà réalisé.

2. Les résultats du plan quinquennal ont battu en brèche le « credo » bourgeois bien connu, selon lequel la classe ouvrière est incapable d'édifier du nouveau, et n'est capable que de détruire l'ancien. Les résultats du plan quinquennal ont montré que la classe ouvrière est tout aussi capable d'édifier parfaitement du nouveau que de détruire l'ancien.

3. Les résultats du plan quinquennal ont battu en brèche la thèse des social-démocrates, suivant laquelle il est impossible de construire intégralement le socialisme dans un seul pays, pris à part. Les résultats du plan quinquennal ont montré qu'il est parfaitement possible de construire dans un seul pays une société socialiste, puisque la base économique d'une telle société est déjà construite en U.R.S.S.

4. Les résultats du plan quinquennal ont réfuté l'affirmation des économistes bourgeois, disant que le système capitaliste d'économie est le meilleur, que tout autre système d'économie manque de solidité et est incapable de résister à l'épreuve des difficultés du développement économique. Les résultats du plan quinquennal ont montré que le système capitaliste d'économie est précaire et manque de solidité, qu'il a déjà fait son temps et doit céder sa place à un autre système, supérieur, au système soviétique, socialiste ; que le seul système d'économie ne craignant pas les crises et capable de surmonter des difficultés insolubles pour le capitalisme ; est le système d'économie soviétique.

5. Enfin, les résultats du plan quinquennal ont montré que le Parti est invincible s'il sait dans quelle direction agir et s'il ne craint pas les difficultés.

(Longs applaudissements en rafale, qui tournent en ovation. L'assistance debout acclame le camarade Staline.)

LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE

DISCOURS PRONONCÉ A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE COMMUNE
DU COMITÉ CENTRAL ET DE LA COMMISSION CENTRALE
DE CONTRÔLE DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.,
LE 11 JANVIER 1933

Camarades, je pense que les orateurs ont bien exposé l'état du travail du Parti à la campagne, ses défauts, ses mérites, ses défauts surtout. Et cependant il me semble qu'ils n'ont pas dit l'essentiel sur les insuffisances de notre travail à la campagne, qu'ils n'ont pas montré les causes profondes de ces insuffisances. Or, c'est ce côté-là qui offre pour nous le plus grand intérêt. Permettez-moi donc de dire mon opinion sur les défauts de notre travail à la campagne, de la dire avec toute la franchise propre aux bolchéviks.

Quel est le principal défaut de notre travail à la campagne au cours de la dernière année, au cours de 1932 ?

Le principal défaut est que, cette année, le stockage des céréales s'est fait chez nous avec des difficultés plus grandes que l'année d'avant, en 1931.

Cela, on ne saurait en aucune façon l'expliquer par le mauvais état de la récolte, celle-ci ayant été chez nous, cette année, non pas pire, mais meilleure que l'année d'avant. Nul ne peut nier que la récolte globale des céréales en 1932 ait été supérieure à celle de 1931, où la sécheresse dans les cinq principales régions du nord-est de l'U.R.S.S. avait considérablement réduit le stock des céréales du pays. Sans doute, en 1932 aussi, nous avons enregistré quelques pertes de récolte, dues aux conditions climatiques défavorables, dans le Kouban et le Terek, ainsi que dans certaines régions de l'Ukraine. Mais il est certain que ces pertes ne représentent pas même la moitié de celles de 1931, dues à la sécheresse qui avait frappé les régions du nord-est de l'U.R.S.S. Par conséquent, en 1932 notre pays avait plus de céréales qu'en 1931. Et cependant, le stockage des céréales s'est fait chez nous, en 1932, avec des difficultés plus grandes que l'année d'avant.

A quoi cela tient-il ? Où est la cause de cette insuffisance dans notre travail ? Comment expliquer cette anomalie ?

1. Elle s'explique tout d'abord par ceci que nos camarades de province, nos militants ruraux n'ont pas su tenir compte de la nou-

velle situation créée à la campagne après que fut autorisé le commerce kolkhozien du blé. Et c'est précisément parce qu'ils n'ont pas tenu compte de la situation nouvelle, qu'ils n'ont pas su réorganiser leur travail conformément à cette nouvelle situation. Tant qu'il n'y avait pas de commerce kolkhozien de blé, tant qu'il n'y avait pas deux prix du blé, le prix de l'Etat et le prix du marché, la situation dans les campagnes se présentait d'une certaine manière. Avec l'autorisation du commerce kolkhozien de blé, la situation devait changer à fond, car l'autorisation du commerce kolkhozien signifie la légalisation du prix du blé sur le marché, prix plus élevé que celui établi par l'Etat. Inutile de démontrer que cela devait pousser les paysans à se réserver quant aux livraisons de blé à l'Etat. Le paysan faisait ce calcul : « Le commerce kolkhozien de blé est autorisé, le prix du marché est légalisé ; je puis, au marché, pour une même quantité de blé, recevoir plus qu'en le livrant à l'Etat. Par conséquent, à moins d'être un imbécile, je dois garder le blé, en livrer moins à l'Etat, en laisser plus pour le commerce kolkhozien et, de cette façon, m'arranger de manière à toucher plus pour la même quantité de blé vendu. »

Logique on ne peut plus simple et plus naturelle !

Mais le malheur est que nos militants ruraux, en tout cas beaucoup d'entre eux, n'ont pas compris cette chose simple et naturelle. Pour ne pas manquer aux tâches que leur avait assignées le pouvoir des Soviets, les communistes, devant la situation nouvelle, auraient dû, dès les premiers jours de la rentrée des blés, déjà en juillet 1932, intensifier par tous les moyens et pousser le stockage du blé. C'est ce que commandait la situation. Et comment ont-ils agi en fait ? Au lieu de pousser le stockage du blé, ils ont poussé à la création de toutes sortes de fonds, accentuant ainsi l'attitude réservée des fournisseurs de blé quant à l'accomplissement de leurs obligations envers l'Etat. N'ayant pas compris la nouvelle situation, ils craignaient, non pas que l'attitude réservée des paysans, quant aux livraisons de blé, pût ralentir le stockage, mais que les paysans oublient de garder du blé et de le porter ensuite au marché pour le commerce kolkhozien, voire qu'ils ne s'avisent de livrer tout leur blé aux éleveurs.

Autrement dit, nos communistes ruraux, du moins la plupart d'entre eux, n'ont démêlé que le côté *positif* du commerce kolkhozien ; ils ont compris et saisi son côté *positif*, mais ils n'en ont pas du tout compris ni saisi les côtés *négatifs* ; ils n'ont pas compris que les côtés négatifs du commerce kolkhozien peuvent causer à l'Etat un grand préjudice, si eux, c'est-à-dire les communistes, ne commencent dès les premiers jours de la rentrée de la moisson, à pousser à fond la campagne du stockage.

Et cette faute n'a pas été commise seulement par les militants dans les kolkhoz. Elle l'a été aussi par les directeurs de sovkhos qui, gardant criminellement le blé devant être livré à l'Etat, le vendirent ailleurs, à un prix plus élevé.

Le Conseil des commissaires du peuple et le Comité central ont-ils tenu compte de la nouvelle situation intervenue après qu'a été autorisé le commerce kolkhozien de blé, dans leur décret bien connu sur le développement du commerce des kolkhoz ? Oui, ils en ont tenu compte. Ce décret dit explicitement que le commerce kolkhozien de blé ne peut s'ouvrir que lorsque le programme du stockage de blé aura été accompli entièrement et sans réserve, et que les semences auront été rassemblées. Il y est dit tout net que le stockage du blé et le versement des semences une fois terminés aux environs du 15 janvier 1933, c'est seulement après que ces conditions auront été remplies, que l'on pourra ouvrir le marché kolkhozien du blé. Par ce décret, le Conseil des commissaires du peuple et le Comité central semblaient dire à nos militants ruraux : Ne laissez pas absorber votre attention par le souci de fonds et réserves de toute sorte ; ne vous détournez pas de la tâche principale ; développez le stockage dès le premier jour de la rentrée des blés, et poussez-le, car le premier commandement est d'exécuter le programme du stockage de blé ; le second commandement est de constituer le fonds de semences ; c'est seulement après que ces conditions auront été remplies que vous pourrez commencer et puis développer le commerce kolkhozien de blé.

L'erreur du Bureau politique du Comité central, ainsi que du Conseil des commissaires du peuple, a été peut-être de n'avoir pas souligné avec assez d'insistance ce côté de la question, et de n'avoir pas mis avec assez d'énergie nos militants ruraux en garde contre les dangers que renferme le commerce kolkhozien. Mais qu'ils les aient avertis de ces dangers, et avertis assez clairement, cela ne peut faire aucun doute. Il faut reconnaître que le Comité central et le Conseil des commissaires du peuple ont quelque peu surestimé la trempe léniniste et la clairvoyance de nos militants non seulement locaux mais aussi régionaux.

Peut-être ne fallait-il pas autoriser le commerce kolkhozien de blé ? Peut-être était-ce une faute, surtout si l'on considère que le commerce kolkhozien présente non seulement des côtés positifs, mais aussi certains côtés négatifs ?

Non, ce n'était pas une faute. Aucune mesure révolutionnaire n'est garantie contre certains côtés négatifs, si elle est faussement appliquée. Il faut en dire autant du commerce kolkhozien de blé. Le commerce kolkhozien est nécessaire et avantageux tant pour la campagne que pour la ville, tant pour la classe ouvrière que pour la

paysannerie. Et précisément parce qu'il est avantageux, il fallait l'introduire.

Qu'est-ce qui guidait le Conseil des commissaires du peuple et le Comité central lorsqu'ils ont introduit le commerce kolkhozien de blé ?

Avant tout, la volonté d'élargir la base des échanges entre la ville et la campagne, d'améliorer le ravitaillement des ouvriers en produits agricoles, et des paysans en articles de la ville. On ne saurait douter que le commerce de l'Etat et des coopératives à lui seul, n'y suffit pas. Il fallait compléter ces canaux du système d'échanges par un nouveau canal : le commerce des kolkhoz. Et nous l'avons fait en introduisant le commerce kolkhozien.

Ce qui les guidait ensuite, c'était la volonté de donner au kolkhozien, par le commerce kolkhozien de blé, une source complémentaire de revenu, et de consolider sa position économique.

Ce qui les guidait enfin, c'était la volonté de donner au paysan, en introduisant le commerce kolkhozien, un nouveau stimulant pour améliorer le travail des kolkhoz, tant en ce qui concerne les semailles qu'en ce qui concerne la rentrée des récoltes.

Vous savez que toutes ces considérations du Conseil des commissaires du peuple et du Comité central ont été confirmées entièrement et sans réserve par les faits récents de la vie des kolkhoz. Accentuation du processus de consolidation des kolkhoz ; cessation de l'abandon des kolkhoz par leurs adhérents ; tendance croissante des paysans individuels à rejoindre les kolkhoz ; volonté des kolkhoziens de n'accepter les nouveaux membres qu'avec beaucoup de discernement ; tout cela et bien d'autres faits analogues attestent avec évidence que le commerce des kolkhoz, loin d'affaiblir, a, au contraire, renforcé et consolidé la situation des kolkhoz.

Ainsi donc, les lacunes de notre travail à la campagne s'expliquent non par le commerce kolkhozien, mais par le fait que celui-ci n'est pas toujours bien conduit ; parce que nous ne savons pas tenir compte de la nouvelle situation ; parce que nous ne savons pas reformer nos rangs comme le veut la situation nouvelle créée par l'autorisation du commerce kolkhozien de blé.

2. La deuxième cause des insuffisances de notre travail à la campagne, c'est que nos camarades de province, et pas seulement ces camarades, n'ont pas compris les nouvelles conditions de notre travail à la campagne, qui ont changé depuis que s'est affermie la position dominante des kolkhoz dans les principales régions à blé. Nous nous réjouissons tous que la forme kolkhozienne de l'économie soit devenue la forme prédominante dans nos régions à blé. Or, tout le monde ne se rend pas compte que ce fait ne diminue pas mais augmente nos préoccupations et notre responsabilité quant au développement de

l'agriculture. Beaucoup pensent que, dès l'instant où dans tel ou tel rayon, dans telle ou telle région, on a atteint, disons 70 ou 80% de collectivisation, tout est fait, et que nous pouvons laisser les choses suivre leur cours naturel, leur marche spontanée, dans l'idée que la collectivisation s'acquittera toute seule de sa besogne, relèvera toute seule l'agriculture. Mais c'est là une erreur profonde, camarades. La vérité est que le passage à l'économie collective, comme forme dominante de l'économie, ne diminue pas mais augmente nos préoccupations touchant l'agriculture ; ne diminue pas mais augmente le rôle dirigeant des communistes dans le relèvement de l'agriculture. Aujourd'hui, la marche spontanée est plus que jamais dangereuse pour le développement de l'agriculture. Aujourd'hui, la marche spontanée peut tout perdre.

Aussi longtemps que le cultivateur individuel prédominait à la campagne, le Parti pouvait limiter son intervention dans le développement de l'agriculture, à des actes isolés d'assistance, à des conseils ou à des avertissements. Le paysan individuel devait à ce moment-là se préoccuper de son exploitation, n'ayant personne sur qui rejeter la responsabilité pour cette exploitation, qui n'était que son exploitation personnelle, et ne pouvant compter que sur lui-même. A ce moment-là le paysan individuel devait tout seul se préoccuper des semailles, de la rentrée des récoltes et, en général, de toutes les phases du travail agricole, s'il ne voulait pas rester sans pain et être victime de la faim. Avec le passage à l'exploitation collective, les choses ont essentiellement changé. Le kolkhoz n'est pas une exploitation individuelle. C'est bien ce que disent maintenant les kolkhoziens : « Le kolkhoz est à moi et pas à moi ; il est à moi, mais il appartient en même temps à Ivan, à Philippe, à Mikhaïl et aux autres membres du kolkhoz ; le kolkhoz est à nous tous. » Maintenant le kolkhozien, lui, ce paysan individuel d'hier et ce collectiviste d'aujourd'hui, peut charger de responsabilité les autres membres du kolkhoz et peut compter sur eux, sachant que le kolkhoz ne le laissera pas sans pain. C'est pourquoi le kolkhozien, lui, a moins de préoccupations maintenant que du temps de l'exploitation individuelle, les préoccupations et la responsabilité pour l'exploitation étant aujourd'hui réparties entre tous les kolkhoziens.

Que s'ensuit-il ? Il s'ensuit que le gros de la responsabilité pour la conduite de l'exploitation s'est déplacé aujourd'hui, passant de chaque paysan, pris isolément, à la direction du kolkhoz, au noyau dirigeant. Maintenant le soin de l'exploitation et la gestion rationnelle, les paysans l'exigent non d'eux-mêmes, mais de la direction du kolkhoz, ou plus exactement, ils l'exigent non pas tant d'eux-mêmes que de cette direction. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que le Parti aujourd'hui ne peut plus se borner à des actes

isolés d'intervention dans le processus du développement agricole. Il doit aujourd'hui prendre en main la direction des kolkhoz, assumer la responsabilité du travail et aider les kolkhoziens à mener en avant leur entreprise, sur la base des données de la science et de la technique.

Mais ce n'est pas tout. Le kolkhoz est une grosse exploitation. Or, l'on ne peut conduire une grosse exploitation sans un plan. En agriculture, une grosse exploitation englobant des centaines et parfois même des milliers de foyers, ne peut être gérée autrement que d'après un plan. Sans cela, elle est vouée à la perte et à la désagrégation. Voilà donc encore une nouvelle condition, sous le régime des kolkhoz, qui se distingue radicalement des conditions de gestion de la petite exploitation individuelle. Peut-on abandonner la conduite d'une telle exploitation à ce qu'on appelle le cours naturel des choses, à la marche spontanée ? Il est clair que non. Pour la conduite d'une telle entreprise, il faut assurer au kolkhoz un certain minimum d'hommes pourvus de l'instruction nécessaire, capables de planifier l'exploitation et de la conduire d'une façon organisée. On conçoit que sans une intervention systématique du pouvoir des Soviets dans l'édification des kolkhoz, sans son aide systématique, il est impossible de bien organiser une pareille entreprise.

Et que s'ensuit-il ? Il s'ensuit que le régime des kolkhoz ne diminue pas, mais augmente les préoccupations et la responsabilité du Parti et du gouvernement pour le développement de l'agriculture. Il s'ensuit que le Parti, s'il veut diriger le mouvement kolkhozien, doit entrer dans tous les détails de la vie des kolkhoz et de leur direction. Il s'ensuit que le Parti doit, non pas diminuer mais multiplier ses liens avec les kolkhoz, qu'il doit savoir tout ce qui s'y passe, pour venir en aide aux kolkhoz en temps voulu et prévenir les dangers qui les menacent.

Mais que voyons-nous en réalité ? Nous voyons, en réalité, que toute une série d'organisations de rayons et de régions sont détachées de la vie des kolkhoz, de leurs besoins. Les gens siègent dans leurs bureaux et, béatement, font grincer leurs plumes, sans s'apercevoir que le développement des kolkhoz passe à côté des administrations bureaucratiques. Dans certains cas, ce détachement à l'égard des kolkhoz en arrivait au point que certains membres d'organisations de territoires apprenaient ce qui se passait dans les kolkhoz de leur ressort non par les organisations de rayons intéressées, mais par les membres du Comité central, à Moscou. C'est triste, mais c'est un fait, camarades. Le passage de l'exploitation individuelle aux kolkhoz devait accentuer le rôle dirigeant des communistes à la campagne. Or, en réalité, ce passage a abouti dans bien des cas, à ce résultat que les communistes se sont reposés sur leurs lauriers, en arguant du pourcentage élevé de collectivisation, et ont abandonné les choses à

leur marche spontanée, à leur cours naturel. Le problème de la direction planifiée de l'économie collective devait mener à une accentuation du rôle dirigeant des communistes dans les kolkhoz. Or, en réalité, on a vu que dans bien des cas les communistes faisaient défaut, et que dans les kolkhoz commandaient d'anciens officiers blancs, d'anciens hommes de Pétlioura, et, d'une façon générale, les ennemis des ouvriers et des paysans.

Voilà ce qu'il en est de la deuxième cause des insuffisances de notre travail à la campagne.

3. La troisième cause des insuffisances de notre travail à la campagne, c'est que beaucoup de nos camarades ont surestimé les kolkhoz comme forme nouvelle d'économie, ils les ont surestimés et en ont fait une icône. Ils ont conclu que, du moment qu'il y avait des kolkhoz comme forme socialiste d'économie, tout était fait, que cela suffirait pour assurer la bonne gestion des kolkhoz, la planification rationnelle de l'économie collective, la transformation des kolkhoz en des exploitations socialistes modèles. Ils n'ont pas compris que du point de vue de leur organisation, les kolkhoz sont encore faibles et ont besoin d'une aide sérieuse du Parti, tant pour les pourvoir en cadres bolchéviks éprouvés que pour diriger les affaires courantes des kolkhoz. Mais ce n'est pas tout, ce n'est même pas l'essentiel. Le défaut essentiel, ici, c'est que beaucoup de nos camarades ont surestimé les forces et possibilités des kolkhoz eux-mêmes, comme nouvelle forme d'organisation de l'agriculture. Ils n'ont pas compris que le kolkhoz par lui-même, bien que forme socialiste d'économie, est encore loin d'être garanti contre toute sorte de dangers et contre l'infiltration dans sa direction d'éléments contre-révolutionnaires de tout genre ; qu'il n'est pas garanti contre cette éventualité que, dans certaines conditions, les éléments antisoviétiques peuvent utiliser les kolkhoz à leurs fins.

Le kolkhoz est une forme socialiste d'organisation économique, comme les Soviets sont une forme socialiste d'organisation politique. Kolkhoz et Soviets constituent une des plus grandes conquêtes de notre révolution, une des plus grandes conquêtes de la classe ouvrière. Mais les kolkhoz et les Soviets ne sont qu'une forme d'organisation, socialiste il est vrai, mais forme d'organisation cependant. Tout dépend du contenu qui sera coulé dans cette forme. Nous connaissons des cas où des Soviets de députés ouvriers et soldats avaient, pendant une certaine période, donné leur appui à la contre-révolution, contre la révolution. Il en fut ainsi chez nous, en U.R.S.S., par exemple en juillet 1917, lorsque les Soviets, dirigés par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, couvraient la contre-révolution, contre la révolution. Il en fut ainsi en Allemagne, fin 1918, lorsque les Soviets dirigés par les social-démocrates couvraient la

contre-révolution, contre la révolution. Ainsi donc il ne s'agit pas seulement des Soviets comme forme d'organisation, encore que cette forme constitue par elle-même une conquête grandiose de la Révolution. Il s'agit, avant tout, du contenu du travail des Soviets ; il s'agit du caractère du travail des Soviets ; il s'agit de savoir *qui* précisément dirige les Soviets : les révolutionnaires ou les contre-révolutionnaires ? C'est ce qui explique proprement que les contre-révolutionnaires ne se prononcent pas toujours contre les Soviets. On sait, par exemple, que le chef de la contre-révolution russe Milioukov, lors de l'émeute de Cronstadt, se prononça pour les Soviets mais sans communistes. « Les Soviets sans communistes », tel était alors le mot d'ordre du chef de la contre-révolution russe Milioukov. Les contre-révolutionnaires avaient compris qu'il ne s'agissait pas des Soviets en eux-mêmes, mais qu'il s'agissait avant tout de savoir qui les dirigerait.

Il faut en dire autant des kolkhoz. Comme forme socialiste d'organisation de l'économie, les kolkhoz peuvent réaliser des merveilles d'édification économique, si à leur tête se trouvent des révolutionnaires véritables, des bolchéviks, des communistes. Et, inversement, les kolkhoz peuvent, pour une certaine période, servir de paravent à toute sorte d'agissements contre-révolutionnaires, si les kolkhoz sont dirigés par des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, par des officiers de Pétlioura et autres gardes blancs, par d'anciens agents de Dénikine et de Koltchak. Et il ne faut pas oublier que les kolkhoz, comme forme d'organisation, loin d'être garantis contre la pénétration d'éléments antisoviétiques, offrent même, dans les premiers temps, certaines commodités pour être momentanément utilisés par les contre-révolutionnaires. Tant que les paysans dirigeaient leurs exploitations individuelles, ils étaient dissociés et séparés les uns des autres ; c'est ce qui fait que les tentatives contre-révolutionnaires des éléments antisoviétiques dans les milieux paysans, ne pouvaient être d'un grand effet. Le tableau est tout autre lorsque les paysans passent à l'exploitation collective. Ici les paysans ont déjà, dans les kolkhoz, une forme toute prête d'organisation de masse. Aussi la pénétration d'éléments antisoviétiques dans les kolkhoz et leur activité antisoviétique peuvent être d'un effet autrement sérieux. Il faut croire que les éléments antisoviétiques tiennent compte de tout cela. On sait qu'une partie des contre-révolutionnaires, par exemple dans le Caucase du Nord, s'efforcent eux-mêmes de créer une manière de kolkhoz dont ils se servent comme d'un paravent légal pour leurs organisations clandestines. On sait aussi que dans certaines régions où ils ne sont pas encore démasqués et écrasés, les éléments antisoviétiques rejoignent volontiers les kolkhoz, les exaltent même pour créer dans leur sein des foyers

d'action contre-révolutionnaire. On sait aussi qu'une partie des éléments antisoviétiques s'affirme elle-même, aujourd'hui, pour les kolkhoz, mais à condition qu'il n'y ait pas là de communistes. « Les kolkhoz sans communistes », tel est le mot d'ordre qui mûrit actuellement parmi les éléments antisoviétiques. Ainsi donc, il ne s'agit pas seulement des kolkhoz en eux-mêmes, comme forme socialiste d'organisation, mais avant tout du contenu coulé dans cette forme ; il s'agit avant tout de savoir *qui* est à la tête des kolkhoz et *qui* les dirige.

Du point de vue du léninisme, les kolkhoz, de même que les Soviets, considérés comme forme d'organisation, sont une arme, et seulement une arme. Cette arme, on peut, dans certaines conditions, la diriger contre la révolution. On peut la diriger contre la contre-révolution. Elle peut servir la classe ouvrière et la paysannerie. Dans certaines conditions elle peut servir les ennemis de la classe ouvrière et de la paysannerie. Le tout est de savoir en quelles mains se trouve cette arme et contre qui elle sera dirigée.

C'est ce que commencent à comprendre, guidés par leur instinct de classe, les ennemis des ouvriers et des paysans.

C'est ce que, malheureusement, certains de nos communistes ne comprennent pas encore.

Et précisément parce que certains de nos communistes n'ont pas compris cette simple chose, nous assistons maintenant à cette situation que, dans nombre de kolkhoz, des éléments antisoviétiques soigneusement camouflés ont la haute main sur les affaires du kolkhoz, où ils organisent le sabotage et la destruction.

4. La quatrième cause des insuffisances de notre travail à la campagne, c'est l'incapacité où sont beaucoup de nos camarades de province de réorganiser le front de lutte contre les koulaks ; c'est l'incompréhension du fait que, depuis quelque temps, l'ennemi de classe a changé de visage, que la tactique de l'ennemi de classe a changé à la campagne, et que, pour aboutir à nos fins, il faut changer notre tactique en conséquence. L'ennemi a compris ce qu'il y a de changé dans la situation, il a compris la force et la puissance du nouveau régime à la campagne, et, l'ayant compris, il s'est reformé, il a modifié sa tactique, il a passé de l'attaque directe contre les kolkhoz à la sape sournoise. Or, nous, nous ne l'avons pas compris ; nous n'avons pas démêlé la nouvelle situation, et nous continuons à chercher l'ennemi de classe là où il n'est plus ; nous poursuivons notre vieille tactique de lutte simplifiée contre le koulak, alors que cette tactique est depuis longtemps périmée.

On cherche l'ennemi de classe au dehors des kolkhoz ; on le cherche sous l'aspect d'individus à physionomie féroce, aux crocs énormes, au cou épais, un mousqueton à la main. On cherche le kou-

lak tel que nous le connaissons par les affiches. Mais il y a longtemps que ces koulaks n'existent plus à la surface. Les koulaks d'aujourd'hui et leurs suppôts, les éléments antisoviétiques d'aujourd'hui, à la campagne, ce sont pour la plupart des gens « paisibles », « tout sucre et tout miel », presque des « saints ». Il ne faut pas les chercher loin du kolkhoz, ils sont installés dans le kolkhoz même, où ils occupent des postes de magasiniers, d'économistes, de comptables, de secrétaires, etc. Ils ne diront jamais : « A bas les kolkhoz ! » Ils sont « pour » les kolkhoz. Mais ils y font un tel travail de sabotage et de destruction, que les kolkhoz n'auront pas à s'en réjouir. Ils ne diront jamais : « A bas le stockage de blé ! » Ils sont « pour » le stockage de blé. Ils se lancent « seulement » dans la démagogie, et ils exigent que le kolkhoz institue un fonds pour l'élevage trois fois plus grand que celui qui est nécessaire ; que le kolkhoz constitue un fonds d'assurance trois fois plus grand que celui qui est nécessaire ; que le kolkhoz distribue aux fins d'alimentation publique, de 6 à 10 livres de blé par jour et par travailleur, etc. On comprend bien qu'avec de tels « fonds » et de telles distributions aux fins d'alimentation publique, qu'avec une telle démagogie de filous, la puissance économique du kolkhoz doit être compromise, et qu'il ne reste rien pour le stockage de blé.

Afin de discerner un ennemi aussi adroit et ne pas se laisser prendre à la démagogie, il faut être doué de vigilance révolutionnaire, il faut être capable d'arracher le masque à l'ennemi et de montrer aux kolkhoziens le vrai visage, le visage contre-révolutionnaire de cet ennemi. Mais avons-nous à la campagne beaucoup de communistes doués de ces qualités ? Bien souvent les communistes, loin de démasquer ces ennemis de classe, se laissent au contraire prendre à leur démagogie de filous, et se traînent à leur remorque.

Ne remarquant pas l'ennemi de classe sous son nouveau masque, et ne sachant pas dénoncer ses machinations de fourbe, certains de nos camarades se rassurent bien souvent à l'idée que les koulaks, paraît-il, n'existent plus au monde ; qu'en conséquence de la politique de liquidation des koulaks comme classe, les éléments antisoviétiques à la campagne sont déjà anéantis et que l'on peut, de ce fait, s'accommoder de l'existence de kolkhoz « neutres », qui ne sont ni bochéviki, ni antisoviétiques, mais qui seront amenés d'eux-mêmes, pour ainsi dire spontanément, à se ranger aux côtés du pouvoir des Soviets. Or, c'est là une grave erreur, camarades. Les koulaks sont battus, mais ils sont encore loin d'être complètement liquidés. Bien plus, ils ne le seront pas encore de sitôt, si les communistes bayent aux corneilles, béatement, dans l'idée que les koulaks descendront d'eux-mêmes dans la tombe, par l'effet, pourrait-on dire, de leur évolution spontanée. Pour ce qui est des kolkhoz « neu-

tres », ils n'existent pas en général, et ne peuvent exister dans la réalité. Les kolkhoz « neutres » sont le fruit de l'imagination de ceux qui ont des yeux pour ne rien voir. Avec une lutte de classes aussi aiguë que celle qui se déroule maintenant dans notre pays des Soviets, il ne reste pas de place pour des kolkhoz « neutres »; cet état de choses étant donné, les kolkhoz peuvent être ou bolchéviks ou antisoviétiques. Et si nous ne dirigeons pas tels ou tels kolkhoz, c'est qu'ils sont dirigés par des éléments antisoviétiques. Cela ne peut faire aucun doute.

5. Enfin, encore une cause des insuffisances de notre travail à la campagne. C'est la sous-estimation du rôle et de la responsabilité des communistes dans l'édification des kolkhoz, c'est la sous-estimation du rôle et de la responsabilité des communistes dans le stockage de blé. Parlant des difficultés du stockage de blé, les communistes en font retomber généralement la responsabilité sur les paysans, en prétendant que ces derniers sont coupables de tout. Mais cela est tout à fait faux et absolument injuste. Les paysans n'y sont pour rien. S'il est question de responsabilité et de culpabilité, la responsabilité incombe entièrement et sans réserve aux communistes ; et les coupables dans tout cela, c'est nous, les communistes, et seulement nous.

Il n'existe pas et il n'a jamais existé au monde un pouvoir aussi puissant et ayant une aussi grande autorité que le nôtre, que le pouvoir des Soviets. Il n'existe pas et il n'a jamais existé au monde un parti aussi puissant et ayant une aussi grande autorité que le nôtre, que le Parti communiste. Nul ne nous empêche et ne peut nous empêcher de conduire les kolkhoz comme l'exigent leurs intérêts, les intérêts de l'Etat. Et si nous ne réussissons pas toujours à conduire les kolkhoz comme l'exige le léninisme, si nous commettons souvent des erreurs grossières, impardonnables, disons, dans le stockage du blé, c'est nous et nous seuls qui en sommes coupables.

Nous sommes coupables de n'avoir pas discerné les côtés négatifs du commerce kolkhozien de blé, et d'avoir commis une suite d'erreurs des plus grossières. *Nous* sommes coupables de ce que nombre de nos organisations ont perdu contact avec les kolkhoz, se reposent sur leurs lauriers et se sont abandonnées au cours des choses. *Nous* sommes coupables de ce que nombre de nos camarades continuent de surestimer les kolkhoz, comme forme d'organisation de masse, sans comprendre qu'il ne s'agit pas tant de la forme elle-même que de la nécessité pour nous de prendre en main la direction des kolkhoz et de déloger de cette direction les éléments antisoviétiques. *Nous* sommes coupables de n'avoir pas vu clair dans la nouvelle situation, ni compris la nouvelle tactique de l'ennemi de classe, qui pousse des sapes sournoises.

On se demande : les paysans y sont-ils pour quelque chose ?

Je connais des groupes entiers de kolkhoz qui se développent et prospèrent, s'acquittent ponctuellement des tâches qui leur sont assignées par l'Etat, et se fortifient de jour en jour, sous le rapport économique. D'autre part, je connais des kolkhoz situés dans le voisinage des premiers et qui, bien qu'ayant la même récolte et les mêmes conditions objectives, dépérissent et se désagrègent. Quelle en est la raison ? La raison en est que le premier groupe de kolkhoz est dirigé par de vrais communistes, et que le deuxième groupe est dirigé par des benêts, avec, il est vrai, la carte du Parti en poche, mais des benêts tout de même.

On se demande : les paysans y sont-ils pour quelque chose ?

La sous-estimation du rôle et de la responsabilité des communistes fait que souvent on cherche la cause des insuffisances de notre travail à la campagne non pas là où on devrait la chercher, et c'est ainsi que les insuffisances ne sont pas éliminées.

Ce n'est pas chez les paysans qu'il faut chercher la cause des difficultés de stockage du blé, mais en nous-mêmes, dans nos propres rangs. Car c'est nous qui sommes au pouvoir, c'est nous qui disposons des ressources de l'Etat, c'est nous qui sommes appelés à diriger les kolkhoz, et c'est nous qui devons assumer la pleine responsabilité du travail à la campagne.

Voilà les causes principales qui sont à l'origine des insuffisances de notre travail à la campagne.

On pourrait croire que j'ai brossé un tableau trop sombre : que le travail à la campagne, chez nous, n'est fait que d'insuffisances. Evidemment, cela n'est pas exact. En réalité, à côté de ces défauts, notre travail à la campagne enregistre toute une série de réalisations très sérieuses, décisives. Mais j'ai déjà dit au début de mon discours qu'il n'entrait point dans ma tâche de caractériser nos réalisations, que j'avais pris sur moi de ne parler que des défauts de notre travail à la campagne.

Peut-on corriger ces défauts ? Assurément, oui. Les corrigerons-nous d'ici peu ? Oui, assurément. Cela ne peut faire aucun doute.

Je pense que les sections politiques des sovkhos et des stations de machines et de tracteurs sont un des moyens décisifs, qui permettront d'éliminer ces défauts dans le plus bref délai. (*Vifs et longs applaudissements.*)

DISCOURS PRONONCÉ AU 1^{er} CONGRÈS DES KOLKHOZIENS-LOUDARNIKS DE L'U.R.S.S.

LE 19 FÉVRIER 1933

Camarades kolkhoziens et kolkhoziennes, je ne pensais pas prendre la parole à votre congrès. Car les orateurs qui m'ont précédé ont déjà dit tout ce qu'il y avait à dire ; ils l'ont dit et bien dit. Est-il besoin après cela de prendre la parole ? Mais puisque vous insistez, et que la force est dans vos mains (*applaudissements prolongés*) je dois me soumettre.

J'examinerai brièvement quelques questions :

1

LA VOIE DES KOLKHOZ EST LA SEULE JUSTE

Première question : La voie dans laquelle s'est engagée la paysannerie kolkhozienne, la voie des kolkhoz est-elle juste ?

Ce n'est pas une question oiseuse. Vous, oudarniks des kolkhoz, ne doutez certainement pas que les kolkhoz soient dans la bonne voie. Il se peut donc que cette question vous paraisse superflue. Mais tous les paysans ne pensent pas comme vous. Nombreux sont encore ceux, parmi les paysans et aussi parmi les kolkhoziens, qui doutent de la justesse de la voie des kolkhoz. Il n'y a là rien d'étonnant. En effet, durant des siècles, les gens ont vécu à la mode ancienne, marchant dans le vieux chemin, courbant l'échine devant le koulak et le grand propriétaire foncier, devant l'usurier et le spéculateur. On ne saurait dire que ce vieux chemin, ce chemin capitaliste, ait rencontré l'approbation des paysans. Mais ce vieux chemin était un chemin battu, coutumier, et personne n'avait encore démontré en fait que l'on pouvait vivre autrement et mieux. D'autant plus que, dans tous les pays bourgeois, les hommes continuent à vivre à l'ancienne mode... Et voilà que tout à coup les bolchéviks, telle une tempête, font irruption dans cette vie ancienne, croupissante, et proclament : il est temps d'abandonner le vieux chemin ; il est temps de commencer une nouvelle vie, la vie des kolkhoz ; il est temps de commencer à vivre, non pas comme tout le monde vit dans les pays bourgeois,

mais sur un mode nouveau, en artels. Mais qu'est-ce que cette vie nouvelle, qui le sait ? Et si elle allait être pire que la vie d'autrefois ? En tout cas, le nouveau chemin n'est pas un chemin coutumier, un chemin battu, et il n'est pas encore tout à fait exploré. Ne ferait-on pas mieux de s'en tenir au vieux chemin ? Ne ferait-on pas mieux d'attendre encore avant de s'engager dans la voie nouvelle, kolkhozienne ? Vaut-il la peine de courir ce risque ?

Voilà les doutes qui travaillent aujourd'hui une partie de la paysannerie laborieuse.

Devons-nous dissiper ces doutes ? Devons-nous les étaler au grand jour et montrer ce qu'ils valent ? Evidemment oui.

C'est pourquoi la question que je viens de poser ne peut être appelée une question oiseuse.

Ainsi, est-elle juste, la voie dans laquelle s'est engagée la paysannerie kolkhozienne ?

Certains camarades pensent que nous avons commencé à passer dans cette nouvelle voie, dans la voie des kolkhoz, il y a trois ans. Cela n'est vrai qu'en partie. Certes, l'édification en masse des kolkhoz a commencé, chez nous, il y a trois ans. On sait que ce passage fut marqué par l'écrasement des koulaks et la poussée de millions de paysans pauvres et moyens vers les kolkhoz. Tout cela est exact. Mais pour pouvoir passer en masse aux kolkhoz, il fallait réunir certaines conditions préalables, sans lesquelles, d'une façon générale, un mouvement kolkhozien de masse ne saurait se concevoir. Il fallait avant tout qu'existât le pouvoir des Soviets, qui a aidé et aide encore les paysans à s'engager dans la voie des kolkhoz. Il fallait, en second lieu, chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, leur enlever les usines et les terres et les déclarer propriété du peuple. Il fallait, en troisième lieu, mater les koulaks et leur enlever machines et tracteurs. Il fallait, en quatrième lieu, déclarer que seuls les paysans pauvres et moyens groupés dans les kolkhoz peuvent utiliser les machines et les tracteurs. Il fallait enfin industrialiser le pays, monter une nouvelle industrie, l'industrie des tracteurs, construire de nouvelles usines de machines agricoles, pour fournir en abondance la paysannerie kolkhozienne en tracteurs et en machines. Sans ces conditions préalables, il eût été inutile de songer à ce passage en masse dans la voie des kolkhoz, commencé il y a trois ans.

Par conséquent, pour s'engager dans la voie des kolkhoz, il fallait avant tout faire la Révolution d'Octobre, renverser les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, leur enlever la terre et les usines et monter une nouvelle industrie.

C'est avec la Révolution d'Octobre que commença le passage sur

la nouvelle voie, sur la voie des kolkhoz. Si ce mouvement n'a pris une force nouvelle qu'il y a trois ans, c'est parce que les résultats économiques de la Révolution d'Octobre ne se sont révélés dans toute leur ampleur qu'à cette époque ; c'est à cette époque seulement que l'on a réussi à pousser en avant l'industrialisation du pays.

L'histoire des peuples connaît nombre de révolutions. Ce qui les distingue de la Révolution d'Octobre, c'est que toutes furent unilatérales. Une forme d'exploitation des travailleurs remplaçait l'autre, mais l'exploitation elle-même demeurait. Les exploités et les oppresseurs étaient remplacés par d'autres exploités et oppresseurs, mais exploités et oppresseurs demeuraient. Seule la Révolution d'Octobre s'est donné comme but de supprimer toute exploitation et de faire disparaître les exploités et les oppresseurs de tout ordre et de tout genre.

La révolution des esclaves fit disparaître les propriétaires d'esclaves ; elle abolit la forme esclavagiste d'exploitation des travailleurs. Mais elle mit à leur place les féodaux et le servage comme forme d'exploitation des travailleurs. Les exploités furent remplacés par d'autres exploités. Au temps de l'esclavage, la « loi » autorisait les propriétaires à tuer leurs esclaves. Sous le régime du servage, la « loi » autorisait « seulement » les féodaux à vendre les serfs.

La révolution des paysans-serfs fit disparaître les féodaux et abolit le servage comme forme d'exploitation. Mais elle mit à leur place les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, la forme d'exploitation des travailleurs par le capital et la grande propriété foncière. Les exploités furent remplacés par d'autres exploités. Sous le régime du servage, la « loi » autorisait la vente des serfs. En régime capitaliste, la « loi » autorise « seulement » à vouer les travailleurs au chômage et à l'appauvrissement, à la ruine et à la mort par inanition.

Seule notre révolution soviétique, seule notre Révolution d'Octobre a posé la question comme suit : ne pas remplacer les exploités par d'autres exploités, ne pas remplacer une forme d'exploitation par une autre, mais éliminer toute exploitation, éliminer les exploités, les riches et les oppresseurs de toute sorte, anciens et nouveaux. (*Applaudissements prolongés.*)

Voilà pourquoi la Révolution d'Octobre était la condition préalable, la prémisse nécessaire pour que les paysans passent dans la voie nouvelle, dans la voie des kolkhoz.

Les paysans ont-ils eu raison de soutenir la Révolution d'Octobre ? Oui. Ils ont eu raison puisque la Révolution d'Octobre les a aidés à se débarrasser des grands propriétaires fonciers et des

capitalistes, des usuriers et des koulaks, des marchands et des spéculateurs.

Mais ce n'est là qu'un côté de la question. Chasser les oppresseurs, chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, mater les koulaks et les spéculateurs, c'est très bien. Mais cela ne suffit pas. Pour se libérer définitivement des vieilles entraves, il ne suffit pas simplement d'écraser les exploités. Il faut encore édifier une vie nouvelle, une vie qui permette au paysan travailleur d'améliorer sa situation matérielle et culturelle et de s'élever de jour en jour, d'année en année. Pour cela, il faut instituer un nouveau régime à la campagne, le régime des kolkhoz. C'est là l'autre côté de la question.

Qu'est-ce qui distingue le vieux régime du régime nouveau, de celui des kolkhoz ?

Sous l'ancien régime, les paysans travaillaient séparément; ils travaillaient suivant les vieux procédés ancestraux, avec les vieux instruments de travail; ils besognaient pour les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les koulaks et les spéculateurs; ils peinaient, souffrant la faim et enrichissant les autres. Sous le régime nouveau, sous le régime des kolkhoz, les paysans travaillent en commun, par artel, en employant de nouveaux instruments, tracteurs et machines agricoles; ils travaillent pour eux-mêmes et pour leurs kolkhoz; ils vivent sans capitalistes ni grands propriétaires fonciers, sans koulaks ni spéculateurs; ils travaillent pour améliorer tous les jours leur situation matérielle et culturelle. Là, sous le vieux régime, le gouvernement est bourgeois, et il soutient les riches contre les paysans travailleurs. Ici, sous le nouveau régime, le régime des kolkhoz, le gouvernement est ouvrier et paysan, et il soutient les ouvriers et les paysans contre les riches de tout genre. Le vieux régime mène au capitalisme. Le nouveau, au socialisme.

Voilà donc deux voies : la voie capitaliste et la voie socialiste; celle qui mène en avant, vers le socialisme, et celle qui mène en arrière, vers le capitalisme.

Il y a des gens qui pensent que l'on pourrait s'engager dans une troisième voie. Ce sont ces camarades hésitants, encore insuffisamment convaincus de la justesse de la voie kolkhozienne, qui se saisissent avec un empressement particulier de cette troisième voie que personne ne connaît. Ils veulent que nous revenions au vieux régime, que nous revenions à l'économie individuelle, mais où il n'y aurait ni capitalistes, ni grands propriétaires fonciers. Ils veulent, en outre, que nous admettions « seulement » les koulaks et autres petits capitalistes, comme un fait naturel dans notre régime économique. En réalité, ce n'est pas une troisième voie, c'est la deuxième, la voie conduisant au capitalisme. En effet, que signifie re-

venir à l'économie individuelle et rétablir la classe des koulaks ? C'est rétablir le joug du koulak, c'est rétablir l'exploitation de la paysannerie par les koulaks, c'est donner le pouvoir à ces derniers. Mais peut-on rétablir la classe des koulaks et conserver en même temps le pouvoir des Soviets ? Non. Le rétablissement de la classe des koulaks mènerait à la création d'un pouvoir koulak et à la destruction du pouvoir des Soviets. Par conséquent, il conduirait à la formation d'un gouvernement bourgeois. Et la formation d'un gouvernement bourgeois, à son tour, conduirait au rétablissement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, au rétablissement du capitalisme. La prétendue troisième voie n'est en réalité que la seconde, la voie du retour au capitalisme. Allez donc demander aux paysans s'ils veulent rétablir le joug des koulaks, revenir au capitalisme, détruire le pouvoir des Soviets et rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Allez donc le leur demander, et vous saurez quelle est la voie que la majorité des paysans travailleurs considère comme la seule juste.

Par conséquent, il n'y a que deux voies : *ou bien* en avant, en montant la côte, vers le nouveau régime, le régime des kolkhoz ; *ou bien* en arrière en dévalant la côte, vers le vieux régime, le régime des capitalistes et des koulaks.

Il n'est point de troisième voie.

La paysannerie travailleuse a eu raison de repousser la voie capitaliste et de s'engager dans la voie de l'édification des kolkhoz.

On dit que la voie des kolkhoz est une voie juste mais difficile. Ce n'est vrai qu'en partie. Certes, les difficultés existent sur cette voie. Une bonne vie ne se fait pas toute seule. Mais le fait est que les principales difficultés sont déjà surmontées ; et celles qui nous restent à vaincre, ne valent même pas la peine qu'on en parle sérieusement. En tout cas, comparées aux difficultés que les ouvriers ont eu à surmonter il y a dix, quinze ans, vos difficultés d'aujourd'hui, camarades kolkhoziens, semblent un jeu d'enfants. Vos orateurs, ici, dans leurs interventions, ont loué les ouvriers de Léninegrad, de Moscou, de Kharkov, du bassin du Donetz. Les ouvriers, disaient-ils, ont des réalisations à enregistrer tandis que vous, kolkhoziens, vous en avez beaucoup moins. Il me semble que vos orateurs dans leurs discours laissaient percer même une sorte de jalousie de camarade à camarade ; ils avaient l'air de dire : Comme ce serait bien si nous, paysans kolkhoziens, avions des réalisations pareilles aux vôtres, à celles des ouvriers de Léninegrad, de Moscou, du bassin du Donetz, de Kharkov ... Tout cela est bien. Mais savez-vous ce que ces réalisations ont coûté aux ouvriers de Léninegrad et de Moscou, quelles privations ils ont endurées pour obtenir enfin ces

réalisations ? Je pourrais vous rapporter quelques faits de la vie des ouvriers, en 1918 : pendant des semaines entières, on ne distribuait pas aux ouvriers le moindre morceau de pain, sans parler même de la viande et des autres produits alimentaires. On considérait que les meilleurs jours étaient ceux où l'on pouvait distribuer aux ouvriers de Léningrad et de Moscou cinquante grammes de pain noir, et encore moitié mélangé de tourteaux. Et cela ne dura pas un mois, ni même six mois, mais deux années entières. Cependant les ouvriers souffraient sans se décourager, sachant que des temps meilleurs viendraient qui leur apporteraient des succès décisifs. Eh bien, vous voyez que les ouvriers ne s'étaient pas trompés. Comparez un peu vos difficultés et privations à celles endurées par les ouvriers, et vous verrez qu'il ne vaut même pas la peine d'en parler sérieusement.

Que faut-il pour pousser en avant le mouvement kolkhozien et développer à fond l'édification des kolkhoz ?

Pour cela il faut avant tout que ces derniers disposent d'une terre cultivable et dont la jouissance leur soit pleinement assurée. L'avez-vous, cette terre ? Oui, vous l'avez. On sait que les meilleures terres ont été remises et solidement rattachées aux kolkhoz. Par conséquent, les kolkhoziens peuvent travailler et amender cette terre à volonté, sans crainte de la voir passer en d'autres mains.

Pour cela il faut en second lieu que les kolkhoziens puissent disposer de tracteurs et de machines. Les avez-vous ? Oui, vous les avez. Tout le monde sait que nos usines de tracteurs et nos usines de machines agricoles travaillent avant tout et surtout pour les kolkhoz, auxquels elles fournissent tous les instruments modernes.

Pour cela il faut enfin que le gouvernement soutienne de toutes ses forces les paysans kolkhoziens, en leur fournissant hommes et moyens financiers, et qu'il empêche les résidus des classes ennemies de désagréger les kolkhoz. Ce gouvernement, l'avez-vous ? Oui, vous l'avez. Il s'appelle le gouvernement soviétique des ouvriers et des paysans. Nommez-moi un pays où le gouvernement soutiendrait, non les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, non les koulaks et autres riches, mais les paysans travailleurs. Un tel pays n'a jamais existé et n'existe nulle part ailleurs. Il n'y a que chez nous, au pays des Soviets, qu'existe un gouvernement dressé comme un rempart pour défendre les ouvriers et les paysans-kolkhoziens, pour défendre tous les travailleurs de la ville et de la campagne, contre tous les riches et tous les exploiters. (*Applaudissements prolongés.*)

Par conséquent, vous avez tout ce qu'il faut pour développer l'édification des kolkhoz et vous libérer entièrement des vieilles entraves.

De votre part, il ne faut qu'une chose : travailler honnêtement,

partager les revenus du kolkhoz selon le travail de chacun, veiller aux biens des kolkhoz, veiller aux tracteurs et aux machines, entretenir avec soin les chevaux, remplir vos obligations envers votre Etat ouvrier et paysan, fortifier les kolkhoz, en chasser les koulaks et leurs sous-ordres qui s'y sont faufileés.

Vous serez sans doute d'accord avec moi pour dire que vaincre ces difficultés, c'est-à-dire travailler honnêtement et veiller aux biens des kolkhoz, n'est pas si difficile. D'autant plus que vous ne travaillez plus pour les riches, ni pour les exploités, mais pour vous-mêmes, pour vos propres kolkhoz.

Vous voyez que la voie kolkhozienne, la voie du socialisme, est la seule juste pour les paysans travailleurs.

II

NOTRE TACHE IMMÉDIATE EST DE DONNER L'AISSANCE A TOUS LES KOLKHOZIENS

Deuxième question : Qu'avons-nous obtenu sur cette voie nouvelle, sur notre voie kolkhozienne, et que pensons-nous obtenir dans les deux ou trois prochaines années ?

Le socialisme est une bonne chose. Une vie socialiste heureuse est une bonne chose sans contredit. Mais tout cela est une question d'avenir. La question principale, aujourd'hui, n'est pas ce que nous obtiendrons dans l'avenir. La question principale est ce que nous avons obtenu dès à présent. La paysannerie s'est engagée dans la voie des kolkhoz. C'est très bien. Mais qu'a-t-elle obtenu dans cette voie ? Qu'avons-nous obtenu de palpable, en suivant la voie des kolkhoz ?

Nous avons pu aider des millions de paysans pauvres à entrer dans les kolkhoz. Nous sommes arrivés à ceci que, une fois entrés dans les kolkhoz et y bénéficiant des meilleures terres et des meilleurs instruments de production, les millions de paysans pauvres se sont élevés au niveau des paysans moyens. Nous sommes arrivés à ceci que les millions de paysans pauvres, qui autrefois ne mangeaient jamais à leur faim sont devenus, dans les kolkhoz, des paysans moyens, des hommes assurés du lendemain. Nous avons mis un terme à la différenciation des paysans en paysans pauvres et koulaks ; nous avons battu les koulaks et aidé les paysans pauvres à devenir les maîtres de leur besogne, au sein des kolkhoz, à devenir des paysans moyens.

Quelle était la situation il y a quatre ans environ avant que se fût développée l'édification des kolkhoz ? Les koulaks s'enrichissaient

et prospéraient, les paysans pauvres s'appauvrirent et se ruinaient, devenant la proie des koulaks. Les paysans moyens cherchaient à se hisser au niveau des koulaks, mais, à la grande joie de ces derniers, ils retombaient et venaient grossir les rangs des paysans pauvres. Il n'est pas difficile de deviner que seuls les koulaks trouvaient leur compte à tout ce gâchis, et peut-être aussi quelques-uns de ces paysans aisés. Sur 100 foyers paysans, l'on pouvait compter 4 ou 5 foyers koulaks, 8 ou 10 foyers de paysans aisés, 45 à 50 foyers de paysans moyens et environ 35 foyers de paysans pauvres. Par conséquent, les paysans pauvres, obligés de subir le joug koulak, formaient au moins 35% de tous les foyers. Et je ne parle pas des catégories inférieures de la paysannerie moyenne dont elles formaient plus de la moitié, et qui, ayant une situation peu différente de celle des paysans pauvres, se trouvaient sous la dépendance directe des koulaks.

En développant l'édification des kolkhoz, nous avons réussi à faire disparaître ce gâchis et cette injustice ; nous avons brisé le joug des koulaks ; toute cette masse de paysans pauvres nous l'avons attirée dans les kolkhoz ; là, nous leur avons assuré l'existence et les avons élevés au niveau de paysans moyens profitant de la terre du kolkhoz, des avantages attachés à ce dernier, des tracteurs et des machines agricoles.

Qu'est-ce que cela signifie ? C'est qu'au moins vingt millions de population paysanne, au moins vingt millions de paysans pauvres ont été sauvés de la misère et de la ruine, sauvés de l'asservissement au koulak et, grâce aux kolkhoz, assurés du lendemain.

C'est un grand succès, camarades. Un succès comme n'en avait jamais encore connu le monde, et qu'aucun Etat n'avait jamais atteint.

Voilà donc les résultats pratiques, palpables de l'édification des kolkhoz, les résultats dus au fait que la paysannerie s'est engagée dans la voie kolkhozienne.

Mais ce n'est là que notre *premier* pas, que notre *premier* succès dans la voie de l'édification des kolkhoz.

Il serait faux de croire que nous dussions nous en tenir à ce premier pas, à ce premier succès. Non, camarades, nous ne pouvons pas nous en tenir à ce succès. Pour marcher en avant, et consolider définitivement les kolkhoz, nous devons faire un *deuxième* pas, nous devons obtenir un *nouveau* succès. En quoi consiste ce deuxième pas ? Il consiste à élever encore plus haut les kolkhoziens, aussi bien les anciens paysans pauvres que les anciens paysans moyens. Il consiste à *donner l'aisance à tous les kolkhoziens*. Oui, camarades, à leur donner l'aisance. (*Applaudissements prolongés.*)

Nous avons réussi, grâce aux kolkhoz, à élever les paysans pauvres

au niveau des paysans moyens. C'est très bien. Mais cela ne suffit pas. Nous devons maintenant faire encore un pas en avant, aider tous les kolkhoziens, anciens paysans pauvres et anciens paysans moyens, à s'élever au niveau des paysans aisés. On peut arriver à cela, et nous devons y arriver coûte que coûte. (*Applaudissements prolongés.*) Nous avons actuellement tout ce qu'il faut pour arriver à ce but. Nos machines et nos tracteurs sont aujourd'hui mal utilisés. Notre terre est médiocrement travaillée. Il suffit d'utiliser mieux les machines et les tracteurs, il suffit de travailler mieux la terre et nous arriverons à doubler, à tripler la quantité de nos produits. Et cela suffit amplement pour faire de tous les membres des kolkhoz, des travailleurs aisés des champs kolkhoziens.

Comment les choses se présentaient-elles autrefois, à propos des paysans aisés ? Pour acquérir l'aisance, il fallait faire du tort à ses voisins, les exploiter, leur vendre le plus cher possible, leur acheter le meilleur marché possible, embaucher quelques salariés agricoles, les exploiter proprement, amasser un petit capital et, une fois d'aplomb, se faire koulak. C'est ce qui explique en somme pourquoi les paysans aisés suscitaient autrefois, sous le régime de l'économie individuelle, la méfiance et la haine des paysans pauvres et moyens. Aujourd'hui il en va autrement. Aujourd'hui, les conditions mêmes sont autres. Pour que les kolkhoziens acquièrent l'aisance point n'est besoin de faire du tort à ses voisins ou de les exploiter. D'ailleurs il ne serait pas facile, aujourd'hui, d'exploiter qui que ce soit, puisque la propriété privée et l'affermage de la terre n'existent plus chez nous, que les machines et tracteurs appartiennent à l'Etat ; quant aux possesseurs des capitaux, ils ne sont plus à la mode maintenant dans les kolkhoz. Cette mode fut, mais elle a disparu à jamais. Aujourd'hui, pour que les kolkhoziens acquièrent l'aisance, une chose suffit : travailler honnêtement dans les kolkhoz, utiliser rationnellement tracteurs et machines, utiliser rationnellement les bêtes de travail, cultiver rationnellement la terre, être ménager de la propriété du kolkhoz.

On dit parfois : Puisqu'il y a socialisme, pourquoi travailler encore ? Nous travaillions autrefois, nous travaillons aujourd'hui, n'est-il pas temps de cesser de travailler ? De tels propos sont fondamentalement erronés, camarades. C'est une philosophie de fainéants et non d'honnêtes travailleurs. Le socialisme n'est pas du tout la négation du travail. Au contraire, le socialisme est basé sur le travail. Socialisme et travail sont inséparables. Lénine, notre grand maître, disait : « Qui ne travaille pas, ne mange pas . » Qu'est-ce que cela signifie ? Contre qui sont dirigées ces paroles de Lénine ? Contre les exploiters, contre ceux qui ne travaillent pas eux-mêmes, mais qui font travailler les autres et s'enrichissent à leurs dépens.

Contre qui encore ? Contre ceux qui fainéantent et veulent profiter du travail des autres. Ce que le socialisme exige, ce n'est pas de la fainéantise, mais que tous travaillent honnêtement, qu'ils travaillent non pour les autres, non pour les riches et les exploités, mais pour eux-mêmes, pour la société. Et si nous travaillons honnêtement, si nous travaillons pour nous-mêmes, pour nos kolkhoz, nous arriverons en deux ou trois années à élever tous les kolkhoziens, anciens paysans pauvres et anciens paysans moyens, au niveau de paysans aisés, au niveau d'hommes bénéficiant de l'abondance des produits et menant une vie parfaitement cultivée.

C'est là, maintenant, notre tâche immédiate. Nous pouvons arriver à cela et nous devons y arriver, coûte que coûte. (*Applaudissements prolongés.*)

III

QUELQUES REMARQUES

Et maintenant, permettez-moi de faire quelques remarques.

Tout d'abord en ce qui concerne nos *membres du Parti* à la campagne. Il y a parmi vous des membres du Parti, mais encore plus de sans-parti. C'est très bien que les sans-parti, à ce congrès, soient plus nombreux que les communistes, parce que c'est précisément les sans-parti que nous devons avant tout faire participer à notre travail. Il y a des communistes qui se comportent en bolchéviks envers les kolkhoziens sans-parti. Mais il y en a d'autres qui tirent vanité de leur qualité de communistes, et tiennent à distance les sans-parti. C'est mal, c'est nuisible. Ce qui fait la force des bolchéviks, la force des communistes, c'est qu'ils savent entourer notre Parti de millions de militants sans-parti. Nous, bolchéviks, n'aurions pas remporté les succès que nous enregistrons aujourd'hui, si nous n'avions pas su gagner au Parti la confiance de millions de sans-parti, ouvriers et paysans. Et que faut-il pour cela ? Il faut que les communistes, au lieu de dresser une barrière entre eux et les sans-parti, au lieu de se confiner dans leur coquille de membres du Parti, au lieu de tirer vanité de cette qualité, prêtent l'oreille à la voix des sans-parti, qu'ils ne se bornent pas à les instruire, mais s'instruisent eux-mêmes auprès d'eux.

Il ne faut pas oublier que les membres du Parti ne tombent pas du ciel. Il faut se rappeler que tous les membres du Parti furent autrefois des sans-parti. Aujourd'hui sans-parti, demain membre du Parti. Y a-t-il là en somme de quoi tirer vanité ? Parmi nous, vieux bolchéviks, on en trouvera bon nombre qui militent dans le

Parti depuis vingt ou trente ans. Et pourtant, nous aussi, nous étions autrefois des sans-parti. Que serait-il advenu de nous si, il y a une vingtaine ou une trentaine d'années, les membres du Parti, à cette époque, s'étaient mis à nous traiter par-dessous la jambe, et ne nous avaient pas laissés approcher du Parti ? Il est possible que nous en serions restés éloignés pendant des années. Et pourtant, nous autres vieux bolchéviks, nous ne sommes pas les derniers des hommes, camarades ! (*Joyeuse animation, applaudissements prolongés.*)

Voilà pourquoi nos communistes, les nouveaux membres du Parti, qui parfois se donnent des airs devant les sans-parti, doivent se souvenir de tout cela, se souvenir que ce n'est pas la vanité, mais la modestie qui pare le bolchévik.

Quelques mots maintenant à propos des femmes, à propos des kolkhoziennes. La question des femmes dans les kolkhoz est une question d'importance, camarades. Je sais que beaucoup d'entre vous sous-estiment le rôle des femmes et même se moquent un peu d'elles. Mais vous avez tort, camarades, grandement tort. Ce n'est pas seulement parce que les femmes représentent la moitié de la population. C'est surtout parce que le mouvement kolkhozien a porté aux postes de direction bon nombre de femmes remarquables, de femmes douées. Considérez ce congrès, sa composition, et vous verrez que les femmes, d'arriérées qu'elles étaient, ont depuis longtemps rejoint l'avant-garde. Les femmes, dans les kolkhoz, constituent une force importante. Tenir cette force sous le boisseau, c'est commettre un crime. Notre devoir est de promouvoir les femmes, dans les kolkhoz, et de faire agir cette force.

Il est vrai que le pouvoir des Soviets a eu, dans un passé récent, un petit malentendu avec les kolkhoziennes. C'était à propos de leurs vaches. Mais maintenant la question des vaches est réglée, et le malentendu est dissipé. (*Applaudissements prolongés.*) Nous sommes arrivés à ceci que la plupart des kolkhoziens possèdent déjà une vache par foyer. Une année, deux années passeront encore, et vous ne trouverez plus un seul kolkhozien qui n'ait pas sa vache. Soyez assurés que nous, bolchéviks, saurons faire en sorte que chaque kolkhozien ait sa vache. (*Applaudissements prolongés.*)

Pour ce qui est des kolkhoziennes, elles ne doivent pas oublier le rôle et l'importance des kolkhoz pour la femme. Elles ne doivent pas oublier que c'est seulement dans les kolkhoz qu'elles peuvent se mettre sur un pied d'égalité avec l'homme. En dehors des kolkhoz, c'est l'inégalité ; dans les kolkhoz, c'est l'égalité des droits. Que les camarades kolkhoziennes s'en souviennent, et qu'elles gardent le régime des kolkhoz comme la prunelle de leurs yeux. (*Applaudissements prolongés.*)

Deux mots sur les kolkhoziens et les kolkhoziennes, membres des Jeunesses communistes. Les jeunes, c'est notre avenir, notre espoir, camarades. Les jeunes doivent nous remplacer, nous, les vieux. Ils doivent porter notre drapeau jusqu'à la victoire finale. Il y a parmi les paysans bon nombre de vieux, embarrassés du vieux fardeau, embarrassés des habitudes et des souvenirs de la vie d'autrefois. On conçoit donc qu'ils ne réussissent pas toujours à emboîter le pas au Parti, au pouvoir des Soviets. Il en va autrement de nos jeunes. Ils sont libres du vieux fardeau, et ils s'assimilent avec plus de facilité les enseignements de Lénine. Et précisément parce que les jeunes s'assimilent avec plus de facilité les enseignements de Lénine, précisément pour cette raison, ils sont appelés à entraîner les retardataires et les hésitants. Il est vrai qu'ils manquent de savoir. Mais le savoir est chose qui s'acquiert. Qui ne l'a pas aujourd'hui, l'aura demain. C'est pourquoi la tâche est d'étudier et d'étudier encore le léninisme. Camarades des Jeunesses communistes ! Etudiez le bolchévisme et faites avancer ceux qui hésitent ! Bavardez moins, travaillez plus, et vous réussirez à coup sûr. (*Applaudissements.*)

Quelques mots sur les *paysans individuels*. On a peu parlé ici des paysans individuels. Mais cela ne signifie pas encore qu'il n'y en ait plus. Non, assurément. Les paysans individuels existent, et l'on ne peut pas ne pas en tenir compte, parce que ce sont nos kolkhoziens de demain. Je sais qu'une partie des paysans individuels s'est définitivement corrompue et se livre à la spéculation. C'est sans doute ce qui explique que nos kolkhoziens ne les acceptent au kolkhoz qu'avec un grand discernement et, parfois même, ne les acceptent pas du tout. Evidemment, c'est juste, et il ne saurait y avoir là d'objections. Mais il y a une autre partie, la plus grande, des paysans individuels, celle qui ne se livre pas à la spéculation, mais gagne son pain en travaillant honnêtement. Ces paysans individuels ne seraient peut-être pas fâchés d'entrer au kolkhoz. Mais ce qui les en empêche, ce sont, d'une part, leurs doutes sur la justesse de la voie kolkhozienne, et, de l'autre, la rançonne qui existe actuellement parmi les kolkhoziens contre les paysans individuels.

Certes, il faut comprendre les kolkhoziens et se mettre à leur place. Toutes ces années, ils ont eu à endurer bien des offenses et moqueries de la part des paysans individuels. Mais offenses et moqueries ne doivent pas avoir ici une importance décisive. C'est un mauvais dirigeant, celui qui ne sait pas oublier les offenses et qui fait passer ses sentiments avant les intérêts de l'œuvre kolkhozienne. Si vous voulez être des dirigeants, vous devez savoir oublier les offenses que vous ont faites certains paysans individuels. Il y a deux ans, je reçus de la région de la Volga une lettre d'une paysanne veuve. Elle se plaignait de se voir refuser l'accès du kolkhoz, et requérait mon

aide. Je demandai des explications au kolkhoz. On me répondit qu'on ne pouvait l'accepter parce qu'elle avait outragé une réunion de kolkhoziens. De quoi s'agissait-il ? Pendant une réunion de paysans où les kolkhoziens appelaient les paysans individuels à entrer au kolkhoz, cette veuve, en réponse à cet appel, avait, paraît-il, relevé sa jupe en disant : Tenez, je l'ai là, votre kolkhoz ! (*Joyeuse animation. Hilarité.*) Il est évident qu'elle avait mal agi, qu'elle avait outragé la réunion. Mais peut-on lui refuser l'accès du kolkhoz, si un an après elle s'est repentie sincèrement et a reconnu sa faute ? J'estime que non. C'est ce que j'ai écrit au kolkhoz. On accepta la veuve. Eh bien ? Elle travaille aujourd'hui au kolkhoz, non pas dans les derniers, mais dans les premiers rangs. (*Applaudissements.*)

Voilà donc encore un exemple qui montre que les dirigeants, s'ils veulent rester de véritables dirigeants, doivent savoir oublier les offenses quand l'intérêt de la cause l'exige.

Il faut en dire autant des paysans individuels, en général. Je ne m'oppose pas à ce que l'on admette au kolkhoz avec discernement. Mais je m'oppose à ce qu'on en ferme l'accès à tous les paysans individuels sans discernement. Ce n'est pas notre politique, ce n'est pas la politique bolchévique. Les kolkhoziens ne doivent pas oublier qu'eux-mêmes, il n'y a pas longtemps, étaient des paysans individuels.

Enfin, quelques mots sur la lettre des kolkhoziens de Bézentchouk. Cette lettre a été publiée, et vous avez dû la lire. Sans nul doute, c'est une bonne lettre. Elle atteste qu'il y a parmi nos kolkhoziens bon nombre d'organiseurs et de propagandistes de l'œuvre kolkhozienne, expérimentés et conscients, et qui sont l'orgueil de notre pays. Mais cette lettre contient un passage erroné, avec lequel il est absolument impossible d'être d'accord : les camarades de Bézentchouk considèrent leur travail au kolkhoz comme un travail modeste et presque insignifiant, et celui des orateurs et des chefs qui prononcent parfois des discours interminables, comme une œuvre importante et créatrice. Peut-on être d'accord là-dessus ? Non, camarades, en aucune façon. Ici, les camarades de Bézentchouk ont commis une erreur. Peut-être l'ont-ils commise par modestie. Mais l'erreur n'en reste pas moins une erreur. Les temps ne sont plus où les chefs étaient regardés comme les seuls créateurs de l'histoire, tandis que les ouvriers et les paysans ne comptaient pas. Ce ne sont plus seulement les chefs, mais d'abord et surtout les millions de travailleurs qui décident maintenant du sort des peuples et des États. Les ouvriers et les paysans qui construisent, sans bruit ni fracas, usines et fabriques, mines et chemins de fer, kolkhoz et sovkhos, qui créent tous les biens de la vie, qui nourrissent et habillent le monde entier, voilà les véritables héros et créateurs de la

vie nouvelle. C'est ce que nos camarades de Bézentchouk semblent avoir oublié. Quand les gens surestiment leurs forces et commencent à tirer vanité de leurs mérites, c'est mal. Cela mène à la vantardise ; or la vantardise est une mauvaise chose. Mais c'est encore pis quand les gens commencent à sous-estimer leurs forces et ne voient pas que leur travail « modeste » et « obscur » est, en réalité, une grande œuvre créatrice, qui décide du sort de l'histoire.

Je voudrais que les camarades de Bézentchouk approuvent ma petite rectification à leur lettre.

Si vous le voulez bien, camarades, nous en resterons là.

(Applaudissements prolongés qui tournent en ovation. L'assistance debout acclame le camarade Staline. Les hourras éclatent. On entend dans la salle: Vive le camarade Staline, hurra ! Vive le kolkhozien d'avant-garde ! Vive notre chef, le camarade Staline !)

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL PRÉSENTÉ AU XVII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.

LE 26 JANVIER 1934

I

LA CRISE CONTINUE DU CAPITALISME MONDIAL ET LA SITUATION EXTÉRIEURE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Camarades,

Plus de trois années se sont écoulées depuis le XVI^e congrès. Ce n'est pas une période très longue. Mais, plus que toute autre, elle est riche de contenu. Je pense qu'aucune des périodes de la dernière décade n'a été aussi riche en événements.

Dans le domaine *économique*, ces années furent des années de crise continue de l'économie mondiale. La crise ne s'est pas seulement étendue à l'industrie, mais aussi à l'ensemble de l'agriculture. Elle n'a pas seulement sévi dans la sphère de la production et du commerce. Elle s'est transportée également dans la sphère des crédits et de la circulation monétaire, mettant sens dessus dessous les rapports établis entre les pays dans le domaine des crédits et des devises. Alors qu'auparavant on discutait encore, par endroits, de la question de savoir s'il y avait ou non crise économique mondiale, aujourd'hui on n'en discute plus, l'existence de la crise et son action dévastatrice étant trop évidentes. A cette heure, la discussion porte sur un autre point : Peut-on sortir de la crise ou n'y a-t-il point d'issue ? Et s'il y en a une, comment l'utiliser ?

Dans le domaine *politique*, ce furent des années d'aggravation des rapports, tant entre les pays capitalistes qu'au sein de ces derniers. La guerre entre le Japon et la Chine et l'occupation de la Mandchourie, qui ont aggravé les rapports en Extrême-Orient ; la victoire du fascisme en Allemagne et le triomphe des idées de revanche, qui ont envenimé les rapports en Europe ; l'abandon de la Société des Nations par le Japon et l'Allemagne, fait qui a donné une nouvelle impulsion aux armements et aux préparatifs d'une guerre impérialiste ; la défaite du fascisme en Espagne, qui indique une fois de plus que la crise révolutionnaire mûrit et que le fascisme est loin d'avoir longue vie : tels sont les principaux faits de la

période écoulée. Rien d'étonnant que le pacifisme bourgeois soit à l'article de la mort, et que les tendances au désarmement soient ouvertement et franchement remplacées par des tendances à l'armement et au réarmement.

Au milieu de ces flots déchainés des perturbations économiques et des catastrophes politiques et militaires, l'U.R.S.S. se dresse à l'écart, tel un roc ; elle poursuit son œuvre d'édification socialiste et de lutte pour le maintien de la paix. Si, là-bas, dans les pays capitalistes, la crise économique continue à déferler, en U.R.S.S. l'essor se poursuit aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Si, là-bas, dans les pays capitalistes, on assiste aux préparatifs fébriles d'une nouvelle guerre pour un nouveau partage du monde et des sphères d'influence, l'U.R.S.S. poursuit une lutte systématique et opiniâtre contre les menaces de guerre et pour la paix ; et l'on ne peut pas dire que les efforts de l'U.R.S.S., dans ce domaine, ne soient couronnés d'aucun succès.

Tel est le tableau d'ensemble de la situation internationale, à l'heure actuelle.

Passons à l'examen des données essentielles sur la situation économique et politique des pays capitalistes.

1. Le mouvement de la crise économique dans les pays capitalistes

La crise économique actuelle dans les pays capitalistes se distingue de toutes les crises analogues, entre autres, par le fait qu'elle est la plus prolongée, qu'elle traîne en longueur. Si, auparavant, les crises se terminaient au bout d'une ou deux années, la crise actuelle entre déjà dans sa cinquième année, en faisant d'année en année des ravages dans l'économie capitaliste dont elle absorbe la graisse amassée au cours des années précédentes. Rien d'étonnant que cette crise soit la plus pénible de toutes.

Comment expliquer ce caractère extraordinairement durable de l'actuelle crise industrielle ?

Cela s'explique, d'abord, par le fait que la crise industrielle s'est étendue à tous les pays capitalistes sans exception, rendant difficiles les manœuvres des uns aux dépens des autres.

Deuxièmement, cela s'explique par le fait que la crise industrielle s'est trouvée mêlée à la crise agraire, laquelle s'est emparée de tous les pays agraires et semi-agraires sans exception, ce qui ne pouvait que compliquer et approfondir la crise industrielle.

Troisièmement, cela s'explique par le fait que la crise agraire s'est aggravée pendant cette période, embrassant tous les domaines de l'agriculture y compris l'élevage, et la conduisant à son déclin, jusqu'à substituer le travail manuel à la machine, le cheval au

tracteur, jusqu'à réduire brusquement, et parfois abandonner complètement l'emploi des engrais chimiques, ce qui a fait encore plus traîner en longueur la crise industrielle.

Quatrièmement, cela s'explique par le fait que les cartels monopolisateurs qui règnent dans l'industrie, s'efforcent de maintenir les prix élevés des marchandises ; ce qui rend la crise particulièrement douloureuse et empêche la résorption des stocks de marchandises.

Cela s'explique enfin, et c'est l'essentiel, par le fait que la crise industrielle s'est déchaînée dans le cadre de la crise *générale* du capitalisme, au moment où celui-ci n'a déjà plus et ne peut plus avoir, ni dans les principaux États, ni dans les colonies et pays dépendants, la force et la solidité qu'il avait avant la guerre et avant la Révolution d'Octobre ; où l'industrie des pays capitalistes a hérité de la guerre impérialiste ce mal chronique — l'utilisation incomplète de la capacité de production des entreprises, ainsi que des armées de millions de chômeurs, dont elle ne peut plus se débarrasser.

Telles sont les circonstances qui ont rendu si durable la présente crise industrielle.

Ce sont ces mêmes circonstances qui expliquent que la crise ne se soit pas limitée à la sphère de la production et du commerce, mais qu'elle ait gagné également le système de crédit, les changes, la sphère des créances, etc., brisant les rapports établis par la tradition entre les différents pays, aussi bien qu'entre les groupes sociaux de chaque pays.

Un grand rôle a été joué ici par la chute des prix des marchandises. Malgré la résistance des cartels monopolisateurs, la chute des prix s'est accentuée avec une force irrésistible, surtout en ce qui concerne les marchandises des producteurs inorganisés — paysans, artisans, petits capitalistes ; et ce n'est que graduellement et dans une proportion moindre qu'ont été frappées les marchandises des gros producteurs organisés, des capitalistes groupés dans les cartels. La chute des prix a rendu la situation des débiteurs (industriels, artisans, paysans, etc.) intenable ; par contre, celle des créanciers a été prodigieusement avantagée. Une telle situation devait aboutir et a abouti effectivement à une faillite colossale de sociétés capitalistes et de capitalistes privés. Au cours de ces trois dernières années, des dizaines de milliers de sociétés par actions ont péri de ce fait aux États-Unis, en Allemagne, en Angleterre, en France. Après la faillite des sociétés par actions est venue la dépréciation des changes qui allégea quelque peu la situation des débiteurs. Après la dépréciation des changes — le non-paiement légalisé par l'État des dettes tant extérieures qu'intérieures. La faillite de banques telles que la *Darmstädter Bank* et la *Dresdner Bank* en

Allemagne, de la *Kreditanstalt* en Autriche et de consortiums tels que les consortiums Kreuger en Suède et Insull aux Etats-Unis, etc., est connue de tous.

On conçoit que ces faits, qui ébranlèrent les bases du système de crédit, devaient entraîner et ont effectivement entraîné une suspension des paiements pour les crédits et les emprunts étrangers, la suspension du paiement des dettes interalliées, la suspension des exportations de capitaux, une nouvelle réduction du commerce extérieur, une nouvelle réduction des exportations de marchandises, une lutte accentuée pour les débouchés extérieurs, une guerre commerciale entre les pays, et le dumping. Oui, camarades, le dumping. Je ne parle pas du prétendu dumping soviétique, au sujet duquel tout récemment encore de respectables députés de respectables Parlements d'Europe et d'Amérique ont crié jusqu'à l'enrouement. Je parle du vrai dumping, de celui qui est pratiqué aujourd'hui dans presque tous les Etats « civilisés », sur quoi ces braves et respectables députés gardent raisonnablement le silence.

On conçoit aussi que ces phénomènes dévastateurs accompagnant la crise industrielle et qui se sont déroulés hors de la sphère de la production, ne pouvaient à leur tour manquer d'influencer la marche de cette crise en l'approfondissant, en l'aggravant.

Tel est le tableau d'ensemble du mouvement de la crise industrielle.

Voici quelques chiffres tirés de documents officiels et illustrant le mouvement de la crise industrielle pendant la période écoulée :

VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
(en pourcentages par rapport à 1929)

	1929	1930	1931	1932	1933
U.R.S.S.	100	129,7	161,9	184,7	201,6
Etats-Unis	100	80,7	68,1	53,8	64,9
Angleterre	100	92,4	83,8	83,8	86,1
Allemagne	100	88,3	71,7	59,8	66,8
France	100	100,7	89,2	69,1	77,4

Comme vous voyez, ce tableau parle de lui-même.

Alors que l'industrie des principaux pays capitalistes tombait d'année en année par rapport au niveau de 1929, et qu'elle n'a commencé à se remettre un peu qu'en 1933, sans toutefois atteindre, loin de là, le niveau de 1929, l'industrie de l'U.R.S.S. a progressé chaque année, marquant un processus d'ascension continue.

Alors que l'industrie des principaux pays capitalistes accuse, en moyenne, à la fin de 1933, une *réduction* du volume de sa production, de 25% et au delà, par rapport au niveau de 1929, l'industrie de l'U.R.S.S. a plus que *doublé* sa production pendant ce temps, c'est-à-dire qu'elle a augmenté de plus de 100%. (*Applaudissements.*)

A en juger d'après ce tableau, il peut sembler que des quatre pays capitalistes, l'Angleterre se trouve dans la situation la plus favorable. Or, ce n'est pas tout à fait exact. Si l'on considère l'industrie de ces pays et qu'on la compare au niveau d'avant-guerre, on obtient une vue un peu différente.

Voici le tableau correspondant :

VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
(en pourcentages par rapport au niveau d'avant-guerre)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
U.R.S.S. .	100	194,3	252,1	314,7	359,0	391,9
Etats-Unis	100	170,2	137,3	115,9	91,4	110,2
Angleterre	100	99,1	91,5	83,0	82,5	85,2
Allemagne	100	113,0	99,8	81,0	67,6	75,4
France	100	139,0	140,0	124,0	96,1	107,6

Comme vous le voyez, l'industrie de l'Angleterre et de l'Allemagne n'a toujours pas atteint le niveau d'avant-guerre, alors que les Etats-Unis et la France l'ont dépassé de quelques points. L'U.R.S.S. a élevé, augmenté pendant ce temps sa production industrielle de plus de 290% par rapport au niveau d'avant-guerre. (*Applaudissements.*)

Mais de ces tableaux découle encore une autre conclusion.

Alors que l'industrie des principaux pays capitalistes n'a cessé de décroître depuis 1930 et, surtout, depuis 1931, atteignant son point le plus bas en 1932, elle s'est rétablie et a commencé à se relever en 1933. Si l'on prend les chiffres mensuels de 1932 et 1933, ils confirment encore plus cette conclusion, car ils montrent que l'industrie de ces pays, malgré les oscillations de sa production au cours de 1933, n'a pas manifesté la tendance à retomber au point le plus bas, qu'elle avait atteint dans l'été de 1932.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que l'industrie des principaux pays capitalistes est sans doute maintenant en deçà de son point le plus bas, qu'elle n'est plus revenue à ce point au cours de 1933.

Certains inclinent à attribuer ce phénomène à l'influence de facteurs exclusivement artificiels, comme la conjoncture d'inflation et de guerre. Il est hors de doute que cette conjoncture ne joue pas ici un rôle négligeable. Cela est surtout vrai pour le Japon, où ce facteur artificiel est la force principale et décisive qui détermine une certaine reprise, dans certaines branches, principalement militaires, de l'industrie. Mais ce serait une erreur grossière que de tout expliquer par la conjoncture d'inflation et de guerre. Une telle explication est erronée, d'abord parce que certains changements que je viens de caractériser s'observent dans l'industrie, non pas accidentellement, dans telles ou telles régions, mais dans tous les pays, industriels ou peu s'en faut, y compris les pays à devise ferme. Il est évident qu'ici, à côté de la conjoncture d'inflation et de guerre, agissent également les forces économiques intérieures du capitalisme.

Le capitalisme a pu alléger quelque peu la situation de l'industrie *aux dépens des ouvriers*, en accentuant leur exploitation par une intensification accrue de leur travail ; *aux dépens des fermiers*, en appliquant une politique des prix les plus bas sur les produits de leur travail, sur les denrées et, en partie, sur les matières premières ; *aux dépens des paysans des colonies et des pays économiquement faibles*, en baissant encore les prix sur les produits de leur travail, principalement sur les matières premières, et, ensuite, sur les denrées alimentaires.

Est-ce à dire que nous avons affaire à une période de transition, que la crise passe à la dépression ordinaire, qui entraînera un nouvel essor, un nouvel épanouissement de l'industrie ? Non. En tout cas, à l'heure présente, il n'y a pas de données directes ou indirectes qui attestent une reprise imminente de l'industrie dans les pays capitalistes. Bien plus : tout porte à croire que de telles données ne peuvent pas même exister, du moins dans un proche avenir. Elles ne peuvent exister, parce que toutes les conditions défavorables qui empêchent l'industrie des pays capitalistes de se relever un peu sérieusement, continuent d'agir. Il s'agit de la crise *générale* du capitalisme, qui se prolonge et au milieu de laquelle se déroule la crise *économique*. Il s'agit de la sous-production chronique des entreprises ; d'un chômage massif chronique, de l'interpénétration de la crise industrielle et de la crise agricole, de l'absence de cette tendance vers un renouvellement quelque peu sérieux du capital fixe, qui annonce habituellement le début d'un essor, etc., etc.

Il est évident que nous sommes en présence d'une transition allant du point le plus bas du déclin de l'industrie, du point de la crise industrielle la plus profonde, à la dépression, mais à une dépression sortant de l'ordinaire, à une dépression d'un genre particulier, qui

ne conduit pas à un essor nouveau et à l'épanouissement de l'industrie, mais ne la fait pas non plus rétrograder vers le point le plus bas de son déclin.

2. Aggravation de la situation politique dans les pays capitalistes

Cette crise économique prolongée a eu pour résultat d'aggraver comme jamais la situation politique des pays capitalistes, tant sur le plan intérieur qu'à l'échelle internationale.

L'accentuation de la lutte pour les marchés extérieurs, la suppression des derniers vestiges du commerce libre, les tarifs douaniers prohibitifs, la guerre commerciale, la guerre des changes, le dumping et beaucoup d'autres mesures analogues, affirmant un *nationalisme* à outrance dans la politique économique, ont aggravé à l'extrême les rapports entre pays, créé un terrain propice aux conflits militaires et mis la guerre à l'ordre du jour, comme moyen d'un nouveau partage du monde et des zones d'influence au profit des Etats plus forts.

La guerre du Japon contre la Chine, l'occupation de la Mandchourie, l'abandon de la Société des Nations par le Japon et son avance en Chine du Nord, ont encore aggravé la situation. Résultat : accentuation de la lutte pour l'océan Pacifique et accroissement des armements navals du Japon, des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France.

L'abandon de la Société des Nations par l'Allemagne et le spectre de la revanche ont imprimé une poussée nouvelle aux armements et aggravé encore la situation en Europe.

Rien d'étonnant que le pacifisme bourgeois végète aujourd'hui misérablement, et que le bavardage sur le désarmement soit remplacé par des conversations d'« affaires » sur les armements et les réarmements.

De même qu'en 1914, réapparaissent au premier plan les partis de l'impérialisme le plus agressif, partis de guerre et de revanche.

Les choses s'orientent manifestement vers une nouvelle guerre.

Le jeu de ces mêmes facteurs aggrave encore plus la situation intérieure des pays capitalistes. Quatre années de crise industrielle ont épuisé et poussé au désespoir la classe ouvrière. Quatre années de crise agricole ont ruiné à fond les couches déshéritées de la paysannerie non seulement dans les principaux pays capitalistes, mais encore et surtout dans les pays coloniaux et dépendants. C'est un fait que, malgré toutes les ruses de la statistique, ayant pour but de diminuer le chiffre des chômeurs, leur nombre atteint d'après les données officielles des institutions bourgeoises, 3 millions en Angleterre, 5 millions en Allemagne, 10 millions aux Etats-Unis, sans compter les autres pays d'Europe. Ajoutez à ce chiffre

les chômeurs partiels, dont le nombre dépasse une dizaine de millions; ajoutez-y les millions de paysans ruinés, et vous aurez un tableau approximatif de la misère et du désespoir des masses laborieuses. Les masses populaires n'en sont pas encore au point de livrer assaut au capitalisme; mais que l'idée de cet assaut mûrisse dans la conscience des masses, il n'est guère possible d'en douter. Nous en trouvons un témoignage éloquent; par exemple dans des faits tels que la révolution espagnole, qui a renversé le régime fasciste, et l'accroissement des territoires soviétiques en Chine, que la contre-révolution conjuguée de la bourgeoisie chinoise et étrangère est impuissante à arrêter.

C'est ce qui explique, à proprement parler, que les classes dominantes des pays capitalistes s'appliquent à détruire ou ramènent à zéro les derniers vestiges du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, vestiges pouvant être utilisés par la classe ouvrière dans sa lutte contre les oppresseurs; qu'elles jettent les partis communistes dans l'illégalité et passent aux méthodes terroristes déclarées, afin de maintenir leur dictature.

Le chauvinisme et la préparation de la guerre, principaux éléments de la politique extérieure; la répression exercée sur la classe ouvrière et la terreur en politique intérieure, comme moyen indispensable pour renforcer l'arrière des futurs fronts de guerre, voilà ce qui préoccupe surtout les politiciens impérialistes d'aujourd'hui.

Rien d'étonnant que le fascisme soit devenu maintenant l'article le plus à la mode parmi les politiciens les plus agressifs de la bourgeoisie. Je ne parle pas seulement du fascisme en général, mais avant tout, du fascisme de type allemand, que l'on nomme à tort national-socialisme puisque l'examen même le plus minutieux ne permet pas d'y découvrir le moindre atome de socialisme.

A cet égard, la victoire du fascisme en Allemagne, il ne faut pas la considérer simplement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre.

Telle est la situation.

Ainsi, vous le voyez, les choses s'orientent vers une nouvelle guerre impérialiste, comme issue à la situation actuelle.

Il n'y a évidemment pas de raison de supposer que la guerre puisse conduire à une issue véritable. Elle doit, au contraire, embrouiller encore plus la situation. Bien mieux : elle déclenchera à coup sûr la révolution et mettra en péril l'existence même du capitalisme dans une série de pays, comme ce fut le cas pendant la première guerre impérialiste. Et si, malgré l'expérience de cette première guerre impérialiste, les politiciens bourgeois s'accrochent néanmoins à la guerre, comme un naufragé à un fétu de paille, c'est qu'ils se sont empêtrés définitivement, qu'ils sont acculés dans une impasse, et prêts à se jeter la tête la première dans l'abîme.

Il n'est donc pas inutile d'examiner brièvement les plans d'organisation de la guerre, qui s'élaborent actuellement dans les milieux politiques bourgeois.

Les uns pensent que la guerre doit être organisée contre l'une des grandes puissances. Ils pensent lui infliger une défaite écrasante et rétablir leurs affaires à ses dépens. Admettons qu'ils aient organisé cette guerre. Que peut-il en résulter ? Comme on sait, au cours de la première guerre impérialiste, on voulait de même anéantir l'une des grandes puissances, l'Allemagne, et s'enrichir à ses dépens. Qu'en est-il résulté ? Ils n'ont pas anéanti l'Allemagne, mais ils y ont semé une telle haine contre les vainqueurs et créé un terrain si propice à la revanche, que, jusqu'à présent, ils ne peuvent encore, et je pense qu'ils ne pourront de longtemps encore se tirer de cet ignoble pétrin dont ils ont eux-mêmes pétri la pâte. Mais par contre, ils ont obtenu la débâcle du capitalisme en Russie, la victoire de la révolution prolétarienne dans ce pays, et naturellement — l'Union soviétique. Quelle garantie y a-t-il que la deuxième guerre impérialiste leur donnera de « meilleurs » résultats que la première ? Ne serait-ils pas plus juste de supposer le contraire ?

D'autres pensent que l'on doit organiser la guerre contre un des pays faibles au point de vue militaire, mais étendus quant aux débouchés, par exemple contre la Chine, que d'ailleurs, paraît-il, l'on ne saurait appeler Etat au sens propre du mot, et qui ne représenterait qu'un « territoire inorganisé » ayant besoin d'être conquis par des Etats forts. Ils veulent apparemment se partager la Chine de façon définitive et rétablir leurs affaires à ses dépens. Admettons qu'ils organisent cette guerre. Que peut-il en résulter ? On sait qu'au début du XIX^e siècle, on considérait l'Italie et l'Allemagne comme on considère aujourd'hui la Chine, c'est-à-dire qu'on les tenait pour des « territoires inorganisés », et non pour des Etats. Et on les asservissait. Qu'en est-il résulté ? Il en est résulté, comme on sait, la guerre de l'Allemagne et de l'Italie pour leur indépendance et l'unification de ces pays en Etats indépendants. Il en est résulté un redoublement de haine contre les oppresseurs

dans le cœur des peuples de ces pays. Les conséquences de cette haine n'ont pas encore disparu à ce jour, et elles ne disparaîtront sans doute pas de sitôt. On se demande : Où est la garantie que la guerre des impérialistes contre la Chine ne donnera pas les mêmes résultats ?

D'autres encore pensent que la guerre doit être organisée par une « race supérieure », par exemple la « race » germanique, contre une « race inférieure », avant tout contre les Slaves ; que seule cette guerre peut permettre de sortir de la situation actuelle, puisque la « race supérieure » est appelée à féconder l'« inférieure » et à régner sur elle. Admettons que cette théorie étrange, qui est aussi loin de la science que la terre l'est du ciel, admettons, dis-je, que cette singulière théorie ait été mise en pratique. Que peut-il en résulter ? On sait que la Rome antique regardait les ancêtres des Allemands et des Français de nos jours, exactement comme les représentants de la « race supérieure » regardent aujourd'hui les peuples slaves. On sait que la Rome antique les traitait de « race inférieure », de « barbares » appelés à être soumis perpétuellement à la « race supérieure », à la « grande Rome ». Et soit dit entre nous, la Rome antique avait pour cela quelques raisons ; on ne saurait en dire autant des représentants de la « race supérieure » actuelle. (*Tonnerre d'applaudissements.*) Et qu'en est-il résulté ? Que les non-Romains, c'est-à-dire tous les « barbares » s'unirent contre l'ennemi commun et renversèrent Rome à grand fracas. La question se pose : Où est la garantie que les prétentions des représentants de la « race supérieure » actuelle n'aboutiront pas à ce même résultat lamentable ? Où est la garantie que les politiciens littéraires fascistes de Berlin auront plus de chance que les vieux conquérants éprouvés de Rome ? Ne serait-il pas plus juste de supposer le contraire ?

D'autres enfin pensent qu'il faut organiser la guerre contre l'U.R.S.S. Ils pensent battre l'U.R.S.S., partager son territoire et s'enrichir à ses dépens. Il serait erroné de croire que seuls certains milieux militaires du Japon pensent ainsi. Nous savons que de tels plans s'élaborent dans les milieux politiques dirigeants de certains Etats d'Europe. Admettons que ces messieurs aient passé de la parole aux actes, que peut-il en résulter ? On ne saurait douter que cette guerre ne soit la plus dangereuse pour la bourgeoisie. La plus dangereuse non seulement parce que les peuples de l'U.R.S.S. se battront à mort pour les conquêtes de la révolution. La plus dangereuse pour la bourgeoisie, encore pour cette raison que la guerre se poursuivra non seulement sur les fronts, mais aussi à l'arrière de l'ennemi. La bourgeoisie peut être sûre que les nombreux amis de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., en Europe et en Asie, s'efforceront de frapper dans le dos leurs oppresseurs, qui auront entrepris

cette guerre criminelle contre la patrie de la classe ouvrière de tous les pays. Et que messieurs les bourgeois ne viennent pas s'en prendre à nous, si, au lendemain de cette guerre, ils comptent quelques gouvernements en moins qui leur sont proches et qui aujourd'hui règnent tranquillement par la « grâce de Dieu ». (*Tonnerre d'applaudissements.*) Une telle guerre a déjà été faite contre l'U.R.S.S., si vous vous en souvenez, il y a quinze ans. On sait que le très-honoré Churchill avait alors enveloppé cette guerre dans une formule poétique : « la campagne des 14 Etats ». Vous vous rappelez certainement que cette guerre groupa tous les travailleurs de notre pays en un seul camp de combattants pleins d'abnégation, qui offrirent leurs poitrines pour défendre leur patrie ouvrière et paysanne contre l'ennemi extérieur. Vous savez comment elle a fini. Par l'expulsion de notre pays des interventionnistes et la création de « comités d'action » révolutionnaires en Europe. On ne saurait douter que la deuxième guerre contre l'U.R.S.S. n'aboutisse à la défaite totale des agresseurs, à la révolution dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie, à l'écrasement des gouvernements bourgeois et agrariens de ces pays.

Tels sont les plans de guerre où se sont empêtrés les politiciens bourgeois.

Comme vous le voyez, ils ne brillent ni par l'esprit ni par la valeur. (*Applaudissements.*)

Mais si la bourgeoisie choisit le chemin de la guerre, la classe ouvrière des pays capitalistes, poussée au désespoir par quatre années de crise et de chômage, s'engage, elle, dans la voie de la révolution. Cela veut dire que la crise révolutionnaire mûrit et continuera de mûrir. Et cette crise révolutionnaire s'étendra d'autant plus vite que la bourgeoisie s'embrouillera davantage dans ses combinaisons militaires, et qu'elle aura plus souvent recours aux méthodes terroristes de lutte contre la classe ouvrière et les paysans travailleurs.

Certains camarades pensent que, dès l'instant où il y a crise révolutionnaire, la bourgeoisie doit se trouver dans une situation sans issue ; que sa fin est par conséquent prédéterminée, que la victoire de la révolution est, par cela même, assurée, et qu'il ne leur reste donc qu'à attendre la chute de la bourgeoisie et à rédiger des résolutions triomphales. C'est là une grave erreur. La victoire de la révolution ne vient jamais d'elle-même. Il faut la préparer et la conquérir. Or, seul peut la préparer et la conquérir un fort parti prolétarien révolutionnaire. Il est des moments où la situation est révolutionnaire, où le pouvoir de la bourgeoisie est ébranlé jusque dans ses fondements, mais où pourtant la victoire de la révolution n'arrive pas, parce qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire du prolétariat, de parti ayant assez de force et d'autorité pour entraîner à sa suite les masses, et prendre

le pouvoir. Il serait déraisonnable de croire que des « cas » pareils ne puissent se produire.

Il ne serait pas superflu de rappeler à ce propos les paroles prophétiques que Lénine, au II^e congrès de l'Internationale communiste, prononça sur la crise révolutionnaire :

Nous voici arrivés au problème de la crise révolutionnaire, comme base de notre action révolutionnaire. Ici encore il faut avant tout signaler deux erreurs très répandues. D'un côté les économistes bourgeois représentent cette crise comme un simple « malaise », selon l'élégante expression des Anglais. De l'autre, les révolutionnaires s'efforcent parfois de démontrer que cette crise est absolument sans issue. C'est là une erreur. Il n'est point de situation absolument sans issue. La bourgeoisie se conduit comme un forban sans vergogne, qui a perdu la tête. Elle fait bêtise sur bêtise aggravant la situation et précipitant sa propre ruine. C'est entendu. Mais on ne peut pas « démontrer » qu'il lui soit absolument impossible d'endormir, à l'aide de certaines petites concessions, une certaine minorité d'exploités et de réprimer tel mouvement ou telle insurrection d'une certaine partie des opprimés et des exploités. Tenter de « démontrer » par avance que la situation est « absolument » sans issue, serait un vain pédantisme ou ce serait jouer sur les mots et les idées. Sur ce point et d'autres analogues, la « démonstration » véritable ne peut être faite que par la pratique. L'ordre bourgeois traverse dans le monde entier une crise révolutionnaire des plus profondes. Il s'agit de « démontrer » maintenant par la pratique des partis révolutionnaires, que ces derniers ont assez de conscience, d'esprit d'organisation, d'attaches avec les masses exploitées, de résolution, de savoir-faire, pour utiliser cette crise au profit d'une révolution conduite avec succès, d'une révolution victorieuse. (« Rapport sur la situation internationale et les tâches essentielles de l'I.C. », t. XXV, pp. 340-341, éd. russe.)

3. Les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats capitalistes

On conçoit aisément combien il était difficile à l'U.R.S.S. de faire sa politique de paix dans cette atmosphère infectée par les miasmes des combinaisons de guerre.

Au milieu de cette bacchanale d'avant-guerre déchaînée dans toute une série de pays, l'U.R.S.S. a continué, durant ces années, à se tenir, avec une fermeté inébranlable, sur ses positions pacifiques, à lutter contre le danger de guerre, pour le maintien de la paix, en allant au-devant des pays qui, d'une façon ou d'une autre, sont partisans du maintien de la paix ; en dénonçant et démasquant ceux qui préparent, qui provoquent la guerre.

Sur quoi comptait l'U.R.S.S. dans cette lutte difficile et complexe pour la paix ?

- a) Sur sa puissance économique et politique croissante ;
- b) Sur le soutien moral des masses immenses de la classe ouvrière de tous les pays, laquelle a un intérêt vital à sauvegarder la paix ;
- c) Sur le bon sens des pays qui n'ont pas intérêt pour tel ou tel

autre motif, à voir la paix violée et qui désirent développer les relations commerciales avec un contractant aussi ponotuel que l'U.R.S.S.

d) Enfin, sur notre glorieuse armée prête à défendre le pays contre les attaques du dehors.

C'est sur cette base que naquit notre campagne pour la signature avec les Etats voisins d'un pacte de non-agression et d'un pacte de défnition de l'agresseur. Vous n'ignorez pas que cette campagne a eu du succès. On sait que nous avons conclu un pacte de non-agression non seulement avec la plupart de nos voisins de l'Ouest et du Sud, y compris la Finlande et la Pologne, mais aussi avec des pays tels que la France, l'Italie, et qu'un pacte de défnition de l'agresseur a été signé avec les mêmes Etats voisins, y compris la Petite Entente.

Sur cette même base l'amitié s'est resserrée entre l'U.R.S.S. et la Turquie ; les relations entre l'U.R.S.S. et l'Italie se sont améliorées et sont devenues incontestablement satisfaisantes ; de même se sont améliorées nos relations avec la France, la Pologne et les autres Etats baltes ; les relations ont été rétablies avec les Etats-Unis, la Chine, etc.

Parmi les faits illustrant les succès de la politique de paix pratiquée par l'U.R.S.S., il convient de relever et de mettre en avant deux d'entre eux dont l'importance est sans nul doute considérable.

1. Je veux parler, premièrement, du tournant intervenu ces temps derniers dans le sens d'une amélioration des relations entre l'U.R.S.S. et la Pologne, entre l'U.R.S.S. et la France. On sait que, auparavant, nos relations avec la Pologne laissaient à désirer. On y assassinait des représentants de notre Etat. La Pologne se considérait comme la barrière des pays d'Occident contre l'U.R.S.S. Les impérialistes de tout acabit comptaient sur la Pologne comme sur un détachement d'avant-garde en cas d'agression militaire contre l'U.R.S.S. Les relations n'avaient pas meilleure tournure entre l'U.R.S.S. et la France. Il suffit de rappeler les faits établis par le procès du groupe de saboteurs Ramzine à Moscou pour reconstituer dans la mémoire le tableau des relations entre l'U.R.S.S. et la France. Et voilà que ces relations indésirables disparaissent peu à peu. Elles sont remplacées par d'autres relations, que l'on ne peut pas nommer autrement que des relations de rapprochement. Ce n'est pas tout d'avoir signé un pacte de non-agression avec ces pays, encore que ce pacte ait par lui-même une importance très sérieuse. L'essentiel, c'est que d'abord l'atmosphère infectée de méfiance réciproque commence à se dissiper. Cela ne signifie évidemment pas que le processus de rapprochement qui se manifeste puisse être considéré comme suffisamment fort, susceptible d'assurer le succès final de l'entreprise. Les surprises et zigzags de la politique, par exemple en Pologne, où les tendances antisoviétiques sont encore fortes, ne peuvent encore être considérés comme exclus.

Tant s'en faut. Mais un tournant vers l'amélioration de nos relations, indépendamment de ses résultats futurs, est un fait qui mérite d'être relevé et mis en avant comme un facteur favorable à la cause de la paix.

Où est la raison de ce tournant, et quel en est le stimulant ?

C'est d'abord l'accroissement des forces et de la puissance de l'U.R.S.S.

De nos jours, on n'a pas coutume de compter avec les faibles ; on ne compte qu'avec les forts. Ce sont ensuite certaines modifications intervenues dans la politique de l'Allemagne, et qui reflètent la croissance des sentiments de revanche et des tendances impérialistes dans ce pays.

Certains hommes politiques allemands disent à ce propos que l'U.R.S.S. s'oriente actuellement vers la France et la Pologne ; que d'adversaire du traité de Versailles, elle est devenue son partisan ; que ce changement s'explique par l'instauration du régime fasciste en Allemagne. C'est faux. Nous sommes évidemment loin de nous enthousiasmer pour le régime fasciste en Allemagne. Mais il ne s'agit pas ici de fascisme, à telle enseigne que le fascisme, par exemple en Italie, n'a pas empêché l'U.R.S.S. d'établir les meilleures relations avec ce pays. Il ne s'agit pas non plus de prétendus changements dans notre attitude envers le traité de Versailles. Ce n'est pas à nous, qui avons éprouvé la honte du traité de Brest-Litovsk, de faire l'éloge du traité de Versailles. Seulement, nous ne sommes pas d'accord pour que, à cause de ce traité, le monde soit précipité dans le gouffre d'une nouvelle guerre. Il faut en dire autant du prétendu changement d'orientation de l'U.R.S.S. Notre orientation ne visait point l'Allemagne, de même qu'elle ne vise pas la Pologne et la France. Nous nous orientions dans le passé, et nous nous orientons aujourd'hui sur l'U.R.S.S., et uniquement sur l'U.R.S.S. (*Tempête d'applaudissements.*) Et si les intérêts de l'U.R.S.S. commandent un rapprochement avec tels ou tels pays, qui n'ont pas intérêt à voir violer la paix, nous le faisons sans hésitation.

Non, il ne s'agit point de cela. Il s'agit d'un changement de la politique de l'Allemagne. Il s'agit que, déjà avant l'accession au pouvoir dans ce pays des hommes politiques actuels et surtout après leur avènement, une lutte s'engagea en Allemagne entre deux courants politiques : entre l'ancienne politique, qui s'est traduite dans les accords que l'on sait entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne et la « nouvelle » politique, qui rappelle, dans ses grandes lignes la politique de l'ex-kaiser qui fit occuper, un temps, l'Ukraine et entreprit une campagne contre Léningrad, après avoir transformé les pays baltes en une base d'opérations pour cette campagne. Et cette « nouvelle » politique l'emporte manifestement sur l'ancienne. On ne

saurait considérer comme un hasard le fait que les hommes de la « nouvelle » politique prennent partout l'avantage et que les partisans de l'ancienne politique se soient trouvés en disgrâce. L'intervention de Hugenberg à Londres n'est pas due au hasard non plus, de même que les déclarations non moins connues de Rosenberg, dirigeant de la politique extérieure du parti gouvernant en Allemagne. Voilà ce qu'il en est, camarades.

2. Je veux parler, en second lieu, de la reprise des relations normales entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Nul doute que cet acte ne soit d'une très grande importance pour l'ensemble des relations internationales. Ce n'est pas seulement parce qu'il accroît les chances du maintien de la paix, améliore les relations entre les deux pays, fortifie les liens commerciaux entre eux et crée une base pour une collaboration réciproque. C'est aussi parce qu'il plante un jalon entre le passé où les Etats-Unis étaient considérés dans les divers pays comme le rempart de toute sorte de tendances antisoviétiques, et le présent, où ce rempart a été volontairement enlevé de la route, à l'avantage réciproque des deux pays.

Tels sont les deux faits principaux qui marquent le succès de la politique de paix des Soviétiques.

Ce serait pourtant une erreur de croire que tout a marché sans heurt dans la période écoulée. Non, loin de là.

Rappelez-vous par exemple la pression de l'Angleterre, l'embargo sur nos exportations, la tentative d'intervenir dans nos affaires intérieures et de nous tâter sur ce terrain, afin d'éprouver la force de notre résistance. Il est vrai que cette tentative s'est avérée inopérante, et que l'embargo fut levé plus tard, mais ces algarades laissent jusqu'à présent un arrière-goût désagréable, dans tout ce qui touche les relations entre l'Angleterre et l'U.R.S.S., y compris les négociations pour un accord commercial. Or, ces algarades contre l'U.R.S.S. ne peuvent être considérées comme fortuites. On sait qu'une partie des conservateurs anglais ne peut vivre sans ces algarades. Et précisément parce qu'elles ne sont pas fortuites, nous devons prévoir qu'à l'avenir également on s'attaquera à l'U.R.S.S., on créera des menaces de toute sorte, on cherchera à lui nuire, etc.

De même, il ne faut pas perdre de vue les relations entre l'U.R.S.S. et le Japon, relations qui ont besoin d'être sérieusement améliorées. Le refus du Japon de signer un pacte de non-agression, dont il n'a pas moins besoin que l'U.R.S.S., souligne une fois de plus que tout n'est pas pour le mieux dans nos relations mutuelles. Il faut en dire autant de la suspension des pourparlers touchant le chemin de fer de l'Est-chinois, suspension qui n'eut pas lieu par la faute de l'U.R.S.S., et aussi en ce qui concerne les actes inadmissibles que les agents

japonais commettent sur l'Est-chinois, telles les arrestations illi-
cites d'employés soviétiques du chemin de fer, etc. Sans compter
qu'il est des militaires, au Japon, qui prêchent ouvertement,
dans la presse, la nécessité d'une guerre contre l'U.R.S.S. et de la
conquête de la Région maritime, avec l'approbation manifeste
d'autres personnalités militaires. Or le gouvernement du Japon,
au lieu de rappeler à l'ordre les fauteurs de guerre, veut faire croire
que cela ne le regarde pas. Il est aisé de comprendre que de telles
choses créent forcément une atmosphère d'inquiétude et d'incertitu-
de. Certes, nous continuerons, comme par le passé, à pratiquer opiniâ-
tremment une politique de paix, et nous travaillerons à améliorer nos
relations avec le Japon, car nous voulons cette amélioration. Mais
ici tout ne dépend pas de nous. Aussi devons-nous en même temps
prendre toutes mesures utiles pour mettre notre pays à l'abri des
surprises et être prêts à le défendre contre l'agression. (*Tempête
d'applaudissements.*)

Comme vous voyez, à côté des succès de notre politique de paix,
nous enregistrons aussi des phénomènes négatifs.

Telle est la situation extérieure de l'U.R.S.S.

Notre politique extérieure est claire. C'est la politique du maintien
de la paix et du resserrement des rapports commerciaux avec
tous les pays. L'U.R.S.S. n'entend menacer personne ni, à plus forte
raison, attaquer qui que ce soit. Nous sommes pour la paix et nous
défendons la cause de la paix. Mais nous ne craignons pas les menaces
et sommes prêts à rendre coup pour coup aux fauteurs de guerre.
(*Tempête d'applaudissements.*) Qui veut la paix et cherche à nouer des
relations d'affaires avec nous trouvera toujours notre appui. Quant
à ceux qui tenteront d'attaquer notre pays, ils se verront infliger une
riposte foudroyante, qui leur fera à jamais passer l'envie de fourrer
leur groin dans notre potager soviétique. (*Tonnerre d'applaudisse-
ments.*)

Telle est notre politique extérieure. (*Tonnerre d'applaudis-
sements.*)

Notre tâche est de continuer à pratiquer cette politique avec toute
la ténacité et l'esprit de suite voulus.

II

L'ESSOR CONTINU DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET LA SITUATION INTÉRIEURE DE L'U.R.S.S.

Je passe à la situation intérieure de l'U.R.S.S.

Du point de vue de la situation intérieure de l'U.R.S.S., la pé-
riode écoulée marque un essor de plus en plus étendu, tant dans le
domaine de l'économie nationale que dans le domaine culturel.

Cet essor n'a pas été une simple accumulation quantitative de forces. Il a ceci de remarquable qu'il a apporté des modifications de principe dans la structure de l'U.R.S.S., et a changé radicalement la face du pays.

Pendant cette période, l'U.R.S.S. s'est transformée à fond ; elle s'est débarrassée de son enveloppe arriérée et médiévale. De pays agraire, elle est devenue un pays industriel. De pays de petite culture individuelle, elle est devenue un pays de grande agriculture collectivisée et mécanisée. De pays ignorant, illettré et inculte, elle est devenue — ou plus exactement, elle devient — un pays lettré et cultivé, couvert d'un immense réseau d'écoles supérieures, secondaires et primaires, où l'enseignement se fait dans les langues des différentes nationalités de l'U.R.S.S.

De nouvelles branches de production ont été créées : construction de machines-outils, industrie automobile, fabrication de tracteurs, industrie des produits chimiques, construction de moteurs, avions, moissonneuses-batteuses, puissantes turbines et générateurs ; production d'aciers fins, de ferro-alliages, de caoutchouc synthétique, d'azote, de fibre artificielle, etc., etc. (*Applaudissements prolongés.*)

Pendant cette période, des milliers de nouvelles entreprises industrielles parfaitement modernes ont été construites et mises en activité. On a construit des géants industriels tels que Dniéprostroï, Magnitostroï, Kouznetakstroï, Tchéliabstroï, Bobriki, Ouralmachstroï, Krammachstroï. Des milliers de vieilles entreprises ont été reconstruites sur la base d'une technique nouvelle. On a élevé de nouvelles entreprises et créé des centres industriels dans les Républiques nationales et à la périphérie de l'U.R.S.S. : en Biélorussie, en Ukraine, dans le Caucase du Nord, en Transcaucasie, en Asie centrale, au Kazakhstan, en Bouriate-Mongolie, Tatarie, Bachkirie, dans l'Oural, en Sibérie orientale et occidentale, en Extrême-Orient, etc.

Il a été créé plus de 200.000 kolkhoz et 5.000 sovkhos, avec de nouveaux centres régionaux et foyers d'industrie à leur intention.

Dans des régions presque désertiques, sont nées de nouvelles grandes villes à la population nombreuse. Les vieilles villes et les vieux centres industriels se sont considérablement étendus.

On a jeté les bases du combinat Oural-Kouznetak — réunion du charbon à coke de Kouznetak et du minerai de fer de l'Oural. On peut donc considérer que la nouvelle base métallurgique de l'Est n'est plus un rêve, mais une réalité.

On a jeté les fondements d'une nouvelle et puissante base pétrolière dans les régions situées sur les versants ouest et sud des monts Ourals : région de l'Oural, Bachkirie, Kazakhstan.

Il est évident que les énormes capitaux, plus de 60 milliards pour la période écoulée, investis par l'État dans toutes les branches de l'économie nationale, ne l'ont pas été en vain ; ils donnent déjà des résultats.

Ces réalisations ont eu pour effet d'augmenter le revenu national de l'U.R.S.S., qui est passé de 29 milliards de roubles en 1929 à 50 milliards en 1933, alors que dans tous les pays capitalistes sans exception le revenu national accuse, pour la même période, une baisse considérable.

On conçoit que toutes ces réalisations et tout cet essor devaient aboutir — et ils ont réellement abouti, — à un nouvel affermissement de la situation intérieure de l'U.R.S.S.

Comment ces changements prodigieux ont-ils pu s'opérer en quelque trois ou quatre ans, sur le territoire d'un immense État, à technique et à culture arriérées ? N'est-ce point là un miracle ? C'en eût été un, si ce développement s'était fait sur la base du capitalisme et de la petite économie individuelle. Mais on ne peut parler de miracle, si l'on tient compte que l'essor s'est poursuivi chez nous sur la base du développement de l'édification socialiste.

On conçoit que cet essor gigantesque n'ait pu se développer que sur la base des succès de l'édification socialiste, sur la base du travail social de dizaines de millions d'hommes, sur la base des avantages que le système d'économie socialiste a sur le système d'économie capitaliste, sur le système d'économie paysanne individuelle.

Il n'est donc pas étonnant que le prodigieux essor économique et culturel de l'U.R.S.S., pendant la période écoulée, ait marqué en même temps la suppression des éléments capitalistes et le refoulement à l'arrière-plan de l'économie paysanne individuelle. C'est un fait que la part du système d'économie socialiste dans l'industrie est actuellement de 99% et, dans l'agriculture, si l'on tient compte des emblavures de céréales, de 84,5%, tandis qu'à l'économie paysanne individuelle il n'en revient que 15,5%.

Il en résulte que l'économie capitaliste est d'ores et déjà liquidée en U.R.S.S., et le secteur des paysans individuels à la campagne, refoulé sur des positions de second plan.

Lénine disait, lors de l'institution de la Nep, qu'il y avait dans notre pays les éléments de cinq formations économiques sociales : 1. économie patriarcale (pour une grande part économie naturelle) ; 2. petite production marchande (la majorité des paysans parmi ceux qui vendent leur blé) ; 3. capitalisme de l'économie privée ; 4. capitalisme d'État ; 5. socialisme. Lénine estimait que de toutes ces formations, c'était la formation socialiste qui devait l'emporter en fin de compte. Aujourd'hui nous pouvons dire que les première, troisième et quatrième formations économiques sociales n'existent

plus ; la deuxième formation économique sociale est refoulée sur des positions de second plan, et la cinquième formation économique sociale, la formation socialiste, domine sans partage ; elle est la seule force qui commande dans l'ensemble de l'économie nationale. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Tel est le bilan.

Ce bilan fait la solidité de la situation intérieure de l'U.R.S.S., la fermeté de ses positions de l'avant et de l'arrière, dans les conditions de l'encerclement capitaliste.

Passons à l'examen de la documentation concrète touchant les divers problèmes de la situation économique et politique de l'U.R.S.S.

1. L'essor de l'industrie

De toutes les branches de notre économie nationale, l'industrie est celle qui s'est le plus rapidement développée. Pendant la période écoulée, c'est-à-dire à partir de 1930, notre industrie a augmenté de plus du double, soit de 101,6%, et comparativement au niveau d'avant-guerre, elle a presque quadruplé, marquant une augmentation de 291,9%.

Cela veut dire que l'industrialisation a marché chez nous à toute vapeur.

Les progrès rapides de l'industrialisation ont abouti à ceci que la production industrielle occupe une place prépondérante dans la production globale de l'ensemble de l'économie nationale.

Voici le tableau correspondant :

PROPORTION DE L'INDUSTRIE DANS LA PRODUCTION GLOBALE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE EN %

(Prix de 1926-1927)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
1. Industrie (moins la petite) .	42,1	54,5	61,6	66,7	70,7	70,4
2. Agriculture	57,9	45,5	38,4	33,3	29,3	29,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Cela veut dire que notre pays est devenu, solidement et définitivement, un pays industriel.

L'accroissement de la production des instruments et moyens de production dans l'ensemble du développement de l'industrie a une importance décisive pour l'industrialisation. Les données fournies pour la période écoulée attestent que cette branche occupe une place prédominante dans l'ensemble de l'industrie.

Voici le tableau correspondant :

PROPORTION DE LA PRODUCTION DES DEUX PRINCIPAUX GROUPES DE LA GROSSE INDUSTRIE

(prix de 1926-1927)

	Production globale (en milliards de roubles)				
	1929	1930	1931	1932	1933
Toute la grande industrie.	21,0	27,5	33,9	38,5	41,9
Notamment :					
Groupe «A» : instruments et moyens de production	10,2	14,5	18,8	22,0	24,3
Groupe «B» : objets de consommation .	10,8	13,0	15,1	16,5	17,6
Proportion :					
	(en pourcentages)				
Groupe «A» : instruments et moyens de production	48,5	52,6	55,4	57,0	58,0
Groupe «B» : objets de consommation .	51,5	47,4	44,6	43,0	42,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

[Ce tableau, comme vous voyez, se passe d'explications.

Dans notre pays, encore jeune au point de vue de la technique, une tâche particulière incombe à l'industrie : non seulement elle doit se reconstruire elle-même sur une nouvelle base technique, reconstruire toutes les branches industrielles, y compris l'industrie légère, l'industrie de l'alimentation, l'industrie forestière, mais encore reconstruire tous les moyens de transport et toutes les branches de l'agriculture. Or, elle ne peut s'acquitter de cette tâche que si les constructions mécaniques, levier essentiel de la reconstruction de l'économie nationale, occupent une place prépondérante. Les données fournies pour la période écoulée attestent que les constructions mécaniques ont conquis chez nous un rôle dirigeant dans l'ensemble de l'industrie.

Voici le tableau correspondant :

PROPORTION DES DIFFÉRENTES BRANCHES D'INDUSTRIE
(en % par rapport à la production globale)

	U. R. S. S.			
	1913	1929	1932	1933
Houille	2,9	2,1	1,7	2,0
Coke	0,8	0,4	0,5	0,6
Extraction du pétrole	1,9	1,8	1,5	1,4
Traitement du pétrole	2,3	2,5	2,9	2,6
Sidérurgie	pas de rens.	4,5	3,7	4,0
Métaux non ferreux	"	1,5	1,3	1,2
Constructions mécaniques	11,0	14,8	25,0	26,1
Industrie chimique proprement dite	0,8	0,6	0,8	0,9
Coton	18,3	15,2	7,6	7,3
Laine	3,1	3,1	1,9	1,8

Cela veut dire que notre industrie se développe sur une base saine et que la clé de la reconstruction — les constructions mécaniques — est entièrement dans nos mains. Il faut seulement l'utiliser de façon judicieuse, rationnelle.

Le développement de l'industrie par secteurs sociaux offre, au cours de la période écoulée, un tableau intéressant.

Le voici :

PRODUCTION GLOBALE DE LA GRANDE INDUSTRIE PAR
SECTEURS SOCIAUX
(prix de 1926-1927)

	Production globale (en millions de roubles)				
	1929	1930	1931	1932	1933
Toute la production	21.025	27.477	33.903	38.464	41.968
Notamment :					
1. Industrie socialisée	20.891	27.402	pas de rens.	38.436	41.940
Notamment :					
a) Industrie de l'État	19.143	24.989		35.587	38.932
b) Industrie coopérative	1.748	2.413		2.849	3.008
2. Industrie privée	134	75	"	28	28

(en pourcentages)

	1929	1930	1931	1932	1933
Toute la production	100	100	100	100	100
Notamment :					
1. Industrie socialisée.	99,4	99,7	pas de rens.	99,93	99,93
Notamment :					
a) Industrie de l'Etat .	91,1	90,9		92,52	92,76
b) Industrie coopérative.	8,3	8,8		7,41	7,17
2. Industrie privée . . .	0,6	0,3		0,07	0,07

De ce tableau il ressort que, en ce qui concerne l'industrie, nous en avons déjà fini avec les éléments capitalistes, et que le système d'économie socialiste est maintenant le système unique, exclusif, dans notre industrie. (*Applaudissements.*)

Mais de toutes les conquêtes réalisées par l'industrie pendant la période écoulée, celle qui doit être considérée comme la plus importante, c'est que l'industrie a su, en ce laps de temps, éduquer et forger des milliers d'hommes nouveaux, de nouveaux dirigeants de l'industrie, des contingents entiers de nouveaux ingénieurs et techniciens, des centaines de milliers de jeunes ouvriers qualifiés, qui ont assimilé la technique nouvelle et poussé en avant notre industrie socialiste. On ne saurait douter qu'à défaut de ces hommes l'industrie n'aurait pu remporter les succès qu'elle enregistre aujourd'hui, et dont elle est fière à bon droit. Les chiffres attestent que pendant la période écoulée, l'industrie a fourni à la production près de 800.000 ouvriers plus ou moins qualifiés, sortis des écoles d'apprentissage en usine, et plus de 180.000 ingénieurs et techniciens, sortis des écoles techniques supérieures, des écoles supérieures et des technicums. S'il est vrai que la question des cadres est un problème éminemment sérieux pour notre développement, il faut reconnaître que notre industrie travaille sérieusement à le résoudre.

Telles sont les réalisations essentielles de notre industrie.

Ce serait pourtant une erreur de croire que notre industrie n'ait eu que des succès. Non, elle a aussi des insuffisances. Voici les principales :

- a) Retard persistant de la sidérurgie ;
- b) Manque d'ordre dans l'industrie des métaux non ferreux ;
- c) Sous-estimation de l'importance extrême qui s'attache au développement de l'extraction des charbons locaux dans l'ensemble de

l'extraction des combustibles du pays (région de Moscou, Caucase, Oural, Karaganda, Asie centrale, Sibérie, Extrême-Orient, territoire du Nord, etc.);

d) Défaut d'attention pour l'organisation d'une nouvelle base pétrolière dans les régions de l'Oural, de la Bachkirie, de l'Emba ;

e) Défaut de préoccupation sérieuse pour le développement de la production des articles de *grande consommation*, tant dans l'industrie légère et l'industrie de l'alimentation, que dans l'industrie forestière;

f) Défaut d'attention pour le développement de l'*industrie locale* ;

g) Attitude absolument inadmissible en ce qui concerne le problème de l'amélioration de la *qualité de la production* ;

h) Retard persistant dans le relèvement de la *productivité du travail*, dans la réduction des *prix de revient* et dans l'application du principe du *rendement commercial* ;

i) La mauvaise organisation du travail et des salaires, le défaut de responsabilité personnelle dans le travail, le nivellement dans le système des salaires, ne sont pas encore liquidés ;

j) Dans les commissariats de l'économie et leurs organismes, y compris les commissariats de l'Industrie légère et de l'Alimentation, la méthode de direction *bureaucratique et paperassière* est encore loin d'être liquidée.

Il est à peine besoin d'expliquer encore la nécessité absolue de faire disparaître d'urgence tous ces défauts. La sidérurgie et la métallurgie non ferreuse n'ont pas, comme on sait, rempli leur plan au cours de la première période quinquennale. Elles ne l'ont pas rempli davantage pendant la première année de la deuxième période quinquennale. Si elles continuent à retarder, elles peuvent devenir un frein pour l'industrie, une cause de lacunes dans son travail. En ce qui concerne la création de nouvelles bases pour les industries houillère et pétrolière, il est aisé de comprendre que, faute d'accomplir cette tâche urgente, nous pouvons jeter sur un banc de sable et l'industrie et les transports. La question relative aux objets de grande consommation et au développement de l'industrie locale, ainsi que les problèmes touchant l'amélioration de la qualité de la production, le relèvement de la productivité du travail, la réduction des prix de revient et l'application du principe du rendement commercial, se passent également d'explications. En ce qui concerne la mauvaise organisation du travail et des salaires, de même que la méthode de direction bureaucratique et paperassière, cette maladie dangereuse, comme l'a montré l'affaire du bassiu du Donetz, ainsi que celle des entreprises de l'industrie légère et de l'alimentation, a gagné toutes les branches d'industrie dont elle freine le développement. Si cette maladie n'est pas liquidée, l'industrie boitera des deux pieds :

Tâches immédiates :

1. Conserver aux constructions mécaniques leur rôle dirigeant actuel dans le système de l'industrie.
2. Supprimer le retard de la sidérurgie.
3. Mettre de l'ordre dans la métallurgie non ferreuse.
4. Pousser à fond l'extraction du charbon local dans toutes les régions déjà connues ; organiser l'extraction du charbon dans de nouvelles régions (par exemple en Extrême-Orient, dans la région de Bouréïa) ; faire du bassin de Kouznetzk un deuxième bassin du Donetz. (*Applaudissements prolongés.*)
5. Procéder sérieusement à l'organisation d'une base pétrolière dans la région des versants ouest et sud des monts Ourals.
6. Développer la production des articles de grande consommation dans toutes les branches relevant des commissariats de l'économie.
7. Développer l'industrie soviétique locale ; la mettre à même de faire preuve d'initiative dans la production des articles de grande consommation et la pourvoir autant que possible en matières premières et en crédits.
8. Améliorer la qualité des articles fabriqués ; faire cesser la fabrication d'assortiments incomplets, et punir tous les camarades, sans considération de personnes, qui violeraient ou tourneraient les lois du pouvoir soviétique sur la qualité et l'assortiment complet de la production.
9. Obtenir une montée constante de la productivité du travail, un abaissement du prix de revient et l'application du principe du rendement commercial.
10. En finir avec le défaut de responsabilité personnelle dans le travail et le nivellement dans le système des salaires.
11. Liquider la méthode bureaucratique et paperassière de direction dans tous les ressorts des commissariats de l'économie, en faisant vérifier de façon méthodique l'exécution, par les organismes inférieurs, des décisions et indications émanant des centres dirigeants.

2. L'essor de l'agriculture

Le développement de l'agriculture a suivi une voie un peu différente. Au cours de la période écoulée l'essor des principales branches de l'agriculture a été beaucoup plus lent que dans l'industrie ; il fut toutefois plus rapide que pendant la période où prédominait l'économie individuelle. Pour ce qui est de l'élevage, nous avons même observé le processus inverse, une diminution du cheptel ; ce n'est qu'en 1933, et seulement dans l'élevage du porc, qu'apparaissent des indices de progrès.

Il est évident que les difficultés extrêmes pour grouper en kolkhoz

les petites exploitations paysannes dispersées ; la tâche difficile consistant à créer, en des régions presque désertiques, quantité de grandes exploitations pour la culture des céréales et l'élevage, et, en général, la période de *réorganisation* de l'économie paysanne individuelle et de son passage dans la voie nouvelle, kolkhozienne, période qui demande beaucoup de temps et de grands frais : tous ces facteurs devaient nécessairement déterminer, dans l'agriculture, un rythme de progression plus lent, de même qu'une période relativement longue de dépression quant au développement du cheptel.

Au fond, la période écoulée fut pour l'agriculture moins une période d'essor rapide et de puissant élan, qu'une période de création de prémisses pour cet essor et cet élan dans un proche avenir.

Si l'on prend les données relatives à l'accroissement de la surface ensemencée pour toutes les cultures, puis seulement pour les cultures industrielles, le développement de l'agriculture pendant la période écoulée se présentera comme suit :

**SURFACE ENSEMENCÉE POUR TOUTES LES CULTURES DE
L'U.R.S.S.
(en millions d'hectares)**

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
Totalité des surfaces ensemencées	105,0	118,0	127,2	136,3	134,4	129,7
N o t a m m e n t :						
a) Céréales	94,4	93,0	101,8	104,4	99,7	101,5
b) Cultures industrielles	4,5	8,8	10,5	14,0	14,9	12,0
c) Cultures potagères et maraichères	3,8	7,6	8,0	9,1	9,2	8,6
d) Cultures fourragères	2,1	5,0	6,5	8,8	10,6	7,3

**SURFACE ENSEMENCÉE EN CULTURES INDUSTRIELLES POUR
TOUTE L'U.R.S.S.
(en millions d'hectares)**

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
Coton	0,69	1,06	1,58	2,14	2,17	2,05
Lin (à longues fibres)	1,02	1,63	1,75	2,39	2,51	2,40
Betterave à sucre	0,65	0,77	1,04	1,39	1,54	1,21
Plantes oléagineuses	2,00	5,20	6,22	7,55	7,98	6,79

Ces tableaux reflètent deux lignes essentielles de l'agriculture:

1. La ligne visant à élargir au maximum les surfaces cultivées, en période de réorganisation intense de l'agriculture, alors que les kolkhoz se créaient par dizaines de mille, chassaient les koulaks, s'emparaient des terres ainsi libérées et les prenaient fermement en main.

2. La ligne visant à renoncer à l'extension en bloc des surfaces ensemencées et à passer à l'amélioration du travail de la terre, à l'application d'un système rationnel d'assolements et de jachères, à l'élévation du rendement des récoltes et, au cas où la pratique l'exigerait, à la réduction momentanée des surfaces ensemencées.

On sait que la seconde ligne — la seule juste en agriculture — a été proclamée en 1932, lorsque la période de réorganisation de l'agriculture touchait à sa fin, et que l'élévation du rendement des récoltes était devenue l'une des questions essentielles de l'essor de l'agriculture.

Mais on ne peut considérer les données relatives à l'augmentation des surfaces ensemencées comme des preuves tout à fait suffisantes du développement de l'agriculture. Il arrive que les surfaces augmentent, tandis que la production n'augmente pas ou même diminue, parce que les méthodes de culture ont empiré, et que le rendement par unité de surface a diminué. Cela étant, il est nécessaire de compléter les chiffres des surfaces par ceux de la production globale.

Voici le tableau correspondant :

PRODUCTION GLOBALE DES CÉRÉALES ET DES CULTURES INDUSTRIELLES POUR L'U.R.S.S.
(en millions de quintaux)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
Céréales	801,0	717,4	835,4	694,8	693,7	893,0
Coton (écru)	7,4	8,6	11,1	12,9	12,7	13,2
Lin (fibres)	3,3	3,6	4,4	5,5	5,0	5,6
Betterave à sucre	109,0	62,5	140,2	120,5	65,6	90,0
Plantes oléagineuses	21,5	35,8	36,2	51,0	45,5	46,0

Ce tableau montre que les années de la plus intense réorganisation de l'agriculture — 1931 et 1932 — furent celles de la diminution la plus accusée de la production des céréales.

Ce tableau montre encore que le lin et le coton, cultivés dans les régions où la réorganisation de l'agriculture s'est faite à des rythmes moins rapides, n'ont presque pas souffert ; ils ont continué de mon-

ter, de façon plus ou moins régulière et constante, en maintenant le niveau élevé de leur développement.

Ce tableau montre, en troisième lieu, que, tandis que les cultures oléagineuses n'accusaient qu'une légère fluctuation en maintenant le niveau élevé de leur développement par rapport à l'avant-guerre, la betterave à sucre cultivée dans les régions entrées les dernières dans la période de réorganisation, et où les rythmes de réorganisation agricole ont été les plus élevés, accuse un maximum de régression dans la dernière année de réorganisation, en 1932, sa production étant tombée au-dessous du niveau d'avant-guerre.

Ce tableau montre enfin que 1933 — première année qui suit la période de réorganisation — marque un tournant dans le développement des cultures céréales et industrielles.

Cela veut dire que les céréales tout d'abord et ensuite les cultures industrielles, vont désormais s'acheminer, d'un pas ferme et sûr, vers un vigoureux essor.

C'est l'élevage qui, dans l'agriculture, s'est le plus douloureusement ressenti de cette période de réorganisation.

Voici le tableau correspondant:

CHEPTEL DE L'U.R.S.S.

(en millions de têtes)

	1916	1929	1930	1931	1932	1933
a) Chevaux	35,1	34,0	30,2	23,2	19,6	16,6
b) Bétail à cornes	58,9	68,1	52,5	47,9	40,7	38,6
c) Moutons et chèvres	115,2	147,2	108,8	77,7	52,1	50,6
d) Porcs	20,3	20,9	13,6	14,4	11,6	12,2

Ce tableau montre qu'en ce qui concerne le cheptel, nous enregistrons, pour la période écoulée, non pas un essor mais un recul persistant en comparaison du niveau d'avant-guerre. Il est évident que la plus forte concentration de l'élevage entre les mains d'éléments grands-koulaks d'une part, et la propagande intensive des koulaks pour l'abattage du bétail, propagande qui avait trouvé un terrain favorable pendant les années de réorganisation, d'autre part, se trouvent reflétées dans ce tableau.

Ce tableau montre ensuite que la diminution du cheptel avait commencé dès la première année de réorganisation (1930), et qu'elle continua jusqu'en 1933. Diminution qui avait pris les plus fortes proportions dans les trois premières années, tandis qu'en 1933,

première année qui suivit la période de réorganisation et où les céréales prenaient leur essor, cette diminution atteignit son minimum.

Ce tableau montre enfin que pour l'élevage du porc, le processus inverse a déjà commencé, et qu'en 1933 apparaissent les signes d'un essor marqué.

Cela veut dire que l'année 1934 doit et peut marquer un tournant vers un essor de toutes les branches d'élevage.

Comment s'est développée chez nous la collectivisation des exploitations paysannes, pendant la période écoulée ?

Voici le tableau correspondant :

COLLECTIVISATION

	1929	1930	1931	1932	1933
Nombre de kolkhoz (en milliers)	57,0	85,9	211,1	211,05	224,5
Nombre d'exploitations réunies dans les kolkhoz (en millions)	1,0	6,0	13,0	14,9	15,2
Pourcentage de collectivisation des exploitations paysannes	-3,9	23,6	52,7	61,5	65,0

Et quelle ligne a suivie le mouvement des surfaces cultivées en céréales, par secteurs ?

En voici le tableau :

SURFACES CULTIVÉES EN CÉRÉALES PAR SECTEURS

Secteurs :	Surfaces cultivées en céréales (en millions d'hectares)					% par secteurs en 1933
	1929	1930	1931	1932	1933	
1. Sovkhoz	1,5	2,9	8,1	9,3	10,8	10,6
2. Kolkhoz	3,4	29,7	61,0	69,1	75,0	73,9
3. Exploitations individuelles	91,1	69,2	35,3	21,3	15,7	15,5
Surface totale cultivée en céréales pour l'U.R.S.S. . .	96,0	101,3	104,4	99,7	101,5	100,0

Qu'attestent ces tableaux ?

Ils attestent que la période de réorganisation de l'agriculture, où le nombre des kolkhoz et leurs effectifs augmentaient à une cadence prodigieuse, est achevée, qu'elle l'était déjà en 1932.

Par conséquent, le processus ultérieur de collectivisation est un processus d'absorption progressive et de rééducation des exploitations paysannes individuelles subsistant encore, par les kolkhoz.

Cela veut dire que les kolkhoz ont triomphé définitivement et sans retour. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Ces tableaux attestent, en outre, que les sovkhos et les kolkhoz possèdent ensemble 84,5% de toutes les surfaces cultivées en céréales de l'U.R.S.S.

Cela veut dire que les kolkhoz et les sovkhos réunis sont devenus une force qui décide du sort de l'ensemble de l'agriculture, de toutes ses branches.

Ces tableaux nous montrent encore que les 65% des exploitations paysannes groupées dans les kolkhoz possèdent 73,9% de la totalité des surfaces cultivées en céréales, alors que toute la masse des exploitations individuelles qui subsistent, soit 35% de l'ensemble de la population paysanne, ne possèdent que 15,5% de la totalité des surfaces cultivées en céréales.

Si l'on ajoute à cela que pour les rentrées de toutes catégories les kolkhoz ont livré à l'Etat, en 1933, plus d'un milliard de pouds de grains, et que les paysans individuels, qui ont exécuté leur plan à 100%, n'en ont livré que 130 millions de pouds environ alors qu'en 1929-1930 ils avaient livré à l'Etat près de 780 millions de pouds, et les kolkhoz pas plus de 120 millions, il apparaît de toute évidence que, dans la période écoulée, les rôles des kolkhoz et des paysans individuels ont été complètement changés : depuis lors les kolkhoz sont devenus la force dominante dans l'agriculture, et les paysans individuels une force secondaire, obligée de se soumettre et de s'adapter au régime kolkhozien.

Il faut reconnaître que la paysannerie travailleuse, notre paysannerie soviétique, s'est ralliée définitivement et sans retour sous le drapeau rouge du socialisme. (*Applaudissements prolongés.*)

Laissons les commères menchéviques-socialistes-révolutionnaires et bourgeoises-trotskistes raconter que la paysannerie est, par sa nature, contre-révolutionnaire ; qu'elle est appelée à restaurer en U.R.S.S. le capitalisme ; qu'elle ne peut être l'alliée de la classe ouvrière dans la construction du socialisme ; qu'il est impossible de construire le socialisme en U.R.S.S. Les faits attestent que ces messieurs calomnient et l'U.R.S.S. et la paysannerie soviétique. Les faits attestent que notre paysannerie soviétique a définitivement abandonné le rivage du capitalisme pour aller de l'avant, en alliance avec la classe ouvrière, vers le socialisme. Les faits attestent que nous avons déjà construit les fondations de la société socialiste en U.R.S.S., et qu'il ne nous reste qu'à les cou-

ronner de superstructures, tâche incontestablement plus aisée que de construire les fondations de la société socialiste.

La force des kolkhoz et des sovkhoz ne se borne cependant pas à l'augmentation de leurs surfaces cultivées et de leur production. Elle apparaît aussi dans le développement de leur parc de tracteurs, dans le développement de leur mécanisation. Il est indéniable que, sous ce rapport, nos kolkhoz et nos sovkhoz ont fait un grand pas en avant.

Voici le tableau correspondant :

**PARC DE TRACTEURS DANS L'AGRICULTURE DE L'U.R.S.S.
(COMPTE TENU DE L'AMORTISSEMENT)**

(en milliers d'unités).

	1929	1930	1931	1932	1933
Total des tracteurs	34,9	72,1	125,3	148,5	204,1
Notamment :					
a) Tracteurs des S.M.T. (stations de machines et de tracteurs)	2,4	31,1	63,3	74,8	122,3
b) Tracteurs dans les sovkhoz de toutes catégories.	9,7	27,7	51,5	64,0	81,8

PUISSANCE EN MILLIERS DE CV

	1929	1930	1931	1932	1933
Total des tracteurs	391,4	1.003,5	1.850,0	2.225,0	3.100,0
Notamment :					
a) Tracteurs des S.M.T. (stations des machines et de tracteurs)	23,9	372,5	848,0	1.077,0	1.782,0
b) Tracteurs dans les sovkhoz de toutes catégories	123,4	483,1	892,0	1.043,0	1.318,0

Ainsi, 204.000 tracteurs et 3.100.000 CV pour les kolkhoz et les sovkhoz. Force importante, comme vous voyez, capable d'arracher toutes les racines du capitalisme à la campagne. Force deux fois supérieure au nombre de tracteurs dont parlait en son temps Lénine, comme d'une lointaine perspective.

En ce qui concerne le parc de machines agricoles dans les stations de machines et de tracteurs, ainsi que dans les sovkhoz du commissariat du peuple des Sovkhoz, les données en sont fournies par les tableaux ci-après :

DANS LES S.M.T.

	1930	1931	1932	1933
Moissonneuses-batteuses	7	100	2.200	11.500
Moteurs et locomobiles	100	4.900	6.200	17.600
Batteuses à double nettoyage et à nettoyage simple	2.900	27.800	37.000	50.000
Installations électriques pour le battage.	168	268	651	1.233
Nombre d'ateliers de réparations dans les S.M.T	104	770	1.220	1.933
Camions automobiles	200	1.000	6.000	13.500
Automobiles	17	191	245	2.800

DANS LES SOVKHOZ DU COMMISSARIAT DU PEUPLE DES SOVKHOZ

	1930	1931	1932	1933
Moissonneuses-batteuses	1.700	6.300	11.900	13.500
Moteurs et locomobiles	300	700	1.200	2.500
Batteuses à double nettoyage et à nettoyage simple	1.400	4.200	7.100	8.000
Installations électriques	42	112	164	222
Ateliers de réparations:				
a) Grandes réparations	72	133	209	302
b) Réparations moyennes	75	160	215	476
c) Réparations courantes	205	310	578	1.166
Camions automobiles	2.100	3.700	6.200	10.900
Automobiles	118	385	625	1.890

Je pense que ces données se passent d'explications.

De même la formation de sections politiques dans les S.M.T. et les sovkhoz, ainsi que l'affectation à l'agriculture de camarades qualifiés, n'ont pas été de peu d'importance pour l'essor de l'agriculture. Aujourd'hui tout le monde reconnaît que les camarades des

sections politiques ont joué un rôle considérable dans l'amélioration du travail des kolkhoz et des sovkhoz. On sait que pendant la période écoulée, le Comité central du Parti a envoyé à la campagne, en vue de renforcer les cadres de l'agriculture, plus de 23.000 communistes, dont plus de 3.000 dans les sections agricoles ; plus de 2.000 dans les sovkhoz, plus de 13.000 dans les sections politiques des S. M. T. et plus de 5.000 dans les sections politiques des sovkhoz.

Il faut en dire autant de l'envoi dans les kolkhoz et les sovkhoz de nouveaux ingénieurs, techniciens et agronomes. On sait que, pendant la période écoulée, plus de 111.000 travailleurs de cette catégorie ont été versés dans l'agriculture.

Il a été formé, pendant cette période, et envoyé, rien que dans les organisations relevant du commissariat du peuple de l'Agriculture, plus de 1.900.000 conducteurs de tracteurs, de moissonneuses-batteuses, mécaniciens, chauffeurs.

Au cours de cette même période, on a formé et professionnellement rééluqué plus de 1.600.000 présidents et membres de direction de kolkhoz, chefs d'équipe pour les travaux des champs, chefs d'équipe pour l'élevage, comptables.

Evidemment, c'est peu pour notre agriculture. Mais c'est tout de même quelque chose.

Comme vous le voyez, l'Etat a fait tout le possible pour rendre la tâche plus facile aux organismes des commissariats du peuple de l'Agriculture et des Sovkhoz, qui dirigent l'édification des kolkhoz et des sovkhoz.

Peut-on dire que ces possibilités aient été utilisées comme il faut ?

Malheureusement non.

Ainsi par exemple ces commissariats du peuple sont atteints, à un plus fort degré que les autres commissariats, de cette maladie qu'est l'attitude bureaucratique et paperassière envers le travail. On tranche des questions, mais on ne songe pas à vérifier l'application des décisions prises ; à rappeler à l'ordre ceux qui transgressent les indications et les dispositions des organismes dirigeants ; à mettre en avant ceux qui les exécutent honnêtement et consciencieusement.

L'existence d'un parc considérable de tracteurs et de machines implique, semble-t-il, pour les organismes agraires, l'obligation de tenir en bon ordre ces machines de grande valeur, de les réparer à temps, de les utiliser au cours des travaux plus ou moins convenablement. Or, que font-ils dans ce domaine ? Malheureusement, très peu. L'entretien des tracteurs et des machines laisse à désirer. Les réparations non plus ne sont pas satisfaisantes, car, jusqu'à présent, on ne veut pas comprendre que l'essentiel dans les réparations, ce sont les réparations courantes et moyennes, et non les grandes réparations.

Quant à l'utilisation irrationnelle des tracteurs et des machines, elle est si évidente et connue de tous qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée.

Une des tâches immédiates de l'agriculture consiste à introduire un système d'assolement bien compris, à étendre les jachères, à améliorer les semences dans toutes les branches de l'agriculture. Que fait-on dans ce domaine ? Malheureusement, très peu pour l'instant. Le problème des semences pour les céréales et le coton est embrouillé au point qu'il faudra encore bien du temps pour le démêler.

Un des moyens efficaces pour augmenter le rendement des cultures industrielles, c'est de les approvisionner en engrais. Que fait-on dans ce domaine ? Très peu pour l'instant. Les engrais existent, mais les organismes du commissariat du peuple de l'Agriculture ne savent pas en organiser la réception et une fois qu'ils les ont reçus, ils ne se préoccupent pas de les faire parvenir en temps voulu à destination, et de les utiliser de façon rationnelle.

En ce qui concerne les sovkhoz, il faut dire qu'ils ne sont toujours pas à la hauteur de leurs tâches. Je suis loin de sous-estimer la grande influence révolutionnaire exercée par nos sovkhoz. Mais si l'on compare les investissements considérables de l'Etat dans les sovkhoz aux résultats effectifs actuels de leur travail, on constate une énorme disproportion qui n'est pas à l'avantage des sovkhoz. La raison essentielle de cette disproportion, c'est que nos sovkhoz de céréales sont trop encombrants, leurs directeurs sont débordés, les sovkhoz eux-mêmes sont trop spécialisés, ils n'ont ni assolements, ni jachères, ni éléments d'élevage. Il est évident qu'il faut décentraliser les sovkhoz et liquider leur spécialisation excessive. On pourrait croire que le commissariat du peuple des Sovkhoz a posé ce problème en temps opportun, et est parvenu à le résoudre. Mais ce serait inexact. La question a été posée et résolue sur l'initiative de gens n'ayant aucun rapport avec ce commissariat.

Enfin, en ce qui concerne l'élevage. J'ai déjà parlé de la situation difficile de l'élevage. On pourrait croire que nos organismes agricoles font preuve d'une activité fiévreuse pour liquider la crise de l'élevage ; qu'ils sonnent l'alarme ; qu'ils mobilisent le personnel et prennent d'assaut le problème de l'élevage. Malheureusement, rien de tel ne s'est produit ni ne se produit encore. Non seulement ils ne sonnent pas l'alarme à propos de la situation difficile où se trouve l'élevage, mais au contraire, ils cherchent à escamoter la question et, parfois, dans leurs rapports, ils tentent même de cacher à l'opinion publique du pays la situation véritable de l'élevage, ce qui est absolument inadmissible pour des bolchéviks. Espérer après cela que les organismes agricoles sauront mettre l'élevage sur la bonne voie et le porter à la hauteur voulue, équivaut à bâtir sur

le sable. Le Parti tout entier, tous nos travailleurs du Parti et sans-parti, doivent prendre en main la question de l'élevage, en tenant compte que ce problème est aujourd'hui un problème primordial, comme l'était hier le problème des céréales, aujourd'hui résolu avec succès. Inutile de démontrer que les hommes soviétiques, qui ont franchi plus d'un obstacle sérieux sur le chemin conduisant au but, sauront franchir cet obstacle également. (*Tonnerre d'applaudissements.*)

Telle est la liste abrégée, très incomplète, des défauts qu'il importe de redresser et des tâches dont il faut nous acquitter dans le plus proche avenir.

Mais nos tâches ne se bornent pas là. Il en est d'autres en matière d'agriculture, dont il serait bon de dire quelques mots.

Tout d'abord il ne faut pas perdre de vue que l'ancienne division de notre territoire en régions industrielles et agraires a fait son temps. Il n'existe plus chez nous de régions exclusivement agraires, approvisionnant les régions industrielles en blé, en viande et en légumes, de même qu'il n'existe plus de régions exclusivement industrielles pouvant compter recevoir du dehors, des autres régions, tous les produits alimentaires dont elles ont besoin. Le développement s'oriente vers la transformation de toutes les régions en régions plus ou moins industrielles ; et plus cela ira, plus elles seront industrielles. Cela signifie que l'Ukraine, le Caucase du Nord, la région centrale des Terres noires et les autres anciennes régions agraires, ne peuvent plus donner au dehors, aux centres industriels, autant de produits qu'elles en donnaient autrefois, parce qu'elles sont obligées de nourrir leurs propres villes et leurs propres ouvriers, dont le nombre continuera de grandir. Il en résulte donc que chaque région, si elle ne veut pas se trouver dans une situation difficile, doit organiser chez elle sa propre base agricole, pour avoir ses légumes, ses pommes de terre, son beurre, son lait et, dans telle ou telle mesure, son blé et sa viande. Vous savez que la chose est parfaitement réalisable, et qu'on y travaille déjà.

Ce qu'il faut, c'est mener l'affaire jusqu'au bout, coûte que coûte.

A noter ensuite que la division de notre territoire en régions consommatrices et productrices commence également à perdre de son caractère exclusif. Des régions « consommatrices », comme celles de Moscou et de Gorki ont, cette année, livré à l'Etat près de 80 millions de pouds de blé. Evidemment, ce n'est pas une bagatelle. Dans la zone dite consommatrice, on compte jusqu'à 5 millions d'hectares de terres en friche, couvertes de buissons. On sait que dans cette zone, le climat n'est pas mauvais, les pluies y sont suffisantes, la sécheresse inconnue. Si l'on débarrasse ces terres des buissons qui les couvrent, et si on prend une série de mesures d'organisation, on

aura une immense région de culture des céréales ; les récoltes étant d'ordinaire abondantes dans cette région, celle-ci peut donner une quantité de blé marchand qui ne serait pas inférieure à celle que fournit actuellement la Basse ou la Moyenne Volga. Ce serait là un grand appoint pour les centres industriels du Nord.

Ce qu'il faut donc, évidemment, c'est créer dans les régions de la zone consommatrice, un important territoire de cultures céréales.

Enfin, en ce qui concerne la lutte contre la sécheresse dans les régions au delà de la Volga. La plantation de forêts et l'établissement de zones de défense forestière dans les régions orientales au delà de la Volga ont une énorme importance. Ces travaux, comme on sait, sont en cours, encore qu'on ne puisse dire qu'ils soient suffisamment intensifiés. Pour ce qui est de l'irrigation de la région au delà de la Volga, et c'est l'essentiel du point de vue de la lutte contre la sécheresse, on ne saurait tolérer que cette affaire fût traînée en longueur. Il est vrai qu'elle a été un peu retardée par certaines contingences, qui ont absorbé quantité de forces et de ressources. Mais aujourd'hui, il n'y a plus de raison de l'ajourner. Nous ne pouvons nous passer d'une base sérieuse parfaitement stable et affranchie des aléas atmosphériques pour la production du blé dans la région de la Volga, qui donnerait annuellement environ 200 millions de pouds de blé marchand. C'est absolument indispensable, si l'on tient compte du développement des villes sur la Volga, d'une part, et des complications éventuelles de toute sorte dans le domaine des relations internationales, d'autre part.

Ce qu'il faut c'est entreprendre un sérieux travail pour organiser l'irrigation de la région au delà de la Volga. (*Applaudissements.*)

3. *L'essor de la situation matérielle et de la culture des travailleurs*

Ainsi nous avons exposé la situation de notre industrie et de notre agriculture, leur développement pendant la période écoulée et leur état actuel.

Comme résultat, nous avons donc :

a) Un essor puissant de la production dans l'industrie, comme aussi dans les principales branches de l'agriculture ;

b) Sur la base de cet essor, le système de l'économie socialiste a définitivement vaincu le système capitaliste, dans l'industrie comme dans l'agriculture ; le système d'économie socialiste est devenu le système unique de l'économie nationale tout entière ; les éléments capitalistes ont été évincés de toutes les sphères de l'économie nationale ;

c) La grande majorité des paysans individuels ont définitivement abandonné la petite exploitation marchande individuelle ; ils

se sont groupés dans les kolkhoz sur la base du travail collectif et de la propriété collective des moyens de production ; l'économie collective a triomphé sans réserve de la petite exploitation marchande individuelle ;

d) Le processus toujours plus marqué de l'extension des kolkhoz qui absorbent les exploitations paysannes individuelles, dont le nombre décroît ainsi de mois en mois et qui deviennent, en réalité, une force auxiliaire pour les kolkhoz et les sovkhoz.

Il est évident que cette victoire historique remportée sur les exploités, ne pouvait manquer d'apporter une amélioration radicale à la situation matérielle et à toute la vie des travailleurs.

La suppression des classes parasites a fait disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme. Le travail de l'ouvrier et du paysan est affranchi de l'exploitation. Les revenus que les exploités tiraient du travail du peuple restent aujourd'hui dans les mains des travailleurs et sont utilisés, en partie, pour élargir la production et y intégrer de nouveaux contingents de travailleurs, et, en partie, pour augmenter directement les revenus des ouvriers et des paysans.

Le chômage, ce fléau de la classe ouvrière, a disparu. Alors que dans les pays bourgeois des millions de chômeurs sont réduits à la misère et aux souffrances par manque de travail, chez nous il n'y a plus d'ouvriers sans travail et sans salaire.

Avec la disparition du joug des koulaks, la misère a disparu du village. Chaque paysan, kolkhozien ou individuel, peut vivre aujourd'hui dans des conditions humaines, pourvu qu'il veuille travailler honnêtement, au lieu de fainéanter, de vagabonder ou de piller le bien du kolkhoz.

La suppression de l'exploitation, la suppression du chômage à la ville, la suppression de la misère au village, autant de réalisations historiques pour la situation matérielle des travailleurs dont ne peuvent pas même rêver les ouvriers et les paysans des pays bourgeois, même les plus « démocratiques ».

La physionomie de nos grandes villes et de nos centres industriels a changé. L'indice obligatoire d'une grande ville, dans les pays bourgeois, ce sont les taudis, ce qu'on appelle les quartiers ouvriers des faubourgs, qui ne sont qu'un amas de locaux obscurs, humides, à moitié démolis, la plupart du temps des sous-sols où s'entasse d'ordinaire le pauvre monde, grouillant dans la crasse et maudissant son sort. Ces taudis, la Révolution d'Octobre les a fait disparaître chez nous. Ils ont été remplacés par des quartiers ouvriers nouvellement construits, bien aménagés et bien éclairés ; il arrive souvent que les quartiers ouvriers ont chez nous une plus belle apparence que le centre de la ville.

La physionomie du village a changé plus encore. Le vieux village avec son église bien en évidence, avec, au premier plan, les plus belles maisons appartenant à l'ouriadnik, au pope, au koulak, et ses isbas paysannes à moitié écroulées à l'arrière-plan, ce village-là commence à disparaître. A sa place, apparaît le nouveau village avec ses bâtiments d'exploitation et ses bâtiments publics, ses clubs, sa T.S.F., son cinéma, ses écoles, ses bibliothèques et ses crèches, ses tracteurs, ses moissonneuses-batteuses, ses batteuses, ses automobiles. Elles ont disparu, les vieilles notabilités, le koulak-exploiteur, l'usurier-buveur de sang, le marchand-spéculateur, le petit père-ouriadnik. Les notables, ce sont maintenant les militants des kolkhoz et des sovkhos, des écoles et des clubs, les conducteurs-chefs de tracteurs et de moissonneuses-batteuses, les chefs de brigade pour les travaux des champs et pour l'élevage, les meilleurs ouvriers et ouvrières de choc sur les champs kolkhoziens.

L'antagonisme entre la ville et le village disparaît. La ville cesse d'être aux yeux des paysans le centre qui les exploitait. L'alliance économique et culturelle de la ville et de la campagne devient de plus en plus solide. La ville et son industrie viennent aujourd'hui en aide au village, en lui fournissant tracteurs, machines agricoles, automobiles, hommes et ressources. D'ailleurs, le village lui-même a maintenant sa propre industrie sous forme de stations de machines et de tracteurs, d'ateliers de réparations, d'entreprises industrielles de toute sorte appartenant au kolkhoz, de petites centrales électriques, etc. On voit se combler l'abîme qui, au point de vue de la culture, séparait la ville et les campagnes.

Telles sont les principales réalisations des travailleurs quant à l'amélioration de leur situation matérielle, de leur vie, de leur culture.

A la faveur de ces réalisations, nous enregistrons pour la période écoulée :

a) Une augmentation du revenu national, de 35 milliards en 1930 à 50 milliards en 1933 ; ajoutons que la part des éléments capitalistes — concessionnaires compris — dans le revenu national, étant à l'heure actuelle inférieure à 0,5%, la presque totalité du revenu national est répartie entre les ouvriers et les employés, les paysans travailleurs, les coopératives et l'Etat ;

b) Un accroissement de la population de l'Union soviétique de 160,5 millions d'habitants, fin 1930, à 168 millions, fin 1933 ;

c) Une augmentation du nombre des ouvriers et des employés de 14.530.000 en 1930 à 21.883.000 en 1933 ; ajoutons que le nombre des travailleurs manuels a augmenté, pendant cette période, de 9.489.000 à 13.797.000 ; le nombre des ouvriers de la grande industrie, y compris ceux des transports, est passé de 5.079.000 à

6.882.000 ; le nombre des ouvriers agricoles, de 1.426.000 à 2.519.000, et le nombre des ouvriers et des employés occupés dans le commerce, de 814.000 à 1.497.000 ;

d) Une augmentation du fonds de salaires des ouvriers et des employés, de 13 milliards 597 millions de roubles en 1930 à 34 milliards 280 millions de roubles en 1933 ;

e) Une augmentation de la moyenne du salaire annuel pour les ouvriers d'industrie, de 991 roubles en 1930 à 1.519 roubles en 1933 ;

f) Une augmentation du fonds des assurances sociales des ouvriers et des employés, de 1 milliard 810 millions en 1930 à 4 milliards 610 millions de roubles en 1933 ;

g) L'adoption de la journée de 7 heures pour toute l'industrie de surface ;

h) L'aide donnée aux paysans par l'Etat, qui a organisé à leur intention 2.860 stations de machines et de tracteurs, et investi à cet effet 2 milliards de roubles ;

i) L'aide de l'Etat aux paysans, sous forme de crédits accordés aux kolkhoz pour une somme de 1 milliard 600 millions de roubles ;

j) L'aide de l'Etat aux paysans, sous forme de prêt de céréales pour les semences et l'alimentation, prêt qui, pour la période écoulée, s'élève à 262 millions de pouds de grains ;

k) L'aide de l'Etat aux petits paysans sous forme de dégrèvement d'impôts et de dispense de versements aux assurances pour une somme de 370 millions de roubles.

En ce qui concerne le développement culturel, voici ce que nous enregistrons pour la période écoulée :

a) Introduction dans toute l'U.R.S.S. de l'instruction primaire obligatoire ; augmentation du pourcentage de personnes sachant lire et écrire, de 67% fin 1930 à 90% fin 1933.

b) Augmentation du nombre des élèves dans les écoles de tous degrés, de 14.358.000 en 1929 à 26.419.000, en 1933 ; notamment, pour l'instruction *primaire*, de 11.697.000 à 19.163.000 ; pour l'instruction *secondaire*, de 2.453.000 à 6.674.000 ; pour l'instruction *supérieure* de 207.000 à 491.000.

c) Augmentation du nombre des enfants recevant l'éducation préscolaire, de 838.000 en 1929 à 5.917.000 en 1933.

d) Augmentation du nombre des établissements d'enseignement supérieur, généraux et spéciaux, de 91 unités en 1914 à 600 en 1933.

e) Augmentation du nombre des instituts de recherches scientifiques, de 400 en 1929 à 840 en 1933.

f) Augmentation du nombre des clubs, de 32.000 en 1929 à 54.000 en 1933.

g) Augmentation du nombre des cinémas, installations cinéma-

tographiques dans les clubs et cinémas ambulants, de 9.800 en 1929 à 29.200 en 1933.

h) Augmentation du tirage des journaux, de 12.500.000 en 1929 à 36.500.000 en 1933.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile de signaler que la proportion des ouvriers étudiant dans les établissements d'enseignement supérieur s'élève, chez nous, à 51,4%, et la proportion des paysans travailleurs à 16,5%, alors que, par exemple, en Allemagne, la proportion des ouvriers parmi les étudiants des établissements d'enseignement supérieur était pour l'année scolaire 1932-1933, de 3,2% et la proportion des petits paysans, de 2,4% seulement.

A noter comme un fait réconfortant et un signe du progrès de la culture au village, l'activité grandissante des femmes, membres des kolkhoz, dans le travail d'organisation sociale. On sait, par exemple, que les femmes assurant la présidence des kolkhoz sont actuellement au nombre de 6.000 environ ; on compte parmi les membres des directions de kolkhoz, plus de 60.000 femmes ; chefs d'équipe, 28.000 ; organisatrices des groupes de travail, 100.000 ; 9.000 femmes sont chargées de diriger l'élevage dans les kolkhoz ; conductrices de tracteurs, 7.000. Inutile de dire que ces renseignements sont incomplets. Mais le peu que renferment ces données témoigne avec assez d'évidence du grand essor culturel au village. Ce fait, camarades, a une énorme importance. Cela, parce que les femmes forment la moitié de la population de notre pays ; qu'elles constituent une immense armée du travail ; qu'elles sont appelées à éduquer nos enfants, notre génération montante, c'est-à-dire notre avenir. Voilà pourquoi nous ne pouvons admettre que cette immense armée de travailleuses végète dans les ténèbres de l'ignorance ! Voilà pourquoi nous devons saluer l'activité sociale grandissante des femmes travailleuses et leur élévation aux postes de direction, comme un signe certain des progrès de notre culture. (*Applaudissements prolongés.*)

Enfin relevons encore un fait, négatif celui-là. Fait inadmissible, c'est que les « facultés » de pédagogie et de médecine sont toujours chez nous à l'état d'abandon. C'est une grande lacune, qui confine à la violation des intérêts de l'Etat. Il faut absolument combler cette lacune. Le plus tôt sera le mieux.

4. Le développement du commerce et des transports

Ainsi, nous enregistrons :

- a) Un accroissement de la production industrielle, y compris la production des articles de grande consommation ;
- b) Un accroissement de la production agricole ;

c) Un accroissement des besoins et de la demande, venant des masses laborieuses de la ville et de la campagne, en ce qui concerne les denrées alimentaires et les articles manufacturés.

Que faut-il encore pour coordonner ces conditions et assurer à la masse des consommateurs les produits et les marchandises dont ils ont besoin ?

Certains camarades peuseut qu'il suffit que ces conditions soient réunies pour que la vie économique du pays batte son plein. Erreur grave. On peut supposer que toutes ces conditions soient réunies ; mais si la marchandise n'arrive pas au consommateur, la vie économique, loin de battre son plein, sera au contraire dérangée et désorganisée à fond. Il faut comprendre enfin que, au bout du compte, les marchandises ne sont pas fabriquées pour la production, mais pour la consommation. Il nous est arrivé d'avoir des marchandises et des produits en assez grande quantité ; or non seulement ils ne parvenaient pas aux consommateurs, mais ils continuaient durant des années à traîner dans les méandres bureaucratiques de ce qu'on appelle le réseau distributeur des marchandises, loin du consommateur. On comprend que, dans ces conditions, l'industrie et l'agriculture n'avaient plus rien qui les stimulât à voir s'élargir la production ; le réseau distributeur s'eugorgeait, tandis que les ouvriers et les paysans restaient sans marchandises et sans produits. Résultat : désorganisation de la vie économique du pays, malgré l'existence de stocks de marchandises et de denrées. Pour que la vie économique du pays puisse battre son plein ; pour que l'industrie et l'agriculture aient un stimulant dans le développement continu de leur production, il faut une autre condition encore, à savoir que les échanges soient très actifs entre la ville et la campagne, entre les différents rayons et régions du pays, entre les différentes branches de l'économie nationale. Il faut que le pays soit couvert d'un réseau serré de dépôts, de magasins, de boutiques. Il faut que les marchandises circulent sans arrêt, affluant des lieux de production vers le consommateur, par le canal de ces dépôts, magasins et boutiques. Il faut faire participer à ce travail le réseau commercial de l'Etat et le réseau commercial coopératif, l'industrie locale, les kolkhoz et les paysans individuels.

C'est ce qui s'appelle, chez nous, le commerce soviétique sur une grande échelle, le commerce *sans* capitalistes, le commerce *sans* spéculateurs.

Comme vous le voyez, le développement du commerce soviétique est un problème de grande actualité, sans la solution duquel il est impossible d'aller de l'avant.

Et cependant, bien que cette vérité soit absolument évidente, le Parti a dû surmonter pendant la période écoulée nombre d'ob-

stacles au développement du commerce soviétique. Obstacles dont on pourrait dire, pour être bref, qu'ils sont le résultat d'une entorse au cerveau chez certains communistes qui ne comprennent pas la nécessité et l'importance du commerce soviétique.

Ainsi, une partie des communistes gardent encore une attitude hautaine, dédaigneuse, envers le commerce en général, et envers le commerce soviétique en particulier. Ces communistes, s'il est permis de les appeler ainsi, considèrent le commerce soviétique comme une chose secondaire, négligeable, et les travailleurs du commerce comme des hommes finis. Ces gens-là ne comprennent évidemment pas que, par cette attitude hautaine à l'égard du commerce soviétique, ils n'expriment pas un point de vue bolchévique, mais un point de vue de chétifs aristocrates, ayant de grandes prétentions, mais peu de munitions. (*Applaudissements.*) Ces gens ne comprennent pas que le commerce soviétique, c'est notre œuvre bien à nous, une œuvre bolchévique, et que les travailleurs du commerce, y compris les vendeurs, à la condition qu'ils travaillent honnêtement, sont les réalisateurs de notre œuvre révolutionnaire, bolchévique. (*Applaudissements.*) On comprend que le Parti ait dû secouer un peu ces communistes, s'il est permis de les appeler ainsi ; quant à leurs préjugés d'aristocrates, il les a jetés dans la fosse à ordures. (*Applaudissements prolongés.*)

Il a fallu, ensuite, vaincre des préjugés d'un autre ordre. Je veux parler du bavardage gauchiste qui a cours chez une partie de nos militants. Ces derniers prétendent que notre commerce soviétique est une étape franchie ; qu'il nous faut organiser l'échange direct des produits ; que l'argent sera bientôt supprimé puisqu'il est devenu une simple monnaie de compte ; qu'il est inutile de développer le commerce puisque les échanges directs sont une question d'avenir immédiat. A noter que ce bavardage gauchiste de petits bourgeois, qui fait le jeu des éléments capitalistes visant à faire échec au développement du commerce soviétique, a cours non seulement chez une partie des professeurs rouges, mais aussi parmi certains travailleurs du commerce. Certes, il est risible et plaisant de voir ces hommes — incapables d'organiser cette simple chose qu'est le commerce soviétique, — prétendre organiser ces choses plus complexes et plus difficiles que sont les échanges directs. Mais les don Quichottes s'appellent don Quichottes justement parce qu'ils sont dénués du sens élémentaire de la vie. Ces hommes, aussi loin du marxisme que le ciel l'est de la terre, ne comprennent évidemment pas que l'argent subsistera longtemps encore chez nous, jusqu'à la fin du premier stade du communisme, du stade socialiste de développement. Ils ne comprennent pas que l'argent est cet instrument de l'économie bourgeoise, que le pouvoir des Soviets

a pris en main, qu'il a adapté aux intérêts du socialisme pour développer à fond le commerce soviétique et préparer ainsi les conditions de l'échange direct. Ils ne comprennent pas que l'échange direct ne peut que venir à la suite, être le résultat d'un commerce soviétique idéalement organisé, ce qui n'est pas le cas chez nous, loin de là, et ce qui ne se fera pas de sitôt. On conçoit que le Parti, désireux d'étendre le commerce soviétique, ait jugé nécessaire de secouer aussi ces anormaux de « gauche », et d'éparpiller au vent leurs bavardages petits-bourgeois.

Il a fallu en outre vaincre la mauvaise habitude qu'avaient les travailleurs du commerce de répartir les marchandises d'une façon purement mécanique ; il a fallu en finir avec leur attitude de dédain envers l'assortiment des marchandises et les besoins des consommateurs, en finir avec les expéditions irraisonnées de marchandises, avec le défaut de responsabilité personnelle dans le commerce. A cet effet on a établi des bases commerciales régionales et interrégionales, des dizaines de milliers de nouveaux magasins et kiosques.

On a dû supprimer ensuite le monopole des coopératives sur le marché ; cela étant, on a fait obligation à tous les commissariats du peuple, d'organiser la vente de leurs propres marchandises ; au commissariat de l'Approvisionnement, de développer sur une large échelle la vente des produits agricoles, ce qui grâce à l'émulation a amené, d'une part, une amélioration du commerce dans les coopératives, et de l'autre, une baisse des prix sur le marché, l'assainissement de celui-ci.

On a multiplié le nombre des restaurants à prix réduits (« alimentation publique ») ; on a organisé dans les usines et les fabriques, des services de ravitaillement ouvrier dont on a exclu les éléments étrangers à l'entreprise. Ainsi, rien que dans le ressort du commissariat de l'Industrie lourde, on a rayé des listes de ravitaillement au moins 500.000 personnes.

On a organisé le fonctionnement d'une banque centralisée, unique, de crédit à court terme, la Banque d'Etat, avec 2.200 succursales de rayon, pour financer les opérations de commerce.

Ces mesures ont abouti, pendant la période écoulée, aux résultats suivants :

a) Accroissement du nombre des magasins et des kiosques, de 184.662 unités en 1930 à 277.974 unités en 1933 ;

b) Un réseau nouvellement constitué de dépôts de commerce régionaux au nombre de 1.011 unités et 864 dépôts interrégionaux ;

c) Un réseau nouvellement constitué de services de ravitaillement ouvrier, au nombre de 1.600 unités ;

d) Extension du réseau des magasins vendant le pain — en plus de la norme établie — à 330 villes actuellement ;

e) Augmentation du nombre de restaurants de l'Alimentation publique, desservant à l'heure actuelle 19.800.000 consommateurs ;
f) Accroissement du commerce coopératif et d'Etat, y compris les restaurants de l'Alimentation publique, de 18 milliard 900 millions de roubles en 1930 à 49 milliards de roubles en 1933.

Ce serait une erreur de croire que le commerce soviétique ainsi développé pût satisfaire aux besoins de notre économie. Au contraire. Il devient évident plus que jamais, que l'état actuel des échanges ne peut satisfaire à nos besoins. Aussi notre tâche est-elle de continuer à développer le commerce soviétique, d'y faire participer l'industrie locale, d'intensifier le commerce paysan et kolkhozien et de remporter de nouvelles victoires décisives, dans ce domaine de l'accroissement du commerce soviétique.

Notons cependant que nous ne pouvons nous borner à étendre le commerce soviétique. Si le développement de notre économie dépend du développement des échanges et du commerce soviétique, ce dernier dépend à son tour du développement de nos transports, de nos transports par fer et par eau, ainsi que par automobile. Il peut se faire qu'il y ait des marchandises, qu'il soit tout à fait possible de développer le commerce, mais que les transports retardent sur le développement du commerce, qu'ils refusent de charger les expéditions. On sait que ces choses-là sont fréquentes chez nous. Aussi les transports sont-ils ce point faible où pourrait buter et où d'ailleurs commence déjà à buter toute notre économie, et d'abord notre commerce.

Il est vrai que nos chemins de fer ont augmenté leur trafic de marchandises de 133,9 milliards de tonnes kilométriques en 1930, à 172 milliards en 1933. Mais c'est peu, trop peu pour nous, pour notre économie.

Les transports par eau ont augmenté leur trafic de marchandises de 45,6 milliards de tonnes kilométriques en 1930, à 59,9 milliards en 1933. Mais c'est peu, trop peu pour notre économie.

Je ne parle même pas des transports automobiles, dont le parc s'est accru, de 8.800 unités (camions et autos) en 1913, à 117.800 voitures à la fin de 1933. C'est si peu pour notre économie nationale qu'il est gênant d'en parler.

Il est hors de doute que tous ces modes de transport pourraient fonctionner bien mieux, si les organismes qui les dirigent n'étaient pas atteints d'une maladie bien connue, appelée méthode de gestion bureaucratique et paperassière. C'est pourquoi, outre qu'il faut aider les transports, leur procurer hommes et crédits, il importe d'en finir dans les organismes de transport, avec l'attitude bureaucratique et paperassière envers le travail, et de les rendre plus efficaces.

Camarades, nous avons réussi à résoudre comme il faut les principaux problèmes de l'industrie ; et l'industrie, aujourd'hui, se tient solidement sur ses jambes. Nous avons également résolu de façon juste les principaux problèmes de l'agriculture ; et aujourd'hui l'agriculture, nous pouvons le dire tout net, se tient de même solidement sur ses jambes. Mais nous pouvons perdre ces avantages, si notre commerce commence à boiter et si les transports sont un boulet à nos pieds. Aussi, développer le commerce et améliorer résolument les transports est un problème d'actualité immédiate, sans la solution duquel nous ne pouvons aller de l'avant.

III

LE PARTI

Je passe à la question du Parti.

Le présent congrès se tient sous le signe de la victoire complète du léninisme, sous le signe de la suppression des débris des groupements antiléninistes.

Le groupe antiléniniste des trotskistes est battu et dispersé. Maintenant ses organisateurs traînent dans les arrières-cours des partis bourgeois à l'étranger.

Le groupe antiléniniste des fauteurs de la déviation de droite est battu et dispersé. Ses organisateurs ont depuis longtemps renié leurs opinions, et maintenant ils s'efforcent par tous les moyens d'effacer leurs péchés devant le Parti.

Les groupements à déviation nationaliste sont battus et dispersés. Leurs organisateurs se sont ralliés définitivement à l'émigration interventionniste, ou bien ils ont fait amende honorable.

La majorité des partisans de ces groupes anti-révolutionnaires ont dû reconnaître la justesse de la ligne du Parti, et ont capitulé devant ce dernier.

Si, au XV^e congrès, il fallait encore démontrer la justesse de la ligne du Parti et combattre certains groupements antiléninistes ; si au XVI^e congrès il fallait donner le coup de grâce aux derniers adeptes de ces groupements, il n'y a plus rien à démontrer à ce congrès, ni, je crois, personne à battre. Tout le monde se rend compte que la ligne du Parti a triomphé. (*Tonnerre d'applaudissements.*)

La politique d'industrialisation du pays a triomphé. Ses résultats sont aujourd'hui évidents pour chacun. Que peut-on objecter à ce fait ?

La politique de liquidation du koulak et de collectivisation intégrale a triomphé. Ses résultats sont également évidents pour chacun. Que peut-on objecter à ce fait ?

L'expérience de notre pays a prouvé que la victoire du socialisme est parfaitement possible dans un seul pays, pris isolément. Que peut-on objecter à ce fait ?

Il est évident que tous ces succès, et d'abord la victoire du plan quinquennal, ont définitivement démoralisé et réduit en poussière tous les groupements antiléninistes, quels qu'ils soient.

Il faut reconnaître que maintenant le Parti est soudé en un tout, comme il ne l'avait jamais été. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

1. Questions de direction politique et idéologique

Est-ce à dire que la lutte soit terminée et que l'offensive ultérieure du socialisme doive être abandonnée comme chose superflue ?

Pas du tout.

Est-ce à dire que tout est pour le mieux dans le Parti, qu'on n'y verra plus se manifester aucune déviation, et que, par conséquent, nous pouvons maintenant nous endormir sur nos lauriers ?

Pas du tout.

Les ennemis du Parti, les opportunistes de tout poil, les fauteurs de déviations nationalistes de toute sorte, sont battus. Mais des restes de leur idéologie subsistent dans l'esprit de certains membres du Parti et se manifestent assez souvent. On ne doit pas considérer le Parti comme quelque chose de détaché des hommes qui l'entourent. C'est dans cette ambiance que le Parti vit et agit. Rien d'étonnant que des tendances malsaines pénètrent assez souvent dans le Parti. Et il y a, sans doute, en notre pays, un terrain pour de telles tendances, ne serait-ce que pour la raison qu'il existe encore chez nous, à la ville comme à la campagne, certaines catégories sociales intermédiaires qui nourrissent ces tendances.

La XVII^e conférence de notre Parti a dit que l'une des tâches politiques essentielles du deuxième plan quinquennal était de « vaincre les survivances du capitalisme dans l'économie et dans la conscience des hommes ». Idée parfaitement juste. Peut-on dire toutefois que nous ayons déjà vaincu toutes les survivances du capitalisme dans l'économie ? Evidemment non. Encore moins peut-on dire que nous ayons vaincu les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes. Il est impossible de le dire, non seulement parce que la conscience des hommes est en retard sur leur situation économique, mais aussi parce que l'encerclement capitaliste est toujours là, qui s'efforce de ranimer et d'entretenir les survivances du capitalisme dans l'économie et la conscience des hommes en U.R.S.S., et contre lequel nous, bolchéviks, devons toujours garder notre poudre sèche.

On comprend que ces survivances ne peuvent pas ne pas offrir un

terrain favorable pour ranimer dans l'esprit de certains membres de notre Parti, l'idéologie des groupes antiléninistes battus. Ajoutez à cela le niveau théorique pas très élevé de la majorité de nos adhérents, le faible travail idéologique des organismes du Parti, le fait que nos militants du Parti sont surchargés de travail purement pratique, qui ne leur permet pas de compléter leur bagage théorique, — et vous comprendrez d'où vient chez certains membres du Parti cette confusion dans telles ou telles questions du léninisme. Confusion qui s'introduit souvent dans notre presse, et contribue à faire revivre les vestiges de l'idéologie des groupes antiléninistes battus.

C'est pour cette raison que l'on ne peut dire que la lutte soit terminée, et que la politique d'offensive du socialisme ne soit plus nécessaire.

On pourrait prendre tout un ensemble de questions du léninisme, et s'en servir pour démontrer à quel point sont encore vivaces, chez certains membres du Parti, les vestiges de l'idéologie des groupes antiléninistes battus.

Prenons, par exemple, la construction de la *société socialiste sans classes*. La XVII^e conférence du Parti a dit que nous allons vers la création d'une *société socialiste sans classes*. Il est évident que la société sans classes ne peut venir, pour ainsi dire, spontanément. Il faut la conquérir et la bâtir par les efforts de tous les travailleurs, en renforçant les organismes de la dictature du prolétariat, en développant la lutte de classes, en supprimant les classes, en liquidant les restes des classes capitalistes, en luttant contre l'ennemi aussi bien intérieur qu'extérieur.

La chose est claire, je pense.

Et cependant nul n'ignore que l'énoncé de cette thèse limpide et élémentaire du léninisme a engendré une assez grande confusion dans les cerveaux et fait naître des tendances malsaines chez certains de nos membres du Parti. La thèse — donnée par nous comme un mot d'ordre — de notre marche en avant vers une société sans classes, ils l'ont comprise comme un processus spontané. Et ils raisonnaient ainsi : puisque c'est la société sans classes, c'est que l'on peut atténuer la lutte de classes, relâcher la dictature du prolétariat et, en général, en finir avec l'Etat qui, de toute façon, doit disparaître prochainement. Et ils étaient aux anges à l'idée que bientôt il n'y aurait plus de classes ; par conséquent, plus de lutte de classes ; par conséquent, plus de soucis, ni d'alarmes ; par conséquent, on peut déposer les armes et aller se coucher dans l'attente de l'avènement de la société sans classes. (*Rire général.*)

Il n'est pas douteux que cette confusion dans les cerveaux et cet état d'esprit ressemblent, comme deux gouttes d'eau, à certains

points de vue des fauteurs de la déviation de droite, d'après lesquels le vieil ordre de choses doit s'intégrer spontanément dans le nouveau et nous devons un beau jour nous trouver, insensiblement, en pleine société socialiste.

Comme vous le voyez, les vestiges de l'idéologie des groupes antiléningistes battus peuvent très bien se ranimer ; ils sont encore loin d'avoir perdu de leur vitalité.

Il est évident que si cette confusion d'idées et ces tendances non bolchéviques s'emparaient de la majorité de notre Parti, ce dernier se trouverait démobilisé et désarmé.

Considérons ensuite l'artel et la commune agricoles. Tous reconnaissent aujourd'hui que l'artel, dans les conditions présentes, est la seule forme juste du mouvement kolkhozien. Et cela se conçoit parfaitement : a) l'artel allie rationnellement les intérêts personnels, quotidiens, des kolkhoziens avec leurs intérêts collectifs ; b) l'artel adapte judicieusement les intérêts personnels et quotidiens aux intérêts collectifs, facilitant ainsi l'éducation du paysan individuel d'hier dans l'esprit collectiviste.

A la différence de l'artel où seuls les moyens de production sont collectivisés, dans les communes étaient collectivisés, jusqu'à ces derniers temps, non seulement les moyens de production, mais encore le foyer de tous les membres de la commune, c'est-à-dire qu'à la différence des membres de l'artel, ils ne possédaient, personnellement, ni volaille, ni petit bétail, ni vache, ni céréales, ni terrain attenant à la maison. Cela veut dire que dans les communes les intérêts personnels, les intérêts quotidiens des membres étaient moins pris en considération, moins alliés aux intérêts collectifs, qu'étouffés par ces derniers au profit d'un égalitarisme petit-bourgeois. Il est clair que c'est là le point le plus faible des communes. Et c'est ce qui explique, en somme, que les communes ne sont pas très répandues, et qu'on ne les trouve que par unités ou dizaines. C'est pour cette raison aussi que les communes ont été obligées, pour se maintenir, pour ne pas se disloquer, de renoncer à la collectivisation des objets de consommation et de tout ce qui est destiné à l'usage personnel ou familial ; elles commencent à compter par journées de travail, à distribuer des céréales pour l'usage personnel ; elles admettent la propriété personnelle de la volaille, du petit bétail, d'une vache, etc. Il s'ensuit donc que les communes sont en fait passées à l'état d'artels. Et il n'y a là rien de mal : l'intérêt d'un développement vigoureux du mouvement kolkhozien de masse l'exige.

Cela ne signifie évidemment pas que la commune ne soit plus nécessaire en général, qu'elle ne soit plus la forme supérieure du mouvement kolkhozien. Non, la commune est nécessaire ; elle est assu-

rément la forme supérieure du mouvement kolkhozien. Pas la commune actuelle, à technique arriérée, pauvre en produits et qui passe d'elle-même à l'état d'artel, mais la commune future, qui naîtra alors que la technique sera plus développée et les produits abondants. La commune agricole actuelle est née alors que la technique était peu développée et les produits insuffisants. C'est ce qui explique, en somme, qu'elle ait pratiqué le nivellement et négligé les intérêts personnels quotidiens de ses membres. C'est ce qui l'oblige à passer aujourd'hui à l'état d'artel, où s'harmonisent raisonnablement les intérêts personnels et collectifs des kolkhoziens. L'artel développée et aisée donnera naissance à la commune future. La commune agricole de demain naîtra lorsque les champs et les fermes de l'artel regorgeront de céréales, de bétail, de volailles, de légumes et de produits de toute sorte ; lorsque l'artel ouvrira des lavoirs mécaniques, des cuisines et des refectoirs modernes, des usines de panification, etc. ; lorsque le kolkhozien verra qu'il lui est plus avantageux de prendre la viande et le lait à la ferme du kolkhoz, que d'élever sa vache et son petit bétail ; lorsque la kolkhozienne verra qu'il lui est plus avantageux de prendre ses repas au réfectoire, de prendre son pain à l'usine de panification et de faire laver son linge au lavoir public, que de s'occuper de ces choses elle-même. La commune de demain naîtra sur la base d'une technique et d'une artel plus développées, à la faveur de l'abondance des produits. Quand cela sera-t-il ? Pas de sitôt, évidemment. Mais cela sera. Il serait criminel de hâter artificiellement le processus de transformation de l'artel en commune future. Cela brouillerait les cartes et cela ferait le jeu de nos ennemis. Le processus de transformation de l'artel en commune future doit se faire graduellement, au fur et à mesure que *tous* les kolkhoziens se convaincront de la nécessité de cette transformation.

Voilà ce qu'il en est de l'artel et de la commune.

La question, semble-t-il, est limpide, presque élémentaire.

Et pourtant, chez certains membres du Parti, il existe une confusion extrême sur ce point. Ils pensent qu'en déclarant l'artel principale forme du mouvement kolkhozien, le Parti s'est éloigné du socialisme, a rétrogradé de la commune, forme supérieure du mouvement kolkhozien, vers une forme inférieure. Pourquoi ? je vous le demande. Parce que, voyez-vous, il n'y a pas d'égalité dans l'artel où l'on maintient les différences de besoins et de vie personnelle chez ses membres, tandis que dans la commune il y a égalité, puisque les besoins et la vie personnelle de ses membres sont égalisés. Mais tout d'abord, il n'y a plus chez nous de communes où régnerait l'égalisation, le nivellement des besoins et de la vie personnelle. La pratique a montré que les communes auraient péri à coup sûr,

si elles n'avaient pas renoncé au nivellement et n'étaient passées, en fait, à l'état d'artel. Par conséquent, inutile d'invoquer ce qui n'existe plus. Deuxièmement, chaque léniniste sait, si tant est qu'il soit un léniniste véritable, que le nivellement des besoins et de la vie personnelle est une stupidité petite-bourgeoise réactionnaire, digne de quelque secte primitive d'ascètes, mais non d'une société socialiste, organisée à la manière marxiste. On ne saurait en effet exiger des hommes qu'ils aient tous les mêmes besoins et les mêmes goûts, que dans leur vie personnelle ils adoptent un standard unique. Et enfin, est-ce que chez les ouvriers ne subsistent pas des différences tant dans leurs besoins que dans leur manière de vivre ? Cela signifie-t-il que les ouvriers sont plus loin du socialisme que les membres des communes agricoles ?

Ces gens pensent, apparemment, que le socialisme exige l'égalisation, l'égalitarisme, le nivellement des besoins et de la vie personnelle des membres de la société. Inutile de dire que cette hypothèse n'a rien de commun avec le marxisme, avec le léninisme. Par égalité le marxisme entend, non pas le nivellement des besoins personnels et de la manière de vivre, mais la suppression des classes, c'est-à-dire : a) libération égale de tous les travailleurs de l'exploitation, une fois les capitalistes renversés et expropriés; b) abolition égale pour tous de la propriété privée des moyens de production, une fois qu'ils sont devenus la propriété de toute la société ; c) obligation égale pour tous de travailler selon leurs capacités, et droit égal pour tous les travailleurs d'être rétribués selon leur travail (société socialiste) ; d) obligation égale pour tous de travailler selon leurs capacités, et droit égal pour tous les travailleurs de recevoir selon leurs besoins (société communiste). Et le marxisme part de ce principe que les goûts et les besoins des hommes ne sont pas et ne peuvent pas être identiques et égaux, en qualité ou en quantité, ni en période de socialisme, ni en période de communisme.

Telle est la conception marxiste de l'égalité.

Le marxisme n'a jamais reconnu ni ne reconnaît d'autre égalité.

En déduire que le socialisme exige l'égalitarisme, l'égalisation, le nivellement des besoins des membres de la société, le nivellement de leurs goûts et de leur vie personnelle ; que, d'après le plan des marxistes, tous doivent porter le même costume et prendre des repas identiques, en même quantité, — c'est dire des platitudes et calomnier le marxisme.

Il est temps de comprendre que le marxisme est l'ennemi du nivellement. Marx et Engels, déjà dans le *Manifeste du Parti communiste*, flétrissaient le socialisme primitif, utopique, le qualifiant de réactionnaire, parce qu'il prêchait « un ascétisme général et un égalitarisme grossier ». Dans son *Anti-Dühring*, Engels a cou-

sacré tout un chapitre à la critique cinglante du « socialisme radical égalitaire » de Dühring, opposé au socialisme marxiste.

Ce qu'il y a véritablement dans la revendication prolétarienne de l'égalité, disait Engels, c'est la revendication de la *suppression des classes*. Toute revendication égalitaire qui va au delà aboutit nécessairement à l'absurde.

Lénine dit de même :

Engels avait mille fois raison d'écrire que : concevoir l'égalité *en dehors* de la suppression des classes est un préjugé stupide et absurde. Les professeurs bourgeois, à propos de cette conception de l'égalité, ont essayé de nous accuser de vouloir rendre les hommes égaux entre eux. Ils ont essayé d'imputer aux socialistes cette ineptie, qu'ils avaient eux-mêmes inventée. Mais, ignorants comme ils étaient, ils ne savaient pas que les socialistes et justement les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, avaient dit : l'égalité est une phrase creuse, si l'on n'entend pas par égalité la suppression des classes. Nous voulons supprimer les classes, et dans ce sens nous sommes pour l'égalité. Mais prétendre que nous rendrons tous les hommes égaux entre eux, c'est une phrase creuse et une invention stupide d'intellectuel. (Discours de Lénine : « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité », t. XXIV, pp. 293-294, éd. russe.)

C'est clair, je pense.

Les écrivains bourgeois représentent volontiers le socialisme marxiste comme une ancienne caserne tsariste, où tout est subordonné au « principe » du nivellement. Mais les marxistes ne peuvent pas être tenus pour responsables de l'ignorance et de la stupidité des écrivains bourgeois.

Il est hors de doute que chez certains membres du Parti cette confusion d'idées quant au socialisme marxiste et cet engouement pour les tendances égalitaires des communes agricoles, ressemblent comme deux gouttes d'eau aux opinions petites-bourgeoises de nos brouille-tout gauchistes, qui, dans leur idéalisation des communes agricoles, sont allés, à un moment donné, jusqu'à tenter l'organisation de communes dans les usines et fabriques, où les ouvriers, qualifiés et non qualifiés, travaillant chacun dans sa spécialité, devaient verser leurs salaires à la caisse commune et toucher ensuite une part égale. On sait quel tort ont fait à notre industrie ces expériences puérides de nivellement tentées par les brouille-tout de « gauche ».

Vous voyez que les vestiges de l'idéologie des groupes battus, hostiles au Parti, sont encore très vivaces.

Il est clair que si ces opinions gauchistes avaient triomphé dans le Parti, celui-ci aurait cessé d'être marxiste et le mouvement kolkhozien aurait été complètement désorganisé.

Ou bien prenons, par exemple, le mot d'ordre : « Donner l'assistance à tous les kolkhoziens ». Ce mot d'ordre ne concerne pas seulement les kolkhoziens. Mais encore plus les ouvriers, puisque nous

voulons donner l'aisance à tous les ouvriers, nous voulons qu'ils mènent une vie aisée et parfaitement cultivée.

La chose est claire, je pense. C'était bien la peine de renverser le capitalisme en octobre 1917 et d'édifier le socialisme pendant des années, si nous n'obtenions pas que les hommes vivent chez nous dans l'abondance. Le socialisme ne signifie pas misère et privations, mais suppression de la misère et des privations, organisation d'une vie aisée et cultivée pour tous les membres de la société.

Or, ce mot d'ordre limpide et en somme élémentaire, a suscité nombre de malentendus, la confusion, un brouillamini chez certains membres de notre Parti. N'est-ce pas là, demandent-ils, revenir à l'ancien mot d'ordre, repoussé par le Parti : « Enrichissez-vous » ? Si tout le monde devient aisé, ajoutent-ils, et que les paysans pauvres cessent d'exister, sur qui donc nous, les bolchéviks, nous appuierons-nous dans notre action ? Comment allons-nous travailler sans paysans pauvres ?

C'est peut-être ridicule, mais que ces opinions naïves et anti-léninistes existent chez certains membres du Parti, c'est un fait indéniable qu'on ne saurait négliger.

Ces gens-là ne comprennent sans doute pas qu'un abîme sépare le mot d'ordre : « Enrichissez-vous » du mot d'ordre « Donner l'aisance à tous les kolkhoziens ». D'abord ne peuvent s'enrichir que *certain*s individus ou groupes, tandis que le mot d'ordre de vie aisée concerne, non des individus ou des groupes, mais *tous* les kolkhoziens. Et puis *certain*s individus ou groupes s'enrichissent pour se soumettre les autres hommes et les *exploiter*, alors que le mot d'ordre de vie aisée de *tous* les kolkhoziens, les moyens de production étant collectivisés dans les kolkhoz, *exclut* toute possibilité d'exploitation des uns par les autres. Troisièmement, le mot d'ordre « Enrichissez-vous » fut lancé au stade initial de la Nep, lorsque le capitalisme se rétablissait partiellement ; que les koulaks étaient en force ; que l'économie paysanne individuelle prédominait dans le pays, et que l'économie kolkhozienne n'existait qu'à l'état embryonnaire. Tandis que le mot d'ordre « Donner l'aisance à tous les kolkhoziens » est lancé au dernier stade de la Nep, lorsque les éléments capitalistes sont supprimés dans l'industrie, les koulaks battus à la campagne, l'économie paysanne individuelle refoulée à l'arrière-plan, et les kolkhoz devenus la forme prédominante dans l'agriculture. Sans compter que le mot d'ordre « Donner l'aisance à tous les kolkhoziens » n'est pas formulé isolément, mais en liaison étroite avec le mot d'ordre « Rendre les kolkhoz bolchéviks ».

N'est il pas clair que le mot d'ordre « Enrichissez-vous » était au fond un appel à la *restauration* du capitalisme, alors que le mot d'ordre « Donner l'aisance à tous les kolkhoziens » est un appel

pour porter le coup de grâce aux derniers vestiges du capitalisme, en augmentant la puissance économique des kolkhoz et en faisant de tous les kolkhoziens des travailleurs aisés. (*Des voix* : Très bien !)

N'est-il pas clair qu'entre ces mots d'ordre il n'y a et il ne peut y avoir rien de commun ? (*Des voix* : Très bien !)

Quant à cette idée que sans éléments pauvres on ne saurait concevoir ni travail bolchévique, ni socialisme, c'est une telle sottise qu'il est même gênant d'en parler. Les léninistes s'appuient sur les couches pauvres, quand il y a éléments capitalistes et couches pauvres exploitées par les capitalistes. Mais quand les éléments capitalistes sont anéantis, et les éléments pauvres, affranchis de l'exploitation, la tâche des léninistes n'est pas de fixer, de maintenir la pauvreté et les pauvres — les conditions qui les engendraient ayant été supprimées — mais de supprimer la pauvreté et d'élever les pauvres au niveau d'une vie d'aisance. Il serait stupide de croire que le socialisme puisse être édifié sur la base de la misère et des privations, en restreignant les besoins personnels et en abaissant le niveau de vie des hommes au niveau de vie des couches pauvres, lesquelles d'ailleurs ne veulent plus elles-mêmes rester pauvres, et marchent à grandes enjambées vers l'aisance. Qui a besoin d'un pareil socialisme, s'il est permis de l'appeler ainsi ? Ce ne serait pas du socialisme, mais une caricature du socialisme. Le socialisme ne peut être édifié que si les forces productives de la société se développent vigoureusement ; s'il y a abondance de produits et de marchandises ; quand les travailleurs mènent une vie aisée et que la culture monte impétueusement. Car le socialisme, le socialisme marxiste, ne signifie pas compression des besoins individuels, mais leur extension et leur complet épanouissement ; non point limitation ni refus de les satisfaire, mais satisfaction pleine et entière de tous les besoins des travailleurs éclairés.

Il n'est pas douteux que cette confusion chez certains membres du Parti, en ce qui concerne la pauvreté et l'aisance ne soit un reflet des idées de nos brouille-tout gauchistes, qui idéalisent les paysans pauvres comme l'appui éternel du bolchévisme en toutes circonstances, et considèrent les kolkhoz comme l'arène d'une lutte de classes acharnée.

Là aussi, vous voyez que les vestiges de l'idéologie des groupes battus et hostiles au Parti gardent encore leur vitalité.

Il est évident que si ces idées baroques avaient triomphé dans notre Parti, les kolkhoz n'auraient pas eu les succès de ces deux dernières années, et ils se seraient rapidement désagrégés.

Ou bien prenons par exemple la *question nationale*. Ici également, dans la question nationale comme en d'autres questions, certains membres du Parti montrent une confusion d'idées, qui représente

un certain danger. J'ai parlé de la vitalité des survivances du capitalisme. Notez que ces survivances dans la conscience des hommes sont bien plus vivaces dans la question nationale que dans toute autre. Vivaces, parce qu'elles peuvent se dissimuler sous le costume national. Beaucoup pensent que la déchéance de Skrypnyk est un cas isolé, une exception à la règle. C'est faux. La déchéance de Skrypnyk et de son groupe en Ukraine n'est pas une exception. On observe de ces entorses chez certains camarades d'autres Républiques nationales.

Que signifie la déviation vers le nationalisme, qu'il s'agisse de la déviation vers le nationalisme grand-russe ou de la déviation vers le nationalisme local, il n'importe ? La déviation vers le nationalisme, c'est une adaptation de la politique internationaliste de la classe ouvrière à la politique nationaliste de la bourgeoisie. La déviation vers le nationalisme reflète les tentatives de sa « propre » bourgeoisie « nationale » pour saper le régime soviétique et rétablir le capitalisme. Ces deux déviations, comme vous le voyez, ont la même source. C'est l'abandon de l'internationalisme léniniste. Si vous voulez diriger les feux sur ces déviations, il faut frapper avant tout à la source, sur ceux qui abandonnent l'internationalisme, qu'il s'agisse de la déviation vers le nationalisme local ou de la déviation vers le nationalisme grand-russe, il n'importe. (*Vifs applaudissements.*)

On discute pour savoir laquelle de ces déviations représente le principal danger, la déviation vers le nationalisme grand-russe ou la déviation vers le nationalisme local ? Dans les conditions présentes, c'est une discussion toute formelle et, par conséquent, vaine. Il serait stupide de donner une recette toute faite sur le danger principal ou secondaire, une recette bonne pour tous les temps et toutes les conditions. Ces recettes-là n'existent pas dans la réalité. Le principal danger est représenté par la déviation que l'on a cessé de combattre et à laquelle on a ainsi permis de se développer jusqu'aux proportions d'un danger pour l'État. (*Applaudissements prolongés.*)

Tout récemment encore, la déviation vers le nationalisme ukrainien ne représentait pas, en Ukraine, le principal danger ; mais quand on cessa de la combattre, quand on lui permit de se développer jusqu'à faire bloc avec les interventionnistes, cette déviation devint le principal danger. Le problème du principal danger dans la question nationale ne se résout pas par des discussions vaines et toutes formelles, mais par une analyse marxiste de la situation, à chaque moment donné, et par l'étude des fautes commises dans ce domaine.

Il faut en dire autant de la déviation de droite et de « gauche » en politique générale. Comme dans les autres domaines, il y a là une assez grande confusion d'idées chez certains membres de notre Parti.

Parfois, en combattant la déviation de droite, on néglige la déviation de « gauche », et on affaiblit la lutte contre celle-ci parce qu'on la considère comme pas ou peu dangereuse. C'est là une grave, une dangereuse erreur. C'est une concession à la déviation de « gauche » inadmissible pour un membre du Parti. D'autant plus inadmissible que, ces derniers temps, les « gauches » ont glissé définitivement vers les positions des droitiers, dont rien ne les distingue plus quant au fond.

Nous avons toujours dit que les « gauches » étaient ces mêmes droitiers qui masquaient leur politique de droite par des phrases gauchistes. Aujourd'hui, les « gauches » eux-mêmes confirment nos dires. Prenez le *Bulletin* trotskiste de l'an dernier. Qu'exigent, messieurs les trotskistes ? Qu'écrivent-ils ? En quoi consiste leur programme de « gauche » ? Ils demandent : *la dissolution des sovkhos*, parce que de mauvais rapport ; *la dissolution de la plus grande partie des kolkhoks*, parce que fictifs ; *l'abandon de la politique de liquidation des koulaks* ; *le retour à la politique des concessions et la remise en concession de toute une série de nos entreprises industrielles*, parce que de mauvais rapport.

Tel est le programme des méprisables poltrons et capitulards, le programme contre-révolutionnaire de restauration du capitalisme en U.R.S.S.

En quoi diffère-t-il du programme des éléments d'extrême-droite ? En rien, évidemment. Les « gauches » se sont donc ralliés ouvertement au programme contre-révolutionnaire des droitiers, afin de faire bloc avec eux et d'engager en commun la lutte contre le Parti.

Comment peut-on dire après cela que les « gauches » ne sont pas ou sont peu dangereux ? N'est-il pas évident que les gens qui tiennent ces propos incohérents portent l'eau au moulin des ennemis jurés du léninisme ?

Vous voyez qu'ici encore, en ce qui concerne les déviations de la ligne du Parti, qu'il s'agisse de déviations en politique générale ou dans la question nationale, peu importe, les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes, y compris certains membres de notre Parti, sont assez vivaces.

Voilà quelques-unes des questions sérieuses et actuelles de notre travail politique et idéologique, à propos desquelles il existe, chez certains éléments de notre Parti, incompréhension, confusion, voire un écart manifeste vis-à-vis du léninisme. Et ce ne sont pas les seules questions permettant d'illustrer la confusion des idées chez certains membres du Parti.

Peut-on dire après cela que tout va pour le mieux dans notre Parti ?

Evidemment non.

Nos tâches quant au travail politique et idéologique sont :

1. Elever le niveau théorique du Parti à la hauteur voulue ;
2. Accentuer le travail idéologique à tous les échelons du Parti ;
3. Faire une propagande inlassable du léninisme dans les rangs du Parti ;
4. Eduquer les organisations du Parti et les militants actifs sans-parti qui les entourent, dans l'esprit de l'internationalisme léniniste ;
5. Ne pas dissimuler, mais critiquer hardiment les écarts de certains camarades envers le marxisme-léninisme ;
6. Démasquer systématiquement l'idéologie et les vestiges de l'idéologie des courants hostiles au léninisme.

2. Les problèmes de direction en matière d'organisation

J'ai parlé de nos succès. J'ai parlé du triomphe de la ligne du Parti tant en ce qui concerne l'économie nationale et la culture, qu'en ce qui concerne l'élimination des groupements antiléninistes dans le Parti. J'ai dit la portée historique et mondiale de notre victoire. Cela ne veut pas dire cependant que la victoire ait été remportée partout et en tout, ni que tous les problèmes aient été résolus. Pareils succès et victoires n'existent pas en général. Il nous reste encore bien des questions à résoudre et toutes sortes de lacunes à combler. Nous avons encore à trancher une foule de questions. Mais cela veut dire indéniablement que la plus grande partie des problèmes urgents, immédiats, ont été résolus avec succès. Et dans ce sens l'immense victoire de notre Parti ne saurait être mise en doute.

La question se pose : Comment cette victoire a-t-elle été gagnée pratiquement, au prix de quelle lutte, de quels efforts ?

D'aucuns pensent qu'il suffit d'élaborer une juste ligne du Parti, de la proclamer hautement, de l'exposer sous forme de thèses et résolutions générales, et de l'adopter à l'unanimité pour que la victoire vienne d'elle-même, pour ainsi dire spontanément. C'est faux évidemment. C'est une grande erreur. Seuls des bureaucrates et des paperassiers incorrigibles peuvent penser ainsi. En réalité ces succès et ces victoires n'ont pas été remportés spontanément, mais dans une lutte acharnée pour l'application de la ligne du Parti. La victoire ne vient jamais d'elle-même ; ordinairement on l'arrache. De bonnes résolutions, des déclarations en faveur de la ligne générale du Parti, ce n'est qu'un début : elles ne signifient que le désir de vaincre et non la victoire elle-même. Après qu'une juste ligne, une juste solution du problème a été donnée, le succès dépend du travail d'organisation, de l'organisation de la lutte pour l'application

pratique de la ligne du Parti, du choix judicieux des hommes, du contrôle de l'exécution des décisions adoptées par les organismes dirigeants. Sans cela, la ligne juste du Parti et les justes décisions risquent d'être sérieusement compromises. Bien plus : la ligne politique juste une fois donnée, c'est le travail d'organisation qui décide de tout, y compris du sort de la ligne politique elle-même, de sa réalisation ou de son échec.

En réalité, la victoire a été remportée et gagnée par une lutte systématique et acharnée contre les difficultés de toute sorte, qui s'opposaient à l'application de la ligne du Parti ; en surmontant ces difficultés, en mobilisant à cet effet le Parti et la classe ouvrière, en organisant la lutte, en destituant les militants inaptes et en en choisissant de meilleurs, capables de mener cette lutte contre les difficultés.

Quelles sont ces difficultés, et où résident-elles ?

Ce sont les difficultés de notre travail d'organisation, les difficultés de notre direction en matière d'organisation. Elles résident en nous-mêmes, dans nos militants dirigeants, dans nos organisations, dans l'appareil de nos organisations du Parti, des Soviets, des organisations économiques, syndicales, des Jeunesses communistes et autres organisations.

Il faut comprendre que la force et l'autorité de nos organisations du Parti, de nos organisations soviétiques, économiques et autres, ainsi que de leurs dirigeants, ont grandi dans une proportion inconnue jusque-là. Et c'est justement pour cette raison que tout maintenant, ou presque tout, dépend de leur travail. On ne saurait invoquer de prétendues conditions objectives. Après que la justesse de la ligne politique du Parti a été confirmée par l'expérience de plusieurs années, et que la volonté des ouvriers et des paysans de soutenir cette ligne ne fait plus de doute, le rôle des conditions dites objectives se trouve réduit au minimum, tandis que le rôle de nos organisations et de leurs dirigeants est devenu décisif, exceptionnel. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la responsabilité pour les lacunes et les défauts de notre travail revient aujourd'hui, pour les neuf dixièmes, non aux conditions « objectives », mais à nous-mêmes, à nous seuls.

Nous comptons dans le Parti plus de 2 millions de membres et de candidats. Nous comptons dans les Jeunesses communistes plus de 4 millions de membres et de candidats. Nous avons plus de 3 millions de correspondants ouvriers et paysans. La société d'encouragement à la défense contre la guerre aérienne et chimique compte plus de 12 millions de membres. Les syndicats, plus de 17 millions d'adhérents. C'est à ces organisations que nous devons nos succès. Et si, tout en ayant ces organisations et ces possibilités qui facilitent nos

succès, nous enregistrons maints défauts et lacunes dans le travail, la faute en est uniquement à nous, à notre travail d'organisation, à notre mauvaise direction en matière d'organisation.

Le bureaucratisme et la paperasserie de l'appareil d'administration ; les bavardages sur la « direction en général » au lieu d'une direction vivante et concrète ; la structure fonctionnelle des organisations [c'est-à-dire le cloisonnement entre les différents services d'une même direction] et l'absence de responsabilité personnelle ; le défaut de responsabilité dans le travail et le nivellement du système des salaires ; l'absence d'un contrôle systématique de l'exécution des décisions prises, la peur de l'autocritique : voilà les sources de nos difficultés, voilà où ces difficultés résident aujourd'hui.

Il serait naïf de croire que ces difficultés puissent être vaincues au moyen de résolutions et de décisions. Il y a longtemps que les bureaucrates et les paperassiers excellent à proclamer en paroles leur fidélité aux décisions du Parti et du gouvernement, et à les enfouir, en fait, dans les tiroirs. Pour vaincre ces difficultés, il fallait liquider le retard de notre travail d'organisation par rapport aux exigences de la ligne politique du Parti ; il fallait élever le niveau de la direction, en matière d'organisation, dans toutes les sphères de l'économie nationale, au niveau de la direction politique ; il fallait faire en sorte que notre travail d'organisation assurât la mise en pratique des mots d'ordre politiques et des décisions du Parti.

Pour vaincre ces difficultés et remporter des succès, il fallait *organiser* la lutte, y entraîner les masses ouvrières et paysannes ; il fallait mobiliser le Parti lui-même ; il fallait éliminer du Parti et des organisations économiques les éléments douteux, instables, dégénérés.

Que fallait-il pour cela ?

Il nous fallait :

1. Développer l'autocritique et dénoncer les défauts de notre travail ;
2. Mobiliser pour la lutte contre les difficultés les organisations du Parti, des Soviets, des organisations économiques, syndicales et des Jeunesses communistes ;
3. Mobiliser les masses ouvrières et paysannes dans la lutte pour l'application des mots d'ordre et des décisions du Parti et du gouvernement ;
4. Développer l'émulation et le travail de choc parmi les travailleurs ;
5. Etablir un large réseau de sections politiques dans les S.M.T.

et dans les sovkhos, et rapprocher du village la direction du Parti et des Soviets ;

6. Décentraliser les commissariats du peuple, les grandes administrations et les trusts, et rapprocher la direction économique des entreprises ;

7. Supprimer le défaut de responsabilité dans le travail et liquider le nivellement des salaires ;

8. Supprimer le « système fonctionnel », renforcer la responsabilité personnelle et s'orienter vers la suppression des collèges de gestion ;

9. Renforcer le contrôle de l'exécution et procéder, dans ce sens, à la réorganisation de la Commission centrale de contrôle et de l'Inspection ouvrière et paysanne ;

10. Rapprocher de la production les techniciens qualifiés actuellement occupés dans les bureaux ;

11. Dénoncer les bureaucrates et paperassiers incorrigibles et les éliminer de l'appareil de gestion ;

12. Relever de leurs postes ceux qui violent les décisions du Parti et du gouvernement et aussi les bourreurs de crâne et les bavards, et les remplacer par des hommes nouveaux, des hommes d'action, capables d'assurer la direction concrète du travail qui leur est confié, et de raffermir la discipline dans le Parti et les administrations soviétiques ;

13. Epurer les organisations économiques et soviétiques et en réduire le personnel ;

14. Enfin, éliminer du Parti les éléments douteux et dégénérés.

Voilà, dans les grandes lignes, les moyens que le Parti dut préconiser pour vaincre les difficultés, élever le niveau de notre travail d'organisation au niveau de la direction politique, et assurer ainsi l'application de la ligne du Parti.

Vous savez que c'est dans ce sens précisément que le Comité central de notre Parti a mené son travail d'organisation au cours de la période écoulée.

Le Comité central s'est inspiré en l'occurrence de cette pensée géniale de Lénine, que l'essentiel dans le travail d'organisation c'est *le choix des hommes et le contrôle de l'exécution*.

Je voudrais dire quelques mots sur le choix des hommes et la destitution de ceux qui ne se sont pas montrés à la hauteur de leur tâche.

Outre les bureaucrates et les paperassiers incorrigibles, dont nous devons nous débarrasser — tout le monde est d'accord là-dessus, — nous avons deux types de militants qui freinent, qui gênent notre travail et nous empêchent d'avancer.

Le premier type de ces militants, ce sont des gens qui ont rendu

des services dans le passé, et qui maintenant tranchent du grand seigneur; des gens qui estiment que les lois du Parti et de l'Etat soviétique ne sont pas faites pour eux, mais pour les imbéciles. Ces gens-là ne se croient pas tenus d'exécuter les décisions du Parti et du gouvernement, et c'est ainsi qu'ils détruisent les bases de la discipline du Parti et de l'Etat soviétique. Sur quoi comptent-ils en violant les lois du Parti et de l'Etat soviétique ? Ils espèrent que le pouvoir des Soviets n'osera pas les frapper en raison de leurs services passés. Ces grands seigneurs présomptueux croient qu'ils sont irremplaçables et qu'ils peuvent, impunément, transgresser les décisions des organismes dirigeants. Comment agir avec ces militants ? Il faut sans hésitation les relever de leurs postes de direction, sans égard pour leurs services passés. (*Des voix : Très bien !*) Il faut les rétrograder et l'annoncer dans la presse. (*Des voix : Très bien !*) Il faut le faire pour rabattre la morgue de ces bureaucrates présomptueux, grands seigneurs, et les remettre à leur place. Il le faut pour raffermir dans tout notre travail la discipline du Parti et de l'Etat soviétique. (*Des voix : Très bien ! Applaudissements.*)

Voyons maintenant le second type. Je veux parler des bavards, je pourrais dire des bavards honnêtes (*rires*), de ces gens honnêtes, dévoués au pouvoir soviétique, mais qui sont incapables de diriger, incapables d'organiser quoi que ce soit. L'an dernier, j'ai eu un entretien avec un de ces camarades, un camarade très estimable mais un incorrigible bavard, capable de noyer dans son verbiage toute affaire vivante. Le voici, cet entretien :

Moi. — Où en sont les semailles, chez vous ?

Lui. — Les semailles, camarade Staline ? Nous nous sommes mobilisés. (*Rires.*)

Moi. — Et alors ?

Lui. — Nous avons posé la question de front. (*Rires.*)

Moi. — Et après ?

Lui. — Il y a un revirement, camarade Staline ; il y aura bientôt un revirement. (*Rires.*)

Moi. — Oui, mais encore ?

Lui. — Des progrès se dessinent chez nous. (*Rires.*)

Moi. — Bon. Mais, quand même, comment marchent les semailles ?

Lui. — En fait de semailles, camarade Staline, rien ne marche pour l'instant. (*Rire général.*)

Voilà le portrait du bavard. Ils se sont mobilisés, ils ont posé la question de front, il y a un revirement et des progrès, mais les choses restent au point mort.

C'est exactement ainsi qu'un ouvrier ukrainien caractérisait, il y a peu de temps, l'état d'une organisation. Interrogé sur la ligne

de cette organisation, il répondit: « La ligne, ma foi... la ligne existe évidemment, mais on ne voit pas le travail ». (*Rire général.*) Il est certain que cette organisation a, elle aussi, ses bavards honnêtes.

Et lorsqu'on relève ces bavards de leur poste et qu'on les éloigne du travail pratique, ils écartent les bras et s'étonnent: « Pourquoi nous renvoie-t-on ? N'avons nous pas fait tout ce qu'il fallait pour que les choses marchent ? N'avons-nous pas réuni la conférence des travailleurs de choc, n'avons-nous pas proclamé à cette conférence les mots d'ordre du Parti et du gouvernement ? N'avons-nous pas élu tout le Bureau politique du Comité central à la présidence d'honneur ? (*Rire général.*) N'avons-nous pas envoyé des salutations au camarade Staline ? Que voulez-vous encore de nous ? » (*Hilarité générale.*)

Que faire de ces bavards incorrigibles ? Si nous les laissons au travail pratique, ils sont capables de noyer toute œuvre vivante dans un flot d'interminables et filandreux discours. Il est clair qu'il faut les relever des postes de direction et leur confier un autre travail, non opératif. Les bavards ne sont pas à leur place au travail opératif. (*Des voix : Très bien ! Applaudissements.*)

J'ai déjà dit brièvement comment le Comité central a guidé le choix des hommes dans les administrations soviétiques et les organisations économiques, et ce qu'il a fait pour renforcer le contrôle de l'exécution. Le camarade Kaganovitch apportera des détails sur ce sujet, au troisième point de l'ordre du jour de ce congrès.

Je voudrais dire quelques mots du travail à faire pour renforcer le contrôle de l'exécution.

La juste organisation du contrôle de l'exécution est d'une importance décisive dans la lutte contre les méthodes bureaucratiques et paperassières. Applique-t-on les décisions des organismes dirigeants ou bien sont-elles enfouies dans les tiroirs par les bureaucrates et les paperassiers ? Sont-elles appliquées correctement ou sont-elles déformées ? L'appareil fonctionne-t-il honnêtement, d'une manière bolchévique, ou tourne-t-il à vide ? Tout cela, on ne peut le savoir à temps que par un contrôle bien organisé de l'exécution. Un contrôle de l'exécution bien organisé est comme un projecteur qui permet à tout moment d'éclairer l'état du fonctionnement de l'appareil, de démasquer les bureaucrates et les paperassiers. On peut dire avec certitude que les neuf dixièmes de nos lacunes et de nos insuffisances s'expliquent par la mauvaise organisation du contrôle de l'exécution. Il est évident qu'un contrôle de l'exécution bien organisé aurait, à coup sûr, empêché les lacunes et les insuffisances.

Mais pour que le contrôle de l'exécution atteigne son but, deux conditions au moins sont nécessaires : premièrement, que ce contrôle

soit systématique, et non épisodique ; deuxièmement, qu'à tous les échelons des organisations du Parti, des administrations soviétiques et organisations économiques, il soit dirigé non par des hommes de deuxième plan, mais par des hommes jouissant d'une autorité suffisante, par les dirigeants de l'organisation eux-mêmes.

Une juste organisation du contrôle de l'exécution est de la plus grande importance pour les institutions dirigeantes centrales. La structure de l'Inspection ouvrière et paysanne ne peut satisfaire aux exigences d'un contrôle bien organisé de l'exécution. Il y a quelques années, alors que notre travail économique était plus simple et moins satisfaisant, et que l'on pouvait considérer comme réalisable l'inspection du travail de tous les commissariats du peuple et de toutes les organisations économiques, l'Inspection ouvrière et paysanne était à sa place. Mais maintenant que notre travail économique a grandi, est devenu plus complexe, et qu'il n'y a plus ni besoin, ni possibilité de le faire inspecter par un seul centre, l'Inspection ouvrière et paysanne doit être réorganisée. Ce qu'il nous faut maintenant, ce n'est pas inspecter, mais vérifier l'exécution des décisions du Centre, il nous faut un contrôle de l'exécution de ces décisions. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une organisation qui, sans se donner comme but l'inspection universelle de tous et de toutes choses, puisse concentrer son attention sur le contrôle, la vérification de l'exécution des décisions des organismes centraux du pouvoir soviétique. Cette organisation ne peut être que la Commission de contrôle soviétique près le Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S., fonctionnant sous les directives de ce dernier et ayant sur place des représentants indépendants des organismes locaux. Mais pour qu'elle ait l'autorité suffisante et puisse, le cas échéant, faire répondre de sa conduite tout militant responsable, il faut que les candidats à la Commission de contrôle soviétique soient proposés par le congrès du Parti et confirmés par le Conseil des commissaires du peuple et par le Comité exécutif central de l'U.R.S.S. Je pense que seule une telle organisation pourrait renforcer le contrôle et la discipline soviétiques.

En ce qui concerne la Commission centrale de contrôle, elle a été créée, on le sait, avant tout et surtout pour prévenir une scission dans le Parti. Vous savez que le danger de scission a véritablement existé chez nous à un certain moment. Vous savez que la Commission centrale de contrôle et ses organisations ont réussi à prévenir le danger de scission. Aujourd'hui, ce danger n'existe plus. Par contre, nous avons absolument besoin d'une organisation qui puisse concentrer le maximum d'attention sur le contrôle de l'exécution des décisions du Parti et de son Comité central. Cette organisation ne peut être que la Commission de contrôle du Parti près le Comité central

du P.C. (b) de l'U.R.S.S., fonctionnant sous les directives du Parti et de son C.C. et ayant sur place des représentants indépendants des organisations de base. Il est évident qu'une organisation de cette importance doit jouir d'une grande autorité. Mais pour qu'elle ait l'autorité suffisante et puisse faire répondre de sa conduite tout militant responsable en faute, y compris les membres du Comité central, il faut que seul l'organisme suprême du Parti — le congrès — puisse élire et révoquer les membres de cette commission. Nul doute que cette organisation ne soit vraiment capable d'assurer le contrôle de l'exécution des décisions des organismes centraux du Parti, et de renforcer la discipline du Parti.

Voilà ce qu'il en est des problèmes de la direction en matière d'organisation.

Nos tâches quant au travail d'organisation sont les suivantes :

1. Continuer à adapter notre travail d'organisation aux nécessités de la ligne politique du Parti ;

2. Elever la direction en matière d'organisation au niveau de la direction politique ;

3. Faire en sorte que la direction, en matière d'organisation, assure pleinement l'application des mots d'ordre politiques et des décisions du Parti.

Je termine mon rapport, camarades.

Quelles conclusions faut-il en tirer ?

Tous reconnaissent aujourd'hui que nos succès sont considérables, extraordinaires. En un délai relativement court, le pays est entré dans la voie de l'industrialisation et de la collectivisation. Le premier plan quinquennal a été exécuté avec succès. Cela fait naître chez nos militants un sentiment de fierté et raffermi la confiance qu'ils ont en leurs propres forces. C'est bien, évidemment. Mais parfois les succès ont aussi leur côté négatif. Les succès engendrent parfois certains dangers qui, si on les laisse se développer, peuvent tout déranger. Par exemple, il y a danger que ces succès donnent le vertige à certains de nos camarades. Cela s'est vu chez nous, comme vous le savez. Il y a danger que certains de nos camarades, grisés de succès, tombent définitivement dans la présomption et commencent à se bercer de chansons vaniteuses, dans le genre de celle-ci : « Il n'est pas jusqu'à la mer que nous ne puissions boire », ou « Nous pouvons avaler n'importe qui en quatre bouchées », etc. Cela n'est pas du tout exclu, camarades. Rien de plus dangereux qu'un pareil état d'esprit, car il désarme le Parti et démobilise ses rangs. Si cet état d'esprit l'emporte dans notre Parti, nous pouvons nous trouver devant la menace de voir crouler tous nos succès. Evidemment, nous avons réalisé avec succès le premier plan quinquennal. C'est vrai. Mais les choses ne s'arrêtent pas et ne peuvent s'arrêter là, cama-

rades. Le deuxième plan quinquennal est là, il faut aussi l'exécuter et avec succès. Vous savez qu'on exécute les plans en luttant contre les difficultés, en les surmontant. C'est donc qu'il y aura des difficultés et qu'il y aura aussi lutte contre elles. Les camarades Molotov et Kouibychév vous parleront du deuxième plan quinquennal. Vous verrez, par leurs rapports, quelles grandes difficultés nous aurons à surmonter pour exécuter ce plan grandiose. Cela veut dire qu'il faut non pas bercer le Parti, mais développer sa vigilance ; non pas l'endormir, mais le tenir prêt au combat ; non pas le désarmer, mais l'armer ; non pas le démobiliser, mais le tenir sur le pied de mobilisation pour réaliser le deuxième plan quinquennal.

D'où une première conclusion : *ne pas se laisser griser par les succès remportés et ne pas tomber dans la présomption.*

Nous avons obtenu des succès parce que nous avons une juste ligne directrice du Parti, et que nous avons su organiser les masses pour appliquer cette ligne. Inutile de dire que sans ces conditions nous n'aurions pas remporté les succès que nous enregistrons aujourd'hui, et dont nous sommes fiers à bon droit. Mais avoir une ligne juste et savoir l'appliquer est une chose très rare dans la vie des partis dirigeants.

Voyez les autres pays : trouverez-vous beaucoup de partis dirigeants qui aient une ligne juste et qui l'appliquent ? A vrai dire, de tels partis n'existent pas au monde, car ils vivent tous sans perspectives, ils se perdent dans le chaos de la crise et ne voient pas le chemin qui pourrait les mener hors du borbier. Seul notre Parti sait où mener les choses, et il les mène victorieusement en avant. A quoi notre Parti doit-il cet avantage ? A ceci qu'il est un parti marxiste, un parti léniniste. Il le doit à la doctrine de Marx, Engels, Lénine, dont il s'inspire dans son travail. Il est hors de doute que, aussi longtemps que nous resterons fidèles à cette doctrine, que nous saurons manier cette boussole, nous enregistrons des succès dans notre travail.

On dit que le marxisme est déjà anéanti dans certains pays d'Occident. On dit qu'il l'a été par le courant nationaliste bourgeois, qu'on appelle fascisme. Ce sont là évidemment des sottises. Ne peuvent parler ainsi que des gens qui ignorent l'histoire. Le marxisme est l'expression scientifique des intérêts vitaux de la classe ouvrière. Pour anéantir le marxisme il faut anéantir la classe ouvrière. Or, il est impossible d'anéantir la classe ouvrière. Il y a plus de 80 ans que le marxisme est entré en scène. Depuis lors des dizaines et des centaines de gouvernements bourgeois ont essayé d'anéantir le marxisme. Eh bien ? Des gouvernements bourgeois sont venus et sont partis, mais le marxisme est resté. (*Rafale d'applaudissements.*) Bien plus, le marxisme a remporté une victoire complète sur un

sixième du globe, et justement dans un pays où le marxisme était considéré comme définitivement anéanti. (*Vifs applaudissements.*) Il ne faut pas considérer comme un hasard que le pays où le marxisme a remporté une victoire complète, est aujourd'hui le seul pays au monde qui ne connaisse ni crise, ni chômage, alors que dans tous les autres pays, y compris les pays fascistes, la crise et le chômage règnent depuis déjà quatre ans. Non, camarades, ce n'est pas un hasard. (*Applaudissements prolongés.*)

Oui, camarades, nous enregistrons des succès parce que nous avons travaillé et lutté sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine.

D'où cette deuxième conclusion : *être fidèles jusqu'au bout au grand drapeau de Marx, Engels, Lénine.* (*Applaudissements.*)

La classe ouvrière de l'U.R.S.S. est forte non seulement parce qu'elle possède un parti léniniste éprouvé dans les combats. Elle est forte non seulement parce qu'elle a l'appui de millions de paysans travailleurs. Elle est forte encore, parce qu'elle est soutenue, aidée par le prolétariat mondial. La classe ouvrière de l'U.R.S.S. est une partie du prolétariat mondial, elle est son détachement d'avant-garde, et notre République est fille du prolétariat mondial. Il est hors de doute que, si elle n'avait pas été soutenue par la classe ouvrière des pays capitalistes, elle n'aurait pu garder le pouvoir, elle n'aurait pas assuré les conditions nécessaires à l'édification socialiste ; par conséquent, elle n'aurait pas enregistré les succès d'aujourd'hui. Les liens internationaux de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. avec les ouvriers des pays capitalistes, l'union fraternelle des ouvriers de l'Union soviétique avec les ouvriers de tous les pays, voilà une des pierres angulaires de la force, de la puissance de la République des Soviets. Les ouvriers d'Occident disent que la classe ouvrière de l'U.R.S.S. est la brigade de choc du prolétariat mondial. C'est très bien. Cela veut dire que le prolétariat mondial est prêt à soutenir, comme par le passé, la classe ouvrière de l'U.R.S.S., dans la mesure de ses forces et possibilités. Mais cela nous impose de sérieuses obligations. C'est dire que nous devons justifier par notre travail le titre d'honneur de brigade de choc des prolétaires de tous les pays. Cela nous oblige à mieux travailler, à mieux lutter pour la victoire définitive du socialisme dans notre pays, pour la victoire du socialisme dans tous les pays.

D'où cette troisième conclusion : *être fidèles jusqu'au bout à la cause de l'internationalisme prolétarien, à la cause de l'union fraternelle des prolétaires de tous les pays.* (*Applaudissements.*)

Telles sont les conclusions.

Vive le grand et invincible drapeau de Marx, Engels, Lénine ! (*Longs et vifs applaudissements de toute la salle. Le congrès fait une ovation au camarade Staline. On chante l'Internationale. Après*

quoi, l'ovation reprend avec une force renouvelée. Cris : « Hourra à Staline ! Vive Staline ! Vive le Comité central du Parti ! »).

EN GUISE DE DISCOURS DE CONCLUSION

Camarades, on peut dire que les débats du congrès ont montré la complète unité de conception de nos dirigeants du Parti dans toutes les questions de la politique du Parti. Il n'a été fait, comme vous le savez, aucune objection au rapport. Une parfaite cohésion, tant au point de vue idéologique et politique, qu'au point de vue de l'organisation, s'est donc manifestée dans les rangs de notre Parti. (*Applaudissements.*) Je me demande si un discours de conclusion est bien nécessaire après cela ? Je pense que non. Permettez-moi alors d'y renoncer. (*Ovation enthousias'e. Toute l'assistance se lève. Les hourras éclatent en tonnerre. Acclamations scandées en chœur : « Vive Staline ! » L'assistance debout chante l'Internationale. Après quoi l'ovation reprend. Cris : « Hourra ! Vive Staline ! Vive le Comité central ! »*)

DISCOURS PRONONCÉ AU PALAIS DU KREMLIN A L'OCCASION DE LA PROMOTION DES ÉLÈVES DES ÉCOLES SUPÉRIEURES DE L'ARMÉE ROUGE

LE 4 MAI 1935

Camarades, on ne saurait nier que ces derniers temps nous eussions remporté de grands succès aussi bien dans le domaine de l'édification que dans celui de la gestion. A ce propos on parle trop chez nous des mérites des dirigeants, des mérites des chefs. On leur attribue toutes, presque toutes nos réalisations. Evidemment, on se trompe, on a tort. Il ne s'agit pas seulement des chefs. Mais ce n'est pas de cela que je voudrais parler aujourd'hui. Je tiens à dire quelques mots au sujet des cadres, de nos cadres en général, et des cadres de notre Armée rouge, en particulier.

Vous savez que nous avons hérité du vieux temps un pays à technique arriérée, un pays misérable, ruiné. Ruiné par quatre années de guerre impérialiste, ruiné encore par trois années de guerre civile, un pays avec une population à demi illettrée, une technique inférieure, avec quelques îlots d'industrie, noyés au milieu d'un océan d'infimes exploitations paysannes : tel était le pays que nous avons hérité du passé. La tâche consistait à faire passer ce pays de la sombre voie médiévale dans la voie de l'industrie moderne et de l'agriculture mécanisée. Tâche sérieuse et difficile, comme vous le voyez. La question se posait ainsi : *ou bien* nous accomplirons cette tâche dans le plus bref délai et affermirons le socialisme dans notre pays, *ou bien* nous ne l'accomplirons pas, et alors notre pays, techniquement faible et arriéré au point de vue culturel, perdra son indépendance et deviendra l'enjeu des puissances impérialistes.

Notre pays traversait alors une période d'atroce pénurie technique. On manquait de machines pour l'industrie. Il n'y avait pas de machines pour l'agriculture. Pas de machines pour les transports. Il n'y avait pas cette base technique élémentaire sans laquelle la transformation industrielle d'un pays ne saurait se concevoir. Seules existaient quelques prémisses pour la création d'une telle base. Il fallait créer une grande industrie de premier ordre. Il fallait l'orienter de façon à la rendre apte à réorganiser techniquement non seulement

l'industrie, mais aussi l'agriculture, mais aussi nos transports ferroviaires. Pour cela, il fallait s'imposer des sacrifices et réaliser en toute chose la plus stricte économie ; il fallait économiser et sur l'alimentation, et sur les écoles, et sur les tissus, pour accumuler les fonds nécessaires à la création de l'industrie. Point d'autre voie pour remédier à la pénurie technique. C'est ce que Lénine nous a enseigné, et dans ce domaine, nous avons suivi les traces de Lénine.

On comprend que, dans une entreprise aussi grande et difficile, on ne pouvait s'attendre à des succès rapides et continus. Les succès, en pareil cas, ne peuvent se révéler qu'au bout de quelques années. Il fallait donc nous armer de nerfs solides, de fermeté bolchévique et d'une patience tenace, pour venir à bout des premiers insuccès et marcher sans dévier vers le grand but, sans tolérer ni hésitations ni incertitude dans nos rangs.

Vous savez que nous nous sommes acquittés de cette tâche justement ainsi. Mais tous nos camarades n'ont pas eu les nerfs assez solides, ni assez de patience et de fermeté. Parmi nos camarades il s'en est trouvé qui, dès les premières difficultés, nous invitaient à battre en retraite. On dit : « A quoi bon remuer la cendre du passé ». C'est juste, évidemment. Mais l'homme est doué de mémoire et, involontairement, on se remémore le passé, en dressant le bilan de notre travail. (*Joyeuse animation dans la salle.*) Eh bien, voilà. Il y avait parmi nous des camarades qui, effrayés par les difficultés, ont invité le Parti à battre en retraite. Ils disaient : « A quoi servent votre industrialisation et votre collectivisation, les machines, la sidérurgie, les tracteurs, les moissonneuses-batteuses, les automobiles ? Vous feriez mieux de donner un peu plus de tissus, d'acheter un peu plus de matières premières pour fabriquer les articles de grande consommation et donner à la population un peu plus de toutes ces petites choses qui embellissent la vie quotidienne des hommes. Etant donné notre retard, créer une industrie, une industrie de premier ordre par-dessus le marché, est un rêve dangereux. »

Evidemment, les trois milliards de roubles, en devises étrangères, que nous avons amassés grâce à une économie des plus rigoureuses, et dépensés pour créer notre industrie, nous aurions pu les employer à importer des matières premières et à augmenter la fabrication des articles de grande consommation. C'est aussi un « plan » dans son genre. Mais, avec un tel « plan », nous n'aurions ni métallurgie, ni constructions mécaniques, ni tracteurs et automobiles, ni avions et tanks. Nous nous serions trouvés désarmés devant les ennemis du dehors. Nous aurions sapé les fondements de socialisme dans notre pays. Nous nous serions trouvés prisonniers de la bourgeoisie intérieure et extérieure.

Evidemment, il fallait choisir entre les deux plans : entre le

plan de retraite, qui menait et devait forcément aboutir à la défaite du socialisme, et le plan d'offensive, qui menait et, comme vous le savez, a déjà abouti à la victoire du socialisme dans notre pays.

Nous avons choisi le plan d'offensive et nous sommes allés de l'avant dans la voie léniniste, en refoulant ces camarades qui ne voyaient pas plus loin que leur nez, et qui fermaient les yeux sur le proche avenir de notre pays, sur l'avenir du socialisme chez nous.

Mais ces camarades ne se sont pas toujours bornés à critiquer et à opposer une résistance passive. Ils nous menaçaient de soulever une insurrection au sein du Parti contre le Comité central. Bien plus : ils menaçaient d'une balle certains d'entre nous. Apparemment ils comptaient nous intimider et nous obliger à dévier de la voie léniniste. Ces gens avaient sans doute oublié que nous, bolchéviks, sommes taillés dans une étoffe à part. Ils avaient oublié que les bolchéviks ne se laissent pas intimider par les difficultés, ni par les menaces. Oublié que nous avons été forgés par le grand Lénine, notre chef, notre éducateur, notre père, qui, dans la lutte, ignorait la crainte, ne pouvait la concevoir. Oublié que plus les ennemis se déchainent, plus les adversaires à l'intérieur du Parti tombent dans l'hystérie, et plus les bolchéviks s'enflamment pour la lutte nouvelle, plus impétueuse est leur marche en avant.

Evidemment nous n'avons même pas songé à dévier de la voie léniniste. Bien plus, une fois engagés dans cette voie, nous avons poursuivi notre marche avec encore plus d'élan, en balayant de la route les obstacles de toute sorte. Il est vrai qu'en cours de route il nous a fallu endommager les côtes à certains de ces camarades. Mais on n'y peut rien. Je dois avouer que, pour ma part, j'ai mis aussi la main à la pâte. (*Vifs applaudissements, exclamations : « Hourra ! »*)

Oui, camarades, nous avons marché d'un pas sûr et irrésistible dans la voie de l'industrialisation et de la collectivisation de notre pays. Et maintenant, l'on peut considérer ce chemin comme déjà parcouru.

Aujourd'hui tout le monde reconnaît que nous avons obtenu dans cette voie d'immenses succès. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que nous avons déjà une industrie puissante de premier ordre, une agriculture puissante et mécanisée, des transports qui se développent et suivent une ligne ascendante, une Armée rouge organisée et parfaitement équipée.

C'est donc que nous avons surmonté, dans les grandes lignes, la période de pénurie technique.

Mais ayant surmonté la période de pénurie technique, nous sommes entrés dans une nouvelle période ; je dirais, la période de pénurie d'hommes, de cadres, de travailleurs sachant maîtriser la

technique, la pousser en avant. Il est vrai que nous avons des fabriques, des usines, des kolkhoz, des sovkhoz, des moyens de transport, une armée, que nous avons une technique appropriée, mais nous manquons d'hommes pourvus de l'expérience nécessaire pour tirer de la technique le maximum de ce qu'on peut en tirer. Auparavant, nous disions que « la technique décide de tout ». Ce mot d'ordre nous a aidés en ce sens que nous avons fait disparaître la pénurie technique et créé la base technique la plus large dans toutes les branches d'activité, pour armer nos hommes d'une technique de premier ordre. C'est très bien. Mais c'est loin, bien loin de suffire. Pour mettre la technique en mouvement et l'utiliser à fond, il faut des hommes, maîtres de la technique, il faut des cadres capables d'assimiler et d'utiliser cette technique selon toutes les règles de l'art. La technique sans les hommes qui en aient acquis la maîtrise, est chose morte. La technique avec, en tête, des hommes qui en ont acquis la maîtrise, peut et doit faire des miracles. Si dans nos usines et nos fabriques de premier ordre, dans nos sovkhoz et nos kolkhoz, dans nos transports, dans notre Armée rouge, il y avait en nombre suffisant des cadres capables de dominer cette technique, notre pays obtiendrait un rendement trois et quatre fois plus élevé qu'aujourd'hui. Voilà pourquoi le gros de notre effort doit porter maintenant sur les hommes, sur les cadres, sur les travailleurs, maîtres de la technique. Voilà pourquoi l'ancien mot d'ordre : « La technique décide de tout », reflet d'une période déjà révolue, où la pénurie sévissait chez nous dans le domaine technique, doit être maintenant remplacé par un mot d'ordre nouveau : « Les cadres décident de tout ». C'est là aujourd'hui l'essentiel.

Peut-on dire que les hommes de chez nous aient compris la grande portée de ce nouveau mot d'ordre, qu'ils en aient entièrement pris conscience ? Je ne le dirais pas. S'il en était ainsi, nous ne verrions pas cette attitude scandaleuse à l'égard des hommes, des cadres, des travailleurs, attitude que nous observons souvent dans notre pratique. Le mot d'ordre : « Les cadres décident de tout » exige de nos dirigeants qu'ils montrent la plus grande sollicitude pour nos travailleurs, « petits » et « grands », quel que soit le domaine où ils travaillent ; qu'ils les élèvent avec soin ; qu'ils les aident lorsqu'ils ont besoin d'un appui ; qu'ils les encouragent lorsqu'ils remportent leurs premiers succès ; qu'ils les fassent avancer, etc. Or, en fait, nous enregistrons nombre d'exemples de bureaucratisme sans cœur et une attitude franchement scandaleuse à l'égard des collaborateurs. C'est ce qui explique proprement qu'au lieu d'apprendre à connaître les hommes pour, après seulement, leur confier des postes, bien souvent on les déplace comme de simples pions.

Nous avons appris à bien apprécier les machines et à faire des rapports sur la technique de nos usines et de nos fabriques. Mais je ne connais pas un seul exemple où l'on ait rapporté avec le même empressement sur le nombre d'hommes que nous avons formés, au cours de telle période, et comment nous les avons aidés à se développer, à se retremper au travail. A quoi cela tient-il ? C'est que, chez nous, on n'a pas encore appris à apprécier les hommes, les travailleurs, les cadres.

Je me souviens d'un fait dont j'ai été témoin en Sibérie, pendant ma déportation. On était au printemps, en pleine crue des eaux. Une trentaine d'hommes étaient allés au fleuve pour repêcher le bois emporté par l'immense fleuve déchaîné. Au soir, ils rentrèrent au village, mais un de leurs camarades manquait. A ma question : « Où est le trentième ? » ils répondirent, indifférents, qu'il « était resté là-bas ». « Comment ça, resté ? » Et il me fut répondu avec la même indifférence : « Cette question ! Il s'est noyé, pardi ! » Et aussitôt l'un d'eux se dépêcha de partir, en disant : « Il faut que j'aie fait boire ma jument ». Quand je leur reprochai d'avoir plus pitié des bêtes que des hommes, l'un d'eux répondit, approuvé par tous les autres : « Plaindre les hommes, c'est bien la peine. Les hommes, on en fabrique toujours. Tandis qu'une jument... essaie voir d'en faire une ». (*Animation générale.*) Voilà un exemple, peut-être peu important, mais fort caractéristique. Il me semble que l'indifférence de certains de nos dirigeants à l'égard des hommes, des cadres, et leur incapacité à les apprécier sont une survivance de cette étrange attitude de l'homme envers son semblable qui se dégage de l'épisode, que je viens de vous conter, de la lointaine Sibérie.

Ainsi donc, camarades, si nous voulons remédier à la pénurie d'hommes et obtenir que notre pays dispose de cadres suffisants, capables de faire progresser la technique et de la mettre en action, nous devons savoir avant tout apprécier les hommes, apprécier les cadres, apprécier chaque travailleur pouvant être utile à notre œuvre commune. Il faut comprendre enfin que de tous les capitaux précieux existant dans le monde, le plus précieux et le plus décisif ce sont les hommes, les cadres. Il faut comprendre que, chez nous, dans les conditions actuelles, « les cadres décident de tout ». Si nous avons de bons et nombreux cadres dans l'industrie, dans l'agriculture, dans les transports, dans l'armée, notre pays sera invincible. Si nous n'avons pas de tels cadres, nous boiterons des deux pieds.

Pour terminer, permettez-moi de porter un toast à la santé et au succès de notre nouvelle promotion des Ecoles supérieures de l'Armée rouge. Je lui souhaite de bien réussir dans l'organisation et la direction de la défense de notre pays !

Camarades, vous avez fini l'école supérieure et vous y avez reçu la première trempe. Mais l'école, ce n'est qu'un degré préparatoire. Leur véritable trempe, les cadres la reçoivent dans le travail vivant, en dehors de l'école, dans la lutte contre les difficultés, pour les surmonter. Souvenez-vous, camarades, que les bons cadres sont ceux qui ne craignent pas les difficultés, qui ne s'y dérobent pas, mais qui au contraire marchent au-devant d'elles pour les surmonter, pour les vaincre. Ce n'est que dans la lutte contre les difficultés que se forment les véritables cadres. Et si notre Armée possède en nombre suffisant de véritables cadres, des cadres aguerris, elle sera invincible.

A votre santé, camarades ! *(Vifs applaudissements de toute la salle. Tous se lèvent. Des hourras enthousiastes saluent le camarade Staline.)*

DISCOURS PRONONCÉ A LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DES STAKHANOVISTES DE L'U.R.S.S.

LE 17 NOVEMBRE 1935

1. LA PORTÉE DU MOUVEMENT STAKHANOVISTE

Camarades, on a tant et si bien parlé des stakhanovistes, ici, à cette conférence, qu'il ne me reste en somme que peu de choses à dire. Mais du moment qu'on m'a appelé à la tribune, il me faudra tout de même dire quelques mots.

On ne saurait considérer le mouvement stakhanoviste comme un mouvement ordinaire des ouvriers et des ouvrières. Le mouvement stakhanoviste, c'est un mouvement des ouvriers et des ouvrières qui inscrira dans l'histoire de notre édification socialiste une de ses pages les plus glorieuses.

Quelle est la portée du mouvement stakhanoviste ?

C'est d'abord qu'il exprime un nouvel essor de l'émulation socialiste, une étape nouvelle, supérieure, de l'émulation socialiste. Pourquoi nouvelle, pourquoi supérieure ? Parce que le mouvement stakhanoviste, lui, se distingue avantagement, comme expression de l'émulation socialiste, de l'ancienne étape de cette émulation. Précédemment, il y a quelque trois ans, pendant la première étape de l'émulation socialiste, celle-ci n'était pas nécessairement liée à la technique nouvelle. D'ailleurs, à ce moment, nous n'avions presque pas, à proprement parler, de technique nouvelle. Tandis que l'étape actuelle de l'émulation socialiste, le mouvement stakhanoviste est, au contraire, nécessairement lié à la technique moderne. Le mouvement stakhanoviste ne serait pas concevable sans la technique nouvelle, supérieure. Voici devant vous des gens tels que les camarades Stakhanov, Boussyguine, Smétanine, Krivonos, Pronine, les Vinogradova et beaucoup d'autres, des gens nouveaux, ouvriers et ouvrières, qui se sont rendus entièrement maîtres de la technique de leur métier, qui l'ont domptée et poussée en avant. Ces gens-là, nous n'en avions pas ou presque pas, il y a quelque trois ans. Ce sont des hommes nouveaux d'une espèce particulière.

Ensuite. Le mouvement stakhanoviste est un mouvement des ouvriers et des ouvrières qui s'assigne pour but de dépasser les normes

techniques actuelles, de dépasser les capacités de rendement prévues, de dépasser les plans de production et balances existants. Dépasser — parce que ces normes-là sont, elles, déjà vieilles pour notre temps, pour nos hommes nouveaux. Ce mouvement renverse l'ancienne façon de concevoir la technique, il renverse les anciennes normes techniques, les anciennes capacités de rendement prévues, les anciens plans de production, et il réclame des normes techniques, des capacités de rendement, des plans de production nouveaux, plus élevés. Il est appelé à faire une révolution dans notre industrie. C'est bien pour cela que le mouvement stakhanoviste est profondément révolutionnaire en son essence.

On a déjà dit ici que le mouvement stakhanoviste, comme expression de normes techniques nouvelles, plus élevées, était un exemple de la haute productivité du travail que seul peut donner le socialisme et que ne saurait donner le capitalisme. Cela est parfaitement exact. Pourquoi le capitalisme a-t-il battu et vaincu le féodalisme ? Parce qu'il a créé des normes de productivité du travail plus élevées, parce qu'il a donné à la société la possibilité de recevoir infiniment plus de produits qu'elle n'en recevait en régime féodal. Parce qu'il a fait la société plus riche. Pourquoi le socialisme peut-il, doit-il vaincre et vaincra-t-il nécessairement le système d'économie capitaliste ? Parce qu'il peut fournir des exemples de travail supérieurs, un rendement plus élevé que le système d'économie capitaliste. Parce qu'il peut donner à la société plus de produits et rendre la société plus riche que ne le peut faire le système capitaliste d'économie.

D'aucuns pensent que l'on peut consolider le socialisme par une certaine égalisation matérielle des hommes, sur la base d'une vie médiocre. C'est faux. C'est une conception petite-bourgeoise du socialisme. En réalité, le socialisme ne peut vaincre que sur la base d'une haute productivité du travail, plus élevée que sous le capitalisme, sur la base d'une abondance de produits et d'objets de consommation de toute sorte, sur la base d'une vie aisée et cultivée pour tous les membres de la société. Mais pour que le socialisme puisse atteindre ce but et faire de notre société soviétique la société la plus aisée, il faut que le pays ait une productivité du travail supérieure à celle des pays capitalistes avancés. Sinon, inutile de songer à l'abondance de produits et d'objets de consommation de toute sorte. La portée du mouvement stakhanoviste, c'est qu'il renverse les anciennes normes techniques comme étant insuffisantes, dépasse en maintes occasions la productivité du travail des pays capitalistes avancés, et ouvre ainsi la possibilité pratique d'un renforcement sans cesse poursuivi du socialisme dans notre pays, la possibilité de faire de notre pays le pays le plus aisé.

Mais là ne se borne pas la portée du mouvement stakhanoviste. Sa portée, c'est encore qu'il prépare les conditions nécessaires pour passer du socialisme au communisme.

Le principe du socialisme est que dans la société socialiste chacun travaille selon ses capacités et reçoit les objets de consommation, non pas selon ses besoins, mais selon le travail qu'il a fourni à la société. Cela veut dire que le niveau technique et culturel de la classe ouvrière reste peu élevé, que l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel subsiste, que la productivité du travail n'est pas encore assez élevée pour assurer l'abondance des objets de consommation — ce qui fait que la société est obligée de les répartir non pas suivant les besoins des membres de la société, mais suivant le travail qu'ils ont fourni à la société.

Le communisme est un degré de développement supérieur. Le principe du communisme est que dans la société communiste chacun travaille selon ses capacités et reçoit les objets de consommation, non pas selon le travail qu'il a fourni, mais selon ses besoins d'homme cultivé. Cela veut dire que le niveau technique et culturel de la classe ouvrière est alors assez élevé pour saper les bases de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; que le contraste entre le travail intellectuel et le travail manuel a déjà disparu, et que la productivité du travail atteint un si haut degré, qu'elle peut assurer une pleine abondance des objets de consommation. Ce qui fait que la société a la possibilité de répartir ces objets selon les besoins de ses membres.

D'aucuns pensent que l'on peut arriver à supprimer l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel par une certaine égalisation culturelle et technique entre travailleurs intellectuels et manuels, en abaissant le niveau culturel et technique des ingénieurs et techniciens, des travailleurs intellectuels, jusqu'au niveau des ouvriers de qualification moyenne. C'est absolument faux. Seuls des bavards petits-bourgeois peuvent se faire une telle idée du communisme. En réalité, on ne peut arriver à supprimer l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel qu'en élevant le niveau culturel et technique de la classe ouvrière jusqu'à celui des ingénieurs et techniciens. Il serait ridicule de penser que cette élévation est irréalisable. Elle est parfaitement réalisable dans les conditions du régime soviétique, où les forces productives du pays sont libérées des chaînes du capitalisme, où le travail est libéré du joug de l'exploitation, où la classe ouvrière est au pouvoir et où la jeune génération ouvrière a toutes possibilités de recevoir une instruction technique suffisante. Il est hors de doute que seul cet essor culturel et technique de la classe ouvrière peut saper les bases de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail ma-

nuel ; que lui seul peut assurer la haute productivité du travail et l'abondance des objets de consommation, nécessaires pour commencer à passer du socialisme au communisme.

À cet égard, le mouvement stakhanoviste a ceci de remarquable qu'il contient les premiers germes, encore faibles il est vrai, mais germes cependant, précisément de cet essor culturel et technique de la classe ouvrière de notre pays.

En effet, observez de plus près les camarades stakhanovistes. Que sont ces gens ? Ce sont surtout des ouvriers et des ouvrières, jeunes ou d'âge moyen, des gens développés, ferrés sur la technique, qui donnent l'exemple de la précision et de l'attention au travail, qui savent apprécier le facteur temps dans le travail et qui ont appris à compter non seulement par minutes, mais par secondes. La plupart d'entre eux ont passé ce qu'on appelle *le minimum technique*, et continuent de compléter leur instruction technique. Ils sont exempts du conservatisme et de la routine de certains ingénieurs, techniciens et dirigeants d'entreprise ; ils vont hardiment de l'avant, renversent les normes techniques vieilles et en créent de nouvelles, plus élevées ; ils apportent des rectifications aux capacités de rendement prévues et aux plans économiques établis par les dirigeants de notre industrie ; ils complètent et corrigent constamment les ingénieurs et techniciens ; souvent, ils leur en remontent et les poussent en avant, car ce sont des hommes qui se sont rendus pleinement maîtres de la technique de leur métier et qui savent tirer de la technique le maximum de ce qu'on en peut tirer. Les stakhanovistes sont encore peu nombreux aujourd'hui, mais qui peut douter que demain leur nombre ne soit décuplé ? N'est-il pas clair que les stakhanovistes sont des novateurs dans notre industrie ; que le mouvement stakhanoviste représente l'avenir de notre industrie ; qu'il contient en germe le futur essor technique et culturel de la classe ouvrière ; qu'il ouvre devant nous la voie qui seule nous permettra d'obtenir les indices plus élevés de la productivité du travail, indices nécessaires pour passer du socialisme au communisme et supprimer l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ?

Telle est, camarades, la portée du mouvement stakhanoviste dans notre édification du socialisme.

Stakhanov et Boussyguine songeaient-ils à cette grande portée du mouvement stakhanoviste, lorsqu'ils entreprirent de renverser les anciennes normes techniques ? Assurément non. Ils avaient leurs préoccupations à eux — ils travaillaient à combler la brèche ouverte dans la production de leur entreprise et à dépasser le plan économique. Mais s'attachant à ce but, il leur a fallu renverser les anciennes normes techniques et développer une haute productivité du travail supérieure à celle des pays capitalistes avancés. Il serait

toutefois ridicule de croire que cette circonstance pût diminuer en quoi que ce soit la grande portée historique du mouvement stakhanoviste.

On peut en dire autant des ouvriers qui, pour la première fois, avaient organisé dans notre pays les Soviets de députés ouvriers en 1905. Ils ne pensaient pas, évidemment, que les Soviets serviraient de base au régime socialiste. En créant les Soviets de députés ouvriers, ils ne faisaient que se défendre contre le tsarisme, contre la bourgeoisie. Mais cela ne contredit nullement ce fait indubitable que le mouvement pour les Soviets des députés ouvriers, commencé en 1905 par les ouvriers de Léninegrad et de Moscou, a abouti finalement à l'écrasement du capitalisme et à la victoire du socialisme sur un sixième du globe.

2. LES RACINES DU MOUVEMENT STAKHANOVISTE

Nous nous trouvons actuellement au berceau du mouvement stakhanoviste, à ses sources premières.

Il serait bon de marquer certains traits caractéristiques du mouvement stakhanoviste.

Ce qui saute aux yeux tout d'abord, c'est que ce mouvement a commencé, pour ainsi dire, de soi-même, presque spontanément, par en bas, sans qu'aucune pression ait été exercée par l'administration de nos entreprises. Bien plus. Ce mouvement est né et s'est développé, dans une certaine mesure, contre la volonté de l'administration de nos entreprises, voire dans une lutte contre elle. Le camarade Molotov vous a déjà dit les tourments qu'a dû subir le camarade Moussinski, scieur de bois à Arkhangelsk, lorsque, en cachette de son organisation économique, en cachette des contrôleurs, il établissait des normes techniques nouvelles, plus élevées. Le sort de Stakhanov lui-même n'était pas meilleur, puisqu'il eut à se défendre, dans sa marche en avant, non seulement contre certains représentants de l'administration, mais aussi contre certains ouvriers qui le raillaient et le traquaient pour ses « innovations ». En ce qui concerne Boussyguine, on sait qu'il a failli payer ses « innovations » de son emploi à l'usine, et que seule l'intervention du chef d'atelier, le camarade Sokolinski, lui permit de rester à l'entreprise.

Comme vous voyez, si même l'administration de nos entreprises a réagi, cette réaction n'allait pas au-devant, mais à l'encontre du mouvement stakhanoviste. Ainsi le mouvement stakhanoviste est né et s'est développé comme un mouvement venu d'en bas. Et précisément parce qu'il est né de lui-même, précisément parce

qu'il vient d'en bas, il est le mouvement le plus viable et le plus irrésistible de notre temps.

Il faut ensuite nous arrêter sur un autre trait caractéristique du mouvement stakhanoviste. Ce trait caractéristique est que le mouvement stakhanoviste a gagné toute l'Union, non pas graduellement, mais avec une rapidité inouïe, tel un ouragan. Par quoi les choses ont-elles commencé ? Stakhanov a élevé la norme technique de l'extraction de charbon de cinq ou six fois, si ce n'est plus. Boussyguine et Smétanine en ont fait autant l'un dans les constructions mécaniques, l'autre dans l'industrie de la chaussure. Les journaux annoncèrent ces faits. Et soudain la flamme du mouvement stakhanoviste embrasa le pays tout entier. A quoi cela tenait-il ? D'où venait cette vitesse de propagation du mouvement stakhanoviste ? Stakhanov et Boussyguine seraient-ils de grands organisateurs pourvus de vastes liaisons dans les différentes régions de l'U.R.S.S., et auraient-ils eux-mêmes organisé la chose ? Non, évidemment non. Stakhanov et Boussyguine auraient-ils la prétention d'être de grands personnages de notre pays et auraient-ils eux-mêmes propagé les étincelles du mouvement stakhanoviste à travers le pays ? C'est également faux. Vous avez vu ici Stakhanov et Boussyguine. Ils ont pris la parole à cette conférence. Ce sont des gens simples et modestes, sans la moindre prétention aux lauriers de personnages connus de toute l'Union soviétique. Il me semble même qu'ils sont un peu surpris par l'ampleur du mouvement qui s'est développé chez nous au delà même de leurs espérances. Et si toutefois l'étincelle jetée par Stakhanov et Boussyguine a suffi pour faire jaillir la flamme, c'est que le mouvement stakhanoviste est arrivé à pleine maturité. Seul un mouvement venu à point, et qui attend une impulsion pour se manifester librement, seul un tel mouvement pouvait se propager si vite et faire boule de neige.

Comment expliquer que le mouvement stakhanoviste ait surgi comme une chose parfaitement au point ? Quelles sont les raisons de sa rapide propagation ? Quelles sont les racines du mouvement stakhanoviste ?

Ces raisons, on en compte quatre au moins.

I. Ce qui a été à la base du mouvement stakhanoviste, c'est d'abord l'amélioration radicale de la situation matérielle des ouvriers. La vie maintenant est meilleure, camarades. La vie est devenue plus joyeuse. Et quand on a de la joie à vivre, le travail va bon train. D'où les normes de rendement élevées. D'où les héros et héroïnes du travail. Là se trouve avant tout la racine du mouvement stakhanoviste. S'il y avait la crise chez nous, s'il y avait le chômage, ce fléau de la classe ouvrière, si nous vivions mal, sans beauté, sans joie, nous n'aurions point de mouvement stakhanoviste.

te. (*Applaudissements.*) Notre révolution prolétarienne est la seule révolution du monde à laquelle il ait été donné de montrer au peuple non seulement ses résultats politiques, mais aussi ses résultats matériels. De toutes les révolutions ouvrières, nous n'en connaissons qu'une qui soit parvenue, tant bien que mal, au pouvoir. C'est la Commune de Paris. Mais elle n'a pas vécu longtemps. Elle tenta, il est vrai, de rompre les chaînes du capitalisme, mais elle n'eut pas le temps de le faire ; encore moins eut-elle le temps de montrer au peuple les bienfaits matériels de la révolution. Notre révolution est la seule qui ait non seulement rompu les chaînes du capitalisme et donné au peuple la liberté, mais qui, en outre, ait pu lui donner les conditions matérielles d'une vie aisée. C'est ce qui fait la force de notre révolution, c'est ce qui la rend invincible. Evidemment, il est bon de chasser les capitalistes, de chasser les grands propriétaires fonciers, de chasser les sicaires tsaristes, de prendre le pouvoir et de recevoir la liberté. Cela est fort bien. Mais, malheureusement, la liberté seule est loin de suffire. Si l'on manque de pain, de beurre et de graisse, si l'on manque de tissus, si les habitations sont mauvaises, on n'ira pas loin avec la seule liberté. Il est très difficile, camarades, de vivre rien que de liberté. (*Approbatons, applaudissements.*) Pour que la vie soit bonne et joyeuse, il faut que les bienfaits de la liberté politique soient complétés par les bienfaits matériels. Le trait caractéristique de notre révolution est qu'elle a donné au peuple non seulement la liberté, mais aussi les bienfaits matériels, mais aussi la possibilité d'une vie aisée et cultivée. Voilà pourquoi maintenant nous avons de la joie à vivre, et voilà sur quel terrain a poussé le mouvement stakhanoviste.

2. La deuxième source du mouvement stakhanoviste, c'est que l'exploitation n'existe pas chez nous. Chez nous les gens ne travaillent pas pour les exploiters, pour enrichir les parasites, mais pour eux-mêmes, pour leur classe, pour leur société à eux, la société soviétique, où l'élite de la classe ouvrière est au pouvoir. Et c'est pourquoi le travail chez nous a une portée sociale — il est une affaire de dignité et de gloire. En régime capitaliste, le travail revêt un caractère privé, personnel. Si tu as produit davantage, reçois davantage et vis comme tu l'entends. Personne ne te connaît et ne veut te connaître. Tu travailles pour les capitalistes, tu les enrichis ? Mais peut-il en être autrement ? Si on t'a embauché, c'est justement pour que tu enrichisses les exploiters. Tu n'es pas d'accord ? — va-t-en rejoindre les ohômeurs et reste à végéter comme bon te semble — nous en trouverons d'autres, plus accommodants. Et c'est pour cela précisément que le travail des hommes n'est pas haut coté en régime capitaliste. On conçoit que dans ces conditions

il ne puisse y avoir place pour un mouvement stakhanoviste. Il en va tout autrement en régime soviétique. Ici, l'homme qui travaille est à l'honneur. Il ne travaille pas pour les exploiters, mais pour lui-même, pour sa classe, pour la société. Ici, l'homme qui travaille ne se sent pas abandonné et solitaire. Au contraire, l'homme qui travaille se sent chez nous citoyen libre de son pays, un homme public en son genre. S'il travaille bien et donne à la société ce qu'il peut donner, c'est un héros du travail, il est environné de gloire. Il est évident que c'est seulement dans ces conditions que le mouvement stakhanoviste a pu naître.

3. La troisième source du mouvement stakhanoviste, c'est que nous possédons une technique nouvelle. Le mouvement stakhanoviste est organiquement lié à la nouvelle technique. Sans elle, sans les nouvelles usines et fabriques, sans l'outillage moderne, le mouvement stakhanoviste n'aurait pu naître chez nous. Sans technique nouvelle, on peut augmenter les normes techniques d'une ou deux fois, pas plus. Si les stakhanovistes les ont quintuplées et sextuplées, c'est qu'ils s'appuient entièrement et sans réserve sur la technique nouvelle. Il s'ensuit donc que l'industrialisation de notre pays, la reconstruction de nos usines et fabriques, l'existence d'une technique et d'un outillage modernes, ont été une des raisons qui ont engendré le mouvement stakhanoviste.

4. Mais on n'ira pas loin avec la seule technique moderne. On peut avoir une technique, des usines et des fabriques de premier ordre, mais s'il n'y a point d'hommes capables de maîtriser cette technique, la technique restera pour vous la technique tout court. Pour que la technique moderne puisse donner des résultats, il faut encore avoir des hommes, des cadres d'ouvriers et d'ouvrières capables de se placer à la tête de la technique et de la pousser en avant. L'éclosion et la croissance du mouvement stakhanoviste signifient que ces cadres sont déjà nés chez nous parmi les ouvriers et les ouvrières. Il y a quelque deux ans, le Parti disait qu'en construisant de nouvelles usines et fabriques et en donnant à nos entreprises un outillage moderne, nous n'avions fait que la moitié de la tâche. Le Parti a proclamé alors que l'enthousiasme que nous mettions à construire de nouvelles usines devait être complété par l'enthousiasme à en assimiler le fonctionnement, qu'ainsi seulement l'on pouvait mener les choses à bonne fin. Il est évident que, durant ces deux années, se sont poursuivies l'assimilation de cette nouvelle technique et la formation de nouveaux cadres. Il est clair maintenant que ces cadres existent déjà chez nous. On conçoit que sans ces cadres, sans ces hommes nouveaux, nous n'aurions point de mouvement stakhanoviste. Ainsi les gens nouveaux parmi les ouvriers et les ouvrières, qui se sont rendus maîtres de la technique moderne

ont été cette force qui a cristallisé et poussé en avant le mouvement stakhanoviste.

Telles sont les conditions qui ont engendré et poussé en avant le mouvement stakhanoviste.

3. HOMMES NOUVEAUX, NORMES TECHNIQUES NOUVELLES

J'ai dit que le mouvement stakhanoviste ne s'était pas développé par degrés, mais qu'il avait été comme une explosion rompant une digue. Il est évident qu'il lui a fallu vaincre des obstacles. Celui-ci le gênait, celui-là le comprimait, mais voilà que, ayant accumulé des forces, le mouvement stakhanoviste a renversé ces barrières et déferlé sur le pays.

Qu'est-ce à dire ? Qui donc gênait, à proprement parler ?

C'étaient les vieilles normes techniques et les hommes qui se trouvaient derrière elles. Il y a quelques années, nos ingénieurs, nos techniciens et nos dirigeants d'entreprises avaient établi des normes de travail en rapport avec le retard technique de nos ouvriers et ouvrières. Quelques années ont passé depuis. Pendant ce temps, les gens ont grandi et se sont formés techniquement. Cependant que les normes techniques restaient inchangées. On conçoit que maintenant elles aient vieilli pour nos hommes nouveaux. Aujourd'hui tout le monde s'en prend aux normes techniques en vigueur. Mais elles ne sont tout de même pas tombées du ciel. Et la question n'est pas du tout dans le fait que ces normes techniques ont été établies en leur temps comme normes réduites. La question est avant tout que, maintenant, ces normes ayant déjà vieilli, l'on essaye de les défendre comme normes d'actualité. On se cramponne au retard technique de nos ouvriers et de nos ouvrières, on en fait état, on le prend pour point de départ, et l'on en arrive à jouer au retard technique. Mais comment faire si cette infériorité tombe dans le domaine du passé ? Allons-nous vraiment nous incliner devant notre infériorité et en faire une icône, un fétiche ? Comment faire si les ouvriers, et les ouvrières ont déjà grandi et se sont formés techniquement ? Comment faire si les vieilles normes techniques ne correspondent plus à la réalité, et que nos ouvriers et nos ouvrières les ont déjà pratiquement quintuplées, décuplées ? Avons-nous jamais juré fidélité à notre infériorité ? Il me semble qu'il n'en est rien, camarades. (*Rire général.*) Sommes-nous partis de ce point de vue que nos ouvriers et nos ouvrières allaient rester, malgré tout, à jamais inférieurs ? Il semble bien que non. (*Rire général.*) Mais alors ? Manquerions-nous de hardiesse pour briser le conservatisme de certains de nos ingénieurs et techniciens, pour

briser les vieilles traditions et normes, pour donner carrière aux forces nouvelles de la classe ouvrière ?

On parle de science. On dit que les données de la science, les données des répertoires et recueils d'instructions techniques contredisent les exigences des stakhanovistes, quant aux normes techniques nouvelles plus élevées. Mais de quelle science parle-t-on ? Les données de la science sont toujours vérifiées par la pratique, par l'expérience. Une science qui a rompu ses liens avec la pratique, avec l'expérience, n'est plus une science ! Si la science était comme la représentent certains de nos camarades conservateurs, il y a beau temps qu'elle serait morte pour l'humanité. La science s'appelle la science précisément parce qu'elle ne reconnaît pas les fétiches, parce qu'elle ne craint pas de porter la main sur les choses qui ont fait leur temps, qui sont vieilles ; parce qu'elle prête une oreille attentive à la voix de l'expérience, de la pratique. S'il en était autrement, nous n'aurions pas de science du tout ; nous n'aurions pas, mettons, l'astronomie, et nous continuerions à nous accommoder du système désuet de Ptolémée ; nous n'aurions pas la biologie et nous nous en tiendrions encore à la légende de la création de l'homme ; nous n'aurions pas la chimie, et nous continuerions à nous accommoder des vaticinations des alchimistes.

Voilà pourquoi je pense que nos ingénieurs, nos techniciens et nos dirigeants d'entreprises qui se sont laissés passablement distancer par le mouvement stakhanoviste, feraient bien de ne plus se cramponner aux vieilles normes techniques et de réorganiser leur travail pour de bon, scientifiquement, sur un mode nouveau, stakhanoviste.

Fort bien, nous dira-t-on. Mais que faire avec les normes techniques en général ? Sont-elles nécessaires à l'industrie, ou peut-on se passer de toute norme ?

Les uns disent que nous n'avons plus besoin de normes techniques. C'est faux, camarades. Bien plus, c'est absurde. Sans les normes techniques, l'économie planifiée est impossible. Les normes techniques sont nécessaires encore pour amener les masses retardataires au niveau des masses avancées. Les normes techniques sont une grande force régulatrice, qui organise dans la production les grandes masses d'ouvriers autour des éléments avancés de la classe ouvrière. Par conséquent, les normes techniques nous sont nécessaires, non pas celles qui existent aujourd'hui, mais des normes plus élevées.

D'autres disent que les normes techniques nous sont nécessaires, mais qu'il faut les élever dès maintenant au niveau des résultats obtenus par les Stakhanov, les Boussyguine, les Vinogradova et autres. Cela est également faux. Ces normes ne seraient pas réelles pour la période présente, parce que les ouvriers et les ouvrières,

moins ferrés sur la technique que les Stakhanov et les Boussyguine, ne seraient pas en mesure d'exécuter ces normes. Ce qu'il nous faut, ce sont des normes techniques qui tiendraient à peu près le milieu entre les normes actuelles et celles qui ont été établies par les Stakhanov et les Boussyguine. Prenons, par exemple, Maria Demtchenko, connue pour avoir récolté 500 quintaux de betteraves et plus à l'hectare. Peut-on faire de cette réalisation une norme de rendement pour toute la culture betteravière, par exemple de l'Ukraine ? Non, assurément. Il est encore trop tôt pour en parler. Maria Demtchenko a obtenu 500 quintaux et plus à l'hectare, tandis que la récolte moyenne de betteraves en Ukraine, par exemple, s'élève cette année à 130-132 quintaux à l'hectare. La différence, vous le voyez, n'est pas mince. Peut-on donner une norme de rendement pour la betterave, de 400 ou de 300 quintaux ? Tous les connaisseurs en la matière soutiennent qu'on ne peut le faire pour l'instant. Apparemment, il faudra établir, pour l'année 1936, une norme de rendement à l'hectare, pour l'Ukraine, de 200 à 250 quintaux. Et cette norme n'est pas petite, puisque, si elle était réalisée, elle pourrait nous donner deux fois plus de sucre qu'en 1935. Il faut en dire autant en ce qui concerne l'industrie. Stakhanov a dépassé la norme technique existante de dix fois, ou même plus. Faire de cette réalisation une nouvelle norme technique pour tous ceux qui travaillent au marteau-piqueur ne serait pas raisonnable. Apparemment, il faudra établir une norme tenant à peu près le milieu entre la norme technique existante et la norme réalisée par le camarade Stakhanov.

En tout cas, une chose est claire : les normes techniques actuelles ne correspondent plus à la réalité ; elles retardent, elles sont devenues un frein pour notre industrie. Or, pour ne pas freiner notre industrie, il faut les remplacer par des normes techniques nouvelles, plus élevées. Hommes nouveaux, temps nouveaux, normes techniques nouvelles.

4. LES TACHES IMMÉDIATES

Quelles sont nos tâches immédiates du point de vue des intérêts du mouvement stakhanoviste ?

Pour ne pas distraire notre pensée, nous allons, si vous le voulez bien, ramener la question à deux tâches immédiates.

Premièrement. Il s'agit d'aider les stakhanovistes à pousser plus loin leur mouvement, à l'étendre en largeur et en profondeur à toutes les régions de l'U.R.S.S. Cela, d'une part. Et d'autre part, il faut maîtriser tous les éléments, parmi les dirigeants d'entreprise, les ingénieurs et les techniciens, qui se cramponnent obstinément.

ment aux choses anciennes, ne veulent pas aller de l'avant et freinent d'une façon systématique le développement du mouvement stakhanoviste. Pour étendre résolument le mouvement stakhanoviste à tout le pays, il est évident que les stakhanovistes à eux seuls ne suffisent pas. Il faut que nos organisations du Parti viennent s'embrancher pour aider les stakhanovistes à mener à bien le mouvement. A cet égard l'organisation régionale du Donetz a fait preuve incontestablement d'une grande initiative. Les organisations régionales de Moscou et de Léninegrad font un bon travail dans ce sens. Et les autres régions? Apparemment elles en sont encore à « se mettre en train ». Par exemple, on n'entend pas parler ou fort peu de l'Oural, encore qu'il soit, comme on sait, un immense centre industriel. Il faut en dire autant de la Sibérie occidentale, du bassin de Kouznetsk, où, selon toute apparence, les gens ne se sont pas encore « mis en train ». Au reste, il ne fait pas de doute que nos organisations du Parti se mettront à la tâche et aideront les stakhanovistes à vaincre les difficultés. En ce qui concerne l'autre côté de la question — maîtriser les conservateurs obstinés parmi les dirigeants d'entreprise, les ingénieurs et les techniciens, — la chose, ici, sera un peu plus compliquée. Il nous faudra, en premier lieu, chercher à convaincre, à convaincre patiemment et en toute camaraderie, ces éléments conservateurs de l'industrie, du caractère progressif du mouvement stakhanoviste et de la nécessité qu'il y a à réorganiser leur travail selon le mode stakhanoviste. Et si la persuasion n'y fait rien, force nous sera de prendre des mesures plus énergiques. Voyez, par exemple, le Commissariat du peuple des voies de communication. L'appareil central de ce commissariat comptait, il n'y a pas longtemps, un groupe de professeurs, d'ingénieurs et autres connaisseurs en la matière — il y avait aussi des communistes parmi eux — qui soutenaient devant tout le monde que 13 à 14 kilomètres de vitesse commerciale à l'heure étaient une limite au delà de laquelle on ne pouvait aller, à moins de se mettre en contradiction avec la « science de l'exploitation ». C'était un groupe assez autorisé, qui propagait son point de vue oralement et par écrit ; il distribuait des instructions aux organismes intéressés du Commissariat du peuple des voies de communication et, d'une façon générale, était le « maître de la pensée » parmi le personnel d'exploitation. Nous qui ne sommes pas connaisseurs en la matière nous avons, en nous basant sur les propositions de nombreux praticiens des chemins de fer, soutenu à notre tour devant ces professeurs autorisés, que 13 à 14 kilomètres ne pouvaient être une limite ; que, la chose étant organisée d'une certaine manière, on pouvait reculer cette limite. En réponse, ce groupe, au lieu d'écouter la voix de l'expérience et de la pratique et de réviser sa façon de voir, s'est jeté dans la lutte

contre l'élément progressif des chemins de fer et a intensifié la propagande de ces conceptions conservatrices. On conçoit qu'il nous ait fallu légèrement taper sur le bec de ces estimées personnes et les éconduire gentiment de l'appareil central du Commissariat du peuple des voies de communication. (*Applaudissements.*) Et qu'est-il advenu ? Nous avons aujourd'hui une vitesse commerciale de 18 à 19 kilomètres à l'heure. (*Applaudissements.*) Il me semble, camarades, qu'à la rigueur, il nous faudra recourir à cette méthode aussi dans les autres domaines de notre économie nationale, si, bien entendu, les conservateurs obstinés ne cessent pas d'entraver le mouvement stakhanoviste, de lui jeter des bâtons dans les roues.

Deuxièmement. Il s'agit d'aider à réorganiser leur travail et à se mettre à la tête du mouvement stakhanoviste, les dirigeants d'entreprise, les ingénieurs et techniciens qui ne veulent pas entraver le mouvement stakhanoviste, qui sympathisent à ce mouvement, mais qui n'ont pas encore su réorganiser le travail, ni se mettre à la tête du mouvement stakhanoviste. Je dois dire, camarades, que ces dirigeants d'entreprise, ingénieurs et techniciens, ne sont pas peu nombreux chez nous. Et si nous venons en aide à ces camarades, ils seront certainement encore plus nombreux.

Je pense que si nous accomplissons ces tâches, le mouvement stakhanoviste se développera à fond, s'étendra à toutes les régions de notre pays et fera des prodiges de réalisations nouvelles.

5. DEUX MOTS

Quelques mots au sujet de la présente conférence et de sa portée. Lénine enseignait que seuls peuvent être de vrais dirigeants bolchéviques, ceux qui savent non seulement instruire les ouvriers et les paysans, mais aussi s'instruire auprès d'eux. Ces paroles de Lénine n'ont pas été du goût de certains bolchéviques. Mais l'histoire montre que là encore Lénine avait raison, à cent pour cent. En effet, des millions de travailleurs, d'ouvriers et de paysans travaillent, vivent et luttent. Qui peut douter que ces gens ne vivent pas en vain ; que, vivant et luttant, ils accumulent une riche expérience pratique ? Peut-on douter que les dirigeants qui dédaignent cette expérience ne puissent pas passer pour de vrais dirigeants ? Ainsi donc, nous, les dirigeants du Parti et du gouvernement, devons non seulement instruire les ouvriers, mais nous instruire auprès d'eux. Que vous, membres de cette conférence, ayez appris quelque chose des dirigeants de notre gouvernement, ici, à cette conférence, je n'irai pas le nier. Mais on ne peut nier non plus que nous, dirigeants du gou-

vernement, ayons appris bien des choses de vous, les stakhanovistes, membres de cette conférence. Eh bien, merçi de vos leçons, camarades, grand merci ! (*Vifs applaudissements.*)

Enfin deux mots sur la façon dont il conviendrait de marquer la présente conférence. Après en avoir délibéré ici, au bureau, nous avons décidé qu'il serait bon de marquer cette conférence des dirigeants du pouvoir avec les dirigeants du mouvement stakhanoviste. Et nous avons décidé de solliciter la plus haute récompense pour 100 à 120 d'entre vous.

Des voix. — Très bien ! (*Vifs applaudissements.*)

Staline. — Puisque vous approuvez, camarades, nous arrangeons cela.

(Les assistants font une ovation bruyante et enthousiaste au camarade Staline. La salle croule sous les applaudissements. Un puissant « hurra » secoue les voûtes. Des acclamations innombrables saluant le chef du Parti, le camarade Staline, éclatent de toutes parts. L'ovation se termine par une puissante Internationale. Les trois mille participants de la conférence entonnent l'hymne prolétarien.)

SUR LE PROJET DE CONSTITUTION DE L'U.R.S.S.

RAPPORT PRÉSENTÉ AU VIII^e CONGRÈS — CONGRÈS
EXTRAORDINAIRE — DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.,
LE 25 NOVEMBRE 1935

L'arrivée du camarade STALINE à la tribune est accueillie par une ovation enthousiaste et prolongée de toute la salle. Les assistants se lèvent. De tous côtés partent les acclamations : « Hourra au camarade STALINE ! », « Vive le camarade STALINE ! », « Vive le grand STALINE ! », « Au grand génie STALINE, hourra ! », « Vivat ! », « Rot Front ! », « Gloire au camarade STALINE ! »

I

LA COMMISSION DE LA CONSTITUTION, SA FORMATION ET SES TACHES

Camarades,

La Commission de la Constitution, dont le projet est soumis à l'examen de ce congrès, a été formée, comme on sait, par décision spéciale du VII^e congrès des Soviets de l'U.R.S.S. Cette décision fut adoptée le 6 février 1935. On y lit :

1. Apporter à la Constitution de l'U.R.S.S. des modifications en vue

a) de démocratiser encore le système électoral, en remplaçant les élections incomplètement égales par des élections égales, les élections à plusieurs degrés par des élections directes, le vote public par le scrutin secret ;

b) de préciser la base sociale et économique de la Constitution, pour faire correspondre celle-ci avec l'actuel rapport des forces de classes en U.R.S.S. (création d'une nouvelle industrie socialiste ; écrasement de la classe des koulaks ; victoire du régime kolkhozien ; affermissement de la propriété socialiste comme base de la société soviétique, etc.)

2. Inviter le Comité exécutif central de l'U.R.S.S. à élire une Commission de la Constitution, chargée d'établir le texte rectifié de la Constitution sur les bases indiquées au paragraphe 1, et de le soumettre à l'approbation de la session du Comité exécutif central de l'U.R.S.S.

3. Procéder aux prochaines élections ordinaires des organes du pouvoir soviétique de l'U.R.S.S. sur la base du nouveau système électoral.

Cela se passait le 6 février 1935. Un jour après l'adoption de cette décision, c'est-à-dire le 7 février 1935, se réunissait la première session du Comité exécutif central de l'U.R.S.S., qui, en exécution de la décision du VII^e congrès des Soviets de l'U.R.S.S., formait la Commission de la Constitution, composée de 31 membres. Elle chargea cette Commission d'établir le projet du texte rectifié de la Constitution de l'U.R.S.S.

Tels sont les motifs officiels et les directives de l'organisme suprême de l'U.R.S.S., qui devaient servir de base aux travaux de la Commission de la Constitution.

Ainsi donc, la Commission de la Constitution devait apporter des changements à la Constitution adoptée en 1924, actuellement en vigueur, en tenant compte des transformations qui ont été réalisées dans la vie de l'U.R.S.S. vers le socialisme, depuis 1924 jusqu'à nos jours.

II

LES CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LA VIE DE L'U.R.S.S. PENDANT LA PÉRIODE 1924-1936

Quels sont les changements qui sont intervenus dans la vie de l'U.R.S.S. pendant la période 1924-1936, et que la Commission de la Constitution devait refléter dans son projet de Constitution ?

Quel est le fond de ces changements ?

Qu'avions-nous en 1924 ?

C'était la première période de la Nep, alors que le pouvoir soviétique avait permis une certaine reprise du capitalisme, tout en faisant le maximum pour développer le socialisme ; alors qu'il se proposait, au cours de la compétition entre les deux systèmes économiques — capitaliste et socialiste — d'organiser la prépondérance du système socialiste sur le système capitaliste. La tâche était de consolider pendant cette compétition les positions du socialisme, d'obtenir la liquidation des éléments capitalistes et d'achever la victoire du système socialiste, système fondamental de l'économie nationale.

Notre industrie offrait alors un tableau peu enviable, l'industrie lourde surtout. Il est vrai qu'elle se rétablissait peu à peu, mais elle était encore loin d'avoir porté sa production au niveau d'avant-guerre. Elle était basée sur une technique vieille, arriérée et pauvre. Certes, elle se développait vers le socialisme. La part du secteur socialiste de notre industrie était alors d'environ 80%. Cependant le secteur capitaliste ne détenait pas moins de 20% de l'industrie.

Notre agriculture offrait un tableau encore moins attrayant. Il est vrai que la classe des grands propriétaires fonciers était déjà liquidée ; par contre la classe des capitalistes agricoles, la classe des koulaks, représentait encore une force assez considérable. Dans son ensemble l'agriculture était comme un immense océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur technique arriérée, médiévale. Dans cet océan, kolkhoz et sovkhos formaient

des points et des îlots ; ils n'avaient pas encore, à proprement parler, une importance tant soit peu sérieuse dans notre économie nationale. Les kolkhoz et sovkhos étaient faibles, tandis que le koulak était encore en force. Nous parlions alors non de la liquidation de la classe des koulaks, mais de sa limitation.

Il faut en dire autant des échanges dans le pays. Le secteur socialiste dans le domaine des échanges représentait quelque 50 ou 60%, pas plus, et tout le reste du champ d'activité était occupé par les marchands, les spéculateurs et autres commerçants privés.

Tel était le tableau de notre économie en 1924.

Où en sommes-nous maintenant, en 1936 ?

Si nous étions alors à la première période de la Nep, au début de la Nep, dans la période d'une certaine reprise du capitalisme, nous en sommes maintenant dans la dernière période de la Nep, à la fin de la Nep, en période de liquidation complète du capitalisme dans toutes les sphères de l'économie nationale.

Ainsi, par exemple, notre industrie, durant cette période, est devenue une force gigantesque. Maintenant, on ne peut plus la qualifier d'industrie faible et techniquement mal équipée. Au contraire, elle est maintenant basée sur une technique nouvelle, riche et moderne, avec une industrie lourde fortement développée et des constructions mécaniques encore plus développées. Mais le plus important, c'est que le capitalisme a été complètement chassé de notre industrie, et que la forme socialiste de production y domine actuellement sans partage. On ne saurait négliger le fait que la production de notre industrie socialiste d'aujourd'hui dépasse de plus de sept fois celle de l'industrie d'avant-guerre.

Dans l'agriculture, au lieu d'un océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur technique arriérée et l'emprise des koulaks, nous avons maintenant la plus grande production mécanisée du monde, et armée d'une technique moderne : un vaste système de kolkhoz et de sovkhos. Tout le monde sait que la classe des koulaks a été liquidée dans l'agriculture, et que le secteur des petites exploitations paysannes individuelles, avec sa technique arriérée, médiévale, occupe maintenant une place insignifiante ; sa part dans l'agriculture, pour l'étendue des surfaces ensemencées, représente 2 à 3% au plus. On ne peut s'empêcher de constater que les kolkhoz disposent aujourd'hui de 316.000 tracteurs d'une puissance de 5.700.000 CV, et, avec les sovkhos, ils totalisent plus de 400.000 tracteurs d'une puissance de 7.580.000 CV.

En ce qui concerne les échanges dans le pays, les marchands et spéculateurs ont été chassés complètement de ce domaine. Tout le commerce est aujourd'hui entre les mains de l'État, des coopératives et des kolkhoz. Un nouveau commerce est né et s'est dévelop-

pé, le commerce soviétique, commerce sans spéculateurs, sans capitalistes.

Ainsi la victoire totale du système socialiste dans toutes les sphères de l'économie nationale est désormais un fait acquis.

Et qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée, liquidée, et que la propriété socialiste des instruments et moyens de production s'est affirmée comme la base inébranlable de notre société soviétique. (*Applaudissements prolongés.*)

Ces changements dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. font que nous avons aujourd'hui une nouvelle économie, l'économie socialiste, qui ignore les crises et le chômage, qui ignore la misère et la ruine, et offre aux citoyens toutes possibilités d'une vie d'aisance et de culture.

Tels sont pour l'essentiel les changements survenus dans notre économie, de 1924 à 1936.

Ces changements dans l'économie de l'U.R.S.S. ont entraîné des changements dans la *structure de classe* de notre société.

On sait que la classe des grands propriétaires fonciers avait déjà été liquidée à la suite de notre victoire finale dans la guerre civile. Les autres classes exploiteuses ont partagé le même sort. Plus de classe des capitalistes dans l'industrie. Plus de classe des koulaks dans l'agriculture. Plus de marchands et spéculateurs dans le commerce. De sorte que toutes les classes exploiteuses ont été liquidées.

Est restée la classe ouvrière.

Est restée la classe des paysans.

Sont restés les intellectuels.

Mais on aurait tort de croire que ces groupes sociaux n'ont subi aucun changement pendant la période envisagée et qu'ils sont demeurés ce qu'ils étaient, disons, à l'époque du capitalisme.

Prenons, par exemple, la classe ouvrière de l'U.R.S.S. On l'appelle souvent, par vieille habitude, prolétariat. Mais qu'est-ce que le prolétariat ? Le prolétariat est une classe privée des instruments et moyens de production dans le système économique où instruments et moyens de production appartiennent aux capitalistes, et où la classe des capitalistes exploite le prolétariat. Le prolétariat est une classe exploitée par les capitalistes. Mais chez nous, on le sait, la classe des capitalistes est déjà liquidée ; les instruments et moyens de production ont été enlevés aux capitalistes et remis à l'Etat, dont la force dirigeante est la classe ouvrière. Par conséquent, il n'y a plus de classe de capitalistes qui pourrait exploiter la classe ouvrière. Par conséquent notre classe ouvrière, non seulement n'est pas privée des instruments et moyens de production ; au contraire, elle les possède en commun avec le peuple entier. Et

du moment qu'elle les possède, et que la classe des capitalistes est supprimée, toute possibilité d'exploiter la classe ouvrière est exclue. Peut-on après cela appeler notre classe ouvrière prolétariat ? Il est clair que non. Marx disait : pour s'affranchir, le prolétariat doit écraser la classe des capitalistes, enlever aux capitalistes les instruments et moyens de production et supprimer les conditions de production qui engendrent le prolétariat. Peut-on dire que la classe ouvrière de l'U.R.S.S. a déjà réalisé ces conditions de son affranchissement ? On peut et on doit le dire incontestablement. Et qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que le prolétariat de l'U.R.S.S. est devenu une classe absolument nouvelle, la classe ouvrière de l'U.R.S.S., qui a anéanti le système capitaliste de l'économie, affermi la propriété socialiste des instruments et moyens de production, et qui oriente la société soviétique dans la voie du communisme.

Comme vous voyez, la classe ouvrière de l'U.R.S.S. est une classe ouvrière absolument nouvelle, affranchie de l'exploitation, une classe ouvrière comme n'en a jamais connu l'histoire de l'humanité.

Passons à la question de la paysannerie. On a coutume de dire que la paysannerie est une classe de petits producteurs dont les membres, atomisés, dispersés sur toute la surface du pays, besognant chacun de leur côté dans leurs petites exploitations, avec leur technique arriérée, sont esclaves de la propriété privée et sont impunément exploités par les grands propriétaires fonciers, les koulaks, les marchands, les spéculateurs, les usuriers, etc. En effet, la paysannerie des pays capitalistes, si l'on considère sa masse fondamentale, constitue précisément cette classe. Peut-on dire que notre paysannerie d'aujourd'hui, la paysannerie soviétique, ressemble dans sa grande masse à cette paysannerie-là ? Non, on ne peut le dire. Cette paysannerie-là n'existe plus chez nous. Notre paysannerie soviétique est une paysannerie absolument nouvelle. Il n'existe plus chez nous de grands propriétaires fonciers ni de koulaks, de marchands ni d'usuriers, pour exploiter les paysans. Par conséquent, notre paysannerie est une paysannerie affranchie de l'exploitation. Ensuite notre paysannerie soviétique, dans son immense majorité, est une paysannerie kolkhozienne, c'est-à-dire qu'elle base son travail et son avoir non sur le travail individuel et une technique arriérée, mais sur le travail collectif et la technique moderne. Enfin l'économie de notre paysannerie est fondée, non sur la propriété privée, mais sur la propriété collective qui a grandi sur la base du travail collectif.

La paysannerie soviétique, vous le voyez, est une paysannerie absolument nouvelle, comme n'en a pas encore connu l'histoire de l'humanité.

Passons enfin à la question des intellectuels, des ingénieurs et techniciens, des travailleurs du front culturel, des employés en général, etc. Les intellectuels ont eux aussi subi de grands changements au cours de la période écoulée. Ce ne sont plus ces vieux intellectuels encroûtés, qui prétendaient se placer au-dessus des classes, mais qui, dans leur masse, servaient en réalité les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Nos intellectuels soviétiques, ce sont des intellectuels absolument nouveaux, liés par toutes leurs racines à la classe ouvrière et à la paysannerie. Tout d'abord, la composition sociale des intellectuels a changé. Les éléments issus de la noblesse et de la bourgeoisie représentent un faible pourcentage de nos intellectuels soviétiques. 80 à 90 % des intellectuels soviétiques sont issus de la classe ouvrière, de la paysannerie et d'autres catégories de travailleurs. Enfin le caractère même de l'activité des intellectuels a changé. Autrefois ils devaient servir les classes riches, parce qu'ils n'avaient pas d'autre issue. Maintenant ils doivent servir le peuple, parce qu'il n'existe plus de classes exploiteuses. Et c'est précisément pourquoi ils sont aujourd'hui membres égaux de la société soviétique, où, avec les ouvriers et les paysans attachés à la même besogne, ils travaillent à l'édification d'une société nouvelle, de la société socialiste sans classes.

Ce sont, vous le voyez bien, des travailleurs intellectuels absolument nouveaux, comme vous n'en trouverez dans aucun pays du globe.

Tels sont les changements survenus au cours de la période écoulée dans la structure sociale de la société soviétique.

Qu'attestent ces changements ?

Ils attestent, premièrement, que les démarcations entre la classe ouvrière et la paysannerie, de même qu'entre ces classes et les intellectuels, s'effacent et que disparaît le vieil exclusivisme de classe. C'est donc que la distance entre ces groupes sociaux diminue de plus en plus.

Ils attestent, deuxièmement, que les contradictions économiques entre ces groupes sociaux tombent, s'effacent.

Ils attestent enfin que tombent et s'effacent également les contradictions politiques qui existent entre eux.

Il en est ainsi des changements survenus dans la *structure de classe* de l'U.R.S.S.

Le tableau des changements dans la vie sociale de l'U.R.S.S. serait incomplet, si l'on ne disait quelques mots des changements intervenus dans un autre domaine encore. Je veux parler des rapports *entre nations*, en U.R.S.S. Comme on sait, l'Union soviétique comprend environ 60 nations, groupes nationaux et nationalités. L'Etat soviétique est un Etat multinational. On conçoit que la question

des rapports entre les peuples de l'U.R.S.S. soit pour nous d'une importance de premier ordre.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est formée, on le sait, en 1922, au Premier congrès des Soviets de l'U.R.S.S. Elle s'est formée sur la base de l'égalité et de la libre adhésion des peuples de l'U.R.S.S. La Constitution adoptée en 1924, actuellement en vigueur, est la première constitution de l'U.R.S.S. C'était une période où les relations entre les peuples n'étaient pas encore dûment établies, où les survivances de la défiance à l'égard des Grands-Russes n'avaient pas encore disparu, où les forces centrifuges continuaient encore à agir. Dans ces conditions il fallait établir la collaboration fraternelle des peuples sur la base d'une assistance mutuelle, économique, politique et militaire, en les groupant dans un seul Etat multinational fédéral. Le pouvoir soviétique voyait bien les difficultés de cette tâche. Il avait devant lui les expériences malheureuses des Etats multinationaux dans le monde bourgeois. Il avait devant lui l'expérience avortée de l'ancienne Autriche-Hongrie. Et cependant il décida de faire l'expérience de la création d'un Etat multinational, parce qu'il savait qu'un Etat multinational, ayant pour base le socialisme, devait triompher de toutes les épreuves.

Depuis, quatorze ans ont passé. Période suffisante pour vérifier l'expérience. Eh bien ? La période écoulée a montré indubitablement que l'expérience de la formation d'un Etat multinational, basé sur le socialisme, a pleinement réussi. C'est là une victoire incontestable de la politique léniniste dans la question nationale. (*Applaudissements prolongés.*)

Comment expliquer cette victoire ?

Absence de classes exploiteuses, principales organisatrices des collisions entre nations ; absence de l'exploitation qui entretient la méfiance réciproque et attise les passions nationalistes ; présence, au pouvoir, de la classe ouvrière, ennemie de tout asservissement et fidèle champion des idées d'internationalisme ; réalisation pratique de l'assistance mutuelle entre peuples dans tous les domaines de la vie économique et sociale ; enfin, épanouissement de la culture nationale des peuples de l'U.R.S.S., nationale par la forme, socialiste par le contenu : tous ces facteurs et autres analogues ont fait que la physionomie des peuples de l'U.R.S.S. a radicalement changé ; que le sentiment de la méfiance réciproque a disparu chez eux ; qu'en eux s'est développé un sentiment d'amitié réciproque, et que s'est établie ainsi une véritable collaboration fraternelle des peuples, au sein de l'Etat fédéral unique.

C'est ce qui fait que nous avons aujourd'hui un Etat socialiste multinational parfaitement constitué, qui a triomphé de toutes les

épreuves et dont la solidité peut faire envie à n'importe quel Etat fondé sur une seule nation, de n'importe quelle partie du monde. (*Vifs applaudissements.*)

Tels sont les changements survenus pendant la période écoulée dans les *rappports entre nations*, en U.R.S.S.

Tel est le bilan général des changements intervenus dans la vie économique, politique et sociale de l'U.R.S.S., au cours de la période 1924-1936.

III

PARTICULARITÉS ESSENTIELLES DU PROJET DE CONSTITUTION

Comment tous ces changements de la vie de l'U.R.S.S. ont-ils été marqués dans le projet de la nouvelle Constitution ?

Autrement dit : quelles sont les particularités essentielles du projet de Constitution soumis à l'examen de ce congrès ?

La Commission de la Constitution avait été chargée d'apporter des changements au texte de la Constitution de 1924. Des travaux de cette Commission est sorti un texte nouveau, le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. En établissant ce projet la Commission est partie du principe qu'une constitution ne doit pas être confondue avec un programme. Cela veut dire qu'entre un programme et une constitution il existe une différence essentielle. Alors qu'un programme expose ce qui n'est pas encore et ce qui doit seulement être obtenu et conquis dans l'avenir, une constitution, au contraire, doit exposer ce qui est déjà, ce qui a déjà été obtenu et conquis maintenant, dans le présent. Le programme concerne principalement l'avenir ; la Constitution, le présent.

Deux exemples à titre d'illustration.

Notre société soviétique a d'ores et déjà réalisé le socialisme, dans l'essentiel ; elle a créé l'ordre socialiste, c'est-à-dire qu'elle a atteint ce que, en d'autres termes, les marxistes appellent la première phase ou phase inférieure du communisme. Cela veut dire que la première phase du communisme, le socialisme, est déjà réalisée chez nous, dans l'essentiel. (*Applaudissements prolongés.*) Le principe fondamental de cette phase du communisme est, on le sait, la formule : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Notre Constitution doit-elle marquer ce fait, celui de la conquête du socialisme ? Doit-elle être basée sur cette conquête ? Elle doit l'être incontestablement. Elle doit l'être parce que le socialisme, pour l'U.R.S.S., est ce qui a déjà été obtenu et conquis.

Mais la société soviétique n'a pas encore réalisé le communisme dans sa phase supérieure, où le principe dominant sera la formule : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », encore qu'elle se fixe comme but de réaliser le communisme dans sa phase supérieure. Notre Constitution peut-elle être basée sur la phase supérieure du communisme, qui n'est pas encore et qui doit encore être conquise ? Non, elle ne peut pas l'être, car la phase supérieure du communisme c'est, pour l'U.R.S.S., ce qui n'est pas encore réalisé et ce qui doit l'être dans l'avenir. Elle ne peut pas l'être si on ne veut pas transformer la Constitution en programme ou en simple déclaration sur les futures conquêtes.

Tel est le cadre de notre Constitution dans le moment historique actuel.

Ainsi le projet de la nouvelle Constitution marque le bilan du chemin parcouru, le bilan des conquêtes déjà acquises. Il est, par conséquent, l'enregistrement et la consécration législative de ce qui en fait a déjà été obtenu et conquis. (*Vifs applaudissements.*)

C'est là la première particularité du projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.

Poursuivons. Les constitutions des pays bourgeois partent habituellement de la conviction que l'ordre capitaliste est immuable. La base essentielle de ces constitutions, ce sont les principes du capitalisme, ses principaux fondements : propriété privée de la terre, des forêts, fabriques, usines et autres instruments et moyens de production ; exploitation de l'homme par l'homme et existence d'exploiteurs et d'exploités ; à un pôle de la société, c'est la majorité des travailleurs dont le lendemain n'est pas assuré ; à l'autre pôle, c'est le luxe de la minorité non travailleuse, mais dont le lendemain est assuré, etc., etc. Ces constitutions s'appuient sur ces fondements du capitalisme et autres analogues. Elles les reflètent, elles les consacrent par voie législative.

A la différence de ces constitutions, le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. part de la liquidation de l'ordre capitaliste, de la victoire de l'ordre socialiste en U.R.S.S. La base essentielle du projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S., ce sont les principes du socialisme, ses principaux fondements déjà conquis et établis : propriété socialiste de la terre, des forêts, des fabriques, des usines et autres instruments et moyens de production ; suppression de l'exploitation et des classes exploiteuses ; suppression de la misère de la majorité et du luxe de la minorité ; suppression du chômage ; le travail comme obligation et devoir d'honneur de chaque citoyen apte au travail, selon la formule : « Qui ne travaille pas ne mange pas ». Le droit au travail, c'est-à-dire le droit de chaque citoyen de recevoir un travail garanti ; le droit au repos ; le

droit à l'instruction, etc., etc. Le projet de la nouvelle Constitution s'appuie sur ces fondements et autres analogues du socialisme. Il les reflète, il les consacre par voie législative.

Telle est la deuxième particularité du projet de la nouvelle Constitution.

Poursuivons. Les constitutions bourgeoises partent tacitement de cette prémisse que la société est composée de classes antagonistes, de classes possédant la richesse et de classes ne la possédant pas ; que, quel que soit le parti accédant au pouvoir, la direction politique de la société (dictature) doit appartenir à la bourgeoisie ; que la constitution est nécessaire pour fixer l'ordre social au gré et à l'avantage des classes possédantes.

A la différence des constitutions bourgeoises, le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. part du fait que dans la société il n'existe plus de classes antagonistes ; que la société est composée de deux classes amies, d'ouvriers et de paysans ; que ce sont justement ces classes laborieuses qui sont au pouvoir ; que la direction politique de la société (dictature) appartient à la classe ouvrière, en tant que classe avancée de la société ; que la Constitution est nécessaire pour fixer l'ordre social au gré et à l'avantage des travailleurs.

Telle est la troisième particularité du projet de la nouvelle Constitution.

Poursuivons. Les constitutions bourgeoises partent tacitement de cette prémisse que les nations et les races ne peuvent être égales en droits, qu'il est des nations jouissant de la plénitude des droits et d'autres qui n'en jouissent pas ; qu'en outre il existe une troisième catégorie de nations ou de races, par exemple, dans les colonies, qui ont encore moins de droits que les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits. Cela signifie que toutes ces constitutions sont nationalistes en leur fond, c'est-à-dire qu'elles sont des constitutions de nations dominantes.

Contrairement à ces constitutions, le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. est profondément internationaliste. Il part du principe que toutes les nations et races sont égales en droits. Il part du principe que la différence de couleur ou de langue, de niveau de culture ou de niveau de développement politique, aussi bien que toute autre différence entre nations et races, ne peut justifier l'inégalité de droits entre nations. Il part du principe que toutes les nations et races, indépendamment de leur situation passée et présente, indépendamment de leur force ou de leur faiblesse, doivent jouir de droits identiques dans toutes les sphères de la vie économique, sociale, politique et culturelle de la société.

Telle est la quatrième particularité du projet de la nouvelle Constitution.

La cinquième particularité du projet de la nouvelle Constitution, c'est son démocratisme conséquent et sans défaillance. Du point de vue du démocratisme, on peut diviser les constitutions bourgeoises en deux groupes : un groupe de constitutions nie ouvertement ou, en fait, réduit à néant l'égalité en droits des citoyens et les libertés démocratiques. L'autre groupe de constitutions accepte volontiers et affiche même les principes démocratiques ; mais en même temps il fait de telles réserves et restrictions que les droits et libertés démocratiques s'en trouvent complètement mutilés. Ces constitutions parlent de droits électoraux égaux pour tous les citoyens, mais aussitôt les restreignent par les conditions de résidence et d'instruction, voire de fortune. Elles parlent de droits égaux pour les citoyens, mais aussitôt font cette réserve que cela ne concerne pas les femmes, ou ne les concerne que partiellement. Etc., etc.

Le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. a ceci de particulier qu'il est exempt de pareilles réserves et restrictions. Pour lui, il n'existe point de citoyens actifs ou passifs ; pour lui, tous les citoyens sont actifs. Il n'admet point de différence de droits entre hommes et femmes, entre « domiciliés » et « non-domiciliés », entre possédants et non-possédants, entre gens instruits et non instruits. Pour lui, tous les citoyens ont des droits égaux. Ce n'est pas la situation de fortune, ni l'origine nationale, ce n'est pas le sexe ni la fonction ou le grade, mais les qualités personnelles et le travail personnel de chaque citoyen, qui déterminent sa situation dans la société.

Enfin, une autre particularité du projet de la nouvelle Constitution. Les constitutions bourgeoises se contentent habituellement de fixer les droits officiels des citoyens, sans se préoccuper des conditions garantissant l'exercice de ces droits, de la possibilité de les exercer, des moyens de les exercer. Elles parlent de l'égalité des citoyens, mais oublient qu'il ne peut pas y avoir d'égalité véritable entre patron et ouvrier, entre grand propriétaire foncier et paysan, si les premiers ont la richesse et le poids politique dans la société, et les seconds sont privés de l'un et de l'autre ; si les premiers sont des exploitateurs et les seconds des exploités. Ou encore : elles parlent de la liberté de la parole, de réunion et de la presse, mais elles oublient que toutes ces libertés peuvent n'être pour la classe ouvrière qu'un son creux, si elle est mise dans l'impossibilité de disposer de locaux appropriés pour tenir ses réunions, de bonnes imprimeries, d'une quantité suffisante de papier d'imprimerie, etc.

Le projet de la nouvelle Constitution a ceci de particulier qu'il ne se borne pas à fixer les droits officiels des citoyens, mais qu'il reporte le centre de gravité sur la garantie de ces droits, sur les

moyens de les réaliser. Il ne proclame pas simplement l'égalité des citoyens, mais il la garantit en consacrant par voie législative la suppression du régime d'exploitation, l'affranchissement des citoyens de toute exploitation. Il ne proclame pas simplement le droit au travail, mais il le garantit en consacrant par voie législative l'absence de crises dans la société soviétique, la suppression du chômage. Il ne proclame pas simplement les libertés démocratiques, mais il les garantit par voie législative, avec des moyens matériels déterminés. On conçoit, par conséquent, que le démocratisme du projet de la nouvelle Constitution ne soit pas un démocratisme en général, « habituel » et « généralement reconnu », mais le démocratisme *socialiste*.

Telles sont les particularités essentielles du projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.

C'est ainsi que le projet de la nouvelle Constitution reflète les transformations et les changements réalisés dans la vie économique, politique et sociale de l'U.R.S.S., durant la période 1924-1936.

IV

LA CRITIQUE BOURGEOISE DU PROJET DE CONSTITUTION

Quelques mots sur la critique bourgeoise du projet de Constitution.

L'attitude observée par la presse bourgeoise de l'étranger à l'égard du projet de Constitution offre sans contredit un certain intérêt. Pour autant que la presse étrangère reflète l'opinion des différentes catégories de la population dans les pays bourgeois, nous ne pouvons passer outre à la critique que cette presse a développée contre le projet de Constitution.

Les premières réactions de la presse étrangère au projet de Constitution se sont manifestées dans une tendance bien nette : passer sous silence le projet de Constitution. Je veux parler ici de la presse la plus réactionnaire, de la presse fasciste. Ce groupe de critiques a jugé que le mieux était simplement de passer sous silence le projet de Constitution, de présenter les choses comme si le projet n'existait pas et n'avait jamais existé. On peut dire que la tactique du silence n'est pas de la critique. Mais c'est faux. La méthode du silence comme moyen particulier de méconnaître les faits, est aussi une forme de critique, sottise et ridicule, il est vrai, mais une forme de critique tout de même. (*Rire général. Applaudissements.*) Mais la méthode du silence ne leur a pas réussi. Finalement ils ont été obligés d'ouvrir la soupape et d'informer le monde que, si triste que cela soit, le

projet de Constitution de l'U.R.S.S. existe pourtant ; que non seulement il existe, mais commence à exercer une action pernicieuse sur les esprits. D'ailleurs il ne pouvait en être autrement, car il existe tout de même dans le monde une opinion publique, des lecteurs, des hommes vivants, qui veulent savoir la vérité sur les faits, et il est absolument impossible de les maintenir longtemps dans l'état de la tromperie. Avec la tromperie on n'ira pas loin...

Le deuxième groupe de critiques reconnaît que le projet de Constitution existe réellement, mais estime qu'il n'est pas d'un grand intérêt, puisque, au fond, ce n'est pas un projet de Constitution, mais un chiffon de papier, une vaine promesse, visant à opérer une certaine manœuvre et à dupes les gens. A cela ils ajoutent que l'U.R.S.S. ne pouvait d'ailleurs pas donner un meilleur projet, puisque l'U.R.S.S. elle-même n'est pas un Etat, mais une simple notion géographique (*rire général*) ; dès lors, sa Constitution ne saurait être une vraie constitution. Le représentant typique de ce groupe de critiques est, si étrange que cela paraisse, l'officieux allemand, la *Deutsche Diplomatisch-Politische Korrespondenz*. Cette revue déclare expressément que le projet de Constitution de l'U.R.S.S. est une vaine promesse, une tromperie, un « village à la Potemkine ». Elle déclare sans hésiter que l'U.R.S.S. n'est pas un Etat ; que l'U.R.S.S. « n'est autre chose qu'une notion géographique exactement définie » (*rire général*) ; que la Constitution de l'U.R.S.S. ne peut donc, pour cette raison, être considérée comme une vraie constitution.

Que peut-on dire de semblables critiques, s'il est permis de les appeler ainsi ?

Dans un de ses contes et nouvelles, le grand écrivain russe Tchekhov dépeint le type du bureaucrate-tyranneau, très borné et obtus, mais suffisant et zélé à l'extrême. Après avoir établi « l'ordre et le calme » dans la région à lui « confiée », en exterminant des milliers d'habitants et en brûlant des dizaines de villes, ce bureaucrate jette un regard autour de lui et aperçoit à l'horizon l'Amérique, pays évidemment peu connu, où il existe, paraît-il, des libertés qui troublent le peuple, et où l'Etat est gouverné par d'autres méthodes. Le bureaucrate aperçoit l'Amérique et s'indigne : Qu'est-ce que ce pays ? D'où sort-il ? De quel droit existe-t-il, voyons ? (*Rire général, applaudissements.*) Evidemment, on l'a découvert par hasard quelques siècles plus tôt, mais est-ce qu'on ne peut pas le recouvrir, pour qu'on n'en entende plus jamais parler ? (*Rire général.*) Et ceci dit, il décrète : « Recouvrir l'Amérique ! » (*Rire général.*)

Il me semble que ces messieurs de la *Deutsche Diplomatisch-Politische Korrespondenz* ressemblent comme deux gouttes d'eau au

bureaucrate de Chtchédrine. (*Rire général, applaudissements.*) Il y a longtemps que l'U.R.S.S. blesse la vue de ces messieurs. Voilà dix-neuf ans que l'U.R.S.S. se dresse comme un phare, infusant l'esprit de libération à la classe ouvrière du monde entier et provoquant la fureur des ennemis de la classe ouvrière. Et voilà que cette U.R.S.S., non contente simplement d'exister, grandit même, et non seulement grandit, mais prospère, et non seulement prospère, mais rédige même un projet de nouvelle Constitution, projet qui exalte les esprits, qui inspire de nouveaux espoirs aux classes opprimées. (*Applaudissements.*) Comment ces messieurs de l'organe officieux allemand ne s'indigneraient-ils pas après cela ? Qu'est-ce que c'est que ce pays ? clament-ils ; de quel droit existe-t-il, voyons ? (*Rire général.*) Et si on l'a découvert en octobre 1917, pourquoi ne pourrait-on pas le recouvrir, pour qu'on n'en entende plus jamais parler ? Et ceci dit, ils décident : Recouvrir l'U.R.S.S. ; proclamer haut et clair que l'U.R.S.S. n'existe pas en tant qu'Etat, que l'U.R.S.S. n'est autre chose qu'une simple notion géographique ! (*Rire général.*)

Après avoir décrété de recouvrir l'Amérique, le bureaucrate de Chtchédrine, en dépit de toute son étroitesse d'esprit, avait cependant trouvé en lui des éléments de compréhension de la réalité, car il se dit aussitôt : « Mais je crois que ladite chose n'est pas en mon pouvoir ». (*Explosion de franche gaieté, applaudissements en rafale.*) J'ignore si ces messieurs de l'organe officieux allemand auront assez d'esprit pour se douter qu'ils peuvent bien, évidemment, « recouvrir » sur le papier tel ou tel Etat, mais à parler sérieusement, « ladite chose n'est pas en leur pouvoir »... (*Explosion de franche gaieté, applaudissements en rafale.*)

Quant à l'affirmation que la Constitution de l'U.R.S.S. est soi-disant une vaine promesse, un « village à la Potemkine », etc., je tiens à invoquer une série de faits établis, qui parlent d'eux-mêmes.

En 1917, les peuples de l'U.R.S.S. ont renversé la bourgeoisie et instauré la dictature du prolétariat, instauré le pouvoir soviétique. C'est un fait, et non une promesse.

Ensuite, le pouvoir soviétique a liquidé la classe des grands propriétaires fonciers et remis aux paysans plus de 150 millions d'hectares de terres ayant appartenu aux grands propriétaires fonciers, à l'Etat et aux couvents ; cela, en plus des terres qui se trouvaient auparavant déjà entre les mains des paysans. C'est un fait, et non une promesse.

Ensuite, le pouvoir soviétique a exproprié la classe des capitalistes ; il lui a enlevé les banques, les usines, les chemins de fer et autres instruments et moyens de production, proclamés propriété

socialiste, et il a placé à la tête de ces entreprises l'élite de la classe ouvrière. C'est un fait, et non une promesse. (*Applaudissements prolongés.*)

Ensuite, ayant organisé l'industrie et l'agriculture selon des principes nouveaux, socialistes, avec une nouvelle base technique, le pouvoir des Soviets est arrivé à ceci qu'aujourd'hui l'agriculture de l'U.R.S.S. fournit une production une fois et demie supérieure à celle d'avant-guerre ; l'industrie produit sept fois plus qu'avant-guerre et le revenu national a quadruplé par rapport à la période d'avant-guerre. Tout cela, ce sont des faits, et non des promesses. (*Applaudissements prolongés.*)

Ensuite, le pouvoir soviétique a supprimé le chômage, réalisé le droit au travail, le droit au repos, le droit à l'instruction, assuré les meilleures conditions matérielles et culturelles aux ouvriers, aux paysans et aux intellectuels ; assuré aux citoyens l'application du suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret. Tout cela, ce sont des faits, et non des promesses. (*Applaudissements prolongés.*)

Enfin l'U.R.S.S. a donné le projet d'une nouvelle Constitution qui n'est pas une promesse, mais l'enregistrement et la consécration législative de ces faits connus de tous, l'enregistrement et la consécration législative de ce qui a déjà été obtenu et conquis.

On se demande à quoi se réduit, après tout cela, le verbiage de ces messieurs de l'organe officieux allemand sur les « villages à la Potemkine », sinon à ceci qu'ils se proposent de cacher au peuple la vérité sur l'U.R.S.S., d'induire le peuple en erreur, de le tromper.

Tels sont les faits. Or les faits, comme on dit, sont têtus. Ces messieurs de l'organe officieux allemand peuvent dire que c'est tant pis pour les faits. (*Rire général.*) Mais alors on peut leur répondre par ce proverbe russe que l'on connaît : « Pour les imbéciles, il n'y a pas de loi qui tienne ». (*Rires joyeux, applaudissements prolongés.*)

Le troisième groupe de critiques est prêt à reconnaître certains mérites au projet de Constitution ; il le considère comme un événement positif, mais, voyez-vous, il doute fort que certaines de ses dispositions puissent être mises en pratique, convaincu qu'il est que ces dispositions en général sont irréalisables et doivent rester sur le papier. Ce sont, pour parler délicatement, des sceptiques. Ces sceptiques-là existent dans tous les pays.

Il faut dire que ce n'est pas la première fois que nous les rencontrons. Lorsque les bolchéviks prirent le pouvoir en 1917, les sceptiques disaient : Les bolchéviks ne sont peut-être pas de mauvaises gens, mais pour ce qui est du pouvoir, ils ne s'en tireront pas, ils

se casseront le nez. Il s'est avéré que ce ne sont pas les bolchéviks, mais les sceptiques qui se sont cassé le nez.

Pendant la guerre civile et l'intervention étrangère, ce groupe de sceptiques disait : Evidemment, le pouvoir des Soviets n'est pas une mauvaise chose, mais il y a des chances pour que Dénikine avec Koltchak, plus les étrangers, en viennent à bout. Cependant les sceptiques, cette fois encore, se sont trompés dans leurs calculs.

Lorsque le pouvoir soviétique a publié le premier plan quinquennal, les sceptiques ont réapparu sur la scène, disant : Le plan quinquennal est, certes, une bonne chose, mais il n'est guère réalisable ; il faut croire que les bolchéviks s'enfermeront sur leur plan quinquennal. Les faits ont cependant montré que les sceptiques, cette fois encore, n'ont pas eu de chance : le plan quinquennal fut réalisé en quatre ans.

Il faut en dire autant du projet de la nouvelle Constitution et de la critique qu'en ont fait les sceptiques. Il a suffi de publier le projet pour que ce groupe de critiques réapparaisse sur la scène, avec leur morne scepticisme, leurs doutes sur la possibilité de réaliser certaines dispositions de la Constitution. Il n'y a aucune raison de douter que les sceptiques échoueront cette fois encore, qu'ils échoueront aujourd'hui comme ils ont échoué maintes fois dans le passé.

Le quatrième groupe de critiques, en attaquant le projet de la nouvelle Constitution, le caractérise comme une « évolution à droite », comme un « abandon de la dictature du prolétariat », comme la « liquidation du régime bolchévik ». « Les bolchéviks ont obliqué à droite, c'est un fait », déclarent-ils sur divers tons. Certains journaux polonais et, en partie, les journaux américains, se montrent particulièrement zélés à cet égard.

Que peut-on dire de ces critiques, s'il est permis de les appeler ainsi ?

Si l'élargissement de la base de la dictature de la classe ouvrière et la transformation de la dictature en un système plus souple, et par conséquent plus puissant, de direction politique de la société, sont interprétés par eux, non comme un renforcement de la dictature de la classe ouvrière, mais comme son affaiblissement ou même comme son abandon, il est permis de demander : ces messieurs savent-ils en général ce que c'est que la dictature de la classe ouvrière ?

Si la consécration législative de la victoire du socialisme, la consécration législative des succès de l'industrialisation, de la collectivisation et de la démocratisation, ils l'appellent « évolution à droite », il est permis de demander : ces messieurs savent-ils

en général ce qui distingue la gauche de la droite ? (*Rire général, applaudissements.*)

Il ne peut faire de doute que ces messieurs se sont définitivement embrouillés dans leur critique du projet de Constitution, et s'étant embrouillés, ils ont confondu la droite avec la gauche.

On ne peut s'empêcher de songer à Pélagie, cette « gamine »-servante des *Ames mortes* de Gogol. L'auteur raconte qu'un jour elle s'était chargée de montrer le chemin à Sélifane, cocher de Tchitchikov, mais n'ayant pas su distinguer le côté droit du côté gauche de la route, elle s'était embrouillée et mise en fâcheuse posture. Il faut avouer que les critiques des journaux polonais, malgré toute leur présomption, ne dépassent pas de beaucoup le niveau de compréhension de Pélagie, la « gamine »-servante des *Ames mortes*. (*Applaudissements.*) Si vous vous rappelez bien, le cocher Sélifane trouva bon de tancer Pélagie pour avoir confondu le côté droit et le côté gauche, en lui disant : « Hé, va donc, pieds-sales... tu ne sais même pas distinguer ta droite de ta gauche. » Il me semble qu'on ferait bien de tancer de même nos critiques à la manqué, en leur disant : « Hé, allez donc, critiques de malheur... vous ne savez même pas distinguer votre droite de votre gauche. » (*Applaudissements prolongés.*)

Enfin, encore un groupe de critiques. Si le groupe précédent accuse le projet de Constitution de renoncer à la dictature de la classe ouvrière, ce groupe-ci l'accuse, au contraire, de ne rien changer à l'état de choses existant en U.R.S.S., de laisser intacte la dictature de la classe ouvrière, de ne pas admettre la liberté des partis politiques et de maintenir la position dirigeante du Parti communiste en U.R.S.S. Au surplus, ce groupe de critiques estime que l'absence de libertés pour les partis en U.R.S.S. est une violation des principes du démocratisme.

Je dois avouer qu'en effet le projet de la nouvelle Constitution maintient le régime de la dictature de la classe ouvrière, de même qu'il conserve sans changement la position dirigeante du Parti communiste de l'U.R.S.S. (*Vifs applaudissements.*) Si les honorables critiques considèrent ceci comme un défaut du projet de Constitution, on ne peut que le regretter. Nous, bolchéviks, considérons cela comme un mérite du projet de Constitution. (*Vifs applaudissements.*)

En ce qui concerne la liberté pour les différents partis politiques, nous sommes ici d'un avis quelque peu différent. Un parti est une portion d'une classe, sa portion d'avant-garde. Plusieurs partis et, par conséquent, la liberté des partis, ne peuvent exister que dans une société où existent des classes antagonistes, dont les

intérêts sont hostiles, inconciliables ; où il y a, par exemple, capitalistes et ouvriers, grands propriétaires fonciers et paysans, koulaks et paysans pauvres, etc. Mais en U.R.S.S., il n'y a plus de classes telles que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les koulaks, etc. Il n'existe en U.R.S.S. que deux classes, les ouvriers et les paysans, dont les intérêts, loin d'être hostiles, sont au contraire basés sur l'amitié. Par conséquent, il n'y a pas en U.R.S.S. de terrain pour plusieurs partis, ni par conséquent pour la liberté de ces partis. En U.R.S.S. il n'existe de terrain que pour un seul parti, le Parti communiste. En U.R.S.S. il ne peut y avoir qu'un seul parti, le Parti communiste, qui défend hardiment et jusqu'au bout les intérêts des ouvriers et des paysans. Et qu'il ne défende pas mal les intérêts de ces classes, on ne saurait guère en douter. (*Vifs applaudissements.*)

On parle de démocratie. Mais qu'est-ce que la démocratie ? La démocratie dans les pays capitalistes, où il y a des classes antagonistes, c'est en dernière analyse la démocratie pour les forts, une démocratie pour la minorité possédante. La démocratie en U.R.S.S. est, au contraire, une démocratie pour les travailleurs, c'est-à-dire la démocratie pour tous. Il s'ensuit donc que les principes du démocratismes sont violés, non par le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S., mais par les constitutions bourgeoises. Voilà pourquoi je pense que la Constitution de l'U.R.S.S. est la seule au monde qui soit démocratique jusqu'au bout.

Voilà ce qu'il en est de la critique bourgeoise du projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.

V

AMENDEMENTS ET ADDITIONS AU PROJET DE CONSTITUTION

Passons aux amendements et additions que les citoyens ont proposés au cours de la discussion du projet par l'ensemble du peuple.

On sait que la discussion populaire du projet de Constitution a donné un nombre assez considérable d'amendements et d'additions qui, tous, ont été publiés dans la presse soviétique. Etant donné la grande diversité des amendements et leur valeur inégale, il serait bon à mon avis de les diviser en trois catégories.

Le trait distinctif des amendements de la première catégorie, c'est qu'ils ne traitent pas des problèmes de la Constitution, mais de l'activité législative courante des futurs organismes législatifs

Certaines questions d'assurances, certaines questions touchant l'édification des kolkhoz, l'édification industrielle, les finances, tel est le sujet de ces amendements. Les auteurs de ces amendements n'ont visiblement pas compris la différence entre les problèmes constitutionnels et les problèmes de législation courante. C'est pour cela précisément qu'ils s'efforcent de faire rentrer dans la Constitution le plus de lois possible, ce qui conduirait à faire de la constitution quelque chose comme un code des lois. Or la Constitution n'est pas un code. Elle est la loi fondamentale, et rien que la loi fondamentale. La Constitution n'exclut pas mais suppose l'activité législative courante des futurs organismes législatifs. La Constitution donne une base juridique à la future activité législative de ces organismes. Aussi les amendements et additions de ce genre doivent-ils être, selon moi, renvoyés aux futurs organismes législatifs du pays, comme n'ayant pas de rapport direct avec la Constitution.

Dans la deuxième catégorie doivent être rangés les amendements et additions qui visent à introduire dans la Constitution des données historiques ou des déclarations sur ce que le pouvoir soviétique n'a pas encore conquis, et qu'il doit conquérir. Marquer dans la Constitution les difficultés que le Parti, la classe ouvrière et tous les travailleurs ont surmontées durant de longues années dans la lutte pour la victoire du socialisme ; indiquer dans la Constitution le but final du mouvement soviétique, c'est-à-dire l'édification de la société communiste intégrale : tel est le sujet de ces amendements, qui se répètent en de nombreuses variantes. Je pense que ces amendements et additions doivent eux aussi être mis de côté, comme n'ayant pas de rapport direct avec la Constitution. Celle-ci est l'enregistrement et la consécration législative des conquêtes déjà obtenues et assurées. Si nous ne voulons pas altérer ce caractère fondamental de la Constitution, nous ne devons pas la remplir de données historiques sur le passé ou de déclarations sur les conquêtes futures des travailleurs de l'U.R.S.S. Nous avons pour cela d'autres voies et d'autres documents.

Enfin, dans la troisième catégorie il convient de ranger les amendements et additions ayant un rapport direct avec le projet de Constitution.

Une partie considérable des amendements de cette catégorie ont un caractère rédactionnel. On pourrait donc les renvoyer à la Commission de rédaction qui, je pense, sera constituée à ce congrès et à laquelle on confiera la rédaction définitive du texte de la nouvelle Constitution.

Quant aux autres amendements de la troisième catégorie, ils

ont une importance plus substantielle, et il faut, à mon avis, en dire ici quelques mots.

1. Tout d'abord en ce qui concerne les amendements à l'article 1 du projet de Constitution. Il y a quatre amendements. Les uns proposent au lieu des mots « Etat des ouvriers et des paysans », de dire : « Etat des travailleurs ». D'autres proposent d'ajouter aux mots « Etat des ouvriers et des paysans » les mots : « et des travailleurs intellectuels ». D'autres encore proposent au lieu des mots « Etat des ouvriers et des paysans », de dire : « Etat de toutes les races et nationalités peuplant le territoire de l'U.R.S.S. ». D'autres enfin proposent de remplacer les mots « des paysans » par les mots « des kolkhoziens » ou par les mots : « des travailleurs de l'agriculture socialiste ».

Faut-il accepter ces amendements ? Je pense que non.

De quoi parle l'article 1 du projet de Constitution ? De la composition de classe de la société soviétique. Nous, marxistes, pouvons dans la Constitution ne rien dire de la composition de classe de notre société ? Evidemment non. La société soviétique se compose, comme on sait, de deux classes : les ouvriers et les paysans. C'est de cela précisément que traite l'article 1 du projet de Constitution. Par conséquent, l'article 1 reflète bien la composition de classe de notre société. On peut demander : Et les travailleurs intellectuels ? Les intellectuels n'ont jamais été et ne peuvent être une classe, ils ont été et demeurent une couche sociale recrutant ses membres parmi toutes les classes de la société. Dans l'ancien temps, les intellectuels se recrutaient parmi les nobles, la bourgeoisie, en partie parmi les paysans et, seulement dans une proportion très insignifiante, parmi les ouvriers. A notre époque, à l'époque soviétique, les intellectuels se recrutent surtout parmi les ouvriers et les paysans. Mais quelle que soit la façon dont ils se recrutent, quel que soit le caractère qu'ils revêtent, les intellectuels sont néanmoins une couche sociale, et non une classe.

Cet état de choses ne porte-t-il pas atteinte aux droits des travailleurs intellectuels ? Pas du tout ! L'article 1 du projet de Constitution parle, non des droits des diverses couches de la société soviétique, mais de la composition de classe de cette société. Quant aux droits des diverses couches de la société soviétique, y compris ceux des travailleurs intellectuels, il en est parlé principalement aux chapitres X et XI du projet de Constitution. De ces chapitres il ressort que les ouvriers, les paysans et les travailleurs intellectuels sont complètement égaux en droits, dans toutes les sphères de la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays. Par conséquent, il ne peut être question d'atteinte aux droits des travailleurs intellectuels.

Il faut en dire autant des nations et des races faisant partie de l'U.R.S.S. Au chapitre II du projet de Constitution il est dit déjà que l'U.R.S.S. est une union librement consentie de nations égales en droits. Faut-il répéter cette formule à l'article I du projet de Constitution, qui traite non de la composition nationale de la société soviétique, mais de sa composition de classe ? Il est clair que non. Quant aux droits des nations et des races faisant partie de l'U.R.S.S., il en est parlé aux chapitres II, X et XI du projet de Constitution. De ces chapitres il ressort que les nations et les races de l'U.R.S.S. jouissent des mêmes droits dans toutes les sphères de la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays. Par conséquent, il ne peut être question d'atteinte aux droits des nationalités.

On aurait également tort de remplacer le mot « paysan » par le mot « kolkhozien » ou par les mots « travailleur de l'agriculture socialiste ». D'abord, il existe encore parmi les paysans, outre les kolkhoziens, plus d'un million de foyers de non-kolkhoziens. Comment faire ? Les auteurs de cet amendement pensent-ils ne pas en tenir compte ? Ce ne serait pas raisonnable. En second lieu, si la majorité des paysans ont passé à l'économie kolkhozienne, cela ne veut pas encore dire qu'ils aient cessé d'être des paysans, qu'ils n'aient plus d'économie personnelle, de foyer personnel, etc. Troisièmement, il faudrait substituer également au mot « ouvrier » les mots « travailleur de l'industrie socialiste », ce que pourtant les auteurs de l'amendement ne proposent pas. Enfin, est-ce que la classe des ouvriers et la classe des paysans ont déjà disparu chez nous ? Et si elles n'ont pas disparu, faut-il rayer du vocabulaire les dénominations établies pour elles ? Les auteurs de l'amendement ont sans doute en vue, non pas la société actuelle, mais la société future, lorsqu'il n'y aura plus de classes et que les ouvriers et les paysans seront devenus les travailleurs d'une société communiste unique. C'est dire qu'ils anticipent manifestement. Or, en rédigeant la Constitution, il faut prendre comme point de départ, non le futur, mais le présent, ce qui existe déjà. La Constitution ne peut ni ne doit anticiper.

2. Vient ensuite l'amendement à l'article 17 du projet de Constitution. Cet amendement propose de retrancher complètement l'article 17 selon lequel les Républiques fédérées conservent le droit de se retirer librement de l'U.R.S.S. Je pense que cette proposition n'est pas juste et que le congrès ne doit pas l'adopter. L'U.R.S.S. est une union librement consentie de Républiques fédérées égales en droits. Retrancher de la Constitution l'article relatif au droit de se retirer librement de l'U.R.S.S., c'est violer le principe de libre adhésion à cette union. Pouvons-nous prendre ce parti ? Je pense

que nous ne pouvons ni ne devons le faire. On dit qu'en U.R.S.S. il n'est pas une seule République qui veuille se retirer de l'U.R.S.S.; que, pour cette raison, l'article 17 n'a pas de portée pratique. Qu'il n'y ait pas chez nous une seule République désireuse de se retirer de l'U.R.S.S., c'est exact évidemment. Mais il ne s'ensuit nullement que nous ne devions pas fixer dans la Constitution le droit des Républiques fédérées à se retirer librement de l'U.R.S.S. Il n'existe pas en U.R.S.S. de République fédérée qui veuille prévaloir sur une autre. Mais il ne s'ensuit nullement que l'on doive retrancher de la Constitution l'article relatif à l'égalité en droits des Républiques fédérées.

3. Ensuite, on propose de compléter le chapitre II du projet de Constitution par un nouvel article qui dit en substance que les Républiques socialistes soviétiques autonomes, après avoir atteint le niveau de développement économique et culturel voulu, peuvent être transformées en Républiques socialistes soviétiques fédérées. Peut-on accepter cette proposition ? Je pense que non. Elle est erronée non seulement en sa substance mais aussi en ses motifs. On ne peut motiver le passage des Républiques autonomes au rang de Républiques fédérées par leur maturité économique et culturelle, de même qu'on ne peut motiver le maintien de telle ou telle autre République sur la liste des Républiques autonomes, par son retard économique ou culturel. Ce ne serait pas là une manière de voir marxiste, léniniste. La République de Tatarie, par exemple, reste autonome, tandis que la République de Kazakhie devient fédérée ; mais cela ne signifie pas encore que la République de Kazakhie, du point de vue du développement culturel et économique, soit supérieure à la République de Tatarie. C'est le contraire qui est vrai. Il faut en dire autant, par exemple, de la République autonome des Allemands de la Volga et de la République fédérée de Kirghizie, dont la première, au point de vue culturel et économique, est supérieure à la seconde, bien que demeurant République autonome.

Quels sont les indices motivant le passage des Républiques autonomes dans la catégorie des Républiques fédérées ?

Ces indices sont au nombre de trois.

Premièrement, il faut que la République soit périphérique, qu'elle ne soit pas entourée de tous côtés par le territoire de l'U.R.S.S. Pourquoi ? Parce que si la République fédérée conserve le droit de se retirer de l'U.R.S.S., il faut que cette République, devenue fédérée, ait la possibilité de poser, logiquement et pratiquement, la question de sa sortie de l'U.R.S.S. Or, cette question ne peut être posée que par la République qui, par exemple, est limitrophe d'un Etat étranger quelconque et, par conséquent, n'est pas entourée de tous côtés par le territoire de l'U.R.S.S. Certes, nous n'avons pas

de Républiques qui posent pratiquement la question de leur sortie de l'U.R.S.S. Mais du moment qu'une République fédérée conserve le droit de se retirer de l'U.R.S.S. il faut faire en sorte que ce droit ne devienne pas un chiffon de papier dénué de sens. Prenons, par exemple, la République de Bachkirie ou de Tatarie. Admettons que ces Républiques autonomes aient été portées dans la catégorie des Républiques fédérées. Pourraient-elles poser la question, logiquement et pratiquement, de leur sortie de l'U.R.S.S. ? Non, elles ne le pourraient pas. Pourquoi ? Parce qu'elles sont entourées de tous côtés par des républiques et régions soviétiques, et elles n'ont pas à proprement parler par où sortir de l'U.R.S.S. (*Rire général, applaudissements.*) Aussi bien, l'on aurait tort de porter ces Républiques dans la catégorie des Républiques fédérées.

Deuxièmement, il faut que la nationalité qui a donné son nom à la République soviétique y représente une majorité plus ou moins compacte. Prenons, par exemple, la République autonome de Crimée. C'est une république périphérique, mais les Tatars de Crimée ne forment pas la majorité dans cette République ; au contraire, ils y représentent la minorité. Par conséquent, il serait faux et illogique de faire passer la République de Crimée dans la catégorie des Républiques fédérées.

Troisièmement, il faut que la république ne soit pas trop petite au point de vue de la population, que celle-ci, disons, ne soit pas inférieure, mais supérieure à un million au moins. Pourquoi ? Parce que ce serait une erreur de supposer qu'une petite république soviétique ayant une population minime et une armée insignifiante, pût exister comme Etat indépendant. On ne peut guère douter que les rapaces impérialistes auraient tôt fait de mettre la main dessus.

Je pense qu'à défaut de ces trois indices objectifs, on aurait tort de poser en ce moment historique la question du transfert de telle ou telle république autonome dans la catégorie des Républiques fédérées.

4. On propose ensuite de supprimer dans les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 l'énumération détaillée de la division administrative et territoriale des Républiques fédérées, en territoires et régions. Je pense que cette proposition est également inacceptable. Il est des gens en U.R.S.S. qui sont prêts, très volontiers et sans se lasser, à tailler et retailler territoires et régions, en jetant ainsi la confusion et l'incertitude dans le travail. Le projet de Constitution met un frein à ces gens-là. Et cela est fort bien, parce qu'ici comme en beaucoup d'autres choses, il nous faut une atmosphère de certitude, de la stabilité, de la clarté.

5. Le cinquième amendement concerne l'article 33. On estime qu'il n'est pas rationnel de créer deux Chambres et l'on propose de supprimer le Soviet des nationalités. Je pense que cet amendement n'est pas juste non plus. Le système à Chambre unique serait meilleur que le système à deux Chambres, si l'U.R.S.S. était un Etat national homogène. Mais ce n'est pas le cas. L'U.R.S.S. est, on le sait bien, un Etat multinational. Nous possédons un organisme suprême, où sont représentés les intérêts *communs* à tous les travailleurs de l'U.R.S.S., indépendamment de leur nationalité. C'est le Soviet de l'Union. Mais outre les intérêts communs, les nationalités de l'U.R.S.S. ont encore *leurs intérêts particuliers, spécifiques*, liés à leurs particularités nationales. Peut-on négliger ces intérêts spécifiques ? Evidemment non. Est-il besoin d'avoir un organisme suprême spécial, reflétant ces intérêts spécifiques ? Incontestablement. Il ne peut faire de doute que sans cet organisme il serait impossible de gouverner un Etat multinational comme l'U.R.S.S. Cet organisme est la seconde Chambre, le Soviet des nationalités de l'U.R.S.S.

On invoque l'histoire parlementaire des Etats d'Europe et d'Amérique ; on rappelle que le système à deux Chambres dans ces pays n'a eu que des résultats négatifs, que la seconde Chambre dégénère habituellement en un centre de réaction, qui freine la marche en avant. Tout cela est exact. Mais cela vient de ce que, dans ces pays, il n'y a pas d'égalité entre les Chambres. On sait que souvent l'on accorde à la seconde Chambre plus de droits qu'à la première ; ensuite, la seconde Chambre ne se constitue pas en règle générale par voie démocratique : souvent ses membres sont nommés par en haut. Il est certain que ces résultats négatifs n'existeront pas, si l'on établit l'égalité entre les deux Chambres et si l'on organise la seconde de façon aussi démocratique que la première.

6. On propose ensuite une addition au projet de Constitution, demandant que soit égalisé l'effectif des deux Chambres. Je pense qu'on pourrait accepter cette proposition. Elle offre à mon avis des avantages politiques évidents, puisque'elle souligne l'égalité des deux Chambres.

7. Vient ensuite une addition au projet de Constitution, proposant d'élire les députés au Soviet des nationalités de la même manière que ceux du Soviet de l'Union par voie d'élections directes. Je pense que cette proposition, on pourrait également l'accepter. Il est vrai qu'elle peut présenter certains inconvénients d'ordre technique lors des élections, Mais en revanche elle offre un important avantage politique, parce qu'elle augmentera l'autorité du Soviet des nationalités.

8. Vient ensuite une addition à l'article 40, qui propose de résér-

ver au Présidium du Soviet suprême le droit d'édicter des actes législatifs provisoires. Je pense que cette addition n'est pas juste, et que le congrès ne doit pas l'adopter. Il faut enfin mettre un terme à cette situation où ce n'est pas un organisme unique qui légifère, mais toute une série d'organismes. Cette situation est contraire au principe de la stabilité des lois. Or, la stabilité des lois nous est nécessaire aujourd'hui plus que jamais. Le pouvoir législatif en U.R.S.S. doit être exercé par un seul organisme, le Soviet suprême de l'U.R.S.S.

9. On propose ensuite une addition à l'article 48 du projet de Constitution, demandant que le président du Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. soit élu, non par le Soviet suprême de l'U.R.S.S. mais par toute la population du pays. Je pense que cette addition n'est pas juste, car elle n'est pas conforme à l'esprit de notre Constitution. Suivant le système de notre Constitution, il ne doit pas y avoir en U.R.S.S. de président unique, élu comme tel par la population entière, au même titre que le Soviet suprême, et pouvant s'opposer à ce dernier. En U.R.S.S. la présidence est collective, elle est assurée par le Présidium du Soviet suprême, y compris le président du Présidium du Soviet suprême, élu non pas par toute la population, mais par le Soviet suprême, et tenu de rendre compte de son activité devant ce dernier. L'histoire montre que cette structure des organismes suprêmes est la plus démocratique, et qu'elle garantit le pays contre des éventualités indésirables.

10. Vient ensuite un amendement au même article 48 proposant de porter le nombre des vice-présidents au Présidium du Soviet suprême à 11, à raison d'un vice-président par République fédérée. Je pense que l'on pourrait accepter cet amendement, qui améliore les choses et ne peut que renforcer l'autorité du Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S.

11. Vient ensuite un amendement à l'article 77. Il demande que soit organisé un nouveau commissariat de l'U.R.S.S., le commissariat du peuple de l'Industrie de la Défense. Je pense qu'il serait bon d'accepter aussi cet amendement (*applaudissements*), car le moment est venu de faire une place spéciale à notre industrie de la Défense et de la doter d'un commissariat. Il me semble que ceci ne pourrait qu'améliorer la défense de notre pays. *

12. Vient ensuite un amendement à l'article 124 du projet de Constitution, demandant que soit interdit l'exercice des cultes religieux. Je pense qu'il faut rejeter cet amendement, comme n'étant pas conforme à l'esprit de notre Constitution.

13. Enfin, encore un amendement plus ou moins essentiel. Je parle de l'amendement à l'article 135 du projet de Constitution. Il propose de priver des droits électoraux les desservants du culte,

les anciens gardes blancs, tous les ci-devant et les personnes qui ne font pas un travail d'utilité publique, ou tout au moins de limiter les droits électoraux des individus de cette catégorie en ne leur accordant que le droit d'élire sans pouvoir être élu. Je pense que cet amendement doit également être rejeté. Le pouvoir soviétique a privé de leurs droits électoraux les éléments non travailleurs et exploités, non à perpétuité mais provisoirement, pendant une certaine période. Il fut un temps où ces éléments faisaient ouvertement la guerre au peuple et s'opposaient aux lois soviétiques. La loi soviétique qui les privait du droit électoral fut la réponse du pouvoir des Soviets à cette opposition. Depuis lors il s'est passé pas mal de temps. Durant la période écoulée, nous avons obtenu ce résultat que les classes exploiteuses ont été supprimées et le pouvoir soviétique est devenu une force invincible. Le moment n'est-il pas venu de reviser cette loi ? Je pense que oui. On dit qu'il y a là un danger, parce que dans les organismes suprêmes du pays peuvent se glisser des éléments hostiles au pouvoir soviétique, anciens gardes blancs, koulaks, popes, etc. Mais que peut-on craindre ici ? Qui craint le loup n'aïlle pas au bois. (*Joyeuse animation dans la salle, vifs applaudissements.*) D'abord, les anciens koulaks, gardes blancs ou popes ne sont pas tous hostiles au pouvoir soviétique. Ensuite, si le peuple élit, çà et là, des hommes hostiles, cela voudra dire que notre travail d'agitation ne vaut rien, et que nous avons parfaitement mérité cette honte ; si au contraire notre travail d'agitation est fait à la manière bolchévique, le peuple ne laissera pas pénétrer les éléments hostiles dans ses organismes suprêmes. Par conséquent, il faut travailler et ne pas pleurnicher. (*Vifs applaudissements.*) Il faut travailler et ne pas attendre que les choses vous soient servies toutes prêtes, par la voie de dispositions administratives. Déjà en 1919 Lénine disait que le temps était proche où le pouvoir des Soviets jugerait utile d'introduire le suffrage universel sans aucune restriction. Notez-le bien : *sans aucune restriction*. Il le disait alors que l'intervention militaire étrangère n'était pas encore liquidée, et que notre industrie et notre agriculture étaient dans une situation désespérée. Dix-sept ans ont passé depuis. N'est-il pas temps, camarades, de nous conformer à cette indication de Lénine ? Je crois qu'il est temps.

Voici ce que Lénine disait en 1919 dans son ouvrage « *Projet de programme du Parti communiste (bolchévik) russe* ». Permettez-moi de vous en donner lecture :

Le Parti communiste russe doit expliquer aux masses laborieuses, afin d'éviter une généralisation erronée des nécessités historiques passagères, que le retrait des droits électoraux à une partie des citoyens en République soviétique, ne concerne nullement, comme ce fut le cas dans la plupart des répu-

bliques démocratiques bourgeoises, une catégorie déterminée de citoyens, que l'on déclare privés de droits pour la vie ; il ne concerne que les exploités, que ceux qui, en dépit des lois fondamentales de la République socialiste soviétique, persistent à défendre leur position d'exploiteurs, à maintenir les rapports capitalistes. Par conséquent, dans la République des Soviets, d'une part, à mesure que le socialisme se fortifie de jour en jour et que diminue le nombre de ceux qui ont la possibilité objective de rester des exploités ou de maintenir les rapports capitalistes, la proportion des individus privés du droit électoral diminue. Aujourd'hui, cette proportion ne dépasse guère en Russie, 2 ou 3%. D'autre part, dans le plus proche avenir, la fin de l'invasion étrangère et l'achèvement de l'expropriation des exploités, peuvent sous certaines conditions, créer un état de choses tel que le pouvoir d'Etat prolétarien choisira d'autres moyens pour écraser la résistance des exploités, et introduira le suffrage universel *sans aucune restriction*¹. (t. XXIV, p. 94, éd. russe.)

C'est clair, je pense.

Voilà ce qu'il en est des amendements et additions au projet de la Constitution de l'U.R.S.S.

VI

IMPORTANCE DE LA NOUVELLE CONSTITUTION DE L'U.R.S.S.

A en juger par les résultats de la discussion populaire, qui a duré à peu près 5 mois, il est permis de supposer que le projet de Constitution sera approuvé par ce congrès. (*Vifs applaudissements qui tournent en ovation. La salle se lève.*)

D'ici quelques jours, l'Union soviétique aura une Constitution nouvelle, socialiste, basée sur les principes d'un large démocratisme socialiste.

Ce sera un document historique, traitant avec simplicité et concision, presque dans un style de procès-verbal, des victoires du socialisme en U.R.S.S., de l'affranchissement des travailleurs de l'U.R.S.S. de l'esclavage capitaliste, des victoires remportées en U.R.S.S. par une démocratie conséquente et développée jusqu'au bout.

Ce sera un document attestant que ce dont rêvaient et continuent de rêver des millions d'hommes honnêtes dans les pays capitalistes, est déjà réalisé en U.R.S.S. (*Vifs applaudissements.*)

Ce sera un document attestant que ce qui a été réalisé en U.R.S.S. peut très bien l'être aussi dans les autres pays. (*Vifs applaudissements.*)

Il s'ensuit donc que la portée internationale de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. ne saurait guère être surestimée.

¹ Souligné par moi. *J. St.*

Maintenant que le fascisme vomit ses flots troubles sur le mouvement socialiste de la classe ouvrière et traîne dans la boue les aspirations démocratiques des meilleurs hommes du monde civilisé, la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. sera un réquisitoire contre le fascisme, réquisitoire témoignant que le socialisme et la démocratie sont invincibles. (*Applaudissements.*) La nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. sera une aide morale et un soutien efficace pour tous ceux qui mènent actuellement la lutte contre la barbarie fasciste. (*Vifs applaudissements.*)

Pour les peuples de l'U.R.S.S., l'importance de la nouvelle Constitution est encore plus grande. Alors que pour les peuples des pays capitalistes, la Constitution de l'U.R.S.S. sera un programme d'action, pour les peuples de l'U.R.S.S. elle est comme le bilan de leur lutte, le bilan de leurs victoires sur le front de la libération de l'humanité. Quand on a parcouru ce chemin de lutte et de privations, quelle satisfaction et quelle joie d'avoir sa Constitution, qui parle du fruit de nos victoires. Quelle satisfaction et quelle joie de savoir pour quoi ont combattu nos hommes, et comment ils ont remporté leur victoire historique et mondiale. Quelle satisfaction et quelle joie de savoir que le sang répandu abondamment par nos hommes ne l'a pas été en vain, qu'il a donné ses résultats. (*Applaudissements prolongés.*) C'est ce qui arme moralement notre classe ouvrière, notre paysannerie, nos intellectuels travailleurs. C'est ce qui pousse en avant et stimule notre sentiment d'orgueil légitime. C'est ce qui affermit la foi que nous avons en nos forces et nous mobilise pour une lutte nouvelle, pour remporter de nouvelles victoires dans la voie du communisme. (*Ovation enthousiaste, toute la salle se lève. Des « hourras » éclatent en tonnerre. Acclamations unanimes : « Vive le camarade Staline ! » Le congrès, debout, entonne l'Internationale. Puis, nouvelle ovation. On crie : « Hourra ! », « Vive notre chef, le camarade Staline ! »*)

LE MATÉRIALISME DIALECTIQUE ET LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

(SEPTEMBRE 1938)

Le matérialisme dialectique est la théorie générale du Parti marxiste-léniniste. Le matérialisme dialectique est ainsi nommé parce que sa façon de considérer les phénomènes de la nature, sa méthode d'investigation et de connaissance est *dialectique*, et son interprétation, sa conception des phénomènes de la nature, sa théorie est *matérialiste*.

Le matérialisme historique étend les principes du matérialisme dialectique à l'étude de la vie sociale ; il applique ces principes aux phénomènes de la vie sociale, à l'étude de la société, à l'étude de l'histoire de la société.

En définissant leur méthode dialectique, Marx et Engels se réfèrent habituellement à Hegel, comme au philosophe qui a énoncé les traits fondamentaux de la dialectique. Cela ne signifie pas, cependant, que la dialectique de Marx et d'Engels soit identique à celle de Hegel. Car Marx et Engels n'ont emprunté à la dialectique de Hegel que son « noyau rationnel » ; ils en ont rejeté l'écorce idéaliste et ont développé la dialectique en lui imprimant un caractère scientifique moderne.

Ma méthode dialectique, dit Marx, non seulement diffère par la base de la méthode hégélienne ; mais elle en est même l'exact opposé. Pour Hegel, le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'Idée, est le domiurge de la réalité, laquelle n'est que la forme phénoménale de l'Idée. Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme. (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 29, Bureau d'Éditions, Paris 1938.)

En définissant leur matérialisme, Marx et Engels se réfèrent habituellement à Feuerbach, comme au philosophe qui a réintégré le matérialisme dans ses droits. Toutefois cela ne signifie pas que le matérialisme de Marx et d'Engels soit identique à celui de Feuerbach. Marx et Engels n'ont en effet emprunté au matérialisme de Feuerbach que son « noyau central » ; ils l'ont développé en une théorie philosophique scientifique du matérialisme, et ils en ont rejeté les superpositions idéalistes, éthiques et religieuses. On sait que Feuerbach tout en étant matérialiste quant au fond, s'est élevé contre la dénomination de matérialisme. Engels a dit maintes fois que Feuer-

bach « demeure, malgré sa base » (matérialiste) « prisonnier des entraves idéalistes traditionnelles », que le « véritable idéalisme de Feuerbach apparaît dès que nous en arrivons à sa philosophie de la religion et à son éthique ». (*Fr. Engels : Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Moscou 1936, pp. 30 et 34),

Dialectique provient du mot grec « *dialogo* » qui signifie s'entretenir, polémiquer. Dans l'antiquité, on entendait par dialectique l'art d'atteindre la vérité en découvrant les contradictions renfermées dans le raisonnement de l'adversaire et en les surmontant. Certains philosophes de l'antiquité estimaient que la découverte des contradictions dans la pensée et le choc des opinions contraires étaient le meilleur moyen de découvrir la vérité. Ce mode dialectique de pensée, étendu par la suite aux phénomènes de la nature, est devenu la méthode dialectique de connaissance de la nature ; d'après cette méthode, les phénomènes de la nature sont éternellement mouvants et changeants, et le développement de la nature est le résultat du développement des contradictions de la nature, le résultat de l'action réciproque des forces contraires de la nature.

Par son essence, la dialectique est tout l'opposé de la métaphysique.

1° La *méthode dialectique marxiste* est caractérisée par les traits fondamentaux que voici :

a) Contrairement à la métaphysique, la dialectique regarde la nature non comme une accumulation accidentelle d'objets, de phénomènes détachés les uns des autres, isolés et indépendants les uns des autres, mais comme un tout uni, cohérent, où les objets, les phénomènes sont liés organiquement entre eux, dépendent les uns des autres et se conditionnent réciproquement.

C'est pourquoi la méthode dialectique considère qu'aucun phénomène de la nature ne peut être compris si on l'envisage isolément, en dehors des phénomènes environnants ; car n'importe quel phénomène dans n'importe quel domaine de la nature peut être converti en non-sens si on le considère en dehors des conditions environnantes, si on le détache de ces conditions ; au contraire, n'importe quel phénomène peut être compris et justifié, si on le considère sous l'angle de sa liaison indissoluble avec les phénomènes environnants, si on le considère tel qu'il est conditionné par les phénomènes qui l'environnent.

b) Contrairement à la métaphysique, la dialectique regarde la nature non comme un état de repos et d'immobilité, de stagnation et d'immuabilité, mais comme un état de mouvement et de changement perpétuels, de renouvellement et de développement incessants, où toujours quelque chose naît et se développe, quelque chose se désagrège et disparaît.

C'est pourquoi la méthode dialectique veut que les phénomènes soient considérés non seulement du point de vue de leurs relations et de leurs conditionnements réciproques, mais aussi du point de vue de leur mouvement, de leur changement, de leur développement, du point de vue de leur apparition et de leur disparition.

Pour la méthode dialectique, ce qui importe avant tout, ce n'est pas ce qui à un moment donné paraît stable, mais commence déjà à déperir ; ce qui importe avant tout, c'est ce qui naît et se développe si même, à un moment donné, la chose semble instable, car selon la méthode dialectique, il n'y a d'invincible que ce qui naît et se développe.

La nature tout entière, dit Engels, depuis les particules les plus infimes jusqu'aux corps les plus grands, depuis le grain de sable jusqu'au soleil, depuis le protiste (cellule vivante primitive. — *J. St.*) jusqu'à l'homme, est engagée dans un processus éternel d'apparition et de disparition, dans un flux incessant, dans un mouvement et dans un changement perpétuels. (*K. Marx et Fr. Engels : œuvres complètes, Anti-Dühring, Dialectique de la Nature*, éd. allemande, Moscou 1935, p. 491.)

C'est pourquoi, dit Engels, la dialectique « envisage les choses et leur reflet mental principalement dans leurs relations réciproques, dans leur enchaînement, dans leur mouvement, dans leur apparition et disparition ». (*Ibidem*, p. 25.)

c) Contrairement à la métaphysique, la dialectique considère le processus du développement, non comme un simple processus de croissance où les changements quantitatifs n'aboutissent pas à des changements qualitatifs, mais comme un développement qui passe des changements quantitatifs insignifiants et latents à des changements apparents et radicaux, à des changements qualitatifs ; où les changements qualitatifs sont, non pas graduels, mais rapides, soudains, et s'opèrent par bonds, d'un état à un autre ; ces changements ne sont pas contingents, mais nécessaires ; ils sont le résultat de l'accumulation de changements quantitatifs insensibles et graduels.

C'est pourquoi la méthode dialectique considère que le processus du développement doit être compris non comme un mouvement circulaire, non comme une simple répétition du chemin parcouru, mais comme un mouvement progressif, ascendant, comme le passage de l'état qualitatif ancien à un nouvel état qualitatif, comme un développement qui va du simple au complexe, de l'inférieur au supérieur.

La nature, dit Engels, est la pierre de touche de la dialectique et il faut dire que les sciences modernes de la nature ont fourni pour cette épreuve des matériaux qui sont extrêmement riches et qui augmentent tous les jours ; elles ont ainsi prouvé que la nature, en dernière instance, procède dialectiquement et non métaphysiquement, qu'elle ne se meut pas dans un cercle éternellement identique qui se répéterait perpétuellement, mais

qu'elle connaît une histoire réelle. A ce propos, il convient de nommer avant tout Darwin, qui a infligé un rude coup à la conception métaphysique de la nature, en démontrant que le monde organique tout entier, tel qu'il existe aujourd'hui, les plantes et les animaux et, par conséquent, l'homme aussi, est le produit d'un processus de développement qui dure depuis des millions d'années. (*Ibidem*, p. 25.)

Engels indique que dans le développement dialectique, les changements quantitatifs se convertissent en changements qualitatifs :

En physique... tout changement est un passage de la quantité à la qualité, l'effet du changement quantitatif de la quantité de mouvement — de forme quelconque — inhérente au corps ou communiquée au corps. Ainsi la température de l'eau est d'abord indifférente à son état liquide ; mais si l'on augmente ou diminue la température de l'eau, il arrive un moment où son état de cohésion se modifie et l'eau se transforme dans un cas en vapeur et dans un autre en glace. . . C'est ainsi qu'un courant d'une certaine force est nécessaire pour qu'un fil de platine devienne lumineux ; c'est ainsi que tout métal a sa température de fusion ; c'est ainsi que tout liquide, sous une pression donnée, a son point déterminé de congélation et d'ébullition, dans la mesure où nos moyens nous permettent d'obtenir les températures nécessaires ; enfin c'est ainsi qu'il y a pour chaque gaz un point critique auquel on peut le transformer en liquide, dans des conditions déterminées de pression et de refroidissement. . . Les constantes, comme on dit en physique (points de passage d'un état à un autre. *J. St.*), ne sont le plus souvent rien d'autre que les points nodaux où l'addition ou la soustraction de mouvement (changement quantitatif) provoque un changement qualitatif dans un corps, où, par conséquent, la quantité se transforme en qualité. (*Ibidem*, pp. 502-503.)

Et à propos de la chimie :

On peut dire que la chimie est la science des changements qualitatifs des corps dus à des changements quantitatifs. Hegel lui-même le savait déjà... Prenons l'oxygène : si l'on réunit dans une molécule trois atomes au lieu de deux comme à l'ordinaire, on obtient un corps nouveau, l'ozone, qui se distingue nettement de l'oxygène ordinaire par son odeur et par ses réactions. Et que dire des différentes combinaisons de l'oxygène avec l'azote ou avec le soufre, dont chacune fournit un corps qualitativement différent de tous les autres ! (*Ibidem*, p. 503.)

Enfin, Engels critique Dühring qui invective Hegel tout en lui empruntant en sous main sa célèbre thèse d'après laquelle le passage du règne du monde insensible à celui de la sensation, du règne du monde inorganique à celui de la vie organique, est un saut à un nouvel état :

C'est tout à fait la ligne nodale hégélienne des rapports de mesure, où une addition ou une soustraction purement quantitative produit, en certains points nodaux, un saut qualitatif, comme c'est le cas, par exemple, de l'eau chauffée ou refroidie, pour laquelle le point d'ébullition et le point de congélation sont les nœuds où s'accomplit, à la pression normale, le saut à un nouvel état d'agrégation ; où par conséquent la quantité se transforme en qualité. (*Ibidem*, pp. 49-50.)

d) Contrairement à la métaphysique, la dialectique part du point de vue que les objets et les phénomènes de la nature impliquent des

contradictions internes, car ils ont tous un côté négatif et un côté positif, un passé et un avenir, tous ont des éléments qui disparaissent ou qui se développent ; la lutte de ces contraires, la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît, entre ce qui déperit et ce qui se développe, est le contenu interne du processus de développement, de la conversion des changements quantitatifs en changements qualitatifs.

C'est pourquoi la méthode dialectique considère que le processus de développement de l'inférieur au supérieur ne s'effectue pas sur le plan d'une évolution harmonieuse des phénomènes, mais sur celui de la mise à jour des contradictions inhérentes aux objets, aux phénomènes, sur le plan d'une « lutte » des tendances contraires qui agissent sur la base de ces contradictions.

La dialectique, au sens propre du mot, est, dit Lénine, l'étude des contradictions *dans l'essence même des choses*. (*Lénine : Cahiers de philosophie*, p. 263, éd. russe.)

Et plus loin :

Le développement est la « lutte » des contraires. (*Lénine*, t. XIII, p. 301, éd. russe.)

Tels sont en bref les traits fondamentaux de la méthode dialectique marxiste.

Il n'est pas difficile de comprendre quelle importance considérable prend l'extension des principes de la méthode dialectique à l'étude de la vie sociale, à l'étude de l'histoire de la société, quelle importance considérable prend l'application de ces principes à l'histoire de la société, à l'activité pratique du parti du prolétariat.

S'il est vrai qu'il n'y a pas dans le monde de phénomènes isolés, s'il est vrai que tous les phénomènes sont liés entre eux et se conditionnent réciproquement, il est clair que tout régime social et tout mouvement social dans l'histoire doivent être jugés, non du point de vue de la « justice éternelle » ou de quelque autre idée préconçue, comme le font souvent les historiens, mais du point de vue des conditions qui ont engendré ce régime et ce mouvement social et avec lesquelles ils sont liés.

Le régime de l'esclavage dans les conditions actuelles serait un non-sens, une absurdité contre nature. Mais le régime de l'esclavage dans les conditions du régime de la communauté primitive en décomposition est un phénomène parfaitement compréhensible et logique, car il signifie un pas en avant par comparaison avec le régime de la communauté primitive.

Revendiquer l'institution de la république démocratique bourgeoise dans les conditions du tsarisme et de la société bourgeoise, par exemple dans la Russie de 1905, était parfaitement compréhensible,

juste et révolutionnaire, car la république bourgeoise signifiait alors un pas en avant. Mais reveudiquer l'institution de la république démocratique bourgeoise dans les conditions actuelles de l'U.R.S.S. serait un non-sens, serait contre-révolutionnaire, car la république bourgeoise par comparaison avec la république soviétique est un pas en arrière.

Tout dépend des conditions, du lieu et du temps.

Il est évident que sans cette conception *historique* des phénomènes sociaux, l'existence et le développement de la science historique sont impossibles ; seule une telle conception empêche la science historique de devenir un chaos de contingences et un amas d'erreurs absurdes.

Poursuivons. S'il est vrai que le monde se meut et se développe perpétuellement, s'il est vrai que la disparition de l'ancien et la naissance du nouveau sont une loi du développement, il est clair qu'il n'est plus de régimes sociaux « immuables », de « principes éternels » de propriété privée et d'exploitation ; qu'il n'est plus « d'idées éternelles » de soumission des paysans aux grands propriétaires fonciers, des ouvriers aux capitalistes.

Par conséquent, le régime capitaliste peut être remplacé par le régime socialiste, de même que le régime capitaliste a remplacé en son temps le régime féodal.

Par conséquent, il faut fonder son action non pas sur les couches sociales qui ne se développent plus, même si elles représentent pour le moment la force dominante, mais sur les couches sociales qui se développent et qui ont de l'avenir, même si elles ne représentent pas pour le moment la force dominante.

En 1880-1890, à l'époque de la lutte des marxistes contre les populistes, le prolétariat de Russie était une infime minorité par rapport à la masse des paysans individuels qui formaient l'immense majorité de la population. Mais le prolétariat se développait en tant que classe, tandis que la paysannerie en tant que classe se désagrégeait. Et c'est justement parce que le prolétariat se développait comme classe, que les marxistes ont fondé leur action sur lui. En quoi ils ne se sont pas trompés, puisqu'on sait que le prolétariat, qui n'était qu'une force peu importante, est devenu par la suite une force historique et politique de premier ordre.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, il faut regarder en avant, et non en arrière.

Poursuivons. S'il est vrai que le passage des changements quantitatifs lents à des changements qualitatifs brusques et rapides est une loi du développement, il est clair que les révolutions accomplies par les classes opprimées constituent un phénomène absolument naturel, inévitable.

Par conséquent, le passage du capitalisme au socialisme et l'affranchissement de la classe ouvrière du joug capitaliste peuvent être réalisés, non par des changements lents, non par des réformes, mais uniquement par un changement qualitatif du régime capitaliste, par la révolution.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, il faut être un révolutionnaire, et non un réformiste.

Poursuivons. S'il est vrai que le développement se fait par l'apparition des contradictions internes, par le conflit des forces contraires sur la base de ces contradictions, conflit destiné à les surmonter, il est clair que la lutte de classe du prolétariat est un phénomène parfaitement naturel, inévitable.

Par conséquent, il ne faut pas dissimuler les contradictions du régime capitaliste, mais les faire apparaître et les étaler, ne pas étouffer la lutte de classes, mais la mener jusqu'au bout.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, il faut suivre une politique prolétarienne de classe, intransigeante, et non une politique réformiste d'harmonie des intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie, non une politique conciliatrice d'« intégration » du capitalisme dans le socialisme.

Voilà ce qui en est de la méthode dialectique marxiste appliquée à la vie sociale, à l'histoire de la société.

A son tour, le matérialisme philosophique marxiste est par sa base l'exact opposé de l'idéalisme philosophique.

2° Le *matérialisme philosophique marxiste* est caractérisé par les traits fondamentaux que voici :

a) Contrairement à l'idéalisme qui considère le monde comme l'incarnation de l'« idée absolue », de l'« esprit universel », de la « conscience », le matérialisme philosophique de Marx part de ce principe que le monde, de par sa nature, est *matériel*, que les multiples phénomènes de l'univers sont les différents aspects de la matière en mouvement ; que les relations et le conditionnement réciproques des phénomènes, établis par la méthode dialectique, constituent les lois nécessaires du développement de la matière en mouvement ; que le monde se développe suivant les lois du mouvement de la matière, et n'a besoin d'aucun « esprit universel ».

La conception matérialiste du monde, dit Engels, signifie simplement la conception de la nature telle qu'elle est sans aucune addition étrangère. (*Fr. Engels : Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, éd. allemande, Moscou, p.60.)

A propos de la conception matérialiste du philosophe de l'antiquité, Héraclite, pour qui « le monde est un, n'a été créé par aucun dieu ni par aucun homme ; a été, est et sera une flamme éternellement vivante, qui s'embrase et s'éteint suivant des lois déterminées »,

Lénine écrit : « Excellent exposé des principes du matérialisme dialectique. » (*Lénine : Cahiers de philosophie*, p. 318, éd. russe.)

b) Contrairement à l'idéalisme affirmant que seule notre conscience existe réellement, que le monde matériel, l'être, la nature n'existe que dans notre conscience, dans nos sensations, représentations, concepts, le matérialisme philosophique marxiste part de ce principe que la matière, la nature, l'être est une réalité objective existant en dehors et indépendamment de la conscience ; que la matière est une donnée première, car elle est la source des sensations, des représentations, de la conscience, tandis que la conscience est une donnée seconde, dérivée, car elle est le reflet de la matière, le reflet de l'être ; que la pensée est un produit de la matière, quand celle-ci a atteint dans son développement un haut degré de perfection ; plus précisément, la pensée est le produit du cerveau, et le cerveau, l'organe de la pensée ; on ne saurait, par conséquent, séparer la pensée de la matière sous peine de tomber dans une grossière erreur.

La question du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature, dit Engels, est la question suprême de toute philosophie... Selon la réponse qu'ils faisaient à cette question, les philosophes se divisaient en deux camps importants. Ceux qui affirmaient l'antériorité de l'esprit par rapport à la nature... formaient le camp de l'idéalisme. Les autres, ceux qui considéraient la nature comme antérieure, appartenaient aux différentes écoles du matérialisme. (*Fr. Engels : Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, pp. 22 et 23.)

Et plus loin :

... le monde matériel, perceptible par les sens, auquel nous appartenons nous-mêmes, est la seule réalité... Notre conscience et notre pensée, si transcendantes qu'elles paraissent, ne sont que le produit d'un organe matériel corporel, le cerveau. La matière n'est pas un produit de l'esprit, mais l'esprit n'est lui-même que le produit supérieur de la matière. (*Ibidem*, p. 26.)

A propos du problème de la matière et de la pensée, Marx écrit :

On ne saurait séparer la pensée de la matière pensante. Cette matière est le substratum de tous les changements qui s'opèrent. (*Fr. Engels : Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Introduction.)

Dans sa définition du matérialisme philosophique marxiste, Lénine s'exprime en ces termes :

Le matérialisme admet d'une façon générale que l'être réel objectif (la matière) est indépendant de la conscience, des sensations, de l'expérience... la conscience... n'est que le reflet de l'être, dans le meilleur des cas un reflet approximativement exact (adéquat, d'une précision idéale). (*Lénine*, t. XIII, pp. 266-267, éd. russe.)

Et plus loin :

La matière est ce qui, en agissant sur nos organes des sens, produit les sensations ; la matière est une réalité objective qui nous est donnée dans les sensations... La matière, la nature, l'être, le physique est la donnée première,

tandis que l'esprit, la conscience, les sensations, le psychique est la donnée seconde. (*Ibidem*, pp. 119-120.)

Le tableau du monde est un tableau qui montre comment la matière se meut et comment la « matière pense ». (*Ibidem*, p. 288.)

Le cerveau est l'organe de la pensée. (*Ibidem*, p. 125).

c) Contrairement à l'idéalisme qui conteste la possibilité de connaître le monde et ses lois ; qui ne croit pas à la valeur de nos connaissances ; qui ne reconnaît pas la vérité objective et considère que le monde est rempli de « choses en soi » qui ne pourront jamais être connues de la science, le matérialisme philosophique marxiste part de ce principe que le monde et ses lois sont parfaitement connaissables, que notre connaissance des lois de la nature, vérifiée par l'expérience, par la pratique, est une connaissance valable, qu'elle a la signification d'une vérité objective ; qu'il n'est point dans le monde de choses inconnaissables, mais uniquement des choses encore inconnues, lesquelles seront découvertes et connues par les moyens de la science et de la pratique.

Engels critique la thèse de Kant et des autres idéalistes, suivant laquelle le monde et les « choses en soi » sont inconnaissables, et il défend la thèse matérialiste bien connue, suivant laquelle nos connaissances sont valables. Il écrit à ce sujet :

La réfutation la plus décisive de cette lubie philosophique, comme d'ailleurs de toutes les autres, est la pratique, notamment l'expérience et l'industrie. Si nous pouvons prouver la justesse de notre conception d'un phénomène naturel en le créant nous-mêmes. en le faisant surgir de son propre milieu, et, qui plus est, en le faisant servir à nos buts, c'en est fini de l'insaisissable « chose en soi » de Kant. Les substances chimiques produites dans les organismes végétaux et animaux restèrent ces « choses en soi » jusqu'à ce que la chimie organique se fût mise à les préparer l'une après l'autre ; par là, la « chose en soi » devint une chose pour nous, comme par exemple, la matière colorante de la garance, l'alizarine, que nous n'extrayons plus des racines de la garance cultivée dans les champs, mais que nous tirons à meilleur marché et bien plus simplement du goudron de houille. Le système solaire de Copernic fut, pendant trois cents ans, une hypothèse sur laquelle on pouvait parier à cent, à mille, à dix mille contre un, — c'était malgré tout une hypothèse ; mais lorsque Leverrier, à l'aide des chiffres obtenus grâce à ce système, calcula non seulement la nécessité de l'existence d'une planète inconnue, mais aussi l'endroit où cette planète devait se trouver dans l'espace céleste, et lorsque Galle la découvrit ensuite effectivement, le système de Copernic était prouvé. (*Fr. Engels : Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, p.24.)

Lénine accuse de fidéisme Bogdanov, Bazarov, Louchkévitich et les autres partisans de Mach ; il défend la thèse matérialiste bien connue d'après laquelle nos connaissances scientifiques sur les lois de la nature sont valables, et les lois scientifiques sont des vérités objectives ; il dit à ce sujet :

Le fidéisme contemporain ne répudie nullement la science ; il n'en répudie que les « prétentions excessives », à savoir la prétention de décou-

vrir la vérité objective. S'il existe une vérité objective (comme le pensent les matérialistes), si les sciences de la nature, reflétant le monde extérieur dans l'« expérience » humaine, sont seules capables de nous donner la vérité objective, tout fidéisme doit être absolument rejeté. (*Lénine*, t. XIII, p. 102, éd. russe.)

Tels sont en bref les traits distinctifs du matérialisme philosophique marxiste.

On conçoit aisément l'importance considérable que prend l'extension des principes du matérialisme philosophique à l'étude de la vie sociale, à l'étude de l'histoire de la société ; on comprend l'importance considérable de l'application de ces principes à l'histoire de la société, à l'activité pratique du parti du prolétariat.

S'il est vrai que la liaison des phénomènes de la nature et leur conditionnement réciproque sont des lois nécessaires du développement de la nature, il s'ensuit que la liaison et le conditionnement réciproque des phénomènes de la vie sociale, eux aussi, sont non pas des contingences, mais des lois nécessaires du développement social.

Par conséquent, la vie sociale, l'histoire de la société cesse d'être une accumulation de « contingences », car l'histoire de la société devient un développement nécessaire de la société et l'étude de l'histoire sociale devient une science.

Par conséquent, l'activité pratique du parti du prolétariat doit être fondée, non pas sur les désirs louables des « individualités d'élite », sur les exigences de la « raison », de la « morale universelle », etc., mais sur les lois du développement social, sur l'étude de ces lois.

Poursuivons. S'il est vrai que le monde est connaissable et que notre connaissance des lois du développement de la nature est une connaissance valable, qui a la signification d'une vérité objective, il s'ensuit que la vie sociale, que le développement social est également connaissable et que les données de la science sur les lois du développement social, sont des données valables ayant la signification de vérités objectives.

Par conséquent, la science de l'histoire de la société, malgré toute la complexité des phénomènes de la vie sociale, peut devenir une science aussi exacte que la biologie par exemple, et capable de faire servir les lois du développement social à des applications pratiques.

Par conséquent, le parti du prolétariat, dans son activité pratique, ne doit pas s'inspirer de quelque motif fortuit que ce soit, mais des lois du développement social et des conclusions pratiques qui découlent de ces lois.

Par conséquent, le socialisme, de rêve d'un avenir meilleur pour l'humanité qu'il était autrefois, devient une science.

Par conséquent, la liaison entre la science et l'activité pratique,

entre la théorie et la pratique, leur unité, doit devenir l'étoile conductrice du parti du prolétariat.

Poursuivons. S'il est vrai que la nature, l'être, le monde matériel est la donnée première, tandis que la conscience, la pensée est la donnée seconde, dérivée ; s'il est vrai que le monde matériel est une réalité objective existant indépendamment de la conscience des hommes, tandis que la conscience est un reflet de cette réalité objective, il suit de là que la vie matérielle de la société, son être, est également la donnée première, tandis que sa vie spirituelle est une donnée seconde, dérivée ; que la vie matérielle de la société est une réalité objective existant indépendamment de la volonté de l'homme, tandis que la vie spirituelle de la société est un reflet de cette réalité objective, un reflet de l'être.

Par conséquent, il faut chercher la source de la vie spirituelle de la société, l'origine des idées sociales, des théories sociales, des opinions politiques, des institutions politiques, non pas dans les idées, théories, opinions et institutions politiques elles-mêmes, mais dans les conditions de la vie matérielle de la société, dans l'être social dont ces idées, théories, opinions, etc., sont le reflet.

Par conséquent, si aux différentes périodes de l'histoire de la société on observe différentes idées et théories sociales, différentes opinions et institutions politiques, si nous rencontrons sous le régime de l'esclavage telles idées et théories sociales, telles opinions et institutions politiques, tandis que sous le féodalisme nous en rencontrons d'autres, et sous le capitalisme, d'autres encore, cela s'explique non par la « nature », ni par les « propriétés » des idées, théories, opinions et institutions politiques elles-mêmes, mais par les conditions diverses de la vie matérielle de la société aux différentes périodes du développement social.

L'être de la société, les conditions de la vie matérielle de la société, voilà ce qui détermine ses idées, ses théories, ses opinions politiques, ses institutions politiques.

A ce propos, Marx a écrit :

Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. (*Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique, préface.*)

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, pour ne pas s'abandonner à des rêves creux, le parti du prolétariat doit fonder son action non pas sur les abstraits « principes de la raison humaine », mais sur les conditions concrètes de la vie matérielle de la société, force décisive du développement social ; non pas sur les désirs louables des « grands hommes », mais sur les besoins réels du développement de la vie matérielle de la société.

La déchéance des utopistes, y compris les populistes, les anarchistes, les socialistes-révolutionnaires, s'explique entre autres par le fait qu'ils ne reconnaissaient pas le rôle primordial des conditions de la vie matérielle de la société dans le développement de la société ; tombés dans l'idéalisme, ils fondaient leur activité pratique, non pas sur les besoins du développement de la vie matérielle de la société, mais, indépendamment et en dépit de ces besoins, sur des « plans idéaux » et « projets universels » détachés de la vie réelle de la société.

Ce qui fait la force et la vitalité du marxisme-léninisme, c'est qu'il s'appuie dans son activité pratique précisément sur les besoins du développement de la vie matérielle de la société, sans se détacher jamais de la vie réelle de la société.

De ce qu'a dit Marx, il ne suit pas, cependant, que les idées et les théories sociales, les opinions et les institutions politiques n'aient pas d'importance dans la vie sociale ; qu'elles n'exercent pas une action en retour sur l'existence sociale, sur le développement des conditions matérielles de la vie sociale. Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'*origine* des idées et des théories sociales, des opinions et des institutions politiques, de leur *apparition* ; nous avons dit que la vie spirituelle de la société est un reflet des conditions de sa vie matérielle. Mais pour ce qui est de l'*importance* de ces idées et théories sociales, de ces opinions et institutions politiques, de leur rôle dans l'histoire, le matérialisme historique, loin de les nier, souligne au contraire leur rôle et leur importance considérables dans la vie sociale, dans l'histoire de la société.

Les idées et les théories sociales diffèrent. Il est de vieilles idées et théories, qui ont fait leur temps et qui servent les intérêts des forces déperissantes de la société. Leur importance, c'est qu'elles freinent le développement de la société, son progrès. Il est des idées et des théories nouvelles, d'avant-garde, qui servent les intérêts des forces d'avant-garde de la société. Leur importance, c'est qu'elles facilitent le développement de la société, son progrès ; et, qui plus est, elles acquièrent d'autant plus d'importance qu'elles reflètent plus fidèlement les besoins du développement de la vie matérielle de la société.

Les nouvelles idées et théories sociales ne surgissent que lorsque le développement de la vie matérielle de la société a posé devant celle-ci des tâches nouvelles. Mais une fois surgies, elles deviennent une force de la plus haute importance qui facilite l'accomplissement des nouvelles tâches posées par le développement de la vie matérielle de la société ; elles facilitent le progrès de la société. C'est alors qu'apparaît précisément toute l'importance du rôle organisateur, mobilisateur et transformateur des idées et théories nouvelles, des opinions et institutions politiques nouvelles. A vrai dire, si de nou-

velles idées et théories sociales surgissent, c'est précisément parce qu'elles sont nécessaires à la société, parce que sans leur action organisatrice, mobilisatrice et transformatrice, la solution des problèmes pressants que comporte le développement de la vie matérielle de la société est *impossible*. Suscitées par les nouvelles tâches que pose le développement de la vie matérielle de la société, les idées et théories sociales nouvelles se frayent un chemin, deviennent le patrimoine des masses populaires qu'elles mobilisent et qu'elles organisent contre les forces déperissantes de la société, facilitant par là le renversement de ces forces qui freinent le développement de la vie matérielle de la société.

C'est ainsi que, suscitées par les tâches pressantes du développement de la vie matérielle de la société, du développement de l'existence sociale, les idées et les théories sociales, les institutions politiques agissent elles-mêmes, par la suite, sur l'existence sociale, sur la vie matérielle de la société, en créant les conditions nécessaires pour faire aboutir la solution des problèmes pressants de la vie matérielle de la société, et rendre possible son développement ultérieur.

Marx a dit à ce propos :

La théorie devient une force matérielle dès qu'elle pénètre les masses.
(*K. Marx : Critique de la philosophie du droit de Hegel.*)

Par conséquent, pour avoir la possibilité d'agir sur les conditions de la vie matérielle de la société et pour hâter leur développement, leur amélioration, le parti du prolétariat doit s'appuyer sur une théorie sociale, sur une idée sociale qui traduise exactement les besoins du développement de la vie matérielle de la société, et soit capable, par suite, de mettre en mouvement les grandes masses populaires, capable de les mobiliser et de les organiser dans la grande armée du parti du prolétariat, prête à briser les forces réactionnaires et à frayer la voie aux forces avancées de la société.

La déchéance des « économistes » et des menchéviks s'explique, entre autres, par le fait qu'ils ne reconnaissaient pas le rôle mobilisateur, organisateur et transformateur de la théorie d'avant-garde, de l'idée d'avant-garde ; tombés dans le matérialisme vulgaire, ils réduisaient ce rôle presque à zéro ; c'est pourquoi ils condamnaient le parti à rester passif, à végéter.

Ce qui fait la force et la vitalité du marxisme-léninisme, c'est qu'il s'appuie sur une théorie d'avant-garde qui reflète exactement les besoins du développement de la vie matérielle de la société, c'est qu'il place la théorie au rang élevé qui lui revient, et considère comme son devoir d'utiliser à fond sa force mobilisatrice, organisatrice et transformatrice.

C'est ainsi que le matérialisme historique résout le problème des rapports entre l'être social et la conscience sociale, entre les conditions du développement de la vie matérielle et le développement de la vie spirituelle de la société.

3° *Le matérialisme historique.* Une question reste à élucider : que faut-il entendre, du point de vue du matérialisme historique, par ces « conditions de la vie matérielle de la société », qui déterminent, en dernière analyse, la physionomie de la société, ses idées, ses opinions, ses institutions politiques, etc. ?

Qu'est-ce que ces « conditions de la vie matérielle de la société » ? Quels en sont les traits distinctifs ?

Il est certain que la notion de « conditions de la vie matérielle de la société » comprend avant tout la nature qui environne la société, le milieu géographique qui est une des conditions nécessaires et permanentes de la vie matérielle de la société et qui, évidemment, influe sur le développement de la société. Quel est le rôle du milieu géographique dans le développement social ? Le milieu géographique ne serait-il pas la force principale qui détermine la physionomie de la société, le caractère du régime social des hommes, le passage d'un régime à un autre ?

A cette question, le matérialisme historique répond par la négative.

Le milieu géographique est incontestablement une des conditions permanentes et nécessaires du développement de la société, et il est évident qu'il influe sur ce développement : il accélère ou il ralentit le cours du développement social. Mais cette influence n'est pas *déterminante*, car les changements et le développement de la société s'effectuent incomparablement plus vite que les changements et le développement du milieu géographique. En trois mille ans, l'Europe a vu se succéder trois régimes sociaux différents : la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal ; et à l'est de l'Europe, sur le territoire de l'U.R.S.S., il y en a même eu quatre. Or, dans la même période, les conditions géographiques de l'Europe, ou bien n'ont pas changé du tout, ou bien ont changé si peu que les géographes s'abstiennent même d'en parler. Et cela se conçoit. Pour que des changements tant soit peu importants du milieu géographique se produisent, il faut des millions d'années, tandis qu'il suffit de quelques centaines d'années ou de quelque deux mille ans pour que des changements même très importants interviennent dans le régime social des hommes.

Il suit de là que le milieu géographique ne peut être la cause principale, la cause *déterminante* du développement social, car ce qui demeure presque inchangé pendant des dizaines de milliers d'années, ne peut être la cause principale du développement de ce qui est

sujet à des changements radicaux en l'espace de quelques centaines d'années.

Il est certain, ensuite, que la croissance et la densité de la population, elles aussi, sont comprises dans la notion de « conditions de la vie matérielle de la société », car les hommes sont un élément indispensable des conditions de la vie matérielle de la société, et sans un minimum d'hommes il ne saurait y avoir aucune vie matérielle de la société. La croissance de la population ne serait-elle pas la force principale qui détermine le caractère du régime social des hommes ?

A cette question, le matérialisme historique répond aussi par la négative.

Certes, la croissance de la population exerce une influence sur le développement social, qu'elle facilite ou ralentit ; mais elle ne peut être la force principale du développement social, et l'influence qu'elle exerce sur lui ne peut être *déterminante*, car la croissance de la population, par elle-même, ne nous donne pas la clé de ce problème : pourquoi à tel régime social succède précisément tel régime social nouveau, et non un autre ? pourquoi à la commune primitive succède précisément l'esclavage ? à l'esclavage, le régime féodal ? au régime féodal, le régime bourgeois, et non quelque autre régime ?

Si la croissance de la population était la force déterminante du développement social, une plus grande densité de la population devrait nécessairement engendrer un type de régime social supérieur. Mais en réalité, il n'en est rien. La densité de la population en Chine est quatre fois plus élevée qu'aux Etats-Unis ; cependant les Etats-Unis sont à un niveau plus élevé que la Chine au point de vue du développement social : en Chine domine toujours un régime semi-féodal alors que les Etats-Unis ont depuis longtemps atteint le stade supérieur du développement capitaliste. La densité de la population en Belgique est dix-neuf fois plus élevée qu'aux Etats-Unis et vingt-six fois plus élevée qu'en U.R.S.S. ; cependant les Etats-Unis sont à un niveau plus élevé que la Belgique au point de vue du développement social ; et par rapport à l'U.R.S.S., la Belgique retarde de toute une époque historique : en Belgique domine le régime capitaliste, alors que l'U.R.S.S. en a déjà fini avec le capitalisme ; elle a institué chez elle le régime socialiste.

Il suit de là que la croissance de la population n'est pas et ne peut pas être la force principale du développement de la société, la force qui détermine le caractère du régime social, la physionomie de la société.

a) Mais alors, quelle est donc, dans le système des conditions de la vie matérielle de la société, la force principale qui détermine la physionomie de la société, le caractère du régime social, le développement de la société d'un régime à un autre ?

Le matérialisme historique considère que cette force est le *mode d'obtention des moyens d'existence* nécessaires à la vie des hommes, le *mode de production des biens matériels* : nourriture, vêtements, chaussures, logement, combustible, instruments de production, etc., nécessaires pour que la société puisse vivre et se développer.

Pour vivre, il faut avoir de la nourriture, des vêtements, des chaussures, un logement, du combustible, etc. ; pour avoir ces biens matériels il faut les produire, et pour les produire, il faut avoir les instruments de production à l'aide desquels les hommes produisent la nourriture, les vêtements, les chaussures, le logement, le combustible, etc. ; il faut savoir produire ces instruments, il faut savoir s'en servir.

Les *instruments de production* à l'aide desquels les biens matériels sont produits, les *hommes* qui manient ces instruments de production et produisent les biens matériels grâce à une certaine *expérience de la production* et à des *habitudes de travail*, voilà les éléments qui, pris tous ensemble, constituent les *forces productives* de la société.

Mais les forces productives ne sont qu'un aspect de la production, un aspect du mode de production, celui qui exprime le comportement des hommes à l'égard des objets et des forces de la nature dont ils se servent pour produire des biens matériels. L'autre aspect de la production, l'autre aspect du mode de production, ce sont les rapports des hommes entre eux dans le processus de la production, les *rapports de production* entre les hommes. Dans leur lutte avec la nature qu'ils exploitent pour produire les biens matériels, les hommes ne sont pas isolés les uns des autres, ne sont pas des individus détachés les uns des autres ; ils produisent en commun, par groupes, par associations. C'est pourquoi la production est toujours, et quelles que soient les conditions, une production *sociale*. Dans la production des biens matériels, les hommes établissent entre eux tels ou tels rapports à l'intérieur de la production, ils établissent tels ou tels rapports de production. Ces derniers peuvent être des rapports de collaboration et d'entraide parmi des hommes libres de toute exploitation ; ils peuvent être des rapports de domination et de soumission ; ils peuvent être enfin des rapports de transition d'une forme de rapports de production à une autre. Mais quel que soit le caractère que revêtent les rapports de production, ceux-ci sont toujours, sous tous les régimes, un élément indispensable de la production, à l'égal des forces productives de la société.

Dans la production, dit Marx, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec

les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, que se fait la production. (K. Marx : *Travail salarié et capital.*)

Il suit de là que la production, le mode de production englobe tout aussi bien les forces productives de la société que les rapports de production entre les hommes, et est ainsi l'incarnation de leur unité dans le processus de production des biens matériels.

b) La *première particularité* de la production, c'est que jamais elle ne s'arrête à un point donné pour une longue période ; elle est toujours en voie de changement et de développement ; de plus, le changement du mode de production provoque inévitablement le changement du régime social tout entier, des idées sociales, des opinions et institutions politiques ; le changement du mode de production provoque la refonte de tout le système social et politique. Aux différents degrés du développement, les hommes se servent de différents moyens de production ou plus simplement, les hommes mènent un genre de vie différent. Dans la commune primitive il existe un mode de production ; sous l'esclavage, il en existe un autre ; sous le féodalisme, un troisième, et ainsi de suite. Le régime social des hommes, leur vie spirituelle, leurs opinions, leurs institutions politiques diffèrent selon ces modes de production.

Au mode de production de la société correspondent, pour l'essentiel, la société elle-même, ses idées et ses théories, ses opinions et institutions politiques.

Ou plus simplement : tel genre de vie, tel genre de pensée.

Cela veut dire que l'histoire du développement de la société est, avant tout, l'histoire du développement de la production, l'histoire des modes de production qui se succèdent à travers les siècles, l'histoire du développement des forces productives et des rapports de production entre les hommes.

Par conséquent, l'histoire du développement social est en même temps l'histoire des producteurs des biens matériels, l'histoire des masses laborieuses qui sont les forces fondamentales du processus de production et produisent les biens matériels nécessaires à l'existence de la société.

Par conséquent, la science historique, si elle veut être une science véritable, ne peut plus réduire l'histoire du développement social aux actes des rois et des chefs d'armées, aux actes des « conquérants » et des « asservisseurs » d'Etats ; la science historique doit avant tout s'occuper de l'histoire des producteurs des biens matériels, de l'histoire des masses laborieuses, de l'histoire des peuples.

Par conséquent, la clé qui permet de découvrir les lois de l'histoire de la société, doit être cherchée non dans le cerveau des hommes, non dans les opinions et les idées de la société, mais dans le mode de

production pratiqué par la société à chaque période donnée de l'histoire, dans l'économie de la société.

Par conséquent, la tâche primordiale de la science historique est l'étude et la découverte des lois de la production, des lois du développement des forces productives et des rapports de production, des lois du développement économique de la société.

Par conséquent, le parti du prolétariat, s'il veut être un parti véritable doit avant tout acquérir la science des lois du développement de la production, des lois du développement économique de la société.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, le parti du prolétariat, dans l'établissement de son programme aussi bien que dans son activité pratique, doit avant tout s'inspirer des lois du développement de la production, des lois du développement économique de la société.

c) La deuxième particularité de la production, c'est que ses changements et son développement commencent toujours par le changement et le développement des forces productives et, avant tout, des instruments de production. Les forces productives sont, par conséquent, l'élément le plus mobile et le plus révolutionnaire de la production. D'abord se modifient et se développent les forces productives de la société ; ensuite, *en fonction et en conformité de ces modifications*, se modifient les rapports de production entre les hommes, leurs rapports économiques. Cela ne signifie pas cependant que les rapports de production n'influent pas sur le développement des forces productives et que ces dernières ne dépendent pas des premiers. Les rapports de production dont le développement dépend de celui des forces productives, agissent à leur tour sur le développement des forces productives, qu'ils accélèrent ou ralentissent. De plus, il importe de noter que les rapports de production ne sauraient trop longtemps retarder sur la croissance des forces productives et se trouver en contradiction avec cette croissance, car les forces productives ne peuvent se développer pleinement que si les rapports de production correspondent au caractère, à l'état des forces productives et donnent libre cours au développement de ces dernières. C'est pourquoi, quel que soit le retard des rapports de production sur le développement des forces productives, ils doivent, tôt ou tard, finir par correspondre — et c'est ce qu'ils font effectivement — au niveau du développement des forces productives, au caractère de ces forces productives. Dans le cas contraire, l'unité des forces productives et des rapports de production dans le système de la production serait compromise à fond, il y aurait une rupture dans l'ensemble de la production, une crise de la production, la destruction des forces productives.

Les crises économiques dans les pays capitalistes, — où la propriété privée capitaliste des moyens de production est en contradiction flagrante avec le caractère social du processus de production, avec le caractère des forces productives, — sont un exemple du désaccord entre les rapports de production et le caractère des forces productives, un exemple du conflit qui les met aux prises. Les crises économiques qui mènent à la destruction des forces productives sont le résultat de ce désaccord ; de plus, ce désaccord lui-même est la base économique de la révolution sociale appelée à détruire les rapports de production actuels et à créer de nouveaux rapports conformes au caractère des forces productives.

Au contraire, l'économie socialiste en U.R.S.S., où la propriété sociale des moyens de production est en parfait accord avec le caractère social du processus de production, et où, par suite, il n'y a ni crises économiques, ni destruction des forces productives, est un exemple de l'accord parfait entre les rapports de production et le caractère des forces productives.

Par conséquent, les forces productives ne sont pas seulement l'élément le plus mobile et le plus révolutionnaire de la production. Elles sont aussi l'élément déterminant du développement de la production.

Telles sont les forces productives, tels doivent être les rapports de production.

Si l'état des forces productives indique par quels instruments de production les hommes produisent les biens matériels qui leur sont nécessaires, l'état des rapports de production, lui, montre en la possession de qui se trouvent les *moyens de production* (la terre, les forêts, les eaux, le sous-sol, les matières premières, les instruments de production, les bâtiments d'exploitation, les moyens de transport et de communication, etc.) ; à la disposition de qui se trouvent les moyens de production, à la disposition de la société entière, ou à la disposition d'individus, de groupes ou de classes qui s'en servent pour exploiter d'autres individus, groupes ou classes.

Voici le tableau schématique du développement des forces productives depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours : transition des grossiers outils de pierre à l'arc et aux flèches et, par suite, passage de la chasse à la domestication des animaux et à l'élevage primitif ; transition des outils de pierre aux outils de métal (hache de fer, araire muni d'un soc en fer, etc.) et, par suite, passage à la culture des plantes, à l'agriculture ; nouveau perfectionnement des outils de métal pour le travail des matériaux, apparition de la forge à soufflet et de la poterie et par suite, développement des métiers, séparation des métiers et de l'agriculture, développement des métiers indépendants et puis de la manufacture ; transition des instru-

ments de production artisanale à la machine et transformation de la production artisanale-manufacturière en industrie mécanisée ; transition au système des machines et apparition de la grande industrie mécanisée moderne : tel est le tableau d'ensemble, très incomplet, du développement des forces productives de la société tout au long de l'histoire de l'humanité. Et il va de soi que le développement et le perfectionnement des instruments de production ont été accomplis par les hommes, qui ont un rapport à la production, et non pas indépendamment des hommes. Par conséquent, en même temps que les instruments de production changent et se développent, les hommes, — élément essentiel des forces productives, — changent et se développent également ; leur expérience de production, leurs habitudes de travail, leur aptitude à manier les instruments de production ont changé et se sont développées.

C'est en accord avec ces changements et avec ce développement des forces productives de la société au cours de l'histoire qu'ont changé et se sont développés les rapports de production entre les hommes, leurs rapports économiques.

L'histoire connaît cinq types *fondamentaux* de rapports de production : la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal, le régime capitaliste et le régime socialiste.

Sous le régime de la commune primitive, la propriété collective des moyens de production forme la base des rapports de production : Ce qui correspond, pour l'essentiel, au caractère des forces productives dans cette période. Les outils de pierre, ainsi que l'arc et les flèches apparus plus tard, ne permettaient pas aux hommes de lutter isolément contre les forces de la nature et les bêtes de proie. Pour cueillir les fruits dans les forêts, pour pêcher le poisson, pour construire une habitation quelconque, les hommes étaient obligés de travailler en commun s'ils ne voulaient pas mourir de faim ou devenir la proie des bêtes féroces ou de tribus voisines. Le travail en commun conduit à la propriété commune des moyens de production, de même que des produits. Ici, on n'a pas encore la notion de la propriété privée des moyens de production, sauf la propriété individuelle de quelques instruments de production qui sont en même temps des armes de défense contre les bêtes de proie. Ici, il n'y a ni exploitation ni classes.

Sous le régime de l'esclavage, c'est la propriété du maître des esclaves, sur les moyens de production ainsi que sur le travailleur, — l'esclave qu'il peut vendre, acheter, tuer comme du bétail, — qui forme la base des rapports de production. De tels rapports de production correspondent, pour l'essentiel, à l'état des forces productives dans cette période. A la place des outils de pierre, les hommes disposent maintenant d'instruments de métal ; à la place

d'une économie réduite à une chasse primitive et misérable, qui ignore l'élevage et l'agriculture, on voit apparaître l'élevage, l'agriculture, les métiers, la division du travail entre ces différentes branches de la production ; on voit apparaître la possibilité d'échanger les produits entre individus et groupes, la possibilité d'une accumulation de richesse entre les mains d'un petit nombre, l'accumulation réelle des moyens de production entre les mains d'une minorité, la possibilité que la majorité soit soumise à la minorité et la transformation des membres de la majorité en esclaves. Ici, il n'y a plus de travail commun et libre de tous les membres de la société dans le processus de la production ; ici, domine le travail forcé des esclaves exploités par des maîtres oisifs. C'est pourquoi il n'y a pas non plus de propriété commune des moyens de production, ni des produits. Elle est remplacée par la propriété privée. Ici, le maître des esclaves est le premier et le principal propriétaire, le propriétaire absolu.

Des riches et des pauvres, des exploités et des exploités, des gens qui ont tous les droits et des gens qui n'en ont aucun, une âpre lutte de classes entre les uns et les autres : tel est le tableau du régime de l'esclavage.

Sous le régime féodal, c'est la propriété du seigneur féodal sur les moyens de production et sa propriété limitée sur le travailleur, — le serf que le féodal ne peut plus tuer, mais qu'il peut vendre et acheter, — qui forment la base des rapports de production. La propriété féodale coexiste avec la propriété individuelle du paysan et de l'artisan sur les instruments de production et sur son économie privée, fondée sur le travail personnel. Ces rapports de production correspondent, pour l'essentiel, à l'état des forces productives dans cette période. Perfectionnement de la fonte et du traitement du fer, emploi généralisé de la charrue et du métier à tisser, développement continu de l'agriculture, du jardinage, de l'industrie vinicole, de la fabrication de l'huile ; apparition des manufactures à côté des ateliers d'artisans, tels sont les traits caractéristiques de l'état des forces productives.

Les nouvelles forces productives exigent du travailleur qu'il fasse preuve d'une certaine initiative dans la production, de goût à l'ouvrage, d'intérêt au travail. C'est pourquoi le seigneur féodal, renonçant à un esclave qui n'a pas d'intérêt au travail et est absolument dépourvu d'initiative, aime mieux avoir affaire à un serf qui possède sa propre exploitation, ses instruments de production et qui a quelque intérêt au travail, intérêt indispensable pour qu'il cultive la terre et paye sur sa récolte une redevance en nature au féodal.

Ici, la propriété privée continue à évoluer. L'exploitation est presque aussi dure que sous l'esclavage ; elle est à peine adoucie.

La lutte de classes entre les exploités et les exploités est le trait essentiel du régime féodal.

Sous le régime capitaliste, c'est la propriété capitaliste des moyens de production qui forme la base des rapports de production : la propriété sur les producteurs, les ouvriers salariés, n'existe plus ; le capitaliste ne peut ni les tuer ni les vendre, car ils sont affranchis de toute dépendance personnelle ; mais ils sont privés des moyens de production et pour ne pas mourir de faim, ils sont obligés de vendre leur force de travail au capitaliste et de subir le joug de l'exploitation. A côté de la propriété capitaliste des moyens de production existe, largement répandue dans les premiers temps, la propriété privée du paysan et de l'artisan affranchis du servage, sur les moyens de production, propriété basée sur le travail personnel. Les ateliers d'artisans et les manufactures ont fait place à d'immenses fabriques et usines outillées de machines. Les domaines des seigneurs qui étaient cultivés avec les instruments primitifs des paysans, ont fait place à de puissantes exploitations capitalistes gérées sur la base de la science agronomique et pourvues de machines agricoles.

Les nouvelles forces productives exigent des travailleurs qu'ils soient plus cultivés et plus intelligents que les serfs ignorants et abrutis ; qu'ils soient capables de comprendre la machine et sachent la manier convenablement. Aussi les capitalistes préfèrent-ils avoir affaire à des ouvriers salariés affranchis des entraves du servage, suffisamment cultivés pour manier les machines convenablement.

Mais pour avoir développé les forces productives dans des proportions gigantesques, le capitalisme s'est empêtré dans des contradictions insolubles pour lui. En produisant des quantités de plus en plus grandes de marchandises et en en diminuant les prix, le capitalisme aggrave la concurrence, ruine la masse des petits et moyens propriétaires privés, les réduit à l'état de prolétaires et diminue leur pouvoir d'achat ; le résultat est que l'écoulement des marchandises fabriquées devient impossible. En élargissant la production et en groupant dans d'immenses fabriques et usines des millions d'ouvriers, le capitalisme confère au processus de production un caractère social et mine par là même sa propre base ; car le caractère social du processus de production exige la propriété sociale des moyens de production ; or, la propriété des moyens de production demeure une propriété privée, capitaliste, incompatible avec le caractère social du processus de production.

Ce sont ces contradictions irréconciliables entre le caractère des forces productives et les rapports de production qui se manifestent dans les crises périodiques de surproduction ; les capitalistes, faute de disposer d'acheteurs solvables à cause de la ruine des masses dont ils sont responsables eux-mêmes, sont obligés de brûler des denrées,

d'anéantir des marchandises toutes prêtes, d'arrêter la production, de détruire les forces productives, et cela alors que des millions d'hommes souffrent du chômage et de la faim, non parce qu'on manque de marchandises, mais parce qu'on en a trop produit.

Cela signifie que les rapports de production capitalistes ne correspondent plus à l'état des forces productives de la société et sont entrés en contradiction insoluble avec elles.

Cela signifie que le capitalisme est gros d'une révolution, appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production par la propriété socialiste.

Cela signifie qu'une lutte de classes des plus aiguës entre exploités et exploités est le trait essentiel du régime capitaliste.

Sous le régime socialiste qui, pour le moment, n'est réalisé qu'en U.R.S.S., c'est la propriété sociale des moyens de production qui forme la base des rapports de production. Ici, il n'y a plus ni exploités ni exploités. Les produits sont répartis d'après le travail fourni et suivant le principe : « Qui ne travaille pas, ne mange pas ». Les rapports entre les hommes dans le processus de production sont des rapports de collaboration fraternelle et d'entraide socialiste des travailleurs affranchis de l'exploitation. Les rapports de production sont parfaitement conformes à l'état des forces productives, car le caractère social du processus de production est étayé par la propriété sociale des moyens de production.

C'est ce qui fait que la production socialiste en U.R.S.S. ignore les crises périodiques de surproduction et toutes les absurdités qui s'y rattachent.

C'est ce qui fait qu'ici les forces productives se développent à un rythme accéléré, car les rapports de production qui leur sont conformes, donnent libre cours à ce développement.

Tel est le tableau du développement des rapports de production entre les hommes tout au long de l'histoire de l'humanité.

Telle est la dépendance du développement des rapports de production à l'égard du développement des forces productives de la société, et, avant tout, du développement des instruments de production, dépendance qui fait que les changements et le développement des forces productives aboutissent tôt ou tard à un changement et à un développement correspondants des rapports de production.

L'emploi et la création des moyens de travail¹, quoiqu'ils se trouvent en germe chez quelques espèces animales, caractérisent éminemment le travail humain. Aussi Franklin donne-t-il cette définition de l'homme : l'homme est un animal fabricant d'outils (*a toolmaking animal*). Les débris des anciens moyens de travail ont pour l'étude des formes économiques des sociétés

¹ Par « moyens de travail », Marx entend principalement les instruments de production. *J. St.*

disparues, la même importance que la structure des os fossiles pour la connaissance de l'organisation des races éteintes. Ce qui distingue une époque économique d'une autre, c'est moins ce que l'on fabrique, que la manière de fabriquer... Les moyens de travail sont les gradimètres du développement du travailleur, et les exposants des rapports sociaux dans lesquels il travaille. (*K. Marx : le Capital*, t. I, pp. 195-196, Bureau d'Editions, Paris 1938.)

Et plus loin :

Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain (le seigneur féodal. *J. St.*) ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel. (*K. Marx : Misère de la philosophie*, Réponse à la *Philosophie de la misère* de M. Proudhon, p. 99, Bureau d'Editions, Paris 1937.)

Il y a un mouvement continu d'accroissement dans les forces productives, de destruction dans les rapports sociaux, de formation dans les idées ; il n'y a d'immuable que l'abstraction du mouvement. (*Ibidem*, p. 99.)

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Engels, caractérisant le matérialisme historique, dit :

... La production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ;... par suite (depuis la dissolution de la primitive propriété commune du sol), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social ;... cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie) sans libérer en même temps, et pour toujours, la société tout entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes... (*K. Marx et Fr. Engels : Manifeste du Parti communiste*, Préface à l'édition allemande de 1883, p. 6, Bureau d'Editions, Paris 1933.)

d) La troisième particularité de la production, c'est que les nouvelles forces productives et les rapports de production qui leur correspondent n'apparaissent pas en dehors du régime ancien après sa disparition ; ils apparaissent au sein même du vieux régime ; ils ne sont pas l'effet d'une action consciente, préméditée des hommes. Ils surgissent spontanément, et indépendamment de la volonté des hommes, pour deux raisons :

Tout d'abord, parce que les hommes ne sont pas libres dans le choix du mode de production ; chaque nouvelle génération, à son entrée dans la vie, trouve des forces productives et des rapports de production tout prêts, créés par le travail des générations précédentes ; aussi chaque génération nouvelle est-elle obligée d'accepter au début tout ce qu'elle trouve de prêt dans le domaine de la production et de s'y accommoder pour pouvoir produire des biens matériels.

En second lieu, parce qu'en perfectionnant tel ou tel instrument de production, tel ou tel élément des forces productives, les hommes n'ont pas conscience des résultats *sociaux* auxquels ces perfectionnements doivent aboutir ; ils ne le comprennent pas et n'y songent pas ; ils ne pensent qu'à leurs intérêts quotidiens, ils ne pensent qu'à rendre leur travail plus facile et à obtenir un avantage immédiat et tangible.

Quand quelques membres de la commune primitive ont commencé peu à peu et comme à tâtons à passer des outils en pierre aux outils en fer, ils ignoraient évidemment les résultats *sociaux* auxquels cette innovation aboutirait ; ils n'y pensaient pas ; ils n'avaient pas conscience, ils ne comprenaient pas que l'adoption des outils en métal signifiait une révolution dans la production, qu'elle aboutirait finalement au régime de l'esclavage. Ce qu'ils voulaient, c'était simplement rendre leur travail plus facile et obtenir un avantage immédiat et palpable ; leur activité consciente se bornait au cadre étroit de cet avantage personnel, quotidien.

Quand sous le régime féodal, la jeune bourgeoisie d'Europe a commencé à construire, à côté des petits ateliers d'artisans, de grandes manufactures, faisant ainsi progresser les forces productives de la société, elle ignorait évidemment les conséquences *sociales* auxquelles cette innovation aboutirait, elle n'y pensait pas ; elle n'avait pas conscience, elle ne comprenait pas que cette « petite » innovation aboutirait à un regroupement des forces sociales, qui devait se terminer par une révolution contre le pouvoir royal dont elle prisait si fort la bienveillance, aussi bien que contre la noblesse dans laquelle rêvaient souvent d'entrer les meilleurs représentants de cette bourgeoisie ; ce qu'elle voulait, c'était simplement diminuer le coût de la production des marchandises, jeter une plus grande quantité de marchandises sur les marchés de l'Asie et sur ceux de l'Amérique qui venait d'être découverte, et réaliser de plus grands profits ; son activité consciente se bornait au cadre étroit de ces intérêts pratiques, quotidiens.

Quand les capitalistes russes, de concert avec les capitalistes étrangers, ont implanté activement en Russie la grande industrie mécanisée moderne, sans toucher au tsarisme et en jetant les paysans en pâture aux grands propriétaires fonciers, ils ignoraient évidemment les conséquences *sociales* auxquelles aboutirait ce considérable accroissement des forces productives, ils n'y pensaient pas ; ils n'avaient pas conscience, ils ne comprenaient pas que ce bond considérable des forces productives de la société aboutirait à un regroupement des forces sociales, qui permettrait au prolétariat de s'unir à la paysannerie et de faire triompher la révolution socialiste. Ce qu'ils voulaient, c'était simplement élargir à l'extrême la produc-

tion industrielle, se rendre maîtres d'un marché intérieur immense, monopoliser la production et drainer de l'économie nationale le plus de profit possible ; leur activité consciente n'allait pas au delà de leurs intérêts quotidiens purement pratiques.

Marx a dit à ce sujet :

Dans la production sociale de leur existence (c'est-à-dire dans la production des biens matériels nécessaires à la vie des hommes. *J. St.*), les hommes entrent en des rapports déformés, nécessaires, *indépendants*¹ de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. (*K. Marx : Contribution à la critique de l'économie politique, préface.*)

Cela ne signifie pas cependant que le changement des rapports de production et le passage des anciens rapports de production aux nouveaux s'effectuent uniment, sans conflits ni secousses. Tout au contraire, ce passage s'opère habituellement par le renversement révolutionnaire des anciens rapports de production et par l'institution de rapports nouveaux. Jusqu'à une certaine période, le développement des forces productives et les changements dans le domaine des rapports de production s'effectuent spontanément, indépendamment de la volonté des hommes. Mais il n'en est ainsi que jusqu'à un certain moment, jusqu'au moment où les forces productives qui ont déjà surgi et se développent, seront suffisamment mûres. Quand les forces productives nouvelles sont venues à maturité, les rapports de production existants et les classes dominantes qui les personnifient, se transforment en une barrière « insurmontable », qui ne peut être écartée de la route que par l'activité consciente de classes nouvelles, par l'action violente de ces classes, par la révolution. C'est alors qu'apparaît d'une façon saisissante le rôle immense des nouvelles idées sociales, des nouvelles institutions politiques, du nouveau pouvoir politique, appelés à supprimer par la force les rapports de production anciens. Le conflit entre les forces productives nouvelles et les rapports de production anciens, les besoins économiques nouveaux de la société donnent naissance à de nouvelles idées sociales ; ces nouvelles idées organisent et mobilisent les masses, celles-ci s'unissent dans une nouvelle armée politique, créent un nouveau pouvoir révolutionnaire et s'en servent pour supprimer par la force l'ancien ordre de choses dans le domaine des rapports de production, pour y instituer un régime nouveau. Le processus spontané de développement cède la place à l'activité consciente des hommes ; le développement pacifique, à un bouleversement violent ; l'évolution, à la révolution.

Le prolétariat, dit Marx, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe. . . il s'érige par une révolution en classe dominante

¹ Souligné par moi. *J. St.*

et, comme classe dominante, détruit violemment l'ancien régime de production. (*K. Marx et Fr. Engels : Manifeste du Parti communiste*, p. 33.)

Et plus loin :

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives. (*Ibidem*, p. 32.) La force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. (*Marx : le Capital*, livre 1er, t. III, p. 213, Paris 1939.)

Dans la préface historique de son célèbre ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), Marx donne une définition géniale de l'essence même du matérialisme historique :

Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel, en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence ; c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves pour ces forces. Alors s'ouvre une époque de révolutions sociales. Le changement de la base économique bouleverse plus ou moins lentement ou rapidement toute la formidable superstructure. Lorsqu'on étudie ces bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel, — constaté avec une précision propre aux sciences naturelles, — des conditions économiques de la production, et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques dans lesquelles les hommes conçoivent ce conflit et le combattent. De même qu'on ne peut juger un individu sur l'idée qu'il a de lui-même, on ne peut juger une semblable époque de bouleversements sur sa conscience ; mais il faut expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui oppose les forces productives de la société et les rapports de production. Une formation sociale ne meurt jamais avant que soient développées toutes les forces productives auxquelles elle peut donner libre cours ; de nouveaux rapports de production, supérieurs aux anciens, n'apparaissent jamais avant que leurs conditions matérielles d'existence n'aient mûri au sein de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre ; car, à mieux considérer les choses, il s'avérera toujours que le problème lui-même ne surgit que lorsque les conditions matérielles de sa solution existent déjà ou tout au moins sont en formation.

Voilà ce qu'enseigne le matérialisme marxiste appliqué à la vie sociale, à l'histoire de la société.

Tels sont les traits fondamentaux du matérialisme dialectique et historique.

RAPPORT PRÉSENTÉ AU XVIII^e CONGRÈS DU PARTI SUR L'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.

LE 10 MARS 1939

I

LA SITUATION INTERNATIONALE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Camarades, cinq années se sont écoulées depuis le XVII^e congrès du Parti. Période assez longue, comme vous le voyez. Pendant ce temps d'importants changements se sont produits dans le monde. Les États et les pays, leurs rapports entre eux sont devenus tout autres sur bien des points.

Quels sont précisément les changements survenus pendant cette période dans la situation internationale ? Qu'est-ce donc qui a changé dans la situation extérieure et intérieure de notre pays ?

Pour les pays capitalistes, cette période a été une période de graves perturbations, tant dans le domaine économique que politique. Dans le domaine économique, ces années ont été des années de dépression ; puis, à partir de la seconde moitié de 1937, des années d'une nouvelle crise économique, d'un nouveau déclin de l'industrie aux États-Unis, en Angleterre, en France, par conséquent, des années de nouvelles complications économiques. Dans le domaine politique, ces années ont été marquées par de sérieux conflits et perturbations politiques. Voilà plus d'un an que la nouvelle guerre impérialiste est déchaînée sur un territoire immense qui va de Shanghai à Gibraltar, englobant plus de 500 millions d'hommes. La carte de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie est remaniée par des moyens violents. Tout le système du régime d'après-guerre, dit régime de paix, a été ébranlé jusque dans ses fondements.

Pour l'Union soviétique, au contraire, ce furent des années de croissance et de prospérité, des années d'un nouvel essor économique et culturel, des années d'un nouvel accroissement de sa puissance politique et militaire, des années de lutte pour le maintien de la paix dans le monde entier.

Tel est le tableau d'ensemble.

Examinons les données concrètes relatives aux changements survenus dans la situation internationale.

1. Nouvelle crise économique dans les pays capitalistes. Aggravation de la lutte pour les débouchés, pour les sources de matières premières, pour un nouveau partage du monde

La crise économique, qui a commencé dans les pays capitalistes pendant la seconde moitié de 1929, a duré jusqu'à la fin de 1933. Puis cette crise a évolué en dépression, après quoi une certaine animation, un certain essor a commencé dans l'industrie. Mais cette animation industrielle ne s'est pas transformée en prospérité comme cela arrive ordinairement en période de reprise. Au contraire, à partir de la seconde moitié de 1937, une nouvelle crise économique a commencé, qui gagna d'abord les Etats-Unis, puis l'Angleterre, la France et nombre d'autres pays.

Ainsi, avant même de s'être remis des atteintes de la récente crise économique, les pays capitalistes se sont trouvés devant une nouvelle crise économique.

Cette circonstance a naturellement entraîné un accroissement du chômage. Le nombre des sans-travail qui avait diminué dans les pays capitalistes, de 30 millions en 1933 à 14 millions en 1937, est remonté, par suite de la nouvelle crise, à 18 millions.

La nouvelle crise a ceci de particulier qu'elle diffère à beaucoup d'égards de la crise précédente, et cela non pas dans le bon, mais dans le mauvais sens.

Premièrement, la nouvelle crise a commencé non pas après une période de prospérité industrielle, comme ce fut le cas en 1929, mais après une dépression suivie d'une certaine reprise qui ne s'était cependant pas transformée en prospérité. Cela signifie que la crise actuelle sera plus pénible, et qu'il sera plus difficile de la combattre que la crise précédente.

Ensuite, la crise actuelle n'a pas éclaté en temps de paix, mais dans une période où la deuxième guerre impérialiste a déjà commencé ; où le Japon, qui en est à sa deuxième année de guerre avec la Chine, désorganise l'immense marché chinois et le rend presque inaccessible aux marchandises des autres pays ; où l'Italie et l'Allemagne ont déjà engagé leur économie nationale dans la voie de l'économie de guerre, engloutissant à cet effet leurs réserves de matières premières et de devises-or ; où toutes les autres grandes puissances capitalistes commencent à se réorganiser sur le pied de guerre. Cela signifie que pour sortir normalement de la crise actuelle, le capi-

talisme aura beaucoup moins de ressources que pendant la crise précédente.

Enfin, à la différence de la crise précédente, la crise actuelle n'est pas une crise générale ; pour l'instant elle frappe surtout les pays forts au point de vue économique et qui ne se sont pas encore engagés dans la voie de l'économie de guerre. En ce qui concerne les pays agresseurs tels que le Japon, l'Allemagne et l'Italie, dont l'économie se trouve déjà sur le pied de guerre, ces pays, du fait même qu'ils intensifient leur industrie de guerre, ne connaissent pas encore la crise de surproduction dont ils approchent cependant. Cela signifie que, au moment où les pays économiquement forts et non agresseurs commenceront à se tirer de la crise, les pays agresseurs ayant épuisé dans leur fièvre guerrière leurs réserves d'or et de matières premières, entreront dans une période de crise atroce.

La preuve concrète nous en est fournie par les données relatives à l'état des réserves d'or recensées dans les pays capitalistes.

RÉSERVES D'OR RECENSÉES DANS LES PAYS CAPITALISTES

(en millions d'anciens dollars-or)

	Fin 1936	Septembre 1938
Total des réserves.	12.980	14.301
Etats-Unis	6.649	8.126
Angleterre .	2.029	2.396
France	1.769	1.435
Hollande	289	595
Belgique	373	318
Suisse . .	387	407
Allemagne	16	17
Italie .	123	124
Japon	273	97

Ce tableau montre que les réserves d'or de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, prises ensemble, sont inférieures aux réserves de la seule Suisse.

Voici quelques chiffres illustrant l'état de crise de l'industrie dans les pays capitalistes pendant les cinq dernières années, ainsi que l'essor de l'industrie en U.R.S.S.

**VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN POURCENTAGES
PAR RAPPORT A 1929
(1929=100)**

	1934	1935	1936	1937	1938
Etats-Unis	66,4	75,6	88,1	92,2	72,0
Angleterre	98,8	105,8	115,9	123,7	112,0
France	71,0	67,4	79,3	82,8	70,0
Italie	80,0	93,8	87,5	99,6	96,0
Allemagne	79,8	94,0	106,3	117,2	125,0
Japon	128,7	141,8	151,1	170,8	165,0
U.R.S.S.	238,3	293,4	382,3	424,0	477,0

Ce tableau montre que l'Union soviétique est le seul pays au monde qui ignore les crises et dont l'industrie progresse constamment.

Ce tableau montre ensuite qu'aux Etats-Unis, en Angleterre et en France, a déjà commencé et se développe une grave crise économique.

Ce tableau montre ensuite qu'une période de régression industrielle a commencé dès 1938 en Italie et au Japon, lesquels avaient plus tôt que l'Allemagne engagé leur économie nationale dans la voie de l'économie de guerre.

Ce tableau montre enfin qu'en Allemagne, pays qui a réorganisé son économie sur le pied de guerre après l'Italie et le Japon, l'industrie marque encore pour le moment un progrès, peu sensible il est vrai, mais tout de même un progrès, — comme on l'a vu jusqu'à ces derniers temps au Japon et en Italie.

Sans aucun doute, à moins qu'il ne survienne quelque chose d'imprévu, l'industrie de l'Allemagne s'engagera dans la voie de la régression que suivent déjà le Japon et l'Italie. En effet, que signifie engager l'économie nationale dans la voie de l'économie de guerre ? C'est orienter l'industrie dans un sens unique, vers la guerre ; c'est élargir par tous les moyens la production des objets nécessaires à la guerre, production qui n'est pas liée à la consommation rationnelle, c'est rétrécir à l'extrême la production et surtout le ravitaillement du marché en objets de consommation ; c'est, par conséquent, restreindre la consommation de la population et placer le pays en face d'une crise économique.

Tel est le tableau concret du mouvement de la nouvelle crise économique dans les pays capitalistes.

On conçoit que le tour défavorable pris par les affaires économiques ne pouvait manquer d'entraîner une aggravation des rapports entre les puissances. Déjà la crise précédente avait brouillé toutes les cartes et amené une aggravation de la lutte pour les débouchés, pour les sources de matières premières. La conquête de la Mandchourie et de la Chine du Nord par le Japon, la conquête de l'Ethiopie par l'Italie, autant de faits illustrant l'acuité de la lutte entre les puissances. La nouvelle crise économique devait conduire et conduit effectivement à une nouvelle aggravation de la lutte entre impérialistes. Cette fois il ne s'agit plus ni de la concurrence sur les marchés, ni de la guerre commerciale, ni du dumping. Ces moyens de lutte sont depuis longtemps reconnus insuffisants. Il s'agit maintenant de repartager le monde, les zones d'influence, les colonies, au moyen de la guerre.

Pour justifier ses actes d'agression, le Japon prétendait que, lors de la signature du traité des neuf puissances, on l'avait lésé, on ne lui avait pas permis d'élargir son territoire aux dépens de la Chine, alors que l'Angleterre et la France possèdent d'immenses colonies. L'Italie s'est rappelée qu'on l'avait lésée lors du partage du butin après la première guerre impérialiste, et qu'elle devait chercher une compensation aux dépens des zones d'influence de l'Angleterre et de la France. L'Allemagne, gravement éprouvée par la première guerre impérialiste et le traité de Versailles, s'est jointe au Japon et à l'Italie et a exigé l'extension de son territoire en Europe, la restitution des colonies que lui avaient enlevées les vainqueurs lors de la première guerre impérialiste.

C'est ainsi que s'est formé le bloc des trois Etats agresseurs.

La question d'un nouveau partage du monde au moyen de la guerre s'est inscrit à l'ordre du jour.

2. Aggravation de la situation politique internationale, faillite du système d'après-guerre des traités de paix, début d'une nouvelle guerre impérialiste

Et voici les événements les plus importants de la période envisagée, qui ont marqué le début de la nouvelle guerre impérialiste. En 1935, l'Italie a attaqué l'Ethiopie et s'en est emparée. Pendant l'été de 1936, l'Allemagne et l'Italie ont entrepris en Espagne une intervention militaire, au cours de laquelle l'Allemagne a pris pied dans le nord de l'Espagne et dans le Maroc espagnol, et l'Italie dans le sud de l'Espagne et dans les îles Baléares. En 1937, après s'être emparé de la Mandchourie, le Japon envahit la Chine centrale et du Nord, occupe Pékin, Tientsin, Shanghai ; il évince de la zone

occupée ses concurrents étrangers. Au début de 1938, l'Allemagne s'est annexé l'Autriche, et, à l'automne de 1938, la région des Sudètes de Tchécoslovaquie. A la fin de 1938, le Japon s'est emparé de Canton et, au début de 1939, de l'île de Haïnan.

C'est ainsi que la guerre, qui s'était imperceptiblement glissée vers les peuples, a entraîné dans son orbite plus de 500 millions d'hommes et étendu la sphère de son action sur un immense territoire, depuis Tientsin, Shanghai et Canton jusqu'à Gibraltar, en passant par l'Ethiopie.

Après la première guerre impérialiste, les Etats vainqueurs, principalement l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, avaient créé un nouveau régime de rapports entre les pays, le régime de paix d'après-guerre. Ce régime avait pour bases principales, en Extrême-Orient, le pacte des neuf puissances et, en Europe, le traité de Versailles et toute une série d'autres traités. La Société des Nations était appelée à régler les rapports entre les pays dans le cadre de ce régime, sur la base d'un front unique des Etats, sur la base de la défense collective de la sécurité des Etats. Cependant, les trois Etats agresseurs et la nouvelle guerre impérialiste déclenchée par eux ont renversé de fond en comble tout ce système du régime de paix d'après-guerre. Le Japon a déchiré le pacte des neuf puissances ; l'Allemagne et l'Italie, le traité de Versailles. Afin de se délier les mains, ces trois Etats se sont retirés de la Société des Nations.

La nouvelle guerre impérialiste est devenue un fait.

Mais il n'est guère aisé, à notre époque, de rompre d'un seul coup les entraves et de se ruer droit dans la guerre, sans compter avec les traités de toute sorte, ni avec l'opinion publique. Les politiques bourgeois le savent bien. Les meneurs fascistes le savent de même. C'est pourquoi, avant de se ruer dans la guerre, ils ont décidé de travailler d'une certaine manière l'opinion publique, c'est-à-dire de l'induire en erreur, de la tromper.

Un bloc militaire de l'Allemagne et de l'Italie contre les intérêts de l'Angleterre et de la France en Europe ? Allons donc, mais ce n'est pas un bloc ! « Nous » n'avons aucun bloc militaire. « Nous » avons tout au plus un innocent « axe Berlin-Rome », c'est-à-dire une certaine formule géométrique de l'axe. (*Rires.*)

Un bloc militaire de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon contre les intérêts des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France en Extrême-Orient ? Jamais de la vie ! « Nous » n'avons aucun bloc militaire. « Nous » avons tout au plus un innocent « triangle Berlin-Rome-Tokio », c'est-à-dire un léger engouement pour la géométrie. (*Hilarité.*)

Une guerre contre les intérêts de l'Angleterre, de la France, des

Etats-Unis ? Des bêtises ! « Nous » faisons la guerre au Komintern, et non à ces Etats. Si vous ne nous croyez pas, lisez le « pacte anti-komintern » conclu entre l'Italie, l'Allemagne et le Japon.

C'est ainsi que messieurs les agresseurs pensaient travailler l'opinion publique, bien qu'il ne fût pas difficile de voir que toute cette maladroite comédie de camouflage était cousue de fil blanc. Car il serait ridicule de chercher des « foyers » du Komintern dans les déserts de la Mongolie, dans les montagnes de l'Ethiopie, dans les brousses du Maroc espagnol. (*Rires.*)

Mais la guerre est inexorable. Il n'est point de voiles qui puissent la dissimuler. Car il n'est point d'« axes », de « triangles » et de « pactes antikomintern » capables de masquer ce fait que, pendant ce temps, le Japon a conquis un immense territoire en Chine ; l'Italie — l'Ethiopie ; l'Allemagne — l'Autriche et la région des Sudètes ; l'Allemagne et l'Italie ensemble — l'Espagne. Tout cela contre les intérêts des Etats non agresseurs. La guerre reste la guerre ; le bloc militaire des agresseurs, un bloc militaire, et les agresseurs restent des agresseurs.

La nouvelle guerre impérialiste a ceci de caractéristique qu'elle n'est pas encore devenue une guerre universelle, une guerre mondiale. Les Etats agresseurs font la guerre en lésant de toutes les façons les intérêts des Etats non agresseurs et, en premier lieu, ceux de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis, qui, eux, reculent et se replient en faisant aux agresseurs concession sur concession.

Ainsi nous assistons à un partage déclaré du monde et des zones d'influence aux dépens des intérêts des Etats non agresseurs, sans aucune tentative de résistance, et même avec une certaine complaisance de leur part.

Cela est incroyable, mais c'est un fait.

Comment expliquer ce caractère unilatéral et étrange de la nouvelle guerre impérialiste ?

Comment a-t-il pu se faire que des Etats non agresseurs disposant d'immenses possibilités, aient renoncé avec cette facilité et sans résistance à leurs positions et à leurs engagements pour plaire aux agresseurs ?

La raison n'en serait-elle pas dans la faiblesse des Etats non agresseurs ? Evidemment non ! Les Etats démocratiques non agresseurs, pris ensemble, sont incontestablement plus forts que les Etats fascistes tant au point de vue économique que militaire.

Comment expliquer alors les concessions que ces Etats font systématiquement aux agresseurs ?

On pourrait expliquer la chose, par exemple, par la crainte de la révolution, qui peut éclater si les Etats non agresseurs entrent en guerre, et si la guerre devient mondiale. Certes, les politiques

bourgeois savent que la première guerre impérialiste mondiale a abouti à la victoire de la révolution dans un des plus grands pays. Ils craignent que la deuxième guerre impérialiste mondiale ne conduise de même à la victoire de la révolution dans un ou plusieurs pays.

Mais pour le moment, ce n'est pas l'unique motif, ni même le motif principal. Le principal motif, c'est que la majorité des pays non-agresseurs et, en premier lieu, l'Angleterre et la France, ont renoncé à la politique de sécurité collective, à la politique de résistance collective aux agresseurs ; c'est que ces pays ont passé sur les positions de la non-intervention, de la « neutralité ».

Formellement, on pourrait caractériser la politique de non-intervention comme suit : « Que chaque pays se défende contre les agresseurs, comme il veut et comme il peut, cela ne nous regarde pas ; nous ferons du commerce et avec les agresseurs et avec leurs victimes ». Or, en réalité, la politique de non-intervention signifie encourager l'agression, donner libre cours à la guerre et, par conséquent, la transformer en guerre mondiale. La politique de non-intervention trahit la volonté, le désir de ne pas gêner les agresseurs dans leur noire besogne, de ne pas empêcher, par exemple, le Japon de s'empêtrer dans une guerre avec la Chine et mieux encore avec l'Union soviétique ; de ne pas empêcher, par exemple, l'Allemagne de s'enliser dans les affaires européennes, de s'empêtrer dans une guerre avec l'Union soviétique ; de laisser les pays belligérants s'enliser profondément dans le borbier de la guerre ; de les encourager sous main ; de les laisser s'affaiblir et s'épuiser mutuellement, et puis, quand ils seront suffisamment affaiblis, — d'entrer en scène avec des forces fraîches, d'intervenir, naturellement « dans l'intérêt de la paix », et de dicter ses conditions aux pays belligérants affaiblis.

Et ce n'est pas plus difficile que cela !

Prenons, par exemple, le Japon. Chose caractéristique : dès avant son invasion dans la Chine du Nord, tous les journaux français et anglais influents proclamaient hautement que la Chine était faible, incapable de résister ; que le Japon pourrait, avec son armée, subjuguier la Chine en deux ou trois mois. Ensuite, les politiques d'Europe et d'Amérique se sont mis à attendre, à observer. Lorsque plus tard le Japon eut développé ses opérations militaires, on lui céda Shaughai, le cœur du capital étranger en Chine. On lui céda Canton, le foyer de l'influence exclusive de l'Angleterre dans la Chine méridionale ; on lui céda Haïnan ; on le laissa cerner Hong-Kong. N'est-il pas vrai que tout cela ressemble beaucoup à un encouragement de l'agresseur : autrement dit, engage-toi plus à fond dans la guerre, et puis on verra.

Ou bien prenons l'Allemagne. On lui a cédé l'Autriche malgré l'engagement de défendre son indépendance ; on lui a cédé la région des Sudètes ; on a abandonné à son sort la Tchécoslovaquie en violant tous les engagements pris à son égard. Ensuite, on s'est mis à mentir tapageusement dans la presse au sujet de la « faiblesse de l'armée russe », de la « décomposition de l'aviation russe », des « désordres » en Union soviétique, en poussant les Allemands plus loin vers l'Est, en leur promettant une proie facile et en leur disant : Amorcez seulement la guerre avec les bolchéviks, et pour le reste tout ira bien. Il faut reconnaître que cela aussi ressemble beaucoup à une excitation, à un encouragement de l'agresseur.

Caractéristique est le tapage que la presse anglo-française et nord-américaine a fait au sujet de l'Ukraine soviétique. Les représentants de cette presse ont crié jusqu'à l'enrouement que les Allemands marchaient contre l'Ukraine soviétique, qu'ils avaient maintenant entre les mains ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique avec une population d'environ 700.000 habitants ; qu'au plus tard au printemps de cette année, ils réuniraient l'Ukraine soviétique, qui compte plus de 30 millions d'habitants, à ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique. Il semble bien que ce tapage suspect ait eu pour but d'exciter la fureur de l'Union soviétique contre l'Allemagne, d'empoisonner l'atmosphère et de provoquer un conflit avec l'Allemagne, sans raison apparente.

Certes, il est fort possible qu'il y ait en Allemagne des fous qui rêvent de réunir l'éléphant, c'est-à-dire l'Ukraine soviétique, au moucheron, c'est-à-dire à ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique. Et si réellement il y a là-bas de ces déséquilibrés, on peut être sûr que dans notre pays il se trouvera des camisoles de force en quantité suffisante pour ces aliénés. (*Rafale d'applaudissements.*) Mais si on laisse de côté les aliénés et qu'on s'adresse aux gens normaux, n'est-il pas clair qu'il serait ridicule et stupide de parler sérieusement de la réunion de l'Ukraine soviétique à ce qu'on appelle l'Ukraine carpathique? Songez un peu. Le moucheron vient trouver l'éléphant, et, les poings sur les hanches, il lui dit : « Ah ! mon cher frère, comme je te plains... Tu te passes de grands propriétaires fonciers, de capitalistes, d'oppression nationale, de meneurs fascistes, ce n'est pas une vie... Je te regarde, et je ne puis m'empêcher de me dire : ton seul salut, c'est de te réunir à moi... (*Hilarité.*) Allons, soit ! Je te permets de réunir ton petit territoire à mon territoire immense... » (*Hilarité, applaudissements.*)

Fait encore plus caractéristique : certains politiques et représentants de la presse d'Europe et des Etats-Unis, ayant perdu patience à attendre la « campagne contre l'Ukraine soviétique », commencent eux-mêmes à dévoiler les dessous véritables de la politique de non-

intervention. Ils parlent ouvertement et écrivent noir sur blanc que les Allemands les ont cruellement « déçus » ; car, au lieu de pousser plus loin vers l'Est, contre l'Union soviétique, ils se sont tournés, voyez-vous, vers l'Ouest et réclament des colonies. On pourrait penser qu'on a livré aux Allemands les régions de la Tchécoslovaquie pour les payer de l'engagement qu'ils avaient pris de commencer la guerre contre l'Union soviétique ; que les Allemands refusent maintenant de payer la traite, et envoient promener les souscripteurs.

Je suis loin de vouloir moraliser sur la politique de non-intervention, de parler de trahison, de félonie, etc. Il serait puéril de faire la morale à des gens qui ne reconnaissent pas la morale humaine. La politique est la politique, comme disent les vieux diplomates bourgeois rompus aux affaires. Toutefois, il est nécessaire de remarquer que le grand et périlleux jeu politique, commencé par les partisans de la politique de non-intervention, pourrait bien finir pour eux par un sérieux échec.

Tel est l'aspect véritable de la politique de non-intervention qui domine aujourd'hui.

Telle est la situation politique dans les pays capitalistes.

3. L'Union soviétique et les pays capitalistes

La guerre a créé une nouvelle situation dans les relations entre pays. Elle y fait régner une atmosphère d'alarme et d'incertitude. Après avoir ébranlé les fondements du régime de paix d'après-guerre et renversé les notions élémentaires du droit international, la guerre a mis en question la valeur des traités et des engagements internationaux. Le pacifisme et les projets de désarmement sont enterrés, ils ont fait place à la fièvre des armements. Tous ont commencé à s'armer, les petits Etats comme les grands, y compris et avant tout ceux d'entre eux qui pratiquent la politique de non-intervention. Personne n'a plus foi dans les discours onctueux prétendant que les concessions munichoises aux agresseurs et l'accord de Munich auraient inauguré une nouvelle ère d'« apaisement ». Les participants de l'accord de Munich eux-mêmes, l'Angleterre et la France, n'y croient pas davantage ; tout comme les autres, ils renforcent leurs armements.

On comprend que l'U.R.S.S. n'ait pu passer outre à ces événements gros de menaces. Il est certain qu'une guerre, même peu étendue, commencée par les agresseurs sur quelque point perdu du globe, représente un danger pour les pays attachés à la paix. D'autant plus sérieux est le danger que représente la nouvelle guerre impérialiste, qui a déjà entraîné dans son orbite plus de cinq cent millions d'hommes en Asie, en Afrique, en Europe. Aussi notre pays, tout

en pratiquant avec persévérance la politique du maintien de la paix, a-t-il développé une activité intense en vue d'augmenter la valeur combative de notre Armée et de notre Marine militaire rouges.

Dans le même temps, l'Union soviétique a pris des mesures pour consolider ses positions internationales. Vers la fin de 1934, notre pays est entré dans la Société des Nations, estimant qu'elle pourrait tout de même, malgré sa faiblesse, servir de tribune pour démasquer les agresseurs ; qu'elle pourrait aussi, bien que faible, servir d'instrument de paix et freiner le déclenchement de la guerre. L'Union soviétique estime qu'en un temps aussi agité, même une organisation internationale aussi faible que la Société des Nations n'est pas à dédaigner. En mai 1935, un pacte d'assistance mutuelle contre une éventuelle agression a été signé entre la France et l'Union soviétique. En même temps un pacte analogue a été conclu avec la Tchécoslovaquie. En mars 1936, l'Union soviétique a signé un pacte d'assistance mutuelle avec la République populaire de Mongolie. En août 1937, un pacte de non-agression a été signé entre l'Union soviétique et la République de Chine.

C'est dans ces conditions internationales difficiles que l'Union soviétique a pratiqué sa politique extérieure, en défendant la cause de la paix.

La politique extérieure de l'Union soviétique est claire, compréhensible :

1. Nous sommes pour la paix et la consolidation de nos relations d'affaires avec tous les pays ; nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position aussi longtemps que ces pays observeront la même attitude à l'égard de l'Union soviétique, aussi longtemps qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte aux intérêts de notre pays.

2. Nous sommes pour des relations pacifiques étroites et de bon voisinage avec tous les pays environnants, qui ont une frontière commune avec l'U.R.S.S. ; nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position aussi longtemps que ces pays observeront la même attitude à l'égard de l'Union soviétique, aussi longtemps qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte, directement ou indirectement, à l'intégrité et à l'inviolabilité des frontières de l'Etat soviétique.

3. Nous sommes pour le soutien des peuples victimes d'une agression et qui luttent pour l'indépendance de leur patrie.

4. Nous ne craignons pas les menaces des agresseurs et sommes prêts à répondre par un coup double au coup des auteurs de guerre qui cherchent à violer les frontières soviétiques.

Telle est la politique extérieure de l'Union soviétique. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Dans sa politique extérieure, l'Union soviétique s'appuie :

1. sur sa puissance économique, politique et culturelle grandissante ;
2. sur l'unité morale et politique de notre société soviétique ;
3. sur l'amitié qui unit les peuples de notre pays ;
4. sur son Armée et sa Marine militaire rouges ;
5. sur sa politique de paix ;
6. sur l'appui moral des travailleurs du monde entier, qui ont un intérêt vital au maintien de la paix ;
7. sur la sagesse des pays qui n'ont pas intérêt, pour une raison ou pour une autre, à voir violer la paix.

* * *

Tâches du Parti en matière de politique extérieure :

1. continuer la politique de paix et de consolidation des relations d'affaires avec tous les pays ;
2. être prudent et ne pas permettre que les provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, entraînent notre pays dans des conflits ;
3. augmenter par tous les moyens la puissance combative de notre Armée et de notre Marine militaire rouges ;
4. renforcer les liens internationaux d'amitié avec les travailleurs du monde entier, intéressés au maintien de la paix et de l'amitié entre les peuples.

II

LA SITUATION INTÉRIEURE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Passons à la situation intérieure de notre pays.

Du point de vue de la situation intérieure de l'Union soviétique, la période envisagée a été marquée par un nouvel essor de toute l'économie nationale, par le progrès de la culture et le renforcement de la puissance politique du pays.

Le résultat le plus important en ce qui concerne le développement de l'économie nationale, c'est, pendant la période envisagée, l'achèvement de la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base d'une technique nouvelle, moderne. Nous n'avons plus ou presque plus de vieilles usines à technique arriérée, ni de vieilles exploitations paysannes avec leur outillage antédiluvien. C'est la technique nouvelle, moderne, qui forme aujourd'hui la base de notre industrie et de notre agriculture. On peut dire sans exagération que, du point de vue de la technique de la production, du point de vue de la saturation de l'industrie et de l'agriculture en technique

nouvelle, notre pays est plus avancé que tous les autres pays, où le vieil outillage est pour la production comme un boulet aux pieds qui freine l'application de la technique moderne.

En ce qui concerne le développement social et politique du pays, la conquête la plus importante pendant la période envisagée est la liquidation définitive des débris des classes exploiteuses, le rassemblement des ouvriers, des paysans et des intellectuels en un front commun du travail, l'affermissement de l'unité morale et politique de la société soviétique, l'affermissement de l'amitié qui unit les peuples de notre pays et, comme résultat de tout cela, l'entière démocratisation de la vie politique du pays, la création de la nouvelle Constitution. Personne n'ose contester que notre Constitution est la plus démocratique du monde, et que les résultats des élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S. ainsi qu'aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées sont les plus probants.

Comme bilan, nous avons dans notre pays une stabilité absolue de la situation intérieure, une solidité de pouvoir que pourrait envier n'importe quel gouvernement du monde.

Examinons les faits concrets qui caractérisent la situation économique et politique de notre pays.

1. Nouvel essor de l'industrie et de l'agriculture

a) *Industrie.* Le développement de notre industrie pendant la période envisagée accuse un essor continu. Celui-ci n'atteste pas seulement un progrès de la production en général, mais avant tout l'épanouissement de l'industrie socialiste d'une part, la disparition de l'industrie privée, de l'autre.

Voici le tableau correspondant (v. p. 597).

Ce tableau montre que notre industrie a plus que doublé pendant la période écoulée, et que l'accroissement de la production dans son ensemble a été celui de la production socialiste.

Ce tableau montre ensuite que le seul système qui existe dans l'industrie de l'U.R.S.S., est le système socialiste.

Ce tableau montre enfin que la disparition définitive de l'industrie privée est un fait ; les aveugles mêmes ne peuvent plus le nier aujourd'hui.

On ne saurait considérer la disparition de l'industrie privée comme un effet du hasard. Si elle a péri, c'est d'abord parce que le système socialiste de l'économie, comparé au système capitaliste, est un système supérieur. Si elle a péri, c'est en second lieu parce que le système socialiste de l'économie nous a permis de rééquiper en quelques années toute notre industrie socialiste sur une base technique nouvelle, moderne. Voilà une possibilité que n'offre ni ne peut

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DE L'U.R.S.S.
en 1934-1938

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	En % par rapport à l'année précédente					1938 en % par rapport à 1933
							1934	1935	1936	1937	1938	
	En millions de roubles, prix de 1926-1927											
Production totale	42.030	50.477	62.137	80.929	90.166	100.375	120,1	123,1	130,2	111,4	111,3	238,8
Dont :												
1. Industrie socialiste	42.002	50.443	62.114	80.898	90.138	100.349	120,1	123,1	130,2	111,4	111,3	238,9
2. Industrie privée.	28	34	23	31	28	26	121,4	67,6	134,8	90,3	92,9	92,9
	En pourcentages											
Production totale	100	100	100	100	100	100						
Dont :												
1. Industrie socialiste.	99,93	99,93	99,96	99,96	99,97	99,97						
2. Industrie privée.	0,07	0,07	0,04	0,04	0,03	0,03						

offrir le système capitaliste de l'économie. C'est un fait que, du point de vue de la technique de la production, du point de vue du degré de saturation de l'industrie en technique nouvelle, notre industrie occupe la première place dans le monde.

Si nous considérons les rythmes de développement de notre industrie en pourcentages par rapport au niveau d'avant-guerre, et si nous les comparons aux rythmes de développement de l'industrie des principaux pays capitalistes, nous aurons le tableau suivant :

**ACCROISSEMENT DE L'INDUSTRIE DE L'U.R.S.S. ET DES
PRINCIPAUX PAYS CAPITALISTES**

en 1913-1938

	1913	1933	1934	1935	1936	1937	1938
U.R.S.S. .	100,0	380,5	457,0	562,6	732,7	816,4	908,8
Etats-Unis	100,0	108,7	112,9	128,6	149,8	156,9	120,0
Angleterre	100,0	87,0	97,1	104,0	114,2	121,9	113,3
Allemagne	100,0	75,4	90,4	105,9	118,1	129,3	131,6
France .	100,0	107,0	99,0	94,0	98,0	101,0	93,2

Ce tableau montre que notre industrie s'est multipliée par 9 et plus, comparativement au niveau d'avant-guerre, tandis que l'industrie des principaux pays capitalistes continue de piétiner autour du niveau d'avant-guerre, qu'elle ne dépasse que de 20 à 30%.

Cela signifie que, au point de vue des rythmes de développement, notre industrie socialiste occupe la première place dans le monde.

Il s'ensuit donc que, pour la technique de la production et les rythmes de développement de notre industrie, nous avons d'ores et déjà rattrapé et dépassé les principaux pays capitalistes.

Mais en quoi sommes-nous en retard ? Nous retardons encore au point de vue économique, c'est-à-dire au point de vue du volume de notre production industrielle par tête d'habitant. Nous avons produit en 1938 environ 15 millions de tonnes de fonte ; et l'Angleterre, 7 millions. Il semblerait que cela va mieux chez nous qu'en Angleterre. Mais si l'on divise ces tonnes de fonte par le nombre des habitants, on verra qu'en Angleterre il y avait, en 1938, 145 kilogrammes de fonte par habitant, et en U.R.S.S. 87 kilogrammes seulement. Autre exemple : l'Angleterre a produit, en 1938, 10.800.000 tonnes d'acier et près de 29 milliards de kilowatts-heure (production d'énergie électrique), tandis que l'U.R.S.S. a produit 18 millions de tonnes d'acier et plus de 39 milliards de kilowatts-

heure. Il semblerait que cela va mieux chez nous qu'en Angleterre. Mais si l'on divise toutes ces tonnes et ces kilowatts-heure par le nombre des habitants, on verra qu'en Angleterre, il y avait, en 1938, 226 kilogrammes d'acier et 620 kilowatts-heure par habitant, tandis qu'en U.R.S.S. il y avait seulement 107 kilogrammes d'acier et 233 kilowatts-heure par habitant.

Qu'est-ce à dire ? C'est que, chez nous, le chiffre de la population est plusieurs fois celui de l'Angleterre, et donc nos besoins sont plus grands : l'Union soviétique compte 170 millions d'habitants, et l'Angleterre 46 millions au plus. La puissance économique de l'industrie ne se traduit pas par le volume de la production industrielle en général, sans tenir compte du chiffre de la population, mais bien par le volume de la production industrielle, considéré en rapport direct avec le volume de la consommation de cette production par tête d'habitant. Plus grande est la moyenne de la production industrielle par habitant, et plus grande est la puissance économique du pays ; inversement, moins forte est la moyenne de la production par tête d'habitant, et plus réduite est la puissance économique du pays et de son industrie. Par conséquent, plus nombreuse est la population du pays, et plus grands sont les besoins du pays en objets de consommation, et partant, plus grand doit être le volume de sa production industrielle.

Prenons, par exemple, la production de la fonte. Pour dépasser l'Angleterre au point de vue économique, en ce qui concerne la production de la fonte, production qui, en 1938, se chiffrait dans ce pays par 7 millions de tonnes, nous devons porter à 25 millions de tonnes notre production annuelle de fonte. Pour dépasser au point de vue économique l'Allemagne, qui en 1938 a produit au total 18 millions de tonnes de fonte, nous devons porter à 40-45 millions de tonnes notre production annuelle de fonte. Et pour dépasser les Etats-Unis au point de vue économique, en considérant non pas le niveau de 1938, année de crise où les Etats-Unis n'ont produit que 18.800.000 tonnes de fonte, mais le niveau de 1929, année où l'industrie des Etats-Unis a marqué un essor et où la production de fonte a atteint 43 millions de tonnes environ, — nous devons porter à 50-60 millions de tonnes notre production annuelle de fonte.

Il faut en dire autant de la production de l'acier, des laminés, des constructions mécaniques, etc., puisque toutes ces industries, comme les autres, dépendent en définitive de la production de fonte.

Nous avons dépassé les principaux pays capitalistes au point de vue de la technique de la production et des rythmes de développement de l'industrie. Fort bien. Mais cela ne suffit pas. Il faut les dépasser aussi au point de vue économique. Nous pouvons le faire et devons le faire. C'est à la seule condition de dépasser au point

de vue économique les principaux pays capitalistes, que nous pouvons compter que notre pays sera entièrement pourvu d'objets de consommation, que nous aurons abondance de produits et serons à même de passer de la première phase du communisme à sa seconde phase.

Que faut-il pour dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes ? Pour cela il faut avant tout avoir la ferme, l'irréductible volonté d'aller de l'avant, être prêt à consentir des sacrifices, à faire d'importants investissements pour développer par tous les moyens notre industrie socialiste. Ces facteurs existent-ils chez nous ? Sans aucun doute ! Il faut ensuite qu'il y ait une haute technique de la production et des rythmes élevés de développement industriel. Ces facteurs existent-ils chez nous ? Sans aucun doute ! Enfin, il faut du temps. Oui, camarades, du temps. Nous devons construire de nouvelles usines. Nous devons forger de nouveaux cadres pour l'industrie. Mais pour cela il faut du temps, et beaucoup. Il est impossible en deux ou trois ans de dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes. Cela demande un peu plus de temps. Prenons, par exemple, cette même fonte et sa production. En combien de temps peut-on dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes, quant à la production de fonte ? Certains membres de l'ancienne Commission du Plan d'Etat proposaient, lors de l'établissement du deuxième plan quinquennal, de fixer à 60 millions de tonnes la production de fonte, pour la dernière année du deuxième quinquennat. C'est dire qu'ils parlaient de la possibilité d'obtenir une moyenne d'accroissement annuel de 10 millions de tonnes de fonte. Certes, c'était du fantastique, sinon quelque chose de pire. Au reste, ces camarades versaient dans le fantastique non pas seulement pour la production de la fonte. Ils estimaient, par exemple, qu'au cours du second quinquennat l'accroissement annuel de la population de l'U.R.S.S. devait être de 3 ou 4 millions, ou même davantage. C'était aussi du fantastique, sinon quelque chose de pire. Mais si on laisse de côté les songe-creux et que l'on se place sur le terrain de la réalité, on peut admettre, comme parfaitement possible, un accroissement annuel de la production de fonte de deux ou deux millions et demi de tonnes en moyenne, en tenant compte de l'état actuel de la technique de cette production. L'histoire de l'industrie des principaux pays capitalistes, ainsi que celle de l'industrie de notre pays, montre que cette norme d'accroissement annuel nécessite un effort intense, mais qu'elle est parfaitement réalisable.

Par conséquent, il faut du temps, et beaucoup, pour dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes. Plus élevée sera chez nous la productivité du travail, plus la technique de

la production se perfectionnera, et plus vite nous pourrons accomplir cette tâche économique si importante, plus nous pourrons réduire ses délais d'exécution.

b) *Agriculture*. Pendant la période envisagée, le développement de l'agriculture, tout comme celui de l'industrie, a suivi une ligne ascendante. Cet essor s'est traduit non seulement par un accroissement de la production agricole, mais avant tout par l'accroissement et la consolidation de l'agriculture socialiste, d'une part, et par la disparition de l'économie individuelle, de l'autre. Alors que, dans les kolkhoz, la surface ensemencée en céréales passait de 75 millions d'hectares en 1933 à 92 millions en 1938, celle des paysans individuels a diminué, pendant cette période, de 15.700.000 hectares à 600.000, c'est-à-dire qu'elle ne représente plus que 0,6% de la totalité des surfaces ensemencées en céréales. Et je ne parle pas des cultures industrielles, où le rôle de l'économie individuelle a été réduit à zéro. On sait d'autre part que les kolkhoz groupent aujourd'hui 18.800.000 foyers paysans, soit 93,5%, sans compter les kolkhoz de pêcheurs et de chasseurs.

Cela veut dire que les kolkhoz se sont définitivement affermis et consolidés, et que le système socialiste de l'économie est aujourd'hui la seule forme de notre agriculture.

Si l'on compare les surfaces ensemencées pour toutes les cultures, pendant la période écoulée, aux surfaces ensemencées d'avant la Révolution, on obtient le tableau ci-après :

**SURFACES ENSEMENCÉES POUR TOUTES LES CULTURES
EN U.R.S.S.**

	En millions d'hectares						1938 en % par rapport à 1913
	1913	1934	1935	1936	1937	1938	
Total des surfaces ensemencées . . .	105,0	131,5	132,8	133,8	135,3	136,9	130,4
Dont :							
a) Céréales	94,4	104,7	103,4	102,4	104,4	102,4	108,5
b) Cultures industrielles	4,5	10,7	10,6	10,8	11,2	11,0	244,4
c) Cultures potagères et maraîchères . . .	3,8	8,8	9,9	9,8	9,0	9,4	247,4
d) Cultures fourragères	2,1	7,1	8,6	10,6	10,6	14,1	671,4

Ce tableau montre que chez nous les surfaces ensemencées ont augmenté pour toutes les cultures, et surtout pour les cultures fourragères, industrielles ainsi que potagères et maraîchères.

C'est dire que notre agriculture devient plus qualifiée et plus productive, et que l'application des assolements rationnels reçoit une base réelle.

Comment s'est développé l'équipement de nos kolkhoz et sovkhos en tracteurs, en moissonneuses-batteuses et autres machines pendant la période écoulée, c'est ce que montrent les tableaux ci-après :

**1. PARC DES TRACTEURS DE L'AGRICULTURE
DE L'U.R.S.S.**

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
	a) Nombre des tracteurs (en milliers d'unités)						
Total des tracteurs	210,9	276,4	360,3	422,7	464,5	483,5	229,3
Dont :							
a) Tracteurs des stations de tracteurs et de machines	123,2	177,3	254,7	328,5	365,8	394,0	319,8
b) Tracteurs des sovkhos et entreprises agricoles auxiliaires	83,2	95,5	102,1	88,5	84,5	85,0	102,2
	b) Puissance (en milliers de CV)						
Total des tracteurs	3.209,2	4.462,8	6.184,0	7.672,4	8.385,0	9.256,2	288,4
Dont :							
a) Tracteurs des stations de tracteurs et de machines	1.758,1	2.753,9	4.281,6	5.856,0	6.679,2	7.437,0	423,0
b) Tracteurs des sovkhos et entreprises agricoles auxiliaires	1.401,7	1.669,5	1.861,4	1.730,7	1.647,5	1.751,8	125,0

**2. PARC DES MOISSONNEUSES-BATTEUSES
ET AUTRES MACHINES DE L'AGRICULTURE
DE L'U.R.S.S.**

(en milliers d'unités, en fin d'année)

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
Moissonneuses-batteuses	25,4	32,3	50,3	87,8	128,8	153,5	604,3
Moteurs à combustion interne et locomobiles	48,0	60,9	69,1	72,4	77,9	83,8	174,6
Batteuses à grains (à double nettoyage et à nettoyage simple)	120,3	121,9	120,1	123,7	126,1	130,8	108,7
Camions automobiles	26,6	40,3	63,7	96,2	144,5	195,8	736,1
Automobiles (unités)	3.991	5.533	7.555	7.630	8.156	9.594	240,4

Si l'on ajoute à ces chiffres que, pendant la période écoulée, le nombre des stations de machines et de tracteurs est passé, chez nous, de 2.900 en 1934 à 6.350 en 1938, on peut affirmer, en partant de ces données, que la reconstruction de notre agriculture sur la base d'une technique nouvelle, moderne, est déjà achevée dans ses grandes lignes.

Par conséquent, notre agriculture n'est pas seulement la plus grande et la plus mécanisée, — et donc celle qui donne la plus grande production marchande, — mais aussi la mieux équipée en technique moderne, comparativement à l'agriculture de n'importe quel autre pays.

Si l'on considère les rythmes de croissance de la production des céréales et des cultures industrielles pendant la période envisagée, en comparaison de la période d'avant la Révolution, les statistiques offrent le tableau suivant :

PRODUCTION GLOBALE DES CÉRÉALES ET DES CULTURES INDUSTRIELLES EN U.R.S.S.

	En millions de quintaux						1938 en % par rapport à 1913
	1913	1934	1935	1936	1937	1938	
Céréales	801,0	894,0	901,0	827,3	1.202,9	949,9	118,6
Coton (brut)	7,4	11,8	17,2	23,9	25,8	26,9	363,5
Lin (fibres)	3,3	5,3	5,5	5,8	5,7	5,46	165,5
Betterave à sucre.	109,0	113,6	162,1	168,3	218,0	166,8	153,0
Plantes oléagineuses	21,5	36,9	42,7	42,3	51,1	46,6	216,7

Ce tableau montre que malgré la sécheresse qui a frappé les régions de l'est et du sud-est en 1936 et 1938, et alors qu'en 1913 la récolte avait été sans précédent, la production globale des céréales et des cultures industrielles n'a pas cessé d'augmenter dans la période envisagée, par rapport au niveau de 1913.

Particulièrement intéressant est le problème de la production marchande de céréales par les kolkhoz et les sovkhoz. Le camarade Nemtchinov, statisticien connu, a calculé que sur les 5 milliards de pouds qui représentaient la production globale de céréales avant la guerre, environ 1 milliard 300 millions de pouds seulement étaient livrés au marché, soit 26% de la production d'alors. Le camarade Nemtchinov estime que la production marchande des kolkhoz et des sovkhoz, en tant que grande production, a été en 1926-1927, par exemple, d'environ 47% de la production globale, et la production marchande des exploitations paysannes individuelles, d'environ 12%. Si, pour plus de prudence, on estime la production marchande des kolkhoz et des sovkhoz, en 1938, à 40% de la production globale, il s'ensuivra que notre économie socialiste des céréales pouvait livrer et a effectivement livré cette année au marché près de 2,3 milliards de pouds de blé, soit un milliard de plus que la production d'avant-guerre.

Une haute production marchande, voilà ce qui caractérise éminemment les kolkhoz et les sovkhoz, et qui est d'une importance exceptionnelle pour le ravitaillement du pays.

C'est dans cette particularité des kolkhoz et des sovkhoz que réside le secret de la facilité et de la rapidité avec lesquelles notre pays a pu résoudre le problème des céréales, le problème du ravitaillement de notre immense pays en blé marchand.

Il convient de noter qu'en ces trois dernières années, le stockage annuel des céréales n'est pas descendu, chez nous, au-dessous de 1,6 milliard de pouds ; il s'est élevé parfois, en 1937 par exemple, à 1,8

milliard de pouds. Si l'on y ajoute les 200 millions de pouds de blé environ achetés chaque année et les quelques centaines de millions de pouds qui font l'objet du commerce kolkhozien, nous obtiendrons, au total, la quantité susmentionnée de blé livré au marché par les kolkhoz et les sovkhoz.

Il est intéressant de noter ensuite que, ces trois dernières années, la base de la production du blé marchand s'est déplacée de l'Ukraine, considérée autrefois comme grenier d'abondance de notre pays, vers le nord et l'est, c'est-à-dire dans la République socialiste fédérative soviétique de Russie. Comme on sait, depuis deux ou trois ans, l'Ukraine ne stocke que 400 millions de pouds de blé environ par an, alors que la R.S.F.S.R. a stocké, en ces mêmes années, de 1,1 milliard à 1,2 milliard de pouds de blé marchand, par an.

Il en est ainsi de la production des céréales.

En ce qui concerne l'élevage, on a également enregistré, au cours de ces dernières années, de sérieux progrès dans cette branche la plus arriérée de l'agriculture. Il est vrai que pour le troupeau de chevaux et l'élevage du mouton, nous sommes encore au-dessous du niveau d'avant la Révolution, mais pour le gros bétail à cornes et l'élevage des porcs, nous avons déjà dépassé ce niveau.

Voici les chiffres :

CHEPTEL DE L'U.R.S.S.
(en millions de têtes de bétail)

	Au mois de juillet							1938 en %	
	D'après le recensement de 1916	1933	1934	1935	1936	1937	1938	par rapport au recens. de 1916	par rapport à 1933
Chevaux . .	35,8	16,6	15,7	15,9	16,6	16,7	17,5	48,9	105,4
Gros bétail à cornes .	60,6	38,4	42,4	49,2	56,7	57,0	63,2	104,3	164,6
Moutons et chèvres . .	121,2	50,2	51,9	61,1	73,7	81,3	102,5	84,6	204,2
Porcs . . .	20,9	12,1	17,4	22,5	30,5	22,8	30,1	146,4	252,9

Il ne fait pas de doute que le retard dans l'élevage du cheval et du mouton sera liquidé à très bref délai.

c) *Commerce, transports.* En même temps que l'industrie et l'agriculture, le commerce s'est accru dans le pays. Le commerce de détail — Etat et coopératives — a étendu son réseau dans la proportion de 25% pendant la période envisagée. Son chiffre d'affaires a augmenté de 178%, le chiffre d'affaires du marché kolkhozien, de 112%.

Voici le tableau correspondant :

C O M M E R C E

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
1. Réseau du commerce de détail — Etat et coopératives (magasins, kiosques), fin d'année . . .	285.355	286.236	268.713	289.473	327.361	356.930	125,1
2. Chiffre d'affaires du commerce de détail — Etat et coopératives (y compris l'alimentation publique) — en millions de roubles	49.789,2	61.814,7	81.712,1	106.760,9	125.943,2	138.574,3	278,3
3. Chiffre d'affaires des marchés kolkhoziens, en millions de roubles. . .	11.500,0	14.000,0	14.500,0	15.607,2	17.799,7	24.399,2	212,2
4. Bases commerciales régionales pour l'écoulement de la production des commissariats du peuple de l'industrie alimentaire, industrie légère, industrie lourde, industrie forestière, industrie locale des Républiques fédérées, fin d'année	718	836	1.141	1.798	1.912	1.994	277,7

Il va de soi que le commerce n'aurait pu se développer ainsi dans le pays, sans un certain développement des transports de marchandises. Et en effet, les transports de tous genres ont augmenté dans la période envisagée, notamment les transports par chemin de fer et par avion. Les transports par eau se sont également développés, mais avec de fortes fluctuations. Et en 1938, le trafic des transports par eau accuse malheureusement une certaine baisse, contre l'année précédente.

Voici le tableau correspondant :

TRANSPORT DES MARCHANDISES

	1933	1934	1935	1933	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
Chemins de fer (en milliards de tonnes kilométriques) . . .	169,5	205,7	258,1	323,4	354,8	369,1	217,7
Transports fluviaux et maritimes (en milliards de tonnes kilométriques) . . .	50,2	56,5	68,3	72,3	70,1	66,0	131,5
Aviation civile (en millions de tonnes kilométriques). . .	3,1	6,4	9,8	21,9	24,9	31,7	1.022,6

Il est hors de doute que le retard marqué par les transports par eau en 1938 sera liquidé en 1939.

2. Nouvelle amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple

L'essor continu de l'industrie et de l'agriculture ne pouvait manquer d'amener et a réellement amené une nouvelle amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple.

La suppression de l'exploitation et l'affermissement du système socialiste dans l'économie nationale, l'absence du chômage et de la misère qu'il engendre à la ville et à la campagne, l'extension énorme de l'industrie et la progression constante du nombre d'ouvriers, l'élévation de la productivité du travail des ouvriers et des kolchoziens, la cession de la terre à perpétuité aux kolkhoz et l'équipement de ces derniers en quantités énormes de tracteurs et de machines agricoles de premier ordre : tout cela a créé des conditions réel-

les pour une nouvelle amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans. L'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans a tout naturellement amené une amélioration de la situation matérielle des intellectuels, qui sont une force considérable dans notre pays et servent les intérêts des ouvriers et des paysans.

Il n'est plus question maintenant de caser dans l'industrie, d'embaucher par charité les paysans sans travail et sans abri qui ont rompu avec leur village et vivent sous la menace de la faim. Il y a beau temps que ces paysans-là n'existent plus dans notre pays. Et c'est évidemment très bien, car cela témoigne de l'aisance de nos campagnes. Maintenant il ne peut plus être question que de prier les kolkhoz de faire suite à notre demande et de mettre chaque année, à la disposition de notre industrie en développement, au moins un million et demi de jeunes kolkhoziens. Les kolkhoz, désormais dans l'aisance, doivent tenir compte que, sans cette aide de leur part, il sera très difficile de pousser le développement de notre industrie ; or, sans développer notre industrie nous ne pourrions pas satisfaire la demande toujours accrue des paysans en marchandises de grande consommation. Les kolkhoz ont toute possibilité de faire suite à notre demande, puisque l'abondance des moyens techniques dans les kolkhoz libère une partie des travailleurs de la campagne, lesquels, employés dans l'industrie, pourraient être d'une grande utilité pour l'ensemble de notre économie nationale.

C'est ainsi que nous enregistrons les indices suivants d'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans pendant la période envisagée :

1. Le revenu national est passé de 48,5 milliards de roubles en 1933 à 105 milliards de roubles en 1938.

2. Le nombre des ouvriers et des employés s'est élevé d'un peu plus de 22 millions en 1933 à 28 millions en 1938.

3. Le fonds annuel des salaires des ouvriers et des employés est passé de 34.953 millions de roubles à 96.425 millions.

4. Le salaire annuel moyen des ouvriers de l'industrie, qui était de 1.513 roubles en 1933, s'est élevé à 3.447 roubles en 1938.

5. Le revenu en argent des kolkhoz s'est élevé de 5.661,9 millions de roubles en 1933 à 14.180,1 millions de roubles en 1937.

6. Dans les régions à céréales la quantité de grain distribuée en moyenne, par foyer kolkhozien, est passée de 61 pouds en 1933 à 144 en 1937, sans compter les semences, les réserves de semences, le fonds de fourrages pour le bétail collectivisé, les livraisons de grain à l'Etat, le paiement en nature des travaux exécutés par les stations de machines et de tracteurs.

7. Les assignations prévues au budget de l'Etat pour les œuvres

sociales et culturelles sont passées de 5.839,9 millions de roubles en 1933 à 35.202,5 millions de roubles en 1938.

L'amélioration de la situation matérielle du peuple s'est accompagnée d'un relèvement de son niveau de culture.

Au point de vue du développement culturel du peuple, la période envisagée fut une véritable période de révolution culturelle. L'introduction de l'instruction primaire obligatoire dans les langues des nationalités de l'U.R.S.S., l'augmentation du nombre des écoles de tous degrés et des élèves, l'accroissement du nombre des spécialistes formés dans les écoles supérieures, la formation et le perfectionnement d'une « intelligentsia » nouvelle, soviétique : tel est le tableau d'ensemble de l'essor culturel du peuple.

Et voici les chiffres (v. pp. 610-611).

Cet immense travail culturel a eu ce résultat qu'on a vu naître et se former chez nous une nombreuse intelligentsia d'un type nouveau, soviétique, issue des rangs de la classe ouvrière, de la paysannerie, des employés soviétiques. Chair de la chair de notre peuple, cette intelligentsia ignore le joug de l'exploitation, hait les exploités et est prête à servir fidèlement les peuples de l'U.R.S.S.

Je pense que la naissance de cette nouvelle intelligentsia, populaire, socialiste, est un des résultats les plus importants de la révolution culturelle dans notre pays.

3. Affermissement continu du régime soviétique

Un des principaux résultats de la période envisagée, c'est qu'elle a abouti à un nouvel affermissement de la situation intérieure du pays, à un nouvel affermissement du régime soviétique.

Il ne pouvait en être autrement. L'affirmation du système socialiste dans toutes les branches de l'économie nationale, l'essor de l'industrie et de l'agriculture, l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs, l'élévation du niveau de culture des masses populaires, l'élévation de leur activité politique : tout cela, réalisé sous la direction du pouvoir des Soviets, ne pouvait manquer d'aboutir à un nouvel affermissement du régime soviétique.

Ce qu'il y a de particulier dans la société soviétique de notre époque, à la différence de toute société capitaliste, c'est qu'elle n'a plus dans son sein de classes antagonistes, ennemies ; que les classes exploiteuses ont été liquidées et que les ouvriers, les paysans et les intellectuels formant la société soviétique, vivent et travaillent en collaboration fraternelle. Alors que la société capitaliste est déchirée par des antagonismes irréconciliables entre ouvriers et capitalistes, entre paysans et grands propriétaires fonciers, ce qui conduit à l'instabilité de sa situation intérieure, — la société so-

1. ÉLÉVATION DU NIVEAU CULTUREL DU PEUPLE

Indices	Unités de mesure	1933-34	1938-39	1938-39 en % par rapport à 1933-34
Nombre d'élèves dans les écoles de tous degrés.	en milliers de personnes	23.814	33.965,4	142,6
Dont :				
dans les écoles primaires		17.873,5	21.288,4	119,1
dans les écoles secondaires (générales et spéciales)		6.482,2	12.076,0	220,3
dans les écoles supérieures		458,3	601,0	131,1
Nombre d'élèves en U.R.S.S. (toutes les formes d'enseignement)		—	47.442,1	—
Nombre de bibliothèques publiques . .	en milliers	40,3	70,0	173,7
Nombre de volumes dans ces bibliothèques	en millions	86,0	126,6	147,2
Nombre d'institutions genre club. . .	en milliers	61,1	95,6	156,5
Nombre de théâtres	unités	587	790	134,6
Nombre d'appareils de projection (sans compter les appareils à bande étroite).		27.467	30.461	110,9
Dont :				
appareils de projection sonore.		498	15.202	multiplié par 31
Nombre d'appareils de projection au village (sans compter les appareils à bande étroite) . . .		17.470	18.991	108,7
Dont :				
appareils de projection sonore		24	6.670	multiplié par 278
Tirage annuel de journaux	en millions	4.984,6	7.092,4	142,3

2. NOMBRE D'ÉCOLES CONSTRUITES DE 1933 A 1938 EN U.R.S.S.

Années	Nombre d'écoles		
	Dans les villes et les agglomérations de type urbain	Dans les localités rurales	Total
1933.	326	3.261	3.587
1934.	577	3.488	4.065
1935.	533	2.829	3.362
1936.	1.505	4.206	5.711
1937.	730	1.323	2.053
1938.	583	1.246	1.829
Total de 1933 à 1938.	4.254	16.353	20.607

3. NOMBRE DE JEUNES SPÉCIALISTES SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

de 1933 à 1938 (en milliers)

	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Total pour l'U.R.S.S. (spécialistes militaires non compris)	34,6	49,2	83,7	97,6	104,8	106,7
1. Ingénieurs de l'industrie et du bâtiment	6,1	14,9	29,6	29,2	27,6	25,2
2. Ingénieurs des transports et des P.T.T.	1,8	4,0	7,6	6,6	7,0	6,1
3. Ingénieurs pour la mécanisation de l'agriculture, agronomes, médecins vétérinaires et zootechniciens.	4,8	6,3	8,8	10,4	11,3	10,6
4. Economistes et juristes.	2,5	2,5	5,0	6,4	5,0	5,7
5. Personnel enseignant des écoles secondaires, facultés ouvrières, écoles spéciales et autres travailleurs de l'enseignement, y compris les travailleurs des arts	10,5	7,9	12,5	21,6	31,7	35,7
6. Médecins, pharmaciens, moniteurs de culture physique	4,6	2,5	7,5	9,2	12,3	13,6
7. Autres spécialités.	4,3	11,1	12,7	14,2	9,9	9,8

viétique, libérée du joug de l'exploitation, ignore ces antagonismes ; elle est affranchie des collisions de classes et offre l'image d'une collaboration fraternelle entre ouvriers, paysans, intellectuels. C'est sur la base de cette communauté d'intérêts que se sont développées des forces motrices comme l'unité politique et morale de la société soviétique, l'amitié des peuples de l'U.R.S.S., le patriotisme soviétique. C'est cette même base qui a donné naissance à la Constitution de l'U.R.S.S. adoptée en novembre 1936, et à la démocratisation totale des élections aux organismes suprêmes du pays.

En ce qui concerne les élections elles-mêmes aux organismes suprêmes du pays, elles furent une brillante manifestation de cette unité de la société soviétique et de cette amitié des peuples de l'U.R.S.S., qui caractérisent la situation intérieure de notre pays. Comme on sait, lors des élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S., en décembre 1937, près de 90 millions d'électeurs, soit 98,6% de tous les votants, ont donné leurs suffrages au bloc des communistes et des sans-parti ; et dans les élections aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées, en juin 1938, 92 millions d'électeurs, soit 99,4% de tous les votants, ont donné leurs suffrages au bloc des communistes et des sans-parti.

Voilà ce qui fait la solidité du régime soviétique, voilà la source de la force inépuisable du pouvoir des Soviets.

Cela signifie, entre autres, qu'en cas de guerre l'arrière et le front de notre armée, grâce à leur homogénéité, à leur unité intérieure, seront plus fermes que dans n'importe quel autre pays. Ce que feraient bien de ne pas oublier les amateurs étrangers de conflits armés.

Certains journalistes étrangers prétendent, dans leurs bavardages, que l'épuration, dans les organisations soviétiques, des espions, des assassins et des saboteurs dans le genre de Trotski, Zinoviev, Kaménev, Iakir, Toukhatchevski, Rosengolz, Boukharine et autres monstres, a soi-disant « ébranlé » le régime soviétique, a été une cause de « décomposition ». Ce plat bavardage mérite qu'on le tourne en dérision. Comment le fait de chasser des organisations soviétiques les saboteurs et les éléments hostiles peut-il ébranler et décomposer le régime des Soviets ? La poignée trotskiste-boukharinienne d'espions, d'assassins et de saboteurs rampant devant l'étranger, servilement aplatis devant le moindre fonctionnaire étranger et prêts à lui servir d'espions — cette poignée d'hommes qui n'ont pas compris que le plus modeste citoyen soviétique, libéré des chaînes du Capital, dépasse de toute une tête n'importe quel haut fonctionnaire étranger traînant sur ses épaules le joug de l'esclavage capitaliste, — qui donc a besoin de cette misérable bande

d'esclaves vendus, quelle valeur peut-elle représenter pour le peuple et qui peut-elle « décomposer » ? En 1937, Toukhatchevski, Iakir, Ouborévitch et autres monstres ont été condamnés à être fusillés. Après, ont eu lieu les élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S. Ces élections ont donné au pouvoir soviétique les suffrages de 98,6% de tous les votants. Au début de 1938, Rosengolz, Rykov, Boukharine et autres monstres ont été condamnés à être fusillés. Après, ont eu lieu les élections aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées. Ces élections ont donné au pouvoir soviétique les suffrages de 99,4% de tous les votants. On se demande : où sont donc les signes de « décomposition », et pourquoi cette « décomposition » n'est-elle pas apparue dans les résultats des élections ?

A entendre ces bavards de l'étranger, on pourrait conclure que si on avait laissé en liberté les espions, les assassins et les saboteurs, si on ne les avait pas empêchés de saboter, d'assassiner et d'espionner, les organisations soviétiques seraient autrement solides et stables. (*Rires.*) Ne se sont-ils pas trahis trop tôt, ces messieurs qui défendent avec une telle impudence les espions, les assassins et les saboteurs ?

Ne serait-il pas plus juste de dire que le fait de chasser des organisations soviétiques les espions, les assassins et les saboteurs devait conduire et a effectivement conduit à affermir encore plus ces organisations ?

Qu'attestent, par exemple, les événements du lac Khassan, sinon que chasser des organisations soviétiques les espions et les saboteurs est le plus sûr moyen d'affermir ces organisations ?

* * *

Tâches du Parti en matière de politique intérieure :

1. Pousser encore le développement de notre industrie, l'essor de la productivité du travail, le perfectionnement technique de la production, pour pouvoir, — maintenant que nous avons dépassé les principaux pays capitalistes quant à la technique de la production et aux rythmes du développement industriel, — dépasser ces pays au point de vue économique également, dans les dix ou quinze années qui viennent.

2. Pousser encore le développement de l'agriculture et de l'élevage afin de réaliser dans les trois ou quatre prochaines années, une production de 8 milliards de pouds de grain par an, avec un rendement moyen de 12 à 13 quintaux à l'hectare ; augmenter la production des cultures industrielles de 30 à 35% en moyenne ; doubler le troupeau de moutons et de porcs, augmenter de 40% environ celui du gros bétail à cornes, et de 35% environ le troupeau des chevaux.

3. Continuer d'améliorer la situation matérielle et culturelle des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

4. Appliquer fidèlement notre Constitution socialiste ; démocratiser jusqu'au bout la vie politique du pays ; renforcer l'unité politique et morale de la société soviétique et la collaboration fraternelle des ouvriers, des paysans et des intellectuels ; renforcer de toutes les manières les relations d'amitié entre les peuples de l'U.R.S.S. ; développer et cultiver le patriotisme soviétique.

5. Ne pas oublier l'encerçlement capitaliste ; ne pas perdre de vue que les services d'espionnage étrangers continueront d'envoyer dans notre pays des espions, des assassins et des suboteurs ; ne pas oublier cela et renforcer nos services socialistes de renseignements, les aider constamment à foudroyer, à extirper les ennemis du peuple.

III

LE RENFORCEMENT CONTINU DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.

Du point de vue de la ligne politique et du travail pratique quotidien, la période envisagée marque la victoire complète de la ligne générale de notre Parti. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

L'affirmation du système socialiste dans toute l'économie nationale, l'achèvement de la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base d'une technique nouvelle, l'accomplissement avant terme du deuxième plan quinquennal dans l'industrie, l'accroissement de la production annuelle de grain jusqu'à 7 milliards de pouds, la suppression de la misère et du chômage, ainsi que l'amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple : telles sont les principales réalisations qui illustrent la politique juste de notre Parti, sa juste direction.

Devant ces réalisations grandioses, les adversaires de la ligne générale de notre Parti, tous ces courants de « gauche » et de « droite », tous ces dégénérés trotskistes-piatakovistes et boukharinorykovistes, se sont vus obligés de se recroqueviller sur eux-mêmes, de cacher leurs « plates-formes » éculées et de passer à l'action clandestine. N'ayant pas le courage de se soumettre à la volonté du peuple, ils ont préféré fusionner avec les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les fascistes, se mettre à la dévotion des services d'espionnage étrangers, se faire embaucher comme espions et prendre sur eux d'aider les ennemis de l'Union soviétique à démembrer notre pays, à y rétablir l'esclavage capitaliste.

Telle est la fin sans gloire des adversaires de la ligne de notre Parti, qui sont devenus par la suite les ennemis du peuple.

Ayant écrasé les ennemis du peuple, chassé des organisations du Parti et des institutions soviétiques les éléments dégénérés, le Parti est devenu encore plus uni dans son travail politique et d'organisation ; il s'est rallié encore plus étroitement autour de son Comité central. (*Vifs applaudissements. Tous les délégués, debout, acclament le rapporteur. On crie : « Au camarade Staline, hurra ! Vive le camarade Staline ! Vive le Comité central de notre Parti ! Hurra ! »*)

Examinons les données concrètes relatives au développement de la vie intérieure du Parti, à son travail d'organisation et de propagande pendant la période envisagée.

1. Mesures prises pour améliorer la composition du Parti. Division des organisations trop grandes. Rapprochement des organismes dirigeants vers le travail à la base

Le renforcement du Parti et de ses organismes dirigeants, au cours de la période envisagée, a suivi deux lignes principales : la ligne visant à régler la composition du Parti, à éliminer les membres peu sûrs et à choisir les meilleurs, et la ligne consistant à diviser les organisations trop grandes, à en réduire les proportions et à rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base, vers le travail pratique, concret.

Au XVII^e congrès étaient représentés 1.874.488 membres du Parti. Si l'on compare ce chiffre à celui des membres du Parti représentés au XVI^e congrès, il apparaît que, dans la période comprise entre le XVI^e et le XVII^e congrès, 600.000 nouveaux membres sont venus au Parti. Le Parti ne pouvait pas ne pas sentir qu'un si grand afflux d'adhérents dans les conditions de 1930 à 1933, était un accroissement anormal et indésirable de ses effectifs. Le Parti savait que dans ses rangs entraient non seulement des gens honnêtes et dévoués, mais aussi des éléments venus par hasard, mais aussi des arrivistes qui voulaient utiliser le drapeau du Parti dans un but personnel. Le Parti ne pouvait pas ne pas savoir qu'il est fort non seulement par le nombre, mais avant tout par la qualité de ses adhérents. Ceci étant, la question s'est posée de régler la composition du Parti. On décida de continuer l'opération du Parti, — membres et stagiaires — commencée dès 1933, et elle fut effectivement prolongée jusqu'au mois de mai 1935. On décida ensuite de suspendre l'admission de nouveaux membres dans le Parti, et elle fut effectivement suspendue jusqu'à septembre 1936 ; l'admission de nouveaux adhérents ne fut reprise qu'au 1^{er} novembre 1936. Après le lâche

assassinat du camarade Kirov, témoignant qu'il y avait dans le Parti bon nombre d'éléments suspects, il fut décidé de procéder à la vérification et à l'échange des documents du Parti ; ces deux tâches ne furent achevées qu'en septembre 1936. C'est alors seulement que fut reprise l'admission de nouveaux membres et de stagiaires. Ces mesures ont permis au Parti de chasser de ses rangs les éléments venus à lui par hasard, les éléments passifs, arrivistes et franchement hostiles, de garder les membres les plus sûrs, les plus dévoués. On ne peut dire que l'épuration ait été effectuée sans fautes graves. Malheureusement, elles furent plus nombreuses qu'on n'aurait pu le supposer. Il n'est pas douteux que nous n'aurons plus à employer la méthode de l'épuration massive. Mais l'épuration de 1933-1936 était inévitable ; dans l'ensemble, elle a donné des résultats positifs. A ce XVIII^e congrès sont représentés environ 1.600.000 membres du Parti, soit 270.000 membres de moins qu'au XVII^e congrès. Mais il n'y a pas de mal à cela. Au contraire, c'est pour le mieux ; car le Parti se renforce en s'épurant de la souillure. Notre Parti est maintenant un peu moins nombreux, mais en revanche il est meilleur par la qualité de ses effectifs.

C'est là une grande réalisation.

En ce qui concerne l'amélioration de la direction quotidienne assurée par le Parti, dans le sens d'un rapprochement vers le travail à la base, dans le sens d'une concrétisation ultérieure, le Parti est arrivé à cette conclusion que diviser les organisations trop grandes, en réduire les proportions était le meilleur moyen d'aider les organismes du Parti à diriger ces organisations et de rendre la direction elle-même concrète, vivante, rapide. On divisa aussi bien les commissariats du peuple que les organismes administratifs territoriaux, c'est-à-dire les Républiques fédérées, les territoires, les régions, les rayons, etc. A la suite des mesures prises, au lieu de 7 Républiques fédérées nous en comptons maintenant 11 ; au lieu de 14 commissariats du peuple de l'U.R.S.S., 34 ; au lieu de 70 territoires et régions, 110 ; au lieu de 2.559 rayons urbains et ruraux, 3.815. C'est ainsi que, dans le système des organismes dirigeants du Parti, nous avons maintenant 11 Comités centraux avec, en tête, le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., 6 comités de territoire, 104 comités de région, 30 comités d'arrondissement, 212 comités de ville, 336 comités de rayon dans les villes, 3.479 comités de rayon à la campagne et 113.060 organisations primaires du Parti.

On ne saurait dire que la division des organisations soit déjà achevée. Le plus probable, c'est qu'elle sera continuée. Quoi qu'il en soit, elle donne dès à présent de bons résultats, tant au point de vue de l'amélioration de la direction quotidienne du travail, qu'au

point de vue du rapprochement de la direction elle-même vers le travail concret à la base. Et je ne parle pas du fait que la division des organisations trop grandes a permis d'élever des centaines et des milliers d'hommes nouveaux à des postes de direction.

C'est là aussi une grande réalisation.

2. Le choix des cadres, leur promotion, leur répartition

Régler la composition du Parti et rapprocher les organismes dirigeants vers le travail concret à la base, cela n'était ni ne pouvait être le seul moyen de poursuivre l'affermissement du Parti et de sa direction. Un autre moyen d'affermir le Parti, pendant la période envisagée, ce fut l'amélioration radicale du travail fait auprès des cadres, un meilleur choix des cadres, leur promotion, leur répartition et leur vérification au cours du travail.

Les cadres du Parti, c'est le corps de commandement du Parti. Et notre Parti étant au pouvoir, ces cadres forment aussi le corps de commandement des organismes dirigeants de l'Etat. Après qu'une ligne politique juste a été établie, vérifiée dans la pratique, les cadres du Parti deviennent la force décisive de la direction dans le Parti et dans l'Etat. Avoir une ligne politique juste est évidemment la première chose, et la plus importante. Mais cela ne suffit pas encore. Une ligne politique juste n'est pas faite pour être simplement proclamée, mais pour être appliquée. Or, pour appliquer pratiquement une juste ligne politique, il faut des cadres, il faut des hommes qui comprennent la ligne politique du Parti ; qui la conçoivent comme leur propre ligne et soient prêts à l'appliquer ; qui sachent la mettre en pratique et soient capables de répondre d'elle, de la défendre, de lutter pour elle. Autrement la ligne politique juste risque de rester sur le papier.

Dès lors se pose la question du choix judicieux des cadres, de leur formation, de la mise en avant d'hommes nouveaux, de la juste répartition des cadres et de leur vérification d'après le travail accompli.

Que signifie bien choisir les cadres ?

Bien choisir les cadres, ce n'est pas encore s'entourer d'adjoints, de suppléants, monter une chancellerie et lancer, de là, toute sorte de directives. (*Rires.*) Ce n'est pas non plus abuser de son pouvoir, déplacer sans rime ni raison des dizaines et des centaines de personnes, d'un endroit dans un autre et vice versa, et procéder à d'interminables « réorganisations ». (*Rires.*)

Bien choisir les cadres, cela signifie :

Premièrement, regarder les cadres comme la réserve d'or du Parti et de l'Etat, en faire grand cas, les tenir en estime.

Deuxièmement, connaître les cadres, étudier minutieusement les qualités et les défauts de chacun des militants, savoir à quel poste tel militant peut développer au mieux ses capacités.

Troisièmement, former avec sollicitude les cadres, aider chaque militant en voie de progrès, à s'élever ; ne pas craindre de « perdre son temps » avec ces camarades pour accélérer leur croissance.

Quatrièmement, promouvoir, hardiment et en temps utile, de nouveaux, de jeunes cadres, ne pas les laisser trop longtemps à la même place, ne pas les laisser s'enrouiller.

Cinquièmement, répartir les militants aux différents postes de façon que chacun se sente à sa place ; que chacun puisse donner à notre œuvre commune le maximum de ce que ses qualités personnelles lui permettent de donner ; de façon que l'orientation générale du travail de répartition des cadres réponde entièrement aux nécessités de la ligne politique, dont l'application dicte cette répartition.

Ici, ce qui importe surtout, c'est de promouvoir hardiment et en temps opportun de nouveaux, de jeunes cadres. Je pense que dans l'esprit de nos militants la clarté ne s'est pas encore entièrement faite sur cette question. Les uns considèrent que dans le choix des hommes il faut s'orienter surtout sur les vieux cadres. D'autres, au contraire, pensent s'orienter surtout sur les jeunes cadres. Il me semble que les uns et les autres se trompent. Les vieux cadres représentent évidemment une grande richesse pour le Parti et l'Etat. Ils possèdent ce que les jeunes cadres n'ont pas : une expérience considérable en matière de direction, une solide formation marxiste-léniniste, la connaissance de leur travail, la force d'orientation. Mais d'abord, les vieux cadres, il y en a toujours trop peu, moins qu'il n'en faut ; et ils commencent en partie à quitter les rangs, de par les lois de la nature. Deuxièmement, une partie des vieux cadres est quelquefois encline à regarder obstinément en arrière, à rester dans le passé, à s'en tenir aux choses vieilles et à ne pas remarquer ce qu'il y a de nouveau dans la vie. C'est là perdre le sentiment du nouveau. Défaut très grave, dangereux. En ce qui concerne les jeunes cadres, ils n'ont évidemment pas cette expérience, cette solide formation, cette connaissance du travail et cette force d'orientation que possèdent les vieux cadres. Mais, premièrement, les jeunes cadres forment l'immense majorité ; deuxièmement, ils sont jeunes et ils ne sont pas menacés pour l'instant d'avoir à quitter les rangs ; troisièmement, le sentiment du nouveau, qualité précieuse pour tout militant bolchévik, est fortement développé chez les jeunes ; quatrièmement, les jeunes grandissent et s'instruisent si vite, ils montent avec tant d'impétuosité, que le jour n'est pas loin où ils rattraperont les vieux, se placeront à leurs côtés et seront une relève

digne d'eux. Par conséquent, notre tâche n'est pas de nous orienter sur les vieux cadres ou sur les nouveaux, mais de nous appliquer à combiner, à fondre les vieux et les nouveaux cadres dans un seul orchestre dirigeant le travail du Parti et de l'Etat. (*Applaudissements prolongés.*)

Voilà pourquoi il est nécessaire d'élever hardiment et en temps utile les jeunes cadres aux postes de direction.

Pendant la période écoulée, une des importantes réalisations du Parti en ce qui concerne le renforcement de sa direction, c'est qu'il a su, en choisissant les cadres, fondre et combiner heureusement, de la base au sommet, les vieux et les jeunes militants.

Le Comité central du Parti dispose de données qui montrent que, pendant la période écoulée, le Parti a su élever aux postes de direction, dans les organismes de l'Etat et du Parti plus de 500.000 jeunes bolchéviks, membres du Parti ou proches du Parti, dont plus de 20% de femmes.

Quelle est la tâche à présent ?

C'est de centraliser le choix des cadres, de la base au sommet, et d'élever ce travail au niveau voulu, au niveau scientifique, bolchévik.

Pour cela il faut en finir avec ce système qui consiste à confier l'étude, la promotion et le choix des cadres à de multiples services et secteurs, et concentrer ce travail en un seul point.

Ce centre sera la Direction des cadres près le Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; un service des cadres sera créé dans chaque organisation du Parti — de République, de territoire et de région.

3. La propagande du Parti. L'éducation marxiste-léniniste des membres et des cadres du Parti

Il existe encore un domaine du travail, très important et très responsable, qui, pendant la période écoulée, a contribué à l'affermissement du Parti et de ses organismes dirigeants : c'est la propagande et l'agitation, orale et écrite, l'éducation des membres et des cadres du Parti dans l'esprit du marxisme-léninisme, le travail destiné à élever le niveau politique et théorique du Parti et de ses militants.

Il n'est guère nécessaire de s'étendre sur l'importance extrême de la propagande du Parti, de l'éducation marxiste-léniniste de nos militants. Je ne parle pas seulement des militants de l'appareil du Parti. Je parle aussi des militants des organisations des Jeunesses communistes, des organisations syndicales, commerciales, coopératives, économiques, publiques, éducatives, militaires et autres. On

peut, d'une manière satisfaisante, régler le problème de la composition du Parti et rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base ; on peut organiser d'une manière satisfaisante la promotion des cadres, leur choix, leur répartition ; mais si, avec tout cela, notre propagande du Parti commence à boiter pour une raison ou pour une autre, si le travail d'éducation marxiste-léniniste de nos cadres commence à s'étioler, si notre travail pour élever le niveau politique et théorique de ces cadres faiblit et que, de ce fait, les cadres eux-mêmes cessent de s'intéresser aux perspectives de notre marche en avant, cessent de comprendre la justesse de notre cause et se transforment en de vulgaires praticiens sans perspectives, qui exécutent aveuglément et mécaniquement les directives d'en haut, — tout notre travail de l'Etat et du Parti doit nécessairement s'étioler. Il faut reconnaître, comme un axiome, que plus élevés sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants occupés dans quelque domaine que ce soit du travail de l'Etat et du Parti, plus élevé et fécond est le travail lui-même, plus tangibles en sont les résultats ; au contraire, plus bas sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants, plus probables sont les lacunes et les échecs dans le travail, plus probables sont la déchéance, la transformation des militants eux-mêmes en praticiens-ergoteurs, plus probable est leur dégénérescence complète. On peut dire avec certitude que si nous parvenions à former idéologiquement nos cadres dans tous les domaines du travail, et à les tremper politiquement de façon qu'ils puissent s'orienter aisément dans la situation intérieure et internationale, si nous parvenions à faire d'eux des marxistes-léninistes parfaitement mûrs, capables de résoudre, sans commettre de fautes graves, les problèmes de direction du pays, — nous aurions toutes les raisons d'estimer que les neuf dixièmes de tous nos problèmes sont déjà résolus. Nous pouvons certainement résoudre ce problème, nous avons pour cela tous les moyens et toutes les possibilités.

D'ordinaire, l'éducation, la formation de jeunes cadres se fait chez nous par branches scientifiques et techniques, par spécialités. Chose indispensable et utile. Point n'est besoin qu'un spécialiste en médecine soit en même temps spécialiste en physique ou en botanique, et inversement. Mais il est une branche que doivent absolument connaître les bolchéviks travaillant dans tous les domaines de la science : c'est la science marxiste-léniniste de la société, des lois du développement de la société, des lois du développement de la révolution prolétarienne, des lois du développement de l'édification socialiste, de la victoire du communisme ; car on ne saurait considérer comme un véritable léniniste celui qui se disant léniniste se confine dans sa spécialité, par exemple dans les mathéma-

tiques, la botanique ou la chimie, sans rien voir au delà de sa spécialité. Un léniniste ne peut être uniquement un spécialiste de la science qu'il a choisie ; il doit être en même temps un homme politique, un homme public qui s'intéresse vivement aux destinées de son pays, qui connaît les lois du développement social, qui sait s'inspirer de ces lois et entend prendre une part active à la direction politique du pays. Ce sera là, évidemment, un supplément de travail pour les spécialistes bolchéviks. Mais ce travail donnera des résultats qui compenseront largement l'effort fourni.

La propagande du Parti, l'éducation marxiste-léniniste des cadres, a pour tâche d'aider nos cadres dans toutes les branches d'activité à assimiler la science marxiste-léniniste des lois du développement de la société.

Les mesures à prendre pour améliorer la propagande et l'éducation marxiste-léniniste des cadres ont été maintes fois envisagées au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., avec la participation des propagandistes des différentes organisations régionales du Parti. On a fait état de la parution du *Précis d'histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.* en septembre 1938. On a constaté que la parution du *Précis d'histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.* donne une nouvelle ampleur à la propagande marxiste-léniniste dans notre pays. Les résultats du travail du Comité central ont été publiés dans sa décision que l'on connaît sur l'« Organisation de la propagande du Parti à la suite de la publication du *Précis d'histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.* ».

Partant de cette décision et compte tenu des décisions prises par l'Assemblée plénière du Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., en mars 1937, sur « Les défauts du travail du Parti », le Comité central du Parti communiste, afin de remédier aux insuffisances dans le domaine de la propagande du Parti et pour améliorer l'éducation marxiste-léniniste des membres et des cadres du Parti, a élaboré les principales mesures que voici :

1. Concentrer en un seul point le travail de propagande et d'agitation du Parti et fusionner les sections de propagande et d'agitation avec les sections de la presse en un seul service de propagande et d'agitation près le Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S. ; créer une section de propagande et d'agitation dans chaque organisation du Parti — de République, de territoire et de région.

2. Considérant comme une erreur notre engouement pour le système de la propagande par les cercles, et estimant plus rationnelle la méthode de l'étude individuelle des principes du marxisme-léninisme par les membres du Parti, le Parti doit concentrer son attention sur la propagande dans la presse et sur l'organisation du système de propagande au moyen de conférences.

3. Organiser dans chaque centre régional des cours annuels de perfectionnement pour nos cadres de base.

4. Organiser dans une série de centres de notre pays des écoles léninistes de deux ans, pour nos cadres moyens.

5. Organiser une école supérieure de marxisme-léninisme près le Comité central du P. C. (b) de l'U.R.S.S. pour la formation de cadres théoriques hautement qualifiés du Parti. Durée des études, trois ans.

6. Créer dans une série de centres de notre pays, des cours annuels de perfectionnement pour propagandistes et journalistes.

7. Créer près l'école supérieure de marxisme-léninisme, des cours de six mois pour le perfectionnement des professeurs de marxisme-léninisme dans les écoles supérieures.

Il est hors de doute que l'application de ces mesures qui sont déjà mises en œuvre, mais ne le sont pas encore à un degré suffisant, ne tardera pas à donner de bons résultats.

4. Quelques questions de théorie

Parmi les insuffisances de notre travail en matière de propagande et d'idéologie, citons encore l'absence d'une clarté complète, chez nos camarades, sur certaines questions de théorie dont l'importance pratique est considérable, l'existence d'une certaine confusion dans ces problèmes. Je veux parler du problème de l'Etat en général, de notre Etat socialiste surtout, et du problème de nos intellectuels soviétiques.

On demande parfois : « Les classes exploiteuses chez nous sont supprimées ; il n'existe plus de classes ennemies dans le pays ; il n'y a plus personne à réprimer, c'est donc que l'Etat n'est plus nécessaire, il doit disparaître. Pourquoi alors ne contribuons-nous pas à faire disparaître notre Etat socialiste ? Pourquoi ne nous appliquons-nous pas à en finir avec lui ? Ne serait-il pas temps de jeter dehors tout ce fatras qu'est l'Etat ? »

Ou encore : « Les classes exploiteuses sont déjà supprimées chez nous ; le socialisme est construit dans ses grandes lignes ; nous allons au communisme. Or, la doctrine marxiste sur l'Etat dit qu'en régime communiste, il ne doit point y avoir d'Etat. Pourquoi ne contribuons-nous pas à faire disparaître notre Etat socialiste ? Ne serait-il pas temps de reléguer l'Etat au musée des antiquités ? »

Ces questions attestent que leurs auteurs ont appris consciencieusement certaines thèses de la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat. Mais elles montrent d'autre part que ces camarades n'ont pas compris l'essence de cette doctrine, ils n'ont pas démêlé dans

quelles conditions historiques se sont élaborées certaines thèses de cette doctrine ; ils n'ont pas compris surtout la situation internationale actuelle ; ils ont oublié l'encerclement capitaliste et les dangers qui en découlent pour le pays du socialisme. Ces questions ne révèlent pas seulement une sous-estimation de l'encerclement capitaliste. Elles révèlent aussi une sous-estimation du rôle et de l'importance des Etats bourgeois et de leurs organismes, qui envoient dans notre pays des espions, des assassins et des saboteurs, et guettent l'instant propice pour l'attaquer militairement ; elles révèlent de même la sous-estimation du rôle et de l'importance de notre Etat socialiste, de ses organismes militaires, punitifs, et de ses services de renseignements, nécessaires à la défense du pays du socialisme contre les attaques du dehors. Il faut reconnaître que ces camarades ne sont pas les seuls à pécher par cette sous-estimation. Dans une certaine mesure, nous tous, bolchéviks, tous sans exception, nous péchons par là. N'est-il pas surprenant que nous n'ayons eu connaissance que ces derniers temps — en 1937-1938 — de l'espionnage et de l'activité conspiratrice des meneurs trotskistes et boukhariniens, alors que, comme l'attestent les documents, ces messieurs étaient agents des services d'espionnage étrangers et fomentaient des complots contre la Révolution d'Octobre dès ses premiers jours ? Comment avons-nous pu ne pas remarquer cette chose si grave ? Comment expliquer cette bévue ? On répond d'ordinaire à cette question : Nous ne pouvions pas supposer que ces gens-là tomberaient si bas. Mais ce n'est pas une explication, et encore moins une excuse. Car la bévue reste un fait. Comment l'expliquer, cette bévue ? Elle s'explique par une sous-estimation des forces et de l'importance du mécanisme des Etats bourgeois dont nous sommes entourés, et de leurs services d'espionnage qui s'appliquent à mettre à profit les faiblesses des hommes, leur vanité, leur veulerie, pour les prendre dans les filets d'espionnage dont ils cherchent à entourer les organismes de l'Etat soviétique. Elle s'explique par la sous-estimation du rôle et de l'importance du mécanisme de notre Etat socialiste et de ses services de renseignements, par la sous-estimation de ces derniers ; par les bavardages prétendant que dans l'Etat soviétique les services de renseignements sont un détail, une bagatelle ; que les services de renseignements soviétiques, tout comme l'Etat soviétique lui-même, devront bientôt être relégués au musée des antiquités.

Qu'est-ce qui est à l'origine de cette sous-estimation ?

C'est que certaines thèses générales de la doctrine du marxisme sur l'Etat n'ont pas été élaborées jusqu'au bout, sont insuffisantes. Cette sous-estimation s'est répandue parce que nous avons fait preuve d'une insouciance impardonnable envers les problèmes de

la théorie de l'Etat. Cela, malgré vingt années d'expérience pratique dans la gestion de notre Etat, expérience qui fournit une riche documentation pour les généralisations théoriques. Cela, bien que nous ayons la possibilité, si nous le désirons, de combler avec succès cette lacune théorique. Nous avons oublié les indications très importantes de Lénine sur les devoirs, en matière de théorie, des marxistes russes appelés à développer plus avant la théorie du marxisme. Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

Nous ne regardons nullement la théorie de Marx comme quelque chose de fini et d'intangible ; nous sommes convaincus, au contraire, qu'elle a simplement posé la pierre angulaire de la science que les socialistes *doivent* pousser plus loin dans toutes les directions, s'ils ne veulent pas se laisser distancer par la vie. Nous pensons que pour les socialistes russes une élaboration *indépendante* de la théorie de Marx est particulièrement indispensable, puisque cette théorie ne donne que des principes *directeurs* généraux, lesquels s'appliquent *en particulier* à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie. (Lénine : « Notre programme », t. II, p. 492, éd. russe.)

Prenons, par exemple, la formule classique de la théorie du développement de l'Etat socialiste, donnée par Engels :

Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à maintenir opprimée ; dès que sont supprimés, en même temps que la domination de classe et la lutte pour l'existence, fondée sur l'actuelle anarchie de la production, les collisions et les excès qui en résultaient, il n'y a plus rien à réprimer et un pouvoir spécial de répression, un Etat, cesse d'être nécessaire. Le premier acte par lequel l'Etat se manifeste réellement comme représentant de la société tout entière, à savoir la prise de possession des moyens de production au nom de la société, est en même temps le dernier acte propre de l'Etat. L'intervention du pouvoir d'Etat dans les relations sociales devient superflue sur un terrain après l'autre, et s'assoupit ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production. L'Etat n'est pas « aboli », il *disparaît*. (Fr. Engels : *Anti-Dühring*.)

Cette thèse d'Engels est-elle juste ?

Oui, elle est juste, mais à une des deux conditions suivantes : a) si l'on étudie l'Etat socialiste uniquement du point de vue du développement intérieur du pays, en faisant abstraction à l'avance du facteur international et en considérant le pays et l'Etat, pour la commodité de l'analyse, en dehors de la conjoncture internationale, ou b) si l'on suppose que le socialisme a déjà triomphé dans tous les pays, ou dans la plupart des pays ; qu'au lieu de l'encercllement capitaliste existe l'encercllement socialiste ; qu'il n'y a plus de menace d'agression du dehors ; qu'il n'est plus besoin de renforcer l'armée et l'Etat.

Et si le socialisme n'a vaincu que dans un seul pays pris à part, et que, par conséquent, il soit absolument impossible de faire abs-

traction de la situation internationale, — que faire en pareil cas ? A cette question, la formule d'Engels ne donne pas de réponse. Au reste, Engels ne se pose même pas cette question ; par conséquent, on ne peut trouver chez lui une réponse à cette question. Engels part de cette hypothèse que le socialisme a déjà triomphé plus ou moins simultanément dans tous les pays ou dans la plupart des pays. Par conséquent, Engels n'analyse pas ici tel ou tel Etat socialiste concret de tel ou tel pays pris à part, mais le développement de l'Etat socialiste en général, en admettant que le socialisme a triomphé dans la plupart des pays, d'après cette formule : « Admettons que le socialisme ait triomphé dans la plupart des pays ; la question se pose : quels changements doit subir, en ce cas, l'Etat prolétarien, socialiste ? » Seul ce caractère général et abstrait du problème peut expliquer pourquoi dans l'analyse du problème de l'Etat socialiste, Engels fait totalement abstraction d'un facteur tel que la situation internationale, la conjoncture internationale.

Il s'ensuit donc qu'il ne faut pas étendre la formule générale d'Engels sur le sort de l'Etat socialiste en général, au cas particulier et concret de la victoire du socialisme dans un seul pays pris à part, entouré de pays capitalistes, menacé d'une agression militaire du dehors ; pays qui ne peut, par conséquent, faire abstraction de la conjoncture internationale et doit disposer d'une armée bien préparée, d'organismes punitifs bien organisés et de solides services de renseignements ; pays qui, par conséquent, doit avoir un Etat suffisamment fort pour pouvoir défendre les conquêtes du socialisme contre les attaques de l'extérieur.

On ne saurait exiger des classiques du marxisme, séparés de notre époque par 45 à 55 années, qu'ils aient prévu pour un avenir éloigné tous les zigzags de l'histoire dans chaque pays pris isolément. Il serait ridicule d'exiger des classiques du marxisme qu'ils aient élaboré pour nous des solutions toutes prêtes sur tous les problèmes théoriques pouvant surgir dans chaque pays pris à part dans cinquante ou cent ans, afin que nous autres descendants des classiques du marxisme puissions tranquillement rester couchés sur le flanc et mâcher des solutions toutes prêtes. (*Hilarité.*) Mais nous pouvons et devons exiger des marxistes-léninistes de notre époque, qu'ils ne se bornent pas à apprendre par cœur telles thèses générales du marxisme ; qu'ils pénètrent l'essence du marxisme ; qu'ils apprennent à tenir compte des vingt années d'expérience de l'Etat socialiste dans notre pays ; qu'ils apprennent enfin, en se basant sur cette expérience et en s'inspirant de l'essence du marxisme, à concrétiser telles thèses générales du marxisme, à les préciser, à les perfectionner. Lénine a écrit son célèbre ouvrage *L'Etat et la*

Révolution en août 1917, c'est-à-dire quelques mois avant la Révolution d'Octobre et la fondation de l'Etat soviétique. Lénine estimait que la tâche principale de ce livre était de défendre la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat, contre les opportunistes qui la déformaient et la banalisaient. Lénine se proposait d'écrire la seconde partie de *L'Etat et la Révolution*, où il comptait tirer les principales conclusions de l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917. Il est hors de doute que Lénine pensait élaborer et développer plus avant, dans la seconde partie de son livre, la théorie de l'Etat, en s'appuyant sur l'expérience du pouvoir soviétique dans notre pays. La mort l'empêcha d'accomplir cette tâche. Mais ce que Lénine n'a pas eu le temps de faire doit être accompli par ses disciples. (*Vifs applaudissements.*)

L'Etat est né de la division de la société en classes ennemies; il est né pour tenir en bride la majorité exploitée dans l'intérêt d'une minorité d'exploiteurs. Les instruments du pouvoir d'Etat étaient principalement l'armée, les organismes punitifs, les services d'espionnage, les prisons. Deux fonctions essentielles caractérisent l'activité de l'Etat : une fonction intérieure (principale) — tenir en bride la majorité exploitée, et une fonction extérieure (non la principale) — étendre le territoire de sa classe, de la classe dominante, aux dépens du territoire des autres Etats, ou défendre le territoire de son Etat contre les attaques des autres Etats. Il en était ainsi sous le régime d'esclavage et le féodalisme. Il en est ainsi en régime capitaliste.

Pour renverser le capitalisme, il a fallu non seulement retirer le pouvoir à la bourgeoisie, non seulement exproprier les capitalistes, mais briser entièrement la machine d'Etat de la bourgeoisie, sa vieille armée, son corps de fonctionnaires bureaucratique, sa police, et remplacer cette machine par une nouvelle forme d'Etat, prolétarien, par un nouvel Etat, socialiste. C'est justement ce qu'ont fait les bolchéviks. Mais il ne s'ensuit pas du tout que le nouvel Etat prolétarien ne puisse conserver certaines fonctions de l'ancien Etat, modifiées suivant les besoins de l'Etat prolétarien. Il ne s'ensuit pas, à plus forte raison, que les formes de notre Etat socialiste doivent rester immuables; que toutes les fonctions initiales de notre Etat doivent être conservées dans leur intégrité, à l'avenir également. En réalité, les formes de notre Etat changent et changeront avec le développement de notre pays et en même temps que se modifiera la situation extérieure.

Lénine a parfaitement raison quand il dit :

Les formes des Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : tous ces Etats sont d'une manière ou d'une autre, mais

nécessairement, en dernière analyse, une *dictature de la bourgeoisie*. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment pas ne pas fournir une grande abondance et une diversité de formes politiques ; mais leur essence sera inévitablement une : *la dictature du prolétariat*. (Lénine : *L'Etat et la Révolution*, t. XXI, p. 393, éd. russe.)

Depuis la Révolution d'Octobre notre Etat socialiste a traversé, dans son développement, deux phases principales :

La première phase, c'est la période allant de la Révolution d'Octobre à la liquidation des classes exploiteuses. La tâche principale de cette période consistait à écraser la résistance des classes renversées, à organiser la défense du pays contre l'agression des interventionnistes, à rétablir l'industrie et l'agriculture, à préparer les conditions nécessaires à la liquidation des éléments capitalistes. En conséquence, notre Etat remplissait, pendant cette période, deux fonctions principales. Première fonction : écrasement des classes renversées à l'intérieur du pays. En cela notre Etat rappelait extérieurement les Etats précédents, dont la fonction consistait à écraser les réfractaires, avec toutefois cette différence de principe que notre Etat écrasait la minorité exploiteuse au profit de la majorité travailleuse, tandis que les Etats précédents écrasaient la majorité exploitée au profit de la minorité exploiteuse. Deuxième fonction : défense du pays contre l'agression du dehors. En cela notre Etat rappelait de même, extérieurement, les Etats précédents qui, eux aussi, s'occupaient de la défense armée de leur pays. Il y avait toutefois cette différence de principe que notre Etat défendait, contre l'agression du dehors, les conquêtes de la majorité travailleuse, tandis que les Etats précédents défendaient alors les richesses et les privilèges de la minorité exploiteuse. Il y avait encore une troisième fonction : le travail d'organisation économique et le travail culturel et éducatif des organismes de notre Etat, travail qui avait pour but de développer les jeunes pousses de l'économie nouvelle, socialiste, et de rééduquer les hommes dans l'esprit du socialisme. Mais cette nouvelle fonction ne prit pas à l'époque un sérieux développement.

La seconde phase a été la période allant de la liquidation des éléments capitalistes de la ville et de la campagne à la victoire complète du système socialiste de l'économie, à l'adoption de la nouvelle Constitution. La tâche essentielle de cette période a été d'organiser l'économie socialiste dans l'ensemble du pays et de faire disparaître les derniers vestiges des éléments capitalistes ; d'organiser la révolution culturelle, d'organiser une armée parfaitement modernisée pour la défense du pays. En conséquence, les fonctions de notre Etat socialiste se sont modifiées. La fonction de répression militaire à l'intérieur du pays est devenue superflue, elle a disparu, puisque

l'exploitation a été supprimée, les exploités n'existent plus et il n'y a plus personne à réprimer. La fonction de répression a fait place à la fonction de protection de la propriété socialiste contre les voleurs et les dilapidateurs du bien public. La fonction de défense militaire du pays contre l'agression du dehors s'est conservée intégralement. Par conséquent, on a conservé aussi l'Armée rouge, la Marine militaire ainsi que les organismes punitifs et les services de renseignements, nécessaires pour capturer et châtier les espions, les assassins, les saboteurs dépêchés dans notre pays par les services d'espionnage étrangers. De même s'est conservée et pleinement développée la fonction d'organisation économique, de travail culturel et éducatif des organismes d'Etat. Maintenant la tâche essentielle de notre Etat, à l'intérieur du pays, consiste à faire un travail paisible d'organisation économique, de culture et d'éducation. En ce qui concerne notre armée, nos organismes punitifs et nos services de renseignements, leur pointe est dirigée non plus vers l'intérieur du pays, mais vers l'extérieur, contre les ennemis du dehors.

Comme vous voyez, nous avons maintenant un Etat absolument nouveau, un Etat socialiste, sans précédent dans l'histoire et qui se distingue sensiblement, par sa forme et ses fonctions, de l'Etat socialiste de la première phase.

Mais le développement ne peut en rester là. Nous allons plus loin, en avant, vers le communisme. L'Etat subsistera-t-il aussi en période de communisme ?

Oui, il subsistera si l'encercllement capitaliste n'est pas liquidé, si le danger d'agressions militaires du dehors n'est pas écarté. Et l'on conçoit que les formes de notre Etat seront de nouveau modifiées en conformité des changements qui pourront survenir dans la situation intérieure et extérieure.

Non, il ne subsistera pas, il disparaîtra, si l'encercllement capitaliste est liquidé, s'il est remplacé par l'encercllement socialiste.

Il en est ainsi du problème de l'Etat socialiste.

La deuxième question est celle des intellectuels soviétiques.

Dans cette question, de même que dans celle de l'Etat, il existe au sein de notre Parti un certain manque de clarté, une certaine confusion.

Malgré la position parfaitement claire du Parti dans le problème des intellectuels soviétiques, des conceptions hostiles aux intellectuels soviétiques et incompatibles avec la position du Parti, ont encore cours dans les rangs de ce dernier. On sait que les propagateurs de ces conceptions erronées observent une attitude de dédain et de mépris envers les intellectuels soviétiques, qu'ils considèrent comme une force étrangère et même hostile à la classe ouvrière et à la paysannerie. Il est vrai que, pendant la période du développement

soviétique, l'intelligentsia a radicalement changé, tant au point de vue de sa composition que de sa situation; elle s'est rapprochée du peuple et collabore honnêtement avec lui. C'est ce qui la distingue, en son principe, des anciens intellectuels, des intellectuels bourgeois. Mais ces camarades-là n'en ont cure. Ils continuent leur vieille antienne, et reportent à tort sur les intellectuels soviétiques les conceptions et les sentiments qui avaient une raison d'être autrefois, quand les intellectuels se trouvaient au service des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Autrefois, avant la Révolution, en régime capitaliste, l'intelligentsia était surtout composée de représentants des classes possédantes — nobles, industriels, marchands, koulaks, etc. Il y avait aussi dans ses rangs des hommes sortis de la petite bourgeoisie, des milieux de petits fonctionnaires et même de paysans et d'ouvriers; mais ils ne jouaient ni ne pouvaient jouer un rôle décisif. L'intelligentsia, dans son ensemble, trouvait sa pitance auprès des classes possédantes qu'elle servait. Aussi conçoit-on la méfiance, souvent changée en haine, que nourrissaient à son égard les éléments révolutionnaires de notre pays et, en premier lieu, les ouvriers. Il est vrai que l'ancienne intelligentsia a donné des hommes, des dizaines d'hommes courageux et révolutionnaires, qui ont embrassé le point de vue de la classe ouvrière, au sort de laquelle ils ont lié étroitement leur propre sort. Mais ces gens-là étaient trop peu nombreux parmi les intellectuels, et ils ne pouvaient changer la physionomie de l'intelligentsia dans son ensemble.

Cependant la situation, en ce qui concerne les intellectuels, a radicalement changé après la Révolution d'Octobre, après la défaite de l'intervention militaire étrangère et surtout après la victoire de l'industrialisation et de la collectivisation agricole. L'exploitation ayant été supprimée et le système socialiste affirmé dans l'économie, des possibilités réelles ont été créées, qui ont permis de doter le pays d'une nouvelle Constitution, et de la mettre en œuvre. Dès les premiers jours de la Révolution d'Octobre, la partie la plus influente et la plus qualifiée de l'ancienne intelligentsia se détacha de la masse des intellectuels, engagea la lutte ouverte contre le pouvoir soviétique et se lança dans le sabotage, ce qui lui valut un châtiment mérité : elle fut battue et dispersée par les organes du pouvoir soviétique. Ensuite, la plupart de ceux d'entre eux qui étaient restés se firent enrôler par les ennemis de notre pays comme saboteurs, espions. C'est ainsi qu'ils se sont eux-mêmes nuis hors des rangs des intellectuels. Une autre partie des anciens intellectuels, moins qualifiée mais plus nombreuse, continua longtemps encore à piétiner sur place, espérant des « temps meilleurs ». Mais elle finit visiblement par se résigner et décida de prendre du service, de s'ac-

commoder du pouvoir soviétique. Une grande partie de ce groupe de l'ancienne intelligentsia est déjà vieille et commence à quitter les rangs. La troisième partie des vieux intellectuels, simples travailleurs pour la plupart, encore moins qualifiée que la partie précédente, s'est jointe au peuple et a suivi le pouvoir soviétique. Ces intellectuels avaient besoin de parachever leur instruction, et c'est ce qu'ils firent dans nos écoles supérieures. Mais à côté de ce laborieux processus de différenciation et de dislocation de l'ancienne intelligentsia, s'opérait le processus impétueux de formation, de mobilisation et de rassemblement des forces d'une nouvelle intelligentsia. Des centaines de milliers de jeunes gens, sortis des rangs de la classe ouvrière, de la paysannerie, des intellectuels travailleurs, allèrent aux écoles supérieures et aux écoles spéciales, puis vinrent compléter les rangs éclaircis des intellectuels. Ils infusèrent à l'intelligentsia un sang nouveau, la régénérèrent à la manière nouvelle, à la manière soviétique. Ils ont radicalement changé à leur image et à leur ressemblance la physionomie de l'intelligentsia. Ce qui restait des vieux intellectuels s'est trouvé dissous dans la masse des nouveaux intellectuels soviétiques issus du peuple. C'est ainsi qu'est apparue une intelligentsia nouvelle, soviétique, étroitement liée au peuple et prête, dans sa grande masse, à le servir fidèlement.

Résultat : nous avons maintenant une nombreuse intelligentsia nouvelle, socialiste, issue du peuple et qui se distingue foncièrement des anciens intellectuels bourgeois, tant par sa composition que par sa physionomie sociale et politique.

Aux anciens intellectuels d'avant la Révolution, qui étaient au service des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, s'appliquait parfaitement la vieille théorie sur les intellectuels, théorie affirmant la nécessité de se méfier des intellectuels et de mener la lutte contre eux. Maintenant cette théorie a fait son temps. Elle ne convient plus désormais à nos intellectuels nouveaux, soviétiques. Pour ces derniers, il faut une théorie nouvelle, affirmant la nécessité d'une attitude fraternelle à leur égard, la nécessité de prendre soin d'eux, de les respecter et de collaborer avec eux dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la paysannerie.

C'est clair, je pense.

Il est d'autant plus étonnant et plus étrange qu'après tous les changements radicaux survenus dans la situation des intellectuels, il y ait encore, dans notre Parti, des hommes qui essayent d'appliquer la vieille théorie, dirigée contre les intellectuels bourgeois, à notre nouvelle intelligentsia soviétique, laquelle est socialiste en son essence. Ces hommes prétendent, voyez-vous, que des ouvriers et des paysans qui, tout dernièrement encore, travaillaient en sta-

khanovistes dans les usines et les kolkhoz, et ont été envoyés ensuite aux écoles supérieures pour y recevoir l'instruction, cessent d'être par là même des hommes de pleine valeur ; qu'ils deviennent des hommes de deuxième qualité. Ils s'ensuit que l'instruction est chose nuisible et dangereuse. (*Rires.*) Nous voulons faire de tous les ouvriers et de tous les paysans des hommes cultivés et instruits ; et nous le ferons avec le temps. Mais selon l'opinion de ces singuliers camarades, cette entreprise recèle, paraît-il, un grand danger ; car ouvriers et paysans, une fois cultivés et instruits, risquent d'être classés dans la catégorie des hommes de deuxième qualité. (*Hilarité.*) Il n'est pas exclu qu'avec le temps ces singuliers camarades peuvent en venir à glorifier le retard, l'ignorance, l'inculture, l'obscurantisme. Et cela se conçoit. Les entorses en matière de théorie n'ont jamais conduit et ne peuvent conduire à rien de bon.

C'est ainsi que se présente le problème de notre nouvelle intelligentsia socialiste.

* * *

En ce qui concerne le renforcement du Parti, nos tâches sont les suivantes :

1. Améliorer systématiquement la composition du Parti, en élevant le niveau de conscience de ses membres et en n'admettant dans le Parti, par voie de sélection individuelle, que des camarades vérifiés et dévoués à la cause du communisme ;

2. Rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base, afin que leur travail de direction soit de plus en plus actif et concret, de moins en moins bureaucratique et noyé dans les séances ;

3. Centraliser le choix des cadres, les former avec sollicitude, étudier avec soin les qualités et les défauts de chaque militant, élever plus hardiment aux postes de direction les jeunes militants, adapter le choix et la répartition des cadres aux nécessités de la ligne politique du Parti ;

4. Centraliser la propagande et l'agitation du Parti, intensifier la propagande des idées du marxisme et du léninisme, élever le niveau théorique et pousser la formation politique de nos cadres.

* * *

Camarades, je termine mon rapport.

J'ai esquissé dans ses traits généraux le chemin que notre Parti a parcouru pendant la période écoulée. Les résultats du travail du Parti et de son Comité central, au cours de cette période, sont connus.

Nous avons enregistré des insuffisances et des fautes. Le Parti et son Comité central ne les ont pas cachées, ils se sont efforcés de les corriger. Nous comptons aussi de sérieux succès et de grandes réalisations, mais il ne faut pas qu'ils nous donnent le vertige.

Le principal résultat, c'est que la classe ouvrière de notre pays, après avoir supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme et solidement établi le régime socialiste, a prouvé au monde entier le bien-fondé de sa cause. C'est là le résultat principal, puisqu'il affermit la foi dans les forces de la classe ouvrière et dans sa victoire certaine, définitive.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que le peuple ne peut se passer des capitalistes ni des grands propriétaires fonciers, des marchands et des koulaks. La classe ouvrière de notre pays a démontré, en fait, que le peuple peut fort bien se passer des exploités.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que la classe ouvrière, après avoir détruit le vieux système bourgeois, est incapable de construire un ordre nouveau en remplacement de l'ancien. La classe ouvrière de notre pays a démontré en fait qu'elle est parfaitement capable non seulement de détruire l'ancien régime, mais de construire un régime nouveau, meilleur, le régime socialiste, qui ne connaît ni crises ni chômage.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que la paysannerie n'est pas capable de s'engager dans la voie du socialisme. La paysannerie kolkhozienne de notre pays a montré en fait qu'elle peut marcher avec succès dans la voie du socialisme.

Mais ce que la bourgeoisie de tous les pays et ses laquais réformistes veulent surtout, c'est enlever à la classe ouvrière la foi en ses propres forces, la foi dans la possibilité et la certitude de sa victoire, et perpétuer ainsi l'esclavage capitaliste. Car la bourgeoisie sait que si le capitalisme n'est pas encore renversé et subsiste toujours, il le doit non pas à ses bonnes qualités, mais au fait que le prolétariat n'a pas encore une foi suffisante en la possibilité de sa victoire. On ne saurait dire que les efforts de la bourgeoisie, dans cet ordre d'idées, demeurent absolument sans succès. Il faut reconnaître que la bourgeoisie et ses agents au sein de la classe ouvrière ont réussi, dans une certaine mesure, à intoxiquer l'âme de la classe ouvrière par le poison du doute, par le scepticisme. Si les succès de la classe ouvrière de notre pays, si sa lutte et sa victoire contribuent à relever le moral de la classe ouvrière des pays capitalistes et à consolider sa foi en ses propres forces, la foi en sa victoire, notre Parti pourra dire qu'il ne travaille pas en vain. On peut ne pas douter qu'il en sera justement ainsi. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Vive notre classe ouvrière victorieuse ! (*Applaudissements.*)

Vive notre paysannerie kolkhozienne victorieuse ! (*Applaudissements.*)

Vive notre intelligentsia socialiste ! (*Applaudissements.*)

Vive la grande amitié des peuples de notre pays ! (*Applaudissements.*)

Vive le Parti communiste bolchévik de l'U.R.S.S. ! (*Applaudissements.*)

(*Tous les délégués, debout, acclament le camarade Staline et lui font une longue ovation. Des acclamations partent : « Hourra ! Vive le camarade Staline ! Au grand Staline, hourra ! A notre bien-aimé Staline, hourra ! ».*)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
<i>Note des éditeurs</i>	5
 DES PRINCIPES DU LÉNINISME	
<i>(Conférences faites à l'Université Sverdlov au début d'avril 1924)</i>	9-87
I. Les racines historiques du léninisme	11
II. La méthode	16
III. La théorie	21
IV. La dictature du prolétariat	34
V. La question paysanne	44
VI. La question nationale	54
VII. Stratégie et tactique	61
VIII. Le Parti	74
IX. Le style dans le travail .	85
 LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LA TACTIQUE DES COMMUNISTES RUSSES	
<i>(Préface du recueil Sur la route d'Octobre)</i>	88-117
I. Conditions extérieures et intérieures de la Révolution d'Octobre	88
II. De deux particularités de la Révolution d'Octobre, ou Octobre et la théorie de la révolution permanente de Trotski	90
III. Quelques particularités de la tactique des bolchéviks dans la période de préparation d'Octobre	103
IV. La Révolution d'Octobre, commencement et prémisse de la révolution mondiale	113
 QUESTIONS DU LÉNINISME	
I. Définition du léninisme .	118
II. L'essentiel dans le léninisme .	120
III. La question de la révolution « permanente »	121
IV. La révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat	123

V. Le Parti et la classe ouvrière dans le système de la dictature du prolétariat	130
VI. La question de la victoire du socialisme dans un seul pays	149
VII. La lutte pour la victoire de la construction du socialisme	159
SUR LES TROIS MOTS D'ORDRE ESSENTIELS DU PARTI DANS LA QUESTION PAYSANNE	
<i>(Réponse au camarade Ian-ski)</i>	170-179
SUR LE MOT D'ORDRE DE DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE PAUVRE DANS LA PÉRIODE DE PRÉPARATION D'OCTOBRE	
<i>(Réponse au camarade S. Pokrovski)</i>	180-188
LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE	
<i>(Pour le dixième anniversaire d'Octobre)</i>	189-196
SUR LE FRONT DU BLÉ	
<i>(Extrait de l'entretien avec les étudiants de l'Institut des professeurs rouges, de l'Académie communiste et de l'Université Sverdlov, 28 mai 1928)</i>	197-207
JENINE ET LA QUESTION DE L'ALLIANCE AVEC LE PAYSAN MOYEN	
<i>(Réponse au camarade S.)</i>	208-217
DU DANGER DE DROITE DANS LE PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.	
<i>(Discours prononcé à l'Assemblée plénière du Comité de Moscou et de la Commission de contrôle de Moscou, le 19 octobre 1928)</i>	218-229
DE LA DÉVIATION DE DROITE DANS LE PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.	
<i>(Extrait du discours prononcé à l'Assemblée plénière du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., en avril 1929)</i>	230-280
I. Les changements dans les rapports de classes et nos désaccords	230
II. Nos désaccords touchant l'Internationale communiste	236
III. Désaccords en matière de politique intérieure	241
a) De la lutte de classes — 242. b) De l'aggravation de la lutte de classes — 246. c) De la paysannerie. — 249. d) De la Nep et des rapports du marché — 252. e) Du rythme de développement de l'industrie et des nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne — 256. f) Boukharine comme théoricien — 263. g) Plan quinquennal ou plan biennal ? — 270. h) La question des surfaces emblavées — 272. i) Des stocks de blé — 274.	

IV. De la lutte contre la déviation de droite	279
L'ANNÉE DU GRAND TOURNANT	
<i>(Pour le XII^e anniversaire de la Révolution d'Octobre)</i>	281-292
I. Dans le domaine de la productivité du travail	281
II. Dans le domaine de l'édification industrielle	283
III. Dans le domaine de l'édification agricole	285
Conclusion	292
QUESTIONS DE POLITIQUE AGRAIRE EN U.R.S.S.	
<i>(Discours prononcé à la conférence des marxistes spécialistes de la question agraire, le 27 décembre 1929)</i>	293-312
I. La théorie de l'« équilibre »	294
II. La théorie de la « spontanéité » dans la construction socialiste	296
III. La théorie de la « stabilité » de la petite économie paysanne	298
IV. La ville et la campagne	302
V. De la nature des kolkhoz	305
VI. Les changements dans les rapports de classes et le tournant opéré dans la politique du Parti	308
VII. Conclusions	311
DE LA POLITIQUE DE LIQUIDATION DES KOULAKS COMME CLASSE	
	313-316
LE VERTIGE DU SUCCÈS	
<i>(Questions du mouvement de collectivisation agricole)</i>	317-322
RÉPONSE AUX CAMARADES KOLKHOZIENS	
	323-340
LES TACHES DES DIRIGEANTS DE L'INDUSTRIE	
<i>(Discours prononcé à la 1^{re} conférence des cadres de l'industrie socialiste de l'U.R.S.S., le 4 février 1931)</i>	341-349
NOUVELLE SITUATION, NOUVELLES TACHES DE L'ÉDIFICATION ÉCONOMIQUE	
<i>(Discours prononcé à la conférence des dirigeants de l'industrie, le 23 juin 1931)</i>	350-369
I. La main-d'œuvre	351
II. Le salaire des ouvriers	352
III. Organisation du travail	356
IV. La question des intellectuels techniciens de la production, issus de la classe ouvrière	359

V. Les indices d'un tournant parmi les vieux intellectuels techniciens de la production	362
VI. Sur le principe du rendement commercial	364
VII. Travailler sur un mode nouveau, diriger d'une manière nouvelle	366
A PROPOS DE QUELQUES PROBLÈMES DE L'HISTOIRE DU BOLCHÉVISME	
(Lettre à la rédaction de la revue la Révolution prolétarienne)	370-381
LE BILAN DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL	
(Rapport présenté à l'Assemblée plénière commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., le 7 janvier 1933)	382-417
I. La portée internationale du plan quinquennal	382
II. La tâche essentielle du plan quinquennal et les moyens de l'accomplir	389
III. Le bilan du plan quinquennal en quatre ans dans l'industrie.	393
IV. Le bilan du plan quinquennal en quatre ans dans l'agriculture	400
V. Le bilan du plan quinquennal en quatre ans en ce qui concerne l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans	405
VI. Le bilan du plan quinquennal en quatre ans dans le domaine des échanges entre la ville et la campagne	409
VII. Le bilan du plan quinquennal en quatre ans dans le domaine de la lutte contre les débris des classes ennemies	412
VIII. Conclusions générales	415
LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE	
(Discours prononcé à l'Assemblée plénière commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., le 11 janvier 1933)	418-429
DISCOURS PRONONCÉ AU 1^{er} CONGRÈS DES KOLKHOZIENS- OUDARNIKS DE L'U.R.S.S.	
(19 février 1933)	430-443
1. La voie des kolkhoz est la seule juste	430
2. Notre tâche immédiate est de donner l'aisance à tous les kolkhoziens.	436
3. Quelques remarques	439
RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL PRÉSENTÉ AU XVII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.	
(26 janvier 1934)	444-508

I. La crise continue du capitalisme mondial et la situation extérieure de l'Union soviétique	444
1. Le mouvement de la crise économique dans les pays capitalistes — 445. 2. Aggravation de la situation politique dans les pays capitalistes — 450. 3. Les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats capitalistes — 455.	
II. L'essor continu de l'économie nationale et la situation intérieure de l'U.R.S.S.	459
1. L'essor de l'industrie — 462. 2. L'essor de l'agriculture — 467. 3. L'essor de la situation matérielle et de la culture des travailleurs — 478. 4. Le développement du commerce et des transports — 482.	
III. Le Parti	487
1. Questions de direction politique et idéologique — 488.	
2. Les problèmes de direction en matière d'organisation — 498.	
En guise de discours de conclusion	508
 DISCOURS PRONONCÉ AU PALAIS DU KREMLIN A L'OCCASION DE LA PROMOTION DES ÉLÈVES DES ÉCOLES SUPÉRIEURES DE L'ARMÉE ROUGE	
(4 mai 1935)	509-514
 DISCOURS PRONONCÉ A LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DES STAKHANOVISTES DE L'U.R.S.S.	
(17 novembre 1935)	515-528
1. La portée du mouvement stakhanoviste	515
2. Les racines du mouvement stakhanoviste	519
3. Hommes nouveaux, normes techniques nouvelles	523
4. Les tâches immédiates	525
5. Deux mots	527
 SUR LE PROJET DE CONSTITUTION DE L'U.R.S.S.	
(<i>Rapport présenté au VIII^e congrès — congrès extraordinaire — des Soviets de l'U.R.S.S., le 25 novembre 1936</i>)	529-556
I. La Commission de la Constitution, sa formation et ses tâches	529
II. Les changements intervenus dans la vie de l'U.R.S.S. pendant la période 1924-1936	530
III. Particularités essentielles du projet de Constitution	536
IV. La critique bourgeoise du projet de Constitution	540
V. Amendements et additions au projet de Constitution	546
VI. Importance de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.	555

LE MATÉRIALISME DIALECTIQUE ET LE MATÉRIALISME HISTORIQUE
(Septembre 1938) .

. 557-583

RAPPORT PRÉSENTÉ AU XVIII^e CONGRÈS DU PARTI SUR L'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE L'U.R.S.S.
(10 mars 1939)

. 584-633

I. La situation internationale de l'Union soviétique . . . 584

1. Nouvelle crise économique dans les pays capitalistes. Aggravation de la lutte pour les débouchés, pour les sources de matières premières, pour un nouveau partage du monde — 585.
2. Aggravation de la situation politique internationale, faillite du système d'après-guerre des traités de paix, début d'une nouvelle guerre impérialiste — 588.
3. L'Union soviétique et les pays capitalistes — 593.

II. La situation intérieure de l'Union soviétique . . . 595

1. Nouvel essor de l'industrie et de l'agriculture — 596.
2. Nouvelle amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple — 607.
3. Affermissement continu du régime soviétique — 609.

III. Le renforcement continu du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. 614

1. Mesures prises pour améliorer la composition du Parti. Division des organisations trop grandes. Rapprochement des organismes dirigeants vers le travail à la base — 615.
2. Le choix des cadres, leur promotion, leur répartition — 617.
3. La propagande du Parti. L'éducation marxiste-léniniste des membres et des cadres du Parti — 619.
4. Quelques questions de théorie — 622.

И. С Т А Л И Н
ВОПРОСЫ ЛЕНИНИЗМА
(На французском языке)

А-2990

Подписано к печати 11/VII 1947 г.
Формат 60×92¹/₁₆. Объем 40 н. л.
Заказ 602. Тираж 10100.

Цена 15 руб.

Типография „Искра революции“
Москва

ERRATA

<i>P.</i>	<i>Ligne du bas</i>	<i>Au lieu de :</i>	<i>Lisez :</i>
84	1	s'il n'aur-	il n'aur-